

CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°11 • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Échange de vues entre députés et membres du Parlement des Jeunes



Rencontre entre députés et membres du Parlement des Jeunes

Tenter le renouveau, mais tout en y incluant les jeunes. Dans son introduction lors d'une récente rencontre entre députés et membres du Parlement des Jeunes, M. Laurent Mosar a fait allusion aux récents événements et à l'organisation d'élections législatives anticipées le 20 octobre prochain.

Le Président de la Chambre a encouragé les jeunes à s'engager et à façonner le paysage politique et institutionnel afin de faire entendre la voix des générations futures.

Son homologue du Parlement des Jeunes, M. Patrick Weymerskirch, s'est montré convaincu qu'un changement dans la durée ne pourra se faire qu'avec et non au détriment des jeunes.

Les jeunes parlementaires ont ensuite présenté aux députés les résolutions élaborées tout au long de l'année par les quelque 120 membres de leur assemblée et adoptées à son récent sommet annuel.

Les textes mis en avant traitent avant tout de sujets nationaux et internationaux qui les préoccupent à l'heure actuelle: le droit de vote à 16 ans, l'ouverture du droit de vote aux étrangers résidant au Luxembourg, ou encore la demande d'arrêter le financement des Églises et de respecter une neutralité absolue envers les communautés.

L'ouverture du mariage aux couples homosexuels a constitué le sujet de discussion sur lequel les opi-

nions des jeunes et des députés ont le plus divergé.

Au cours de l'échange de vues, les mesures contre le chômage des jeunes, l'importance de la réforme scolaire actuellement en cours, l'instauration de cours d'éducation sexuelle dès l'école fondamentale et le renforcement des cours d'instruction civique au lycée furent également largement évoqués.

Concernant l'actualité internationale, les problèmes sociaux en Grèce, la situation au Mali, le conflit syrien et les efforts consentis par la communauté internationale en faveur du désarmement ont monopolisé les débats.

1.300 signatures contre les colliers étrangleurs martyrisant les chiens



Les opposants aux colliers étrangleurs remettent une pétition au Président de la Chambre.

1.300 signatures, dont trente émanant de vétérinaires et dix d'écoles d'éducation canine: des opposants aux colliers étrangleurs avec ou sans pointes («Stachelhalsbänder» et «Würgehalsbänder» selon la terminologie allemande) viennent de saisir le Président de la Chambre des Députés par voie de pétition.

Estimant que ce type de collier est équivalent à un instrument de torture faisant souffrir le meilleur compagnon de l'homme et dans le but d'en interdire l'utilisation, les signataires de la pétition demandent au législateur d'adapter la législation sur le bien-être des animaux et le règlement grand-ducal du 18 mars 2000 déterminant les conditions de confort minima de détention et d'entretien des animaux de compagnie.

M. Laurent Mosar, tout en saluant l'initiative, a rappelé que les signatures ainsi que la documentation y afférente seront continuées à la Commission des Pétitions qui tiendra les pétitionnaires au courant de la suite accordée à leur missive.

34 ^e séance	Judi	16 mai 2013
35 ^e séance	Mardi	11 juin 2013
36 ^e séance	Mercredi	12 juin 2013

Dissolution différée de la Chambre et élections législatives anticipées

Communiqué du Maréchalat de la Cour du 19 juillet 2013.

Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu, hier, jeudi, en audience Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, et Monsieur Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés.

Il a poursuivi Ses consultations en matinée avec les chefs de groupes et sensibilités politiques représentés à la Chambre des Députés.

Contrairement à l'avis du Conseil d'État du 18 juillet 2013 qui dans sa conclusion retient «qu'un arrêté grand-ducal dissolvant avec effet différé la Chambre des Députés, ne serait pas compatible avec l'esprit de la Constitution, ni avec la coutume constitutionnelle qui s'est forgée à travers l'histoire», les forces politiques du pays se sont prononcées à l'unanimité en faveur d'une dissolution différée de la Chambre des Députés suivie d'élections anticipées, approche qui ne se heurterait pas au texte de notre Constitution.

En conséquence, afin d'éviter que les institutions dans leur ensemble ne soient limitées dans leur champ d'action pour une période prolongée et après avoir dûment analysé la nature des événements autour desquels s'est cristallisée la volonté d'organiser des élections anticipées, Son Altesse Royale le Grand-Duc s'est résolu à dissoudre la Chambre des Députés avec effet au 7 octobre prochain, de nouvelles élections étant fixées au 20 octobre 2013. Sous les conditions de l'article 45 de la Constitution, ces décisions seront formalisées au début de la semaine prochaine.

Son Altesse Royale le Grand-Duc appelle tous les acteurs politiques du pays à mener une campagne électorale digne et espère que le climat de confiance qui nous permet de travailler ensemble dans l'intérêt général de notre pays et de nos concitoyens sera rétabli.

Arrêté grand-ducal du 22 juillet 2013 portant dissolution de la Chambre des Députés.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 74 de la Constitution;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre d'État, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. La Chambre des Députés est dissoute avec effet au 7 octobre 2013.

Art. 2. Notre Premier Ministre, Ministre d'État, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Palais de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Henri

Les Membres du Gouvernement,
Jean-Claude Juncker
Jean Asselborn
Mady Delvaux-Stehres
Luc Frieden
Mars Di Bartolomeo
Jean-Marie Halsdorf
Claude Wiseler
Nicolas Schmit
Octavie Modert
Marco Schank
Françoise Hetto-Gasch
Romain Schneider
Etienne Schneider
Marc Spautz
Martine Hansen

Arrêté grand-ducal du 22 juillet 2013 portant convocation des collèges électoraux pour les élections législatives.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 74 de la Constitution;

Vu l'article 134 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre d'État, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. La réunion des collèges électoraux de toutes les circonscriptions électorales en vue de l'élection des membres de la Chambre des Députés a lieu le dimanche, 20 octobre 2013, de 8.00 heures à 14.00 heures.

Art. 2. Notre Premier Ministre, Ministre d'État, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Palais de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Henri

Les Membres du Gouvernement,
Jean-Claude Juncker
Jean Asselborn
Mady Delvaux-Stehres
Luc Frieden
Mars Di Bartolomeo
Jean-Marie Halsdorf
Claude Wiseler
Nicolas Schmit
Octavie Modert
Marco Schank
Françoise Hetto-Gasch
Romain Schneider
Etienne Schneider
Marc Spautz
Martine Hansen

DANS CE NUMÉRO

- Croissance économique et compétitivité	p. 408
- Neutralité d'Internet	p. 438
- Mobilité transfrontalière	p. 445
Sommaire des séances publiques n ^{os} 34-36	p. 453
Sommaire des questions parlementaires	p. Q149

Visite d'un foyer de jour de l'Association Luxembourg Alzheimer



M. Denis Mancini, membre du comité de direction de l'ala, donne des explications à M. Mosar en présence des responsables de l'association.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, vient de visiter le foyer de jour «Dominique Marth» à Dommeldange, un des six centres de jour gérés par l'Association Luxembourg Alzheimer (ala). Ces foyers assurent une prise en charge en journée de personnes

souffrant de la maladie d'Alzheimer et/ou de troubles apparentés. En 2012, les foyers de jour ont pu accueillir 195 personnes. S'y rajoute la maison de séjour et de soins «Beim Goldknapp» à Erpeldange, dans laquelle 116 personnes peuvent être accueillies jour et nuit.

Le déplacement au foyer de jour à Dommeldange fut l'occasion pour M. Mosar de se familiariser avec le fonctionnement des différentes structures de l'association tout en rencontrant des personnes atteintes de la maladie, ainsi que des membres du personnel.

39^e Session de l'APF et Parlement Francophone des Jeunes à Abidjan, Côte d'Ivoire

Les parlements au cœur de la construction de la Nation

La 39^e Session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) ainsi que la réunion du Bureau de l'APF et la 6^e édition du Parlement Francophone des Jeunes (PFJ) se sont tenues à Abidjan en Côte d'Ivoire du 7 au 12 juillet dernier. Cette rencontre, placée sous le thème «Les parlements au cœur de la construction de la Nation», a réuni plus de 300 participants issus d'une trentaine de sections, une dizaine de présidents d'assemblée et près d'une centaine de jeunes, y compris deux jeunes Luxembourgeois, à savoir Audrey Girard et Pascal Haller.

Accueillis par M. Guillaume Soro, Président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, les participants ont pu entendre lors de la cérémonie d'ouverture le Président Alassane Ouattara ainsi que le Secrétaire général de la Francophonie, M. Abdou Diouf. Tous les participants se sont réjouis de la réintégration de la section ivoirienne au sein de la Francophonie parlementaire suite à l'accalmie politique qui a suivi l'arrivée au pouvoir du Président Ouattara.

La session plénière de l'APF a entendu le rapport du Secrétaire général parlementaire, M. Jacques Legendre, et adopté une quinzaine de résolutions. Le débat général, introduit par le Président Guillaume Soro a donné lieu à une vingtaine d'inter-

ventions qui ont notamment souligné le rôle majeur des parlements dans la construction et la consolidation du concept de «Nation», tout particulièrement dans les pays en sortie de crise.

À noter dans ce contexte que la Chambre des Députés est partenaire de l'Initiative multilatérale de coopération interparlementaire francophone (IMCIF), qui réalise depuis le début de l'année 2013 plusieurs projets d'appui à l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, notamment des formations destinées à des parlementaires et à des fonctionnaires parlementaires.

L'Assemblée plénière a également entendu les allocutions de Mme Yamina Benguigui, Ministre française déléguée auprès du Ministre des Affaires étrangères, chargée de la Francophonie, et de M. Maurice Kouakou Bandaman, Ministre de la Culture et de la Francophonie du Gouvernement ivoirien.

Membre de la section luxembourgeoise de l'APF, Mme Anne Brasseur a présenté à l'Assemblée et au Bureau de l'APF les comptes de l'exercice 2012 et le budget rectifié pour 2013. Madame Brasseur se trouvait en situation de pouvoir annoncer plusieurs bonnes nouvelles, avant tout que l'exécution du budget 2012 a engendré un excédent qu'elle a

proposé de reporter au budget 2013.

Elle a également souligné que l'indépendance financière de l'APF en doit beaucoup à des subventions extérieures, en provenance notamment de l'Organisation internationale de la Francophonie, qui représentent plus de 40% des recettes totales de l'APF. Ce simple pourcentage démontre la très grande importance pour l'APF des travaux sur la prochaine programmation à moyen terme de l'OIF qui détermineront les sommes qui seront allouées à l'APF à partir de 2015. Ces travaux débiteront à l'automne prochain et les parlementaires de la Francophonie suivront ces négociations avec une grande attention.

L'Assemblée générale a également procédé à l'élection des nouveaux membres du Bureau et des Commissions par acclamation. Le mandat de Trésorier international de l'APF de M. Michel Wolter a ainsi été renouvelé pour deux ans. La sénatrice canadienne Andrée Champagne a pour sa part été élue Présidente de l'APF et le député français Pascal Terrasse Secrétaire général parlementaire, alors que le Secrétaire général administratif, M. Jean-Luc Lala, arrivé en fin de mandat, sera remplacé par M. Didier Le Bot.

Pour leur part, les deux jeunes Luxembourgeois Audrey Girard et Pascal Haller ont activement participé aux travaux de commissions préparatoires sur le thème de la responsabilité de protéger les populations civiles à l'épreuve de la souveraineté des États, respectivement du rôle contemporain des parlements. En plénière, les membres du PFJ ont en outre débattu de la problématique de la pénalisation du VIH/SIDA et du rôle de la jeunesse dans le domaine de la coopération au développement.

En guise de clôture, les parlementaires ont pu entendre les résolutions prises par les Commissions et l'Assemblée plénière du Parlement Francophone des Jeunes (PFJ). Ils ont enfin assisté à la grande finale du premier concours de joutes oratoires organisé par l'équipe du PFJ dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire.



Mme Brasseur en compagnie des deux participants au PFJ, Audrey Girard et Pascal Haller

L'Ukraine sollicite les investisseurs grand-ducaux

La perspective de la signature d'un accord d'association avec l'Union européenne (UE) - prévue à la fin novembre 2013 à Vilnius (Lituanie) lors d'un Sommet du Partenariat oriental - avec, à la clé, la création d'une zone de libre-échange, les relations commerciales bilatérales ainsi que les difficultés économiques, dans lesquelles se débat actuellement l'Ukraine, se sont trouvées au centre des entretiens que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a menés avec le Premier Ministre ukrainien, M. Mykola Azarov.

Envisant le Grand-Duché, capable de diffuser stabilité et prospérité en ces temps de récession, M. Azarov a tenu à remercier les gouvernants et parlementaires luxembourgeois pour leur soutien inconditionnel aux efforts ukrainiens de se rapprocher de l'UE.

M. Azarov n'a pas caché que son pays traverse une période délicate. En effet, l'Ukraine est malmenée par la crise en zone euro qui sape ses exportations; les importations de gaz en provenance de la Russie lui sont facturées au prix fort; la mauvaise te-

nue actuelle des cours de certaines matières premières font que le déficit du commerce extérieur ukrainien se creuse; les réformes mises en œuvre pour remédier aux maux chroniques hérités de son appartenance à l'ancienne URSS tardent à montrer suffisamment d'effets.

Le Premier Ministre d'Ukraine entend améliorer le climat des affaires dans son pays pour attirer les investisseurs dont il a besoin. Un meilleur respect de la propriété privée, un combat à toute épreuve contre la corruption et le népotisme, moins de charges et d'impôts ainsi qu'une meilleure régulation devraient à terme aussi attirer la communauté d'affaires luxembourgeoise avec laquelle une rencontre est prévue.

Qualifiant la possibilité d'un accord d'association avec l'UE d'historique - aux dires de M. Azarov, il s'agirait d'un choix de civilisation - il a assuré M. Mosar que toute la classe politique ukrainienne, à part certains extrémistes de gauche et de droite, est favorable à un tel rapprochement.



M. Laurent Mosar accueille M. Mykola Azarov.

Visite du Ministre de l'Économie turc



M. Zafer Çağlayan et sa délégation reçus à la Chambre.

L'entrevue du Président de la Chambre des Députés avec le Ministre de l'Économie de la République de Turquie fut l'occasion de souligner les excellentes relations bilatérales politiques et économiques entre les deux pays.

Après avoir retracé les progrès économiques accomplis par son pays - même si sur l'ensemble de 2012, la croissance turque est retombée à +2,2% contre +8,8% en 2011 -, M. Zafer Çağlayan a commenté la motion adoptée quelques jours plus tôt par la Chambre des Députés, condamnant la violence dont les forces de l'ordre ont fait usage lors

des récentes manifestations qui ont secoué Istanbul ainsi que les autres grandes villes de la Turquie.

Dans ce contexte, M. Laurent Mosar a rappelé que le Luxembourg continue de soutenir le processus d'intégration de la Turquie à l'Union européenne. La visite du Ministre de l'Économie turc a eu lieu dans le cadre de l'inauguration à Findel d'une liaison aérienne directe entre Luxembourg et Istanbul et d'un resserrement des relations d'affaires entre les deux pays. Durant son séjour à Luxembourg, M. Çağlayan était accompagné par une forte délégation de dirigeants d'entreprises.

Le Benelux, avant-coureur des régions de demain

«Dans l'échafaudage institutionnel du Benelux, le Parlement du Benelux a toute sa place. Même si au nord du Benelux (aux Pays-Bas), l'on s'interroge parfois sur la dimension parlementaire de cette Union créée en 1958, il n'y a pas de raison d'affaiblir ni de supprimer son Parlement. Au contraire, ce serait donner raison à tous ceux qui aujourd'hui, au niveau européen, souhaitent "déparlementariser" à tout va et ne cessent de plaider pour une prise de décision généralisée au niveau intergouvernemental.»

C'est en ces termes que le Premier Ministre luxembourgeois, M. Jean-Claude Juncker, s'est adressé aux membres du Parlement Benelux (encore appelé Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux, composé de 21 députés néerlandais, 21 députés belges et 7 députés luxembourgeois) réunis les 14 et 15 juin à la salle plénière de l'Hôtel de la Chambre pour débattre des sujets qui concernent le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas.

En se référant explicitement au nouveau traité Benelux, entré en vigueur au 1^{er} janvier 2012 et valable pour une durée indéterminée, M. Juncker s'est clairement opposé à toute velléité de remise en cause de la structure Benelux telle qu'elle existe à l'heure actuelle.

Se félicitant de la très bonne entente qui se dégage des réunions Benelux servant à préparer les Conseils européens - au dernier sommet européen, M. Juncker, au nom des trois pays du Benelux, a pris la parole pour expliquer leur position sur la possibilité de lever l'embargo européen sur les armes destinées à la Syrie -, il a tenu à préciser que sur chaque sujet qui les concerne, les pays du Benelux se concertent et col-



M. Jean-Claude Juncker s'adressant aux membres du Parlement Benelux

laborent, que ce soit au niveau de la défense, des affaires intérieures, étrangères ou encore d'autres domaines.

Et de renchérir que «si l'entité Benelux était à tel point obsolète, pourquoi d'autres régions et structures telles que la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, les pays baltes ou encore les pays de Visegrad chercheraient-elles alors à nouer des liens et à s'en rapprocher?» C'est parce qu'elles savent, aux yeux de M. Juncker, que la compétition de demain sera une compétition entre régions et non entre États. D'où l'importance pour le Benelux - alors que l'on dénombre 275 régions en Europe - d'élargir sa coopération à d'autres futurs partenaires.

La veille, M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail et de l'Immigration, s'était adressé à l'assistance en revendiquant, aussi bien au niveau du Benelux qu'au niveau de l'Union européenne, encore plus de coopération et de concertation en matière d'immigration.

Il est bien connu que les phénomènes migratoires font fi des frontières, a fortiori si celles-ci se trouvent rapprochées l'une de l'autre comme dans le cas des pays du Benelux. D'où l'importance entre autorités politiques néerlandaises, belges et luxembourgeoises d'une bonne coordination en matière de flux migratoires et d'une concertation accrue si ces flux se densifient au fil de crises telles que les guerres balkaniques ou

lors des premiers soubresauts du Printemps arabe.

Si à ce titre, les pays du Benelux peuvent se targuer d'avoir déjà posé des jalons bien avant que ceux-ci ne soient mis en application par l'Union européenne (UE) - politique commune en matière de visas, suppression des contrôles aux frontières, etc. -, il n'en demeure pas moins que les migrations, facette humaine de la mondialisation, continueront à poser de grands défis. Surtout si l'on entend défendre les acquis des accords de Schengen, conclus en 1985 entre les pays du Benelux, la France et la RFA et dont l'espace regroupe désormais 22 États membres de l'UE et quatre États associés (Islande, Norvège, Suisse, Liechtenstein).

Tout en mentionnant les éléments parfois peu glorieux, mais nécessaires de la politique de réadmission - pour le Luxembourg, le Benelux s'est avéré comme un cadre de négociation indispensable en ce qui concerne les 17 accords de réadmission qu'il a conclus jusqu'à présent -, M. Schmit n'a pas caché à l'assistance que les modèles d'intégration constituent un défi majeur si l'on veut faire des migrations un succès.

Relayant M. Schmit à la tribune, Mme Marit Nybak, Présidente du Conseil nordique (forum de coopération regroupant le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède) et invitée du Parlement Benelux, a été en mesure d'en donner un large aperçu. Revenant sur les différentes vagues migratoires qui ont façonné les pays nordiques, elle s'est attardée sur l'importance d'intégrer par la langue, la formation, l'emploi et le logement les immigrants sans papiers ou munis de fausses identités.

Et de mettre un accent particulier sur les moyens et mesures que les pays membres du Conseil nordique comptent engager afin d'enrayer la montée en puissance du chômage des jeunes qui touche de plein fouet les populations immigrées. Ce n'est qu'à ce prix que l'on pourra éviter à l'avenir les violences dans les zones urbaines, résultat des frustrations d'une population d'exclus, telles qu'elles viennent de se produire encore récemment à Stockholm.

Finalement, la session de deux jours du Parlement Benelux a pris fin par un débat sur le problème récurrent des liaisons ferroviaires à partir de Bruxelles via les grandes villes des Pays-Bas, notamment pour ce qui est du matériel roulant et des trains à grande vitesse.

Unis par le passé et le présent



M. Oleg Betin et M. Laurent Mosar.

Durant la Seconde Guerre mondiale, Tambov et Kirsanov ont constitué pour bon nombre de Luxembourgeois, enrôlés de force dans la Wehrmacht et victimes de la folie du national-socialisme et de la politique de nazification, la dernière étape d'un long chemin de croix: 167 y périrent en tout alors que plus de 1.000 y avaient été détenus.

Liés inextricablement par le passé, la région de Tambov, située à environ 500 km au sud-est de Moscou, et le Grand-Duché de Luxembourg se cherchent désormais un destin commun.

Pour matérialiser cet état de fait, le Gouverneur de la région de Tambov, M. Oleg Betin, en déplacement officiel au Luxembourg pour trois jours, a rencontré le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. N'entendant pas seulement se nourrir du passé, les deux interlocuteurs étaient d'accord pour dire que les relations russo-luxembourgeoises - qualifiées d'excellentes aussi bien au niveau gouvernemental que parlementaire - devraient aussi pouvoir se concrétiser au niveau des régions de la Fédération russe.

D'où l'intention des autorités de la Région de Tambov de se rapprocher du Luxembourg, notamment dans le domaine de la production agroalimentaire. La région étant connue pour compter parmi les terres noires les plus fertiles de la Russie, ses dirigeants, soucieux d'accroître les standards écologiques des aliments produits, aimeraient bien attirer des entreprises luxembourgeoises avec leur savoir-faire afin de mieux produire localement en termes de qualité.

D'autres collaborations et opportunités d'investissement pourraient être envisagées dans les domaines de la construction (production de matériaux de construction innovants, nouvelles technologies de construction, efficacité énergétique), des nouvelles technologies et de la modernisation de la santé publique. Finalement, pour encore mieux se comprendre et s'apprécier davantage, MM. Betin et Mosar ont été d'avis qu'un accent particulier devrait être mis sur l'échange d'étudiants et la coopération scientifique.

Un premier pas en ce sens fut franchi par la signature d'une convention interuniversitaire entre l'Université d'État de Tambov et l'Université du Luxembourg.

22^e Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Istanbul Relancer le processus Helsinki +40

Le 3 juillet 1973 marque le début du processus Helsinki par la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), débouchant dans l'acte final d'Helsinki adopté le 1^{er} août 1975. 40 ans après le début de ce processus, l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe a adopté, lors de sa 22^e Session annuelle du 29 juin au 3 juillet 2013, sa «Déclaration d'Istanbul».

D'après cette déclaration, le processus Helsinki +40 instauré dans la décision prise lors du Conseil ministériel de l'OSCE à Dublin constitue pour l'OSCE une occasion de réaffirmer, au plus haut niveau, la pertinence de ses principes fondateurs relevant du droit international et de la Charte des Nations Unies.

L'Assemblée parlementaire invite les États participants de l'OSCE à tirer parti de ce processus au niveau politique afin de parvenir à des décisions concrètes sur un plan d'action en vue d'instaurer une communauté de sécurité euro-atlantique et eurasiennne indivisible s'étendant de Vancouver à Vladivostok, conformément à la Déclaration sur les principes régissant les relations mutuelles entre les États participants consignés dans l'Acte final d'Helsinki de 1975.

La multitude des défis auxquels les États participants sont confrontés aujourd'hui s'est traduite dans les travaux de trois commissions qui ont adopté chacune un rapport, une résolution principale et des résolutions sur des points additionnels. Quelques sujets phares des travaux des quelque 380 parlementaires de 56 pays étaient la crise humanitaire en Syrie, la lutte contre la traite des êtres humains, la liberté des media, la cybersécurité, l'Arctique et Guantánamo.

L'Assemblée parlementaire demande instamment qu'il soit mis fin

à l'utilisation de la force brute contre des civils et aux violations systématiques du droit international en Syrie et demande à la communauté internationale, et en particulier au Conseil de sécurité de l'ONU, de mener une action décisive et urgente en vue de s'acquitter de ses principales responsabilités en matière de sauvegarde de la paix, de la sécurité et de la stabilité au plan international et régional.

Reconnaissant que le développement responsable des riches ressources naturelles de l'Arctique est essentiel pour la constitution de sociétés arctiques durables, les parlementaires font appel aux États participants de l'OSCE d'être conscients du fait que le potentiel économique de l'Arctique, ainsi que les nouvelles

routes de transport, ont ouvert la voie à de nouveaux types de possibilités et de problèmes en matière de stratégie et de politique de sécurité et que les problèmes soulevés par les demandes concurrentes de ressources pourraient constituer un risque à l'avenir.

Une résolution sur l'élargissement du partenariat avec les États méditerranéens non membres afin d'y inclure l'autorité nationale palestinienne invite l'OSCE à accorder le statut de partenaire méditerranéen pour la coopération à la Palestine.

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg était représentée par M. Raymond Weydert, M. Eugène Berger et Mme Viviane Loschetter.



(de gauche à droite) M. Raymond Weydert, Mme Viviane Loschetter et M. Eugène Berger

Journée des Ambassadeurs 2013



Rencontre amicale entre représentants de la Chambre et ambassadeurs résidant à Luxembourg

Fin juin a vu se dérouler la 4^e rencontre amicale et informelle entre la Chambre des Députés et les membres du corps diplomatique résidant à Luxembourg.

Ayant lieu depuis 2010 sur initiative de M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, ces rencontres annuelles servent à appro-

fondir les bonnes relations que le Parlement entretient avec les ambassadeurs en poste à Luxembourg.

Au cours d'une visite des Casemates du Bock, le directeur honoraire du Luxembourg City Tourist Office, M. Roland Pinnel, a fourni à l'assistance les explications nécessaires à la bonne compréhension de l'évolution

historique de la capitale. Outre M. Laurent Mosar, la Chambre des Députés était représentée par M. Ben Fayot, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, ainsi que par M. Claude Friesen, Secrétaire général, et M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)



(de gauche à droite) M. Félix Braz, M. Fernand Boden, Mme Anne Brasseur, M. Norbert Hauptert

Du 24 au 28 juin s'est tenue à Strasbourg la 3^e partie de la Session ordinaire de 2013 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). La Chambre y était représentée par M. Fernand Boden, président de la délégation luxembourgeoise, et Mme Anne Brasseur, M. Norbert Hauptert et M. Félix Braz, membres.

Parmi les points ayant figuré à l'ordre du jour et ayant fait l'objet d'une attention toute particulière de

la part des parlementaires, il y a lieu de citer:

- la communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire présentée par son Président, M. Édouard Nalbandian, Ministre des Affaires étrangères arménien,

- la situation au Proche-Orient,

- la demande d'ouverture d'une procédure de suivi pour la Hongrie (qui a été rejetée par un vote),

- la corruption: une menace à la prééminence du droit,

- le combat et les initiatives menés pour mettre fin aux stérilisations et castrations forcées,

- l'égalité d'accès aux soins de santé,

- la lutte contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et sur l'identité de genre,

- la séparation entre la responsabilité politique et la responsabilité pénale.

La 3^e partie de la Session ordinaire de 2013 de l'APCE a aussi vu se dérouler:

- un débat selon la procédure d'urgence sur les manifestations et menaces pour la liberté de réunion, la liberté des médias et la liberté d'expression,

- ainsi qu'un débat d'actualité sur l'ingérence de l'État dans la vie privée sur Internet.

Par ailleurs, l'assemblée a procédé à l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'Homme au titre de l'Islande et de la Lituanie et a adopté onze résolutions, quatre recommandations et un avis.

Les présidents de délégation préparent la 50^e COSAC

C'est à Vilnius, capitale lituanienne, que les présidents de délégation de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires Communautaires) se sont réunis en vue de préparer la 50^e réunion plénière de la COSAC qui aura lieu du 27 au 29 octobre dans la même ville.

M. Linas Linkevičius, Ministre des Affaires étrangères lituanien, s'est adressé aux participants pour leur présenter les priorités de la présidence lituanienne du Conseil de l'UE au deuxième semestre 2013. Celles-ci se résument en trois mots-clés: crédibilité, croissance et partenariat.

Le premier thème fait référence à l'adoption par l'UE d'une discipline financière lui permettant une sortie de crise et un regain de crédibilité aux yeux de ses citoyens et des investisseurs. La croissance quant à elle est tributaire d'un marché unique en mesure de créer des emplois, surtout pour les jeunes citoyens. Une attention particulière sera aussi donnée au marché unique de l'énergie. Finalement, le partenariat avec les pays tiers reste une priorité. D'ailleurs, un Sommet du Partenariat avec les pays de l'Est sera organisé au mois de novembre.

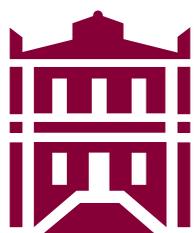
L'union économique et politique a été le sujet de l'intervention du Vice-Président de la Commission européenne chargé des relations interinstitutionnelles et de l'administration, M. Maroš Šefčovič, qui a assuré que l'UE avait réussi à gérer la crise économique et financière de telle sorte que la confiance dans son économie a pu lentement être restaurée. Malgré ce constat, la croissance stagne et le taux de chômage reste élevé. L'union politique et l'union économique doivent aller de pair.

D'après le commissaire européen, l'Union économique et monétaire et plus particulièrement le «two-pack» ont lancé une nouvelle ère dans les relations entre les institutions de l'UE. De même, la coopération entre la CE, le Parlement européen et les parlements nationaux doit être renforcée, tout en veillant à garder un haut niveau de légitimité démocratique. En vue des prochaines élections européennes, il a suggéré de mieux expliquer aux citoyens les grandes familles politiques européennes et les liens existant avec les partis nationaux.

La Chambre des Députés était représentée par M. Fernand Boden, président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC.



M. Fernand Boden



NOUVELLES LOIS

«Cloud computing»

6485 - Projet de loi portant modification de l'article 567 du Code de commerce

Avec le projet de loi 6485, le Luxembourg devient le premier pays européen à légiférer dans un domaine directement lié au «cloud computing».

Le projet de loi comporte un article unique visant à modifier l'article 567 du Code de commerce de façon à couvrir expressément le droit de revendication portant sur des biens meubles incorporels, notamment en cas de faillite du prestataire de service en matière de «cloud computing».

Les articles 566 à 572 du Code de commerce contiennent les règles relatives à la revendication en cas de faillite.

L'article 567 prévoit que le propriétaire de «marchandises» consignées auprès du failli soit à titre de dépôt soit pour être vendues, peut revendiquer ces marchandises à condition qu'elles se trouvent en nature au moment de l'ouverture de la procédure. L'article 567-1 du Code de commerce (introduit dans le Code de commerce par la loi du 31 mars 2000 relative aux effets des clauses de réserve de propriété dans les contrats de vente et modifiant certaines dispositions du Code de commerce) permet au vendeur d'un «bien mobilier non fongible» qui a réservé la propriété de ce bien jusqu'au paiement intégral du prix de revendre ce bien auprès du failli. Le commentaire des articles du projet de loi de l'époque précisait que cette notion visait aussi bien des biens de consommation que des biens d'équipement.

Or, l'article 567 continue d'utiliser le terme de «marchandises» et, même si la jurisprudence a toujours interprété de manière large cette notion de «marchandises», il est proposé de moderniser aujourd'hui l'article 567 afin de remplacer le terme de «marchandises» par les termes de «biens meubles corporels non fongibles» et de prévoir une disposition spécifique réglant de façon précise le cas de la revendication des biens meubles incorporels non fongibles. L'introduction de cette disposition vise en effet à tenir compte de l'avènement du «cloud

computing» qui rend nécessaire une reformulation et une extension du texte.

Le projet de loi a ainsi le mérite d'apporter davantage de sécurité juridique quant à l'existence d'un droit de revendication en la matière et quant aux conditions d'exercice de ce droit.

Enfin, la nouvelle disposition précise que les biens meubles incorporels non fongibles, pour pouvoir être revendiqués, ne doivent pas avoir été donnés en gage ou en garantie ou faire l'objet d'un contrat de garantie financière.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 09.10.2012

Rapporteur: M. Gilles Roth



Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

20.03.2013 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État

10.04.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.06.2013

Loi du 9 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°124, page 2578

Échange de renseignements

6501 - Projet de loi portant approbation de conventions fiscales et prévoyant la procédure applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

Le 13 mars 2009, le Luxembourg avait décidé de se rallier intégralement au standard d'échange de renseignements à la demande sur base de l'article 26 paragraphe 5 du Modèle de Convention de l'OCDE en sa version de 2005.

Le présent projet de loi a pour objet de poursuivre la politique du Gouvernement visant à modifier et à négocier un certain nombre de conventions de non double imposition afin de les rendre complètement conformes aux standards internationaux de l'OCDE en matière d'échange d'informations sur demande.

Il s'inscrit également dans le cadre des efforts effectués ces dernières années par le Gouvernement luxembourgeois en vue de compléter et d'améliorer progressivement son réseau de conventions fiscales, qui constitue un élément

indispensable tant pour accroître la compétitivité du Luxembourg que pour la place financière.

Ce projet de loi est à voir dans le contexte de la loi du 31 mars 2010 et de la loi du 16 juillet 2011 portant approbation de conventions contre les doubles impositions et avenants qui contiennent un article relatif à l'échange de renseignements tel qu'il figure à l'article 26 de la convention modèle actuelle de l'OCDE.

L'objet du projet de loi est d'approuver les conventions fiscales conclues avec le Kazakhstan, la Macédoine, les Seychelles et le Tadjikistan, le Laos, le Sri Lanka, les avenants modifiant les conventions existantes avec le Canada, la Corée du Sud, l'Italie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Russie et la Suisse. A cette liste s'ajoute la convention conclue avec l'Allemagne, remplaçant par un nouveau texte la convention actuellement en vigueur, datant de 1958. En ce qui concerne cette dernière convention, les dispositions présentant le plus d'intérêt pour les salariés frontaliers concernent en effet les changements dans l'imposition des pensions du régime général d'assurance pension et des pensions complémentaires.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 21.11.2012

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

12.03.2013 Désignation d'un rapporteur
19.03.2013 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
30.04.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.05.2013

Loi du 14 juin 2013

Mémorial A: 2013, n°114, page 1696

Banque des Règlements Internationaux

6506 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux immunités de la Banque des Règlements Internationaux, fait à Bruxelles le 30 juillet 1936

Le projet de loi a pour objet d'approuver le Protocole relatif aux immunités de la Banque des Règlements Internationaux, fait à Bruxelles le 30 juillet 1936. La Banque des Règlements Internationaux (Bank for International Settlements), qui est située à Bâle, est la plus ancienne organisation financière internationale. Elle a été fondée en 1930 dans le cadre du plan Young, réglant les modalités des réparations de guerre imposées à l'Allemagne par le Traité de Versailles. Selon les statuts de la BRI, seules les banques centrales nationales ou des autorités monétaires internationales peuvent détenir ou souscrire à son capital. Une soixantaine de banques centrales nationales en sont membres actuellement.

Le 26 juin 2011, le Conseil d'administration de la BRI a décidé d'offrir à la Banque centrale du Luxembourg (BCL) la possibilité de devenir membre de la BRI dans un contexte d'ouverture de capital. Cette offre a également été faite aux banques centrales de la Colombie, du Pérou et des Émirats arabes unis.

À la suite de cette offre, la BCL a acquis en date du 15 juillet 2011 3.000 actions sur un total de 600.000 actions de la troisième tranche du capital de la BRI. Ces 3.000 actions représentent environ 0,55% du capital émis de la BRI. La propriété des actions s'est établie par l'inscription du nom de la BCL sur les registres de la BRI.

La décision d'offrir à la BCL la possibilité de devenir membre de la BRI sanctionne l'aboutissement de longues négociations pour ouvrir le capital à des nouveaux membres. C'est une reconnaissance de la qualité de la coopération et des contributions des banques centrales concernées aux différents travaux des comités de la BRI.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 28.11.2012

Rapporteur: M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

19.03.2013 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
30.04.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.05.2013

Loi du 14 juin 2013

Mémorial A: 2013, n°105, page 1568

Lettres de gage

6523 - Projet de loi relative aux banques d'émission de lettres de gage et portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Le projet de loi a pour objet de modifier certaines dispositions relatives aux banques d'émission de lettres de gage contenues dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier («LSF»). Les modifications peuvent se répartir en deux volets.

Le premier volet apporte des modifications au régime de la liquidation qui se lisent dans le sillage des modifications que le législateur allemand a apportées par une loi du 19 novembre 2010 au «Pfandbriefgesetz».

Le second volet contient quelques modifications plus ponctuelles, mais néanmoins importantes, dont notamment l'introduction d'un nouveau type de lettres de gage, les lettres de gage mutuelles.

Le projet de loi ne prévoit pas l'abandon du principe de la spécialité des banques d'émission de lettres de gage (Spezialbankenprinzip) malgré le fait que ce principe ait été abandonné en Allemagne et que la législation luxembourgeoise sur les lettres de gage ait été largement inspirée par les dispositions allemandes. Comme par le passé, seules les banques d'émission de lettres de gage au sens de la LSF sont autorisées à émettre des lettres de gage.

Accorder à tout établissement de crédit le droit d'émettre des lettres de gage engendrerait en

effet des risques considérables pour les déposants auprès de ces établissements de crédit qui ne disposent pas d'un privilège à l'instar de celui dont disposent les porteurs de lettres de gage. En effet, en raison du privilège/droit de priorité attribué à ces derniers, les déposants risqueraient de voir diminuer le volume des actifs de la banque non grevés d'un privilège qui pourraient leur être restitués en cas de liquidation. En d'autres termes, la problématique de l'«asset encumbrance» (problématique des «actifs grevés») s'oppose à une extension du droit d'émettre des lettres de gage à tous les établissements de crédit (et donc à ceux acceptant des dépôts du public), puisque ceci impliquerait une subordination implicite des déposants et du système de garantie des dépôts (et donc indirectement des banques obligées de participer à ce système) avec toutes les conséquences négatives qu'une telle situation comporterait en cas de crise.

Afin de maintenir la stabilité du secteur financier dans son ensemble et de garder un haut niveau de confiance dans le système bancaire, le projet de loi retient le principe de la spécialité des banques d'émission de lettres de gage dans la réglementation luxembourgeoise.

Dans ce contexte, on peut cependant remarquer que les établissements de crédit peuvent créer des filiales spécialisées disposant du statut de banques d'émission de lettres de gage et demander l'exemption prévue par l'article 51 (3) de la LSF portant sur certaines exigences réglementaires. Une telle approche permet de limiter la problématique de l'«asset encumbrance» à un niveau soutenable.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 11.01.2013

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

30.04.2013 Désignation d'un rapporteur
07.05.2013 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
04.06.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.06.2013

Loi du 27 juin 2013

Mémorial A: 2013, n°111, page 1612

Chambre d'Agriculture

6524 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

En résumé, le projet de loi vise à résoudre une série de problèmes pratiques qui ont empêché le bon déroulement des élections à la Chambre d'Agriculture.

Ainsi, de nombreuses communes ignoraient lesquels de leurs résidents étaient habilités à voter lors des élections pour la Chambre d'Agriculture et surtout à quel collège (agriculteur, viticulteur, horticulteur) ces électeurs étaient à assigner. Cette question se compliquait davantage encore dans des communes abritant des maisons de retraite ou de soins sur leur terri-

toire, sans compter les difficultés à communiquer ces listes électorales dans les délais prévus par la législation.

Par conséquent et en vue des prochaines élections à la Chambre d'Agriculture qui auront lieu au mois de novembre 2013, le projet de loi propose une réforme de la procédure d'établissement des listes électorales pour les élections à la Chambre d'Agriculture. Celle-ci sera alignée sur la procédure prévue pour les élections à la Chambre des Salariés. La liste des électeurs sera dorénavant établie par le Ministre de l'Agriculture, sur base des données lui fournies à cette fin par le Centre commun de la sécurité sociale.

Cette façon de procéder exige la modification de trois articles de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 11.01.2013

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (Président: M. Roger Negri):

17.04.2013 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.05.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.05.2013

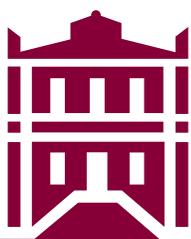
Loi du 13 juin 2013

Mémorial A: 2013, n°100, page 1464



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter





Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Question urgente n°2721 de M. André Bauler sur les épreuves en langue anglaise à l'examen de fin d'études secondaires
 - M. André Bauler - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
2. Débat de consultation sur la croissance économique et la compétitivité du Luxembourg
 - Exposé: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (dépôt d'une documentation), M. Luc Frieden, Ministre des Finances
 - Débat: M. Félix Eischen (M. Fernand Kartheiser pose une question), M. Claude Meisch (interventions de M. Etienne Schneider, M. Xavier Bettel, M. Fernand Boden et M. Mars Di Bartolomeo), M. Alex Bodry, M. Henri Kox (interventions de M. Etienne Schneider, M. Jacques-Yves Henckes et M. François Bausch), M. Fernand Kartheiser, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany (interventions de M. Etienne Schneider), M. Robert Weber (interventions de M. Claude Meisch et M. Serge Urbany)
 - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (questions de M. Henri Kox, M. Serge Urbany, M. Fernand Kartheiser)
3. 6501 - Projet de loi portant approbation de conventions fiscales et prévoyant la procédure applicable en matière d'échange de renseignements sur demande
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
4. 6506 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux immunités de la Banque des règlements internationaux, fait à Bruxelles le 30 juillet 1936
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Michel Wolter
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. 6524 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base électorale
 - Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural: M. Roger Negri
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Marco Schank, Romain Schneider et Etienne Schneider, Ministres.
(Début de la séance publique à 14.00 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Ier mer de Mëtteg zur Konsultatiounsdebatt kommen, hu mer nach eng Question urgente N°2721 vum Här André Bauler iwwert d'englesch Sproochentest am Premiërexamen. Den Här Bauler huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung zéng Minutten Zäit, fir op d'Fro ze äntworten.

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

1. Question urgente n°2721 de M. André Bauler sur les épreuves en langue anglaise à l'examen de fin d'études secondaires

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här Président. Mengen Informatiounen no géif et am Classique bei den Épreuves orales am Engleschen Texter ginn, déi net de Consigné vum Ministère géifen entspriechen, wat zum Beispill d'Zuel vun de Wieder ueget oder Texter, déi bei Biller ze gesi sinn.

Duerfir meng Fro un d'Madame Minister: Ka si des Informatiounen bestätegen? Zweetens, wann esou Texter drënner sinn, ginn dann d'Examenskommissären direkt ugewisen, fir se zréckzezéien? Drëttens: Gouf et och schonn d'lescht Joer ähnlech Problemer an de mëndlechen Examen, besonnesch am Engleschen? A véiertens: Gëtt et och esou Problemer an aneren Disziplinen?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. D'Madame Unterrechtsministerin Mady Delvaux-Stehres kritt d'Wuert.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Här Président, Dir Dammen an Dir

Hären, nodeems ech de Moien d'Fro vum Här Bauler kritt hunn, hunn ech da meng Kommissären am Ministère chargéiert, fir där Saach do nozagoen, an ech ginn lech déi Informatiounen weider, déi ech dann zesummekrut.

Fir d'Fro an huer Ganzheet ze appréciiieren, muss ee wëssen, dass am Oral am Engleschen mer ongeféier 120 Questionnairen erakreien. An déi Questionnairen, déi bestinn aus dräi Biller, dräi Texter an dann nach engem allgemenge Sujet, deen an deem Oral diskutéiert soll ginn. An am Programm fir den Examen, dee vun der Programmkommissioun festgeluecht ginn ass, steet, dass op den Texter, wa méiglech, keng Biller solle sinn, pardon, op de Biller keen Text soll sinn, deen eng Erklärung géif ginn, deen eng Interpretatioun vun deem Bild géif ginn. An zweetens steet do, déi Texter sollen ongeféier 60 Wieder hunn. 60 Wieder, dat si véier an eng hallf bis fënnf Zeilen. Dat sinn also alles kuerz Texter. Dat ass d'Indikatioun.

Bei deenen 120 Questionnairen, déi mer erakruen - wichteg ass et nach ze wëssen, mir brauchen dést Joer 45 Questionnaire fir den Oral, 16 fir d'Sectioun B, C, E, F, 16 fir d'Sectiounen D a G an 13 fir d'Sectioun A, dat ginn der da 45 -, ass et all Joer schwierig, fir aus deenen 120 Questionnairen der erauszefannen, déi och kënne gebraucht ginn. Dat ass dat Éischt, wat ech eigentlech bedauern, well normalerweise mist jo e grouse Choix un 120 Questionnairen...

D'Kommissären hunn dann de Moien déi Texter dann alleguerten nogekuckt. Vun deene Questionnairen, déi zréckbehale gi sinn, sinn der effektiv e puer, wou den Text méi laang ass wéi 60 Wieder. A bei deem engen oder deem anere Bild kann een diskutéieren, ob déi Wieder, déi do dropstinn, erlaben, eng Interpretatioun vum Bild ze maachen oder net.

Kee vun deenen Texter, déi zréckbehale gi sinn, ass awer vun den Experten als verworfele klaréiert ginn, soudass ech dovunner ausginn, an d'Kommissären hu mer dat och verséiert, dass se en âme et conscience déi Questionnaire gekuckt hunn an du fonnt hunn, och wann e bësse méi Wieder dra wären, dass dat net en défaveur vun de Schüler wär, mä dass all déi Questionnaire konform wären, esou dass ech déi éischt Fro ka beantwerten: Effektiv sinn e puer Texter, déi e bësse méi laang sinn.

Zéie mer se zréck? D'Äntwert ass: Neen, well deenen Examen amgaangen ass an ech och do-

vunner ausginn, dass, no deem, wat ech gesinn hunn - an ech kann lech net méi soen, well et ass jo e Secret op deene Questionnairen, bis den Examen eriwwer ass -, no deem, wat ech gesinn hunn, wierklech déi Questionnairen absolut deem entspriechen, wat e Primeraner kann erwaarden. Et ass net ee méi schwéier oder ee méi liicht, och wann deen een e puer méi Wieder huet.

An zur anerer Fro, ob dat och an anere Fächer kéint de Fall sinn: Déi Fro kann ech lech haut net beäntwerten, well mir mussen dann all Text ziele goen, wéi vill Wieder dra sinn, fir dat richteg ze beäntwerten.

An déi drëtt Fro war, ob dat och schonn am Engleschen a vergaangene Joren de Fall war. Do kann ech soen, och d'lescht Joer waren e puer Texter, déi méi laang waren. Doropshin hu mer d'Programmkommissioun opgefuerdert, hir Instruktiounen dann ze änneren. Do ass awer, souwäit ech weess, keng Eenegung komm, well den Text ass nach dést Joer genau deeselwechte wéi dee vum leschte Joer. Ech wäert mech awer beméien, dést Joer da mat der Programmkommissioun vum Engleschen zesammenzecommen, fir dass mer déi Instruktiounen fir d'nächst Joer da méi prezisiieren, dass all d'Kopien absolut konform sinn. Sou vill als Äntwert.

Also, wichteg ass et mer awer, dee Message eriwverzeginn, dass kee Schüler lésiert ass, ob en elo fënnf oder sechs Zeilen Text do ze liesen huet. Dat dréit dem Schwierigkeetsgrad keen, keng... Ech hu kee Bedenken, wat de Schwierigkeetsgrad dobäi ueget.

Merci, Här Président.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Minister fir hir Disponibilitéit an hir Äntwert. An da kéime mer domadder zu eisem éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, nämlech der Konsultatiounsdebatt iwwert de wirtschaftleche Wuesstum an d'Kompetitivitéit hei zu Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Meisch, Bodry, Kox, Kartheiser, Henckes, Urbany a Weber. An elo kritt fir d'Alleréischte de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider, d'Wuert.

2. Débat de consultation sur la croissance économique et la compétitivité du Luxembourg

Exposé

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Merci, Här Président. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischte wëll ech emol remarquéieren, dass et natierlech net evident ass, eng Debatt hei ze féieren iwwer Kompetitivitéit an iwwer eng Rei Mesuren, déi ee muss féieren, an engem Joer, an deem mer eben elo sinn, nämlech an engem Joer vun duebelem Wahlkampf, wou mer elo an de Sozialwahlen sinn, wou ee ganz schnell op verschidde Leit hir Sensibilitäten trëppelt. Awer soubal dee Wahlkampf eriwwer ass, si mer am legislative Wahlkampf, wat natierlech och net onbedéngt dozou bäidréit, dass een en immens objektiven an onpoleschen Débat wäert kënne féieren. Mä ech probéieren op alle Fall, an ech géif mer wënschen, wa mer et géife fäerdegbréngen, dat trotzdeem ze maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn an där schlëmmster Wirtschaftskris, déi mer kennen zënter zumindest de 70er Joren, wou mer mat der Stolkris ze dinn hunn. Mir hunn am Fong eng Wirtschaftskris, déi sech aus dräi Krisen zesummesetzt: enger Finanzkris, enger Wirtschaftskris an enger Eurokris. D'Situatioun zu Lëtzebuerg huet sech an deene leschte fënnf Joer verschlechtert, mä wann ech et natierlech elo vergläiche mam Ausland, mat deene meeschten aneren europäesche Länner, da sti mer eigentlech nach ganz gutt do, mais n'empêche dass mer eng Situatioun virfannen, déi mer esou net gewinnt waren.

Och wa mer eisen Defizit am Grëff hunn, och wa mer eis Dette am Grëff hunn, och wa mer e Chômage hunn, dee mer, ech soen elo emol, am Grëff hunn, mä deen natierlech mat 6,7% vill méi héich ass wéi dat, wat mer gewinnt waren, mä am europäesche Verglach natierlech e Chômage ass, deen nach jo vertriebbar ass an engem gewëssene Sënn.

Wat mir an deem Punkt am meeschte Suerge mécht, dat ass dat, dass mer ëmmer nach zu Lëtzebuerg ganz vill Aarbechtsplazen schafen, an ech wëll net op den Débat vu gëschter agoen, mä awer trotzdeem soen, dass mer et onbedéngt musse fäerdegbréngen, déi vill

Aarbechtsplazen, déi mer zu Lëtzebuerg schafen, dass déi och deene Leit zeguttkommen, déi hei zu Lëtzebuerg am Chômage sinn, respektiv hei zu Lëtzebuerg eng Aarbechtsplaz sichen.

Dat, wat fir mech immens wichtig ass an deem aktuelle Kontext, an immens wichtig ass fir eis Economie, dat ass, dass mer als Stat handlungsfäeg bliwwe sinn. A mir beweisen dat. Mir beweisen dat doduerjer, dass mer am Budget fir dést Joer 3,7% vun eisem PIB, trotz schwieriger Lag, investéieren an nei Infrastrukturen. An Infrastrukturen, fir eis Economie erëm op Trapp ze kréien. Dass mer zousätzlech an deene ganze Krisejoren ganz vill Statshëlfe ginn hu fir Entreprises, déi sech wollten entwéckelen.

Ech ginn lech just do kuerz e Chiffer: 251 Milliounen Euro hu mer als Aides d'État ginn an deene leschte Krisejoren. Déi hunn dozou gefouert, dass an de Bëtter 1,1 Milliarden Euro investéiert gi sinn an dass netto 1.900 nei Aarbechtsplazen iwwert déi do Subside konnte geschafe ginn, oui vum deenen ze schwätzen, déi mer doduerch konnten ofsécheren.

Mir sinn also handlungsfäeg als Stat a mir sinn amgaangen a mir wäerten dat och an deenen nächste Jore weider wëlle maachen, d'Economie weider virzebereeden, neen, d'Economie fit ze maachen, fir wann d'Reprise kënnt.

Ee Wuert zur Missioun vum Wirtschaftsminister. Déi ass am Fong an zwee gedeelt. Op där enger Säit geet et drëm, natierlech deene Bëtter, déi zu Lëtzebuerg sinn, ze hëllefen, hinnen och ze hëllefen aus der Kris erauszekommen.

Mä mir mierken awer ganz oft, dass, wann d'Bëtter bis bei de Wirtschaftsminister kommen, et da ganz oft schonn ze spët ass, fir nach kënne ze hëllefen. Dofir hu mer jo och - an dat ass och am Intérêt vun der Kompetitivitéit a vun den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg - dat nei Failitégesetz op de Wee ginn, wou mer eng Rei Clignotanten hunn, wou de Ministère, wou d'Regierung gewuer gëtt, automatesch gewuer gëtt, wann e Patron a Schwierigkeeten ass, fir dass mir kënne proaktiv agreifen a soen: „Kommt emol laanscht. Kommt, mir kucken emol, wéi mir Äre Problem geléist kréien.“ An net dass se eréischt da kommen, wann alles ze spët ass an da vill Aarbechtsplazen verluer ginn.

Mir hunn awer och eng ganz Rei positiv Zeeche fir all déi, déi ëmmer nëmmen Negatives vum Lëtzebuerg Wirtschaftstanduert soen. Mir hunn eng Ampacet, déi viru Kuerzem en neit Wierk opgemaach huet, déi 110 nei Aarbechtsplazen do schafen, déi elo schonn u weideren Investitiounen plangen. Mir hunn eng Kihn S.A., déi eng nei, eng komplett nei Forge baut. Dat ass en internationale Grupp entre-temps, mä se hu sech awer fir Lëtzebuerg decidéiert, fir eng Forge ze bauen. Och dat ass e positiv Zeechen.

Ech sinn de Moment amgaangen, mat engem däitschen Investisseur ze verhandelen, dee wëllt eng Industrie op Lëtzebuerg bréngen mat méi wéi 200 neien Aarbechtsplazen an deem dote Secteur. Och dee Mann huet sech no laangen Analyse vun och eisen Nopeschlänner trotzdeem fir Lëtzebuerg entscheet, well e fonnt huet, dass hei d'Bedingungen awer am beschte sinn am Verglach zu anere Länner.

Deen zweeten Deel vun der Missioun natierlech vum Wirtschaftsminister ass deen, fir Promotiouns- a Prospektiounsreesen ze maachen, de Wuesstum dohinner sichen ze goen, wou en ass. An dat ass, mengen ech, och ee ganz wichtigen Deel vun der Missioun vum Wirtschaftsminister.

Ech sinn awer virun allem och frou an deem heite Kontext, an deem europäesche Kontext, dass mer och elo endlech esou wäit sinn, dass mer d'Kommissioun esou wäit hunn, d'Europäesch Kommissioun, dass mer un europäeschen Niveau eis eens gi sinn, dass mer eis wëllen eng Industriepolitik ginn, eng europäesch Industriepolitik. Well déi feelt eis.

Mir hu keng europäesch Industriepolitik. An ech sinn dofir dankbar, dass d'Kommissioun seet: „Eist Zil ass, den Undeel vun der Industrie vu 16 op 20% am PIB an deenen nächste Jore bis 2020 an d'Luucht ze setzen.“ Doru musse mer schaffen. Do hu mer am Conseil des Ministres eng Rei Iddien diskutéiert.

Eng Iddi, déi mer mussen onbedéngt kucken, dat ass déi: déi Konkurrenz, déi weltwäit Konkurrenz, déi op den europäesche Marché kënnt. Dir wësst, eis Grenze si komplett op. Eis Marché ginn oft iwwerschwemmt mat Produiten, déi a Bëlleglounlänner produziéiert ginn, déi a



Länner produzéiert ginn, déi sech un iwwerhaupt keng Norme mussen halen.

Mir an Europa hunn eis natierlech an deene leschten 20 Joer, wou et gutt gaangen ass, eng ganz Rei Norme ginn, souwuel am Ëmweltberäich wéi am soziale Beräich. Mir sinn eis awer och eens, dass mer déi net wellen ofschaffen. Also muss mer eiser Industrie Méiglechkeete ginn, fir erëm konkurrenzfäeg ze ginn, andeems mer zum Beispill an d'Richtung denken, fir ze soen: „Ma mir setze Mindeststandarde. Zumindest fir déi Industrien, déi a Gefährdung an Europa sinn, setze mer Mindeststandarde, déi mussen erfüllt ginn, wann ee wëllt fräi op den europäesche Marché exportéieren aus deene Länner.“

Ech mengen, dat sinn Diskussiounen, déi ech féieren um europäeschen Niveau, fir eben iwwert dee Wee och d'europäesch Kompetitivitéit vum eiser Industrie ze verbessere.

Dann hunn ech zesumme mam belschen a mam franséische Kollege jo eng Initiativ geholl, wat d'Stolindustrie ugeet, wou mer elo am Juni wäerte mat der Kommissioun e Plang virleeën, en Aktiounsplang, fir der Stolindustrie an Europa erëm en neien Opdriff ze ginn.

Mä ech wëll awer och soen, dass Lëtzebuerg, d'Lëtzebuurger Regierung scho laang aktiv ass, fir sech ze diversifizéieren, fir sech nei Wirtschaftsnischen opzemaachen. A mir hu virun enger Rei Joren decidéiert, eis op haaptsächlech véier Beräicher ze fokusséieren. Dat sinn d'Ekotechnologien, d'Bio- an d'Gesondheetstechnologien, den ICT-Beräich an de Logistikberäich.

De Logistikberäich ass mir speziell ganz, ganz wichteg, well dat am Fong deen eenzege vun deene véier Beräicher ass, dee massiv herno wäert och Aarbechtsplaz schafe fir manner oder net qualifizéiert Leit. A mir rechnen do mat enger Création d'emploi vun dräi bis 5.000 Posten iwwert déi nächst Joren. An da kommen ech op dat zrëck, wat ech virdu gesot hunn: Mir mussen et ebe just och fäerdegbréngen, dass mer déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg eng Aarbecht siche, och op déi Poste kréien.

Mir hunn awer och an dem Logistikberäich an deene leschten zwoelf Méint immens viles kenne bewegen. Mir hunn endlech kënne ufänke mat de Konstruktiounen um fréiere Site vun der WSA. Mir hunn ugefaang mat der Konstruktioun vum Freeport um Findel. Mir sinn amgaang mat CFL Multimodal. Mir hunn d'S.O.L.E.I.L., wat eng Joint-venture tëscht dem Stat a Sogaris ass, déi Hale baue fir d'Logistik; déi hunn d'Ausschreiwungen elo viru Kuerzem gehat.

Mir hunn et awer och fäerdegbruecht, eng ganz Rei international grousse Betriber aus deem Beräich op Lëtzebuerg ze kréien. Ech erënnere u MARS Logistics aus der Türkei, déi vill Suen investéiert hunn, fir hei en Train combiné op d'Schinnen ze setzen, deen da vun hei iwwert Triest op Istanbul a weider fiert. Mir hunn Expeditors International, ee vun deene grousse amerikanischen Gruppen, déi am Fong am Ufank nëmme wollten zweek, dräi Employéen hei astellen, déi awer elo drun denken, fir vill méi e grousse Regruppement vun hirer Logistik hei zu Lëtzebuerg ze maachen. Et j'en passe.

Den ICT-Secteur ass een, mat deem mer schonn zënter enger Zäit e Rise-Succès hunn. Eleng am Commerce électronique wéist Der, dass mer d'lescht Joer Recetten an der TVA vu 720 Milliounen haben. Mir wëssen allerdingen och, dass déi Recetten 2015 wäerten abriechen. A mir mussen eis do aner Saachen afale loosse, wéi mer dat kompenséieren. Dorop ginn ech allerdingen elo net an.

Ech wëll just eppes soen, an dat ass mir wichteg an deem dote Beräich: Déi Entreprisè sinn zum Deel an der Zäit komm op Lëtzebuerg wéinst Steiergrënn, wéinst TVA-Grënn, wéinst Steiergrënn. Wann een awer haut mat hinne schwätzt - a mir maachen dat als Regierung permanent -, fir ze kucken: „Wat geschitt dann, wann déi Regelunge falen?“, da soe se eis: „Ma mir sinn deemools wéinst Steiere komm, mä mir bleiwen haut wéinst Ären Infrastrukturen, déi top sinn.“

An ech wëll lech drun erënnere, léif Kolleginnen a Kollegen: Virun zéng Joer, wat dee ganzen ICT-Secteur ubelaangt, ware mer néierens. Do ware mer néierens. An do si massiv Suen investéiert ginn, zum Deel iwwert d'Post, zum Deel iwwer eng LuxConnect, déi gegrënnt ginn ass, fir eben an eis Réseauen ze investéieren. A mir sinn haut an den internationale Rankingen, wat déi verschidde Volete vun der ICT ugeet, si mer quasi iwwerall an den Top Ten.

Mir sinn, wat d'Rapiditéit vun den Transfert-de-donnéeën ugeet, si mer weltwäit déi sechst. A wann alles gutt geet, si mer um Enn vun deem Joer un éischter Plaz, eleng, wat deen do Secteur ugeet, deen alt erëm derzou gefouert huet, dass mer Aktivitéiten op Lëtzebuerg kritt hunn an nach ëmmer kréien, mat deene mer deemools guer net gerechent haben, déi mer

emol net cibléiert haben, nämlech de ganze Gaming-Beräich, fir deen d'Rapiditéit vun dem Transfert vun Donnéeën natierlech immens wichteg ass.

An dofir: D'Zil ass et, fir an deenen nächsten dräi Joer a sämtleche relevante Statistiken, wat den ICT-Beräich ugeet, iwwerall an den Top Dräi ze sinn. An ech sinn iwwerzeegt, zesumme mat den Acteurs vun der Plaz wäerte mer dat och packen.

Ekotechnologie/Biotechnologie: Do hu mer och massiv Infrastrukturen en place gesat, fir dat ze förderer. Ech erënnere un déi Incubateuren, déi mer gebaut hu respektiv bauen. Ech erënnere un all déi Fördermaßnahmen, déi mer an d'Weeker geleet hu fir Start-upen. Mir hu Luxinnovation, déi hinnen hëllef, hire Projet op d'Been ze kréien. Mir hunn TECHNOPORT S.A. gegrënnt. Mir hunn eng CD-PME, déi Participatiounen kann an deene Gesellschaften huelen. Mir hunn eng SNIC, déi Kreditter ka ginn. Mir hunn eng Zone d'activités dédiée fir d'Ekotechnologien, déi mer d'èst Joer wäerten net an Ugrëff huelen, mä déi d'èst Joer wäert opgoen. Dat ass de Projet LUXSITE.

A mir sinn amgaang, an do hu mer natierlech nach, do hu mer leider nach ëmmer e Retard mat deem Lëtzebuurger Luxembourg Future Fund, wou mer 150 Milliounen Euro dran dotéiert hunn, fir de Start-upen, wa se sech bis op de Marché lancéieren a richteg Sue brauchen, fir dann do och kënne mat dran ze investéieren. Do hu mer nach en technesche Problem. Mä dee wäerte mer och an deenen nächste Méint, Wochen oder Méint geregelt kréien.

D'Konklusioun dozou ass déi, dass mer eigentlech d'Weeker wierklech richteg gestallt hunn, fir eis Diversifizéierung ze maachen. Mir sinn um richtige Wee, mä mir mussen eis - an dat soll den Débat vun haut sinn - eng Rei Froen awer trotzdem stellen, wou mer nach kënne besser ginn, wou mer kënne méi kompetitiv sinn. Dat geet ëm Prozeduren, et geet ëm Oplagen, et geet ëm d'Flexibilitéit, d'Bequemlechkeet, Droit-acquisen, ech weess net wat nach alles.

Et geet op alle Fall mir net drëm an deem heiten Débat - an ech mengen, dass dat wichteg ass -, fir hei Propositionen ze maachen, déi a Richtung vun engem soziale Kalschlag ginn, oder fir Propositionen ze maachen, déi a Richtung vun engem ökologesche Raubbau ginn. Ech wëll just, dass mer hei eng éierlech Diskussioun féieren iwwer Saachen, déi mer elo kuerzfristeg kënne maachen.

Et ass nach ee Joer bis zu de Wahlen, a mir sollen dat Joer definitiv net versträiche loosse, ouni Reformaten ze maachen. Mir sollen dofir eng Rei..., op eng Rei Punkte solle mer eis wann ech gelift haut kënne eenegen, fir déi awer nach bis zu deene Wahlen ëmzesetzen. Dat ass, mengen ech, am Intérêt vum Land. Dat ass am Intérêt vun eis all. A schlussendlech ass et och eis Pflicht, dat esou ze maachen.

Vlächter ee Wuert, ier ech dann op déi verschidde Punkten aginn, zum 65-Punkte-Programm vu mengem Virgänger. Ech wëll do just kuerz soen, dass do d'Analyse, déi mir gemaach hunn, an ech hu se och hei.... Ech hunn eng Analyse gemaach mat engem Tableau, wou se all opgefouert si mat der Reaktioun, wat ëmgosat ass a wat net. Ech géif déi och déposéieren um Büro, wann ech gelift.

(M. Etienne Schneider dépose une documentation.)

Et géif mer doduerch erlaben, dass ech se déposéieren, just kuerz ze soen, dass laut deem, wéi mir et evaluéiert hunn, 45 vun deene 65 Punkten ëmgosat gi sinn, 13 deelweis ëmgosat gi si respektiv nach an der Ëmsetzung sinn. A siwe sinn der finalement net zrëckbehalde ginn aus diverse Grënn, op déi ech elo net aginn. Mä ech sinn awer ganz gär bereet, eng Kéier an d'Chamberskommissioun ze goen, fir dee Programm do duerchzehuelen.

Deen Débat haut soll also opweisen, wat mer nach kënne verbessere, wat mer kuerzfristeg nach kënne an de Grëff kréien, fir méi kompetitiv ze sinn. Mä ech soen et nach eng Kéier: Dat heite soll net goen um Bockel vun de Salariéien. Ech mengen, dass et eis Pflicht ass, fir d'Éischt emol ze kucken: Wou kënne mir eis Hausaufgabe maachen? Wou hu mir Aktiounen, déi mer kënne huelen, déi kengem direkt wéidinn?

Et wär, mengen ech, e bëssen allerhand, wa mer eis et esou einfach géife maachen a soen: „Ma fir erëm kompetitiv ze sinn, setze mer d'Pain 20% erof, an da si mer et erëm.“ Ech mengen, dass dat e bëssen einfach wär. A schlussendlech geet et jo och drëms, d'Kafkraaft ze erhale respektiv Kafkraaft ze hunn hei zu Lëtzebuerg, well och ouni Kafkraaft kréie mer keng Croissance.

Ech wëll awer soen, dass, nieft deene 65 Punkten, déi vu mengem Virgänger zum grousse

Deel ëmgosat gi sinn, d'Regierung jo net duerno gesot huet: „Sou, elo maache mer näischt méi.“ Mir hunn an deene leschte Méint eng ganz Rei Initiative geholl, fir eis Kompetitivitéit ze verbessere.

Ech erënnere lech un d'Gesetz iwwert den Archivage électronique, dat ech viru Kuerzem hei déposéiert hunn, wat eis wäert e wierkleche Joker an d'Hand ginn an eiser Politik, fir Headquarteren op Lëtzebuerg ze zéien. Ech erënnere lech un de ganze Volet Recherche, Développement, Innovation, wou mer eng Rei Reforme gemaach hunn. Ech erënnere lech un d'CRPen, déi mer amgaange sinn, komplett ze reforméieren, dass se vill méi eng enk verzahnt zesumme mam Privatsecteur kënne schwätzen.

Ech sinn amgaang, wat d'Clusteren ugeet, déi en immens wichtegen Outil sinn, fir nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze kréien, ech sinn amgaang, mat deenen ze kucken, dass déi e konkrete Programm kréien, dass déi sech Ziler ginn, dass se och an deenen Ziler gemooss ginn. Do wäert ech och deemnächst offiziell dat virstellen.

Ech hu viru Kuerzem zesumme mam Luc Frieden den Haut Comité pour l'Industrie an d'Liewe geruff. Och dee soll eben dobäi hëllefen, dass mer zesumme kucken: Wou sinn nei Mäert fir Lëtzebuerg? Wat sinn nei Aktivitéiten, déi mer kënne ugoen? Respektiv: Wat muss mer maachen, fir dass mer besser ginn?

D'„Learning factory“, déi de Betriber soll hëllefen, méi kompetitiv ze ginn, wat hir Energieconsumatioun ugeet; dat heescht, doduerch, dass se manner Energie kënne verbrauchen, dann och méi effizient kënne ze produzéieren. Dat ass eng wichteg Saach. Déi wäert och an deenen nächste Wochen offiziell an d'Liewe geruff ginn.

Ech wëll lech drun erënnere, dass d'Regierung iwwert de Premierminister annoncéiert huet, dass mer d'Cotisation-socialë bis 2016 net wäerten erhöijen. Och dat ass e wichtige Message fir eis Ekonomie.

Mir hunn eis engagéiert, déi verschidde Accords de non double imposition, déi mer hu mat anere Länner, esou schnell wéi méiglech ëmzesetzen, well och do eng Rei Entreprisè respektiv Banken natierlech dovunner ofhänken.

Mir sinn amgaange mat der Éducatiounsministesch zesummen ze kucken, wéi mer d'Orientatioun vun de Schüler besser an déi Secteuren drainéiert kréien, wou mer herno d'Leit och brauchen.

An d'last but not least, sinn ech och amgaang, mam Luc Frieden zesummen ze kucken, wat eis Gestéierung vun de Participatiounen vum Stat ugeet, wéi mer dat méi effikass nach kënne géieren, fir dass et muer net heescht „l'État pompier“, wéi rézent en enger Publikatioun, mä dass et den „État stratège“ ass.

Ech mengen dee Marshall-Plang, dee mer verfaasst hunn, fir zesumme mat enger Rei vun deenen Entreprisen, an deene mer grousse Participatiounen hunn an déi och zu Lëtzebuerg schaffen an hei kënne investéieren, fir mat deenen zesummen e Package ze bündele vun 2,5 Milliarden an d'Infrastrukture vun deem Land.

Dobäi wëll ech eng Klammer opmaachen, dass ech och frou sinn, dass d'Zentralbank dann elo hire Leetzens och erofgesat huet. D'Inflatioun ass op engem absoluten Déif. Firwat also net? Dat ass e ganz wichteg Zeechen. Mir mussen just natierlech dofir suergen, respektiv wär ech frou, wann et dann och esou wier, dass déi Diminutioun vum Taux och weidergeet un de Client, an dass d'Clienten, virun allem déi - an dat sinn déi meescht -, déi Hypothéikekreditter hunn, doduerch hir Kafkraaft an d'Luucht gesat kréien. An natierlech den Accès un d'Kreditter fir d'PMEen, fir d'Entreprisen en général schéngt mer eng ganz wichteg Saach ze sinn.

Da kommen ech zu deene verschidde Punkten, déi ech lech um Pabeier kuerz opgeléicht hat.

Den éischte Punkt ass méi en techneschen, wou et eigentlech drëm geet, dass mer eis en neie System ginn, fir d'Degradatioun vun der Kompetitivitéit ze analyséieren, fir se ze observéieren no den..., dass mer eis nei Indicateure gi par rapport zu deenen, déi mer vun 1985 festgeluecht hunn, an dass mer no deem Modell MIP, „Macroeconomic Imbalance Procedure“ kucken, wéi d'Kompetitivitéit sech entwéckelt, an dann och d'Méiglechkeet hunn, déi néideg Mesuren ze huelen. An dat am Kader vun der Tripartite.

Den zweete Punkt sinn d'Käschte vun der Energie. Ech wëll lech just erënnere, dass d'Industriekäschten..., also pardon, wat d'Elektrescht ugeet fir d'Schwéierindustrie, mer am europäesche Verglach, wat d'Elektreschpräisser ugeet, op der 8. Plaz leien. Do si mer méi bëllge wéi eis Nopeschlänner.

An der Mëttelspannung leie mer op der 10. Plaz. Do si mer och besser wéi d'Belsch a wéi Däitschland, awer net besser wéi Frankräich. A wat d'Nidderspannung ugeet fir den Artisanat haaptsächlech, do leie mer op der 15. Plaz. Mä och do si mer besser wéi d'Belsch an Däitschland.

Wat de Gas ugeet, ass d'Situatioun e bëssen eng aner. Mir hu fir d'Industriepresser, also déi héich Consommateure vu Gas, do leie mer an der Präiskategorie op 18. Plaz, wat net befriedigend ass. All eis Nopeschlänner sinn do besser.

Wat déi Mëttelspannungsclienten an deem Sënn ugeet, leie mer op der 21. Plaz. Och hei sinn all eis Nopeschlänner besser. A wat déi kleng Entreprisen ugeet, si mer op der 18. Plaz. Do ass just Däitschland méi schlecht wéi mir vun eisen Nopeschlänner.

Elo wëll ech dat do änneren, fir der Industrie, déi wierklech ofhängeg ass vu gönschtegen Energiepräisser, fir där entgëtzekommen. Dat geet awer just, wa mer op där anerer Säit en Opfer maache beim Privatclient. An ech erkläre mech: Ech hunn d'Méiglechkeet, d'Gesamtenergie, also d'Réseaukäschte fir d'Energie, fir de Gas vun den Entreprisen, vun den Industrien ëm 20% erofzesetze; d'Réseaukäschten. Dat hätt en Impakt op de Gesamtenergiepräis vun der Industrie vu minus 2%. Da kann een elo soen: „Dat ass net vill“, mä fir en industrielle Betrib, dee massiv Energie konsumméiert, ass dat do awer substanzieel.

Dat, well dat awer Vase-communiquanté sinn - déi Réseae muss jo awer bezuelt ginn - géif awer bedeuten, dass mer beim Privatclient missen de Präis ëm e bësse manner wéi en hallwe Prozent an d'Luucht hiewen, am Gas wuelvinstanen. Dat ass d'Konsequenz.

A well dat d'Konsequenz ass, wëll ech och vun lech wëssen, wéi Der dozou stëtt, ob Der dat kéint matdroen oder net. Ech wëll just rappeléieren, dass beim Gaspräis fir d'Konsumenten mer op 10. Plaz sinn am Verglach mat mam Rescht vun Europa. Mir si besser wéi all eis dräi Nopeschlänner. A beim Elektresche si mer europawäit an der Moyenne. A mir sinn awer besser, bedeiend besser wéi Däitschland a wéi d'Belsch, awer manner gutt wéi Frankräich.

Dofir meng Fro un lech: Kéint Der mat esou eppes liewen, d'Industrie 2% entlaaschten, an dofir awer de Privatkonsument ëm en hallwe Prozent méi belaaaschten?

Da kommen ech zum Fonds de compensation, deen och mat der Energie ze dinn huet. Do huet d'Regierung decidéiert d'lescht Joer, fir dass dee Fonds de compensation, dee jo genotzt gëtt, fir d'erneierbar Energien ze finanzéieren, fir deen e bëssen ze entlaaschten, hu mer 19,5 Milliounen Euro d'lescht Joer iwwerwise vum Fonds Klima/Energie an dee Fonds de compensation, fir eben déi Präisser stabel ze halen, dass net eis Energiepräisser explodéieren.

Dat wëlle mer och an Zukunft maachen. Och do meng Fro: Sidd Der domadder d'accord? Sidd Der dat net?

Dann hunn ech eng nei Reglementatioun agefouert, wat d'Fotovoltaik ugeet, fir déi erofzesetze, well déi wierklech schwéier laascht op deem Fonds de compensation, well ech gesot hunn, mir maachen e „reshift“ a mir probéieren, déi erneierbar Energieformen haaptsächlech ze ënnerstëtzen, déi och am bëlleste si respektiv am meeschte bréngen fir datselwecht Geld.

Da sinn ech awer och amgaang, an och dat hëllef dobäi, fir d'Energiepräisser erofzekréien, weider Interconnexiounen souwuel am Elektresche wéi am Gas mat eisen Nopeschlänner ze maachen. Eng Interconnexioun a Frankräich am Elektreschen. Eng an d'Belsch am Elektresche si mer amgaang zu diskutéieren. An am Gas wäerte mer den nächste Mount Konklusiounen och kënne zéien, ob et do Sënn mécht respektiv ob mer et wëlle maachen, eng Leitung, eng weider Leitung a Frankräich ze zéien.

Voilà, souvill zur Energie.

Zones d'activités économiques. Do wësst Der, dass ech e Plan sectoriel «Zones d'activités économiques» hunn. Deen ass fäerdeg. E gesäit vir, dass mer 624 ha zousätzlech Industriezonen, also regional an national Zone virgesinn hunn. Dee PSZAE konnt ech awer nach net déposéieren aus deem einfache Grond, well dat Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire hei am Haus nach net gestëmmt ass. Mä dat ass awer extrem wichteg, well ech soss e Problem hu mat der Spekulation, déi da lassgeet. An Dir hutt dat Gesetz iwwert den Aménagement du



Territoire. Soubal Dir dat gestëmmt hutt, wäert ech mäi Plang déposieren.

An ech wëll och do just drun erënneren, dass dat Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire och e Gesetz ass, fir d'Kompetitivitéit vum Lëtzebuerg ze verbesseren, well et eben déi Spekulation op deenen Terrainen an Zukunft wäert verbidden an den Entreprises doduerch vill méi e bëlleger Accès un déi Terraine wäert garantieren.

Dat, wat ech maachen, dat ass: Soubal mäi Plan sectoriel déposiert ass, kann ech déi Mesuren, déi dora virgesi sinn, nämlech fir vill méi labber ze sinn an der Akzeptanz vun Entreprises, vu PMEen op deene verschiddenen Zonen, déi wäert ech direkt ëmsätzen. Dat heescht, dass mer méi flexibel ginn, fir wann Entreprises, wa PMEen wëllen an eng Industriezone kommen, an dass mer déi net just nach oprechterhale fir d'Schwéierindustrie. An ech wëll och derbäi soen, wat jo och elo wichtig ass, dass mer de Gemengen d'Méiglechkeet ginn, Zone-communales an hire Gemengen anzeeriichten.

De véierte Punkt ass d'Création d'entreprises respectiv d'Reprise d'entreprises. Ech weess, dass d'Mittelsstandsministerin e Problem huet, dee wahrscheinlech ëmmer méi grouss gëtt, nämlech deen, dass vill PMEen kee Repreneur fannen, respectiv dass se der hätten, déi an hirem Betrib oft schaffen, mä déi awer d'Moyenne net hunn, fir eng Entreprise - oft eng Entreprise artisanale -, fir déi kënnen ze iwwerhuelen.

Do hunn ech zwou Propositionen, nämlech engersäits e Fonds de garantie anzefieren, deen deene jonke Leit oder deene Leit, déi eng Entreprise wëllen iwwerhuelen, éischten emol méi en einfachen Accès dann un d'Kreditter gëtt, well se eben iwwert dee Fonds de garantie ofgesécheret sinn an natierlech manner Garantie personelle mussen hunn, fir dat kënnen ze maachen.

An op där anerer Säit sinn ech mat dem Finanzminister amgaangen ze kucken, wat d'SNCF ueegt. Déi huet en extrae Kredit fir Reprises d'entreprises, deen awer an eisen Aen, wou an eisen Aen den Taux ze héich ass. Do wäerte mer an déi Richtung goen, fir och do deen Taux erofzesetzen, fir dass dat also och méi erschwängele gëtt.

D'Adaptatiounen, sinn ech um fënnefte Punkt vun eise Luxembourg Trade and Investment Offices: Dir wësst, dass mer an der ganzer Welt präsent sinn, fir eise Standuert ze verkafen, fir Entreprises un eise ze interessieren. Do sinn ech amgaang, eng Revision ze maache vun all deenen LTIOen, déi mer ëm d'Welt hunn. Déi sinn de Moment zu New York, San Francisco, Tokio, Schanghai, Taïpeh, Seoul, New Delhi, Dubai an Tel Aviv. Do si verschiddener, déi sinn a mengen Aen net méi onbedéngt néideg, an et sinn awer anerer do, déi mer onbedéngt missten hunn, ënner anerem Istanbul.

An och do sinn ech amgaangen, mam Finanzminister zesammen ze kucken, fir do eng Reorientatioun ze maachen, dass mer vläicht deen een oder deen anereren zoumaachen an anerer dofir opmaachen, déi eis méi interessant fir d'Zukunft schéngen.

An och mam Ausseminister si mer eis eens, an dat ass eng al Iddi am Fong vun der DP, fir d'Ambassadeure vill méi nach anzubannen an d'Promotion économique vum Land. Dat gräifen ech ganz gären op an hunn och do schonn déi néideg Gesprécher mat dem Ausseministère gehat.

D'Image de marque vu Lëtzebuerg ass natierlech wichtig, wa mer eis wëllen am Ausland verkafen. Mir mussen Lëtzebuerg besser bekannt maachen dobaussen, um internationalen Niveau bekannt maachen. Mir mussen nei Investisseuren unzeien op Lëtzebuerg. An dofir ass et och wichtig - an dat ass deen achte Punkt an deem Dokument, wat ech lech ginn hunn -, fir de Statut vum Rattachement vun engem Pays tiers, fir d'Immigratioun fir deejéinegen, deen hei wëllt investieren, deen hei wëllt eng Firma leeden, deen heihinnerkënn, fir dat nach ze vereinfachen, dass deen och d'Méiglechkeet kritt, ouni Problem mat senger Famili op Lëtzebuerg ze kommen. Do schaffe mer drun.

Da si mer natierlech och amgaangen ze kucken, wéi mer nach verbessere kënnen dee gesamte Kader fir déi ganz Expats, déi op Lëtzebuerg kommen, fir deen ze verbesseren. Dat geet bei den internationale Schoulen un, dat geet awer och iwwer Fiskaliteit, an do wäert de Luc Frieden herno nach drop agoen.

Mir hunn awer och, fir eis Campagne ze maachen a Lëtzebuerg besser ze verkafen, eng ganz Rei Televisiounsspote preparéiert, déi elo op in-

ternationale Chaîné lafen, déi mer och am Virfeld vun all Wirtschaftsmission an vun all Staatsvisite wäerten an deene Länner hei lafe loossen, fir op eis opmierksam ze maachen.

Mä et muss ee wëssen, dass eng „nation branding strategy“, dat ass eng Strategie à long terme, dat muss een herno kënnen mesurieren. Mä och do soen ech lech, dat kritt een net gratis, an ech wär och do dankbar, vun lech ze wëssen, ob Der dat positiv fannt oder net.

D'Konnektivitéit vun eise Land ass eng aner wichteg Fro, fir an der Kompetitivitéit besser ze ginn. Dir wësst, dass mer vill auslännesch Investisseuren hunn. Ech kann lech awer och soen, dass der vill, mat deenen ech schwätzen, immens genervt sinn, wa se net direkt Verbindungen hunn, speziell direkt Fluchverbindungen hunn.

Dofir hu mer agéiert a mir hunn elo en direkte Vol zum Beispill op Istanbul, dee wäert de 25. Juni elo lassgoen. Mir sinn a Verhandlungen mat engem Direktvol op Moskau. An ech sinn och an Diskussiounen mat Aserbaidzhan. Déi wëlle vu Baku op Lëtzebuerg fléien. Elo kënn Der soen: Wat maache mir zu Baku? Do ginn ech lech och recht.

Mä hir Iddi ass, fir vu Baku op Lëtzebuerg ze kommen a vu Baku da weider an d'USA ze fléien. An ech mengen, do wär fir eis deen interessante Punkt, dann hätte mer nämlech och erëm eng direkt Verbindung mat den USA. Dofir sinn ech och, wéi gesot, amgaange mam Claude Wiseler, fir déi Diskussiounen do ze féieren an och vläicht dann zu engem positiven Enn ze bréngen.

Da kommen ech op ee Punkt, deen, mengen ech, ganz villen Entreprises immens, immens vill Problemer mécht. Dat ass dee vun de Prozeduren. Prozeduren, déi ëmmer méi komplizéiert ginn, ëmmer méi komplex, virun allem d'Délaien ëmmer méi laang ginn, d'Formalitäten zum Deel duebel mussen gemaach ginn. An do wëll ech als Alleréischt saluéieren, dass de Premierminister jo déi Cellule de facilitation agefouert huet, fir eben eng Rei Projekte kënnen ze deblockieren, wa se da bis hanken.

Mä ech wëll awer och op där heite Plaz un de Konstruktionssecteur erënneren, well do si massiv Projeten, déi iergendwou an der Prozedur hanken. Ech wëll elo hei kengem e Stee geheien. Ech wëll just, dass et lech allegueteer bewusst gëtt, dass all déi Projeten, déi am Konstruktionsberäich an de Prozeduren hanken an net virukommen, aus wéi engem Grund och ëmmer, dass, wa mer déi deblockéiert kréichen, mer Milliarden Investitiounen hei am Land op ee Coup kéinte realisieren.

Ech ginn lech just, ech hunn de Mëtteg mer dräi Sekonnen iwwerleucht, eleng um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, soen ech lech just, ouni elo d'Stad unzegräifen, mä ech soen lech just, wat hei vu Projeten, zumindest wann ech net falschleien, all iergendwou an der Prozedur hanken.

Dat ass d'Porte de Hollerich, dat ass de Projet EuroCity hannert der Hollerecher Kierch, dat ass de Projet Paul Wurth, dat ass d'Place de l'Étoile, dat ass de Projet Arquebusiers, et ass de Projet Schoetter Mariäl um Kierchberg, et ass de Ban de Gasperich, dee jo hoffentlech dann elo, wann ech dat richtig héieren hunn, deemächst wäert deblockéiert ginn, et ass de Projet rue Verte um Kueleberg.

Eleng dat si Projeten a Milliardenhéicht - a Milliardenhéicht! -, déi net nëmme géifen de ganze Bau relancieren, well do hu mer e Rise-problem, mä déi all Logemente géifen zu engem groussen Deel schafen, wat also extrem wichtig ass.

Dofir en Appell u jiddweree vun lech, egal u wéi engem Hiewel dass Der sëtzt, fir dat do kënnen ze deblockieren, fir do eng Hand mat unzepaken, dass mer dat hikréien.

Mir hunn en Accord och um Regierungsniveau mam Marco Schank ënner anerem a mam Claude Wiseler, fir am Kader vun där Table ronde vum Premierminister eng Rei Gesetzgebungen ze iwwerkucken, ze iwwerschaffen, speziell wat elo den Aménagement communal du territoire ueegt, also och mam Här Halsdorf, wat d'Gesetz iwwert d'Protection de la nature an d'Ressuces, d'Ressources, pardon, naturelles ueegt, wat d'Établissements classés ueegt, wat d'Étude-d'impacten ueegt, dass mer do wëlle kucken: Mä wou sinn dann do déi double Emploien? Wou sinn dann déi Prozeduren, déi een do d'office oder d'urgence muss verbesseren a verkieren?

Ech ginn lech e puer Beispiller: Wann ech eng Zone industrielle eng Kéier klasséiert hunn, firwat muss ech da fir all Firma, déi da kënn, nach eng Kéier déi ganz Prozeduren duerchlafen? De grâce, wa se eng Kéier klasséiert ass als Zone industrielle, da loosst mech Betriber dohi bauen!

Firwat mussen mer nach eng Kéier en Avis hu vum Ëmweltministère, wann ee wëllt innerhal

vun engem PAG bauen an et ass ee manner wéi 30 m vun engem Bësch oder engem Waasser ewech? Do ass jo schonn eng Umweltverträglechkeetsetüd gemaach gi beim Environnement. Firwat dann nach eng Kéier müssen do eng Autorisation ufroen? An ech mengen, do ass de Minister och gär bereit, fir an déi Richtung dat ofzeänneren. Et ass d'ailleurs och vum Premier opgegraff ginn.

De Kommodo, firwat mussen mer higoen an déi Kommodos-Prozeduren esou laang an esou schwéierfällg hunn? Mir hunn eng ganz Rei Kommodoen, déi banaler Natur sinn, déi ëmmer déiselwech sinn. Firwat kënnen mer net higoen a mir ginn op e Système déclaratif iwwer, wou mer soen, ma hei, do sinn d'Normen, déi leeë mer elo fest, a wann s de wëlls dat bauen, muss de déi do Norme respektieren? Du kanns awer direkt ufänken ze bauen, du muss just duerno e Mécanisme de réception hunn, dat heescht, du muss herno iwwer en Expert prouvéieren, dass déi Normen agehal sinn. Mä do géifs de e Joer an der Moyenne an de Prozedure spueren, fir kënnen unzekomme mat demgem Bau.

An dat hätt och nach en zweete positiven Effet, well déi Leit, déi an der Verwaltung op all deene Projete schaffen, déi gi jo libéiert, fir déi richteg Kommodos-Prozeduren da méi schnell virunzebréngen. Also wär et a mengen Aen eng ganz kloer Win-win-Situatioun, mä wéi gesot, do si mer amgaang drun ze schaffen als Regierung. Den Ëmweltminister, den MDDI-Minister an de Landesplanungsminister sinn do amgaang dat ze kucken. Do sinn eng ganz Rei Punkten, mengen ech, déi zur Diskussioun stinn.

Dann hunn ech nach zum Schluss ee Punkt, deen ech awer och wëll kuerz uschwätzen, wat d'Organisation du travail ueegt. Dir hat geschit e laangen Débat doriwver, dofir wëll ech net ze vill drop agoen. Mir ass och just ee Punkt, dee mir, oder zwee Punkten, déi mir um Härz leien, wou ech frou wier, wa mer kéinten doriwver diskutieren. Dat sinn déi faméis POTen, déi Plans d'organisation du travail, well ech gesinn, dass a villen Entreprises déi Referenzperiod vun engem Mount, dass dat e Problem duerstellt respectiv dass dat hinne séier wéineg hëllef.

An Dir wësst, dass d'europäesch Gesetzgebung, d'europäesch Direktiv gesäit vir, dass ee ka goe bis véier Méint Période de référence. Dofir wär mäi Wonsch, dass mer zesammen am Sozialdialog mat de Sozialpartner dat doten eng Kéier géifen diskutieren a renégocieren, fir eventuell do déi Période de référence vun engem Mount op véier Méint kënnen auszedehnen. Dat géif enger ganzer Rei Betriber zu Lëtzebuerg zeguttkommen.

An dann en anere Problem, dee mer de Moment hunn, dat ass deen am Sektour vun de Biotechnologie speziell, wou Der wësst, dass mer jo amgaange sinn, deen Domän wëllen ze dévloppieren, dass mer do mussen d'Sonn-desaarbecht erméigleche respectiv verantwortete kënnen, well all déi Laboratoires de recherche, déi natierlech Kulturen uleëen, déi kënnen net zu deene soen, si solle sonndes net reagieren a waarden, bis méindes erëm d'Leit do sinn. Also do misste mer eng Léisung fannen, an ech mengen och net, dass dat ganz schwéier wäert ginn, dat ze maachen.

Voilà, dat do ass elo emol e ganz schnell, vu dass d'Riedezäit, déi ech - oh merde! - elo scho laang iwwerschratt hunn... Pardon!

(Brouhaha)

Vill ze laang. Ech sinn dem...

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg)**. - Et ass net Äre Feeler. Et ass hei de Büro, deen...

► **M. Etienne Schneider, Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ech sinn dem President dankbar, dass en net gelaut huet, mä ech kommen dofir zur Konklusioun.

(Brouhaha)

Dat hei sinn, mengen ech, déi Punkten...

(Interruption)

Wann Dir mech nach ëmmer ënnerbriecht, Här Kox, da kommen ech ni virun.

Also, ech sinn op alle Fall frou, mat lech déi Diskussioun ze féieren, sinn op fir all aner Punkten, déi Der wëllt mat mer diskutieren. Hei ass just emol eng Ureegung vu Saachen, wou ech mengen, wa mer eis eens drop ginn, dass mer se ganz kuerzfristig kënnen realisieren, virun allem, dass mer se nach kënnen realisieren virun den nächste Wahlen. Ech wëllt wierklech net wëlle mussen waarde bis no den nächste Wahlen, fir Reformen ze huelen am Intérêt vun eiser Kompetitivitéit.

An da wëllt ech schlësse mat engem Spréchwuert vum Winston Churchill, dat ech och op menger Foires-Ried benotzt hunn: „Een, dee

wëllt eppes änneren, fënnt Weeër. Een, deen näischt wëllt änneren, dee fënnt Excusen.“

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Wirtschaftsminister. Ech wollt effektiv elo prezisieren: D'Regierung huet 40 Minutten. Den Här Wirtschaftsminister huet e groussen Deel dovou gebraucht. Duerno huet d'Regierung awer nach eng Kéier 40 Minutten. Ech géif proposieren, wann e se wëllt, kann e sech schonn en Deel vun deene 40 Minutten huelen, well soss schéngt et mer awer vläicht e bësselche kuerz ze ginn.

(Interruptions)

Den Här Finanzminister huet d'Wuert.

► **M. Luc Frieden, Ministère des Finances.** - Jo, Här President, Merci. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass wichtig, dass mer am Ufank e puer Iddien soen. Herno brauch d'Regierung weider net méi ze schwätzen. Mir solle jo haut nolauschteren an déi Iddien vun der Consultatiounsdebat mathuelen.

D'Konkurrenzfähigkeit vun engem Land ass wichtig, an déi kann een net nëmme op de Schellere vun engem Minister hunn, mä do si ganz vill verschidde Ministeren zoustänneg. An déi Konkurrenzfähigkeit, dat Wuert Kompetitivitéit, wat vill Lëtzeburger schonn net méi kënnen héieren, heescht jo virun allem, dass mer kucken: Wat kënnen mer maachen, dass mer zu Lëtzebuerg Aarbechtsplaze schafen, a wéi kënnen mer dat maache par rapport zu aneren? Kompetitivitéit heescht Konkurrenzfähigkeit par rapport zu aneren.

A ville Beräicher, déi mer definieren, mussen mer also net kucken, wat ass déi ideal Welt, déi eis virschwief, mä wat maachen anerer a wou kënnen mir besser sinn.

Duerfir géif ech mengen, dass an deene Rahmbedingungen déi materiell, déi legal, déi materiell an déi legal ganz wichtig sinn. An duerfir géif ech gäre mat enger materieller Rahmbedingung ufänken, besonnesch och, well ech zënter jo 14 Deeg och zoustänneg si fir d'Kommunikatiounen, an duerfir mengen ech, dass grad deen ICT-Volet, vun deem de Wirtschaftsminister geschwat huet, deen a mengem Aufgabebitt elo ass, ee vun deenen ass, wou Lëtzebuerg ënnert de Ministère Schiltz a Biltgen ganz vill gemaach huet a wou ech wëll op dat opbauen, fir dee Sektour nach weider auszubauen.

Mir müssen an deem Beräich versichen, fir dee beschten Accès, dee schnellsten a séchersten Internet-Accès de Betriber an de Privatleit ze ginn. Do si vill Investitiounen gemaach ginn, mä mir sinn nach net do, wou mer gäre wären, an duerfir gëtt dat eng vu mengen absolute Prioritéiten.

Derniewent, mengen ech, dass et ganz wichtig ass, dass mer an deem Kontext eis och deen néidegen Know-how uleëen, Kompetenzen zouleëen, fir och kënnen dorobber an der Zukunft ze bauen, well Kompetenzen ass eppes, wat e klengt Land kann hunn. Déi huet een net ëmmer selwer, déi muss ee sech heiansdo an d'Ausland siche goen, andeem een déi beschte Leit unzitt, an da muss een dorobber bauen. Mä ech hätt op jidde Fall gären, dass mer am Beräich vun der elektronischer Kommunikatioun e Centre d'excellence an Europa ginn, wou international Betriber bei eis kommen.

Zu deene Rahmbedingunge gehéieren och déi legal, déi fiskalesch. Dat ass e ganz schwieere Volet, wou ee muss versichen, deen noutwendegen Equilibre ze fannen téschent engersäits évitieren, dass Entreprises iwwerhaupt keng Steiere bezuelen, évitieren, dass se zwee- oder dräimol Steiere mussen bezuelen, an och en Equilibre fannen téschent deem, wat engem noutwendeg schéngt, och fir auslännesch Investisseuren unzeziehen, an anerersäits wat räsonabel ass. Ech soen lech, dass deen Equilibre net einfach ze fannen ass.

Eng kleng an oppen Economie awer muss vill méi oppassen, fir en attraktive Steierkader ze hunn, wéi e Land, wat e grouse Marché intérieur huet. Ech kréien ëmmer erëm Froen och hei an der Chamber gestallt iwwer verschidden extra Steierregimer, déi mer hunn. Ech versti ganz gutt déi Suergen, déi do gestallt ginn, och am Kontext vun der Gerechtegkeet.

Ech soen dat zum Beispill dem Här Bausch, dee mer eng parlamentaresch Fro gestallt huet, déi ech nach net beäntwert hunn, iwwer spezialiséiert Investmentfongen an deenen hir Besteuerung. Jo, dat ass e schwieere Equilibre, fir ze soen, wa mer esou Instrumenter schafen, a meeschtens déi schafen, fir auslännesch Investisseuren unzeziehen, duerfir och heiansdo attraktiv Steierregimer schafen, ob déi no dem Prinzip si vun der Gerechtegkeet a vun der absoluter Gläichheet virum Gesetz mat Leit, déi net esou eng Struktur schafen, respectiv d'Fro,



ob Ausländer, Leit, déi aus dem Ausland kommen, a Leit, déi hei am Land wunnen, vun deenen nämlechste Steuerregimer kënnen Gebrauch maachen.

Ech warne virudrun, wa mer op eng theoretesch Aart a Weis déi Instrumenter upaken an d'Steieren einfach héijen, oder wa mer soen, déi Instrumenter kënnen nämme vun net am Land wunnende Leit gebraucht ginn. Ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer iwwert déi Saachen am Sënn vun der Gerechtegkeet allegueren nach eng kéier kucken, mä datt mer eis ëmmer bewusst sinn, datt mer nëmme attraktiv sinn, an datt nëmme auslännesch Investisseure kommen, wa mer och en attraktive Steierkader hunn, an attraktiv ass ëmmer par rapport zum Ausland.

Duerfir wëll ech och soen, datt ech d'Steierverwaltung ugestallt hunn, eng nei Circulaire ze maachen, fir héich qualifizéiert Leit op Lëtzebuerg ze bréngen an deenen eng Rei Ofschreife méiglechkeeten ze erlaben. Mir hu virun een, zwee Joer esou eng Circulaire gemaach. Si war eiser Meenung no e bëssen ze restriktiv, well ganz wéineg Leit sinn drënnergefallen. Or, mir brauchen esou een attraktive Kader wéi London, wéi Zürich, wéi aner Plazen, déi ënner anerem och grousse Finanzplazen hunn.

Mä dat géllt net nëmme fir d'Finanzplaz, et ass selbsterständlech och wichteg an der Recherche, an der Technologie, am Beräich vun der ICT, wou mer déi beschte Käpp brauchen. An duerfir muss mer déi och steierlech positiv begleeden. Déi Circulaire wäert d'nächst Woch vun dem Direkter vun der Steierverwaltung veröffentlicht ginn.

Am Kader vun der Fiskaliteit ass et och ganz wichteg, datt mer d'Botz (veuillez lire: d'Zuel) vun den Duebelbesteuerungsoffkommissie weider ausbauen. De Mëtteg nach sinn ech ganz frou, datt d'Finanzkommissioun e Projet de loi unhält, wou eng ganz Rei nei Konventionen oder moderniséiert Konventionen ugeholl ginn. Dat ass d'Grundlag, fir kompetitiv ze sinn a fir international wirtschaftlech Relatiounen ze hunn. An et ass och duerfir, wou ech wäert weiterfueren, nei esou Duebelbesteuerungsoffkommensche ze negociéieren an déi dann och esou schnell wéi méiglech an d'Chamber ze bréngen, datt d'Chamber déi kann unhuelen.

Am Kontext vun de Rahmebedingungen ass et och wichteg, datt mer nach eng kéier verbesseren, iwwerkucken d'steierlech Bestimmung fir d'Propriété intellectuelle, well grad do e klengt Land, wat Fuerschung mécht, och ka Rahmebedingung schafen, datt méi zu Lëtzebuerg där Aktivitéiten ugesiedelt ginn. An duerfir si mer amgaangen, eng Reflexioun ze maachen iwwer eng Adaptatioun vun dem Artikel 50bis vum Akkommenssteiergesetz iwwert de fiskaleschen Traitement vun der Propriété intellectuelle.

Zu de Rahmebedingungen an zu der Fiskaliteit - an duerfir muss een dat wierklech alles zesammenhalen - gehéieren natierlech och gesond Statsfinanzen. Ech deelen d'Meenung vun deenen och, déi dem Wirtschaftsminister virdu gesot huet, datt mer muss vill an d'Infrastruktur stichen. An nëmme mat dem Accord vum Finanzminister konnt an deene leschte Joren esou vill an d'Infrastrukture gestach ginn.

Mir hunn och eng staark Familljen- a Sozialpolitik, mä mir mussen och e gesunde Statsbudget hunn. Ech hunn iwwerregens, wann Der déi Klammer erlaabt, mat Intérêt e Sondage am „Lëtzebuerger Wort“ gelies, wou d'Leit hir Meenung gesot hunn doriwwer, wat mer maachen am Beräich vun der Familjepolitik, an de Maison-relaisen, an de Crêchen. Si soen, dat ass tipptopp. Bei der Sozialpolitik soe se, dat ass tipptopp, an zugläich hu se e Problem mam Defizit, dee mer am Budget hunn, a se fannen och d'Infrastrukturen nach tipptopp.

Mä ech soen lech, iergendwou muss dat alles beienekommen. Mir brauchen en attraktive Kader an der Steierpolitik. Mir brauchen Investissementer an Infrastrukturen. Mir brauchen natierlech och eng Sozialpolitik, mä mir brauchen och gesond Statsfinanzen. An dat eent an dat anert muss ierdendwéi mateneen ootmen. Duerfir ass et extrem wichteg, datt mer, och an deene Fuerderungen, déi mer stellen, allegueren heibannen, e bësse kohärent sinn.

Wat fir eng sinn d'Prioritéiten?

Ech mengen, Infrastrukture gehéieren zu de Prioritéiten, well soss kann ee keng Économie compétitive entwéckelen. Gesond Statsfinanze bleiwe wichteg. An duerfir sinn ech ganz stolz, datt mer en fait duerch déi successiv Spuerprogramme, eist Zil, de méttelfristegen Objektiv, wat mer eis gesat hunn am Budget, erreecht hunn.

Mä ech wëll awer och dësem Land soen, datt déi grousse Défien an deenen nächste Jore sinn a bleiwen a vläicht nach méi grousse sinn an deenen nächste Joren. D'Ewechfale vun den TVA-Einnahmen am Commerce électronique

gëtt net liicht ze messeieren. De Finanzsektor wäert sech ëmstrukturéieren, net wéinst den Décisiounen, déi mer geholl hunn am Kontext vum Échange automatique, mä generell, well amgaangen ass europawäit, weltwäit de Finanzsektor sech ëmstrukturéieren.

Déi nei Reglementatiounen bréngen zousätzlech Käschte mat sech. D'Finanzwelt ass amgaangen, och doduerch vläicht e bësse méi kleng ze ginn an Europa, an dat sinn och ëmstrukturéierungen, déi och en Impakt op d'Statsfinanze wäerten hunn. Mir mussen also och dat méttel- a laangfristeg kucken, wa mer wëllen am Kuerzfristegen an am Méttelfristegen kompetitiv bleiwen.

Duerfir géif ech, Här President, gäre meng lescht Remarques iwwert de Finanzsektor soen.

Et ass ganz richteg, datt eis Économie sech muss diversifiéieren. An duerfir ënnerstëtzen ech all déi Efforten an deenen dräi Beräicher, déi de Wirtschaftsminister genannt huet, plus der ICT, vun där ech virdu geschwat hunn, datt mer déi weider ausbauen.

Mä ouni de Finanzsektor kann eist Land net virukommen. De Finanzsektor huet haut 36% vum Bruttoinlandsprodukt. Déi kréie mer ni ersat oder op d'mannst net an deenen nächsten zéng Joer duerch aner Secteuren, an duerfir muss mer och do Konkurrenzfaeg bleiwen.

Duerfir géif ech gären alle fënnef Piliere vun der Finanzplaz weider ausbauen: d'Investmentfongen, de Private Banking, den Assurancésektor, d'international Kreditter an d'Strukturatioun vun internationalen Investissementer.

Jiddweree vun deene fënnef Crénauen, un deem schaffen ech intensiv a regelmässege Réunioenen och mam Privatsektor, well et ass déi staark Partnerschaft tëschent dem Privatsektor an der Regierung, déi et erlaabt huet, esou erfolgräich op där Finanzplaz ze sinn. Duerfir wäerte mer och geschwënn hei an der Chamber e Gesetz zur Ofstëmmung bréngen iwwer nei Aktivitéiten ronderëm den Assurancésektor, Professionnels du secteur des assurances.

Duerfir hutt Dir viru Kuerzem e Gesetz gestëmmt iwwert de Family Office am Beräich vum Private Banking. Alles nei Aktivitéiten, déi och nei Aarbechtsplazen an nei Recetten op der Finanzplaz schafen.

Mä generell muss déi Finanzplaz an deenen nächste Joren nach méi international ginn. Méi international ginn, well déi klassesch Marchéen, op deene mer waren an op deene mer bleiwen, net méi esou vill Wuesstumspotenzial hierginn, wéi nei Plazen op der Welt. Mir wäerten an Europa eng wichteg Finanzplaz bleiwen, mä mir mussen an der Welt och eng wichteg Finanzplaz sinn, an duerfir eis Efforten a Richtung Asien, an Asien natierlech d'Türkei, China, a Richtung Russland, a Richtung Mëtleren Orient a Latäinamerika, wou et iwwerall Méiglechkeete gëtt, fir notament d'Fongenindustrie, zum Deel och d'Gestion de patrimoine, d'Vermögensverwaltung weider auszubauen.

Duerfir schaffen ech och do mam Wirtschaftsminister zesammen, datt mer och déi Büroen, déi mer op deene Plazen hunn a vun deenen de Wirtschaftsminister geschwat huet, datt déi och Kompetenzen hunn, Aufgaben hunn am Beräich vun der Finanzplaz, well wéi gesot op neie Marchéen, wou staarke Wuesstum ass, vill méi staarke wéi an Europa, muss mir e Stéck vun deem Wuesstumskuch am Intérêt vun der Finanzplaz Lëtzebuerg kréien.

Dorënner spillt och eis Strategie, fir ze versichen, datt mer an der Internationalisierung vun der chinesescher Währung, dem Renminbi, kënnen duerch eisen internationalen Know-how zu Lëtzebuerg eng Plaz ginn, wou déi kann an der Zukunft gehandelt ginn. Do si mer amgaangen, mat de chinesesche Banken an der chinesescher Regierung ze kucken, eis do weider ze positionéieren.

Wann een eng international Finanzplaz wëllt sinn, da muss een och international Standards uwenden. Da kann een net nëmme aus sengem nationale Bléck kucken, wat richtig ass oder wat ee léiwer huet. An et ass och an deem Kontext, wou déi Décisioun, déi de Statsminister annouciéiert huet an der Lag vun der Nation iwwert den automatischen Informationsaustausch, ze gesinn ass.

Et ass net esou, wéi wann d'Fro wär, ob ee Jo oder Nee wëllt oder ka soen, wéi ënner anerem ADR-Deputéierten dat deser Deeg um Radio gesot huet. D'Fro nämlech, ob ee mat den Amerikaner en Accord mécht iwwert den automatischen Informationsaustausch, kann ee ganz liicht mat Nee beäntwerten. Mä dann ass Amerika net méi en Acteur op der Finanzplaz!

Or, et muss ee wëssen, datt am Fongebereich, wann een d'Länner kuckt, vu wou d'Promoteure vun der Fongenindustrie kommen, da gesäit een, datt d'Amerikaner mat 23,5% déi

gréisste Parts de marché am Fongebereich hunn, virun Däitschland a virun der Schwäiz.

Wann ech also gären hätt, datt mer wuessen, datt mer Konkurrenzfaeg sinn, da muss ech, da wëll ech esou en Accord mat Amerika maachen, an déi Verhandlung sinn amgaangen. A well mer dat mat den Amerikaner maachen, muss mer selbsterständlech och kucken: Wéi behandelte mer déi Fro an Europa?

Do géife mer gäre mat Regeln definéieren, an net déi vun aneren imposéiert kréien. Duerfir maache mer dat, och wann dat kuerzfristeg vläicht schwierig ass, am Intérêt vum Land, fir méttel- a laangfristeg nei Clienten ze kréien an eis nei kënnen ze positionéieren, ouni vun deenen anere permanent an den Eck gedréckt ze ginn. Well an den Eck gedréckt sinn, heescht och, datt keng nei Clienten kommen, an dat ass net gutt fir Lëtzebuerg.

Deen Développement vun där Finanzplaz ass eppes Schwieriges, well natierlech generéiert en och Jalousien. Natierlech ass dat grenziwwerscheidend e bësse méi a Fro gestallt, duerch d'Kris bedéngt. Jiddweree versicht, säi Marché e bëssen ze protegéieren. Mir sinn eng oppen Économie a mir mussen kucken, datt dat Internationalalt, dat Grenziwwerscheidend och an der Zukunft méiglech ass. An duerfir ass dat och noutwendeg, datt mer kucken, datt och d'multinational Gesellschaften an Zukunft nach de Wee op Lëtzebuerg fannen.

Déi ganz Diskussioun ronderëm eng richteg Besteuerung oder eng fair Besteuerung vu multinationale Gesellschaften ass eng, déi elo eréischt ugefaangen huet. Mir wäerten derfir suergen, datt et och méiglech wäert ginn an Zukunft, datt och a kleng Länner op d'mannst verschiddenen Aktivitéiten vu multinationale Gesellschaften sech kënnen lokaliséieren an och do kënnen besteiert ginn.

Datt do keen aneren eis wäert am Ausland e Cadeau maachen, dat wësse mer, mä mir wëlle mat eise Partner an der Welt kucken, datt d'Lëtzebuerger Économie, de Lëtzebuerger Finanzsektor, Lëtzebuerg als eng Plaz, wou Headquartiers sech kënnen etabléieren, och eng Referenz bleibt, an duerfir wëlle mer och do eng aktiv Roll an der OCDE spillen, wou déi Regeln an deenen nächste Méint wäerten definéiert ginn.

Ech mengen, datt eist Land eng grousse Chance huet a ville Secteuren, fir sech kënnen weider ausbauen. Mä dat geet net, wa mer einfach nëmme nokucken. Mir mussen aktiv eng Hand mat upaken a virun allem, wéi gesot, an duerfir geet et jo de Mëtteg ëm d'Kompetitivitéit, kucken: Wat maachen déi aner, wat kënnen mir maachen a wat kënnen mir maachen, fir et besser ze maachen, fir esou Aarbechtsplazen ze schafen, fir esou auslännesch Investisseuren unzeziehen?

Nëmme, wa mer déi unzéien, da kënnen mer och zu Lëtzebuerg dee Liewensniveau, dee Liewensstandard erhalen, dee mer zu Lëtzebuerg hunn, dee jiddweree wëll behalen, mä deem awer fir d'Éischt eng wirtschaftlech Realitéit an eng staark Économie brauch, well nëmme esou kënnen mer och de Sozialstandard an der Zukunft garantéieren.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Finanzminister. Als éischte Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech d'Initiativ vun deser Debatt ausdrécklech begréissen, wou an der Breet den Istzoustand vun deem duergeluecht gëtt an diskutéiert gëtt, wat eis Dag fir Dag vun no oder och vu wäit beschäftegt: eiser Kompetitivitéit.

Bei Kompetitivitéit denkt een u Kompetitioun; bei Kompetitivitéit geet et ëm Kompetitioun. Besser ze si wéi déi aner, mat als éischt ëmmer dozestoe vir am Peloton an e grousst Stéck vum Kuch mat ofzekréien.

«Un pays peut être considéré comme compétitif si:

- sa productivité augmente à un rythme similaire ou supérieure à celui de ses principaux partenaires commerciaux ayant un niveau de développement comparable, - il parvient à maintenir un équilibre dans le cadre d'une économie de marché ouverte, - il connaît un niveau d'emploi élevé.»

Dat ass elo kee gescheite Saz vu mir, dat do, mä e stoung an deem ominöse Fontagné-Rapport aus dem Joer 2004. E Rapport, deenen a munche Kreesser hei zu Lëtzebuerg elo net ganz oncontestéiert war. E Rapport, dee sech deemools mat der Wettbewerbsfaegkeet vu Lëtzebuerg ausenanergesat huet an deen, trotz

allen Diskussiounen a villem, och haut, néng Joer duerno, nach ëmmer seng Richtegkeet huet.

An der Kompetitivitéit geet et also drëms, sech eng stabil Situatioun ze verschafen, déi engem et erlaabt, sech an engem Émfeld vu Matkonkurrenten ze behaupten. Eng stabil Situatioun weist sech - de Finanzminister sot et elo grad - duerch gutt Finanzen. Duerfir ass et och inévitable, weider vill Efforten an dës Richtung ze maachen. Dann duerch en innovativen, oppenen, kreative Geescht. A se weist sech och an der Bereitschaft ze schaffen.

Dat, wat elo am Term vun der Kompetitivitéit vläicht méi richteg ass fir e Betrib, ass et ganz sécher manner fir eng ganz Nation.

Ech zitëiere weider: «La compétitivité n'est pas un objectif ultime de la politique économique, mais simplement un objectif intermédiaire. L'objectif ultime reste le bien-être de la population.» Et geet also bei enger nationaler Kompetitivitéit definitiv net ëm déi total Profitmaximierung op d'Käschte vum Mënsch.

Dat, wat d'Politik elo kann a muss maachen, fir d'Kompetitivitéit am eegene Land héichzhalen, duerf definitiv d'Cohésion sociale net a Fro stellen. De Mënsch muss sech ëmmer erëm kënnen dran erméffnen a mat sech a sengem Émfeld eens sinn. Eng Onzeffriddenheet ass den Doudegriewer vun all Kompetitivitéit.

Et ass natierlech schwéier, vu Säite vun der Politik esou ze agéieren, dass et jiddwerengem recht ass. Dat ass och eng Saach vun der quasi Onméiglechkeet. Dat geet nëmme, wann een esou vill wéi méiglech driwwer schwätzt, fir sech zu esou vill wéi méiglech eens ze sinn, dass ëmmer erëm eppes muss geschéien, dass een ni duerf bei deem stoe bleiwen, wat een huet, respektiv sech a villem a Fro stellen.

Dofir ass déi Debatt dann hei och esou wichtig. A se muss och nach op villen anere Plaze gefouert ginn, net nëmme heibannen am Haus, mä och dobaussen am Alldag, bei jiddwerengem, op der Schaff, doheim, an de Familljen, an der Schoul an och an der Press. Hei geet et ëm dat Vitaalt vun eisem Land.

De Grand-Duché steet vläicht virun deene gréissten Erafuerderungen aus de leschte Jorzéngten. Dofir misst et dach méiglech sinn, op 82 km Längt a 56 km Breet sech zu enger hallwer Millioun Leit an de grouszen Zich eens ze ginn, wat een dann elo kann, soll a muss maachen.

An dës Kompetitivitéitsdebatt gehéiert och dee ganz kloren Opruff un all Bierger, un all Sozialpartner, sech erëm openaner zouzebewegen an net einfach erëm mam Finger op deen aneren ze weisen an esou d'Fronte weider ze verhäerten. Entweder mir kommen zesumme virun oder mir ginn zesammen hannerzeg. Mir sinn zu net vill, mir sinn eng Schicksalsgemeinschaft, Dir Dammen an Dir Hären, ob mir dat elo wëllen oder net.

► **Une voix.** - Et voilà!

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Dann ass et gutt.

An de leschte Wochen, Méint a Joren, zanter elo bal fënnef Joer gëtt vu Kris geschwat. Dass mer an enger dra sinn, dat weisen eis Zuelen a Fakten, déi net léien. Zanter fënnef Joer stagnéiert eise Wuesstum, zanter Jore geet de Chômage an d'Luucht, zanter Jore lafen eis Dépensé méi séier viru wéi d'Recetten, zanter Joren hieft sech eis Schold un. Dat ass esou.

Allerdéngs spieren der vill dat net esou. Firwat? Ma well de Stat an Zäiten, wou et besser gaangen ass, zum Deel virgesuert hat, spriech Reserven ugeluecht hat, dass ee sech esou konnt opstellen, dass eppes do wär, wann et dann eemol esou wäit sollt kommen, wéi et dann elo komm ass.

Déi sozial Transferte sinn zu Lëtzebuerg nach ëmmer op engem Rekordniveau. De Stat gëtt pro Résident 34.000 Euro d'Joer aus; dat ass esou héich wéi soss néierens an eiser Noperschaft. Dovunner profitéiere mir allegueren.

De Stat investéiert trotz ugespaanter Situatioun weider vill Suen an d'Économie. 1,7 Milliarden eleng dëst Joer, esou héich wéi a beschte Croissancezäiten. Also muss ee virsichteg sinn, wann een ëmmer erëm vun Austeritéitspolitik schwätzt.

Ze begréissen ass sécher och déi rezent Initiativ, wou de Lëtzebuerger Stat via seng Participatiounen erëm 2,5 Milliarden Euro zrëck an d'Wirtschaft investéiere wëllt. Vun deenen Inputer profitéiert d'Économie dobaussen. Ech wëll net wëssen, wat zum Beispill am Bau lass wier, wann dës Suen, wann dës Investissementer net géifen zrëckfléissen.



Mä elo weess een awer och, dass, wa sech déi Situatioun méi am Detail ugekuckt gëtt, dat net ad aeternum esou ka virugeen. Iergendwa ginn der Mëtschgiewegkeet, déi absolut Sënn mécht, Grenze gesat. Dann, wann definitiv manner do ass, fir auszeginn. Wann et ufänkt, wéizdoen.

Dofir gi jo eng etlech gescheit Leit net midd, ëmmer erëm ze widderhuelen, dass, soulaang wéi et duergeet, un de Stellschrauben ze dréien, dat dann och misst elo esou séier wéi méiglech gemaach ginn. Wëll soen, elo direkt, nach ëmmer digeste fir jiddwereen, am plaz dass iergendwann eng Kéier een da misst mam décken Hummer kommen. Bref, ier et esou wäit ass, ier et esou wäit kënn, sollt ee sech also queesch duerch d'Gesellschaft der Situation bewosst ginn an zesummen dru schaffen.

Zesummen dru schaffen, Dir Dammen an Dir Hären, zesummen ukommen, mat eppes démarréieren, heescht awer och, net déi ganzen Zäit kloen a veronsécheren. Wann ech Ängscht hu viru mengem eegene Courage, da kommen ech net virun. Folglech muss et an dësen Zäiten och méiglech sinn, nach positiv Messagen ze ginn. Wann ëmmer nëmme queesch duerch d'Bank geklot gëtt, dann ass et schwéier, jonk an och eeler Matbierger dozou ze kréien, mat Loscht eppes unzepaken.

Et ass kengem Betrib, kengem Secteur a kengem jonke Mënsch gehollef, wann an deem jeeweilige Beräich keng Perspektive vermëttelt ginn oder keng Messagen, déi ee motivéieren. Keng, déi engem Loscht maachen, d'Äerm eropzestréppen. Eppes, wat haut erëm méi gefrot ass wéi jee. Och Aussoe wéi: „Du solls dech net missen esou midd maachen ewéi ech, du muss dir d'Fangeren net knaschteg maachen, du solls et méi einfach hunn ewéi ech.“, sinn definitiv falsch an och net méi zäitgeméiss.

Eng kompetitiv Gesellschaft zeechent sech do duerch aus, dass et eng ass, déi wëllt schaffen. Wann een elo weess, pardon, dass 85% vun de Plazen, déi an der Lescht hei am Land kreéiert goufen, vun Netlëtzebuerger besat gi sinn, wann ee weess, dass 90% vun de Plazen an de Ressources humaines vun Netlëtzebuerger besat ginn, wann ee weess, dass 80% vun der Wirtschaftskraaft vun Netlëtzebuerger gëréiert gëtt, wann ee weess, dass dräi Véirel vun de Créateurs d'entreprises Ausländer sinn, da muss ee sech d'Fro stellen, ob dat deen Esprit ass, dee mir wëllen hunn a weider wëlle fleegen, fir eis esou iwwer Waasser ze halen.

Kompetitioun huet mat Leeschtung ze dinn, an et ass ëmmer nëmme d'Leeschtung, déi sech och an Zukunft wäert lounen. Leeschtung ass net uniform, Leeschtung ass breet. Dat, wat ee ka fir säi Land maachen, geet „vun... bis...“ A la longue kann et net sinn, dass de Profil vum Klasseche Lëtzebuerger deen ass am wäissen Hiem an dee vun Ausländer mat de knaschten Hänn. Dat ass net gesond fir eng Gesellschaft.

Et ass iwweregens och net gutt fir eng Gesellschaft, dass e groussen Deel vun deenen, déi aktiv um Méiwäert vum Land schaffen, net am politeschen Décisionsprozess mat agebonne sinn.

Här President, ob der 1.-Mee-Ried huet de President gesot, dass eng vun de wichtegste Matière-premièren aus dem Grand-Duché haut déi gro Zelle vun de jonke Leit wieren. De Mann hat sécher recht domadder. Mir befannen eis op dem Wee an eng Wëssensgesellschaft. Dat heescht also kloer, dass déi gro Zellen erëm esou vill wéi méiglech mussen agebonne ginn. De Frënd Marcel Oberweis, dee gëtt net midd ze bemerken, dass, wann och d'Héichwien net méi dämpfen, eis Käpp ëmsou méi mussen dämpfen.

(Interruptions)

Wa mir an d'Recherche, an d'Innovatioun investéiere wëllen, a mir mussen dat, dann ass et onëmgängelech, dass d'Uni Lëtzebuerg, déi eenzel CRPen, de Fonds national de la recherche an d'PMEen nach méi enk wäerten zesummeschaffen.

Eng Kompetitivitéit, Dir Dammen an Dir Hären, geet sécher awer och net an d'Luucht, wann net probéiert gëtt, déi aktiv Populatioun esou effizient wéi méiglech anzusetzen, spriech déi richteg Leit op déi richteg Plaz ze kréien. Gëschter an der Debatt iwwert den Travail goung vill doriwuer Rieds.

Et ass definitiv net jiddweree gemaach fir an déiselwecht Richtung. All d'Eltere si frou, wann hir Kanner déi Beschit sinn. Mä all d'Eltere wëssen awer och, dass et dat net gëtt. Sot mir, wat huet deejéinegen dovun, wann en duerch e verwässerten, kompenséierten Nottessystem

duerch de Secondaire geschleest gëtt, an deem en näscht verluer huet a virun allem wou hie sech net wuel spiert? Dat ass de Punkt. Domadder kreéiert deejéinege schonn eng Demotivatioun a sech selwer.

(Interruption)

► **M. le Président.** - Här Eischen, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Selbstverständlich.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President, a Merci, Här Eischen. Ech sinn e bëssen duerjeenen. Ech hat den Androck, d'CSV hätt all déi lescht Jore Reforme gestëmmt, wou d'Kompensatioun am Schoulsystem dra wär. An ech wonnere mech elo, datt do eng Kritik géint de Kompenséierungssystem vun der CSV kënn. Ech hunn eppes net richteg verstanen. Mä op jidde Fall, d'ADR ass géint d'Kompenséieren, mä datt d'CSV ewell och dergéint ass, dat fret eis. Merci.

► **Une voix.** - Wou war d'Fro?

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Wou war elo d'Fro, Här Kartheiser? Ech hunn Är Fro net verstanen.

(Interruptions)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ...hutt Dir dat gestëmmt, déi Kompenséierung!

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Ech hu gëschter déi Debatt nogelauschtert iwwert den Travail an ech hunn déi ganz interessant fonnt. Do ass dat do zum Virschäin komm. Dat kann ech absolut deelen, wat gëschter diskutéiert ginn ass, Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dir sidd also kloer géint d'Kompenséierung an der Schoul?

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Doriwuer kënnen mer diskutéieren, mä du kanns net blann kompenséieren. Mä ech mengen, dat ass eng Debatt, déi passt elo net onbedéngt nëmme an déi hei vun der Kompetitivitéit.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dir hutt se opgeworf, Här Eischen, Dir hutt se opgeworf.

► **Une voix.** - D'Kompetenz...

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Wichtig ass et, wichtig ass et, fréi am Elterehaus, mä och an der Schoul dat doten ze diskutéieren. Jonk Leit motivéiert ee fréi, wat éischter, wat besser. Et ass keng Schan, och nom sechste Schouljoer, nom Fundamental eng technesch Ausbildung unzegoen. Mir brauchen exzellent Leit an der classescher Formatioun, mir brauchen do eng Elite. Mir brauchen awer och exzellent Leit an der technescher Ausbildung, wou s de herno och de ganze Wee kanns maache bis bei de Bac+.

D'Fro kann ee sech stellen, ob mir och net méi Leit am Enseignement missten hunn, déi vum Terrain kommen. Och déi Fro ass gëschter opgeworf ginn. Dat kann een deelen. Ass dat net an der Berufsausbildung inévitable? Initiativen, wéi zum Beispill am Neie Lycée, fonctionéieren an déi Richtung gutt. D'Privatwirtschaft kënn systematesch an d'Schoul, an net nëmme fir eng Stonn.

Firwat gi mir engem jonke Mënsch net schonn an der Primärschoul geziilt a mat System Abléck an dat, wat dobausse leeft? Virstellungen, Dreem an d'Loscht, sech ze realisieren, an d'Loscht, eng Richtung anzuschloen, gi scho mat zéng, eef Joer un, an net érischt mat 15, 16.

Et gëtt zum Beispill en hollännesche Modell, deen dat och geziilt mécht. D'Hollänner maachen dat och ganz gutt, well de Chômage jeunes an Holland ass exemplaresch. Si si gutt do, d'Hollänner. Mir sollten och net ze houfreg sinn, fir ze kucken, wat op anere Plaze geschitt, well mir mussen jo net mengen, mir missten d'Rad hei zu Lëtzebuerg nei erfannen.

Wa mir, Dir Dammen an Dir Hären, da bis een hunn, deen zum Beispill de Wee an d'Privatwirtschaft mécht, da muss een deem Mënsch zur Säit stoen. Et gëtt hei zu Lëtzebuerg vill, do ass ganz vill geschitt, den Här Schneider huet dat virdrun och opgeworf. Et gëtt eng sëllichen Ulaflazen iwwer SNCI, den Technopôle, sougner d'Pépinieres d'entreprises bis bei d'Microfinance, wat och eng luewenswäert Initiativ ass.

Mä dat, wat opfält: Et ass dobausse sécher nach net genuch gewosst. Et heescht hei sécher, eng Schépp uleren an der Kommunikatioun. Gitt emol eraus op d'Stroos froen, an d'Schoulen, do, wou eventuell potenziell Kandidaten sinn, a frot emol einfach: „U wie géift Dir lech elo wenden, wann Dir muer eng Iddi hätt, lech selbstständig ze maachen, e Betrib ze iwwerhuelen an esou weider?“ Ech sinn iwwerzeugt, dass déi Allerwéinegst direkt esou aus der Héft

eraus kéinten eng Äntwert ginn. Dat ass net gutt. Do ass nach Loft no uewen.

Ee Site, eng Adress, an zwar eng, wou een duerno mat der Hand geholl gëtt a wou et virugeet, ass wünschenswäert. Et gëtt keng méi grouss Hemmschwell wéi d'Onwëssen iwwer eppes. Keng Äntwert ze hunn op d'Fro, wéi soll ech mech ustellen, ass decourageant a bremsend. Eng viischt Dier, do, wou et erageet a wou duerno bannenan Dieren opginn, déi néideg sinn, dat gëtt et schonn. Dat gëtt et mam guichet.lu.

De Projet de loi vum e-Commodo, deen de 5. Februar dëst Joer an der Chamber déposéiert ginn ass, ass an deem Kontext absolut ze begréissen, gradesou wéi d'Schafe vun der Cellule de facilitation. An ech kann der Madame Modert nëmme bäiflichten, dass trotz allen Diskussionne vu gëschter och d'Gesetz vum Registre des personnes e grouse Worf an der Vereinfachung ass.

Mir sinn, Här President, am héich elektronischen Zäitalter. Mir hu fir alles eng App. An et kann definitiv net méi sinn, dass d'Demanden nach op der Hand mussen geschriwwe ginn an op där anerer Säit ee sëtzt, dee kontrolléiert, ob och alles an der Rei ass. Eng Demande soll net dierfen oder kënn fortgeschéckt ginn, wa se net komplett ass. D'Kompetitivitéit geet Hand an Hand mat dem dernier Cri wat technesch méiglech ass.

Zu Lëtzebuerg maachen nach keng 10% vun de Leit hir Steiererklärung elektronesch. An Estland si se menges Wëssens op 95%. Mä ech sinn iwwerzeugt, mir sinn um gudde Wee.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Kompetitivitéit spillt sech net nëmme am Privatsecteur of. Och de Statsapparat mat senge Verwaltungen ass hei gefuerdert, fir weiderhin op d'Exzellenz an och op Weiderformatioun vun de Mataarbechter ze drécken. De Verwalter an deen, dee verwalt gëtt, mussen eng harmonesch a konstruktiv Beziéung mateneen hunn.

Wat d'Fiskaliteit ugeet, sollte mer eng hunn, déi deen, deen de Betrib iwwerhëlt, encouragéiert an net discouragéiert. De Fonds de garantie ass sécher ze begréissen. Ech verweisen och op dem Finanzminister säi Pabeier, deen en am Kontext vun dëser Debatt erausginn huet.

Et ass och wichteg, dass deen, deen de Betrib iwwerhëlt, dësen zu engem Präis ka kréien, deen och rasonabel ass. An da muss een och en Opruff maachen no baussen, dass och mat Zäite soll gedeelt ginn. Et kann net sinn, dass et Betriber dobausse gëtt, déi an der drëtter Generation nach net gedeelt hunn. E Juniorchef soll wëssen, op wat dass e sech aféisst.

An et muss een och mat Momenter mam Fanger op verschidde Betriber weisen, déi et verpaid hunn, an de leschte Joren, spriech souguer Jorzéngten an d'Firma ze investéieren. E Betrib, wou fënnf, zéng Joer näscht méi dra geschitt ass, ass en ale Betrib.

An dass et dann net evident ass, fir een ze fannen, deen da soll kommen, fir de Buttke ze iwwerhuelen an och nach Millioune muss drastischen, ass normal. Esou geschitt an etleche Secteuren. Do mussen verschidden Acteuren aus dem Mëttelstand sech och bei der eegener Nues huelen; de Stat kann do net alles.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Kompetitivitéit ass e Ganz. Do zitt jiddwereen zesummen un engem Strang. Wëllt soen: Do muss och nach eng Solidaritéit spillen. Kompetitivitéit ass Teemaarbecht. Wann dobausse Reklam gemaach gëtt fir de Grand-Duché, wa Reklam gemaach gëtt, dass auslännesch Investisseure sollen heihinnerkomme mat hiren Aktivitéiten, da mussen heihem d'Konditiounen stënnen.

Et gëtt vill Bestriuwungen och vu Gemengesäit, fir zum Beispill Zonen ze schafen, wou Entreprisé sech da kënnen néierloossen. D'Gemenge sollen och ennerstëtzt ginn an deene Bestriuwungen.

Mir begréissen d'Gesetz vum Aménagement du Territoire, dat d'Plans sectoriels définéiert an dat de Gemenge méi Planungssécherheet verschafft. Éischt Erfahrung mat där schonn ugeschwatener nei geschafener Cellule de facilitation si scho ganz gutt.

Sou! Ier elo den Terrain ausgewissen an zur Disposition ka gestallt ginn, muss een en emol hunn. Jiddwer Propriétaire sollt awer och do emol mat sech selwer an d'Gebiet goen, wéi wäit dass hie ka mat sech selwer veräntwerten, fir ëmmer nëmme de Maximum an ëmmer nëmme méi mussen ze froen. Et ass net gutt, wann d'Mentalitéit vum Ni-genuch-Kréien ze vill iwwerhandhëlt. Dat riskéiert zréckzeschloen.

Déiselwecht Iwwerleeung muss natierlech och gemaach ginn, wat de private Wunnengsbau ugeet, well och déi Saach mat der Bulle immobilière, Dir Dammen an Dir Hären, ass hei zu

Lëtzebuerg keng Saach vun der Onméiglecheit.

Ech hunn och näscht géint d'Biergerinitiativen. Dat ass en Zeeche vu gelieferter Demokratie. Mä mir sollten eis awer och bewosst sinn, dass mir de Bou vum NIMBY-Effekt, „not in my backyard“, net bei mir hannenaus, net ze wäit sollte spanen. Macht de Contournement, de Betrib, de Knascht, de Kaméidi beim Noper, mä wann ech gelift net bei mir! Dat ass net gutt. A wéi beim private Wunnengsbau muss och beim Erschleisse vun den Aktivitätszonen méi drop geuecht ginn, dass kee Ministère deem aneren op de Féiss steet.

Wann de Wëllen an den Accord do sinn, fir eppes ze maachen, da muss et kënnen virugeen. Terrainen, déi ausgewise sinn, mussen kënnen genotzt ginn. D'Fro iwwert de Sënn an Zweck vun deem ganzen Etüdenopwand muss kënnen gestallt ginn. Et ass vu menges Virriedner schonn ugeschwat ginn.

Huet et eppes mat Kompetitivitéit ze dinn, wann an eng Zon all Betrib déiselwecht Etüde muss maache loosse? Terrainen, déi ausgewise sinn an déi jorelaang aus diverse Grënn nach net genotzt goufen, a wou sech dann entretens d'Natur breetgemaach huet, dierfen dach net duerch dësen Emstand erëm automatesch reklasséiert sinn! Et ass dach Mumpitz, fir een nach net bebautenen Terrain permanent mussen ze méien an ze ennerhalen, och nach fir deiert Geld, fir dass spéider net muss e Bam oder e Strauch ewechgemaach ginn, wat dann net erlaabt ass! Mä ech gleewe fest drun, dass dat doten erkannt ass.

A Saachen Infrastrukturen, Dir Dammen an Dir Hären, steet scho villes hei. Et ass och villes am Bau. Ob dat elo d'Zones franches sinn, ech zielen net alles op, d'Logistik leeft konkret un, Ekotech, Biotech. Eierlech gesot ass Lëtzebuerg, wat d'Infrastruktur ugeet, net schlecht opgestallt. Mir hunn héich Normen, och an der Sécherheet.

Mir hunn exzellente Infrastrukturen am IT-Beräich. D'Secteuren, déi un d'Kommunikatiounen an Informatiounstechnik liéiert sinn, hunn e grouse Succès an der rezenter Vergaangenheet kann. Eng Valeur sûre fir de Site Lëtzebuerg ass sécherlech den Highspeed-Internet, Breetband, Glasfaser an esou weider. An ouni Datacenter - mir sinn eis all eens - wier keen Amazon hei an esou weider. Do schafft 400 Leit. Eng sëlliche Serveren, fir online ze spillen, dee ganze Gaming gëtt vu Lëtzebuerg aus gëréiert, wat der vill net wëssen, wat awer en interessante Secteur ass.

Ze begréisse sinn och d'Aarbechten um Projet de loi, wat den Archiving électronique ugeet. Technesch also, technesch - woen ech ze behaapten - si mer ganz gutt. Mir mussen et och bleiwen, mat an deem Beräich héich qualifizéierte Leit. An den Atout vun der Méisprochegeek dierf do net aus den Ae ge-looss ginn. Et sinn enner anerem och déi, déi eis an de 60er, 70er, 80er Joren eran zu engem internationale Mediëstanduert gemaach hunn. Den Numm Lëtzebuerg ass all Dag an d'Welt erausgedroe ginn. Et wier schued, wann dat dann net méi esou wier. An do heescht et oppassen!

A Saachen Autorisatiounen ware mer, just fir lech nach e Beispill ze ginn, 2009 op 176 Kalenner-deeg fir en Dossier an der Klass 1, sprich mat den Enquêtes publiques. De Minister Schank huet et mat senge Servicer bis ewell op 127 Deeg buecht. An och am Mëttelstand sinn d'Délais d'autorisation erfroesat ginn. Dat kann een, dat soll een och esou feststellen.

Här President, dee kosmopolitesche Charakterzuch ass enorm wichteg, wann ee vu Kompetitivitéit wëllt schwätzen. Well wa mir dann eng Kéier esou wäit sollte sinn, wann dee groussaar-tege Grand-Duché - deen eis jo net egal ass, soss séize mer jo allegueren net heibannen -, wann also dëst Land erëm den Territoire vun de klengen Weeër sollt ginn, mat gudden Ubannungen, mat Terrainen, wou kann drop geschafft ginn, kuerz: als Standuert, dee sech ka weise loosse, da mussen mir erausgoen an erëm richteg Reklam fir eis maachen. Mat engem Toun, deen aluedend ass, fir dass mer och weiderhin auslännescht Kapital heihinner kréien. Well ouni dat ginn hei zu Lëtzebuerg d'Luuchten aus.

Wa mir vergiessen, dass mir un auslännescht Kapital ugewise sinn, esou wéi dat an der Vergaangenheet ëmmer de Fall wär, da verkenne mir d'Realitéit. Wann dat och nach haart do-bausse gemengt gëtt, da kréie mir et schwéier, well dat schwätzt sech jo erëm. Et ka jo definitiv net sinn - et kann definitiv net sinn! -, dass mir eis lächerlech maachen (veuillez lire: eis lëschtg maachen) iwwert déi Leit, déi eng friem Sprooch schwätzen, aner Iddien a keen Hutt, mä e Läpp um Kapp hunn.

Viru jore gouf et emol eng gutt Publicitéit, déi mir deemools exzellent gefall huet. Do souzen eng gutt hallef Dose Kanner vu verschidde

Haut- an Hoerfaarf zesummen an enger Rei a se hate sech ëm d'Schëlleren. An drënner stoung geschriwwen: „typesch Lëtzebuerg“. Ech mengen, esou sollte mer dobaussen optrieden.

Wann et drëms geet, sech no bausen an engem positive Liicht duerzestellen, da spille sécher eng sëllege Facteuren eng wichteg Roll: de soziale Fridden, de Liewensstandard, d'Präisser vum Wunnen, d'Verkéiersubannungen, d'Energieversuergung, d'Schoulinfrastrukturen, d'Kultur, de Loisir, d'Wieder. Bon, beim Wieder, do wësse mer, wat mer hunn. Dat kann een net änneren, Gott sei Dank, mä bei deenen anere Punkten ass eis Gesellschaft gefuerdert.

Mam soziale Fridden, Dir Dammen an Dir Hären, kënne mer eis dobausse bretzen. Duerch d'Bank weinstens. Et ass sécher en Atout fir de Site Lëtzebuerg, dass mir kënne an der Welt soen, dass de Grand-Duché quasi ni duerch e Streik oder soss Onroue ganz broochgeluecht gëtt. Et wär wünschswäert, wann dat esou géif bleiwen.

De Liewensstandard ass héich. Eis Paie sinn héich. Si se ze héich? Se si vill méi héich wéi bei eisen Noperen. Menge mir, dat kéint éiweg esou bleiwen?

Eis Produktivitéit ass awer och héich. Mir schaffe gutt. Eis Valeur ajoutée op den Emploi ass méi héich wéi beim Noper. Eis Lounniewekäschte sinn niddreg. Geet dat duer als Argument dobaussen?

Kéint e Betrib op Lëtzebuerg, wann e weess, wat fir eng Paien en hei muss bezuelen? Wann dese weess, dass en hei exzellent ausgebildete Leit fënnt, jo. Dofir ass et och esou wichteg, hei déi exzellente ausgebildete Leit ze hunn. Et wier absolut schued, wann déi zum groussen Deel missen importéiert ginn.

Mä wann dee Betrib, deen da wëllt kommen, mat Leit wëllt schaffen, déi eng niddreg oder keng Qualifikatioun hunn? Et ass e Gedanke wäert, driwwer nozedenken, wéi méi geziilt kéint an d'Aarbecht, an net an de Chômage investéiert ginn.

De Chômage niddreg ze halen oder ze drécken, ass sécher eng vun de gréissten Erausforderungen. Misst net geziilt een Deel vun de sozialen Transferten an dës Richtung goen, fir dass zum Beispill een Deel vun de Paie bei den Netqualifizierten oder wéineg Qualifizierte vum Stat gedroe gëtt, en aneren Deel vun de Betriber? Vu méiglechen neie Betriber, mä awer och vu bestehenden, déi esou an deemem Beräich op Résidenté géifen zrëckgräifen, déi dann net missten am Chômage sinn?

Ëm déi 50% vun de Chômeuren hu keng Qualifikatioun. An et wäerten derëmmer an eiser Gesellschaft ginn, déi keng hunn. Et ass keng nei Iddi, dat doten, mä et ass eng gutt. De Statsminister huet se iwwerreges och uganks des Joers am „Background“ op RTL développééiert. Mir mussen déi Leit a Bewegung halen, déi am Chômage sinn oder déi no enger Aarbecht sichen. Mir mussen d'Leit an der Aarbecht behalen.

Gëschter ass dat dacks ugeklongen an dat war gutt esou. D'Aarbecht ass e Wäert, eng Eier. E Mënsch, dee keng huet, dech sech wäertlos spiert, huet kee Selbstwäertgefühl. Dat Schrecklech, wat engem ka passéieren! Et ass eis Pflicht, mat alle Méttelen do dergéint unzegoen. Mä de Chômage no bausen oder vill méi een niddreg Chômagetaux gesäit gutt aus, mécht eis all Eier, ass eng gutt Reklamm fir Lëtzebuerg.

Mat dee gréissten Challenge läit och an der Verkéiersplanung. Mir wärem gäre kompetitiv, mir hätte gäre Wuesstum, ergo mir kréie méi Bewegungen an d'Land. Mir mussen dee Verkéier propper drainéieren, propper am richtige Sënn vum Wuert, dass mer e propperen, ëmweltfrëndleche Verkéier sollen hunn, mat groussen Efforten a Richtung öffentlechen Transport, a kucken, d'Leit esou séier wéi méiglech op d'Schaff an och ërëm heem ze kréien. Et ass sécher kontraproduktiv fir all Ekonomie, wann ee groussen Deel vun hirer aktiver Populatioun moies an owes Stonnen a Stonnen immobil gehale gëtt. Rechent dat emol eng Kéier zesammen, wat dat kascht! Net nëmmen u Suen, mä och un Nerven!

De Claude Wiseler huet e Mobilitéitskonzept ausgeschafft, wat eventuell d'Stroos kann halen. Ech sinn d'ailleurs der Meenung, bei den Autobunnen hätte ee scho kënne eng Kéier higoen an e Stack drop bauen. Wéi schwiéier ass et dann, Emprisen ze kréien, fir se op dräi Bunnen ze erweideren? Et wier eng Iddi.

Wunnen ass ze deier. Dat gëtt gesot. Et ass och richtig. Esou oder esou muss een déi Präisser am A behalen. Eng wichteg Roll wäert de soziale Wunnengsbau spillen. Dee kann net alles. Dat ass och gewosst. Mä hei geet et drëms, dass d'Gemengen an de Stat un Terrainen kommen, souwuel am Wunne wéi an der Ausweisung vun Zonen.

Wann dës Terrainen sollten erschloss ginn, firwat net eventuell mat der Konditioun un de Propriétaire: Däin Terrain kéint dran, elo direkt, du kriss eng Zomm x, elo, haut. Mä wann s de waarts an du mengs, du misst x mol dräi kréien, da kann et sinn, dass de eventuell zéng oder 20 Joer muss waarden.

Ze deiert Wunnen, Dir Dammen an Dir Hären, ass net attraktiv fir de Site Lëtzebuerg. Wësst Der, wa Kris ass, da réckelt een am Prinzip méi enk zesammen. Fréier ass gesot ginn: „Da sinn d'Kierche voll.“ Ech weess net, ob dat haut nach esou ass. Mä ech sinn der absoluter Iwwerzeugung, dass mir an Zukunft méi enk musse bauen. Do gëtt et am Ausland formidable architektonesch Beispiller, wéi een dat ka maachen. Och hei am Land gëtt et gescheit Käpp mat gudden Iddien an deem Beräich. Mir kënne net méi téschent all Haus en hallwe Futballsterrain Plaz loossen. An en ze deiert Wunne mécht Drock op d'Salarien.

Eis Energieversuergung ass sécher eng vun deene besseren. Dat hënnert awer net drun, dass d'Energiepolitik nach méi effizient a méi innovativ muss ginn. Nieft dem obligatoresche Must, fir a Saachen Energieaspuerungen nach méi Efforten ze maachen, muss och den Opbau vun der dezentraler Energieversuergung, dat heescht den Opbau vun den intelligenten Netzer, dem „smart grid“, viragedriwwen ginn.

Nach si mer wäit vun den ugepeilten 11% ewech. Mir ënnerstëtzen de Minister absolut a senge Planungen, fir nach 42 weider Wandmillen opzeriichten.

En huet virdrun d'Fro gestallt, fir d'Betriber ze entlaaschte mat 2% a Saache Gas an eventuell dann als Contreparchie 0,5% beim Privaten eropzegoen.

An dësen Zäite sollt et en Appell sinn un eng wuelverstane Solidaritéit, jo. Et soll awer eng fair Laaschteverdeelung bleiwen. Déi soll een net aus den Ae verléieren. An de Wee vun enger Deelzoulag fir Sozialfäll sollt an där do Diskussioun onbedéngt diskutéiert ginn. Ech mengen, dat wär wichteg. Bei der Biomass ass och nach Loft no uewen. Dat wësse mer. Do kënne mer CO₂ aspueren. Jee, do ass nach vill an der Pipe. Do waarde vill Aarbechten op eis.

D'Schoulinfrastruktur. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn déi beschte Schoulen. Mir bauen op jidde Fall Lycéeën, déi am deierste sinn. Iwwer 100 Milliounen d'Stéck kaschte se. Mir mussen awer och wëssen, dass iwwert d'Halschent vun der Zäit dës Gebaier eidel stinn. Deslescht hat de Wirtschaftsminister an enger Kommissioun e Gedanken opgefouert, ob et net méiglech wier, a Schichte Schoul ze halen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech fannen dat net abwegig. Eng besser an effizient Auslaaschtung vun de bestehende Gebaier a Käschte spueren, firwat net? Dat mécht dann och vläicht de Peak vun de Verkéierspëtze méi flaach. Et gesäit gutt dobaussen aus, wann eis Stroossen net gradesou verstoppt sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo goufe schonn eng etlech Iddien développééiert, wat fir eng Impulser vun den eenzelne Forces vives musse kommen, fir eist Land méi opzestelle fir muer. Elo muss een awer soen, dass mir an etleche Beräicher gutt opgestallt sinn, fir op d'Erausforderungen, déi sécher kommen, ze reagéieren. Mä d'Mëllechou vun eiser Economie aus de leschte Joren ass de Bankesektor. De Finanzminister ass virdrun drop agang.

Duerch eng wäitsichteg, intelligent Politik gouf, nodeems an den 80er Joren d'Stolindustrie zrëckgaangen ass, eng Finanzplaz opgebaut, déi sech international ka weise loossen. D'Bankplatz Lëtzebuerg ass eng vun deene stärksten an Europa a weltwäit. Déi Plaz huet sech esou entwéckelt, dass mir eis gären op darselwechter och gesonnt hunn, a soulaang alles gespruddelt huet, déiselwech et net weider a Fro gestallt hunn.

Mä déi Mëllechou Bankeplatz, fir dobäi ze bleiwen, huet e wéineg e Schoss. Dat heescht, déi gëtt net méi esou vill wéi soss, a mir mussen awer drop oppassen, dass mer se weider kënne unzapen. Et muss ganz sécher opgepasst ginn, dass eis Bankeplatz no bausen deen Top-Image behält oder nach méi krëtt.

De Finanzminister huet mat Nodrock dru geschafft, dass Lëtzebuerg net als Schmarotzer vum Rescht vun der Welt dosteet. Déi sëllegen Duebelbesteuerungsofkommessen hunn de Grand-Duché vun der groer Lëscht geholl. Dass mir net mordikus un engem Bankgeheimnis kënne festhalen a gläichzäitig no bausse wëllen als seriö a virun allem och souverän Bankeplatz optrieden, dat misst alichten.

Mir sinn am Zäitalter vun der Transparenz ukomm, Dir Dammen an Dir Hären, an dann ass et net, fir hei oder do ënnert dem Dësch eng ze fummelen. Dat ass och gutt esou. Mir si jo net frou mat de Kompetitiounen, wou ge-

fuddelt gëtt. Dës Bankeplatzreform ass amgaangen, déi och néideg ass, well mir si vun deem, wat verdéngt gëtt hei zu Lëtzebuerg, op den Niveau vun 2005 zrëckgefall. Mir mussen och do der Realitéit an d'Äe kucken.

D'Experte ginn dovun aus, dass am Kader vun dës Reform 6.000 bis 8.000 Aarbechtsplaze wäerte missen ofgebaut ginn. Virun der Kris ass dat klengt Lëtzebuerg méi oder wéineger a Rou gelooss ginn. Mä wann et bei deene Grousse rabelt a kraacht, an do gëtt et dann esou ee klengen Acteur un internationale Maart, dee mat dës Reform oder där Nisch nawell vill Erfolleg huet, jo, da gëtt drageschloen. Fir hei kompetitiv ze bleiwen, ass ee vun de gréissten Challenge fir déi nächst Joren.

Allerdéngs sinn d'Finanzhaiser, Dir Dammen an Dir Hären, och an enger Bréngschold. Se si jo och do, fir dass d'Ekonomie rullt! Wa vu Kompetitivitéit geschwat gëtt, da muss och en Appell un de Banken hir Flexibilität gemaach ginn. Si hunn ee groussen Deel Verantwortung an dës Diskussioun oder wéi et am Allgemenge virugeet. Och muss ee sech bewusst sinn, dass duerch déi héich Volatilität vun eiser no bausen ausgerichteter Economie et dem Grand-Duché méi séier méi gutt, awer och méi séier méi schlecht ka goe wéi den Noperen.

Dat ass sécher e Problem vun der Ofhängegkeet, awer och d'Ofhängegkeet vun den eenzelne Secteuren. Et war virun 30, 40 Joer Panik am Land, wéi den Haaptsecteur, d'Stolindustrie, déi an de 60er Joren nach 60% vum PIB ausgemaach huet, ugefaangen huet ze lappen. Et ass och elo Panik am Land, wou d'Banken an dee ganze Sektour ronderëm, déi, mir hunn et virdrun héieren, 36% ausmaachen, de Schnapp hunn.

Eng Kompetitivitéit vun engem Land weist sech och iwwert déi breet Opstellung vu senger Economie. Et sollt eis schonn ze denke ginn, wann een ëmmer méi en niddreg Prozentsaz vum PIB hei zu Lëtzebuerg an der Industrie ka feststellen. E Land, wat keen Industriestandbeen méi huet, gëtt sech selwer op!

Lëtzebuerg muss sech och international wieren. Ech hunn - ech weess net, ob Der dat héieren hat - de leschte Samschdeg en Interview vum Laurent Schonckert um Radio héieren, wou en ugeschwat huet, dass e groussen Deel vun de Produkter, déi hei op Lëtzebuerg kommen, déi hei um Maart verkaaft ginn, via d'Belsch facturéiert ginn. Do sëtzt jo och een, dee verdéngt! Dat ass eng Entrave à la libre circulation des marchandises. Lëtzebuerg muss sech wieren, och an deem dote Punkt.

Et gëtt vill Schantercher, Dir Dammen an Dir Hären, vill Schantercher. Wou e Chantier ass, do muss geschafft ginn. „Wien näischt mécht, deen näischt brécht.“, dat kann et definitiv net méi sinn. Ëmgedreit ass richtig geschwat: „Wou gehuwwelt gëtt, do fale Spéin.“

A wéi seet de Kolleg Ali Kaes ëmmer: „10% Verloscht ass ëmmer!“ Wat heescht dat? Ma et heescht, dass och eng Kéier eppes ka schifgoen. A wann et dann net klappt, jo, da klappt et eng Kéier net. Et ass jo gutt, dass mer e klengt Land sinn. Mä et ass net gutt, dass mer awer och mat Momenter ee liicht beschassene Charakter an eiser Gesellschaft hunn. Wéini hale mir op, mam Finger op deen ze weisen, deen eng Kéier eng Initiativ an de Sand gesat huet? Déi Mannst dovunner, vun deenen alle guerten, hunn dat jo gäre gemaach, déi hunn dat jo net express gemaach. Mä déi Allermeescht ware gudde Wëllens. Si hate Courage.

Mir si jo haut ënner anerem houfreg op d'SES. Ma wa viru 25 Joer dee Satellit net opgaange wier, da géif haut vläicht kee méi dovunner schwätzen. Mä och deemools hate Leit, wéi ënner anerem e Pierre Werner, dee Courage, eppes ze woen, wou keng Garantie a keng Kasko hannendru war. Mir hunn haut ze dacks den Zock, ze brandmarken, soudass deejéne, deen emol net réusséiert, sech an de Mötzeck zrëckzitt a vun der Bildfläch verschwënnt. An dat duerf net sinn.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer dës Bemierkung: Eng Kompetitivitéit ass wichteg, fir dass et dem Land weider gutt geet. Eng Kompetitivitéit mécht sech awer net um Bockel vun dësem oder vun deem. Do muss een als Ganzt dru schaffen. An eng gesond Kompetitivitéit muss virun allem de Garant sinn, dass d'Gesellschaft am géigesäitige Respekt an enger Forme digne kann zesummeliweien.

D'Kompetitivitéit soll net nëmmen d'Dier opmaache fir en oniwuerluechtene Wuesstum, deen irreell ass a wou de Mënsch op der Streck bleift. Bei alle Wuesstumsbestriewungen ënnersträchen och d'Wichtigkeet vun enger iwwergräifender Diskussioun iwwert d'Gesellschaftsform vun der Zukunft. Mir fuerdere mat Recht méi Bëss a méi Honger.

Firwat hat déi Generatioun virun eis däers vläicht méi? D'Zilsetzung war eng méi kloer, well de Mënsch einfach manner hat. Also huet e geschafft a sech druginn, fir méi ze kréien. Mir sollten eis d'Fro stellen, wéi mir den Nokomme mussen erklären, dass nëmme Leeschtung sech lount an nëmme Leeschtung, wann e Jugendléche vun 18 Joer haut am Duerchschnitt 500 materiell Objete säin egen nennt? Wéi muss een d'Maartwirtschaft regléieren, wann de Maart gesiedegt ass?

Bedenkt, wann eis Economie an den nächste Joren 3% all Joer soll wuessen, da mussen d'Entreprisen an deenen nächste 25 Joer duebel esou vill ëmsetze wéi elo. Da muss den Awunner aus dem Grand-Duché duebel esou vill akafe wéi bis elo. Duebel esou vill Leit, duebel esou vill Autoen, duebel esou vill Wunnengen. Dat heescht: ëmmer ërëm drun denken, wat fir e Land mir eise Kanner wëllen hannerloossen. Dofir sollt mir och d'Wärter an dës Diskussioun net vergiessen!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Eischen. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen haut iwwert d'Croissance a Kompetitivitéit. De Wirtschaftsminister, och de Finanzminister, jo, si loossen hei iwwert d'Croissance schwätzen. Mir wëssen, dass mer eis eigentlech net ëmmer ganz eens sinn doriwwer, wat mer drënner verstinn, ob mer se brauchen, wéi vill mer der brauchen, ob mer se wëllen, ob mer se nach kënne errechen.

Ab und zu héiert een hei am Haus an op villen anere Plazen am Land, déi Zäite vun enger iwwerduerschneitlicher Croissance vun eiser Economie, déi wären definitiv eriwuer, géifen ni méi erëmkommen. Gläichzäitig maache mer awer Politik, mer lancéieren Reformen, Programme, well mer dovunner ausginn, dass mer nach wie vor eng méi eng gross Croissance wäerte behalen iwwert déi nächst Joren a Jor-zéngten, wéi eis Länner ronderëm.

Eigentlech ass dat jo emol e Widdersproch. An duerfir ass et net falsch, hei och eng Kéier iwwert d'Croissance, ob mer se brauchen, wéi mer se kënne errechen, wéi vill dass mer wëllen, wéi vill och gutt ass fir eist Land, wéi vill mer och verkraaft, solle kënnen schwätzen.

An deene leschte Joren, eigentlech an deene leschte fénnef Joer, zënter der Bankekris, hu mer festgestallt, dass mer eigentlech keng Croissance méi hatten zu Lëtzebuerg, well eis Economie ass an der Moyenne mat 0% gewuess. Dat, wat mer am Ufank verluer hunn, dat, wat mer opginn hunn u Wirtschaftskraft, hu mer mühselig an deene leschte Joren a Méint eréischt derbäigewonnen.

Ass also wierklech eng Croissance vun dräi, véier Prozent an der Moyenne, esou wéi se jo awer gebraucht gëtt, fir munneche vun eise soziale Systemer kënne am Équilibre ze halen, ass déi dann iwwerhaupt nach realistesch?

À court terme ass dat sécherlech schwierig ze errechen, well mer eng Rei vu Wirtschaftssecteuren hunn, déi eischter amgaenge sinn zrëckzegoen. Also misst dee Réckgang do jo fir d'Alleréischt emol haauptsächlech kompenséiert ginn, ier een iwwerhaupt emol vu Croissance ka schwätzen.

Wann een op der Finanzplaz eischter vun engem Repositionnement vläicht vun engem Deelsektor vun der Finanzplaz, vun engem Gesondschumpfe ka schwätzen, esou ass d'Situatioun bei der Industrie awer méi besuergniserregend, wou een eischter scho vun engem Ewechschmëlze muss schwätze vun der industrieller Substanz.

Prinzipiell mengen ech, dass et, jo, fir Lëtzebuerg awer nach ëmmer méiglech bleift, et ze errechen, mëttelfristeg méi eng héich Croissance ze hu wéi eis Nopeschlänner. Ganz eleng doduerjer, well mer e klengt Land sinn, eleng doduerjer, well hei zu Lëtzebuerg schonn een oder zwee Secteuren, déi iwwerduerschneitlech performéieren, natierlech an der Moyenne herno reng aus statisteschen Ursachen d'Croissance kënne iwwert d'Moyenne vu méi grousse Länner, wou dat alles méi staark équilibréiert ass, ewechhiewen.

Mir brauchen awer, fir eng Croissance économique weider ze hunn, an dat weider op deem héijen Niveau, dee mer jo erreicht hunn als awer ganz staark entwéckelt Land, brauche mer weider Viraussetzungen, déi mussen erfüllt sinn, well soss wäert dat sécherlech en Dram



bleiwen. Mir misse wuesse kënne vu bannen, mir misse wuesse kënnen duerch Produktivitéitssteigerungen. Dat heescht, mir misse besser ginn, mir misse dat, wat mer kënnen, dat, wat mer drop hunn, dat muss besser ginn.

Dat erreche mer duerch Formatioun, duerch Fuerschung, duerch Entwécklung vun de Produiten, vun awer och de Produktionsmethoden. Mir kënnen awer natierlech och, an dat hu mer laang gemaach als Lëtzebuerger Land, weiderhi wuesse vu bausse eraus. Dat heescht, andeems mer méi attraktiv si wéi ronderëm, wéi aner potenziell Standuerter, déi weltwäit mat eis an der Konkurrenz sinn. Soudatt eng ekonomesch Aktivitéit eben, wa se op der Sich ass no engem Doheem, éischter op Lëtzebuerg kënnt, wéi dat se soss anzwousch an d'Welt geet.

Eng aner wichteg Viraussetzung, fir Croissance weider ze erméiglechen, dat ass, dat mer, jo, d'Ressourcen hunn. Dat fänkt mat den Terrainen un. De Minister ass drop agaangen. Et geet mat de Leit, gutt forméierte Leit, déi eppes kënnen, déi eppes drop hunn, déi dat kënne leeschten, wat d'Entreprises nun eben emol haut brauchen. Och dat ass de Mëtteg schonn erwähnt ginn. Mir brauchen Infrastruktur a vill anescht, wou ech de Mëtteg nach wéi a menger Interventioun dorobber méi am Detail zrëckkommen.

Ech mengen och, an dat probéiere mer als Fraktioun och ëmmer erëm hei ze ënnersträichen, och wa munneches sécherlech muss kritiséiert ginn, wa munneches sécherlech net evident ass momentan, a wa mer d'Aerm vill méi wäit nach mussen eropstréppen, fir et ze packen, wéi dat an deene leschte Jorzéngten de Fall war, mengen ech, dass Lëtzebuerg nach ëmmer Chancen huet, dass mer nach ëmmer Potenzial hunn, wat broochläit. Datt et also ganz, ganz viles nach ze maache gëtt, fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg kënne weiderzeentwéckelen.

Mir hunn natierlech momentan eng Rei vu Schwieregkeeten, op déi mer eis schwéier kënnen astellen an ëmstellen, well, jo, déi wirtschaftlech Situatioun an de leschten 20, 25 Joer jo awer éischer extrem favorabel war, viles vum selwe gaangen ass. An dat ëmstellen, dat neit Denken, dat fällt eis visiblement schwéier.

Mir hunn des Woch zwou interessant an zwou wichteg Debatten gefouert: déi iwwert den Emploi an déi iwwert d'Kompetitivitéit. Et ass richteg eigentlech, déi zwee Sujete mateneen ze diskutéieren, well et ass béides, et sinn zwou Säiten eigentlech vun enger Medail. Ouni dat eent geet dat anert net.

Wat mech e bësse gewonnert huet, dat ass, dat mer elo... an de Minister selwer huet scho vu Wahlperiod geschwat. De Wirtschaftsminister huet gesot, mir wäred schonn an der Wahlkampagne. Ech mengen, dass et nach net grad esou ass oder et soll op jidde Fall nach net esou sinn. -, ...datt mer dann um Enn vun enger Legislaturperiod op eemol eng Kompetitivitéitsdebatt hei féieren.

Ech hätt mer gewönscht, dass een déi am Ufank vun der Period gefouert hätt. Datt ee sech do op enger Rei vu Punkten eens gemaach hätt an dann den Regierung Zäit ginn hätt, da Konklusiounen doraus ze zéien an dat ëmzesetzen. Dann hätte mer sécherlech haut scho vill méi geschafft.

Well den Här Minister huet probéiert och, d'Halschent vu senger Interventioun war eigentlech de Bilan, wat da gemaach ginn ass déi lescht Joren. Mä op deene kruziale Punkten, op déi et ukënnt, si mer awer eigentlech net virukomm.

D'Simplification administrative wësse mer, dass et eppes ass, wat nach wie vor net geléist ass. Wou grouss Hoffnungen ware viru véier Joer, wou de Statsminister selwer gesot huet: „Wa mer dat dote wëllen hikréien, da muss ech, da muss de Chef vun der Regierung dat zur Chefsaach maachen.“ En huet et zur Chefsaach gemaach, mä näischt ass entre-temps geschitt.

(Interruptions diverses)

Et ass Chefsaach, et ass Chefsaach bliwwen. An d'Beriber, déi, déi wëllen investéieren, déi, déi wëllen eppes maachen hei am Land, si grad nach esou gehäit, wéi dat viru véier Joer de Fall war.

Viru véier Joer ass och gesot ginn, mir misse kucken, dass mer iwwert d'Betriebsbesteuerung schwätzen hei, mir misse d'Diskussioun féieren, wéi mer den Taux wëllen orientéieren, wéi mer d'Base d'assiette wëllen orientéieren. Eng Diskussioun, déi haut nach ëmmer gefouert gëtt, wou mer eigentlech och net richteg virukomm sinn.

Ech ka mech erënneren, dass an der leschter Wahlkampagne 2009, wou ech jo d'Chance hat, mat Ärem Virgänger, Här Minister, mam Här Krecké, op x Tables rondes zesummen ze sinn... Dee gréissten Exploit vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké, deen en dee Moment ëmmer virgestallt huet, dat war, dass en de Plan sectoriel vun de Zones d'activités op den Instanzewee bruecht hätt, dass en deen am Tirang leien hätt an dat een elo gläich géif wëssen, wou all déi Terrainen da wären, wou nei Beriber sech kéinten implantéieren, wou d'Gemeinde kéinte matmaachen, wou d'Regiounen kéinte matmaachen, wou Beriber kéinten ausgelagert ginn, dass dee grouse Problem dann elo gläich geléist wär. Nun, e läit nach ëmmer an deemselwechten Tirang, dee Plan sectoriel elo.

An elo gläich an där nächster Wahlkampagne wäert den Här Minister eis dann erëm eng Kéier zielen, dass mer gläich dee Plan sectoriel dann a Kraaft hunn an dass erëm ganz vill Beriber op ganz villen neien Terrainen sech kéinten implantéieren.

Ech hunn d'Impressioun, wéi...

► **M. le Président.** - Här Meisch, erlaabt Der, dass den Här Wirtschaftsminister lech eng Fro stellt?

► **M. Claude Meisch (DP).** - Ma selbstverständlech.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ech wëll...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - E wëllt eis elo soen, wou déi Reformen all sinn.

(Hilarité)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ech wëll den Här Meisch just drun erënneren, dass de Plan sectoriel laang fäerdeg ass, dass en allerdéngs effektiv bei mir am Tirang läit, mä dass en do läit, well Dir am Parlament net virukommt...

(Brouhaha)

...mam Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire. An Dir wësst, dass dat Gesetz muss gestëmmt gi virun, well mer soss direkt Spekulation op deenen Terrainen hunn. An déi wëlle mer jo alleguerten net. Mir wëllen déi évitieren, fir dass d'Patronen...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här Schneider, da läit et éischer bei 26 Deputéierte wéi bei néng!

► **Une voix.** - Jo!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ech soen dat jo hei fir d'ganzt - Här Bettel, ech hunn lech jo net agresséiert -, ech soen dat fir d'ganzt Parlament. Et geet hei drëm, fir dass déi Leit, déi Beriber, déi muer wëlle bauen, dass déi déi Terrainen och zu engem vernünftige Präis kréien. An dofir muss d'Spekulation évitéiert ginn an dat geet just mat deem Gesetz, wat bei lech läit a wat wahrscheinlech jo dann deemnächst soll gestëmmt ginn. An da wäert Der gesinn, deen Dag drop hutt Der vu mir de Plan sectoriel hei leien...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Très bien!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - ...an da geet dat virun.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Ech hunn elo d'Fro net verstanen, Här...

(Interruption)

...ech géif gären äntwerten...

► **M. le Président.** - Jo, Här Boden, mir kënnen elo net eng Diskussioun féieren. Et ka jiddwereen eng Fro stellen,...

► **M. Claude Meisch (DP).** - Oh, ech sinn awer gären d'accord, wann et eng Fro ass!

► **M. le Président.** - ...mä stellt Är Fro...

(Interruptions diverses)

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Ech wollt dem Här Schneider awer e bëssen äntwerten. Ech fannen et e bëssen eng Frechheet, wat e gesot huet...

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.** - Neen, ech mengen, mir kënnen awer elo, Här Boden, keng Diskussioun hei féieren,...

(Brouhaha)

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Dach! Dach, dach, dach!

► **Une voix.** - Gëschter waart Der awer méi streng.

► **M. le Président.** - Neen, mir misse elo hei der Rei no fueren. Ech mengen, den Här Meisch ass am gaangen...

(Brouhaha)

Här Boden, dann huelt ganz kuerz Stellung, mä mir kënnen awer elo net hei eng ganz Diskussioun féieren. Dir kënnt lech jo aschreiwen duerno.

(Interruption)

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Ech wéilt just soen, dass d'Chamberskommissioun intensiv un deem Projet mat der Regierung geschafft huet, dass dee Projet, deen do erauskomm ass, e komplett aneren ass wéi deen, deen an der Chamber déposéiert ginn ass. Dat heescht, dass mer Effort gemaach hunn, fir aus deem Projet e gudder Projet ze maachen, dass mer en net leie gelooss hunn, dass mer en net schleefe gelooss hunn an dass mir eist Bescht maachen, dass en esou schnell wéi méiglech gestëmmt gëtt. Mir hunn e fäerdeg, ee leschten Amendement läit beim Statsrot. Wann deen dee mécht, da stëmme mir de Projet den nächste Mount. Mir si prett dofir.

Ech géif den Här Schneider awer bieten, e bësse méi gentil ze schwätzen, well déi Kommissioun huet sech ganz vill Aarbecht gemaach, fir hei viruzemaachen, fir eng gutt Aarbecht ze maachen, an net fir ze verschleefen!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Gutt, Merci. Elo firt den Här Meisch virun. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

► **M. Claude Meisch (DP).** - Merci, Här President. Op jidde Fall, op jidde Fall war et...

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Ech géif d'DP-Kolleegen bieten, dem Här Meisch nozelauschteren.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Oh, déi wëssen, wat ech wëll soen, Här President.

(Hilarité)

Op jidde Fall war et jo vläicht e bësse vireileg dann, fir 2009 de Leit schonn ze versprechen, dass mer ganz vill Terrainen ganz schnell fir ganz vill nei Beriber géife kréien. A wann et dann net esou schnell gaangen ass, dann ass et sécherlech net d'Responsabilitéit vun deenen néng Kolleegen aus der DP-Fraktioun, déi do runner sollten da schold sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Et ass diskutéiert ginn, wéi mer d'Käschte fir d'Beriber kënnen bremsen, wat d'Salaireskäschten, wat d'Energiekäschten ubelaangt. Och do hu mer an deenen éischte véier Joer vun dëser Legislaturperiod net ganz vill erlieft. An d'Resultat vun där doter Politik, d'Resultat vun där doter Politik schwätzt jo eigentlech och fir sech: Mir hu beim Chômage e Rekord, dee mer nach ni erreecht hunn. Mir hu bei de Failliten e Rekord, dee mer nach ni erreecht hunn. Mir hu Fermeturë vun Entrepreneuren, wéi mer se eigentlech nach ni haten.

Mir sinn an engem Desindustrialiséierungsprozess dran, deen engem wierklech ufänkt, richteg Suergen ze maachen. An dat Schlemmst vun deem Ganzen, dat ass, dass international gesinn, wann Entrepreneuren amgaange sinn ze kucken, wou se sech da wëllen hin implantéieren goen, dass déi Lëtzebuerg eigentlech net méi um Radar hunn. An dat misst eis, nach eemol, vill méi Suerge maachen!

An elo féiere mer alt erëm eng Kéier eng Debatt hei an der Chamber. Ech hoffen net, dass déi Debatt geduecht ass, fir vun där doter allgemenger Lethargie vun der Regierung ofzelenken, well eigentlech hate mer jo scho genuch Debatten. X-mol hu mer iwwert déi Sujeten do hei geschwat! Et leie genuch Iddien um Dësch, wat alles misst fir d'Croissance a fir Kompetitivitéit a fir den Emploi hei am Land gemaach ginn! Et geet elo drëms, et ëmzesetzen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).** - An ech kann, Här President, ganz vill vun deenen Iwwerleeungen, déi den Här Schneider an och den Här Frieden hei presentéiert hunn, deelen. Ech hunn och ganz vill Iwwerleeungen ëmmer ënnerstëtzt, déi de Minister Krecké hei presentéiert huet. A mir hunn als Fraktioun, da wa mer da konnten, da wa Projeten erakomm sinn, gekuckt, fir déi esou schnell wéi méiglech virunzekeréien an esou gutt wéi méiglech duerch d'Parlament ze kréien. A mir hu méi wéi eng Kéier probéiert, courageiert a konstruktiv Proposen ze maachen, fir am Sënn vun der Lëtzebuurger Economie eppes kënnen och aus der Opposition eraus hëllefene ze bewegen. Mä et geet ganz einfach dorëms ëmzesetzen!

An och, wann elo erëm eng Kéier nei Proposen hei an d'Diskussioun kommen, da muss een awer drun zweifelen, ob des Majoritéit dann

elo grad d'Kraaft féinnt, dat ëmzesetzen, wat se déi lescht véier Joer net ronbruecht huet.

An ee Beispill war eigentlech symptomatesch: De Wirtschaftsminister war jo virun e puer Wochen eng Kéier an d'Chamberskommissioun vun der Économie komm an huet eis dee Programm, deen en haut de Mëtteg och nach eng Kéier kuerz skizzéiert huet, am Detail virgeluecht. Ech hunn och dee Moment eigentlech näischt dorunner ze kritiséiere gehat. D'Kritik ass awer direkt komm vun engem Majoritéitsdeputéierten, dee gesot huet, déi Punkten, wat d'Aarbechtsrecht géif ubelaangen, dat géif dann awer zu enger Revolutioun féieren, wann de Minister dat dote wierklech wéilt ëmsetzen.

Duerfir mengen ech wierklech, dass et hei net un den Iddie féelt. Mir wëssen eigentlech alleguerten, oder vill vun eis wëssen heibannen, wat ze maachen ass, duerfir solle mer et maachen. Mä et läit éischer un der Majoritéit an et huet een d'Impressioun, dass Einzelnere an deem rouden an an deem schwaarze Lager nach op enger, jo, rout-schwarzer Wollek schwienen, dass se vum Prinzip Hoffnung liewen, dass et iergendwann an der Lëtzebuurger Economie vum selwen dann erëm eng Kéier besser geet, an, jo, dass se eigentlech nach net verstanen hunn, dass elo de Moment awer spéitstens do ass, fir sech erëm eng Kéier méi mam Erwirtschaften ze beschäftege wéi mam Verdeelen.

Anerer, och an CSV an LSAP, hunn awer och jo gewarnt, si hunn och courageiert Propose gemaach. Ech mengen, dass ass net alles esou unicolor, wéi een dat vläicht kéint oder wéilt virstellen, mä si si ganz oft awer am Ree stoe gelooss gi vun hiren eegene Partei- a Fraktiounskolleegen. An duerfir sinn ebe munnech gutt gemengte Proposen, egal vu wem se komm sinn, déi leschte Joren eigentlech net ëmgesat ginn.

Och mir als DP hunn x-mol probéiert, d'Initiativ ze ergräifen. Ech kéint bis 2006 zrëckgoen, op eisen 33-Punkten-Programm a ganz vill aner Initiativen, wou mer grad am Sënn vun der Kompetitivitéit, am Sënn vum Emploi, am Sënn vun der Sanéierung vun eise Statsbudget probéiert hunn, Punkten an d'Diskussioun ze bréngen.

Jo, an déi meescht hunn eigentlech haut nach ëmmer hir Richtegkeet, well der kaum vun der Regierung ëmgesat goufen: sief dat, wat d'Bekämpfung vum Chômage ubelaangt, wou mer jo gëschter eng grouss Debatt driwwer hatten, wou meng Partei déi éischt war, déi gesot huet, mir misse aktivéieren, mir misse weiderbilden, mir misse d'Administration de l'emploi an eng Weiterbildungagentur ëmwandelen, mir misse no dräi Méint fir e Chômeur, en Demandeur d'emploi, deen nach keng Aarbecht fonnt huet, kucken, dass mer en obligatoresch an eng Formatioun kréien, a viles aneres.

Jo, ech hunn elo festgestallt, dass d'Regierung den „wording“ eigentlech un eis Proposen ugepasst huet. Ech hoffen, dass d'Politik dann och un eis Proposen ugepasst gëtt am Sënn vun deenen Dausende vu Leit, déi mëttlerweile op der Sich sinn no enger Aarbecht.

Sief et awer och am Domän vun der Sanéierung vun de Statsfinanzen, wou mer iwwer Screening geschwat hunn, wou mer iwwer Selektivitéit geschwat hunn, wou mer iwwert d'Duerchforste vum Subventiounsdschungel geschwat hunn, wou mer iwwert den Export vun enger Rei vu Leeschtungen geschwat hunn. Mä wéineg dovun gouf vun der Majoritéit opgegraff.

Sief et dann awer och bei der Kompetitivitéit, wou mer schonn 2006 gesot hunn, dass mer punktuell, wat d'Aarbechtsrecht ubelaangt, do missten eis d'Fro stellen, ob net eng Portioun méi Flexibilitéit kéint hëllefene, Aarbechtsplazen ze hale respektiv nei Aarbechtsplazen ze schaffen, wou mer schonn dee Moment gesot hunn - eigentlech déi Propos, déi de Minister och de Mëtteg hei gemaach huet -, ob een net iwwert d'Referenzperiod misst nodenken an déi vergréisseren, fir et ze erméiglechen, dass da ka geschafft ginn, wann Aarbecht do ass.

A wou mer och schonn deemools der Meinung waren, dass een iwwer Interimfirmen eigentlech méi kéint maachen, fir Leit an Aarbecht ze kréien, fir virun allem Residenten an Aarbecht ze kréien, well den Interim, dee gëtt et, dee gëtt et souwisou. Kuckt emol nëmmen, wéi vill Boiten dat riets a lénks hir Dieren opmaachen, fir Leit an den Travail temporaire eranzekréien. Allerdéngs stelle mer jo awer fest, dass ganz vill Leit aus dem noen Ausland iwwert deen dote Wee op de Lëtzebuurger Aarbechtsmaart fannen. Mer misse also och kucken, dass mer iwwerall fir Residenten déi Schinn do méi staark kënnen opmaachen, wéi eis dat bis ewell gelongen ass.

An och méi Flexibilitéit, wat d'CDDen ubelaangt, ass eppes, wat mer déizäit scho gefuer-

dert hunn, well mer wéi gesot der Meening sinn, datt dann, wann Aarbechtspulzen a Geforsinn, datt een dann iwwer eng Moderniséierung an zum Deel och eng Flexibiliséierung vum Aarbechtsrecht muss kënnen schwätzen, datt et do net direkt en No-Go daerf sinn.

Et gëtt also och do ganz vill Mesuren, déi net sinn, ganz vill Iddien, déi eis kéinte wederbréngen, mä driwwer ze diskutéieren eleng hëlleft eis net virun. Elo gëllt hei de Slogan, wéi eigentlech néierens aneschtens, deen do seet: „Just do it!“

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).** - De Minister vum der Economie huet de Wonsch geäussert, eigentlech haut de Mëtteg keng Indexdiskussion wellen ze féieren. Wa mer iwwer Kompetitivitéit schwätzen, mengen ech, gëtt dat awer schweier, den Index komplett auszeklammern.

De Minister sot, an dat huet mech awer e bëssen iwwerrascht, e géif mat villen Acteuren schwätzen - dat mussen der virun allem dann am Ausland sinn -, an déi géifen ni Froen zum Index stellen. Ech schwätzen da wahrscheinlech mat anere Leit. Well wann ech an d'Beriber ginn, wann ech mat Patrone schwätzen, wann ech mat Décideuren schwätzen an de Betriber, ech si seelen an engem Betriber, wou net iergendzousch eng Kéier dann och d'Diskussion op den Index kënn.

Ob dat an der Industrie ass, ob dat am Handwierk ass, ob et am Commerce ass, ob et an de Banken ass, den Index ass en Thema, an den Index ass eben och en Thema, wann et ëm den Emploi geet. Dat huet eis als Partei an als Fraktion interesséiert a mir hunn 2010 e Sondage gemaach bei enger Rei vu Patronen, bei enger Rei vun Décideuren aus gréisseren Entreprises, wéi se op den Index reagéieren.

An d'Konklusioun war déi, datt eng Rei vu Betriber, sécherlech net allegueren, mä eng Rei vu Betriber och kucken dann, hir Salaireskäschen erëm eng Kéier erfzesetzen, andeems Leit net ersat ginn - dat ass nach déi manner schlecht Variant, déi ee kéint wälen -, mä andeems awer och vläicht Leit herno aus dem Betriber erausgedréckt ginn. A wann dann den Index, dee jo eigentlech eng guut Erfindung ass, dee jo eigentlech och Lëtzebuerg e Stéck soziale Fridde ginn huet, mä wann dann och den Index ufänkt, op där anerer Säit awer Aarbechtspulzen ze kaschten, dann, mengen ech, muss awer och ënner vernünftege Leit hei zu Lëtzebuerg kënnen doriwwer geschwat ginn.

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här Meisch, dierf ech lech just froen, wat dann Är Positioun ass?

► **M. Claude Meisch (DP).** - Majo, Dir kënn mer ganz vill Froen elo beiene stellen. Ech proposéieren, lauschtert mer elo no, wann dann nach Froen op sinn, da stellt Der mer déi zum Schluss, Här Minister.

Et sollt ee virun allem, wann een iwwert den Index schwätzt, och iwwert de cumulativen Effet schwätzen: Mindestloun an Index zesummen. A mir wëssen, datt dat virun allem och Aarbecht méi deier mécht an engem Beräich, wou mer an engem Niddreglounberäich sinn, wou mer jo awer mieren, datt mer ganz besonnesch do Problemer hunn, Leit an Aarbecht ze halen, Leit an Aarbecht ze kréien, datt mer ganz vill onforméiert, onqualifizéiert Leit hunn, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn an déi mer an d'Betriber net méi erakréien. Duerfir muss dat doten eis awer och iergendwéi interpelléieren.

Ech hunn et virdru gesot: Mir stinn eigentlech zum Prinzip vum Index, mä wann et op d'Käschen awer vun Aarbechtspulze geet, da muss een doriwwer kënnen nodenken. An eis Propos ass déi, déi mer och schon um Ufank vun der Kris gemaach hunn, fir eng Index-tranche falen ze loosser, ier een erëm an den normale Rhythmus géif eraklammen, aus enger Rei vun Ursachen: fir doduerjer d'Inflatioun e Stéck ze bremsen, well mer jo awer mieren, datt mer zu Lëtzebuerg méi eng héich Inflatioun hunn, wéi dat am Ausland a virun allem bei eisen Haaptkonkurrenten ass, fir de Betriber e bësse Loft ze verschafen, well et awer och -, jo, fir doduerjer awer och Aarbechtspulzen ofzeséieren -, mä awer och, well et eng sozial Measure ass, well jiddweree sai Bäitrag leescht.

An et muss ee jo awer emol drun erënnern, datt mer an der schlëmmster Kris sinn, ekonomesch gesinn, déi mer zanter dem Zweeten Weltkrich erfieft hunn, an datt mer do e Bäitrag vu jiddwerengem géife verlaangen, deen awer senger Capacitéit ugepasst wär. Well jiddweree géif 2,5% vu sengem Revenu do opginn, an dat ass fir een, deen nun e Villfacht vum Mindestloun verdéngt, jo awer e Stéck wäit méi wéi fir een, dee just um Mindestloun ass.

An eis Propos war awer och esou, datt een et kombinéiert géif maache mat enger weiderer Augmentatioun vum Mindestloun, déi mer och bis elo jo ëmmer matgedroen hunn, well mer da mengen, datt dat eleng scho géif dozou féieren, datt och déi Leit, déi um Mindestloun oder knapp driwwer sinn, vun ënnen awer géifen an d'Luucht gedréckt ginn.

Gläichzäiteg wëlle mer awer och iwwert de Wuerekuerf schwätzen, muss een, mengen ech, iwwert de Wuerekuerf schwätzen, virun allem wat d'Gewichtung vun der Energie ubelaangt. Well wa mer an eng Nohaltegkeit wellen erakommen, wa mer och gäre vun de Leit am Land en nohaltegt Verhalten hätten, ass et net onbedéngt sénnvoll, datt fir dat, wat ech beim Heizen oder op der Tankstell méi muss bezuelen, datt eleng de Patron herno duerfir opkënn. Do muss och deen Eenzelne mat e Stéck wäit responsabiliséiert ginn. An et gëtt jo awer och aner Mechanismen, wéi een de Leit, wat d'Energiekäschen ubelaangt, kéint entgéintkommen, datt se dat besser kënnen schélleren, wéi ebe just den Index.

Da si mer awer och der Meening - an och déi Propositioun ass net nei, an et wonnert mech eigentlech, datt de Wirtschaftsminister net weess, wat déi gréissten Oppositiounspartei zu deem Thema do schon alles zerweiert huet -, mir sinn der Meening, datt e Pakt maache ronderëm den Index téschent Patronen an och téschent deene Beschäftegten, wou, wann déi Beschäftegte op där enger Säit mat op de Wee géife goen, fir eng Index-tranche ausfallen ze loosser - wat sécherlech en net einfachen Effort wär, och virun allem fir d'Gewerkschaften en net einfachen Effort wär -, dann op där anerer Säit och d'Patronat sech kloer misst engagéieren, datt dat dann och géif emgesat ginn: emgesat ginn, datt manner Aarbechtspulze géifen ofgebaut ginn, emgesat géif ginn, datt nei Aarbechtspulze géife geschafe ginn, emgesat géif ginn, datt d'Betriber sech méi staark engagéieren an der Ausbildung, an der Ouverture, wat Léierplazen ubelaangt, fir jonk Leit an d'Betriber eranzuhuelen. Also kloer Engagementer op béide Säiten!

Allerdéngs zweifelen ech drun, ob esou e Pakt méiglech ass. An ech zweifelen drun, well mer zwee aner Problemer eigentlech net geléist hunn: Mir hunn zu Lëtzebuerg de Logementsproblem net geléist kritt a mir wëssen och nach ëmmer net, wéi mer mat steigenden Energiekäschen sollen emgoen. An dat dréckt de Leit op de Portmonni! An ech kann lech soen: Ech verstinn all Gewerkschaftler, dee seet, ouni Index an ouni Mindestloun geet et zu Lëtzebuerg net. Well et geet fir eng ganz Rei vu Familien ouni Index an ouni Mindestloun zu Lëtzebuerg effektiv net, well Wunnen a Liewen zu Lëtzebuerg nun eben emol extrem deier ass.

Ech verstinn awer gläichzäiteg all Patron, dee seet, mat Index a mat Mindestloun gëtt et fir meng Aktivitéit zu Lëtzebuerg extrem schwierig, wann ech an der internationaler Konkurrenz stinn an ech muss konkurréieren mat Länneren, wou déi doten Instrumenter net existéieren a wou mer nach ganz aner Léin hunn an nach ganz aner Bedéngungen, wat d'Sozialstandarden a wat d'Emweltstandarden ubelaangt, dann ass dat doten eppes, wat iergendwann och eng Kéier meng Aktivitéit hei zu Lëtzebuerg onméiglech mécht. An duerfir hunn ech eigentlech Versteedsdemech fir déi zwou Säiten.

Wat mer also brauchen, dat ass, datt mer probéieren, jo, Wunnen erëm bezuelbar ze maachen an och mat steigenden Energiekäschen fir d'Zukunft, déi nach op d'Leit wäerten duerkommen, de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, do kënnen aneschtens draus erauszekommen.

Ouni datt mer déi zwee Problemer do aneschtens uginn - wat national Problemer sinn, déi ganz enk mat der Thematik Kompetitivitéit hei am Land verbonne sinn -, fäerten ech, wäerte mer esou e Pakt ronderëm den Index a ronderëm nei Aarbechtspulzen net geschnürt kréien. Duerfir muss an deenen zwee Politikberäicher d'Politik och endlech änneren hei zu Lëtzebuerg. Mä ech hunn net d'Impressioun, wéi wann d'Regierung dat verstanen hätt!

Wann een iwwer Croissance a Kompetitivitéit schwätzt, kënn ee jo, mengen ech, wierklech net laanscht den Index. Deen Index ass awer nëmmen en Deel vun där doter gesamter Thematik. Fir Erfolleg ze hunn, brauche mer vill, vill méi. Virun allem, mengen ech, brauche mer eng kloer Volontéit, datt mer wellen Erfolleg hunn an enger Rei vun Domänen, an enger Rei vu Branchen, an datt mer fir déi Branchen, déi mer dann emol detektéiert hunn a wou mer eis eens gemaach hunn, do maache mer dann och gären eppes, datt mer do eng Gesamtstrategie hunn an datt mer eigentlech alles do ronderëm dann och kucken, datt mer et richtig tasselen, datt och alles openeklappt.

Elo hate mer gemengt, mir hätten esou eng Strategie zum Beispill fir den Domän vun der Logistik, wou ee kann derfir sinn, wou ee kann

dergéint sinn. Mä wa mer eis dorobber eens maachen, da menge mer, jo, da muss och wierklech alles stëmmen!

Dann daerf awer esou eng Logistikstrategie net dorunner hänke bleiwen an net sech dorobber limitéieren - ech soen dat elo emol e bësse salopp, et ass sécherlech net esou einfach, wéi ech dat elo hei formuléieren -, datt een nei Terrainen opmécht fir eng Rei vun Transportentreprisen. Da muss awer alles do ronderëm mat gekuckt ginn an da misste virun allem jo awer och déi Acteuren, wat strategesch Acteuren am Domän vun der Logistik sinn, wou de Stat direkt d'Mainmise drop huet, direkt Afloss drop huet - an ech denken do u Cargolux, ech denken do u Luxair, ech denken u lux-Airport -, mat an esou eng Strategie agebonne ginn.

Mir hunn de Fiasco ronderëm den Dossier Cargolux. Deen huet eis jo awer gewisen, datt do keng Strategie bestanen huet an deem doten Domän, well, jo, mam Katar si mer bäigelaf, an eréischt nodeems mer bäigelaf sinn, ass eigentlech emol ugefaange ginn, sech dann d'Fro ze stellen, wou mer da grundsätzlech wellen higoen mat där Gesellschaft a mat der gesamter Aviatoun. Dat hätt also laang virdru misse geschéien. Et ass also keng Gesamtstrategie fir den Domän vun der Logistik bis zu deem doten Zeitpunkt hei ginn.

Da sinn ech mat de Virriedner d'accord, och mam Minister Frieden, datt mer eigentlech eis Finanzplaz och nei mussen ausrichten, a jo, mir hätten domadder net bis haut misse waarden, well et virun allem noutwendeg ginn ass, well déi international Finanzarchitektur sech fundamental geännert huet zanter der Bankekris an nach wäert änneren. An et ass sécherlech awer och esou, datt eis Finanzplaz Lëtzebuerg sech awer wäert nei mussen opstellen, nei erfannen nom allgemengen Informatiounsaustausch, och no sécherlech Arrangementer, déi nach um europäesch Spillregeln ubelaangt.

An ouni datt mer Croissance weider an der Finanzplaz kréien, ouni datt mer d'Finanzplaz och nëmmen iergendwéi half kënnen erhalen, wäert et net méiglech sinn, iwwerhaupt iwwer Croissance zu Lëtzebuerg nach weider kënnen ze diskutéieren. Esou grouss ass d'Importenz nun eben emol vun deem dote Wirtschaftssector fir de Rescht vun der Economie.

A grad elo brauche mer, Dir Dammen an Dir Hären, neit Vertrauen an d'Zukunft vun eiser Finanzplaz. Grad elo, wann op ville Plazen - mat Hannergedanken, ouni Hannergedanken - am Ausland driwwer diskutéiert gëtt, ob dann d'Lëtzebuerger Finanzplaz, jo, den allgemengen Informatiounsaustausch wäert schélleren oder net, ass et wichteg, datt mer dat Positivt un der Finanzplaz, datt mer dat ervirstreichen.

An ech bedauern nach eng Kéier, datt mer ganz vill Vertraue verspilt hunn an deene leschte Wochen, wat d'Kommunikatioun iwwert d'Finanzplaz ubelaangt, iwwert d'Opgi vum Bankgeheimnis, iwwert de Schrétt a Richtung vum allgemengen Informatiounsaustausch an dat, wat eventuell nach doriwwer sollt eraus kommen. Dat huet esou vill Duerjernee gemaach an der internationaler Press, an der Fachpress an an de Milieuen, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä weltwäit, datt dat duerch e puer Filmercher, déi mer wäerte weisen, fir den Image vu Lëtzebuerg opzopoléieren, nach laang net wettgemaach wäert sinn. Do muss mer op d'mannst en Hollywood-Sträife mat Oscar, mat e puer Oscare prämiéieren loosser, fir dat erëm eng Kéier kënnen ze kompenséieren.

► **Une voix.** - Très bien!

(Interruptions)

► **M. Claude Meisch (DP).** - Ech wëll och do nach eng Kéier op déi Virleeschungen einfach verweisen, déi mer als Demokratesch Partei gemaach hunn. Virun dräi Joer hu mer och hei e Programm virgeluecht mat 31 prezise Punkten, wat d'Neiausrichtung vun eiser Finanzplaz ubelaangt. Ech muss soen, datt mer eigentlech e grouse Konsens och do mam Finanzminister hatten, datt eenzel Punkten och do ofgeschafft goufen; munnech anerer loosser awer nach op sech waarden.

Wat mech awer rose mécht, dat ass, datt en anere Punkt, wou mer eis eigentlech hei am Haus eens waren, bis ewell nach net opgegraff ginn ass, och net emgesat ginn ass.

Ech hunn am Januar 2012 hei eng Motioun presentéiert, déi gefuerdert huet, datt mer emol sollen en „fact finding“ maachen iwwer all déi europäesch Steierdebatten, iwwert d'Finanztransaktiounssteuer, dee Moment dann och nach iwwert d'Bankgeheimnis an den allgemengen Informatiounsaustausch, iwwert d'Betribsbesteuerung, iwwert d'Iwwerleeungen téschent Base d'assiette an Taux a vill aneres. Well ech d'Gefill hat, datt mer an all deene Froen do - an dee Moment war et virun allem d'Finanztransaktiounssteuer, déi aktuell war -, datt mer an all deenen europäesche Finanzdos-

sieren emotional reagéieren oder ënner Drock reagéieren, mä net rational opgrond vun Iwwerleeungen an opgrond vun Analysen an opgrond vun enger Strategie, déi mer eis definiéiert hunn.

D'ganz Chamber, mengen ech, oder de ganz groussen Deel vun der Chamber war d'accord domat. De Finanzminister huet déi Motioun ugeholl, mä se ass bis haut nach net emgesat.

Elo mëttlerweil hu mer decidéiert, datt mer bei der Finanztransaktiounssteuer net sollen derbäi sinn, no laangem Hin an Hier. Mir hunn decidéiert, datt mer dem allgemengen Informatiounsaustausch, datt mer deem zoustëmmen, awer dann, entweder aus dem Bauch eraus oder opgrond vun internationalem Drock, well eng richtig Analys hu mer do nach ëmmer net gemaach.

Ech bedauern dat wierklech an ech hoffen, datt mer eis do als Land wierklech d'Capacitéit ginn, a strategesch wichtegen Themeberäicher wéi deem doten, op deenen eis Economie nu wierklech emol baséiert, datt mer eis do besser outilléieren, fir Décisiounen ze preparéieren an herno hei am Haus och kënnen ze huelen an ze ënnerstetzen.

Dann, Här President, e Wuert zum Marshall-Plang, deen de Minister Schneider viru Kurzem presentéiert huet, woubäi d'Terminologie mech awer e bësse schockéiert huet. Souguer als Oppositiounspolitiker, dee jo hei net censéiert ass, ëmmer alles positiv duerzustellen, hätt ech dat dote Wuert awer net an de Mond geholl, well ech mengen nun net, datt Lëtzebuerg „in Schutt und Asche“ läit. Ech mengen nu wierklech net, datt mer an der Situatioun sinn.

(Interruptions)

Neen, neen, neen. Vill méi nuancéiert, Här Schneider, mengen ech, ginn ech mer vill Méi, fir dat, wat positiv ass, positif duerzustellen, an dat, wat nun eben emol net positiv ass, ass nun net meng Aufgab, fir dat awer schéinzelmol. Dat iwwerloossen ech gären aneren hei, déi op d'est Riednerpult hei trieden.

(Interruptions)

Prinzipiell awer dozou begrësse mer et, datt mer emol eng éischte Kéier eng Diskussioun féieren iwwer eng strategesch Ausrichtung vun deene Participatiounen, déi de Stat huet. Et sinn der jo net manner ginn an der Lescht, se sinn net manner wichteg ginn an der Lescht, an duerfir ass et net falsch, sech ze froen: Wat maache mer gären als Lëtzebuerger Stat? Well och d'Diskussioun ronderëm d'Dossieren Aviatoun hu jo gewisen, datt mer eigentlech do als Stat Patron sinn, e bësse méi oder e bësse manner iwwerall, mä datt dat net richtig zesummeeleert, datt et keng koordinéiert Strategie gëtt an datt awer jiddwereen e bësse fir sech do geschafft huet.

Duerfir ass dat doten eigentlech eng Saach, déi net falsch ass. Allerdéngs stelle sech ronderëm, ech géif dann emol soen, de Schneider-Plang awer eng Rei vu Froen. Well eleng Geld ausginn, an hei si vun 2,5 Milliarden Euro geschwat ginn, eleng Geld ausginn, ass jo nach ëmmer keng Strategie. An dat Ganz kléngt awer e bëssen esou, jo, wéi e Konjunkturprogramm nom ale Modell, wou et einfach dann emol dréms geet, Geld an de System ze kréien, fir datt Aarbecht do ass, datt d'Entreprisé kënnen schaffen, ouni datt een där ganzer Saach eng strategesch Orientatioun géif ginn.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Woubäi jo och nach ee muss kucken, datt bei eiser vernetzter Economie an och där vernetzter Economie an der Groussregion, wat de Bausector ubelaangt, ee muss kucken, wéi maacht Der dat da gären, datt déi 2,5 Milliarden wierklech den Entreprises an deene Beschäftegten hei am Land zegutt wäerte kommen.

Wann do d'Entreprises aus der Grenzregion sech herno mat wäerten zerwéieren, dann hu mer éischer e Konjunkturprogramm gemaach fir d'Groussregion, awer net eppes fir eisen Emploi hei zu Lëtzebuerg.

A wat ech nu wierklech awer vermessen, dat ass, datt bei deenen Investitiounen do et haauptsächlech schéngt dréms ze goen, datt Geld an de System kënn an datt et manner dréms gaangen ass, wou mer da wierklech och eppes beweegen kënnen, eppes, wat d'öffentlech Hand momentan vläicht net ka maachen, wat am nationalen Interessi ass, wat am Interessi vun der Lëtzebuerger Economie ass, vun eenzelen Secteuren ass.

Wou kënen mer eppes entwéckelen? Wou kënen mer e Stéck Zukunft preparéieren? Wou kënen mer Geld ausginn, wou och herno erëm

eng Kéier iwwert deen dote Wee, iwwer aner ekonomesch Aktivitéiten, déi mer domadder ukierpen, Geld zrëckfléisst?

Dat wär e wirkleche Plang. An ech géif mer wënschen, datt een do nach emol kéint driwwer diskutéieren, am Detail kucken, wou dann och an deem Plang do eng Rei vu strategeschen Elementer kéinten erausgeschiet ginn.

Dat ass allerdéngs och nëmme méiglech, wann déi ganz Regierung derhannertsteet. An do stellt sech jo awer och nach d'Fro, wat de Finanzminister eigentlech derzou seet, dee jo warscheinlech domadder gerechent huet, datt déi Dividenden, déi e jo elo net méi wäert kréien, datt en déi fir säi Budget déi nächst Jore kéint aplangen an, souwäit ech mer soe gelooss hunn, jo, bräicht en awer nach e bësse Geld déi nächste Joren, fir säi Budget ze verschéieren.

Wa mer soen, mer sollen eis net a Saache lancéieren, wou mer keng Strategie hunn, da gétt et aner Beispiller. Et ass net dat Wichtigst, mä de Slogan „de Shoppingzenter vun der Groussregioun“ ass jo hei an enger grousser Debatt vum Statsminister eng Kéier lancéiert ginn.

Wat hu mer gemaach? Mir hunn der Confédération du Commerce Geld ginn, fir eng Campaigne ze maachen. Ech hunn awer e bëssen d'Impressioun, et ass dobäi bliwwen. Elo rudere mer jo och zrëck. Wa mer elo de Budget wëllen équilibréieren, nach 2015 duerch eng Hausse vun der TVA, dann hu mer jo emol schonn een Avantage, dee mer haten, fir den „Shoppingzenter vun der Groussregioun“ ze ginn; dee baue mer jo emol schonn erëm eng Kéier e stéckwäit of.

Mat den Öffnungszäite si mer eis jo bis ewell och net an déi Richtung eens ginn, datt een hei nu wierklech kéint méi oft akafe kommen a méi laang akafe kommen, wéi dat ronderëm de Fall war.

An ech stellen elo fest, datt d'Regierung der Meenung ass, d'Gastronomie, do wär nach vill Potenzial, fir Residenten ze beschäftegen. Wann ech awer och kucken, wéi de Premierminister zum Beispill an de vergaangene Joren - och hei op dëser Plaz an op villen anere Plazen - iwwer Beschäftegung am Commerce a virun allem an Zesummenhang mat Sonndesaarbecht geschwat huet, dann huet e sécherlech net d'Leit, déi hei am Land wunnen, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, encouragéiert, fir sech emol eng Kéier an e Restaurant virstellen ze goen, fir dann do och samschdes a sonndes ze schaffen. Éischer huet en deenen d'Gefill ginn, datt dat nu wierklech kaum ze toleréieren wär, datt ee samschdes a sonndes géif schaffen.

Also eng Strategie, déi iwwert de Slogan kaum erauskomm ass.

Mir sinn eis am Haus hei, mengen ech, eens méttlerweile iwwer en anert Thema, dat vun der Albansenéierung, datt do enorm Potenzial dräht, virun allem Potenzial fir de Mëttelstand, wou mer Dausende vun Aarbechtsplazë kënnen schaffen iwwert déi nächste Joren a gläichzäiteg eppes fir d'Nohaltegkeet a fir de Klimaschutz maachen.

Wann ech dann awer kucken, wéi d'Regierung nach ëmmer un dee Sujet do erugeet, obscho se amgaang ass, jo munneches awer ze réajustéieren, dann iwwerwee d'Iddi vun de Subventiounen, vun de Subsiden, wou ech de Leit Geld direkt ginn aus dem Statsbudget, fir dann eppes ze maachen, fir sech an eng gewësse Richtung ze verhalten, iwwerwee dat nach ëmmer, amplaz vun anere Weeër, vun neie Weeër, wéi mir se zanter Jore préconiséieren, iwwer Virfinanzéierung, iwwer zum Beispill eng Klimabank, déi den Eenzelnen, déi awer och de Betriber am Land d'Investitiounen an erneierbar Energien, an Energieeffizienz kéint hëllefen, virzefinanzéieren. Iwwer aner Modeller, déi ee vläicht juristesches misst ofsécheren, wéi de „contracting“, fir do vill méi wäit ze kommen an der Zilsatzung, wéi mer et jee mat Subventiounen kënnen maachen an ouni datt de Stat esou deier kascht, wéi dat momentan awer de Fall war.

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, datt wär en intelligent Konjunkturprogramm. E Konjunkturprogramm fir den Emploi hei am Land, ee fir de Mëttelstand hei am Land, ee fir de Klimaschutz, wou mer Dausende vu sougenannten „dreamjobs“ kéinte ganz schnell schafen an domadder och nei Steierrecepté kéinte generéieren. A gläichzäiteg géife mer eppes maache fir d'Kompetitivitéit vun den Entrepreneuren, well och de Käschtefaktor, wat d'Energie ubelaangt, ëmmer méi grouss gétt fir d'Entrepreneuren. A wa mer et hei géife fäerdgebréngen, datt d'Entrepreneuren iwwer eng Klimabank an

d'Energiesanéierung, an d'Energieeffizienz an och an erneierbar Energie kéinten e Stéck méi wäit investéieren, an zu anere Konditiounen nach investéieren, wéi dat vläicht haut de Fall ass, dann hätt mer hinnen och do e groussen Avantage an der grousser Konkurrenz verschaaft.

E Wuert vläicht zur Fuerschung, wou ech wëll feststellen, datt sech an de leschte Joren eppes zum Positive geännert huet, well mer eigentlech net méi nëmme hei iwwer Milliounen schwätzen, déi mer a Fuerschung investéieren, och en termes vu Prozentsätz, vu PIB, dat war nach d'Diskussioun vu viru fënnf Joer, an do hu mer eis op d'Schéller geklappt an hu gesot: Mir sinn awer immens gutt. Mä datt mer lues a lues awer erkennen, datt ee muss kucken: Wat geschitt herno mat deene Resultater? Wou kënnen mer betriebsno fuerschen? Wou kënnen mer esou fuerschen, datt d'Lëtzebuurger Ekonomie herno eppes dovunner huet?

Elong e Patent unzemellen an herno ass et awer iergendzweesch, op engem aneren Eck vun der Welt gétt dann aus dem Patent eppes gemaach, gétt et ëmgesat, well mer dat zu Lëtzebuerg net fäerdgebréngen, well mer do de Kader net gesat hunn, dat bréngt eis wierklech net den „payback“ op deenen Investitiounen, op deene ville Milliounen, déi mer zu Lëtzebuerg an d'Fuerschung gestach hunn an nach wëlle stiechen.

Och ass et wichteg, datt mer d'Universitéit och als Wirtschaftsfactor begräifen. Sécherlech net nëmme. Et geet do drëms, Leit eng Formation mat op de Wee ze ginn. Et geet drëms, och eng gewësse Recherche ze maachen. Et kann och drëms goen, Iddien emol eng Kéier ze dévoppéieren an an der Gesellschaft ze diskutéieren. Dat si Fonctiounen, déi eng Universitéit huet.

Mä an allen aneren Implantatiounen vun neien Universitéiten an de 60er, an de 70er Joren, an do gétt et genuch Beispiller, huet ee gesinn, datt ronderëm déi Universitéite sech déi wirtschaftlech Struktur komplett geännert huet. An och dat muss mer zu Lëtzebuerg eng Kéier thematiséieren. Wéi brénge mer et nach méi staark fäerdge, datt mer ronderëm d'Fuerschungsefforten, ronderëm d'Universitéit och wirtschaftlech Croissance kënnen schafen an eenzelnen Domäner? Virun e puer Joer war dat och eigentlech nach verpönt, wann ee vu wirtschaftlechen, ekonomeschen Retombéien am Zesummenhang mat der Uni Lëtzebuerg geschwat huet. Ech hoffen, datt mer méttlerweile do en Émdenke fonnt hunn.

Da sollte mer an enger Rei vu Beräicher, wou mer Stärkten hunn, wou mer vläicht de Leader souguer sinn, wa mer eis mat villen anere vergläichen, kucken: Wéi kënnen mer déi Stärkte besser och nach an den Déngscht vun aneren ekonomeschen Secteuren hei am Land setzen? Ech denken zum Beispill un d'Propriété intellectuelle, wou mer gutt sinn, wou mer e juristesche Kader hunn, datt ganz vill Brevetebenen iwwer Lëtzebuerg géréiert ginn aus steierlechen Ursachen. An ech begrëssen d'Iwwerleeung vum Finanzminister, fir do nach eng Kéier drun ze goen.

Mä wat kënnen mer dann dorauer fir d'Medië maachen? Wat kënnen mer dorauer fir déi sougenannte kreativ Industrie maachen? De Gaming gétt hei ëmmer erëm ugeschnitten. Wat kënnen mer do och fir Fuerschung maachen a fir Schafung vun Inhalt, vu Contenuë maachen? Sou datt herno eben net nëmme nach de Brevet zu Lëtzebuerg ass aus steierleche Grënn, oder well mer eng performant Juridiction a Législatioun an deem Domän hunn, mä datt mer och ëmmer méi ekonomesch Aktivitéit, déi jo virdru muss kommen a vläicht och duerno muss geschalt ginn, datt mer déi hei op den Terrain kréien.

Gradesou gesinn ech eigentlech, datt eis Finanzplaz an eis Kompetenz op der Finanzplaz eigentlech och fir déi dote Secteure kéinten an den Déngscht gesat ginn a vun der ganzer Economie, dann, wann et drëms geet, fir Entrepreneuren ze finanzéieren. Et héiert ee momentan, datt dat net evident ass a villen anere Länner. Nun, mir hunn eng performant Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg. D'Proximitéit zu de Banken, dat kann en Atout si fir quasi all aner Branche, och wann et drëms geet, Risikokapital opzeshuelen; och wann et drëms geet, Reprisé vun enger Entreprise ze preparéieren; och wann et drëms geet, weltwäit Integratioun vun eenzelne Gruppen oder Reprisé vu Gruppe respektiv vun Entrepreneuren ze maachen.

An iwwert all deem schwieft dann awer ëmmer erëm d'Simplification administrative, wou ech hei net wëll an den Detail goen, mä wou een awer ëmmer méi mierkt, datt fir et méi einfach kënnen ze maachen, muss mer eigentlech d'Governance tëschent de Ministären an tëschent de Verwaltungen eng Kéier nei iwwerdenken: Wéi Décisiounen geholl ginn, wie fir wat zoustänneg ass, datt mer net ze vill Leit an ze

vill Hänn an ze vill Käpp hunn, déi sech ëm dat selwecht muss këmmen an zu deemselwechten Jo an Nee soen.

Generell kann ee soen, datt mer Problemer hunn an déi si kaum ze verstoppem, datt mer Chancen op där anerer Säit hunn, datt de Potenzial nach broochläit. Mä wann et ëm Kompetitivitéit geet, datt op där anerer Säit awer nach eng ganz Rei vu Geforen iwwer eis laueren a virun eis leien, déi mussen évitéiert ginn. Eng Gefor ass, datt eis Stabilitéit eigentlech net méi esou ginn ass, wéi dat déi lescht Jorzéngten de Fall war. Wa mer uechtert d'Welt gefuer sinn, fir ze soen: „Kommt op Lëtzebuerg, investéiert zu Lëtzebuerg!“, dann huet een eigentlech ëmmer erëm als Haaptargument gesot, mir hu stabil politesch Verhältnissen, mir sti budgetspolitesch ganz stabil do.

Nun, dat ass net méi de Fall. Déi lescht Joren ass d'Steierlaascht fir d'Privatpersounen, fir d'Betriber kontinuéierlech an d'Luucht gaangen. Jo, an d'Privatpersounen an d'Betriber gesinn awer, datt den Defizit net ofgebaut ginn ass. Dat suggeréiert natierlech direkt de Leit, datt et warscheinlech zu weidere Steiererhéijunge wäert kommen. Wa mer also soen, mir hunn e stabilt Ëmfeld, da gleeft scho keen eis dat méi esou richteg.

Och déi Saach mat der Mindestbesteuerung, mengen ech net, datt et ee Problem ass, ob dat elo 500 oder 1.500 oder 5.000 oder 7.500 Euro sinn, mä d'Fro: Geet dat doten esou weider? Kënn d'nächst Joer nach eng Tranche derbäi? Geet et d'nächst Joer nach eng Kéier an d'Luucht? Et ass eigentlech déi, déi vill méi risquéiert futturzemaachen. An d'selwecht ass et, wann een iwwert déi mëttelfristeg Entwécklung vun eise soziale Systemer emol eng Kéier nodernt, wat d'Cotisiatiounen, eventuell Cotisiatiounserhéijungen ubelaangt. Et geet jo net der hei, wéi de Wirtschaftsminister et gemaach huet, ze soen, dës Regierung huet decidéiert, datt mer keng Cotisiatiounserhéijung bis 2016 maachen.

Ma e Betrib, deen op Lëtzebuerg kënn, dee wëllt wëssen, wat och nach 2020 an 2025 lass ass. Wa mer awer haut d'Renten, wa mer awer haut Rentereforme maachen, Dir Dammen an Dir Hären, wou schonn drasteet, datt d'Cotisiatiounserhéijunge mëttelfristeg net méi ze évitéiere sinn, a mer de Leit eigentlech scho soen, datt dee leschte grouse Kompetitivitéitsvirsprung, dee mer par rapport zu eisem Ëmfeld hunn, zu eisen direkten Nopeschlänner an zu eisen Haaptkonkurrenten hunn, datt mer déi wäerten...

Mme la Présidente. - Här Meisch, Dir misst lues a lues zu Äre Konklusiounen kommen.

M. Claude Meisch (DP). - Ech gi mer... ech si jo awer schonn amgaang, Konklusiounen ze zeien, Madame Presidentin. Ech sinn...

Mme la Présidente. - Dir sidd iwwer fënnf, iwwer véier...

(Interruptions diverses)

M. Claude Meisch (DP). - Ech probéieren da mech kurzzeffassen. Wann d'Leit gesinn a wann d'Entrepris gesinn, datt mer duerch eng falsch Budgetpolitik, duerch eng falsch Reformpolitik, wou mer halleftäerzeg oder falsch Reformer maachen, wann et ëm d'Neiausrüstung...

M. Mars Di Bartolomeo, Ministere de la Sécurité sociale. - Wësst Dir...

M. Claude Meisch (DP). - Madame Presidentin...

M. Mars Di Bartolomeo, Ministere de la Sécurité sociale. - Wësst Dir, wéi laang dass d'Cotisiatiounen vun de Pensiounskeesen hei zu Lëtzebuerg net geännert hunn?

M. Claude Meisch (DP). - Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministere de la Sécurité sociale. - Wësst Dir, wéi laang déi net geännert hunn?

M. Claude Meisch (DP). - Sot engem Betrib, wéi laang se net wäerten änneren.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministere de la Sécurité sociale. - Sot mer, wéi laang déi net geännert hunn, wann Dir et wësst.

M. Claude Meisch (DP). - E Betrib, dee wëllt op Lëtzebuerg kommen...

Mme la Présidente. - Här Minister, den Här Meisch misst schonn zum Schluss komm sinn. Ech géif proposéieren, hien elo net méi ze ënnerbriechen.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministere de la Sécurité sociale. - Madame Presidentin, Dir kënn déi vu menger Riedezäit wechhuelen.

M. Claude Meisch (DP). - Dee Betrib, deen ee wëllt op Lëtzebuerg bréngen, deem muss ee soen, wéi laang datt se an Zukunft net änneren. Deen huet näischt dovunner, wa mer deem soen, wéi laang an der Vergaangenheet

d'Cotisiatiounen net geännert hunn. Dee wëllt wëssen...

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, Ministere de la Sécurité sociale. - Méi laang wéi an all deenen anere Länner, Här Meisch!

M. Claude Meisch (DP). - Dir Dammen an Dir Hären...

M. Mars Di Bartolomeo, Ministere de la Sécurité sociale. - Mä dat do ass e Sujet, wou Dir lech warscheinlech nach net domat ausenargesaht hutt.

M. Claude Meisch (DP). - Ech weess net, ob den Här Di Bartolomeo net versteet, wat ech wëll soen.

Mme la Présidente. - Här Meisch, den Här Wirtschaftsminister wëllt lech nach eng Fro stellen an da misst Der dorobber äntwerten an zum Schluss kommen.

M. Claude Meisch (DP). - Jo, sécher.

Mme la Présidente. - Wann Dir se unhuet.

M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur. - Här Meisch, ech géif lech just den Challenge setzen, mer ze soen, wéi ee Land iergendengem Patron eng Garantie gétt, wat d'Cotisiatiounserhéijungen ueget op d'Zukunft. Nenn mir eent. Nenn mir eent!

M. Claude Meisch (DP). - Et war déi Stabilitéit, déi mer haten, déi Prévisibilitéit, déi mer haten...

M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur. - Dir hutt mer scho geäntwert, et ass gutt.

M. Claude Meisch (DP). - ...fir de Leit d'Ëmfeld ze erklären zu Lëtzebuerg, dat war ee vun eise gréissten Atouten, Dir Dammen an Dir Hären. Wann Dir dat wëllt opgin...

Dann hu mer do e fundamentalen Meenungsënnerschied!

M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur. - Et huet kee gesot, mir géifen dat wëllen opgin.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, Ministere de la Sécurité sociale. - ...an zéng Joer... an de leschten néng Joer sinn d'Cotisiatiounen souguer erofgaangen!

M. Claude Meisch (DP). - Et ass awer kaum ze schwätzen, Madame Presidentin! De Minister kann duerno gären op Käschte vun der Regierung sech aschreiwé kommen an hei schwätzen.

Mme la Présidente. - Dat ännert awer näischt dorunner, dass Dir zum Schluss musst kommen, Här Meisch.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministere de la Sécurité sociale. - Jo, mä wann awer eppes gesot gétt, wat net richteg ass, dann...

M. Claude Meisch (DP). - Jo, mä ech probéiere jo andauernd, et geet jo hei net...

Mme la Présidente. - Da wäerte si lech elo net méi ënnerbriechen.

M. Claude Meisch (DP). - Ma et ass awer schwéier, sech verständlech ze maache bei deenen zwee do.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministere de la Sécurité sociale. - Jo, mä mir hunn ebe gutt Stëmme.

M. Claude Meisch (DP). - Mir brauchen also Vertrauen an de Standuert, mir brauchen och Zouverlässegkeet vun der Politik. An déi ass momentan eben net méi garantéiert. An duerfir d'ärf ee Kompetitivitéit eben net als rene Wirtschaftsthema gesinn, et ass en themen-iwwergräifende Sujet.

Et geet ëm Ausbildung. Et geet ëm Weiderbildung. Et geet ëm Infrastruktur. Et geet ëm Budgets- a Finanzpolitik. Et geet ëm eis sozial Systemer an ëm ganz viles méi. An dee Gesamtentwurf, deen ass eigentlech net ze erkennen. Dat ass, wéi ech aganks gesot hunn, heiandsdo héiere mer, mer kënnen keng Croissance méi errechen, an op där anerer Säit baséiere mer all eis Reformen awer nach op Croissance vun 3%, 4%.

Fir d'Kompetitivitéit ze stäerken, fir neit Vertrauen an de Standuert Lëtzebuerg ze kréien, fir esou sécher Aarbechtsplaz ofzesécheren a sécher Steierrecepté fir d'Zukunft kënnen ze garantéieren, muss d'Politik nees weisen, datt se och handlungsfäeg ass an deenen zentrale Beräicher do. An d'uerfir wëll ech eigentlech hei soen, datt mer vill vun deene Proposen, déi de Minister Schneider hei aganks vun der Sitzung gemaach huet, datt mer déi kënnen matdroen. Sécherlech muss een iwwert den Detail an

deem engen oder aneren nach eng Kéier kucken.

Mä ech wëll nach eng Kéier ennersträichen, datt diskutéieren, hei oder anzousch aneschters, eleng näischt hëllef. Mir müssen elo maachen, mir müssen d'Aerm eropstréppen! An duerfir wär ech frou, wann de Wonsch vum Minister géif an Erfëllung goen, datt mer virum Enn vun dëser Legislaturperiod nach munches kéinten ëmsetzen. An ech kann en nëmmen invitéieren, datt e méiglechst schnell e Kompetitivitéitsgesetz ausschafft, hei an d'Chamber bréngt, an datt mer dat zesummen nach zum Vote bréngen. Well mir brauchen et. D'Betriber waarden dorobber. A virum allem déi Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, déi waarden dorobber. An un der Demokratescher Partei wäert dat net scheitern.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien.

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Meisch. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Madame Presidentin, Kolleginnen a Kollegen, d'Chamber befasst sech mat der Fro vun der Kompetitivitéit. A wa se dat mécht, dann ass dat meeschtens en Zeechen dofir, dass e Problem besteet, dass Diskussionsbedarf ass. Well ech ka mech net erënneren, dass an deenen Zäiten, wou dëst Land alt 5% a méi Wirtschaftswuesstum hat, praktesch iwwert déi ganz 90er Joren hin, bis ufanks vun dësem Johonnert eran, mer hei esou Debatten an der Politik an och hei an der Chamber gehat hätten.

D'Diskussioun ronderëm d'Kompetitivitéit ass am Fong méi rezenterweis lassgaangen, viru gutt zéng Joer. An de Joren 2001, 2002, erënner ech, wéi déi sougenannte „Bulle informatique“ geplätzt war op den internationale Boursen, mat de Répercussiouen och hei op d'Finanzplaz Lëtzebuerg, op d'Boursécourses och hei, a mat „Nine Eleven“, mat all där Problematik ronderëm den Terrorismus, déi Onsécherheet, déi dat international och fir d'Wirtschaft bedeit huet. Och deemools en Abroch hei vun eisem Wuesstum.

An ech wëll drun erënneren, dass nach bis dato dee Statsbudget mat dem gréissten Defizit dee war vum Joer 2004 an net ee vun de Statsbudgete vun dëser Mandatsperiod. Et ass do, wou 2003 den Observatoire vun der Kompetitivitéit an d'Liewe geruff ginn ass, wou decidéiert ginn ass an der Tripartite, fir de Professor Fontagné mat enger Etüd ronderëm déi Fro vun der Wettbewerbsfäegkeet vun der Lëtzeburger Wirtschaft ze chargéieren, wou d'Tripartite sech 2006 an duerno weider mat där Problematik beschäftegt huet a mir och hei am Parlament 2010 eng Debatt haten, wou den deemolege Wirtschaftsminister Jeannot Krecké sai 65-Punkte-Programm hei virgestallt huet.

En Punkte-Programm, vun deem mer haut héieren hunn, datt en zu engem gudden Deal realiséiert ginn ass. An duerfir wonnen ech mech awer ëmmer, wann Oppositionsriedner heihinner kommen an u sech mat zwee Sätz da soen, wat dann d'Regierung gemaach huet, an dann an 1.000 Sätz hannendrun dann alles versichen opzezielen, wat net gemaach ginn ass. Ech hunn hei bis elo keng Interventioun fonnt, déi sech seriö mat der Ëmsetzung vun deem Plang do beschäftegt hätt. A souguer kritesch Stëmmen, do kann een d'Chambre des Salariés dozou zielen, ass an hirer Berechnung, an hirer Bewäertung vun der Ëmsetzung vun deem 65-Punkte-Programm zur Konklosioun komm, dass iwwert d'Halschent vun deenen Punkten do och vun der Regierung an deem Zäitraum vun zwee, dräi Joer och ëmgessat gi wär.

Ech mengen, dat sollt een einfach zur Kenntnis huelen. Fir all déi, déi nëmme wëllen hei gleewen dinn, dass kee Konzept do wier, dass keng Iddien do wäeren: Neen, d'Regierung huet e Programm virgeluecht, d'Regierung huet verschidde Reformen ugekënnegt a si huet zu engem groussen Deel déi Reformen och ëmgessat respektiv ass amgang, dat ze maachen. A wann do och deen een oder deen anere Punkt ausgesat ginn ass, dat gesitt Der op där doter Lëscht, da gëtt et gutt Grënn, firwat d'Regierung duerno decidéiert huet, deen een oder anere Punkt net ëmsetzen.

Ech mengen, et sinn och successiv Regierung, well ech hu gesot, déi Debatt ronderëm d'Kompetitivitéit ass eng Debatt, déi an der Period 1999-2004 scho lassgaang ass, a Parlament, déi sech mat deenen dote Froe beschäftegt hunn, versicht hunn, Weeër, Strategien a Programmer ze entwëckelen ronderëm déi dote Froen.

Et geet drëm, dat ass ganz kloer, déi wirtschaftlech Aktivitéiten hei ze stäipen, déi mer hei hunn. Dat ass déi éischt Prioritéit. Dat si staark wirtschaftlech Aktivitéiten. Lëtzebuerg ass e staarkt, entwëckelt Land mat engem

Wirtschaftsvolumen, mat engem Aarbechtsmarkt, dee wäit iwwert d'Grenze vun eisem Land erausgeet an deen e méiglech gemaach huet, well mer iwwert d'Grenze vum Land eraus strahlen, och deen héije Liewensstandard ze garantéieren, dee mer momentan och nach ëmmer, trotz Kris, hei zu Lëtzebuerg hunn.

Natierlech wësse mer, dass ëmmer déi eng oder déi aner Aktivitéit ophält, well de Markt sech anescht entwëckelt huet, well déi Produkter vläicht net méi gesicht ginn international, well Konzernstrategien, internationaler, matspillen. Duerfir ass et wichteg also, vläicht méi staark wéi dat an den 90er Jore gemaach ginn ass, och zousätzlech Aktivitéiten heihinner ze zéien. An duerfir och déi vun der Chamber guttgeheeschte Politik vun dëser Regierung an der Fortsetzung vun där vun der Virgängerin, fir ze soen, mir markéieren e puer Haaptentwëcklungsrichtungen, e puer Achsen, wou mer zousätzlech Aktivitéiten, zousätzlech Kompetenzen hei zu Lëtzebuerg wëllen opbauen, fir iwwert deen dote Wee dann och nei Aarbechtsplazen an neie Wuesstum hei op Lëtzebuerg ze bréngen.

Dat sinn d'Ëmwelt-, dat sinn d'Gesondheits-technologien, dat ass de Beräich vun der Logistik, et ass de Beräich vun den elektronische Kommunikatiounen. Dat bleibt och weiderhin de Finanzberäich mat all sengen Aktivitéiten. Dat sinn also Schwéierpunkten, déi mer entwëckelt hunn.

Mä déi Iwwerleeungen do, déi gi jo net nëmmen zu Lëtzebuerg gemaach. D'Konkurrenz schléift jo net! All déi aner Länner, an ech géif lech emol bieten, eng Kéier déi Diskussiounen nozeliesen, déi an aner Parlamenter gefouert ginn, déi hu genau déiselwecht, genau déiselwecht Secteure festgehalten, déi sollen déeloppeiert ginn, well sech versprach gëtt, datt do am meeschten eigentlech Entwëcklungspotenzial besteet, am meeschte Plus-value eigentlech kann entstoen.

An duerfir si mer net eleng, wa mer decidéieren, an deene Beräicher ze investéieren, mä mir sinn do och an direkter Konkurrenz mat aneren, och mat méi groussen, fir ze probéieren, esou eng Rëtsch Aktivitéiten hei op Lëtzebuerg ze kréien. Wat sécherlech déi Aufgab vun der Regierung, egal wéi se zesummegeat ass, net méi einfach mécht!

Fir eis ass och kloer als LSAP-Fraktioun, dass d'Zil vun neie wirtschaftlechen Aktivitéiten, d'Zil vu méi Wuesstum net eleng ka sinn, fir d'Margë vun de Betriber eropzedrécken, mä et muss am allgemengen Interessi sinn, dat heescht, et müssen Aarbechtsplaze geschafe ginn. Et muss derfir gesuert ginn, dass dezent Liewensniveaun och hei zu Lëtzebuerg weider gang und gäbe sinn. Dat ass d'Haaptausrichtung, wéi mir eigentlech déi Diskussioun ronderëm d'Kompetitivitéit wëlle gesinn, déi jo oft ganz verkierzt duergestallt gëtt, wann een eenzel Deklaratioun kuckt, déi gemaach si ginn ausserhalb vun dësem Parlament zu där doter Fro.

Intelligente Wuesstum, grénge Wuesstum, inklusiv Wuesstum, dat sinn dräi Schlagwierder, dräi Piliere vun der Strategie 2020. A wa mer hei iwwer Lëtzeburger Strategie fir Wuesstum a Beschäftegung schwätzen, da muss mer, dann därefer mer net vergiessen, dass déi Strategie sech nëmme kënnen entwëckelen an engem internationalen, an engem europäeschen Ëmfeld, dat gemeinsam determinéiert gëtt.

D'Governance économique européenne, dat ass, mengen ech, e Begrëff, dee sécherlech net verdierft därefer sinn, dee weider géllt. An all déi Strategien, déi mer hei zu Lëtzebuerg déeloppeieren, déi kënnen sech nëmmen aschreiben, se kënnen net contraire sinn, well soss wäerte se keng positiv Effeten hunn zu deem, wat op europäeschem Plang eigentlech vu Richtlinie festgeluecht gëtt an der Strategie Europa 2020 respektiv an anere Programmer a Strategien, déi um Niveau vun der Europäescher Unioun entwëckelt gi sinn.

Lëtzebuerg ass sécherlech a senger Wirtschaft, a sengem Wuesstum, a sengem Wuelstand gewësse Risiken ausgesat. Ech mengen, awer och anerer hunn ervirgehauen, an dat ass eis Aufgab, haaptsächlech awer op déi hinzeweisen, ouni d'Risiken ze verkennen, ouni déi Risike klengzerieden, dass mer nach wie vor awer eng ganz Rëtsch vu Chancen hunn, och als klengt Land, déi et elo optimal ze notze géllt.

Lëtzebuerg fit halen also fir d'Zukunft, dat ass fir d'LSAP en Asaz vun all Moment. Et ass en Asaz, wou ee sech ni därefer ausrouen, wou een ëmmer muss nei Initiativen huelen, a wou mer virum allem och weider müssen, an Zäite vu Knappheet vun öffentleche Budgetsmittelen, intelligent investéieren.

Mutt zum Risiko gehéiert dozou, wéi och effektiv de Geescht, fir Entrepreneur ze sinn, erëm ze förderen, eppes, wat ech mengen, net

nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä a ville Länner vun alen Europa e bësse verluer gaangen ass an deene leschte Jorzéngten.

Lëtzebuerg als Wirtschaftsstanduert weider nohaltig entwëckelen, schéngt fir eis och eng Selbstverständlechkeet ze sinn. An engem Land, wat, dat wësse mer, keng Matière première méi huet, déi eigentlech genotzt gëtt fir de Moment, dat weineng eegent nationaal Kapital kann uféieren: Alles, wat vu grousser Betriber heihinner komm ass, ass eigentlech op internationalem, op auslänneschem Kapital opgebaut. E Land, wat e begrenzte Réservoir vun nationalen Aarbechskräften zur Verfügung huet; e Land, wat och weinst senger Gréisst net de politesche Poids huet wéi aner grouss Länner, déi dat an enger decisiver Standuertdiskussioun kënnen an d'Wo geheien. Dat muss mer wëssen!

Mä op där anerer Säit hu mer awer eng Accumulatioun vun Know-how, vu Kompetenzen an eenzelne wictegen, och entwëckelbare Secteuren hei zu Lëtzebuerg opgebaut. Mir sinn duerch eis Klengheet e Land vun de kleng Weeër, och wa mer dat leider net ëmmer eent zu eent fäerdegréngen ëmsetzen an der Praxis. Ech kommen nach dorobber ze schwätzen.

Mir hunn duerch d'Klengheet, déi mer sinn, en iwwersichtlechen Opbau, en einfachen Opbau. Mir hunn net véier, fënnf verschidden administrativ Strukturen hei an dësem Land. Mir kennen eigentlech nëmmen zwou administrativ Ebenen. Alles dat sinn Avantagen, wann et drëm geet, fir schnell a flexibel kënnen ze handelen.

Mir hunn eng Sproochevillfält, déi muss mer eis erhalen. A mir sinn e Land, dat ëmmer op war zum Ausland an zu Ausländer. An dat muss och esou bleiwen, wa mer dëst Land weider wëllen entwëckelen.

A mir hunn et fäerdegruecht, an déi ganz Entwëcklung vum Finanzsecteur beweist dat iwwert déi laang Jorzéngten, wou dee Secteur opgebaut ginn ass a gebléit huet, Flexibilität, Schnelligkeet, fir ze reagéieren, a Konzertiatioun mat deenen direkt Betreffenen aus dem Secteur. Dat sinn a bleiwen Atoute vum Lëtzeburger Land, op déi ee kann opbauen an déi et och méiglech maachen, eng Rei vu Risike méi kleng ze halen.

De Finanzminister huet den Ënnerscheid gemaach tëschent materiellen an immaterielle Standuertvirdeeler. Ech géif se vläicht andeelen a sougenannten haart an déi douce Standuertfacteuren, déi sécherlech spillen.

Mir konzentréieren eis ganz oft op déi haart. Et ass och wichteg. Déi mussen do sinn, déi grouss Infrastrukturen, ob dat Stroosse sinn, ob dat den öffentlechen Transport ass, ob dat d'Bunn ass, ob dat Aktivitéitszone sinn, ob dat Kommunikatiounsweeër sinn. Alles dat gehéiert selbstverständlich zu engem Wirtschaftsstanduert. Deen därefer mer net aus den Ae verléieren.

Mir hunn dat reglementarescht Ëmfeld, wat och zu deene Standuerte gehéiert, allgemeng, awer och spezifesch, well villes oft am Detail läit. An ech mengen, dass och eis Diskussioun haut vläicht iwwert d'Kompetitivitéit ze allgemeng gefouert gëtt, well mer eis ëmmer mat deene groussen Froe beschäftegen.

Mä eigentlech misste mer Secteur fir Secteur eng Feinanalys maachen, wou dann am Endeffekt d'Atouten, wou d'Problemer sinn an deenen eenzelne Beräicher, an eigentlech also e chirurgesch Agreff heiansdo maachen an eenzelne Punkten, fir deenen eenzelne Secteure kënnen ze hëllef. Ech mengen, dass dat eis am Endeffekt heiansdo méi wäit bréngt, wéi wa mer am Allgemenge bleiwen an eis nëmme konzentréieren op déi allgemeng Froen, déi sech secteuriiwwergräifend stellen. Villes ass och am Secteur selwer ze analyséieren an ze léisen.

An natierlech och d'Salariéen, d'Formatioun vun de Salariéen, dat ass och e wictegen, en haarte Standuertfacteur.

Mä da kommen déi douce Standuertfacteuren, déi mer oft an den Diskussiounen vergiessen. Dat ass eigentlech, wéi mer nei Aktivitéiten ophuelen, wéi mer nei Aktivitéiten, och nei Leit, déi heihinnerkommen, wéi mer déi begleeden an hiren éischte Schrëtt, wou villes nach ze verbesseren ass am Detail.

Wou een och selwer gesinn huet an eenzelne Beispiller vu Betriber, déi sech hei ugesiedelt hunn, well een d'Chance hat, do kënnen e bësse mat ze begleeden, wéi wichteg eigentlech déi direkt Kontakter sinn. Wéi wichteg et ass, dass ee gehollef kritt a senge Weeër duerch d'Verwaltungen, bei de Gemengen, bei deene staatlche Autoritéiten, fir déi Genehmigungen ze kréien, fir och iwwerhaupt ze wëssen, wat d'Ufuerderunge sinn, déi hei gestallt gi vun deenen eenzelne Behörden, déi Genehmigungen ausstellen hunn. Dat alles ass fir een, deen u bause kënn, net evident.

Ech hunn och heiansdo den Androck, dass déi spezialiséiert Firmen, déi dat dote solle maachen, och heiansdo méi am Allgemengen tätég sinn, wéi eigentlech déi kleng Aarbecht kënnen um Terrain effikass ze begleeden.

D'Sozialklima ass e wictege Facteur. Ech mengen, et ass evident: E Land, dat andauernd a Schlagzeilen ass mat sozialen Onrouen, mat Streiker lénks a riets, mat grousser Sozialkonflikter, dat ass e Land, wat net attraktiv ass, fir dass nei Betriber d'Décsioun huelen, Gruppen d'Décsioun huelen, fir Aktivitéiten an deem Land do nei opzemaachen. Duerfir ass d'Sozialklima och e ganz wictege Standuertfacteur an deen därefer mer och net lichtfankeg op d'Spill setzen.

Och den allgemenge Liewenskader fir déi Leit, déi heihinner schaffe kommen, ob dat déi Leit an der Direktioun sinn, ob dat déi Leit sinn, déi herno am Betrieb wäerten op anere Plaze schaffen, och dat ass e wictege Punkt. Wéi se sech wueffillen op där neier Plaz, wou se hikommen.

An natierlech, do ginn ech dem Här Meisch vollkommene recht, och d'politesch Stabilitéit an och d'Berechebarkeit vun der Politik. Selbstverständlich ass dat e Standuertfacteur.

Ech deelen allerdéngs net seng Aschätzung, dass déi Berechebarkeit net méi do wär. Ech wëll awer drun erënneren, dass mer an deene Joren 2009 bis haut eigentlech an enger Situatioun vu wirtschaftlech Abroch sinn, wéi et dëst Land a wéi et Europa eigentlech zënter 20, 30 Joer net méi kann hunn. Dass do natierlech nei Moossname gemaach ginn, dass do an alle Länner Steieren eropgesat ginn, dass do an alle Länner verschidden Dépensen iwwerpräift ginn an och Steiere souguer fir d'Betriber sech veränneren, dat schéngt mer awer näischt Aussergewéinlech ze sinn an enger aussergewéinlecher Situatioun, an där mer dra sinn.

Nach muss et kloer sinn, dass an anormalen Zäiten u sech d'Politik berechebar bleif an dass et net zu engem Broch an der Politik kënn, och net an der Steierpolitik kënn, sief et fir Privatpersounen, sief et fir Betriber. An ech mengen, dass d'Regierung sech awer un déi dote Regel gehalten huet. Ech gesinn also hei Adaptatioune vu gewësse Barren, mä ech gesinn awer hei kee Broch mat enger Steierpolitik, déi gemaach gi wier an deene leschte Jorzéngten.

A wann Der ervirgehauen hutt, dass déi leschte Joren och fir d'Betriber d'Steieren eropgesat si ginn, hutt Der awer vergiess ze soen, dass e puer Joer virun d'Steiere fir d'Betriber massiv eropgesat si ginn hei zu Lëtzebuerg. Et ass also net nëmmen an eng Richtung gaangen. Wann de Stat Margen hat a sengem Budget, fir kënnen Steieren och erfzesetzen, huet en an der Vergaangenheet eigentlech och op dat doten Instrument zréckgegraff. Also, esou eesätig därefer een déi Diskussioun net duerstellen.

Eng Erausforderung, mengen ech, ass déi Fro vun der Kompetitivitéit net nëmme fir déi Ministeren, déi bei dëser Debatt derbäi sinn, mä et ass natierlech eng Erausforderung fir d'gesamt Politik an och fir d'gesamt Regierung, well eenzel Punkte sinn hei opgrond vun de Kompetenzen vun de Ministeren net ugeschwat ginn. Ech mengen, hei ass net, hei ass weineng vum Mëttelstand geschwat ginn, vum Handwerk geschwat ginn. Hei sinn nach ganz aner Acteuren, wéi och d'Landwirtschaft, déi hei matspillen, déi, ebe well et elo de Wirtschaftsminister an de Finanzminister ass, déi d'Regierung hei vertrieden, am Fong net an de Fokus vun eisen Debatten eigentlech erakommen.

Mä wa mer déi Debatt natierlech, an da muss mer se méi breet féieren, a besonnesch se wëllen och detailléiert op déi eenzel Secteure bezéien, fir do genau d'Problematiken ze erkennen, da muss ee selbstverständlich och déi dote Gesichtspunkte mat eranhuelen. An dat erkläert och, firwat déi dote Fro eng Responsabilitéitsfro ass vun der gesamter Regierung, wéi och d'gesamt Parlament hei sech där doten Diskussioun muss stellen.

Als LSAP si mer der Meinung, dass d'Regierung gutt beroden ass eigentlech, bei hirer aktueller Ausrichtung vun hirer Politik ze bleiwen. An eisen Aen ass et eng Politik, déi den Ausglach, den Équilibrium gesicht huet, op där enger Säit vun enger Budgetskontrol, vun engem Verhënnere vun Dérapagen, wat d'Budgetsdefiziter ugeet. An déi ass gelongen!

Déi ass gelongen, wann een déi lescht Zuele kuckt, déi mer op Bréissel geschéckt hunn. De Finanzminister huet hei ervirgehauen: De strukturellen Defizit vu Lëtzebuerg, dee besteet 2012 net, dee besteet 2013 net, deen ass am Positiven. Deen ass am Positiven, an do ge-



se all déi dote Froen diskutieren, well si scho méi stark eigentlech mat deem Phenomeen do konfrontéiert sinn, wéi mir dat hei zu Lëtzebuerg sinn. An do, mengen ech, ass et och wichtig, net nëmme déi sozial Aspekter ze kucken - dat soll ee maachen -, mä awer och déi wirtschaftlech Retombéee vun där Emstrukturierung vun eiser Gesellschaft ze berücksichtigen. Do ass sécherlech och wirtschaftlech munches erauszuehelen.

En anere Punkt, dat ass d'Fro vun de kleng Weeër, d'Fro vun der Organisatioun, den iwwersichtleche Strukturen an engem klengem Land wéi Lëtzebuerg, d'Noutwendegkeet, do nach zousätzlech Efforten ze maachen. Dat gräift nach ëmmer net esou richtig um Terrain. Dat gesäit een un x Beispiller, déi ee begéint: vum Begleede vun den Investisseuren, vun enger Systematisierung a Rationalisierung vun eise Genehmigungsprozeduren, d'Festleueung och vun Normen oder zumindest vun Richtlinnen, wat d'Emweltbelaaschtung ugeet, wat d'Sécherheet ugeet, och do di mer eis schweier, di mer eis schweier!

Dat ass eng Diskussioun, déi ass gefouert ginn, wéi ech Umweltminister war, an dat ass schon awer ganz laang hier, muss ech lech soen. An all déi Leit - dat hunn ech ni verstanen -, all déi Leit, d'Betribler, déi gesot hunn: „Mir musse méi Rechtssécherheet kréien! Där Willkür vun deene Beamte muss en Enn gesat ginn!“ A wann een da seet: „Ma da gi mer eis, wéi aner Länner wéi Däitschland et jo scho laang hunn, mir ginn eis einfach verbindlech Richtlinnen an deenen eenzelne Beräicher, da weess jiddwieren, wou en drun ass, dann hu mer Rechtssécherheet an Dir kennt plangen an Dir sidd net méi ofhängeg.“ Do war et Neen!

► **M. Jacques-Yves Henckes** (*Onofhängeg*).- Neen, et ass Jo!

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Do war et Neen. Do war et Neen, soen ech! Do war et Neen! Dat ass schon ofgeschloss ginn am Statsrot.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (*Onofhängeg*).- Hei steet et am Avis vun der...

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Jo, jo! Ech kann déi Texter gär presentéieren. Se sinn nach allegeren do. Iergendwou an engem Tirang leien déi! Do schlummere se elo scho 14, 15 Joer. Alles scho gemaach ginn, well firwat? Ech soen lech och firwat: Well u sech deen heite System, dee mir hei hunn, wou s de kann diskutieren, wou een deen anere kennt, vläicht dann awer och den Avantage vu méi Flexibilitéit huet. Méi Ongewässheet zwar och, mä awer méi Flexibilitéit, fir op eenzelne Dossieren da kënne Verhandlungen ze féieren, wou een dat mécht. A wann een natierlech Richtlinnen huet, deemno wéi fest déi Richtlinnen zougezurt sinn, dann hëlt ee sech natierlech déi Flexibilitéit ewech. An op eemol war gemengt ginn: „Ma elo haaptsächlech, mir hunn dann awer déi Flexibilitéit, a wann et dann e bësse méi laang dauert, dann ass dat da manner schlëmm.“

Ech mengen, do mussen Neel mat Käpp gemaach ginn, an ech mengen, et soll een op dee System wierklech iwwergoen, wou ee sech zumindest Richtlinne gëtt. An dass een do och weess, wou een drun ass, dat géif viles a mengen Ae vereinfachen.

D'Koordinierung ass en anert Stéchwuert, d'Koordinierung tëschent eenzelne Verwaltungen. Dat schéngt mer och essenziell ze sinn. Net, dass ee sai Problem léist an domat deem aneren de Problem dohinergeluecht huet.

Ech kann x Beispiller aus der Vergangenheet nennen, wou, deemno wat den Umweltminister festleet, wat d'Emweltoplagen ugeet oder wat d'Technik virschreift, fir iergendee Problem ze léisen, gëtt dee fir Sécherheet zoustännege Minister net méi domadder eens, well dat da sengen Normen net méi entsprécht. Ech mengen, dat sinn nëmme eenzel Beispiller, wou een einfach muss méi zesummeschaffen, wann esou Problemer konkret sinn, musse sech déi Leit kënnen zesummesetzen an da gemeinsam Léisunge fannen.

Dat géllt eben och op Regierungsplang. A wéi gesot, wann de Wonsch do ass, d'Wirtschaftskommissioun ass gäre bereet, hei ze soen: Ma kommt, mir setzen eis all puer Méint mat den zoustännege Ministeren zesummen a mir kucken eigentlech, wou mer sti bei der Emsetzung vun deenen heite Programm; mir kucken, wou sinn d'Problemer, fir dass mer och effektiv derfir suergen, dass och e regelméissege Suivi parlementaire eigentlech besteet iwwert déi Aarbechten, déi am Beräich vun der Kompetitivitéit gemaach ginn.

Wou ech ëmmer erëm Problemer hunn, an dat stellt ee jo och als Gemengepolitiker fest - et setzen der jo vill hei an dësem Haus -, dat ass an enger Zäit, wou jiddweree schwätzt: „Manner Regeln, méi einfach“, huet een awer heiansdo den Androck, wann een eenzel Secteure kuckt, dat schéngt dann iergendwéi han-

nert dem Réck vun den zoustännege Ministeren ze geschéien, dass ëmmer erëm nei Regeln derbäikommen. Regeln, déi net onbedéngt an Texter stinn, mä Regeln, déi iergendwou an engem Büro, mat gudder Absicht, ginn ech dovunner aus, erduecht gi sinn an déi een da probéiert duerchzusetzen. An ech mengen, dat kann et net sinn!

Dat kann et net méi weider sinn. Mir kënnen net dat eent alleguerete priedegen an an der Praxis geet et awer ganz oft - net ëmmer - ganz oft an déi aner Regelung eran, an déi aner Richtung eran. An ech mengen, et ass do, wou mer einfach eis musse selwer seriö huelen. An ech hoffen, dass dann, wann et zu deem ronnen Dësch do ënnert der Égide vun Premierminister kënn, ronderëm all déi dote Froen, dass grad och mer op déi dote Punkten ze schwätze kommen. Do geet net alles an déi Richtung, wéi et eigentlech wünschenswürter wär, esou gutt déi Absichten och sinn. Ech mengen, dat ass awer am Endeffekt kontraproduktiv, wa mer nach ëmmer erëm nei Regeln an Ähnlech festleueen, wou et bis elo nach keng ginn ass.

E Wuert zur Finanzplaz. Och do, mir wësse jo, wéi sensibel deen dote Beräich ass, denken ech och, dass d'Regierung, déi eenzel Regierungsmitgliedern och do bäigeliert hunn an deene leschte Wochen, wierklech, an do hunn ech deiselwech Aschätzung wéi déi vum Claude Meisch, ass et wierklech immens wichtig, geuerdnet virzegoen, an der Kommunikatioun no bause virun allem, awer och an de politeschen Initiativen, déi een hëlt. Vläicht emol léiwer en Interview auszeschloen, wéi herno da mussen ze reagieren op Interpretatiounen, déi da vun esou Stellungnahmen an der internationaler Press kommen. Am Endeffekt ass dat net sachdienlech. Dofir ass et also wichtig, do geuerdnet virzegoen.

Mir stinn hannert der Iddi vun der Regierung, fir ze soen: „Mir mussen... d'Zäit ass komm, fir aus dem Motzeck erauszecommen. Mir kënne méi orientéieren d'Diskussioun, wa mer matdiskutieren, wéi wa mer aus der Diskussioun eraus bleiwen“. Dat schéngt eis logesch ze sinn. Da soll awer d'Regierung och elo dovunner profitieren. A si soll och weider - versicht se jo erëm verstärkt ze maachen -, sech Alliierte siche an deenen dote schwierigen Diskussiounen. Eleng kënne mer och déi Diskussioun do net féieren. Et ass ëmmer wichtig, och Alliierte ze behalen an där doter Diskussioun, mat anere Staten also och do sech ze konzertieren, wann déi dote schwierig Diskussioun ronderëm d'Bankheimnis an aner Regeln, déi d'Finanzplaz betreffen, gefouert ginn. An, wéi gesot, awer gläichzäiteg och andauernd awer och op Tuchfühlung bleiwe mat deene Leit, déi den Know-how an deem dote Secteur hunn.

Mir wëssen, dass dat doten net einfach gëtt. Well, nodeems awer während Jore praktesch scho gesot ginn ass, dass d'Lëtzeburger Bankplatz eigentlech net méi ofhängeg wär vun där doter Zort vu Steuerflüchtlingen hei zu Lëtzebuerg, schéngt sech awer erausstellen, dass zumindest klenger Banke bis mëttel Banken awer nach e gudden Deel, wann net d'Majoritéit vun hirer Clientèle eigentlech op déi dote Steuerflüchtlingen opgebaut hunn. Dat ass e Geschäftsmodell, deen eriwier ass! A mir wäerte sécherlech konfrontéiert gi mat där enger oder anerer Schléissung vu Banken, déi wäerten an nächster Zäit kommen.

Ech mengen awer och, dass et awer och kann en Atout si fir Lëtzebuerg, och wat d'Image de marque vu Lëtzebuerg ugeet, wa mer eigentlech deen doten Image net méi hunn. Dee mag vläicht fir gewësse Leit interessant gewiescht sinn, ass awer insgesamt vläicht och fir anerer net interessant, ze decidieren, an engem Land eng wirtschaftlech Aktivitéit unzesiedelen, wat eigentlech den Image huet vun engem Land, wat op ass fir Steuerflüchtlingen a wat et also mat de Gesetzgebungen net esou genau hëlt. Dat ass am Endeffekt net gutt, fir kee Land.

Dofir mengen ech, dass dat doten awer och kann eigentlech en Atout ginn, wa mer dat geuerdnet iwwert déi nächst Zäit iwwert d'Bühn kréien, deen Émbau do vun eiser Finanzplaz. Mat dem Ausbau vun all deene Piliere, déi momentan bestinn, ass dat, mengen ech, immens, immens wichtig. An ech mengen och, fir nach eng kéier kuerz op d'öffentlech Finanzen zrückzecommen, dass den Triple A vu Lëtzebuerg och e Qualitéitslabel bleift, op dee mer net kënne verzichten.

Dofir och ganz kloer vun eiser Säit: Dee Lien tëschent Wirtschaftspolitik, Finanzpolitik, deen ass do. Deen ass do! An dofir, mengen ech, dass déi Efforten, déi gemaach gi sinn, richtig ware vun der Regierung, fir alles ze maachen, dass den Triple A erhalte bleift. An och déi nächst Regierung wäerten net derlaanscht kommen, fir och déi Qualitéitslabelen do probieren ze erhalen.

Ech sinn esou wäit um Enn ukomm. Ech hunn och net méi vill Zäit. Ech wëll just op déi Fro zrückkommen, déi de Minister Schneider an de Fernand Boden hei opgeworf hunn, déi vun den Aktivitéitszonen, wou ech net mengen, effektiv, dass d'Schold bei der Chamber läit.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Oder wann, dann ass et héchstens eng gedeelte Schold. Wat ee sech hätt kënnen iwwerleueen, an et ass sech iwwerleuecht ginn, mä leider net esou decidéiert ginn... Ech hat eng aner Positioun do och an deenen Diskussiounen, déi mir bei eis an der Fraktioun gefouert hunn an och interfraktionell gefouert hunn. D'Regierung huet aus Iwwerleueungen, déi hir sinn, decidéiert, déi ganz Reform vum Gesetz vum 1999 als Pak ze behandeln, mat aller Komplexitéit, déi dann op ville Beräicher komm ass, wat sécherlech zu enger Verlängerung vun der legislativer Prozedur gefouert hätt.

Vläicht wär et méi klug gewiescht - mä et ass elo ze spéit, fir do laang Responsabeler ze siche -, méi klug gewiescht, deen dote Volet, deen immens wichtig gewiescht wär fir de Plan sectoriel, déi Affär vun der „Wertschöpfungsabgabe“, fir ze garantieren, dass een eng Handhab herno géint d'Spekulatioun huet, déi vläicht virzeziehen an domadder et eigentlech méiglech ze maachen, dass dee Plan sectoriel hätt kënnen vläicht éischter déposéiert ginn, an an déi offiziell Prozedur eranzegoen.

Ech mengen, dat ass déi Diskussioun, déi gefouert ginn ass. Si ass aneschters decidéiert ginn. Mä fir de Rescht, mengen ech, géif ech soen, hänkt awer elo d'Responsabilitéit sécherlech net un der Chamber. An de Fernand Boden huet et gesot, dann ass et éischter dee schlechten Text gewiescht, deen d'Regierung eraginn huet, deen da schold war, wéi dass dat eng Responsabilitéit vun der Chamber gewiescht wär.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **Mme la Présidente**. - Merci, Här Bodry. Deen nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox** (*dei gréng*).- Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, oh Pardon, Presidentin, ech hat extra Madame...

► **Mme la Présidente**.- Presidentin geet duer.

(*Interruptions diverses*)

► **M. Henri Kox** (*dei gréng*).- Visionär. Also nach eng kéier: Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schon e puermol gesot ginn haut, op Ufro vum Wirtschaftsminister Etienne Schneider solle mer haut, oder déi eenzel Parteien, Stellung huelen iwwert de wirtschaftleche Wuesstum respektiv d'Kompetitivitéit. Mir hunn dofir eng ganz Rei vu Consultationspabeiere kritt, engersäits vum Wirtschaftsminister, vun de Sozialpartner, awer och net méi spéit wéi zwee Deeg, och vum Finanzminister, wou mer d'Vuë vun den eenzelne Ministeren duergestallt kruten. Nach haut krute mer dann dee 65-Punkte-Programm, deen de Wirtschaftsminister Krecké deemools opgeléicht hat. Do hätt mer léiwer gehat, wa mer deen éischter gesinn hätten.

D'Fro stellt sech, firwat net och, wéi geschter bei der Debatt iwwert de Chômage, iwwert d'Aarbecht, net méi laang heiriwwer méi eng breet Consultationsronn gemaach ginn ass. D'Fro ass och sécher berechtigt, mengen ech, firwat d'Regierung net ee Pabeier hei presentéiert huet, wou déi zwee Minister sech zesummedoen hätten an ee Pabeier erausginn hätten. Vun enger kohärenter Regierungspolitik ass dat jiddefalls net. Et gesäit een och, wann ee menge Virriedner elo nogeluschtert huet, dass et éischter schon en vue vum Wahlkampf 2014 ass wéi elo, dass mer an deem Joer, dat nach iwwreg bleift hei, kënnen eppes änneren.

Erlaabt mer dofir, am Virfeld kuerz méi eng fundamental Fro ze stellen an d'Kompetitivitéit an en historiesche Kontext ze setzen. Dir wësst, säit dem Zweete Weltkrich hate mer eng immens Entwécklung bis an d'70er Jore eran. D'Länner an Europa haten eng Wuesstumspolitik iwwert d'Produktivitéit gemaach. An dee Wuesstumswuëss ass tëschent de Revenuen an den Investitiounen opgedeeilt ginn. Dat heescht, tëschent der Aarbecht an de Léin op där enger Säit an den Entrepreneuren an de Patronen op där anerer Säit. Et war virun allem awer och eng Verdeelung tëschent der Erhéijung vun der Kafkraaft an den Investitiounen, déi eng Erhéijung vun der Produktivitéit ervirbruecht huet. Dat heescht, jiddweree war dee Moment och erëm de Gewënner a jiddweree huet dovu profitiert.

Enn de 70er Jore ass no verschiddene Krisen awer dese Pakt opgeschnürt ginn. Fir d'Éischt huet sech d'Globalisierungsmachinerie duerchgesat, virun allem mam Drock op d'Salaren duerch Delokalisatioun.

An zweetens, d'Politik och vun der Verdeelung vun där Produktivitéit huet geännert a si ass ersat ginn duerch eng Politik vun der Produktivitéit. Wat erëm dozou gefouert huet, dass et op d'Käschte vun de Salairé gaangen ass.

Vun do un huet sech d'Verdeelung vun Méiwäert tëschent de Salaren an dem Kapital ëmmer méi a Richtung vum Kapital beweegt. D'Ennerstützung vun der Kafkraaft ass ëmmer méi iwwert de Wee vun de Kreditter geschitt. Et war den Ufank vun de Kreditkarten, de Crédits à la consommation, fir nëmme déi ze nennen, an esou weider.

De Wuesstum gouf no an no ëmmer méi charakteriséiert duerch eng ëmmer méi schlecht Verdeelung vum Akommes op d'Käschte vun der Zounahm vun der Privatschold. Eng Schold, déi am Laf vun de Jore ëmmer méi dramatesch Ausmoossen ugeholl huet. D'Resultat vun där Politik ass besonnens an de südliche Länner vun Europa ze gesinn.

An hei wëll ech kuerz op dem Minister Schneider seng Overturesried vum Fréijero zrückkommen. D'Vuë vun him, nämlech seng Bemierkung iwwert d'Ofsenkung vun dem europäesche Leetzens, do seet en: «Il faudra maintenir veiller à ce que cette baisse soit transmise aux consommateurs, en particulier dans le cadre des crédits hypothécaires, et bénéficier ainsi au pouvoir d'achat de ces consommateurs.»

D'Mëtzel, fir aus der Scholdekris erauszecommen, ass deemno nach e bësse méi Schold maachen! Dëst sinn, dat si fir mech, fir eis, neoliberal Iddie vun der Kompetitivitéit, déi och nach d'Haapterklärung vun der Kris refusieren ze akzeptieren, nämlech d'Iwwerschuldung. Fir déi gréng eng mangelhaft Analys, déi ze denke gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären... Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht zum Pabeier selwer.

Échte Punkt, seet den Här Schneider, Wuesstum an d'Facturen, déi dese limitéieren. De Minister constatéiert, dass: «L'affaiblissement n'est pas que conjoncturel.» (Veuillez lire: «Le ralentissement n'est pas que conjoncturel.») Kënne mer mat deelen.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

An zitt doraus d'Konklusioun: «Le vrai défi est la croissance potentielle à long terme, celle qui résulte de la combinaison des ressources humaines disponibles, de l'utilisation des équipements productifs et du progrès technologique.» Esou wéi virun d'Analys iwwert d'Ofsenkung vun den europäesche Leetzensen ze kuerz gräift, esou gräift och des Analys vill ze kuerz.

Hei gëtt ignoréiert, dass d'wirtschaftlech Aktivitéit vun dräi Facturen ofhängeg ass: dem Kapital, der Aarbecht an der Émwelt, spréich den natierleche Ressourcen, den endlechen natierleche Ressourcen. Ouni elo wëllen op d'Iwwerleueung vun enger ökologescher Wirtschaftspolitik anzegoen, esou ass et awer méi wéi pertinent, déi dräi Facturen an d'ekonomesch Analys ze integréieren.

D'Wirtschaft haut nach als autonome System ze betruechten, ouni d'Émwelt an ouni d'Endlechkeet vun den natierleche Ressourcen ze betruechten, ziilt op e Wuesstum ouni Zukunft, op e blanne Wuesstum, dee schnurstracks an eng Sakgaass, deen an eng Mauer féiert.

Zweite Punkt: e ferventen Unhänger vun renger Wuesstum. Och dat steet an de Pabeieren. Fir d'Éischt eng Ausso aus der Ried och erëm vun der Fréijorsfoire: «Sans croissance nous ne pouvons pas financer à terme le système social.»

A weider an der Introductioun vum Positionspabeier ass nach eng kéier ze liesen: «Les perspectives du potentiel de croissance à long terme sont actuellement trop faibles pour financer l'État providence. Si on veut éviter de s'engouffrer dans une logique infernale de réduction des prestations et de démantèlement des services publics et de réduction du pouvoir d'achat, il faut miser résolument sur la croissance économique.»

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Ass dat da falsch?

► **M. Henri Kox** (*dei gréng*).- Ech soen lech, firwat et vläicht falsch ass.



De Minister confirméert domat dat sougenannten „Ponzi-System“. Ech weess net, ob Der dat nach kennt. Eng kleng Erklärung: Den „Ponzi-System“ war de Charles Ponzi an de Joren 20 vum leschte Jorhonnert, deen u sech e frauduleusen - ech soe jo net, dass Är Politik frauduleuse war -, mä e frauduleusë Finanzkonstrukt opgebaut huet, fir ze soen, en huet déi ausbezuelt, déi investéiert hunn, mat deenen neie Recettë vun neien, déi an dee System mat erakomm sinn, an eng Bulle do lancéiert, déi u sech net méiglech ass.

Mä esou ee System kann ni am Équilibre sinn, do gitt Der mer recht. Wéi an engem Auto, dee stänneg muss beschleunegen a beschleunegen, fir dass en iwwerhaapt an der Bunn bleift, fir dass en net erausflitt. Physikalesch ass dat einfach net méiglech.

Eis Iwwerleeung ass: Et ass och net an der wirtschaftlecher Iwwerleeung méiglech, well e Wuesstum onendlech kënnen mer net kréien. Et ass duerchaus méiglech, weiderhin en État providence ze behalen, vläicht da manner luxuriéis, mä dofir am Équilibre. Dofir mussen d'Sozialversécherungen, wat mir duerchhaus och ënnersträichen a mathëlefen, dann deen néidegen Équilibre opweisen.

Dëst ass éischer...
Här Minister!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Dierf ech lech eng Fro stellen?

► **M. Henri Kox (déli gréng).**- Jo.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Just, Här Kox, Dir plädéiert jo elo fir en Nullwuesstum oder zumindest net vill Wuesstum.

► **Une voix.**- Dat huet en net gesot.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Jo, mä dofir froen ech: Fir wéi ee Wuesstum plädéiert Der dann, sachant bien, dass mer elo fënnef Joer an enger Situatioun quasi ouni Wuesstum sinn a mat de Konsequenzen, déi mer kennen, mat Milliarden Defizit, mat héijer Statschuld? Sot mir just, wéi mer dat sollen an de Grëff kréien!

Dir sot, da musse mer e bësse manner luxuriéis liewen. Wann Der mer dat nach kéint definéieren, wat dat fir lech bedeit, da wär ech lech ganz dankbar.

► **M. Henri Kox (déli gréng).**- Gitt mer eng kleng Chance! Et sinn nach, ech sinn op der Säit 8 an ech hunn der 24.

(Interruptions diverses)

An zum Schluss kommen ech ganz sécher op déi Aussoen do zrëck.

Ech wëll just drun erënnere, dass mer 2001 a weider Debatten hei an der Chamber haten, wou mer net ausgedeel hunn, wéi et eis gutt gaangen ass, a wou mer net gesot hunn, wéi aner Leit hei an der Chamber, dass mer souguer en „Apel fir den Duuscht“ hunn, wann et bis schifgaangen ass.

Mir hunn deemools 2001 bei der Steierreform ganz vehement eis do gewiert. An och nach eng Kéier bei der TVA, wëll ech lech och mat op de Wee ginn, dass mer vehement dozou gesot hunn, dass déi net sollt direkt ausgedeelet ginn an déi an e Fonds souverain iwwergetäselt sollt ginn, eriwergemaach ginn, fir wierlech dann den „Apel fir den Duuscht“ ze hunn, wann et esou wäit wier.

Mä zrëck zu mengem Text. Och wëssend, dass d'Populatioun an Europa zrëckgeet, da kann een och net stänneg, mengen ech, op de Wuesstum vun den Aarbechtskräfte setzen. Eenzegen Auswee: Émmer méi Beräicher vum privaten Alldag vun de Leit gi verwirtschaftet respektiv monetariséiert. Dat heescht, émmer méi héich Beschäftigungsendeeler musse mer da kréien, émmer méi laang Kannerbetrieungsstrukturen, émmer méi Dëngschleeschungen an esou weider an esou fort. Wëssend, dass dat och e Problem mat der sozialer Kohäsion mat sech bréngt.

D'Absurditéit, eleng nëmmen op d'Kompetitivitéit ze setzen, wollt mer och nach hei erklären. De Minister kennt d'Schwieregkeeten, an do gi mer him och recht, fir eng kleng open Economie iwwer öffentlech Investitiounen ze relancéieren. D'accord mat där Aschätzung. D'Fro stellt sech awer, firwat d'Regierung hiigaangen ass an x Milliounen an zum Beispill eng Verschröttungsprime investéiert huet, déi integral an d'Ausland exportéiert ginn ass.

Dëst gétt mer och d'Geleehheet, kuerz op déi PR-Aktioun vu virun e puer Deeg anzegoen,

wou Der déi 2,5 Milliarden öffentlech Investitiounen nach eng Kéier duergeluecht hutt. Et ass och scho virdrun hei an der Debatt opgeworf ginn, dass dee Marshall-Plang vläicht e bëssen awer grouss gewierkt huet.

Ech géif éischer soen, et war e bëssen eng Niwwelbomm. Well éischters sinn eng ganz Rei vun deenen Investitiounen e bëssen al Kamellen, déi mir och deels mat ënnerstëtzt hunn an och gedroen hunn, well se wichteg si fir eis Economie, well et deels Beräicher sinn, déi eng Zukunftsfäegkeet vu Lëtzebuerg opweisen.

Mä zweetens wär et awer och interessant, ze wëssen an ze héieren, wann een déi 2,5 Milliarden Euro da kuckt, wat dann effektiv - a virdrun ass et och vu mengem Virriedner hei opgeworf ginn - vun enger nohalteger Plus-value fir d'Lëtzebuergger Economie iwwreg bleift.

Et sinn net all d'Suen, déi mir investéieren an déi hei wierlech dann, wéi virdru Virriedner gesot hunn, an d'Aarbechtsplazen, an eng Sécherheet vun oder zu enger Sécherung vun der Aktivitéit hei am Land bäidroen.

Mä wéi eng Moossname schlot Der dann elo direkt vir? Deen éischten ass ze liesen: «Les facteurs structurels, qui réduisent ou éliminent les obstacles et les freins au développement». An zitéiert vun deenen: «La compétitivité coût (...), l'environnement administratif, l'éducation, la recherche et l'innovation.» Iwwert d'Éducation ass scho gëschter och vill geschwat ginn, soudass ech dorobber net wäert zrëckkommen.

Festzhalen ass awer, dass de Minister beim Facteur Coût just dee vun der Aarbecht zitéiert, an zwar d'Salären. Et ass vläicht net esou gemengt, mä et steet esou am Pabeier. Hei gétt et awer och eng ganz Rei aner Käschten, op déi ech spéider wäert zrëckkommen. Si sinn och virdru schonn an der Debatt eng Kéier gefall, zum Beispill de Logement.

Domadder ënnersträicht Dir och déi Obsessioun vun der Kompetitivitéit, nämlech ëmmer nëmmen d'Baisse vun de Salären an de Vierdergrond ze setzen. Duerch d'ekonomesch Kris, verschäerft nach derbäi vun dem Austeritéitskurs an Europa, musse mer endlech déi Obsessioun awer a Fro stellen, déi ëmmer nëmmen de Produktivitéitsgewinn just iwwert d'Baisse vum Coût salarial unitaire nominal, wéi dat esou schéin heescht, an de Pabeieren erméiglecht.

D'Salären, also d'Kafkraaft, gi blockéiert, an et heescht, et sief, d'Salairé ginn duerch Kreditter opgebessert. Wat awer just en Opschieben op Zäit ass, ier d'Kafkraaft dann awer och bei deenen ofhëlt. D'Konjunktur domadder wëllen unzekuerbelen, geschitt heimaddeer kaum.

Et si scho grouss Leit hei virdru genannt ginn. Ech wëll dann och nach een nennen an och dann deen zitéieren. Et ass keen anere wéi de Keynes: «Si un producteur déterminé ou un certain pays diminue les salaires, ce producteur ou ce pays sera en mesure de se tailler une meilleure part de la demande globale tant que les autres ne l'imiteront pas. Mais si on diminue les salaires partout à la fois,...» - wat jo deels geschitt, deemno wéi, «...le pouvoir d'achat de la communauté dans son ensemble sera réduit du même montant que les coûts, et, ici non plus, personne n'y gagnera. Ainsi, ni la réduction de la production ni la diminution des salaires ne permettent, appliquées isolément, de rétablir l'équilibre.»

Et gétt also eng Spiral, déi no ennen dréit, an dat op d'Käschte vun der sozialer Kohäsion.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Wien huet dann dat gesot?

► **M. Henri Kox (déli gréng).**- Zu de Virschléi...

Esou ass et ze interpretéieren an de Pabeieren, déi ech jiddefalls gelies hunn.

(Interruption)

Éischt Aktioun...

► **M. le Président.**- Här Kox, erlaabt Der, datt den Här Minister...

► **M. Henri Kox (déli gréng).**- Jo, awer nëmmen, wann et eng Fro ass, Här President. Net wann et en Awand ass. Do kann de Minister sech herno nach äusseren.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech hunn eng ganz kloer Fro. Här Kox, wou hunn ech... Dir sidd elo dauernd amgaangen, hei eng Ried ausserneen zehuelen an dran ze interpretéieren, wat Der Loscht hutt. Sot mir hei am Débat iwwert d'Kompetitivitéit, wou ech an engem Saz gesot hunn, ech wéilt d'Salären erfrotzen!

► **M. Henri Kox (déli gréng).**- Ech...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Sot mir, wou hunn ech dat an enger vu mengem Proposi-

tioun gesot! Ech sot just de Contraire! Dofir sot mir: Wou hunn ech dat gesot?

► **M. Henri Kox (déli gréng).**- Ech zitéieren hei, just dann dozou, ech zitéieren hei Satz an engem Pabeier, wou ech mech drop virbereet hunn, wou mir eis drop virbereet hunn. Déi Interpretatioun loosst Der mir wann ech gelift zou. Dat ass jiddwerengem säi gutt Recht, iwwert dat hei ze soen, wat geschriwwen ass an engem Text. A jidderweeren...

(Interruptions)

...jiddweree kann dat selwer dann noliesen a vläicht dann och do...

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).**- Et steet net am Text!

► **M. Henri Kox (déli gréng).**- Liest et wann ech gelift dann no!

► **M. François Bausch (déli gréng).**- Här Henckes, hutt Dir den Text iwwerhaapt gelies?

► **M. Henri Kox (déli gréng).**- Dat wollt ech just soen. Merci!

(Brouhaha)

► **M. François Bausch (déli gréng).**- Et géif mech awer staark wonneren, esou wéi ech lech kennen.

► **M. Henri Kox (déli gréng).**- Éischt Aktioun: «Mettre...

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Ech géif lech bieten, dem Här Kox nozelauschten!

► **M. Henri Kox (déli gréng).**- Merci, Här President.

Éischt Aktioun: «Mettre en place un nouveau système d'indicateurs opérationnel de suivi de la compétitivité.» Dat steet awer do, et ass eng éischt Moossnam vun Pabeier.

Mä do mengen ech awer dann, dass mer dree-men. Ech mengen, ech hätt awer léiwer, oder mir hätte léiwer, dass mer iwwert d'Inhalter géife méi staark dann diskutéieren, wéi elo de Brëll ze huelen an dann ze mengen, d'Welt wär eng aner. La vie en rose. Ech mengen, d'Indicateure wëllen ze changéieren, ass näischt aneschtens fir eis, wéi de Bléckwénkel ze änneren iwwer eng Realitéit, déi awer net changéiert huet.

Et ass ëmsou méi erstaunlech, well déi Diskussiounen hate mer jo. Virun zéng Joer ass eng grouss Debatt doriwver gefouert ginn, fir déi Indicateure vun der Kompetitivitéit an d'Liewen ze rufen, an d'Resultat vun deene ganzen Diskussiounen war d'Kreatioun vum Observatoire de la Compétitivité, wou ech d'Partner no der Tripartite domat averstane waren, och iwwert de Package vun de Kritären.

Richteg ass awer och, dass mëttlerweil... dass dee Kompromëss u sech ni richtig gegollt huet. D'UEL bréngt hir eege Pabeiere säit Laangem eraus iwwert d'Kompetitivitéit. An d'Chambre des Salariés mécht bekanntlech datselwecht. Dat heescht, mir hunn u sech net vill dovun ze maachen. Mä et ass erstaunlech, dass Der dat awer trotzdem an d'Vorderfeld schéckt.

Et stellt sech mir awer eng grundsätzlech Fro, nämlech: Wéi eng Definitiou wëlle mer dann do där Kompetitivitéit ginn? Schwätze mer vun där vun den Entreprises? Schwätze mer vun där vun der Natioun? Wat huele mer alles mat eran? Ass et d'wirtschaftlech Balance? Ass et déi finanziell Balance? Vis-à-vis vu China oder den USA, Frankräich oder Däitschland? Wat huele mer mat eran? Sinn et d'Salären oder ass et den CSU, de Coût salarial unitaire, dee géllt? Ass et de Gesondheetssystem?

Wie gewéint? Hei gewéint deen Acteur bei dem Kompetitivitéitsmoossen, deen am Moment dee meeschten Afloss huet. Vlächicht ass dat de Grond, firwat dass mer elo iwwert den Indicateur schwätzen, well ee Groupement ganz staark op dat hindrécht, fir nämlech nëmme praktesch iwwert de Salaire an d'Aarbechtsrechter ze schwätzen.

Zu den Energiekäschten. De Message vum Minister am Beräich vun der Energie ass kloer wéi eng Bouillonzopp, eng verwässert Zopp, déi mir als Gréng awer net mat him ausläffele wëllen. D'Rezept vum Här Schneider ass, d'Energiekäschten drécken...

(Interruption)

...d'Energiekäschten drécken an d'Connexioun... - insbesonere fir d'Industrie a weider. Ech komme méi spéit drop zrëck. - ...an d'Connexioun un dat franséisch a belscht Atomstromnetz esou schnell wéi méiglech auszebauen.

Nach méi bezechnend ass awer d'Ausso vun Fonds de compensation. Dat steet och an dem Pabeier. Also dee Fonds, deen u sech d'Transition énergétique finanzéiere soll. Och hei gétt

just iwwert d'Maîtrise vun de Käschte vun Fonds geschwat. Et gétt nëmmen iwwert d'Käschte vun deem Fonds de compensation geschwat. Déi positiv Auswirkung vum Fonds gétt net mat debattéiert.

De Minister gesäit d'Entwécklung vun erneierbaren Energien aus eiser Sicht leidet aus deem Pabeier just als onnéideg Belaaschtung. Käschten, déi mer jo „Gott sei Dank“, steet och nach do, iwwer e bëllege Sprit duerch de Kyoto-Cent kompenséiere kënnen.

Mä fir d'Erausfuorderung vun der Transition énergétique ze meeschten, därefer mer net eenzelen Industrielobbyiste verfallen, déi alles wëllen hunn, wa méiglech direkt an am léifste mat niddrege Käschten!

Wa mer déi Transition énergétique an deenen nächsten 30 Joer net hikréien, dann huet d'Lëtzebuergger Industrie iwwerhaapt keng Chance méi. Souguer eng europäesch Industrie huet keng Chance méi, an dat nom rezente Vote am Europäesche Parlament, gestützt vun engem Sozialist an dräi CSV-Deputéierten, fir d'Verschäerfung vum Emissiounshandel, vum Kyoto-Emissiounshandel ze verhënnere.

An et sinn net mir, déi soen, dass dat katastrophen ass! Et ass den E.ON-Chef Teyssen, dee virun engem Kollaps vun der EU-Klimapolitik schwätzt, well e seet, d'Investitiounen an eng propper Wirtschaft ginn ëmmer manner rentéiert doduerch, dass mer dat verhënnert hunn. Méi eng kuerzfristeg Denkweis gétt et net. Domadder hu mer och keng Kompetitivitéitsvirschrëtt als europäesch Gemeinschaft vis-à-vis vun Drëtlänner.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech menge just, dass den Här Teyssen dat anescht mengt, wéi Dir do interpretéiert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).**- Ech mengen dat och.

(Interruptions)

► **M. Henri Kox (déli gréng).**- D'Transition énergétique fir déi nächst Jorzéngte muss ee preparéieren, fir aus der fossiler an atomarer Fal ze entkommen. Besonnesch de Mëttelstand, dee jo awer bekanntlech d'Reckgrat vun der Beschäftegung ass, ass prett, fir deesen Défi unzegoen. Ech verweisen do just op d'Statistike vun der Création d'emplois vun de Mëttelständler, déi gëschter nach vun der Mëttelstandsministerin presentéiert goufen.

Ech verweisen och da gären op eng ganz wichtige Interpellatioun, déi mir als Gréng ugefrot hunn, fir iwwert de Mëttelstand kënnen hei ze debattéieren, wou mer dat och am Virfeld mat der Ministerin an der Kommissioun, esou wéi se dat an der Aarbechtskommissioun gemaach hunn, iwwert déi Exercit virbereet hunn, dass och e sënnavollen Debate doraus entstee.

Et sinn d'Handwerksbetreiber, déi gemierkt hunn, dass doran hir Zukunft läit. Eng kohärent an zilgerecht Politik ass do alles aneschtens wéi Mutterwëll.

Sou wéi de Pacte climat mat de Gemengen, brauche mer, mengen ech, och e Pacte climat mat de Betriber, mat der Industrie, fir massiv Investitiounen an der Energiereduzéierung, der Energieeffizienz an den néidege Savoir-faire am Energiemanagement opzebauen.

(Interruption)

D'Resultat vun dem Accord volontaire ass ze bezweifelen. Ee wichtige, den Här Minister Schank ass leider net méi do... wann dee Pakt Klima mat de Gemenge soll eppes ginn, dann huet en dräi ganz wichtige Kritären, déi ech hei wéilt kuerz ernimmen. An deen och bei der Industrie ukoum: Ech hat d'Chance, dass ech e Méindeg bei engem Industrielle selwer souz, wou en dat och mat ënnerstëtzt.

Éischters, contraignant Ziler, déi mer mussen erreechen, kréie mer iwwert de Pakt Klima. Zweetens, finanziell Ënnerstëtzung ass ganz richtig a wichteg, awer den drëtten Punkt, mengen ech, ass deen, deen de Gemenge ganz vill bréngt an deen och de Betriber nach vill wäert bréngen, nämlech d'Hëllefstellung sur place mat Experten, déi Der hëlfe: Wou upaken, wéi ëmsetzen a wéi d'Strategie opbaue vun enger Firma am Energieberäich. Ech mengen, dass do eng ganz Rei Nohuelbedarf ass. Et si Saachen ënnerwee, déi ganz positiv sinn, déi mer och ënnerstëtzen, ganz gären, mä et feelen do wierlech contraignant Moossenamen! An den Accord volontaire, deen et jo scho relativ laang gétt, mengen ech, huet awer net...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Et ass alles...

► **M. Henri Kox (déli gréng).**- ...deen awer nach net vill... Wann en an engem offene Prozess mat alle Bedeelegten an och mat der Chamber, esou wéi de Pakt Klima, géif diskutéiert ginn: kee Problem! Mä en ass hanner



An ech wollt lech hei opmierksam maachen op eng Pressekonferenz, déi d'CSV, dat ass eng Partei, déi Der jo kennt, den 29. Juni 2010 gemaach huet, an déi 20 oder 21 Propositionen, ech kann lech den Text herno gär ginn. D'CSV seet, am Secteur des communications, wat do soll gemaach gi fir d'Kompétitivitéit: «la mise en œuvre d'initiatives visant à remettre en cause, totalement ou partiellement, le régime TVA 2015 (alors que le texte européen prévoit une clause de rendez-vous pour 2014)».

Do wär ech awer interesséiert, wéi Är Reaktioun ass, wann d'CSV selwer seet, de Regime oder d'TVA 2015, déi soll nach eng Kéier iwwerpréift ginn.

Ech héieren ëmmer nëmmen, Dir wéilt Steier-erhéijunge maachen, fir dat auszegläichen, wat mer verléieren. Majo, wat ass mat deene Propositionen vun der CSV selwer? Dir schwätzt jo herno nach, Här Minister. Ech wär lech dankbar, wann Der do kéint soen, wat domadder ass.

Gesond Statsfinanze brauche mer, well Dir sot mir, de Stat wär handlungsfäeg. Jo, en ass elo nach handlungsfäeg. Mä wann Dir weidermaacht mat Ärer Politik, dann ass geschwënn nëischt méi ze verdeelen! D'Zënslaascht, déi läit bei 200, 300 Milliounen Euro d'Joer. Si wiisst vu Joer zu Joer. Mä och eise Sozialstat ass net ze erhalen, wann déi Defizitpolitik vun dëser Regierung weidergefouert gëtt.

Et muss gespuert ginn. Net Austeritéit! Dat ass net dat nümmecht, spueren an Austeritéit. Mä et muss awer gespuert ginn, well mir kënnen net mat där Defizitpolitik zulaaschte vun deene Generationen no eis virufieren. An dat ass awer genau dat, Här Minister, wat Dir maacht, och wann Der lech erausriet.

Ech verstinn och net, dass Dir sot, d'Finanzplaz, déi misst sech souwiso upassen, an Dir hätt praktesch do keng Verantwortung. Et sinn Entwecklungen an Europa an an der Welt allgemeng. Feira am Joer 2000, do huet d'CSV eis vertrauden. Dat waart Dir, dat wor den Här Juncker. Dir hutt och, oder den Här Juncker huet d'TVA-Richtlinn vun 2005, déi mer elo emol 2015 encaissieren, Dir hutt dat négociéiert. Dir sidd verantwortlech! A kommt wann ech gelift net mat gesamt-europäeschen Entwecklungen a riet lech net aus Ärer Verantwortung eraus! Dir drot déi! A mir mussen als Lëtzebuerger dat och gesinn an erkennen.

Réforme administrative: Et ass genau deeselwecht Problem. Den Här Juncker seet, et ass Chéfsaach. Da mécht e véier Joer laang nëischt. Da kritt d'Madame Modert den Dossier an den Här Juncker hëlt de Kultusministère. Dat ass net de Wee, fir eng Réforme administrative ze maachen.

Ech hu grouse Respekt fir déi Beamten, déi sech do Méi ginn, fir prozentual auszerechnen, wéi vill Zäit oder wat gespuert gëtt. Mä eng Réforme administrative, an där Situatioun, wou mir sinn, déi brauch politesch Duerchsetzungsverméigen. An dat ass net ze erkennen! Et ass kee Politiker do, deen Dag fir Dag sech an deen Dossier eraknéit. Dat ass em ze komplizéiert, ze vill Méi, ech weess et net. Mä et kann net um Niveau vun de Beamten hänke bliewen, well d'Beamte kënnen d'Gesetz net änneren.

A wann den Här Minister Schneider mat engem Kompetitivitéitsgesetz an d'Chamber kennt, dann huet déi Geleehtheit, fir direkt eng ganz Rei Réformes administratives - Kommodo-Inkommodo oder aner Saachen - duerchzusetzen!

Dir frot nach no anere konkrete Moosnamen, Här Minister. Ma da stoppt Är Schoulreformen! Well amplatz, dass eis Schoulen dauernd méi schlecht ginn... Dir frot no konkrete Moosnamen, ma da stoppt d'Reforme vun der Madame Delvaux! Déi huet eppes gemaach, wat nëischt kascht an eisem Land terribel profitéiert.

Dann d'Culture entrepreneuriale. Jo, gutt, iwwert d'Failliten, Entreprises hu mer geschwat. Mä ech wéll konkret zwou Propositionen maachen, well mer leider nëmmen zéng Minutten hunn. Eng Proposition ass, Dir sot, d'Image de marque an d'Promotioun vu Lëtzebuerger am Ausland. Dir schwätzt iwwert d'Ambassaden; vun deem Dossier kennen ech e bësschen.

Ech géif lech recommandieren, Här Minister, éischten emol ze fusionieren, wat mer alles u Proliferatioun vu Saachen dorëmmer hunn. Mir hunn: Luxembourg for Business, Trade and Investment, Luxembourg for Commerce, mir hunn och d'Ambassaden an esou weider. Dat brauche mir net als klengt Land. D'Réforme administrative, dass alles sollt zesummekommen.

Et soll zesummekommen an ënnert der Autoritéit...

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).**- Dat ass ganz richtig.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Souguer den Här Henckes gëtt mer recht, kënn Der lech virstellen, da muss et gutt sinn.

(Hilarité)

Mä dat muss zesummekommen. A wa mir Ambassaden op enger Plaz hunn, muss dat ënnert der Autoritéit vum Ambassadeur sinn. Firwat? Well den Ambassadeur huet déi politesch Kontakte, déi déi aner alleguerten net hunn. Dat ass einfach d'Realitéit.

An ech géif lech och den éisträichesche Modell recommandieren. An Éisträich ass et esou, dass d'Chambre de Commerce, d'Handelskammer selwer Attachés commerciaux op d'Ambassade schéckt, déi ënnert der Autoritéit vum Ambassadeur da fonctionnéieren. Mä dat si Leit aus dem Fach, déi kënnen mir an eis Ambassade eranhuelen. Maacht dat, dann hu mer Spezialisten! D'Ambassade si frou, fir där ze hunn.

A maacht och, an dat soen ech lech als een, dee selwer Ambassadeur war, vläicht geschwënn erëm gëtt, dass gesi mer dann no de Wahlen, mä eppes soen ech lech awer: Et ass wichteg, dass och d'Ambassadeure selwer forméiert ginn an deem Beräich. Dat si Leit, déi si Jurist, si sinn heiansdo Ekonomist, si kommen aus anere Beräicher. Mä forméiert d'Diplomaten a gitt den Diplomaten, net nëmmen, dass Der se selwer forméiert an deem do Beräich, mä gitt hinnen och Spezialisten un d'Hand!

An da wollt ech lech nach eppes soen iwwert déi...

► **M. le Président.**- Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen, Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, mä iwwert d'Energie. Kuckt emol, dass do ass alles, wat nach bleift!

► **M. le Président.**- Ah jo, dann.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Gesitt Der, ech sinn esou modeste. Mä ech hunn dem Minister nach versprach, him eng konkret Proposition ze maachen iwwert d'Energiepolitik. An d'Energiepolitik - dass ass jo einfach -, wa se vu privater Hand gemaach gëtt, ass jo och profitorientéiert. Dass ass normal.

En Investissement muss amortiséiert ginn an et muss eng gewësse Beloungung fir en Investissement bestoen. Nächst géint de Profit als Prinzip.

Mä wann ee Wandmillen opriicht, dann huet een dacks Profitmargé vun zwielef, 13%, déi do a Fro kommen. An doduerch ginn eng ganz Rei vu Siten net a Considéeratioun gezunn, wou einfach déi Profitter net méiglech sinn duerch eng Wandenergie, déi net genuch ass.

Do soe mir als ADR: Ma da soll de Stat intervenéieren, well de Stat huet eng aner Profitrechnung. Wa mir Wandenergie zum Beispill produzieren oder an anere Beräicher, hu mer eng Reduktioun vun den Importer bei Pétrolprodukten. An alles dat muss an déi Rechnung, déi e Stat mécht, mat afléissen, soudatt de Stat op wäit manner héije Profitmargen oder och bei null Profitmargé kann intervenéieren, fir eis energiepolitesch Bilanz ze verbesseren an eis Onofhängegkeet an deem Beräich an och der Ëmwelt gläichzäiteg ze déngen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).**- Merci, Här Präsident. Eppes schéngt mir kloer: Mir brauche Wirtschaftswuesstum. Mir brauchen eng gerecht Verdeelung och vun deem Wirtschaftskuch. De verstuerefransésche Komiker Coluche sot hei dozou: «Un jour Dieu a dit, il faut partager, les riches auront de la nourriture, les pauvres de l'appétit.» Ech mengen, dass daërf et net sinn. An duerfir muss mer och eng Wirtschaft relancieren an och Propose maachen, déi dass sollen évitieren.

Ons Wirtschaft brauch Reformen a politesch Courage, fir des Reformen seier duerchzeziehen, an zwar net an der nächster Legislatur, mä schon an dëser Legislatur. All Kéiers, wa mer an der Wirtschaft am PIB ee Punkt méi bäikreien, dann ass dat gläichbedeutend mat 500 Euro méi pro Stot an engem Plus vun 1.500 Aarbechtsplazen, an dat ongi Steiererhéijungen an ouni Erhéijunge vum Statsdefizit. E Wirtschaftler huet dat kierzlech esou ausgerechent.

Wichtig ass och, dass mer am Land soen, dass d'Zukunft vun deene Jonken, d'Zukunft am Emploi net nuren an der Foncion publique ass.

An dass d'Zukunft vun de Betriber net an de Subventionne läit, well dass verbueden ass nom europäesche Recht, mä a Steierkreditte. An do brauch ee just nuren als Beispill ze huelen, wéi England verfiert, dass de Weltrekord huet u Steierkreditte.

Aner Saachen, déi ee muss och festhalen, dass ass, dass een Investitiounen an d'Gesondheet net soll als eng Dépense, als eng Charge ugesinn, mä als eng Investitioun. An do gesitt een, dass ganz vill Länner och op dee Wee do gaange sinn.

Wat d'Finanzplaz ugeet, do hu mer virdru vum Här Finanzminister e puer Deklaratiounen gehéiert. Mä mir wëssen alleguerten, dass verschidde Deklaratiounen, déi komm sinn, just wéi mer eng Debatt hatten an e Skandal hatten iwwert déi „Offshore Leaks“, dass dat awer och zu munnechen Diskussiounen gefouert huet. An ech mengen, eng vun deene wictege Saachen, déi mer mussen duerchziehen, fir dass d'Leit nees erëm Vertrauen an ons Finanzplaz kreien, dass ass, dass mer all Mesuren huelen, fir den Triple A ze behalen.

An de Slogan muss sinn: „Lëtzebuerg ass net Zypern. Lëtzebuerg gëtt net Zypern.“ Dass ass nämlech dee Message, dee muss erauskomme permanent, well et ass do, wou ganz vill Héstitatiounen sinn. Well ganz vill Clienten, déi elo zu Zypern waren, déi wëllen op Lëtzebuerg kommen, mä déi wëllen dann och garantiert hunn, dass se hei net och eng Kéier an eng Situatioun wéi an Zypern falen. An duerfir muss deen Triple A behale ginn.

Da muss een och festhalen, dass Lëtzebuerg net nuren eng Finanzplaz ass aus Privatbanken. Anscheinend ass dass nuren, der ABBL no, ee Sechstel vun der Aktivitéit. Mä awer muss een och festhalen, dass de Präsident vun der Bankensociatioun matgedeelte huet, dass an deenen nächste Joren duerch dat, wat décidéiert ginn ass, 6.000 bis 8.000 Aarbechtsplaz geifen hei op der Finanzplaz ofgeschafe ginn. A jiddwer Bierger ass sech jo bewusst, dass mer do eng wichteg Komponent fir onse Räichum, fir onst Wuel hei zu Lëtzebuerg hunn. An duerfir muss mer do all Effort maachen.

Mä ech wollt e puer Froen un den Här Minister stellen.

Dat eent, dass betrëfft de FATCA-Austausch mat Amerika. Dee soll anscheinend nach an deem Trimester vun deem Joer, also 2013 énerschriwwen ginn, an dass den Accord de 15. März 2013 géif a Kraaft treden, an d'Est retroaktiv op den 1. Januar 2014.

Lëtzebuerg soll och de Modell 2 unhuelen, grad wéi d'Schwäiz. Mä dass wier awer net sécher, well dass verschidde Implikatiounen um europäeschen Niveau hätt, an dass et also och dorëms geet, fir eventuell de Modell 1 ze huelen. Duerfir wier ech frou, wann den Här Minister ons kéint soen, wou mer do dru sinn.

Dann hu mer och gemierkt, dass Amerika zesumme mat bis elo fënnf europäesche Staten och wéllt en amerikanesch/europäesche FATCA afeieren. Dass heescht, wou jiddwieren, deen eng europäesch Nationalitéit oder eng amerikanesch huet, misst all Informatiounen iwwert d'Konten an d'Virementen an esou weider matdeelen.

Dass ass eppes, wat ganz déif gräifend ass, wou ganz vill Pressiounen sinn. D'Commission européenne huet och den 23. Abrëll 2013 eng Plate-forme concernant la bonne gouvernance dans le domaine fiscal ugekënnegt.

Bref, dass alles huet Implikatiounen op ons Finanzplaz. An ech wier frou, wann den Här Minister Frieden ons kéint do e puer Informatiounen ginn, wou mer do sinn, respektiv wann do nach nëischt décidéiert ass, dass mer dann awer an der Finanzkommissioun oder spéiderhin hei an der Chamber kéinten doriwwer diskutieren.

Eng gutt Debatt, déi natierlech oft virkënn, dass ass déi iwwert d'Steieren an d'Steierlaascht. Verschidde Länner, an dass sinn haaptsächlech fréier Ost-Länner, déi hunn hei eng „flat tax“, dass heescht, wou ee just nuren eng eenzeg Tax, e Prozentsatz fest huet a wou een nëischt kann ofschreiwen. Mä bei anere Länner, do gëtt et ganz vill Modalitéiten, wou ee kann ofschreiwen.

Rekordland an deem Sënn ass Frankräich. Frankräich ass dat Land, wou jiddwieren, wou jiddwer Betrib, dee wéll tricksen, dass ka maachen. 480 niches fiscales! Weltrekord! Wou Leit, déi 14 Milliounen Euro hunn, 6% Steiere bezuelen. No problem. Wann Der dass wéllt maachen, muss Der a Frankräich goen. Dass geet picobello.

Et ass do, wou ee muss awer och soen, dass um europäeschen Niveau, wa mer iwwert d'Steiere schwätzen, dann awer och alles muss e bësselche méi kloer a méi... dass mer do muss géint esou Saachen och virgoen.

Perséinlech mengen ech, dass et besser wier, wa mer verschidde Abatementen a Kreditte géife vläicht ofschafen an dann den Taux vläicht liicht redüzieren. Mä op jidde Fall net op de Wee vun enger „flat tax“ goen, wéi dass an anere Länner ass.

Wat d'Wirtschaft ugeet - ech kommen duerno nach op e puer steierlech Mesuren ze schwätzen -, ech mengen, do huet den Här Wirtschaftsminister mat Recht gesot, dass mer mat deem Marshall-Plan, wéi en dass genannt huet, um richtege Wee sinn. Mä et gëtt natierlech awer och eng Fro, déi ech wollt stellen: Déi Investitiounen, déi kaschten. Dass brénge se an? Ech mengen, dass wier nawell... Ech mengen, et ass jo, wann een esou Investitiounen mécht, dann erhofft ee sech jo och, dass ee klenge Boni soll dorobber geschéien.

Da sinn och déi Propositionen fir e Réseau Naturgas mat Frankräich an och d'Elektesch mat Frankräich, fir dass als Alternativ virzugesinn, fir net déi ganzen Zäit vu Russland mussen ofhängeg ze sinn. Dass schéngt mer och eng gutt Saach ze sinn.

Luxembourg Future Fund, do géif ech just d'Fro stellen, ob et net gutt wier, fir deen och fir Privatinvestisseuren opzemaachen, quitte dass dat dann net dierfte mat bestëmme, mä dass se just kéinte sech dorunner bedeelegen.

Da seet d'UEL mat Recht, ons Wirtschaft soll net nuren op Hightech- a Logistikzentren agoen, mä och op Déngen. Duerfir wollt ech e puer Froen stellen: De leschte Plan d'action PME datéiert vun 2008. Mir brauchen do en neien.

Plan sectoriel «Zones d'activités»: Ech mengen, do muss mer och virgesinn, dass Crêchen a Restaurants d'entreprises sech do kënnen etabléieren. Dass ass fir den Ablack net de Fall. Da soll dass net iwwer e Règlement grand-ducal agefouert ginn, mä iwwer e Plan d'occupation des sols, well mer do méi richteg sinn.

D'Simplification administrative, do hu mer elo eng Cellule de facilitation gemaach fir den Urbanissem. Do muss ee sech awer natierlech d'Fro stellen, ob déi Persoun, déi dass do en charge huet an déi ganz kompetent ass, dass déi awer och d'Pouvoir kritt, fir dass ze maachen. Fir de Rescht, deen Département ministériel, wann ech do eng Kosten-Nutzen-Rechnung maachen, da muss een deen Département do ofschafen, well e kascht méi wéi dass, wat en abréngt.

Dann eng aner Fro, déi wichteg ass, dass ass déi, dass mer den Netting fiscal afeieren. Dass heescht, wa Betriber iwwert d'Marchés publics Suen ze kreien hunn a si mussen Steiere bezuelen, dass dass kéint kompenséiert ginn.

Kampf géint d'Inflatioun: Ech mengen, eppes muss hei onbedéngt geschéien, dass ass, dass den Alkohol an den Tubak, deen d'lescht Joer eleng véier Indexpunkten ausgemaach huet, mussen aus dem Index eraus. Et mécht kee Sënn, dass mer esou Produkten am Index hunn. Wa mer dass géife maachen, da géif d'Index-tranche em zwee bis véier Méint zréckgoen.

Am Bau schéngt mir eng Période de référence vu véier Méint absolut noutwendeg ze sinn a souguer eventuell misst déi op ee Joer ausgedehnt gi fir verschidde Branchen. Mä et misst dann natierlech awer och sinn, dass een dann net 48 Stonnen d'Woch kéint misse schaffen.

Dann d'Reform vun den Entreprises: Ech mengen, do schéngt et wichteg ze sinn, dass mer en Amortissement accéléré fir Assaisissements énergétiques virgesinn. Bei den Transmissiounen vun den Entreprises soll een net nuren iwwert de Wee vu Prête vun der SNCI goen, mä och als Alternativ de Leasing vun Aktien oder vu Parte vun S.à r.l. maache kënnen. An de Leasing immobilier an de Portage foncier sinn och Alternativen.

D'Bonification d'impôt fir Investissement, den Artikel 152bis vun Steiergesetz misst op Logiciellen an Investissements non corporels ausgehend ginn. Idem fir d'Crédits d'impôts, Crêches d'entreprises a Garderies.

► **M. le Président.**- Här Henckes, och Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).**- Ech ginn... Dass ass just, wou ech soen, dass, wann een esou Debatte soll féieren an et huet een zéng Minutten Zäit, da kann een net vill soen. Duerfir wäert ech mer erlaben, dass dann eben iwwert d'Questions parlementaires misen ze froen.

Mä et sinn eng etlech Dispositiounen, déi hei awer missten diskutéiert ginn a wou een notament bei der Recherche misst och drop hiweisen, dass mer hei justement mat Subsidé fieren. Mä Frankräich accordéiert 30% Remisen, an ech wäert och an deem Sënn eng Proposition de loi déposerieren, fir dass mer e Mix vun deem Lëtzebuerger an deem Fransésische kënnen maachen.



► **M. le Président.**- Merci dem Här Henckes. D'Wuert kritt elo den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Merci, Här President. Mir sinn hei an enger Kompetitivitéitsdebat asscheinend. Woura besteet dann de Kompetitivitéitsproblem zu Lëtzebuerg? Ech hunn näischt dovunner héieren.

Et gétt ëmmer gesot, e besteet bei de Léin. Dat schéngt d'Analys ze si vun der Regierung bei all hire Virschléi, déi se mécht. Wou ass de Bewäis dann derfir?

D'Chambre des Salariés huet de Bewäis vum Contraire geliiwert. Mat androcksvollem Zuelematerial huet se bewisen, dass d'Léin net d'Ursach si vun engem Kompetitivitéitsverloscht an dass souguer d'Exporter, dat heescht an deem Beräich, wou et jo op d'Kompetitivitéit ukënn, nach an d'Luucht gaange sinn, och par rapport zum Beispill vun Däitschland.

Si huet bewisen, dass d'Produktivitéiteléin fortgelaf sinn a leschter Zäit. Si huet bewisen, dass a ganz Europa d'Léin ëmmer méi u Wäert, an och zu Lëtzebuerg, d'Léin ëmmer méi u Wäert verléiere par rapport zum Kapital. Si huet bewisen, dass d'Realléin zu Lëtzebuerg a Wierklechkeet zrëckgaange wieren, wann et den Index net géif ginn. A si huet bewisen, dass d'Aarbechtskäschten an der Industrie a beim Bau ënner deene vun eisen Nopeschlänner leien.

De Problem, mengen ech also, läit kloer net beim Lounniveau zu Lëtzebuerg, besonnesch wann een e vergläicht an a Relatioun setzt mat deene laangen Aarbechtszäiten hei am Land.

Mä den eigentleche Kompetitivitéitsproblem ass a mengen Aen deen, dass och dee Lounniveau do an och déi Ëmweltobligatiounen an aner Obligatiounen vun de Betriber deene Leit, déi Profiterwaardungen hu vu 15, 20%, wa se hir Sue placéieren an Europa, dass déi nach ëmmer net niddreg genuch fir déi Leit sinn. An et ass eigentlech ënnert deem Drock, wou déi ganz Wirtschaftsstrategie leider an Europa de Moment dra besteet, op déi eenzel Standuerter Kapital unzezéien, an zwar mat den Instrumenter vum Loundumping a vum Ëmweltdumping.

Déi Lounbaissen a ganz Europa féieren natierlech zur Rezessioun. Si féieren och zur Rezessioun, well gläichzäiteg, wéi de Frieden eis hei ëmmer erkläert, déi Kapitalbesëtzer...

(Brouhaha)

Ech hunn den „Här“ Frieden gesot! Oh, neen...

(Interruptions)

Ech wëll mech net där Unsitte hei uschlëissen, net den „Här“ oder d'„Madame“ virdrunzesetzen. Ech hu ganz däitlech den „Här Frieden“ gesot, och wann ech seng Politik kritiséieren.

(Interruptions)

Här President, elo verléieren ech hei mat Blödsinn esou vill Zäit...

► **M. le Président.**- Loosst lech elo net duerneebréngen, Här Urbany, fuert virun.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Et gétt eis also gesot, d'Kapitalbesëtzer géifen döhinner goen, wou d'Steieren am niddregste wieren. An do, wou d'Steieren am niddregste sinn, dat ass d'Ursach, fir nei Budgetbremsen anzeféieren, fir d'Sozialtransferten erfzesetzen, well keng Steiere méi erakommen. Duerfir ass, mengen ech, déi eigentlech Ursach vun der Kris, dass et eng Kris ass vun der Souveränitéit vun der Politik a Wirtschaftsfroen, eng Kris, déi déi relativ demokratesch a relativ gläich Gesellschaft, déi mer kann hunn, wesentlech a Fro stellt.

Fir dat awer ze änneren, dat verlaangt eng ganz aner Politik, wéi déi, déi mer kennen, an och wéi déi, déi mer haut ugekënnegt kritt hunn. Et ass zum Beispill keng Politik fir d'Zukunft, wann een de graduell Réckgang vun de Renterechter am öffentleche Rentensystem op 40 Joer an engem Gesetz festschreift an als Alternativ just nach privat Assurancen oder Aarbechtszäitverlängerung zouléist. Et gétt heiansdo virun de Wahlen - dat ass de Moment de Fall - vun enger Paus an der Austeritéitspolitik geschwat. Mä et muss een awer wëssen, gläichzäiteg ginn Instrumenter vun enger wirtschaftsliberaler Politik wéi den europäesche Pacte budgétaire - och duerch d'LSAP! - hei an eis Législatioun agefouert. An esou en automatesche Lounbegrenzungsmechanismus hu mer och agefouert bei de Renten, well Rente si fortgesate Léin.

Esou en automatesche Lounbegrenzungsmechanismus soll och dauerhaft agefouert gi beim Index, zum Beispill duerch nei Parametere an der Krisengesetzgebung, wéi dat am schréfflechen Text vum Här Schneider steet, awer net a senger mëndlechen Ausféierungen hei widderholl ginn ass.

En Automatismus soll och komme bei de Gemengefinanzen. An dann héiere mer haut, dass soll eng Wirtschaftspolitik op d'Käschte vun der Ëmwelt an duerch Tariferhéijunge bei de Bierger forcéiert ginn.

Mir soe ganz kloer „Neen!“ dozou, Här Schneider! A mir soen, dass een déi Logik do global muss a Fro stellen an dass een ufänke muss, Géigeschrëtt géint esou eng verheerend Politik anzeleeden.

D'Gewerkschaften an och d'Ëmweltorganisatioun maache konkret Virschléi, déi direkt ëmsetzbar sinn. D'Chambre des Salariés huet e ganze Katalog vu sektorielle Virschléi virgeluecht, déi och zum Beispill op méi staatlechen Interventione berouen. D'Regierung ass awer wäit dovun, dat ze berücksichtigen, och nëmmen usazweiss.

Et geet net duer, fir normal Investitiounen an öffentleche Betriber als Marshall-Plang duerstellen a sech gläichzäiteg aus dem Kapital vun der BGL a vun der Cargolux wëllen zrëckzéien. Wéi kann en auslänneschen Investisseur Problemer an der Luftfahrt léisen, wann de Lëtzebuerger Stat sech selwer do désengagéiert? Wéi kann een eng industriell Zukunft garantéieren, wann een näischt mécht, och net an Zesummenarbecht mat de Fransousen a mat de Belsch, fir de Mittel ze stoppen, wann e rentabel Wierker zoumécht?

(Interruption)

Neen, do ass et: „de Mittel!“

(Hilarité)

An der Siderurgie ass de Problem nämlech manner en industrielle Problem wéi e finanzpolitesche Spekulationsproblem. Geschter an der Debat iwwert d'Beschäftigung huet et geheescht, zwar nach zimlech zögerlech, dass anstänneg Léin wichteg wiere fir déi Leit, déi schaffe ginn, an dass ee muss eng Bëlleglounpolitik wéi an Däitschland verënnere. A senger Ried op der Foire - an ech weie meng Wieder hei - huet de Wirtschaftsminister virun engem Parquet vu Betribschefen d'Gewerkschaft kloer - ech soe kloer! - derzou opgefueert, Lounsenkungen am Industriesecteur ze akzeptéieren. A wann Der et gären hätt, zitéieren ech lech dat, awer eréischt zum Schluss vu menger Ried.

► **M. le Président.**- Jo, Här Urbany, Dir misst awer lues elo zum Schluss kommen.

(Interruptions)

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Well ganz genau, ech weess jo, wéi d'Spill hei leeft...

(Interruption)

Ech stelle just fest: D'Regierung huet nach Riedezäit derbäikritt bei hiren Äntwerten,...

(Interruption)

...fir hiren Exposé virdrun ze maachen.

► **Une voix.**- ...100% richtig!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Dat Mannst, wat ech kéint da fuerderen, dat wier, mäin Äntwertrecht herno, meng Parole après ministre elo och virzezéien. Ech brauch se awer net. Berouegt lech, ech sinn direkt fäerdeg!

Den Här Frieden weist op de Widersproch, bei engem Sondage, hin téschent dem Wëllen, gläichzäiteg Sozialleschtungen ze hunn a Budgetsstabilitéit. Et huet awer keen déi Sondéiert gefrot, ob net duerch eng méi gerecht Steierpolitik d'Statsfinanzen kéinten esou ausgeriicht ginn, dass souwuel eng innovativ staatlech begleete Wirtschaftspolitik wéi och d'Sozialtransferten an Zukunft nach méiglech sinn.

Ech sinn also der Meenung, dass wéi et iwwergens ze erwarde war, mer hei e falschen Débat féieren, an ech kann nëmme soen, dass mer d'Wirtschafts- an d'Steierpolitik, déi eis hei exposéiert ginn ass, integral oflehnen!

Sou, elo hätt...

► **M. le Président.**- Jo, den Här Minister wëllt lech elo nach eng Fro stellen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Jo, gären.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Jo, Här Urbany, Dir hutt vu Loundumping geschwat. Ech wollt just vun lech wëssen, Dir wësst, dass d'Kommissioun wëlles huet, eng Dumpingprozedur géint China virzehuelen, ënner anerem an der Fotovoltaik. Fannt Der dat eng gutt Saach? Oder fannt Der dat keng gutt Saach? Et géif mech interesséieren vun Ärer Säit.

► **Une voix.**- Eis och.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Dir lenkt elo of vun eigentlecher Fro, déi virdrun opgeworf ginn ass vun lech selwer, wou Der gesot hutt, Dir hätt net vu Loundumping geschwat.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Hunn ech dat?

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Dir hutt dat net! Ech zitéieren aus Ärer Ried. Dir hutt geschwat vum Aviatiounssecteur, vum Konstruktionssecteur, an Dir hutt gesot: « Je crains que

d'autres industries vont engager des négociations en exigeant des concessions de leurs salariés.» An e bësse méi weider sot Der: «Nous sommes pleinement conscients que les mois et années à venir vont pâtir d'une croissance faible et de coûts de production...» - wat ass dat anescht wéi Lounkäschten? - «... soumis à une pression à la baisse. Le dialogue social...», sot Der dann, géif awer verlaangen, dass ee sech där Fro stellt.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Zitéiert mech wann ech gelift!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- «Le dialogue social au niveau des entreprises a toujours été l'une des bases du succès du modèle luxembourgeois.»

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Voilà,...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- ...sot Der un d'Adress vun de Gewerkschaften, déi jo hei erausgefueert si mat Lounsenkungeforderungen an hiren Entreprises. Dat ass jo ganz kloer, dass et déi do gétt! Et ass se bei der Luxguard ginn, et ass se op anere Plaze ginn! Iwwergens och bei der Luxguard hutt Der gesot, dat wier richtig, fir dat ze verlaangen.

► **M. le Président.**- Sou, Här Urbany, Dir misst...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- An da fuert Der weider, elo kommen ech op dee wesentleche Saz:..

► **M. le Président.**- Ech mengen, Dir misst elo wierlech zum Schluss kommen. Macht lech elo wann ech gelift fäerdeg.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- «C'est maintenant,» sot Der dann, Här Schneider, «... lorsque les effets de la crise se font sentir, que j'espère que nous allons pouvoir trouver des solutions, quitte à parfois devoir reculer pour mieux rebondir.» U wien hutt Der dann déi Fuerderung gericht? Un d'Patronen?

(Interruption)

► **M. le Président.**- Jo, neen, ech mengen, Här Minister, Dir huelt herno nach eng Kéier Stellung. Elo komme mer zum nächste Riedner, an dat ass den Här Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions diverses)

► **M. Robert Weber (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech...

Hei huet ee säi Brëll leie gelooss.

Ech wëll mech fir d'Éischt entschëllegen, awer ech hu Problemer mat de Stëmmbänner, meng Stëmm verschwënt. Dat ass vläicht fir eenzel Leit sympathesch, mä fir mech net.

► **Une voix.**- Dann hat Der ze vill geübt!

► **M. Robert Weber (CSV).**- Neen, ech hunn dat net. Mä ech hunn et schonn zanter e puer Wochen an ech wär frou, wann ech et awer wierlech net hätt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een iwwert d'Kompetitivitéit schwätzt oder och nach e Plang fir méi Wirtschaftswusstsein, da gétt et ëmmer déiselwech Reflexer. Mir hunn des Debatt en long et en large an den 80er Joren, an den 90er Jore vum leschte Jorhonnert a mir hu se och 2010 heibanne gefouert.

D'Argumenter sinn net nei: D'Aarbecht ass ze deier, ze deier Aarbecht zerstéiert Aarbechtsplazen a schaaft Chômage. Mir brauchen méi Flexibilität. Eis Sécurité sociale ass ze gönschteg. De Stat ass iwwerreglementéiert. De Coût salarial unitaire, deen ass explodéiert an esou weider. A last but not least: Eisen Indexsystem - fir dat Thema awer och net ze vergiessen - ass schlecht fir d'Économie.

D'Argumenter sinn also net nei, wéi gesot, an des Argumenter gétt et an allen europäesche Länner. An dat ass och iwwerraschend. Wa mer also just elo zu Lëtzebuerg déi Diskussioun géife féieren, da kéint ee jo soen, mir hätten e Kompetitivitéitsproblem hei zu Lëtzebuerg. Mä des Argumenter, déi gi vu Schweden bis Portugal gefouert, déi gi vun England bis Bulgarien gefouert. Souguer an Osteuropa ass des Thema eng ganz breet politesch Debatt.

ler ech awer op dee méi arbechtsrechtliche Volet wëll kuerz agoen, mengen ech, dass een emol fir d'Éischt sech muss selwer froen, ob dat doten iwwerhaapt e Kompetitivitéitsproblem ass a wat Kompetitivitéit eigentlech ass.

Ech hu bei der Preparatioun vun dieser Ried bei e puer Ekonomiste vun haut emol nogelies, wat se esou alles iwwert d'Kompetitivitéit soen. De Riccardo Petrella, dee war Direkter vun der Division «Recherche sociale» bei der Europäescher Kommissioun. Hie war Grënner a President vum Grupp Lissabon. Hie schreift 1995, dass d'Kompetitivitéit zu dieser Zäit e Credo an en Evangelium ginn ass. Hien dénonciert ganz enersgesch

dee regelrechte Kult, deen haut ronderëm dësen Term gedriwwen gétt an esouguer déi perwers Resultater heivunnen.

Dee Kult vun der wirtschaftlecher Performance, geschürt duerch eng weltwäit Compétitioun, ass net eleng eng Saach vun de Betriber. Dese Kult imposéiert sech souguer fir d'Staten, déi haut méi Complice vun diesem Spill si wéi Garant vum Allgemeingwuel. Dese Kult bréngt, ech zitieren: «un démantèlement du contrat social et finalement le sacrifice de nos droits les plus fondamentaux» mat sech. Hie schwätzt esouguer vun der «Litanie de la Sainte Trinité»: D'Privatisatioun mengt en, d'Deregulatioun an d'Liberalisatioun.

En aneren Ekonomist, de Stéphane Garelli, ass e ganz interessanten Ekonomist. Hien ass Professor op dem IMD, „International Institute for Management Development“, an op der Universität vu Lausanne. An d'Madeleine Linard de Guertechin, déi ass Chargée de recherche op dem IMD, huet sech kritesch mat dem World Competitiveness Report vum IMD an dem World Economic Forum ausenaneresat.

D'Mondialisatioun vun der Wirtschaft an déi resultéierend international heftig Wirtschaftskompetitioun forcéieren d'Entreprises, permanent ze sichen, wéi si hir Kompetitivitéit verbessere kënnen op de Weltmäert. Hir individuell Performance kann een awer net total oftrennen vun deem Environnement, an deem se hir Aktivitéit ausüben. Domat mengt se ganz kloer, dat sinn déi national Mäert, dat sinn déi national Staaten, dat sinn awer och den internationale Wirtschaftsmaart respektiv all déi internationale Staaten, déi do intervenéieren. D'Kompetitivitéit vun den Entreprises geet duerch d'Kompetitivitéit vun den Natiounen, soe si.

A weider: Déi heiteg Wirtschaftswelt äntwert net méi op déi traditionell Regelen. Wann een an den 80er an an den 90er Joren eng Kohabitatioun téschent Inflatiou a Rezessioun hei an Europa hat, wuelstand a Reduktioun vun de Salären an den USA feststelle konnt an hautdesdaags wirtschaftlech Reprise an Zerstéierung vun Aarbechtsplaze feststelle muss, sou ginn déi classesch Instrumenter, fir d'Wirtschaftsanalys ze maachen, laang net méi duer. Déi Indicateure wéi PIB, Inflation, Investissementer, Produktivitéit oder och nach Balance commerciale ginn haut net méi duer, fir ze beschreien, a wat fir engem Kontext d'Entreprises an d'Länner sech befannen, fir d'Kompetitivitéit ze moossen. Mir brauchen also méi eng global Approche, fir eng Definitioun vun dieser Kompetitivitéit och ze fannen.

De Richard Farmer - dat sinn aner Ekonomisten - an de Barry Richmond sinn déi éischt Wirtschaftler gewiescht, déi festgestallt hunn, dass d'Betriber sech mussen erëmfannen am politeschen a wirtschaftlechen an dem soziokulturelle Liewe vun engem Land. Wann een also eng Indexdiskussioun féiert, et féiert een eng Diskussioun iwwert de soziale Mindestloun, et féiert een eng Diskussioun iwwer Steierpolitik, da muss ee sech also ganz kloer och an dee sozialen, kulturelle Kontext vun deem Land kënnen erasetzen.

Dat ass zum Beispill déi Kritik, déi um Expert Lionel Fontagné gemaach ginn ass, wéi e säi Bericht zu Lëtzebuerg gemaach huet, wou sécherlech valabel a gutt Iddien drastinn, mä wou e vergess huet, nieft senger politeschen a wirtschaftleche Vuen awer e weineng déi sozial, kulturell Vue vun Lëtzebuerger Land och eng Kéier ze kucken. Ech hu gesot, d'Démarche, déi muss also méi global sinn.

Här President, Kollegeinnen a Kollegen, wann een dat Ganzt eng Kéier schematesch an der Wirtschaftsgeschicht wéilt beschreien, da géif dat esou ausgesinn: Enn 18., Ufank 19. Jorhonnert, dat war déi classesch Schoul vun Adam Smith a Ricardo, do ass gemengt ginn, datt d'Notiounen vu Buedem, Aarbecht, Kapital an natierlech Ressourcen duergéngen. D'marxistesche Theorie vu Marx an Engels huet eng sozialpolitesch Dimensioun bäigedroen. Des sozialpolitesch Dimensioun ass iwwer honnert Joer vun der chrëschtlecher Sozialléier weiterentwéckelt ginn. De Schumpeter, deen huet déi Iwwerleegung vun der Innovatioun eropbruecht, an de Peter Drucker, dee kuum mam Management, a rezent huet en aneren Ekonomist, de Robert Solow vum MIT, vun der Wichtigkeet vun dem Savoir-faire, also speziell vun der Qualifikatioun vun der Aarbechtskraaft, geschwat.

An ech mengen, dat ass just dee Kontext, dee wichtig ass och fir haut, an et ass eng permanent Debatt, déi hei an der Chamber stattfindet, iwwert d'Qualifikatioun eigentlech vun eise Schüler respektiv vun der Aarbechtskraaft. De



World Competitiveness Report 1994 huet eng Definitiou vun der Kompetitivitéit ginn, déi multidimensional ass: D'Kompetitivitéit, dat ass d'Capacitéit vun engem Land oder vun enger Entreprise, all Joers proportionell méi Räichum ze schafe wéi seng Konkurrenten op den internationalen Mäert.

Et ass also falsch ze mengen, dass d'Kompetitivitéit vun den asiatesche Länner an deenen osteuropäesche Länner eleng op déi niddreg Aarbechtskäschten zräckzuféieren ass. Och wann e Land am Ufank, an dat géllt speziell fir China, vun der Aarmut vu senger Populatioun profitéiere kann, sou ass dese Rasonnement laangfristeg op jidde Fall net richteg. An déi lescht Zäit liest ee ganz vill an der internationaler Press, dass speziell a China d'Léin all Joers ëmronn 10%, kann ee soen, an d'Luucht ginn. Si hunn zwar nach e guut Stéck ze maachen, bis dass se europäeschen Niveau erreicht hunn, mä ech mengen, de Fait ass, dass se deeselwechte Wee eigentlech ginn, dee mir zanter 100 Joer och beschratt hunn.

Meng zwee Ekonomiste Garelli a Linard de Guertechin soen däitlech, an ech zitieren: «En effet, dans une économie moderne, des coûts de production modérés résultent généralement de la mise en œuvre des moyens technologiques et des méthodes de management les plus modernes possibles et dépendent moins d'un coût de travail bon marché que d'une main-d'œuvre qualifiée.» Déi meescht Länner an Asien hunn dat guut verstanen a si hu massiv an de Bildungsniveau investéiert.

D'Europäesch Kommissioun hat dat och verstanen mat hirer Lissabon-Strategie a mat der „Agenda 2020“. Vill europäesch Länner hunn awer am Sog vun der Finanzkris hir Investissementer an d'Bildung zrückgefouert, eleng fir hir Budgeten ze sanéieren.

Garelli a Linard de Guertechin maache sech och Gedanke fir méi Kompetitivitéit. An der Vergaangenheet ware kollektiv Wäerter wéi „l'effort au travail“ ausschlaggebend fir méi Kompetitivitéit. Dës kollektiv Wäerter sinn an der Zwéischzäit verluer gaangen a musse kompenséiert ginn duerch eng betriebléch Kultur, déi den Équipegeescht favoriséiert an den Dévouement. Déi intellektuell Élite an den déi qualifizéiert Arbeitnehmer, mä och déi onqualifizéiert Arbeitnehmer sinn haut méi mobil ginn. Eng betriebléch positiv Kultur stärkt den Dévouement an d'Zougehöregkeet zu engem Betrib. A wann een dës Kultur zerstiéiert, da muss een och wëssen, dass een eng grouss Rotatioun a sengem Betrib respektiv a senger Economie huet.

Mir hunn zu Lëtzebuerg eng grouss Rotatioun an eiser Economie. Déi betriebléch Kulturen, alles dat hu mer an deene leschten 20 Joer füttigemaach, an dofir ass et vläicht och wichteg, dass een emol iwwerleet niift allen ekonomesche Rasonnemen, fir vläicht méi déi kulturell a sozial Iwwerleeungen niift deenen ekonomeschen Iwwerleeungen emol erëm an d'Betrib erafflissen ze loosse.

En anere Wirtschaftswissenschaftler, de Michel Didier, deen ass Professeur au Conservatoire national des arts et métiers zu Paräis, beschäftegt sech mat der Relatioun Aarbechtskäschten an Aarbechtslosegkeet. Hie seet däitlech, dass eng Reduktioun vun den Aarbechtskäschte keng Solutioun ass. Eus Patrone schwätze jo och vun den héijen Aarbechtskäschten, vun Derelementéierung an dass de Kampf géint de Chômage prioritär iwwer eng Reduktioun vun den Aarbechtskäschte fuere misst.

E puer Gedanken an deem Kontext: De Coût salarial unitaire ass eng Statistik, déi eis seet, ob eng Economie oder e Betrib an enger Kris ass oder net. Soss seet dësen Indice guer nääscht! Iwwerhaupt, mir ginn eis emol net eens, ob mer iwwer de Coût salarial unitaire réel oder de Coût salarial unitaire nominal diskutieren.

An do dernieft kënnt - et ass och heibanne scho gesot ginn -, et gëtt jo och nach aner Käschten an engem Betrib. A méi interessant wär, wann een déi Kompositioun vun dese Käschten hätte, amplaz dass ee sech eleng op een Index géng konzentréieren.

Méi interessant ass do och den Undeel vun de Salairien an der Valeur ajoutée vun engem Land. Méi interessant ass eng Etüd iwwert Margë bei de Präisser zu Lëtzebuerg. Och wa mer d'Inflatiionsdebatt zu Lëtzebuerg féieren, an ech féiere se gären... Ech hu mech mam Minister Krecké ganz vill domat ausenangersat, a mir waren eis eens, dass de Problem vun der Inflation manner e Problem vun eise Präisser ass, mä dass et virun allem e Problem vun eise Margen ass. Mir wëssen awer och, dass et kompli-

zéiert ass déi Margësituatioun vun de Präisser a vun de Betriber ze kontrolléieren, an dofir wär et net schlecht, wann een op deem Niveau do an der Zukunft e weínege méi Efforte géng maachen.

De Jacques Delors huet an den 80er Joren als President vun der Europäescher Kommissioun e Wäissbuch publizéiert an en Opruff, dass d'Entwécklung vun de Léin ee Prozent ënner der Entwécklung vun der Produktivitéit leie soll. D'Gewerkschaften hu sech dës Politik zur Regel an hire Kollektivvertragsverhandlungemaach. Während méi wéi zwee Jorzéngte gouf moderat verhandelt, a während méi wéi zwee Jorzéngte geet eise Chômage konstant erop. Zanter 2006 - dat sinn elo siwe Joer - ass eisen Index moduléiert an de Chômage geet konstant erop.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Géigesaz zu den 80er an 90er Jore kennen d'Zänsen haut en historischen Déif. Am Géigesaz zu den 80er an 90er Jore kennen d'Investissementer haut an d'Realwirtschaft en historischen Déif. Wat jo e Widdersproch a sech ass. Et gëtt also méi an d'Finanzwirtschaft investéiert, wéi an d'Realwirtschaft, an domadder ginn an der Realwirtschaft ze weínege Aarbechtsplaz geschaft.

Eng Strategie, fir d'Aarbechtskäschten erfzesetzen, ënnerstëtzt d'Kompetitivitéit - ech mengen, et ass och schonn heibanne gesot ginn - nëmmen am Fall, wou een iwwer ee Land géng diskutieren. Wann awer all europäesch Länner op dës Strategie zrückgräifen, mat dem Zil hire Chômage erfzesetzen, da gëtt et kee Kompetitivitéitsgewinn, mat Ausnahm vun den Échanges extracommunautaires. Do brauch een Däitschland nëmmen ze kucken. Dat ass jo e guut Beispill.

Well d'Europäesch Union awer éischer e geschlossene Raum ass an awer manner eng Union wéi en Assemblage vun nationale Staaten, ass d'Konkurrenz tèscht niddregen an héije Léin an deem Raum ganz moderat. Esou kann dës Kompetitivitéit och nëmmen e marginalen Effekt op d'Aarbechtsplazen hunn.

De Michel Didier stellt och fest - an dat ass mer eng wichteg Feststellung, fir dat och hei eng Kéier ervirzehiewen -, dass an de Betriber d'Décisioun, fir Leit anzustellen, essentiell mat der Demande, dat heescht mat dem Volume u Produktioun, zesammenhängt, an net mat dem Käschtelpunkt vun der Aarbecht. En Ofsenke vun de Salairien huet och eng negativ Konsequenz op d'Consumatioun. An dese Phänomene kann an enger Economie déi positiv Effekter vun den Investissementer neutraliséieren.

Et muss een also feststellen, dass wann een d'Lounkäschten erfzesetzt, dass dann eigentlech massiv an de Betriber misst agestellt ginn. Wann awer de Chômage bedingt ass, well keng Demande do ass, da stellen d'Betriben och keng Leit an. A mir brauchen hei nëmmen Griichenland ze kucken, mir brauche Spuenien ze kucken, Portugal ze kucken, mir kucken de lëtzebuergesche Stolsecteur, Stolbetrib. A mir kënnen nach eng ganz Partie aner Beispiller opbréngen.

Mir befannen eis hei net an enger Economie vun den hellege Samariter. Mir stëllen haut an der Europäescher Union fest, dass déi Länner mat engem héije sozialen Niveau besser duerch d'Kris komm sinn an och duerch d'Kris kommen, wéi déi Länner mat niddrege Léin an niddrege soziale Standard. Dat heescht elo net, dass mer net mussen iwwer méi eng gerecht Gesellschaft nodenken. Dat heescht och net, dass mer mussen iwwer méi Selektivitéit nodenken.

Lëtzebuerg: Sâi Chômageproblem ass net eng Fro vun de Lounkäschten. Et ass däitlech eng Fro vun Placement, deen net funktionéiert. Ech wëll hei d'Grënn net analyséieren. Gëschter ass vill driwwer diskutéiert ginn, mä do wär nach ganz viles a ganz aner Saachen derzou ze soen. Et ass also ganz kloer eng Fro vun Placement, deen net funktionéiert, an e Problem bei der Formatioun, bei der Ausbildung a bei der Weiterbildung. Mir schafe jo iwweralls all Joer genuch Aarbechtsplazen, a vill méi am positive Sënn Aarbechtsplazen, esou dass mer eigentlech do kee Problem dierften hunn, wann all déi aner Komponente géife funktionéieren.

A wann ech vu Formatioun, Ausbildung, Weiterbildung schwätzen, da kommen ech net derlaanscht, fir eng Remarque ze maachen. Hei sinn d'Acteuren um Terrain jo all Besserwësser a Spezialiste par rapport zum Ministère. Jorelaang Zerstridenheet an der Éducation nationale, e regelrechte Sport, fir all Reform ze bekämpfen, stinn am Géigesaz zum Aarmopkrepelen, fir aus dem Schéiler e gudden a wëssensbegierleche Mensch ze maachen. Ech zitieren dann aner Wirtschaftswissenschaftler: Alain a Chantal Euzeb, Wirtschaftswissenschaftler op der Universitéit Pierre-Mendès-France vu Grenoble II.

D'Iddi, dass d'Aarbechtskäschten ze exzessiv wären an dofir zum Chômage géife féieren, ass laang net nei. An dass d'Sozialkäschten dese Chômage nach géifen zousätzlech belastschten, ass esou al, wéi déi éischt sozial Versécherungssystemer entstanen sinn. Et muss een awer feststellen: Déi international Organismen, de Fonds Monétaire International, d'Europäesch Kommissioun, d'OECD an esou weider, hu sech dës Politik an deser Leitlinn verschriwwen, an dat zanter 30 Joer.

Den FMI kënnt all Joer op Lëtzebuerg, fir d'isolwecht Litanei ze halen. An deen FMI... An d'Politik vun der Europäescher Kommissioun, déi an de südeuropäesche Länner gemaach ginn ass, ass alles aneschters wéi eppes Positives, onofhängeg vun der Politik vun Fonds Monétaire International, dat ass längstens bewisen - an ech kritiséieren dat net vu mir selwer. Do gëtt et ganz renoméiert Ekonomisten, dat maachen net eleng de Stiglitz -, déi an Afrika, um afrikanesche Kontinent gemaach ginn ass, dass dat alles aneschters wéi positiv ass, mä déi rengste Katastroph ass an och déi rengste Katastrophe provozéiert huet.

Bal zanter 30 Joer gëtt an der Europäescher Union privatiséiert, dereguléiert, flexibiliséiert an esou weider. Awer gelungenerweis ginn de Chômage an d'Aarmut an der Europäescher Union an an den europäesche Länner dramatesch erop a kennen haut en traurege Rekord. Also muss jo och dann eppes mat där Politik, déi gemaach gëtt, net stëmmen.

Wat de Coût salarial unitaire ubelaangt, esou froen ech mech: Firwat ginn hei nëmmen d'Aarbechtskäschte gekuckt, dat heescht d'Salairien an d'Sécurité sociale? Ech hunn et scho gesot: Et gëtt dach och nach aner Käschten an engem Betrib. An de Coût global par unité produite a seng Décomposition sinn hei sécherlech e besseren Index a méi e richtegen.

Schlussendlech hänkt eng Verbesserung vun der Kompetitivitéit net onbedéngt vun engem Ofsenke vun de Käschten oder de Präisser of. Hei geet et och ëm d'Qualitéit vun der Gestiou vun de Betriber, ëm de Sozialklima awer och ëm Variablen hors prix, dat heescht d'Qualitéit vun an d'Reputatioun vun de Produkter, kommerziell Réseauen, d'Services après-vente oder kuerz Liwwerzäiten. Do kann een och nach unhängen: Dat ass den Image de marque vun engem Land.

Fir Spëtzebetriber ass d'Kompetitivitéit eng aner Fro wéi Léinkäschten, och hei zu Lëtzebuerg. Hei spillen aner Käschten eng vill méi grouss Roll: d'Finanzlaascht, d'Coûts d'approvisionnement, d'Energiekäschten. Ech mengen, et ass och haut scho vill doriwwer geschwat ginn.

Dës Betriber, fir d'Personal ze fideliséieren, bezuele léiwer méi héich Léin. Ech fannen et och schued, dass eis Patronatsorganisatiounen an engem gewëssene Sënn d'Politik, de Financement vun eiser sozialer Sécherheet ëmmer aus engem negative Bléckwénkel kucken. An ech soen emol eng Kéier däitlech: D'Sozialcotisatioun vun de Betriber sinn en Deel vun der Redistributioun vun dem Revenu.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat heescht méi Kompetitivitéit duerch en Ofsenke vun de Lounkäschten; d'Salairé plus d'Cotisations sociales? Wéi wäit wëlle mer da leschten Enns ofsenken? Fir mat China oder Polen ze concurréieren, geet et leider net duer, fir d'Sozialkäschte ganz ofzeschaffen. Oder wëlle mer amerikanesch Zoustand an Europa? Oder och nach amerikanesch Zoustand hei zu Lëtzebuerg? An den USA gi vill Aarbechtsplaz geschaften, awer virun allem prekär Aarbechtsplazen, ouni Krankekeess oder Pensiounskeess. Hei gëtt et vill Leit, déi schlecht bezuelt ginn. A mir mussen feststellen, dass se aarm sinn, obscho se eng Aarbecht hunn. Dat nennt een dann déi „working poor“.

Wat elo d'Lounkäschten ubelaangt, esou huet de Statec eng Etüd gemaach «Regards sur le niveau du coût de la main-d'œuvre et la durée de travail au Luxembourg et en Europe», 2011, an «Regards sur le niveau du coût de la main-d'œuvre et la durée de travail dans la Grande Région» och 2011. D'Schlussfolgerung vun där Etüd ass, dass zu Lëtzebuerg - an dat soll een och emol eng Kéier hei zur Kenntnis huelen -, dass zu Lëtzebuerg de Coût annuel par salarié deen héchsten an der Europäescher Union ass.

D'Situatioun ass awer méi nuancéiert, wann een de Coût horaire kuckt. Zu Lëtzebuerg gëtt nämlech e guut Stéck méi laang geschaff wéi an deenen aneren europäesche Länner. Och fällt op, dass d'Differenz tèscht den nordesche Länner a Lëtzebuerg, wat de Coût annuel par salarié ubelaangt, ganz minimal ass.

Kompetitivitéit huet eppes mat Cohésion sociale ze dinn. Dat seet de Jean-Paul Fitoussi, ee vun deene bekannteste fransésche Wirtschaftswissenschaftler. Hie seet, dass d'Aar-

becht net iergendeng Marchandise ass. D'Aarbecht bedéngt en individuelle Projet vun Integratioun an eng Kollektivitéit. An den Aarbechtsmaart ass weínege e Marché, mä vill méi eng privilegiéiert Plaz vum Contrat social.

D'Kompetitivitéit an déi sozial Kohäsion widderprieche sech net, mä si kompletéiere sech. Hie mécht eigentlech eng remarquabel Analys als Wirtschaftswissenschaftler, déi ech vu Leit, déi Lëtzebuerg beroden hunn, wéi Fontagné, vläicht och erwaart hatt, déi u sech Schüler jo vun Fitoussi sinn. Onofhängeg dovunner, dass de Fitoussi och mäi Proff war.

De Fitoussi schwätzt vun den Unhänger, déi de soziale Mindestloun wëllen ofschaffen. An hie seet: „Dës Leit denken, dass d'Aarbecht eng reng Marchandise ass.“ An ech hunn e weínege am Här Meisch senger Ried dat och eraushéieren, dass hie méi d'Schweiergewicht op dat Ekonomescht wéi op dat Sozial-Kulturell leet. Dofir passt seng Ried och ganz guut an déi Iwwerleeungen hei eran.

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Dat hunn awer och schonn anerer gemaach.

► **M. Robert Weber (CSV)**.- Jo, jo. Neen, neen. Et gëtt sécherlech och anerer. Dat streiden ech ganz kloer net of. Et ass ëmmer eng Affär...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk)**.- Den Här Frieden awer och!

► **M. Robert Weber (CSV)**.-...ob ee wëll wierklech ekonomescht d'Affär kucken, oder ob een et och aus engem méi breede Bléckwénkel eraus kuckt.

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Mer missten emol vläicht...

► **M. Robert Weber (CSV)**.- Et ass... Dat ass mat Sécherheet och richteg. Mir kéinte laang iwwert déi Debatt do diskutieren an eis zerstreiden. Vlächtt kréie mer eng Kéier d'Geleeënheet, an der Kommissioun et ze maachen.

Ass vill Aarbecht do, da muss de Präis erof fir all déi Leit, déi Aarbecht sichen, fir se ze beschäftegen. Et gëtt awer och Mënschen, déi anescht denken. Wann d'Aarbecht eng Wuer ass, da verschwénnt déi sozial Bindung. An domat ass eben d'Aarbecht kee Facteur d'intégration méi. Den Individualismus hëlt iwwerhand iwwert d'Solidaritéit, an d'Inégalitéiten huelen zou.

Onofhängeg dovunner vlächtt eng Remarque, dass d'Banque centrale vu Lëtzebuerg hei och neierdängs liicht an d'Richtung vun desen Iwwerleeungen geet. An ech si gespaant drop, wéi déi Iwwerleeungen an den nächste Méint an och Jore wäerten dann evoluéieren.

De Fitoussi stellt d'Iwwerleeungen op, dass et keng Previsioun an eise Länner gëtt. Och déi pessimisteschte Leit maachen dës Previsioun net, dass d'Augmentatioun vun dem Revenu par tête géif ophalen.

Wat heescht dat? Well dat géllt och fir Lëtzebuerg. Dat heescht also konkret, dass eis Gesellschaft méi räich ginn op Käschte vu verschiddenen Arbeitnehmer, déi méi aarm ginn. Dat ass d'Akommisschéier, déi ëmmer méi ausenanerget.

Verschidde Leit an eise Gesellschaften hu keen Interessi drun, dass mer méi Wirtschaftswüessum kréien. Wann d'Revenue vun engem Deel vun der Populatioun an d'Luucht ginn duerch d'Emverdeelung vun engem bestëmmte Volume vum bestëmmte Räichum, da besteet hei keen Interessi, fir dese Volumen eropzesetzen. Eis Gesellschaft gëtt also ëmmer manner solidaresch.

Et passéiert dat an engem Land, wat och an den internationale Beziunge passéiert. An de Fitoussi schwätzt sech hei kloer fir eng Logique de croissance aus, am Géigesaz zu enger Logique de conflit et de répartition. D'Redistributioun vun de Revenuen iwwert de fiskaleschen a soziale Wee, dat ass dee richtegste Wee. D'Regierung huet jo wëlle, eng Steierreform ze preparéieren. A wann déi Steierreform - ech ginn dervun aus - vun där nächster Regierung an d'Praxis ëmgesat gëtt, da géif ech och hoffen, dass se op deem Wee géif goen a méi Gerechtkeet, Steiergerechtkeet géif schafen.

Déi modern Aarbechtsmaarttheorie weisen, dass dës, also eng gerecht Steierreform, ganz favorabel fir d'Produktivitéit ass, an also och fir d'Kompetitivitéit. Ze vill an niddreg Salairien, och fir déi Onqualifizéiert, ass weínege incitatif. Dës Situatioun favoriséiert net d'Investissementer vun de Betriber an déi intern Formatioun. Den Taux de rotation - ech hu schonn dervu geschwat - vun der Aarbechtskraft ass ganz héich do, wou d'Salairien niddreg sinn. Den Entrepreneur huet also och keen Interessi, fir dës Leit auszubilden.

An domat schléisst sech den Däiwelskrees. Et muss een also déi richteg Pris Salz fir d'Zopp fannen. An ech zitieren de Fitoussi nach eng Kéier: «La solution au problème le plus grave

qu'une démocratie ait à affronter en temps de paix - le chômage de masse - ne peut... me paraître...» - n'importe «parait» - «...pas se trouver dans la résignation à une croissance formidable des inégalités, et au démantèlement de notre système de protection sociale. Au contraire, elle est dans un avantage de cohésion et ce, non pas seulement pour des raisons morales, mais d'efficacité.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'ese Débat huet de Wirtschaftsminister eis eng Note virgeluecht. An en huet eis haut och eng Note verdeelt. Ech wier frou, wann de Wirtschaftsminister de Bilan, deem en eis haut verdeelt huet vum Här Krecké senger Note vu virun enger Partie Jore vun deene 65 Proposen, eis éischter virgeluecht hätt. Dann hätt ee sech och kënnen am Detail e wéineg dermat ausenanersetzen. Ech huelen dem Här Schneider seng Propos gären op, dass en an der Kommission dann eng Kéier déi Debatt mat eis géif féieren.

Ech wollt d'Wichtigkeet vun dem Här Schneider sengen Iwwerleeungen net erfropen hei. Dat ass sécherlech net de Fall.

Ech zitieren nach eng Kéier ganz kloer: „D'Energiekäschte spillen e gewichteg Faceteur an engem Betrib.“ Dat ass sécherlech richtig.

„Den Accès zu Terrain fir wirtschaftlech Aktivitéiten ass eng wichteg Donnée, fir d'Wirtschaft vun engem Land ze fördern.“

„Den Accès an d'Connectivitéit vun eise Land am Beräich vun den neien Technologien ass hautdesdaags speziell fir e klengt Land e risegen Atout.“ Dat seet och de Finanzminister.

„D'Struktur an d'Sécuritéit vun eisen IT-Infrastrukture muss op dem entwéckeltsten Niveau sinn.“ Dat soen déi zwee Ministeren, an et ass sécherlech richtig.

„D'Verinfachung vun den administrative Prozedure muss eng permanent Aarbecht sinn. Déi kleng Weeër, déi onbürokratesch Weeër, dat war an der Vergaangenheet eis Stärkt, a si mussen et erëm an der Zukunft ginn.“

„D'Infrastrukture vun engem Land, Strooss, Bunn, Fliger, Kommunikatioun, d'Éducatioun, dat ass d'Zukunftspolitik.“ Dat ass d'Zukunftspolitik, déi enorm deier ass. An dat ass prioritär, wann een amgaangen ass, eng Économie ëmstellen - a mir sinn amgaangen, dat zu Lëtzebuerg, net eleng zu Lëtzebuerg, mä och zu Lëtzebuerg ze maachen -, dann ass dat eng deier Politik, an dann ass dat eng Politik, déi kloer an d'Zukunft, konzeptuell an d'Zukunft ausgerichtet ass.

„Den Image de marque vun eise Land muss sécherlech eng permanent Aarbecht sinn, grad esou wéi d'Prospektionspolitik.“

„Nei Entreprisë schafen heiheem, prioritär duerch Einheimescher, muss e konstanten Effort sinn.“

Zu all d'ese Iddie gëtt d'CSV hir Ënnerstëtzung. Awer, Här Minister, d'ese Iddie sinn net nei. An do schléissen ech mech sécherlech enger Kritik, déi och hei gemaach ginn ass, un. Mir waarden op Är Initiativen. Proposéiert eis se, dann huele mer Stellung derzou, an da si mer och iwwerzeegt, dass dat hei an der Chamber ganz séier de Konsens fonnt huet, méi oder wéineg de Konsens fonnt huet, a verabschied ginn ass an op den Instanzewee ka goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Organisatioun vun der Aarbecht ubelaangt, esou hu mer hei eng gutt a fortschrittlech Gesetzgebung, déi sécherlech fir d'Leit an de Betriber net perfekt ass, well och haut gëtt et zu Lëtzebuerg „hire and fire“. An et bräicht ee vill politesche Courage, fir positiv Akzenter an der Aarbechtsgesetzgebung haut ze setzen. Et ass méi einfach, an d'Aarbechtsgesetzgebung flexibiliséieren an dereguléieren ze goen, wéi dass ee reguléieren dra geet.

Mir brauche sécherlech am Aarbechtsrecht keng Gesetzesreform. An dofir soen ech och: Et soll een hei d'Fangere kloer dervu loossen. Mir brauchen Upassungen, déi och an der Gesetzgebung dra sinn.

Dir hutt genannt, am Beräich vun der Recherche bräichte mer d'Sonndesaarbecht. Ech wëll lech do just drun erënneren, dass d'Sonndesaarbecht d'Gesetz virgesäit, dass do, wou ee kontinuierlech Prozess leeft, dass do d'Sonndesaarbecht och erlaabt ass. Wann een awer elo spezifesch fir dee Beräich hei eng gesetzlech Adaptatioun brauch, soen ech ganz kloer, dass mer eis deem net wärte widersetzen. Dat ass awer sécherlech déi eenzeg Ausnahme, déi ee muss maachen. Mir brauche virun allem e Sozialdialog, dee funktionéiert.

An da wollt ech emol eppes méi prezis soen, wéi dat, wat ëmmer hei allgemeng gesot gëtt: Dat ass d'Flexibiliséierung vun der Aarbecht an dat ass dann och den Agrëff an d'Aarbechtsrecht. De POT, dee jo hei vill ugepran-

gert gëtt, an deem och de Minister ugeschwat huet, deem huet eng maximal Referenzperiod an de Kollektivvertrag vu véier Wochen. Ech sinn der Meenung, dass dat voll duergeet, well e gëtt jo verhandelt. A wann de Patron gäre méi eng laang Referenzperiod hätt, da muss e mat de Sozialpartner och doriwier verhandelen, an da muss et gegebenenfalls Accorden oder Désaccorde ginn.

An do, wou kee Kollektivvertrag besteet - et ass jo net all Betrib, deem zu Lëtzebuerg e Kollektivvertrag huet -, do huet den Aarbechtsminister eng Partie un Handlungsméiglechkeeten. Do kann e souguer eng Referenzperiod bis ee Joer aféieren. Do, wou also e Kollektivvertrag besteet, do sollen d'Sozialpartner sech eenegen an do soll net d'Politik agräifen.

D'PAN-Gesetz vun 1999 gëtt hei de Sozialpartner wäit Méiglechkeeten. An ech soen dofir: D'Fangeren ewech vun den Aarbechtzäiten a vun de Paie vun de Leit an de Betriber. De Kader ass gutt, dee mer hunn, an d'Recht ass... d'Aarbecht... An de Rescht ass d'Aarbecht vun de Sozialpartner.

An och wann een emol en Désaccord ënnert de Sozialpartner huet an et kënnst zu Mouvementer, dann ass dat nach ëmmer keng Katastroph. Et ass net en Dogma zu Lëtzebuerg, dass all Verhandlung, déi gefouert gëtt, ëmmer erëm muss en Accord fannen. Och do muss ee wësen, dass Désaccorden eben dra lieën.

Awer ëm wat geet et leschten Enns? Geet et ëm méi Flexibilitéit? Oder geet et drëm, fir d'Aarbecht méi bëllege ze maachen, andeem dass vill Iwwerstonne geschafft musse ginn, awer ouni bezuelt ze ginn? Flexibilitéit huet eng Gewerkschaft - an ech war an deem Geschäft bal 40 Joer awer dran, an de Kollektivvertragsverhandlungen an och soss Verhandlungen, déi dertéisch gefouert gi sinn - nach ni refuséiert do, wou se noutwendeg war.

Onofhängeg dervun, dass d'Aarbechtsorganisatioun an de Betriber eng extrem komplizéiert Affär ass. Dem POT eng méi laang Referenzperiod ginn, wéi elo d'Gesetz e virgesäit, wäert vill Onrou an de Betriber mat sech bréngen.

Et gëtt hei vill geschwat iwwert de Congé collectif am Bau. Déi Wéinegst wëssen, firwat dee Congé collectif am Bau iwwerhaupt besteet. Natierlech stellt jiddwewe sech d'Fro: Wann d'Wieder dobausse gutt ass, da gëtt net geschafft. Et ass awer keen, dee sech d'Fro stellt: Wéi funktionéiert eigentlech e Betrib? An dass déi Perioden, wou Congé collectif am Bau ass, an deenen... dass déi Period, wou de Congé collectif am Bau ass - de Summer an de Wanter, virun allem de Summer - vun deene Kleng- a Mëtzelbetriber benotzt gëtt, fir hire Maschinnepark ze iwwerkucken, ze verbesseren, ze erneieren, an dass wann een also an de Congé collectif am Bausecteur reglementaresch oder gesetzgebersch agräift, dann hëlleft een hei virun allem de grouse Betriber an net deene Kleng- a Mëtzelbetriber.

Ech weisen och ganz kloer drop hin, dass d'Patrone selwer sech net eens driwwer sinn, ob een e soll ofschafen oder net. Déi grouse Baubetriber sinn alleguerten derfir. An ech sinn iwwerzeegt, dass déi Kleng- a Mëtzelbaubetriber alleguerten, net alleguerten, awer eng ganz Partie der guer net waarm derfir sinn.

Ech weisen och drop hin, dass de Congé collectif am Bau u sech enger Reglementéierung ënnerläit, wou all Betrib d'Méiglechkeet huet, fir dee Congé collectif och kënnen ze iwwergoen. Et brauch ee just fréi genuch seng Aarbecht, déi een am Bausecteur huet während där Zäit, unzemellen. Also, wann déi Betriber dat net maachen, dann ass also och kee Besoin do, fir un dee Congé collectif erunzuegoen.

Ech kéint iwwert den Interim nach eng ganz Partie Saache soen. Den Interim, d'Interimsaarbecht ass keng Aarbecht, déi zu der Kultur, zu der Aarbechtskultur zu Lëtzebuerg gehéiert. Wann een den Interim zu Lëtzebuerg ënnerstëtz, ënnerstëtz eene d'Arbeitsamt net, mä dann ënnerstëtz eene d'Astellungen an de Betriber, déi laansch d'Arbeitsamt ginn. An ech mengen, dat ass net eng gutt Politik, fir dee Prozess, deem elo ageleet ginn ass, fir d'Arbeitsamt ze reforméieren, an d'Arbeitsamt als en aneren Image de marque duerstelle bei de Betriber, wéi dat vläicht an der Vergaangenheet de Fall war.

An och wann de Sozialdialog haut schwierig funktionéiert, esou hunn hei och d'Regierung an déi eenzel Ministeren eng aktiv Roll ze spillen. Och den Aarbechtsminister huet am Sozialdialog eng aktiv Roll ze spillen. An et geet net duer, fir festzustellen, dass d'Sozialpartner zerstridde sinn a sech net eenegen, mä da muss een an dee Prozess agräifen als neutrale Mensch, an da muss ee versichen, déi Sozialpartner och zesummenzebréngen. Gelungeweis funktionéiert de Sozialdialog jo um nationalen Niveau schlecht, an e funktionéiert, ech géif soen, zu 98% um betrieblichen Niveau ganz gutt.

De Wirtschaftsminister huet d'Iddi lancéiert, fir d'CDD, d'Zäitverträge, op véier enger Period vu 24 Méint ze setzen. Ech mengen, den Här Meisch huet och dervu geschwat. Heizou vläicht just an Erënnerung geruff, dass d'Zäitverträge e prekär Aarbechtsverhältnis duerstellen. An dozou soe mer ganz kloer: „Neen, mir wëlle keng prekär Aarbechtsverhältnissen.“ A wann ee sech d'Gesetzgebung am Detail ukuckt, da gesäit een haut schonn...

► **Une voix.**- Wien ass „mir“, wann Dir „mir“ sot?

► **Une autre voix.**- Ass dat d'CSV, wann Dir „mir“ sot?

► **M. Robert Weber (CSV).**- Jo, jo. Et ass d'CSV.

(Brouhaha)

Ech erkläre lech dat.

► **M. le Président.**- Här Weber, Dir misst lues awer sécher och zum Schluss kommen.

► **M. Robert Weber (CSV).**- Ech kommen och zum Schluss.

Soss soen ech schonn, dass ech dat am eegeenen Numm soen.

Haut scho sinn dräi CDDen an enger Period vu 24 Méint méiglech. An dobäi kënnst nach e Contrat à l'essai vu bis sechs Méint iwwert déi 24 Méint eraus. Ech hunn also d'Méiglechkeet haut schonn, véier Verträge op 30 Méint ze maachen. Elo soll ee mer soen, wat de Sënn an den Zweck dovun ass, fir do nach e fenneften derbäi ze setzen. Dat, fannen ech, ass sécherlech net seriö an ass och mat Sécherheet keng gutt Iddi. Flexibilitéit, déi dekretéiert een net, mä Flexibilitéit verhandelt een.

Loosse mer och dach ophalen, alles an eise Betriber schlechtzemaachen. D'ese Litaneien héieren ech zanter 40 Joer aus dem Eck vum Patronat. An d'Politik ass heiansdo a méi wéi oft och amgaang, an déiselwecht Kerb ze haen. Just dass d'Arbeitnehmer dat doten net méi matmaachen. Da Lamentéiere vun de Patronatsorganisatiounen ass onrealistesesch.

► **M. le Président.**- Här Weber,...

► **M. Robert Weber (CSV).**- Ech komme gären...

► **M. le Président.**- ...Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Robert Weber (CSV).**- Ech komme gären zum Schluss, Här President.

Dat Lamentéiere vun de Patronatsorganisatiounen ass onrealistesesch a gëtt och net an deem Mooss vun de Betriber gedeelt.

Ech wollt nach e Wuert iwwert d'öffentlech Finanzen soen. Ech soen dat dann net, mä ech schléissen da mat engem Zitat. Ech schléisse mat engem Zitat: „Fakt ist, dass Luxemburg keinen geschützten Binnenmarkt hat und die Globalisierung fortschreitet. Fakt ist aber auch, dass die Wettbewerbsfähigkeit unseres Landes in den letzten Jahren gelitten hat. Die Kompetenz ist die Summe aller Faktoren, die dazu führen, dass Unternehmen wachsen sowie Arbeitsplätze schaffen, und nicht nur eine Lohnkostenfrage. Diesen Faktoren müssen wir uns umgehend widmen. Wir müssen unsere Stärken fördern und unsere Schwächen beheben.“ Dat seet den Norbert Becker, deem mengen ech, alles aneschtens wéi der CSV-Famill no-steet.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Weber.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Très bien! Är Famill ass begeschtert.

► **M. le Président.**- Da kritt nach eng Kéier d'Wuert den Här Wirtschaftsminister Étienne Schneider.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Är Famill ass beegeschtet.

► **Une voix.**- An den Här Colombera net.

► **Une autre voix.**- Neen.

► **Plusieurs voix.**- Oh!

► **Une troisième voix.**- Et ware wéineg „Très bien“ vun där anerer Säit do.

► **Une quatrième voix.**- Ech hu guer keen héieren. Ech hu keen héieren.

(Hilarité)

(Interruptions diverses)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech probéiere mech kuerzgefaassen an net op alles anzegoen, well soss hunn ech nach fir zwou Stonnen.

Ech wëll lech op alle Fall emol Merci soe fir deem offenen Débat, dee mer haten. Ech gesinn, dass am Prinzip, och wann net jiddwewe ganz kloer op meng verschidde Froe geäntwert

huet, respektiv déi verschidde Punkte geäntwert huet, esou gesinn ech oder spieren ech awer zumindest generell eng grouss Majoritéit, fir déi Virschléi och ëmzesetzen.

Ech mierken natierlech och, dass am Detail, wann ech iwwer Energiepräisser schwätzen a soen, dass mer déi eng méi bëllege kënnen maachen, mä dofir awer déi aner méi deier ginn, wann ech esou Sujeten uswätzen, dass kee wierklech am Detail wëllt eppes dozou soen. Wat ech natierlech och verstinn. Well kee sech et wëllt mam Wahlvollek do vermiesen. Dat ass awer net schlëm. Ech huelen dat ganz gären op meng Kap a ginn emol einfach dovun aus, dass ech do wäert kënnen Propositionen an nächster Zäit maachen.

Ech ginn awer och op déi verschidde Riedner an, déi Saache gesot hunn, déi ech esou net ka stoe loossen.

Den Här Meisch - fir mat him unzefänken -, dee behaupt huet, Logistik, mir hätten an der Logistik kee Gesamtkonzept, keng Gesamtstrategie. D'ailleurs, den Här Kox ass mer och nach ëmmer eng Antwort schëlleg, mä hien huet jo einfach mech ignoréiert, fir mer ze erkläre, wéi hien déi géif gesinn.

(Brouhaha)

Also ginn ech emol dovun aus, dass déi gréng keng hunn. Mä ech soen lech awer, dass mir ganz kloer eng hunn.

Mir hunn eng ganz kloer Gesamtstrategie, wat eis Logistik ugeet. Mir hunn de Prinzip, dass mer Logistik wëlle maachen am Beräich vun Haute valeur ajoutée. Dat heescht zum Beispill an der Pharmalogistik, déi iwweregeng och net konjunkturbedéngt funktionéiert, an an den Technologieproduiten, also alles Produiten, déi mat héijer Valeur ajoutée weiderverkaaft ginn an dofir och hei kënnen traitéiert ginn.

Mir hunn awer, an ech mengen, dat ass eise grouse Virdeel an der Logistik, mir hunn de Virdeel, dass mer all Forme vu Logistik hei zu Lëtzebuerg kombinéiert hunn. Mir hunn dee ganzen Air-Fret-Beräich, mir hunn iwwert d'Carloglux an iwwert d'LuxairCARGO, mir hunn d'Eisebunn, mir hunn d'Schinnennetz, pardon, d'Stroossennetz, dat international iwwerall verknäpft ass, mir hunn een Hafen, dee mer setzen, fir Logistik ze maachen. Mir hunn de Freeport, dee mer bauen, a mir hunn de Multimodal, deem deenächst am Bau wäert sinn. Also hu mer alles probéiert, wat ee vu Logistikfacturen kann zesummebréngen, hu mer zesummebruecht hei zu Lëtzebuerg.

An ech kann lech just soen, ech war viru Kuerzem elo nach op enger Manifestatioun vun all de Logistikbranchen, déi hei zu Lëtzebuerg zesummekomm sinn. Awer och vill Ausländer, déi op Lëtzebuerg komm sinn. An ech kann lech just soen, dass do d'Begeeschterung grouss ass iwwert dat, wat mer hei op d'Bee gesat hunn.

An dann, wéi den Zoufall et wëllt, Här Kox, wéi Dir geschwat hutt, um 17.18 Auer, kréien ech e Mail vun engem Logistik, engem auslännesche Logistiker, dee mer schreift, dass en e Projet huet, fir 23,5 Milliounen Euro an d'Logistik hei zu Lëtzebuerg ze investéieren. An ech zitieren lech säi leschte Saz: «Nous vous remercions tout notre enthousiasme et notre fierté à poursuivre avec vous le parfait aboutissement de ce projet.» An domat schwätzt e vum Ausbau vun der Logistik zu Lëtzebuerg. Dat just dozou. An dat hunn ech net gesot, mä déi Firma. An ech hu se och net bestallt.

(Interruptions diverses)

Selbstverständlech hu mir eng Kartografie. Gitt emol einfach op logistik.lu, dat kënnst Der elo nach maachen, do fannt Der alles. Dir brauchst just drop ze klicken an ze liesen, da fannt Der alles.

(Interruption)

Gelift? Dat ass d'Transalliance. Kann ech lech elo nach soen. D'Transalliance, déi och hire ganzen Headquarter op Lëtzebuerg baut. Voilà.

Da wëll ech lech soen zum Marshall-Plang: Zum Marshall-Plang hu verschidde Leit gemengt, elo géif de Minister op deene Gesellschafte knéien an deene soen: „Elo geheit Äert Geld zu de Fënsteren eraus, fir dass ech de Marshall-Plang kann ukënnegen.“

Ech soen lech, dass all déi Investitiounen, déi do gemaach ginn, alles produktiv Investissementer sinn an d'Zukunft vun der Lëtzeburgerger Economie. Hei geet et nämlech drëm, wann ech eleng vun der Post schwätzen, wat dee gréissten Investissement ass, vu bal enger Milliard Euro, et geet em den Développement vun eisen neie Secteuren am ICT-Beräich, fir eis ganz Connectivitéiten nach weider ze ver-

besseren. LuxConnect, déi en Datenzentrum baut, fir nach weider Betriber an deem Bereich op Lëtzebuerg ze kréien. Glasfasern, déi mer duerch d'ganz Land wëlle leeën. „Fiber to the Home“ misst lech entre-temps e Begrëff sinn.

Et ass awer och an den Energiebranchen eng ganz Rei vun Investitiounen an d'Versuerungssecherheet vu Lëtzebuerg, wat och erëm eng Kéier absolut wichtig ass fir d'Kompetitivitéit vun eisem Secteur, d'Ûbannen un d'Ausland, fir méi kompetitiv Präisser kënnen ze hunn, fir méi Konkurrenz um Lëtzebuergers Marché ze hunn.

A last but not least och den Ausbau vun eisen erneuerbaren Energien, wou Enovos ganz vill Geld ënner anerem an Éoliennen, an aner Formen vun erneuerbaren Energien hei zu Lëtzebuerg investéiert.

An ech wëll lech just soen, dass, vun deenen Investitiounen do, scho bal zwee Drëttel vun deenen gesamten Investitiounen an de Génie civil zu Lëtzebuerg ginn. Dat heescht, dat si Suen, déi definitiv hei zu Lëtzebuerg verschafft ginn. An da sot Der mer: „Dir musst oppassen, dass dat elo net een auslännesche Betrib ass, deen herno dann déi Aarbechte mécht.“ Ben, mat Sécherheet wäerten där och derbäi sinn. Dir wësst, dass déi Saachen ausgeschriwwen ginn an dass dee Beschte gewënn.

An dann, fir dem Här Henckes ze äntwerten, wéi vill de Rendement ass. Ech kann lech just soen, dass de Rendement mat Sécherheet do ass. Well mir maachen dat do jo net just, fir schéin ze maachen oder fir mir ee Gefalen ze maachen.

Et ass och esou, dass mir zwar elo op d'Dividende verzichten, mä doduerch, dass mer d'Investitiounen esou vill méi kompetitiv ginn a méi Marché hunn a méi Aktivitéit op Lëtzebuerg kréien, komme mer natierlech herno och op eng Period vu „payback“, wou mer déi Dividenden natierlech erëm eranhuelen, op déi mer elo kuerzfristeg verzichten.

Voilà, dann zum Här Bodry. Den Här Bodry huet mer eng Iddi ginn, déi ech ganz gärden opgräifen, iwwert déi „grey economy“ a fir dee ganze Secteur...

(Interruptions)

...vum Alter. Well mer jo alleguer méi al ginn. Souguer ech. Dass mer dat, dass mer d'Älteren an alles, wat dat mat sech bréngt, net just als Käschtefacteur gesinn, mä als Opportunitéit, fir e Business dorauer ze maachen. Ech wäert där dote Saach op alle Fall op de Fong goen a kucken, wéi een dat och hei zu Lëtzebuerg kann am Intérêt vun der Ekonomie ëmsetzen.

Dann den Här Kox, wéi gesot, do ass am Fong alles gesot. Dir hutt lech laang ameséiert, falsch Interpretatiounen ze maache vun deem, wat ech esou dorëmmer zielen. Dat ass awer net schlëmm. Dat sinn ech entre-temps gewinnt. Dat sinn ech entre-temps gewinnt!

(Interruptions)

Mä den Här Kox ass e schlechte Lieser, well hie liest Saachen aus mengen Texter, déi guer net drastinn. Dovun ofgesinn huet den Här Kox... Dovun ofgesi wär ech nach ëmmer ganz gespaant, d'Definitiv vu Wuesstum vun Här Kox ze héieren, wéi vill Prozent Wuesstum dann elo gutt sinn an op wat mer dann alles vu Luxus musse verzichten fir dee Wuesstum.

► **M. le Président.** - Här Schneider, erlaabt Dir? Den Här Kox géif lech gär eng Fro stellen. Eng Fro, Här Kox!

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ech hoffen, hie seet mer endlech eng Äntwert.

(Hilarité)

Ech stellen him dauernd eng Fro; ech kréien ni eng Äntwert.

(Interruptions)

Här Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Mir si jo net elo um Geriicht. Et ass eng Debatt, wou mer een deem anerem Interpretatiounen ginn.

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Kee Verhéier!

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Da sot Dir mir, wéi vill Wuesstum Dir da gärden hätt an och wéi laang.

(Hilarité)

Well mir hunn net vun engem Nullwuesstum geschwat, mir hu vun engem differenzierte Wuesstum geschwat. An Dir wësst, dass mer de Moment e véierprozenteg Wuesstum brauchen,...

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Jo.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - ...fir déi sozial Leeschtunge kënnen ze kréien.

Dir wësst, dass mer an deene leschte fënnf Joer praktesch kee Wuesstum hunn. Dir wësst, dass mer eng Endlechkeet hu vun de Ressourcen. Dir kënnt dat net negligéieren.

Da sot Dir mir, mat wéi engem Wuesstum Dir dat alles gerechent hutt a wéi laang dee Wuesstum esou ka weidergoen an ob mer net dann do eng Kéier an eng Mauer lafen.

Sot mir, wou Der déi Berechnung gemaach hutt. Op wat baséiert Der dat? An da ginn ech gärden an d'Debatt mat eran, iwwer e sënnevolle Wuesstum, wann ech näischt aneschters gesot hunn.

(Interruptions)

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Also wann Dir mir verspricht, dass Dir mer elo sot, op meng Äntwert hi sot, wat da fir lech de richtige Wuesstum ass, a wa méiglech a Prozenter an net a Wiederer...

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Differenzierte Wuesstum.

(Interruption)

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Wa méiglech a Prozenter an net a Wieder, da soen ech lech ganz gär, dass mer, vu dass eis sozial Systemer op 4% Wuesstum baséieren, mer zumindest müssen op déi 4% erëm kommen.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - A wéi laang?

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Gelift?

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Wéi laang kënne mer dat dann?

(Interruptions)

Ma dann haalt dach op!

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här Kox, Här Kox, Här Kox! Ech hunn lech elo meng... Ech hunn lech eng Äntwert ginn, mä Dir hutt mir nach kee Prozentsaz genannt. Wéi vill Wuesstum wëlle mer dann, laut lech? An op wéi ee Luxus verzichte mer?

► **Une voix.** - Fënnf Sechstel.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Mä dat ass jo keng...

(Interruptions)

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Gutt.

► **M. le Président.** - Här Schneider.

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ech kréien also...

► **M. le Président.** - Fuert virun.

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ech bleiwen also op mengem Honger a kréien och do keng kloer Äntwert!

Logistik hat Der och ugeschwat, do hunn ech drop geäntwert.

Den Här Kartheiser huet geschwat, fir d'Ambassade vill méi als Acteuren an der Promotion économique anzebauen a fir net double Emploi ze maache mat LTIOen. Ech ginn lech do recht, ech hunn och an deem Sënn schonn Diskussiounen gehat, ënner anerem, wa mer elo an der Türkei dat wëlle maachen, d'Fro gestallt, ob mer wierklech en LTIO do sollen opmaachen oder ob mer éischer higinn an d'Ambassade ausbauen an där déi néideg Kompetenze ginn, wat ënner anerem och Geld ka spueren, do sinn ech mat lech d'accord.

An och d'Chambre de Commerce, zu Ärer Informatioun, ass amgang, selwer Leit op Plazen ze setzen. Mä mir sinn am Fong mat hinnen eens, dass si sech limitéieren op Europa a mir haaptsächlech dann déi LTIOen ausserhalb vun Europa maachen.

Dann hutt Der ugeschwat de Sujet vun der Energie, d'Beispill Wandmillen, dass déi natierlech e Rendement gär hätten, déi Firmen, déi doran investéieren, oder och déi Privatleit, well et sinn och Privatleit, déi mat investéieren, dat ass richtig. An Är Propos ass: Ma de Stat soll et dach selwer maachen, da spuert en déi 12% Rendementen, déi e soss muss iwwer Subside ginn.

Dat ass op där enger Säit scho richtig, op där anerer Säit ass awer dat eisen allermannste Problem. Eisen Hauptproblem ass, Siten ze fannen, fir iwwerhaapt nach Wandmille kënnen opzeërchten. Et ass méi do, wou eise Problem ass, wéi elo um Rendement u sech. An dofir wär ech frou, wa mer do méi Flexibilitäte kréichen a virun allem méi Mataarbecht vun de Bierger, fir op de Wee ze goen, och Wandmille an hirer Engéigend ze akzeptéieren.

Bon, dann den Här Urbany, ass en nach do? En ass nach do! En huet mer an de Mond geleucht, ech hätt vu Loundumping geschwat. Ech mengen, dat war e Wuert, dat ech iwwerhaapt net benotzt hunn, au contraire, ech hu gesot...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Dat hunn ech och net gesot, Dir hätt dat Wuert benotzt!

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Dir hutt dat awer laang esou referéiert, wéi wann ech dat gesot hätt.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech hunn Äert Zitat virgelies, war dat da falsch?

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Gelift?

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Hunn ech falsch virgelies, wat Der do gesot hutt?

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Neen, neen, neen! Dat, wat ech gesot hunn, ass absolut richtig. An ech wëll lech just mat engem Beispill, mat engem rezentem Beispill...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - An dat heescht Loundumping...

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - ...beweisen, dass dat richtig ass. Ech ginn lech d'Beispill vun der Cargolux, wou d'Salariat - d'Salariat! - Propose mécht un d'Patronen, fir ze soen: „Ma mir si bereit ze verzichten, wann dat der Gesellschaft hëllef, an d'Contrepartie: wa mer se dann eng Kéier erëmkréien, wann et der Entreprise besser geet.“ Ech kéint...

Dir hutt d'Beispill vu Luxguard genannt. Do soen ech lech awer ganz eierlech, well ech si bis op New York geflunn, fir mat deenen Aktionären ze schwätzen: Wann do d'Salariat mat de Gewerkschaften zesummen net d'accord gewiescht wär, fir e Réckschritt ze maachen an der Paiepolitik, wann de Stat net bereet gewiescht wär ze hellefen, wat déi Investitiounen ugeet, da wär dee Betrib haut zou!

Da soen ech lech awer, Här Urbany, dann hunn ech awer léiwer, mir maachen dee Schrëtt zrëck, deen a menger Ried steet, fir awer da kënnen «reculer pour mieux sauter», dat ze maachen, wéi dass e Betrib zou ass. An Dir wäert mech net fannen op der Säit vun deenen, déi da léiwer de sture Kapp weisen, wéi dat ganz oft an anere Länner d'ailleurs de Fall ass, ënner anerem an deem Land, wat zënter geschlechter an der Rezessioun ass, wou d'Gewerkschaften extrem stur sinn an et dann dozou kënn, dass Betriber carrément zougemaach ginn.

Ech wëll dofir hei op deser Plaz de Lëtzebuergers Gewerkschaften, egal wéi eng et sinn, wierklech e Merci soen, well ech fannen, dass mer en immens gudden Dialog mat hinnen hunn. An et ass do, wou et drop ukënn, dass si och agesinn, dass, wann e Problem do ass, an dass, wann een eppes muss maachen, se och bereet sinn, dat ze maachen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Neen, si sinn...

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - An och...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Si si forcéiert ginn, et ze maachen. Loose mer awer kucken, wéi et ass!

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Majo, si si forcéiert...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - D'Problemer vun der Luxguard ware jo bestëmmt net bei den ze vill héije Léin! Dir wësst jo, wat fir Léin do ausbezuelt ginn!?

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Et geet em d'Lounmass...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - A wéi vill d'Léin ausmaachen an deem ganze Käschtefacteur vun der Luxguard zum Beispill: séier wéinég! Et ass en Erpressungsmanöver gewiescht, andeem gesot ginn ass: „Mir zéien de Betrib zrëck...“

► **M. le Président.** - Här Urbany, Dir hutt...

(Interruption)

Dir faalt einfach hei dem Minister an d'Ried!

(Interruptions)

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Neen, ech schwätzen et hei un! Et ass Fait personnel.

(Hilarité)

► **M. le Président.** - Här Minister, fuert elo virun.

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Et ass gutt.

► **M. le Président.** - A loosst lech wann ech gelift och net méi vum Här Urbany ënnerbriechen!

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Et ass gutt, ech versprechen lech dat. Ech fannen trotzdeem, dass eis Gewerkschaften hei zu Lëtzebuerg ganz rasonabel agéiert hunn an all deenen Dossieren a soen hinne vun hei aus och e Merci dofir!

Ech wëll zum Schluss kommen a just nach eng Kéier rappeliéieren, dass d'Kompetitivitéit, an ech mengen, dat ass och aus deem Débat hei ervirgaangen, dass d'Kompetitivitéit eis alleguer eppes ugeet, dass dat net just d'Charge ass vum Wirtschaftsminister. Et ass d'Charge vun alle Ministeren an der Regierung, jiddwieren do, wou e Responsabilitéit huet. Mä et ass och d'Charge vun de Buergermeeschteren, bei de Prozedure wa méiglech, wéi den Här Bodry et richtig gesot huet, net nach neier ze erfannen, net nei Oplagen ze erfannen an och d'Prozeduren esou schnell wéi méiglech duerchzerechen.

Kompetitivitéit ze assuréieren ass doriwuer eraus e kontinuierleche Prozess. Et ass net esou, dass ech soen: „Haut këmmere mer eis emol em d'Kompetitivitéit a mer maache mer eppes anescht.“ Dat kann et net sinn.

An da mengen ech awer och, dass eppes haut ganz kloer erauskoum: dass et net duergeet, Sonnesrieden ze halen op d'Kompetitivitéit. Well dat maache mer allegueren, a wann et dann an den Detail geet, wa mer dann ufänken ze schwätzen iwwer Energiepräisser, iwwer Zones d'activités, iwwer Prozeduren an Oplagen, dass et dann net geet, dass ee seet: „Ah jo, iwwerall, awer net do bei mir!“ Den Här Eischen huet virdu ganz richtig gesot: „Not in my backyard“, déi Politik kënne mer net méi maachen. Esou komme mer mat Sécherheet net weider.“

Wat elo déi Proposen ugeet, ginn ech elo emol dovun aus, dass ech bis vläicht op déi lescht, bis vläicht op déi lescht...

► **M. le Président.** - Här Minister, den Här Kartheiser wëll lech eng lescht Fro stellen. Här Kartheiser.

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Selbstverständlech.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Ech wollt den Här Minister froen, hien huet jo e bësse regrettéiert, dass do net konkret iwwert déi Proposition iwwert de Gaspräis geschwat ginn ass. Do wollt ech awer den Här Minister froen, ob hien net mengt, och am Interessum Konsument, dass een awer muss e bëssen de Gesamtcontext gesinn, wat de Konsument u Méibelaaschtungen hat a leschter Zäit iwwer Waasser, Ofwaasser, Elektreschpräisser, an elo och nach de Gas.

An ech mengen, iwwert de Wee vun den Taxen oder anerer kennt Dir awer vläicht e Gesamtconcept ausschaffen, Här Minister, wou Der vläicht beim Gas déi 0,5% erauskritt, mä dann awer an anere Secteuren erfogitt, sou datt de Konsument awer net do belascht ass, wann een déi Gesamtausgabe kuckt, déi en awer ze bezuelen huet. Well d'Stëit si genuch belascht, an och nach indexneutral! Ech mengen, op deem Wee kënne mer net virugoen!

► **M. Etienne Schneider, Ministere de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ech wëll lech just soen, dass ech dat dote jo och ausgerechent hunn, wat dat fir en normale Stot géif ausmaachen: Déi Augmentatioun am Gas géif fir en normale Stot am Mount annerhallwen Euro maximum ausmaachen als Méibelaaschtung, géif awer der Industrie an de Betriber wierklech massiv hëllefen.

Ech géif zum Schluss wëllen e gudden Frënd vu mir zitéieren...

Neen, ech wëll lech nach eppes anescht soen: Ech wëll lech proposéieren, regelméisseg an d'Wirtschaftskommissioun ze kommen, ech géif soen, an engem Délai vun all dräi Méint. Well ech wëll wierklech, dass mer déi Saachen, déi mer haut diskutéiert hunn, dass mer déi och elo ëmsetzen an dass mer net erëm waarden, bis déi nächst Debatt hei am Parlament ass. Ech wëll wierklech och doru gemooss ginn an ech invitéieren de President vun der Kommmissioun, mech regelméisseg ze invitéieren, fir lech dann och Ried an Äntwert ze stoen, an natierlech och déi aner Regierungsmemberen, déi op hiren Dossieren zoustänneg sinn.

An da géif ech ganz gärden e gudden Kollege vu mir zitéieren, deen ëmmer seet: „Move your ass, your mind will follow“.

(Hilarité)

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Wirtschaftsminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6501 iwwert d'Approbativoun vu fiskale Konventiounen a vun de Prozeduren, déi den

Informatiounsaustausch ubelaangen. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech bis elo just ageschriwwen: den Här Henckes.

D'Wuert huet elo...

(Interruption)

Ech mengen, den Här Henckes sträiche mer. Da kritt elo d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth.

3. 6501 - Projet de loi portant approbation de conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetzesprojekt 6501 huele mer eng Rei vun Duebelbesteuerungsofkommissen un. Et sinn dat zum Deel Zousätz oder Ännerungen zu bestehende Konventionen, mä et ginn och eng Rei vun neie Verträge guttgeheesch. An den Hauptpunkt, deen ass, wéi et virdu schonns ugeklongen ass, d'Steierhannerzäiung ze bekämpfen.

Duerfir gëtt den Informatiounsaustausch tëschent de Steierverwaltungen vun de Vertragsstae verbessert, an d'Bankgeheimnis, dat kann net méi als Ursoach geholl ginn, fir där Informatiounslicht net nozokommen. Eis Duebelbesteuerungsofkommissen, déi ginn eigentlech dem Standard vun der OCDE ugepasst. Mir hunn also déiselwech Approche, wéi mer se geholl haten am Gesetz vum 29. März d'ës Joer iwwert den Informatiounsaustausch tëschent den EU-Memberstaaten.

D'Bankgeheimnis spillt um Niveau vun dem Informatiounsaustausch tëschent de lëtzebuergesch an den auslännesche Steierverwaltungen net méi. Mä opgepasst, d'Viraussetzung ass déi: nämlech, dass déi auslännesche Steierverwaltungen, ier se d'Informatiounen zu Lëtzebuerg froen, bei sech virdrun all Diligencé gemaach hunn. An dem Text vun den eenzelne Konventionen steet et, dass een nënnen esou kann «informations vraisemblablement pertinentes» kréien. Dat heescht also, dass d'Ufro aus dem Ausland muss wierklech begrënnt an och berechtigt sinn.

Et geet also net, fir sougenannten „fishing expeditions“ ze maachen, dat heescht, fir e méiglechst breet Netz auszewerfen, mat der Hoffnung, dass een herno dann e Fësch dra féint.

Här President, dee Gesetzesprojekt, dee schreift sech eigentlech an dee politesche Kontext vun dem G20-Sommet vu London aus dem Joer 2009 an. Mir waren deemoos op enger Lëscht, der groer Lëscht vun der OCDE vun deenen net onbedéngt kooperatiounswëllege Steuerparadäiser. Mir wollten awer de gudder Ruff vun onser Finanz- a Bankeplaz net op d'Spill setzen an duerfir hu mer schonns mat engem Gesetz vum 31. März 2010 eng ronn 20 Steueraccorden ugeholl, wou deemoos och e Passus draoung, nämlech dass, wann e Verdacht vu Steuerhannerzäiung géif bestoen, dat Land misst all Informatiounen ginn, fir dass dee Steierpflichtigen och senger Steierzuelerpflicht géif nokommen.

Duerfir hu mer och de 16. Juli 2007 (veuillez lire: 2011) weider siwe Steueraccorden ugeholl. 2012 hu mer e weider Gesetz gestëmmt, nämlech fir dat grenziwwerschreidend Andriewe vu Steiersuen ze erméiglechen. A schlieslech hate mer am März d'ës Joer eng Direktiv emgesat, wou mer den Informatiounsaustausch tëschent den europäesche Memberstaaten wat d'Steieren ubelaangt geregelt hunn.

Här President, deen Informatiounsaustausch ass sécherlech den Hauptpunkt vun den Duebelbesteuerungsofkommissen, mä mir wëllen awer net nënnen, dass mer weltwäit net als Steuerparadäis zielen. D'Duebelbesteuerungsofkommissen, de Luc Frieden huet dat de Mëtten ënnerstrach, déi hunn och eng wirtschaftlech Importenz. Duerfir maache mer déi Duebelbesteuerungsofkommissen, fir dass eis Betriber weltwäit nei Marché kënnen zougängelech gemaach ginn. An et gesäit een, dass déi grouss Geschäfte net méi ausschlieslech an Europa, mä wäit doriwier eraus gemaach ginn.

Duerfir huele mer eng Rei vun Besteuerungsofkommissen u mat eenzelne Länneren, dat si Mazedonien, d'Seychellen, Tadschikistan, de Laos a Sri Lanka. Datselwech zielt awer och fir de Kasachstan, do hate mer schon 2008 en Duebelbesteuerungsofkommissen, do hu mer en Avenant gemaach, well mer och do déi Klausel dragesat hunn, nämlech de Kampf géint d'Steierhannerzäien. Datselwech geschitt iwwer Avenante mat wesentlechen Handelspartneren vu Lëtzebuerg, nämlech Kanada, Südkorea,

Italien, Malta, Polen, Rumänien, Russland an och mat der Schwäiz.

Dann, Här President, hu mer awer zu gudder Lescht nach en neit Steuerofkommissen, wat mer maache mat eisem wichtigstem Handelspartner, nämlech Däitschland. Do geet dat bestehend Steuerofkommissen op 1958 zrëck. Et gëtt awer do zwou substanzuell Ëmännerungen, déi d'Leit och grenziwwerschreidend betreffen.

Dat ass nämlech esou, dass bis elo déi Pensionen aus dem sougenannte Régime statutaire, dat heescht dem öffentlechen Déngscht, wann en däitsche Statsbiurger, deen an Däitschland gewonnen huet, déi vun der Lëtzebuergcher öffentlecher Fonction kritt huet, dann ass déi Pension hei zu Lëtzebuerg besteiert ginn. Déi kann an Zukunft och an Däitschland besteiert ginn.

Dat, wat am wesentlechten ass a wat ganz vill Leit betrëfft, dat ass nämlech Folgendes: Wann eng Pension aus dem Privatsektor ausbezelt gëtt, da gouf déi bis elo ausschlieslech an dem Land vun dem Wunnstätz besteiert. Do kënt eng Neierung, nämlech dass konkret fir en däitsche Statsbiurger, deen an Zukunft eng Pension aus Lëtzebuerg kritt, dass déi zu Lëtzebuerg besteiert gëtt.

Dat ass awer net onbedéngt en Avantage. Firwat? Mä well bis 2005 an Däitschland d'Pensionen nënnen op der Halschent besteiert goufen. Am Joer 2013 gëtt eng Pension, déi an Däitschland oder zu Lëtzebuerg ausbezelt gëtt, an Däitschland zu 66% vun Pensionsmontant nëmme besteiert. Dat heescht also, dass, obschonn's de Steiertaux zu Lëtzebuerg méi niddreg ass wéi an Däitschland, de Pensionsempfänger ënner Ëmstänn besser ewechkëim, wann d'Besteuerung wéi bis elo an Däitschland géif gemaach ginn. Mä d'Besteuerungsbasis vun de Pensionen geet an Däitschland all Joers ëm 2% erop, fir 2040 op 100% ze leien. An doduerch ass dovun auszegoen, dass et sécher en Avantage ass fir de Pensionsempfänger, deen an Däitschland wunn, dass mat deem neie Regime seng Pension hei am Land wäert besteiert ginn. A fir eist Land bedeit dat och eng zousätzlech Steiereinnahm.

Här President, ech verweisen - Här Weiler och - fir de Rescht op mäi schrëftleche Bericht, deen eestëmme an der Finanzkommissioun ugeholl ginn ass, an ech ginn och der CSV hir Zoustëmmung zu deemem Projet de loi.

An dat hu mer a 6 Minuten 33 gemaach, ech mengen, dat war kuerz genuch.

Ech soen lech Merci fir d'Noluschteren.

M. le Président.- An ech soen dem Rapporteur Merci fir dee ganz komplette Rapport, deen esou komplett ass, datt kee méi brauch nach d'Wuert dozou ze ergräifen, sou datt mer direkt driwwer ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6501 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme, géint 1 Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Diane Adept, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum nächste Punkt, dem Projet de loi 6506, e Protokoll iwwert d'Immu-

nitët vun der Banque des règlements internationaux. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an och hei huet kee sech ageschriwwen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

4. 6506 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux immunités de la Banque des règlements internationaux, fait à Bruxelles le 30 juillet 1936

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Michel Wolter (CSV), rapporteur.- Merci, Här President. D'Bank fir den internationalen Zahlungsausgleich ass déi eelsten international Finanzorganisatioun vun der Welt. Si ass am Joer 1930 gegrënnt ginn an huet hire Sëtz zu Basel an der Schwäiz. Haut gëllt d'BRI als eng Schlësselroll an der Kooperatioun tëschent den Zentralbanken an aneren Institutiounen aus dem Finanzberäich. Si fördert d'Zusammenarbecht am Währungs- a Finanzberäich an ass d'Bank vun den Zentralbanken.

Niewebäi ass d'BRI och en Zentrum fir Währungs- a Wirtschaftsfuerschung a Sëtz vu ville Comitéen oder onofhängegen Organisatiounen, déi Recommandatiounen fir Länner am Beräich vun de Finanzen ausschaffen. An ech mengen, dach déi bekanntsten Organisatioun ass wuel de Comité de Bâle, dee regelméissig Propositionen iwwert d'Iwwerwaachung an d'Kontroll vun de Banken op der Welt ausschafft.

Laut Statuten hu just d'Zentralbanken oder aner international Finanzautoritéiten d'Recht, fir Aktionär ze sinn. Am Moment sinn dat eng ronn 60 Zentralbanken, déi dann och de Verwaltungsrot zesummesetzen.

Lëtzebuerg huet den 22. September 2011 de Protokoll iwwert d'Immunitéite vun der BRI ënnerschriwwen. Dee Protokoll garantéiert ënner anere, dass d'Operatiounen vun der BRI, déi Immunitéiten, déi si als Finanzinstitut an hirer Ausübung vun den Täché muss maachen, dass déi garantéiert sinn.

De 26. Juni 2011 huet de Verwaltungsrot vun der BRI am Kader vun enger Kapitaleröffnung der Lëtzebuergcher Zentralbank offréiert, Member ze ginn. D'ës Offer ass och un d'Zentralbanken vu Kolumbien, dem Peru an de Vereenegten Arabeschen Emirate gaangen.

D'Méiglechkeet vun der BCL, Member an der BRI ze ginn, ass d'Resultat vu laange Verhandlungen iwwert d'Opmaachung vum Kapital fir nei Memberen. Et ass an eisen Aen de Beweis, dass déi international Communautéit eiser Finanzplaz eng gewësse Wichtigkeet zougesteet, an et ass eng weider Bestäteegung, dass mir eng seriö an zuverlässig Finanzplaz hunn. Et ass awer och eng Unerkennung fir eis Zentralbank fir d'Qualitéit vun hire Contributiounen an d'Aarbechten an de Comitéen vun deeser Bank. Duerch d'ës Mitgliedschaft kann d'BCL hir Kompetenzen an hir Réseaux weider ausbauen a stärkeken. Des Weidere kann d'Banque centrale och méi cibléiert an d'Diskussiounen an deene verschidene Comitéen agräifen.

Här President, léif Kolleegen, den Interesse ass grouss. D'BCL huet de 15. Juli 2011 3.000 Aktië vun der BRI kritt. Dat entsprécht ronn 0,55% vum Kapital. De Präis, deen d'BCL fir dese Package vun Aktië bezuelt, beleeft sech op den Equivalent vu 65.712.000 Droits de tirage spéciaux. An Euro ausgedréckt huet d'ës Transaktioun e Wäert vun 72,850 Milliounen Euro.

Wichtig ass an deem Kontext ze ernimmen, dass d'Banque centrale deeser Transaktioun aus eegene Mëttele finanziert an et keng Inzidenzen op de Statsbudget kritt. Och wann d'Adhésioun un de Protokoll net eng Condition sine qua non ass, fir sech am Kapital vun der BRI kënnen ze bedeelegen, esou ass et säitens vun der BRI awer erwünsch, dass de Protokoll iwwert d'Immunitéite vun der Banque des règlements internationaux ugeholl gëtt.

No laangen Diskussiounen huet d'Finanzkommissioun eestëmmege décidéiert, fir der Chamber ze proposéieren, fir dee Projet de loi hei unzehuelen. Ech soe Merci fir deen aussergewöhnlech groussen Intérêt a bieten d'Chamber, fir de Projet ze stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Och hei Merci dem Rapporteur, dee méi wéi komplett war, sou datt sech all anere Commentaire dozou eriwregt. Mir kommen direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6506 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmme, géint 2 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adept, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Serge Wilmes), MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Scheuer), Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Se sont abstenus: M. Jean Colombera;

M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Néigation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou décidéiert.

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 6524 iwwert d'Schaffe vu Chambres professionnelles à base électorale. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo ageschriwwen, mä deen iwwerleest sech dat nach eng Kéier: den Här Gibéryen.

(Interruptions)

Also, en huet sech et schonn iwwerleucht.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Ech war ganz iwwerrascht, dass ech ageschriwwen war!

M. le Président.- Duerfir kritt elo d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

5. 6524 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base électorale

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am November d'ës Joer si Sozialwahlen, wou all Salarie drun deelhuele kann an wou och all Secteuren vum eiser Economie representéiert sinn. Haut stëmme mer eng Upassung fir d'Wahlen vun der Chambre d'Agriculture fir déi dräi Beruffer vun dem Bauer, Wënzer a Gäertner. Et ass eng Upassung vum Gesetz vum 4. Abrëll 1924 op déi aner Chambres professionnelles.

Bis elo ass et esou gewiescht, dass am Beräich vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an am Gäertnerberäich d'Opsetze vun de Lëscht fir d'Zentralbanken iwwert d'Gemenge gelaf ass. Op Demande vum Landwirtschaftsministerium sinn dees Lëscht fir déi dräi jee weileg Collègen: Agriculteurs, Viticulteurs an Horticulcteurs bis elo vun de Gemengen opgestallt ginn.

Nun ass et esou, dass déi Prozedur fir d'Gemenge besonnesch schwieer ass, well dees net ëmmer genau wësse kënnen, wéi wahlberechtigt ass a wien net. Derbäi kënt nach ëmmer méi, dass an de Gemenge mat Altersheimer et net sécher bis onméiglech ass, genau ze wëssen, zu welcher Kategorie vu Beruf déi pensionéiert Leit do gehéieren.

D'Gemengen hunn deemno keen Accès zu de korrekten Informatiounen, fir d'Wahlleschten



opzestellen. Doduerch konnte verschidde Gemengen dann och den Délai, dee fir d'Kommunikatioun no baussen noutwendeg ass, och net ëmmer anhalen.

Mam Gesetz vun haut alignéiere mer d'Prozedur zum Opstelle vun de Lëscht fir d'Chambre d'Agriculture un déi vun der Chambre des Salariés. Konkret heescht dat ganz einfach, dass de Landwirtschaftsministère déi néideg Donnéeë beim Centre commun de la sécurité sociale ufreet an d'Lëscht doropshin opstellt. Domat ass garantéiert, dass d'Sozialwahlen fir d'Chambre d'Agriculture korrekt nom leschte Stand och kënnen oflafen.

D'Gesetz vum 18. Abrëll 2008 iwwert den «renouvellement du soutien au développement rural» définiert de Beruff vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gärtner duerch déi respektiv sozial Cotisatiounen un déi landwirtschaftlech Gesondheetskeess. D'Cotisatiounen an d'Informatiounen, déi d'Gesondheetskeess huet, sinn, wéi mer wëssen, déi fiabelst a gëlle fir all Secteur.

Souwäit zum éischte vun deenen dräi Artikele vum Projet de loi.

Mam Projet de loi gëtt am Artikel 2 och de Kalenner vun der Publikatioun vun den definitive Wahlleschten op déi vun der Chambre des Salariés alignéiert, dat heescht, 20 Deeg no der offizieller Annonce vun dem Datum vun de Wahlen.

Datselwecht gëllt fir den Artikel 3 a leschten Artikel vum Projet de loi, wou d'Prozedur vum Recours géint d'Wahlleschten där vun der Chambre des Salariés och ugepasst gëtt. Bei de Modalitéte vum Recours hu mer an der Chamberskommissioun allerdéngs der Meenung vun der Regierung Rechnung gedroen, an net dem Avis vum Statsrot. D'Gemenge- respektiv d'Schäfferéit behalen do eng Roll, wat d'Transmissioun vun de Recoursen un de Riichter ubelaangt, a kënnen och, wann de Riichter dat fir noutwendeg hält, gehéiert ginn.

Als lescht Remarque wëll ech nach soen, dass den entspriechende Règlement grand-ducal den 8. März 2013 vum Regierungsrat guttgeheescht gouf an och scho positiv vum Statsrot aviséiert gouf. Duerfir wëlle mer eise Landwirtschafts- a Wäibauminister Romain Schneider extra luewen, well mer oft, jo, well mer oft Gesetzer stëmmen, ouni dass den entspriechende Règlement grand-ducal bekannt ass, dee jo, wéi gewosst, zwar net an der Kompetenz vun der Chambersplénière läit, awer, wéi an deem Fall, wou en hei virläit, fir méi eng grouss Transparenz vun eisen Aarbechte suergt. An duerfir soe mer e Merci!

Zur Informatioun wëllt ech nach vläicht just soen, dass am Ganzen 19 Plaze bei de Sozialwahlen fir d'Agrarchamber opstinn, 15 fir d'Baureverbänn, dräi fir d'Wënzer an ee fir d'Gärtner.

Domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur, deen och extrem komplett war. Et ass näischt méi bäizefügen. Mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6524 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Déi perséinlech Stëmme fir d'Éischt. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes (par Mme Martine Mergen), MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Fernand

Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Fayot), Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. André Bauler), Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colomera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chambre d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

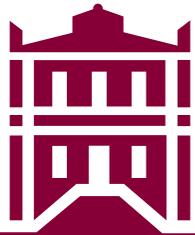
(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn um Enn vun eiser Sitzung haut ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir den 11., 12. an 13. Juni.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 19.35 heures)



Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Communications
 - M. le Président
2. Ordre du jour
 - M. le Président, M. Xavier Bettel
3. Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel
 - M. Xavier Bettel
4. Ordre du jour (suite)
 - M. Félix Braz
5. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz
 - M. Félix Braz (M. Michel Wolter intervient)
6. Ordre du jour (suite)
 - M. Gast Gibéryen (M. Ben Fayot et M. Lucien Lux interviennent), M. Serge Urbany, M. Gilles Roth, M. Lucien Lux, M. François Bausch, M. Claude Meisch
 - Vote sur l'ordre du jour (adopté)
7. 6485 - Projet de loi portant modification de l'article 567 du Code de commerce
 - Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth
 - Discussion générale: Mme Diane Adehm, Mme Lydie Polfer, M. Jean-Pierre Klein
 - Mme Octavie Modert, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. 6523 - Projet de loi relative aux banques d'émission de lettres de gage et portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. 6549 - Projet de loi portant approbation de la décision 8123/07 du 23 juillet 2007 du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du

Conseil, relative à la conclusion des accords au titre de l'article XXI de l'AGCS avec l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taïpei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, Hong Kong (Chine), l'Inde, le Japon, la République de Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les États-Unis d'Amérique concernant les modifications et ajustements compensatoires nécessaires à la suite de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République de Slovénie, de la République slovaque, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Lydia Mutsch
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. Heure d'actualité du groupe parlementaire DP et du groupe parlementaire déi gréng au sujet du rapport présenté à la presse luxembourgeoise quant à la prise de participation par des investisseurs qataris dans Cargolux

- M. Jacques-Yves Henckes
- Exposé: M. Fernand Etgen, M. François Bausch (dépôt d'une motion)
- Débat: M. Fernand Boden (M. François Bausch et M. Fernand Etgen interviennent), M. Lucien Lux, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany
- M. Luc Frieden, Ministre des Finances (M. François Bausch pose des questions)
- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. François Bausch intervient)
- Motion 1: M. Lucien Lux, M. François Bausch, M. Fernand Boden, M. François Bausch, M. Lucien Lux, M. François Bausch, M. Michel Wolter, M. Gast Gibéryen, M. François Bausch (motion 1 maintenue en suspens)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Marc Spautz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Ech hu par contre folgend Kommunikatiounen un d'Chambre ze maachen:

Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Bureau déposéiert.

Da goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposéiert:

de 14. Mee vun der Erzéigungsministesch de Projet de loi 6573, eng Reform vum Secondaire; de 15. Mee vun Ausseminister de Projet de règlement grand-ducal 6574 iwwert d'Participatioun vu Lëtzebuerg bei der EU-Missioun am Kosovo; den 31. Mee vum Wirtschaftsminister de Projet de règlement grand-ducal 6575 iwwert d'Produktioun vun Elektresch duerch erneierbar Energien; deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de règlement grand-ducal 6576 iwwert d'Participatioun vu Lëtzebuerg bei der Wahlobservatioun vun der OSZE fir d'Joer 2013; de 6. Juni vum Finanzminister de Projet de loi 6577, Compte général vum Joer 2012; deeselwechten Dag vum Gesondheitsminister de Projet de loi 6578 iwwert d'Schafe vum Beruff vum Psychotherapeut, a schliesslech den 10. Juni vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6579, eng Rei Direktiven iwwert d'Ophiewe vun Notzrechter fir verschidde Stroossen.

De 27. Mee 2013 ass d'Petitioun N°324 iwwert d'Organisatioun vum Taxisecteur vun de Bedreiwer an de Chauffere vun engem Taxiservice vun der Stad Lëtzebuerg eragereecht ginn.

Communications du Président - séance publique du 11 juin 2013

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducaux suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6573 - *Projet de loi portant sur l'enseignement secondaire*

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehes, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 14.05.2013

6574 - *Projet de règlement grand-ducal relatif à la prolongation de la participation du Luxembourg à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX Kosovo)*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 15.05.2013

6575 - *Projet de règlement grand-ducal relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables et modifiant: 1. le règlement grand-ducal du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre du marché de l'électricité; 2. le règlement grand-ducal du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de bio-gaz*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 31.05.2013

6576 - *Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à des missions d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles et parlementaires en 2013*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 31.05.2013

6577 - *Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2012*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 06.06.2013

6578 - *Projet de loi portant création de la profession de psychothérapeute et modifiant*

(1) le Code de la sécurité sociale;

(2) la loi du 8 juin 1999 relative au Collège médical;

(3) la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 06.06.2013

6579 - *Projet de loi*

1) portant approbation du protocole modifiant l'accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour véhicules utilitaires lourds, aux fins a) de satisfaire à la directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et b) de convenir, entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Suède, de l'introduction d'un système de «paperless vignette» dans leur système commun pour la perception d'un droit d'usage, signée à Bruxelles, le 21 octobre 2010;

2) modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994;

3) transposant la directive 2011/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 10.06.2013

3) La pétition n°324 concernant l'organisation du secteur des taxis a été introduite en date du 27 mai 2013 par les exploitants et chauffeurs d'un service de taxi sur le territoire de la ville de Luxembourg.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Ordre du jour

An hire Réunionne vum 6. a vum 10. Juni huet d'Présidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtten hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6485, eng Ofännerung vum Code de commerce, nom Modell 1; zweetens de Projet de loi 6523 iwwert d'Banques d'émission de lettres de gage, deen och eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Finanzsektor mat sech bréngt, nom Basismodell; duerno de Projet de loi 6549, eng Ofännerung vu verschidden Handelsaccords, déi no de leschten Adhésione vum EU-Memberländer néideg waren, och nom Basismodell, a schlussendlech eng Aktualitétsstonn

vun der DP-Fraktioun a vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert de Rapport, deen iwwert d'Bedelegung un der Cargolux vun Investisseuren aus dem Katar gemaach ginn ass.

Muer de Mëtten um zwou Auer hu mer fir d'Éischt d'Oriëntéierungsdebat 6380 iwwert d'Neutralitéit vum Internet, nom Modell 1; zweetens eng Oriëntéierungsdebat iwwert déi grenziwwerschreidend Mobilitéit, och nom Modell 1.

Den Donneschden de Mëtten um zwou Auer hu mer fir d'Éischt eng Debat vum der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert dem fréiere Justizminister Luc Frieden säin Ausübe vu senger Verantwortleng an der Instruktioun vun der Bommeleeräffär, déi zesumme mat enger Motion vun der DP-Fraktioun, déi d'Verauensfro stellt, behandelt gëtt.

D'Riedezäit ass festgeluecht: 20 Minutte fir de Riedner vun deene Grénge souwéi fir de Riedner vun der DP-Fraktioun a fir de Minister Luc Frieden. De Statsminister huet 30 Minutten, d'Fraktiounen 20 Minutten an d'Sensibilités politiques zéng Minutte Riedezäit.

Duerno hu mer nach eng Oriëntéierungsdebat iwwert déi lëtzebuergesch Arméi, nom Modell 1.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour avestanen?

Den Här Bettel freet d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et muss een einfach déi lescht Deeg kucken, wat alles geschitt ass, fir feststellen, dass déi Demande, déi mir d'lescht Woch gemaach haten, fir d'Verauensfro hei an der Chamber ze hunn, richtig, d'actualité ass a méi wéi nécessaire ass!

Déi lescht Nouvellen, déi ee matkritt huet iwwert de SREL: eng geheim Police, Accusatiounen; wann een de President vun der Enquêtekommissioun héiert, dee selwer Douten huet iwwert d'Aussoen, déi an der Enquêtekommissioun gemaach ginn, wou e selwer seet: „Elo zielt et, fir d'Wourecht ze soen!“, wat jo kloer beweist, dass déi Leit, déi mer virdu gehéiert hunn, net ëmmer d'Wourecht gesot hunn! Selwer als Member vun der Commission de contrôle vum Geheimdénsgscht net d'Wourecht gesot ze kréien, jorelaang, jorelaang!

Elo de Freideg, de Procureur général haut an d'Madame Woltz - an do soll een net mengen, dass et egal wéi ee Riichter wier -, dass deen héchste Riichter, de Procureur général, dass deen, dee mam Justizminister d'Organisation judiciaire mat organiséiert, déi Persoun bei eis an der Commission juridique zesumme mat der fréierer Juge d'instruction directeur Woltz, déi och net n'importe qui ass, déi eng unerkannte Juristin ass, eis selwer gesot hunn, si wieren erschloen, perséinlech getraff! An déi Wieder si mer frou, Här President, wa mer se elo an e puer Stonne kréien.

Firwat? Ech sinn och, an ech insistéieren, frou, dass dee Verbatim public gemaach gëtt. Well gëschter Owend hate mer eis e bësse Suerge gemaach, wéi op eng Kéier mer gesot kritt hunn, dass dee Verbatim bei lech, also hei am Bureau, misst gekuckt ginn, ouni kënnen ze kopéieren. Mir hu jo de Moien driwwer diskutéiert. An ech si frou, dass et fäerdegbruecht ginn ass - an ech muss lech soen, den Här Braz an ech selwer hunn eis gëschter Owend schonn opgeregert -, dass et misst public gemaach ginn, a mir freeën eis doriwwer!

An dann hu mer dat, mir maachen eng Demande an da gëtt den Ordre du jour fixéiert, da seet ee sech domadder: Mir kënnen jo net..., kommt, da waarde mer emol bis e Mëtwoch oder en Donneschdeg, fir driwwer ze diskutéieren! Wann een esou eng schlëmm Kris an engem Land huet, muss mir eisen Agenda fixéieren, wéi et dem Statsminister am beschte passt!

Ech ka mer net virstellen, dass an iergendengem anere Land - d'Madame Merkel am Bundestag, eng Veruansfro -, ma dass se seet: „Ma ech sinn elo emol zwee Deeg am Mosambik oder ech sinn hei oder a Schweden, dofir ass da keng Sitzung.“

Hei ass, well den Här Statsminister a Griichenland ass! Ech wëll lech just matdeelen, fir déi, déi et de Moien net matkritt hunn: En huet d'„Großkreuz“ kritt vum Sauveur, dat huet en iwwerrecht kritt. En hat gëschter Owend eng Konferenz. Et huet een och gesinn, dass e jo mat militäreschen Eieren empfaange ginn ass. Wann dat net annulléiert ka ginn, fir hei an enger Sitzung ze sinn, wou mer an der Chamber kënnen driwwer diskutéieren, dat fannen ech lamentabel!

Ech muss lech soen, Här President, dass mer dowéinst eng Modifikatioun vum Ordre du jour froen. Hei muss Prioritéit gesat ginn!

Firwat hu mer esou Skandalen hei an deem Land? Dat ass, well mer e Premier hunn, deen

entre-temps vlächit e ganze Sall voller Gielercher huet, mä hei an der Politik leider net déi Mesuren hält, déi gebraucht ginn!

Mir brauchen net esou eng Politik! Mir müssen hei kënnen driwwer diskutéieren. An dofir froe mer, well de Verbatim net de Moien ausgedeelt ginn ass, dass de Verbatim jo haut um véier Auer sollt public sinn an dass mer muer eis Séance sollten ufänke mat deene Veruansfroe vun deene Gréngen a vun der DP.

Mir kënnen net waarden, wéini et deem engen oder deem anere Minister passt, fir hei eis Politik ze maachen! An ech fannen, dass dat irrespectueux ass vis-à-vis vun eiser Chamber!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

3. Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech wäert lech och, Här President, d'Motioun iwwerrechen, déi d'DP dann iwwermuer..., also muer, hoffe mer selbstverständlech, ausser d'CSV, also d'Majoritéit, wier dergéint, mä mir hoffen op jidde Fall, dass mer muer de Mëtteg kënnen driwwer diskutéieren.

Mir fannen et schued, dass de Verbatim nach net ausgedeelt ginn ass, well wann deen ausgedeelt gi wier, gleecht mer, dann hätte mer haut emol net sollen ufänke mat iergendengem Projet an Heure d'actualité an aner Saachen, wann een esou eng grav Kris hei an dësem Land huet.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que le respect de l'État de droit, la séparation des pouvoirs ainsi que le bon fonctionnement et l'indépendance des institutions constituent les valeurs sur lesquelles est fondé le Grand-Duché de Luxembourg;

- considérant que l'exercice de son pouvoir de contrôle vis-à-vis du Service de Renseignement (SREL) a été entravé, étant donné qu'au cours des dernières années le Parlement a été mal ou pas du tout informé par le pouvoir exécutif des dysfonctionnements constatés au sein du SREL;

- considérant dans ce même contexte le comportement ambigu de certains membres du Gouvernement à l'égard de la Justice et du Parlement;

- considérant les déclarations publiques répétées ainsi que les explications fournies à la Commission juridique par certains hauts magistrats du Parquet;

- considérant que ces déclarations font état d'un manque de confiance manifeste et flagrant entre les responsables des pouvoirs exécutif et judiciaire;

- considérant que les membres du Gouvernement qui sont à l'origine de cette perte de confiance ne pourront pas la rétablir de façon crédible;

- considérant que cette situation intenable ainsi que les révélations des derniers mois et semaines dans le cadre des affaires «SREL» et «Bommeleer» ébranlent la confiance des citoyens dans les institutions de notre pays;

- considérant que cette confiance est d'autant plus nécessaire que notre pays doit faire face à des défis de taille sur le plan économique, financier et social;

invite le Gouvernement

- à présenter sa démission au Grand-Duc.

(s.) Xavier Bettel, François Bausch, Félix Braz, Gast Gibéryen, Claude Meisch.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bettel. D'Wuert huet den Här Félix Braz gefrot.

4. Ordre du jour (suite)

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Merci, Här President. Déi gréng Fraktioun ënnerstëtz d'Demande vun der DP-Fraktioun. Dësen Ordre du jour ass an der Conférence des Présidents diskutéiert ginn. Do ware jo och eng ganz Rei Awänn vu grénger Säit, fir d'Debatt net haut stattfannen ze loossen. Mir sinn awer, wéi d'Kolleege vun der DP, der Meenung, dass d'Debatt spéitstens muer misst kënnen stattfannen.

Déi Diskussiounen, déi mer hei musse féieren, déi betreffe grav Faiten. An et ass net normal, dass esou laang muss gewaart ginn, bis déi Faiten hei an der Chamber kënnen diskutéiert a vidéiert ginn.

De Statsminister huet wuel seng Obligatiounen am Ausland. Mä Pläng kann een änneren. An et huet een oft genuch matkritt, dass souguer Statsvisiten an anere Länner ofgebrach gi sinn, déi Joren am Virus zum Deel geplangt gi wa-

ren, wann d'Gravitét vu Faiten doheem et verlaangt huet.

An eisen Aen ass dat heiten esou e Fall. A mir bedauern et nach eng Kéier, dass déi Debatt net schonn haut ka stattfannen. Mir sinn der Meenung, dass déi spéitstens muer misst kënnen stattfannen.

D'autant plus, wou jo zënter gëschter en neie Fait derbäikomm ass, nämlech de Fait, dass de Procureur général d'État an engem Interview erkläert huet, dass scho méi fréi déi Rumeuren, déi geziilt gestreet gi sinn an déi hie viséiert hunn, och de Géigestand ware vun engem Gespräich tëschen him an dem Statsminister an dass de Statsminister deem Gespräich keng Suité ginn huet. Dat ass en neie Fait. Dat ass en neit Element, wat no der Conférence des Présidents komm ass a wat fir eis bedeit, dass een déi Diskussioun hei méi fréi misst féieren.

5. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

De 7. Juni, Här President, sinn an der Commission juridique souwuel de Procureur général d'État wéi d'Madame Juge d'instruction directeur gehéiert ginn an de Minister Luc Frieden. Déi Saachen, déi do am Raum stinn an déi fir eis eng kloer Interpretatioun hunn - hei geet et ëm Entrave vun der Aktioun vum Parquet, hei geet et ëm Entrave vun der Indépendance vun der Justiz am Allgemengen -, dat verlaangt fir eis eng Diskussioun mat Konsequenze fir de be-treffene Minister.

Dofir déposéieren och mir d'Motioun elo scho gären haut, an der Hoffnung, dass d'Majoritéit an der Chamber d'accord ass, den Ordre du jour ze änneren an déi Diskussioun muer scho kënnen ze féieren. A fir dass jiddwree sech kann op déi Diskussioun préparéieren, wëlle mer den Dépôt vun der Motioun och elo scho maachen.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Hunn ech dat richtig verstanen, dass Dir elo d'Konklusioun scho gezunn hutt, ier den Débat iwwerhaapt komm ass?

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Fir eis jo! Dir wäert lech wonneren, Här Wolter,...

(Interruptions)

...ech hunn dat net nëmme gesot, mir hunn et souguer scho geschriwwen! Mir hunn et souguer scho geschriwwen, Här Wolter, an enger Motioun. Well fir eis: d'Debatt, mir maache jo hei an der Chamber keng Debatt iwwe nei Faiten. D'Faiten, wann Der derbäi gewiescht wiert an der Commission juridique - Äre Kolleege, de Fraktiounschef vun der LSAP, de Lucien Lux, dee war an där Kommissioun, en ass do net Member, et huet en interesséiert, en ass komm; anerer hätten dat och dierfe maachen -, dann hätt Der eise Wëssensstand, wat d'Faité betrëfft.

D'Interpretatioun, déi mir maachen, mag eng aner si wéi déi, déi Dir maacht, mä mir brauche keng nei Fakten. Mir hunn de Minister héieren, mir kennen d'Fakten a mir kënnen och bis dräi zielen!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant le débat sur l'exercice de ses responsabilités dans le contexte de l'instruction du dossier dit «Bommeleer» par Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice de 1998 à 2009;

- considérant les déclarations et explications de Monsieur le Ministre Luc Frieden, de Monsieur le Procureur général d'État Robert Biever et de Madame la juge d'instruction directeur Doris Woltz devant la Commission juridique en date du 7 juin 2013;

- considérant que Monsieur le Ministre Luc Frieden a eu dès 2001, en sa qualité de Ministre de la Justice, des interventions régulières et constantes dans leur contenu auprès du Procureur d'État mettant en doute l'utilité à poursuivre l'instruction en cours de l'affaire dite «Bommeleer»;

- considérant que Monsieur le Ministre Luc Frieden a eu en 2006, alors qu'il était Ministre de la Justice, une intervention en dehors du cadre professionnel auprès de la juge d'instruction directeur en charge du dossier mettant en doute l'utilité à poursuivre l'instruction en cours de l'affaire dite «Bommeleer»;

- considérant que cette façon d'agir de Monsieur le Ministre de la Justice porte atteinte à l'indépendance de l'action du Parquet et de la justice en général;

- *considérant que cette façon d'agir n'est pas acceptable non seulement en principe mais aussi compte tenu tout particulièrement de la gravité de l'affaire «Bommeleëz» et des soupçons qui mettaient en cause des institutions,*

pour toutes ces raisons, retire sa confiance à Monsieur le Ministre Luc Frieden.

(s.) Félix Braz, François Bausch, Xavier Bettel, Gast Gibéryen, Camille Gira, Henri Kox, Josée Lorsché.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Braz. D'Wuert kritte elo den Här Gibéryen.

6. Ordre du jour (suite)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Och d'ADR wäert deen Antrag vun der Demokratescher Partei ënnerstëtzen, fir eng Ännerung vum Ordre du jour ze kréien. Ech mengen, ech sinn net Member vun der Commission juridique, mä ech hunn et awer wichteg fonnt, datt ech d'lescht Woch de 7. Juni an der Sitzung derbäi war, fir mer direkt deen Informatiounsstand ginn ze looszen, deen all Deputéierten d'Recht hat, sech do ginn ze looszen.

Ech sinn och direkt zu där Konklusioun komm, wéi d'Kolleeg vun der Demokratescher Partei, vun deene Gréngen an déi Lénk, déi all deiselwecht Konklusiounen aus deem Débat do gezunn hunn.

Ech mengen, wann een esou eng grouss institutionell Kris huet, wéi mer se do de leschte 7. Juni an der Kommission erlieft hunn, wou am Fong den Här Biever an d'Madame Woltz Aussoe gemaach hunn, déi eleng schonn de Schratt gemaach hunn, fir iwwerhaupt esou Aussoen ze maachen, quitte datt dann deen een an deen anere se nach wëllt nuancieréieren, mä eleng de Schratt, fir esou Aussoen ze maachen, mengen ech, ass schonn esou grav genuch, datt ee ka vun enger institutioneller Kris schwätzen.

Fir eis waren déi Aussoen esou kloer, datt mir schonn am Fong während där Sitzung eng Deklaratioun gemaach hunn, datt dat nëmme kann als Konsequenz hunn, datt den zoustännegen deemolege Justizminister, den Här Frieden, misst demissionéieren.

Mä et geet ëmmer virun: Gëschter hu mer erëm nei Uschëllung kritt vum Procureur vis-à-vis vum Statsminister, wat, mengen ech, awer och ganz grav war, wann een dat richtig analyséiert, wou am Fong iwwert de SREL eng soi-disant geheim Police soll fonctionnéiert hunn, wou de Statsminister anscheinend och soll Beschede gewosst hunn. Wann dat och alles soll stëmmen, da si mer, mengen ech, um Maximum ukomm, deen iwwerhaupt kann an enger institutioneller Kris an engem Land estoen.

A wa mer an där Situatioun sinn, fir dann ze soen: „Ma dann huele mer eis elo emol nach e puer Deeg Zäit, fir nozedenken, an da maache mer dat iergendwéi um Enn vun der Woch en Donneschdeg. Wa mer de Rescht alles vun eiser parlamentarescher Aarbecht gemaach hunn, da komme mer dann och nach zum Schluss dorobber“, dat, fannen ech, ass deem nach en Deckel dropesat.

Ech mengen, dat hätt ee missen haut scho maachen! Esou eppes hätt een am Fong haut scho missen diskutéieren.

Bon, elo ass e Kompromëss hei proposéiert ginn, fir et dann zumindest muer ze maachen. Ech mengen, dee misst awer elo fir jiddwereen akzeptabel sinn, datt een elo seet: „Ma da kommt, dann zéie mer et wëinstens op muer vir, dann huet jiddwereen de Verbatim vun der Kommission virleien. Et kann och nach jiddwereen eng Nuecht driwwer schlofen, mä da maache mer et muer.“ Firwat dann nach bis en Donneschdeg waarden?

Ech weess och net, ob d'Ursoach soll sinn, Här President, datt den Här Juncker a Griichenland ass. Well ech mengen, wann en den Owend gären heiheem wier, ech hu gesinn, e war net mat engem Linnefluch dohinnegeflunn, da wier en och, mat deem Fliger wier e wärscheinlech och den Owend erëm heiheem. Also, ech ka mer dat net virstellen, datt et den Här Juncker ass, deen d'Ursoach soll sinn.

Ech mengen, et wieren éischer d'Sozialisten, déi d'Ursoach sinn...

(Brouhaha général)

...déi d'Ursoach sinn, well datt d'CSV jo fir den Här Frieden stëmmt, dat schéngt mer jo logesch ze sinn. Mä d'Fro ass: Wéi stëmmen d'Sozialisten?

► **Une voix.**- Et sinn ëmmer d'Sozialisten.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- An ech fäerte ganz elo, d'CSV brauch nach zwee Deeg, bis se d'Sozialisten erëm gekniewelt huet.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Wéi ass et da mat der ADR? Wat seet d'ADR dann dozou?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wéi den neien CSV-Fraktionspresident elo gëschter Owend...

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Si mer beim Ordre du jour nach, Här President?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mir si beim Ordre du jour! Wéi den CSV-Fraktionspresident...

Här Lux, Dir héiert dat net gären, ech weess dat!

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Oh, Dir kënnt net alles wëssen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech si jo och net hei, fir lech e Gefalen ze maachen.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Dat kënnt Der lech guer net virstellen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Den CSV-Fraktionspresident huet jo och gëschter Owend um Fernseh ganz kloer gesot: „D'Sozialisten, déi misse matstëmmen.“

(Brouhaha et hilarité)

Also, déi si jo guer net gefrot ginn! Déi misse matstëmmen! Also, wat sollen déi iwwerhaupt sech nach do opreegen a Gedanke maachen, déi misse matstëmmen!

(Brouhaha)

An anscheinend gëtt et der awer an de sozialistesche Reien, déi wëllen net méi mat där CSV mathalen. Déi wëllen net méi där CSV an där politescher Situatioun, wou mer sinn, de Réck stäipen. An duerfir läit de Problem am Abléck bei de Sozialisten.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Wat hutt Dir dann an Ärer Partei decidéiert, Här Gibéryen?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Just an där heiter Fro, Här Fayot,...

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Hat Der eng grouss Sitzung zesummen, jo?

(Hilarité et brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mir sinn eis ganz eens! Mir sinn eis ganz eeneg an där heiter Fro, Här Fayot. Mä et schéngt, wéi wann d'Sozialiste sech awer - an dat confirméiert Der jo och elo - net eens wieren!

Also, ech géif proposéieren, da sollen d'CSV an d'Sozialiste sech hént zesummesetzen, mä mir sollen dat hei spéitstens muer um Ordre du jour behandelen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. Den Här Urbany huet d'Wuert gefrot.

(Interruptions)

Lauschttert elo emol den Här Urbany!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Jo, Här President, wann ech an deenen esou mouvementéierten Zäiten, an deene mer jo zënter e puer Deeg dra sinn, esou kucken, wat dobaussen erkläert gëtt vun deene Parteien, déi hei an der Chamber vertratt sinn, da spillt ee Wuert eng grouss Roll, dat ass: Et ass eng „Statsaffär“!

A wann et eng Statsaffär ass, fannen ech, da soll de Statsminister och hei sinn, fir iwwert déi Statsaffär mat eis ze diskutéieren a fir déi néideg Konsequenzen doraus ze zéien.

Déi Statsaffär besteet aus zwee Voleten: éischtens deem vun enger Beafflossung vum Parquet, déi absolut onzoulässeg war, egal, a wat fir enger Form dass et gesot ginn ass. Et ass repetitiv gewiescht. Et hat den Afloss, e Resultat ze kréien. An de Procureur huet hei an eiser Kommissionsitzung, wou ech och derbäi war, onni Member ze sinn, en entscheidende Saz gesot. Hien huet gesot: «Qui tient le Parquet tient la Justice!»

An dat war den Enjeu vun deenen Interventione vum Minister vis-à-vis vum Parquet, an enger Affär, déi ëmmerhin d'Land zënter 30 Joer beschäftigt. Soudass et kloer ass, dass an esou enger Affär, wou de Verdacht och nëmme besteet, dass de Justizminister, dee gläichzäitig och Policeminister war, deen Afloss op de Parquet wollt ausüben, dass et do absolut noutwendeg ass, dass déi Debatt hei esou séier wéi méiglech an der Chamber stattfénnt!

An da kënnt jo nach déi aner Affär derbäi, déi gradesou d'Land beschäftigt, déi vum Geheimdéngscht, wou jo elo erauskëent, dass do eng Aart „Geheimpolice“ innerhalb vum Geheimdéngscht bestanen huet, déi et als Aufgab fir sech selwer ugesinn huet, fir Leit, fir Politiker, wärscheinlech och nach fir aner Leit, fir d'Vertriener vun der Justiz op eng Aart a Weis ze bespëzelen, déi wierklech déguelasse ass an déi

mat Methoden operéiert, wéi mer se aus aneren Zäite kennen.

Dofir kann ech nëmme deen Antrag hei ënnerstëtzen, fir déi Debatt esou séier wéi méiglech, haut nach oder muer, ze féieren. An ech wäert selbstverständlech och där Motiouen hei meng Zoustëmmung ginn.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. Den Här Roth freet d'Wuert.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Merci, Här President. Ech mengen, mir hu gëschter Moien an der Presidentekonferenz decidéiert, opgrond vun der Statsvisite, déi de Premier Juncker de Moment a Griichenland mécht, fir dass mer déi Debatt...

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- De Statsminister...

► **M. Gilles Roth (CSV).**- ...dass mer déi Debatt den nächsten Donneschden de Mëtte wäerte féieren.

Mir hunn haut de Moien decidéiert an der Commission juridique, an dat à l'unanimité, dass mer där Transparenz, déi néideg ass an deem Dossier, géifen nokommen an dass och duerfir dee Verbatim géif public gemaach ginn.

Dee Verbatim, do hunn déi dräi Leit, déi vu bausse komm sinn - dat ass de Justizminister, dat ass d'Madame Woltz an dat ass och de Procureur général, den Här Biever -, d'Méiglechkeet, fir bis véier Auer hir Awänn eranzeginn. An da gëtt dee Procès-verbal, dee Verbatim public gemaach. Dee kënnt op den offizielle Site vun der Chamber. Dat ass och richtig an där Affär.

Ech mengen, jiddweree soll d'Méiglechkeet kréien, fir dass deen Dossier seriö preparéiert gëtt fir den nächsten Donneschden. All Intervenant soll déi Méiglechkeet ageraumt ginn. An ech sinn och dann iwwerzeegt, dass eng ganz Rei vu Virwërf hei - ech muss soen, wat den Här Braz gesot huet: „Entrave“, dat ass e grave Virgang, dat ass eng Infraction pénale -, dass déi aus dem Wee geraumt ginn.

An duerno ka jiddwereen, an all Fraktioun fir sech an hirer voller Onofhängegkeet, dat zielt fir meng Fraktioun, dat zielt fir d'LSAP, jiddweree kann dann zu deem Dossier an zu deene Motiouen, déi déposéiert gi sinn an déi elo vun der Demokratescher Partei eréischt erauskomm ass, déi Positioun anhuelen, déi hie fir richtig fënn.

An ech sinn iwwerzeegt, dass mer dann eng Décisioun huelen, déi am Interess vum Land wäert sinn an déi och an der Kontinuitéit vun der Politik wäert leien, déi dat Land hei brauch, a virun allem, dass mer déi schwierig wirtschaftlech a finanziell Kris, déi mer de Moment am Land hunn, fir dass mer déi kënnen zur Zufriedenheet vun eise Bierger bewältegen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Roth. Den Här Lux huet d'Wuert.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Här President, ech sinn e bëssen iwwerrascht, well ech gëschter Moien an der Sétzung deelgeholl hu vun der Presidentekonferenz, an ech mengen, déi zwee Kolleeg vun der Opposition kéinte riichtstoe fir d'Tatsaach, dass mer an deene leschte Joren ëmmer ganz gutt opgepasst hunn, d'Rechter vun der Opposition do ze respektéieren an d'Ordre-du-jouren esou ze maachen, dass all Débat hei wierklech esou zur Geltung kommen, wéi se dat verdéngen.

Ech muss soen, mir hu jo deen Débat gëschter Moien do scho gefouert, dee mer elo hei féieren, an ech hat wierklech gemengt gehat, dass um Schluss vun der Debatt mer u sech eis awer eens waren, fir ze respektéieren déi offiziell Visite, déi de Premier a Griichenland géif maachen, an dass mer dann dat géife respektéieren, esou wéi mer och all aner offiziell Reesen oder offiziell Interventione, déi Ministeren misse maachen, an Agenda vun der Chamber versichen ze respektéieren.

Dofir géif ech mengen, dass deen Débat hei, dee vill méi verdéngt wéi de Folklor vum Här Gibéryen, dass deen den Donneschde gradesou gutt ka stattfanne wéi muer, dass mer dat den Donneschden en toute sérénité kënnen maachen, all Elementer, a mer jo vläicht, wann ech mer déi salopp Bemierkung kann erlaben, an der Tëschenzäit nach méi Elementer den Donneschden hunn, wéi mer der haut oder muer hunn.

Ech mengen, mir kënnen dat den Donneschden en toute sérénité, ganz roueg maachen, respectueux vun deem, wat d'Interventione vun der Opposition waren, déi mer direkt akzeptéiert hunn, direkt op den Ordre du jour. An ech hunn och an där Réunioun gesot, an ech mengen, dat gëtt vu mengem Kolleeg vun der CSV och gedeelt, dass, wann et bedei hätt, dass de Statsminister oder den Débat eréischt d'nächst Woch hätt kënnen stattfannen, dann

hätte mer och Problemer gehat, fir dat ze akzeptéieren. Mä vu mëttwochs op donneschdes, de gräce! Ech mengen, dass mer dat och den Donneschde respectueux vum Agenda vum Premierminister a Rou kënnen diskutéieren.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Lux. Den Här Bausch freet d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, ech wëllt just dozou awer da preziséieren, wéi dat ofgelaf ass gëschter an der Conférence des Présidents. Ech wëll éischtens drop insistéieren, datt ech mech zimlech driwwer opgereegt hunn, iwwert de Fait, datt...

(Interruption)

...zimlech driwwer opgereegt hunn, iwwert de Fait, datt bei enger Statskris, an ech sinn der Meenung, datt mer eis an enger Statskris befannen, net direkt d'office dënsches moies, wann d'Chamber ugeet, dat kéint zur Debatt kommen.

An ech hunn och gemengt gëschter an der Sétzung, datt de Statsminister déi Rees do hätt solle verschieben an net untrieden. Well dat wär gëschter Moien nämlech nach méiglech gewiescht. Et ass keng Statsvisite gewiescht. Et ass eng Visite gewiescht, ech wëll och d'Beideitung vun där Visite net erofspillen, mä et wär parfaitement méiglech gewiescht, menger Meenung no, gëschter Moien déi Rees ze verschieben op eng oder zwou Wochen dono, wat och ëmmer, an dann hei am Parlament ze sinn.

Mir haten dann eng hefteg Diskussioun dorivwer. Bon, a vu datt et em d'Saach geet, hunn ech herno... ware mer d'accord, datt mer et dann donneschdes géife maachen. Allerdings kouv en neie Fait gëschter Mëtteg derbäi, deen dat Ganzt jo awer net verbessert huet an deen déi Diskussioun esou onméiglech gemaach huet am Land.

Ech weess net, ob d'Deputéiert vun der Majoritéit net duerch d'Land de Moment ginn an no-lauchteren, wat d'Bierger dobaussen denken a soen. Mä de Moment si mer an enger heftegster Vertrauenskris par rapport zu den Institutione. An dann, mengen ech, dann ass et ubruecht, datt een esou schnell wéi méiglech iwwert déi Vertrauenskris schwätzt an diskutéiert an dann net nach een, zwee, dräi Deeg versträiche léisst, ier een dat mécht. Well da gëtt d'Saach net besser, mä d'Kris gëtt just méi déif an et gëtt nach méi schwéier, herno aus där Kris erauszekommen.

An dat ass de Grond, firwat mer och haut decidéiert hunn, awer à charge ze kommen zum Ordre du jour an nach eng Kéier ze froen, ob et net méiglech wär, deen Débat elo esou schnell wéi méiglech stattfannen ze looszen.

► **M. le Président.**- Den Här Meisch, wann ech gelift.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Merci, Här President. Leider muss ech eenzelne Memberen hei och nach eng Kéier rappeléieren, datt, wéi den Här Bausch et grad gesot huet, ech och gëschter Moien an der Conférence des Présidents méi wéi eng Kéier insistéiert hunn, datt mer den Ordre du jour aneschtens géifen opstellen, datt mer dat, wat d'Leit momentan am Land beschäftigt, nämlech déi grav Vertrauenskris, datt mer doriwwer prioritär haut de Mëtteg nach kéinten diskutéieren. Do hu mer keng oppent Ouer fonnt op der Sait vun der Majoritéit. Mir hunn dat dunn zur Kenntnis geholl.

(Interruption)

Här Lux, Dir selwer wësst, datt ech zweemol...

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Mir hu ganz seriö doriwwer diskutéiert!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Jo, jo!

...datt ech zweemol gefrot hunn, de Programm vun där Visite do ze kréien. Zweemol en présence vum Minister, dee chargéiert ass fir d'Relatioun tëschter Regierung a Parlament, a sengem héije Fonctionnaire hunn ech gefrot: „Da sot eis emol wann ech gelift: Wéini ass de Statsminister da wou? A wär et da wierklech net méiglech, fir en éischer heihinner ze kréien?“ Ech hu keng Äntwert dorobber kritt. Dat wëll ech awer och nach eng Kéier hei erënnere, wa mer dee ganzen Oflaf vun där Réunioun do wëllen haut de Mëtteg nach eng Kéier hei oprullen.

An ech ginn dem Här Bausch recht, datt entretiens no där Conférence des Présidents vu gëschter Moie jo awer nach en neie Fait opgetratt ass, deen dat Vertrauen, dat um bröckelen ass, jo awer nach eng Kéier daitlech geschiedegt huet, wou et manner em den Här Frieden geet, mä awer leider em de Statsminister.

An eis Motiouen viséiert jo net nëmme den Här Frieden. Eis Motiouen viséiert dat Vertrauen, wat verluer gaangen ass insgesamt an d'Politik, an d'Regierung ganz besonnesch an an d'Institutionen, an den objektive Rôle vun den Institu-

tious. An dat demokratesch virgesinnet Zesummespill vun den Institutiounen hei am Land, dat huet gëschter Moie mat deem Interview vum Procureur général awer nach eng Kéier en daitleche Coup kritt.

Duerfir bleiwe mir bei eiser Propos, déi ech gëschter Moie schonn an der Conférence des Présidents gemaach hunn, fir där doter Saach Prioritéit ze ginn. Well mer leider am Laf vum Dag gëschter eréisch gewuer gi sinn, datt de Verbatim nach net konnt, wéi versprach, gëschter erauskommen, mä dann eben elo eréischt haut de Mëtze soll public gemaach ginn, kann ech domadder d'accord sinn, dass mer muer de Mëtzen doriwuer diskutieren.

Ech mengen awer, datt et wichteg wär, datt dëst Haus géif weisen, datt mir d'Prioritéit hunn, fir den Ordre du jour vun eisen eegenen Debatte kënnen ze organisieren, an och erkennen, wat de Leit dobaussen am Land momentan um Häerz läit.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Sou! Ech mengen, et wär alles gesot. Mir géifen dann ofstëmme iwwer den Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloe gëtt.

Fir all déi, déi mat deem Ordre du jour averstane sinn, déi stëmme mat Jo. Déi net mat deem Ordre du jour averstane sinn, stëmme mat Neen. Also den Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloe gëtt.

Vote sur l'ordre du jour

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Den Ordre du jour ass uegell mat 41 Jo-Stëmme géint 19 Nee-Stëmme, bei kenger Enthaltung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par Mme Nancy Arendt), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Jean Colomera et Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Dann ass den Ordre du jour esou akzeptéiert.

Eisen éischte Projet de loi vun haut de Mëtzen ass de Projet de loi 6485, eng Ofännerung vum Code de commerce. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Adehm, d'Madame Polfer an den Här Klein.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

7. 6485 - Projet de loi portant modification de l'article 567 du Code de commerce

Rapport de la Commission juridique

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „De Gesetzesprojet 6485, dat ass e klenge Projet fir d'Justiz, et ass awer e grouse Projet fir d'Kommunikatiounen“, dat waren d'Wieder vum fréiere Justiz- a Kommunikationsminister, wéi hien dese Projet an der Justizkommissioun vun der Chamber presentéiert huet. Et ass dem Fränz Biltgen säi Bébe. An hie wollt zum Enn vu sengem Mandat dese Projet och nach onbedéngt gestëmmt hunn.

Mir sinn dat éischt europäesch Land, wat seng Faillitiléislatioun op de sougenannte „cloud computing“ achséiert. Mir schafe Rechtssécherheet an deem Beräich. An dat ass e wesentlech Kompetitivitéitsvirsprung vun eisem Land op deem Plang. An Zuelen ausgedréckt: De Cloud computing ass e Marché an der Europäescher Unioun, deem am Joer 2009 iwwer véier Milliarden Euro ausgemaach hat, mat engem Wuesstum vun 20% bis 2015.

Här President, Cloud computing steet eigentlech fir „Rechnen an der Wolle“. Vereinfacht ausgedréckt, stellen ech Informatikinfstrukturen zur Verfügung, déi da vun anere kënnen geloung ginn, fir hir Daten dorop ofzespäicheren. De Stockage vun enger Entreprise hiren Donnéeë geschitt net méi bei hir selwer, mä gëtt souzesoe geografesch ausgelagert.

Et heescht, de Problem ze léisen, wann eng Firma, déi Cloud computing, also Stockage ubitt, Faillite mécht. Kommen déi aner Leit dann nach un hir Donnéeën a kënnen si déi nach erëmkreien? Ee generelle Prinzip an eisem Failliterecht ass nämlech deen, dass am Fall vun enger Faillite alles an d'Masse vun der Faillite fällt an déi enzel Créancier, dat heescht déi Leit, déi nach Suen ze kréien hunn, net individuell méi kënnen hir Geldforderungen akloen.

D'Faillite gëtt vum Curateur ofgewéckelt. An der Regel ass dann de Stat mat de Steieren an de Sozialversicherung vir, an déi aner Créancier deele sech de Rescht. Oft sëtze si herno da mam Fanger am Mond do.

Eng Ausnahm ass de sougenannte „droit de revendication“, dat heescht d'Reckfuerderungsrecht. Dat spillt am Fall, wou Wuere bei dem Faillitier an Dépôt gesot goufen oder bei him consignéiert gi sinn. An deem Fall ass de Faillitier jo net Propriétaire vun deene Saachen. Si falen och net an d'Masse vun der Faillite, an déi rechtlech Propriétaire kënnen des dann och zréckfroen.

Dofir mussen awer dräi Konditiounen erfëllt sinn:

Éischters, déi Saach, déi ech bei de Faillitier an den Dépôt ginn hunn, muss e Géigestand sinn, dee physisch existéiert an individualiséierbar ass. Dat heescht, ech muss e kënnen trennen vun anere Saachen. Zweetens, de Géigestand, deen ech an den Dépôt ginn hunn, muss als solchen nach bei der Faillite existieren. An drëtten muss ech rechtlech Propriétaire vun deem Géigestand sinn.

Eise Code de commerce geet mat senge Bestëmmungen iwwer d'Failliten zum Deel op den Ufank vun dem 19. Johonnert zréck. An deemools gouf et nach kee Cloud computing. Dofir schwätzt den Artikel 567 vum dem Code de commerce, deen d'Reckfuerderungsrecht regelt, vun „marchandises“, also vu Wueren. D'Riichten hunn dee Begrëff awer ëmmer méiglechst breet ausgeluecht, fir d'Reckfuerderungsrecht dach large ze kucken. Mä de Stockage vun Donnéeën ass schwaier mat dem Wuert „marchandise“ ze emfaassen. Fir Rechtssécherheet ze schafen, gëtt elo an Zukunft eng kloer Trennung an den Text ageschriwwen tëscht Gidder, déi eng physisch Existenz hunn, an deene Gidder, déi een net kann upaken.

Dofir gëtt um Niveau vun dem Artikel 567 vum dem Code de commerce an Zukunft d'Trennung vu Biens meubles corporels non fongibles a Biens incorporels non fongibles gemaach. Fir déi éischt Zort vu Gidder ännert sech näischt. D'Revendicatioun leeft nom ale Muster of. Fir déi zweet Zort, dat heescht Gidder, déi ech net kann upaken, do gëtt d'Revendicationsprozedur elo ugepasst.

An do läit den eigentleche Grund vun der Gesetzesännerung. Et geet nämlech drëm, Donnéeën oder Fichieren ze emfaassen, déi vun enger Cloud-computing-Firma gehale ginn. Wann also esou eng Cloud-computing-Firma faillite geet, da kënnen déi Donnéeën zréckgefuert ginn.

Natierlech ass d'Revendicatioun an esou Fäll un eng Partie Konditioune gebonnen:

1. Déi informatesch Donnéeë mussen individuell bei der Firma, déi Faillite gemaach huet, verfügbar sinn.
2. Dës Donnéeë mussen nach am Besëtz vun Faillitier sinn, am Sënn vun enger sougenannter „legaler Possessioun“ oder enger Détention.
3. D'Date mussen kënnen vun allen aneren Donnéeën am Moment vun der Faillite getrennt ginn.

Konkret heescht dat, dass de Curateur dat kann duerchféieren, zum Beispill duerch Logicielen oder Infrastrukture vum Faillitier. D'Käschte vun dieser Operatioun muss awer deen, dee reklamiert huet, iwwerhuelen. D'Plus-value vun dem Gesetz ass grouss, well am Fall vun enger Faillite ass déi genau Prozedur fir d'Revendicatioun vun diesen Donnéeën a Fichiere geregelt.

Ech verweise fir de Rescht op mäi schréttleche Rapport, deen d'Justizkommissioun eestëmmege uegell huet.

► **M. le Président.** - Merci dem Rapporteur. An als éischt Riednerin ass d'Madame Diane Adehm agedroen. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Alles, wat engem

frem ass, deem begéint ee mat enger gewësener Ängschlechkeet. An esou ass et och mat dem Cloud computing.

Laut engem Sondage, deen an Amerika duerchgefouert gouf, konnten d'Halschent vun de Leit näischt mam Begrëff „cloud“ am technologesche Sënn vum Wuert ufänken. Dat ass erstaunlech, dass an engem Land, dat de World Wide Web esou matgeprägt huet, d'Leit net besser informéiert sinn. Gitt emol eng Kéier eraus op d'Stroos an da froet Der d'Leit, ob de Begrëff „cloud“ hinnen eppes seet. Ech si gespaant op d'Antworten, déi do zesummekommen.

An dobäi ass de Cloud computing alles anesch wéi nei. Sief et fir e Virement ze maache via E-Banking, sief et fir eng Rees ze buchen oder fir an de sozialen Netzwerker erëmzegeeschten oder eng E-Mail ze verschécken: Mir hunn eigentlech ëmmer an der sougenannter „Wollek“ interagiert. Un deem Prinzip huet sech also bis haut näischt geännert. Cloud bitt haut, wéi och fréier, d'Méiglechkeet, Donnéeën am Netz ze stockieren, des Donnéeën ze beaarbechten a vun egal wou Accès op si ze hunn.

Ech géif op deser Plaz eng Kéier just ganz kuerz op d'Technik vum Cloud computing agoen. Cloud computing huet am Allgemenge verschidde Modeller:

Deen éischten ass déi sougenannte „Software as a Service“. Hei bidde spezialisiert Firmen informatesch Programmer un, an de Verbraucher ass net méi forcéiert, d'Programmer alleguete selwer ze kafen.

Deen zweete Modell ass d'„Platform as a Service“. Dese Modell wennt sech haauptsächlech un d'Firmen. Si kafen d'Programmer an de Cloud-Prestataire liwwer d'informatesch Plattform, op där des Programmer lafen. Dese Modell gëtt oft benotzt, wann et sech ëm ganz spezifesch Programmer handelt, déi net ganz vill vun anere Firme benotzt ginn.

Deen drëtten Modell ass „Infrastructure as a Service“. Dese Modell wennt sech och haauptsächlech u Betriber. Si géieren selwer d'Programmer an och d'Exploitationssystemer vun de Serveuren. De Cloud-Prestataire géiert de Server, den informatesch Réseau an de Stockage vun den Donnéeën.

An et gëtt an deem Zusammenhang och ëmmer méi vun engem véierte Modell geschwat, den „Data as a Service“. Hei kann e Betrib oder eng Privatpersoun bezuelen, fir Zougref op eng Database ze kréien.

Duerch den technologesche Fortschritt, duerch méi staark Prozessoren, duerch méi Stockagecapacitäten an och méi schnell Kommunikationsréseauen doe sech awer ëmmer nees nei Méiglechkeeten op. D'Wollek - de Cloud - gëtt et also scho ganz laang. Si war eben net esou flächendeckend wéi elo. E puer kleng Wolleken hunn eis net fäerte geseen. Bei enger Sonnenfinsternis awer zucke mer zesammen, an dat ouni wierklech Begrënnung.

Här President, Ängscht begéint een am beschten, andeems een d'Leit opkläert, erkläert, wou d'Risiko leien, andeems een d'Leit ganz jonk mat der Saach konfrontéiert a familiariséiert. Dës Astellung gëtt och vun der Regierung gedeelt. An hirem Programm vun 2009 steet, dass d'Regierung och an Zukunft alles wäert drusetzen, fir de breede Public iwwer d'Risiko vun der Informatiounsgesellschaft ze informieren an ze sensibilisieren. Initiativen ewei CASES, BEE SECURE an och de Luxembourg Safer Internet hunn a regelméissegem Ofstänn d'Leit opgekläert.

Hei ass et wichteg ze ënnersträichen, dass d'Gefor net vum Cloud ausgeet; dee verselbstständegt sech jo net. D'Menacen, déi ginn ëmmer vun de Leit aus, op där enger Säit vu Leit, déi kriminell Intentionen hunn, an op där aner Säit awer och vu Leit, déi ze vill onbekëmmert am World Wide Web optrieden. Sensibel Donnéeë gi ganz oft lichtschnel un Drëtter weiterginn, ouni sech vill Gedanken ze maachen iwwer méiglech Abusen.

Am Kader vun enger rezenter Etüd, déi europawäit duerchgefouert ginn ass, sinn och Leit zu Esch, an der Stad an zu Dikrech gefrot ginn, ob si scho perséinlech Daten am Netz un Drëtter weitergereicht hunn. 78% hu mat Jo geäntwert. Ronn 30% hunn doriwuer eraus net gezéckt, de Studenten, déi déi Émfro gemaach hunn, hir Passwieder weiderzeginn. Dëst ass dach erschreckend! Iwwer 300 Leit vun de knapp 1.200 Befrotten hunn ouni ze zécken de Schlüssel op en Deel vun hire Privatsphäre herausginn. Eng méi grouss Opklärung ass also nach ëmmer néideg. Duerfir wier ech och frou, wann d'Regierung nach méi Efforte géif maachen fir eng verbessert Education a Sensibiliséierung vun de Leit dobaussen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sollen awer hei net an e Sécherheitswahn verfallen. Et bréngt nämlech näischt, op deem Gebitt ze bunken. Den ICT-Secteur ass zukunftsweisend a mir

däerfen hei op kee Fall den Zuch verpassen. Déi europäesche Kommissioun huet berechent, dass e verstärkte Recours op d'Cloud-Industrie e Gesamteffekt vun 957 Milliarden Euro op de PIB vun der EU huet. Doriwuer eraus kënten doduerch 3,8 Milliounen Aarbechtsplaze bis 2020 entstoën.

An dat Ganzt soll och nach ökologesche nohaltig sinn. Dat dierft jo och de grénge Memberen hei am Haus gefallen. Laut Berechnungen aus den USA wieren nämlech Aspüerung vun Energiekäschte vu ron 9,4 Milliarden Euro méiglech, wann déi grouss Entrepreneuren an Amerika géifen op d'Wollek zréckgräifen.

Wann een also vun enger Baisse vun Energiekäschte schwätzt, heescht dat och eng Baisse vun Energieverbrauch. Wann een all des Zuele kuckt, dann erkläert sech vum selwen, firwat et wichteg ass fir Lëtzebuerg, hei unzegräifen an eventuell souguer zum Virreider an Europa ze ginn. Mir dierfen als Land diesen Zuch wierklech net verpassen. Déi gréissten Utilisateur vum Cloud waren a si jo bekanntlech eis Finanzinstituter. An do hu mir eng Exzellenz entwéckelt, notament wat d'Sécherheit vun den Daten ueget, déi hiresgläiche sicht.

Mir hunn och de PSF-Statut agefouert am Finanzsektor. Mat deem Statut soll de Professionnel du secteur financier och gewisse Regele respektieren. Och de PSF ënnerläit der Opzucht vun der Commission de surveillance du secteur financier. Dëst ass wichteg ervirzestellen, well déi Firmen, déi Cloud-Service ubidden, deenen des Servicer och eise Finanzinstituter un. A wat haut fir Banken- a Finanzhaiser normal ass, soll an Zukunft och fir aner Betriber Usus ginn.

Här President, de Fränz Biltgen, eisen deemolege Justizminister, och zoustänneg fir Medien a Kommunikatioun, huet am Oktober 2012 e Gesetzesprojet an der Chamber déposéiert, deen der Cloud-Industrie zeguttkomme soll. De Fränz Biltgen huet also dese Gesetzesprojet hei déposéiert, an dat ass eng Première a ganz Europa - nach a kengem Land gouf e spezifesch Kader an där Matière gesot -, fir de Standuert Lëtzebuerg am ICT-Beräich ze pushen a fir also zur Diversifizierung vun eiser Economie bäizuedroen, fir fir nei Aarbechtsplazen ze suergen an domadder och der Kris entgéintekommen.

Hien huet dat net gemaach aus enger Laun eraus, mä a ganz enker Zesummenaarbecht mam concernéierte Secteur. Ech wëll him dofir och haut Merci soen. Mat deem Gesetzesprojet gi mir de Betriber nämlech zousätzlech Rechtssécherheet, déi et virdrun net an deem Mooss ginn ass. Bis haut sinn d'Enterprenen nämlech der stänneger Gefor ausgesat, am Fall vun der Faillite vun engem Cloud-Prestataire d'Daten, déi do gespäichert goufen, ze verléieren oder iwwer länger Zäit net méi kënnen ze accédieren.

Et brauch ee sech just virzustellen, dass de Curateur vun esou engem Prestataire, fir Käschten ze spueren, sämtlech vun der Firma gehale Servieren offriert. Dat hätt natierlech desastréis Konsequenzen op des Enterprenen. Domadder ass et also elo eriwuer. D'Recupératioun vun esou Donnéeën am Fall vun enger Faillite gëtt elo ganz detailléiert geregelt, an dat zur Zefriddenheet vun den Acteuren.

Dat Ganzt spillt natierlech nëmme, wann de Prestataire sech och hei zu Lëtzebuerg befënnt. Mir kënnen natierlech keen zwingen, sech hei ze etablieren, mä d'Industrie wäert awer schonn derfir suergen, dass dat an Zukunft wäert de Fall sinn.

Dës Rechtssécherheet am Fall vun enger Faillite ass ouni Zweifel e schlagkräfteg Verkafsargument, dat de Cloud-Prestataire sech selwer zu eege maache kann, fir och iwwer d'Grenzen ewech Clienten op Lëtzebuerg ze lackelen oder seng Servicer an der ganzer EU an doriwuer eraus unzébiden.

Wann also d'Industrie dobausse verstärkt op esou Prestatairen zréckgräift, da bréngt dat och zousätzlech Aktivitéiten an Economies d'échelle mat sech.

Eis Betriber kënnen ron 10% bis 20% vun hiren Informatikschäften aspueren, wa si de Cloud benotzen. Doduerjer gëtt hir Kompetitivitéit gestärkt. Dëst ass en net onwesentlech Facteur.

Et di sech duerch de Cloud nei Perspektiven op, déi och Softwarefirmen net kal loossen dierfen. An do erwaarden ech mer dee gréissten Zoufluss.

Mir hunn e gudde bis ganz gudde steierlechen a legale Kader. Duerch eng gënschteg Besteuerung

erung vu geeschtegem Eegentum setze mir alles drun, och Softwareentwëckler op Lëtzebuerg ze kréien. D'Gaming-Industrie, also d'Spiller, déi een direkt um Internet spille kann, profitéiert vun deem legalen a steierleche Kader, well grad d'Gaming-Industrie och de Cloud benotzt. Mir bréngen et also fäerdeg, eng kompetitiv Léiglatioun - d'Handels- an d'Berufskummer schwätze vun „innovation législative“ - op d'Been ze stellen. An elo gëllt et, dat no baussen ze droen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wëllen de Cloud-Hub vun der EU ginn. Mir mussen dofir nach vill méi aktiv am Beräich vun der Vermaantung vun eisen Avantagë ginn. Mir leien am Zentrum vun Europa a mat LU-CIX si mir un déi wichtegst Internetplattformen an Europa ugebonnen. D'Zil vun der Regierung ass et, fir bis 2015 all Entreprise a Stot un de Glasfaserréseau unzeschlüssen.

Mir hunn éischtklasseg Datazentren. Iwwer 10% vun de weltwäit als „Tier IV“ ausgezechten Datazentren stinn hei zu Lëtzebuerg. An anere Wieder hunn dës Zentren déi héchste Qualitätsstuf errecht. Hannert London, Paräis, Frankfurt an Amsterdam si mir och de fënneggréissten Datenzentrum an Europa.

D'Politik steet hannert enger kompetitiver ICT-Plaz a setzt alles drun, fir weider no vir ze kommen an deem Beräich. An anere Wieder: Mir hunn all d'Ingrédients, fir de Cloud computing zu Lëtzebuerg ze enger Success Story ze maachen. Vlächit si mir jo wierklech an nächster Zukunft de Cloud-Hub vun der EU an doruwwer eraus. An do mussen mir den Hiewel usetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch dese Gesetzesprojekt komplettéiere mir de Puzzle vun enger nach méi kompetitiver ICT-Plaz. Mir als CSV-Fraktioun stinn hannert dieser Politik an ech wëll dann och am Numm vun der CSV-Fraktioun eisen Accord zu deem Gesetzesprojekt ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Adehm. An als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeen, ech wëll fir d'Alleréischicht dem Rapporteur an dem President vun der Commission juridique, dem Här Gilles Roth, Merci soe fir sai ganz ausféierlechen, souwuel schrëftleche Rapport wéi och hei deee mündlechen. An elo nach déi ganz ausféierlech Stellungnahme vun der Madame Adehm, dat wäert mir et erlaben, ganz kuerz ze sinn zu deem Projekt, woubäi et awer e ganz wichtige an e ganz néidege Projekt ass, deen effektiv eiser Industrie zeguttkennt.

An et ass einfach eng Adaptatioun vun eise Code de commerce un eben déi nei Technologien. Wéi et och am Rapport ennerstrach ginn ass, hu mer jo duerch e Gesetz zum 31. Mäerz 2000 an eise Code de commerce agefouert d'Clause de réserve de propriété. Dat war vun deem deemolege Wirtschaftsminister, mengem gudde Frënd, dem Henri Grethen, abruucht ginn, opgrond vun enger Proposition de loi awer, déi ech selwer gemaach hat, schonn e puer Joer virdrun. Dofir ass déi Matière mer op d'mannst vun deem deemolege Stand vun der Technologie ganz bekannt.

Et ass also drëm gaangen, Leit, ob dat elo Commerceantë waren, déi eppes geliwert haten, losse mer emol soen - huele mer et mat engem einfache Beispill, elo schwätze mer net vun Wolleken, mä elo komme mer mat den Tatsaachen op de Buedem -, losse mer soen, e Büro geliwert haten, deen awer nach net bezuelt war, ofzesécheren. A wann dann deen an d'Faillite komm ass, da konnt een dee Büro nees zrëckhuele kommen. Dat hu mer 2000 eben duerch dat Gesetz agefouert.

Haut, wéi gesot, ass et wichtig a richtig, datt mer dat adaptéieren eben op d'Biens net corporels mä non corporels, fir eben och an deene Situatiounen, déi eben déi nei Technologie eis gëtt, fir eben déi Sécherheet kënnen anzebauen. Dofir, et ass net, datt mer an de Wolleke sinn, mä déi Wolleken, déi sinn eben do, a wéi eis déi lescht Aktualitéit jo och weist, sinn der eng Rei, déi sech heiandsdo an déi Wolleken zerweiere ginn.

Mir wäerten eis heimat op alle Fall doduerch, datt mer dat éischt Land sinn an Europa, wat dat hei an de Code de commerce aféiert, wierklech méi eng grousse Sécherheet fir d'Ubidder vun deene modernen Technologie ginn. An dofir kann ech och am Numm vu menger Frak-

tioun nëmmen den Accord zu deem Projekt ginn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Polfer. Als nächste Riedner ass den Här Jemp Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir seng ausféierlech Explikatiounen an dem juristesche Volet vun deem Projekt de loi. Ech woullt just e puer Wieder soen iwwert de wirtschaftlechen Aspekt vun deem Projekt de loi.

Dës Gesetz huet eng grousse Implikatioun fir eis Économie. Duerfir gëtt et och vun der Wirtschaftswelt begréisst. Dat geet och aus de positiven Avisa vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers ervir, déi dese Projekt de loi ennerstetzen.

Lëtzebuerg ass dat éischt Land, wat an deem Beräich Cloud computing léigféiert. Lëtzebuerg als éischt Land ka sech schnell géintwärtig der Konkurrenz vun deenen anere Länner op deem Plang positionéieren. Sou wéi et enner anerem och am Avis vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Métiers ervirgetrach gëtt, ass de Projekt de loi ganz wichteg fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg.

D'Regierung huet an de leschte Jore vill Ustrengungen ennerholl a virun allem och vill öffentlecht a privat Kapital an d'Hand geholl, fir eist Land zu enger wichtiger internationaler Plattform am Beräich vun den Informations- a Kommunikationstechnologien auszebauen. Dës Politik dréit mëttlerweil och hir Früchten. Mir sinn am Ufank wéinst eiser niddreger TVA, duerno awer och ëmmer méi wéinst eise ganz performanten Informations- a Kommunikationstechnologieinfrastrukturen zur Plaque tournante am Commerce électronique an der Europäescher Union avancéiert.

Mir hu massiv an eis Breetbandkonnexionen Post/LuxConnect an an eis Datazentren investéiert. Mir sinn haut am internationale Spëtzepeloton, wat d'Konnektivitéit ubelaangt. Haut hu sech bal all déi grousse Entrepreneuren aus deem Secteur zu Lëtzebuerg niddergelooen.

Mir sinn awer och amgaangen, nei Secteuren ze erschleissen, wéi elo de Cloud computing, fir deene dese Projekt de loi besonnesch wichtig ass, andeems an déi néideg Garantie schafft, fir datt d'Propriétaires vun den Donnéeën dës nees récupéiere kënnen am Fall vun der Faillite vun deem, deen den Datazentrum bedreift an d'Donnéeën bei sech stockéiert.

Au vu vun der Wichtigkeet vun deem Projekt de loi, souwuel um juristesche Plang wéi och um ekonomeschen, ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun dozou.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Klein. Dann hätt ech keen agebroene Riedner méi. Déi zoustänneg Ministesch kritt dann elo d'Wuert, fir nach e puer Wuert heiriwwer ze soen.

► **Mme Octavie Modert, Ministère de la Justice.**- Villmoos Merci, Här President, un all meng Virriedner. Ech wëll awer besonnesch och dem Här Roth an der Madame Adehm Merci soe fir hir Ausféierungen, déi se hei zu deem Gesetz gemaach hunn an déi ennerstrach hunn, wéi wichtig dat ass.

Dat Gesetz hei ass e kleng Projekt fir d'Chamber, mä e grousse Projekt fir de Cloud computing a fir nei ekonomesch Nischen a Kompetenzenopbau ze schafen zu Lëtzebuerg. Mat deem Gesetz gëtt Lëtzebuerg dat éischt Land, dat léigféiert an engem Beräich, deen direkt um Cloud computing hänkt. Mir moderniséieren de Code de commerce a ginn domadder eng wichtige Garantie fir de Benotzer, egal ob et e privaten oder e professionellen ass, vun esou Servicer.

Déi Retouche hei vun Code de commerce ass scheinbar liicht, awer, wéi gesot, immens wichtig fir déi berufleche Acteuren, egal ob et d'Benotzer sinn, déi mussen ganz liicht hir Donnéeën oder hir Fichieren nees eraus kënnen kréien, oder awer ob et d'Benotzer vu Servicer sinn, déi zu Lëtzebuerg etabliert sinn, fir domadder all Assurancen hire Clientë kënnen ze ginn.

Et ass awer och fir de Privatbenotzer ganz wichtig, well mir maachen all Dag e Stéck Cloud computing, wa mer mat eisen Tableten, eise Smartphonen, mat eisen - deemno wéi engen - Internetadressen émginn.

Dese Projekt weist also de Wëllen, fir e juristesche Kader ze entwëckelen, deen dieser Aktivitéit ugepasst ass, déi och ëmmer méi wichtig hei zu Lëtzebuerg an eiser Économie gëtt, well mer jo grad an eisen Infrastrukturen, Datazentren an informatesche Réseauen immens staark an deene leschte Joren hei zu Lëtzebuerg ent-

wëckelt hunn. An dat ass och e grousse wirtschaftlechen Atout, dee mer spille solle loosse a wouzou dës Gesetz wesentlech kann hëllef an a bäidroen.

Dir Dammen an Dir Hären, Cloud computing ass e Begrëff, dee ganz villsäitig ass, mä am grousse Ganze beschreift hien déi nei Tendenz, datt d'Benotzer vun neien Technologien, ob dat eng Entreprise ass, eng Bank, e kleng Betrib oder e privaten Endkonsument, net méi alles bei sech doheim op hirem Server oder hirem Harddisk vun hirem Computer stockéieren an hale mussen, mä ëmmer méi dat erausginn u Professioneller, fir dat fir si ze géieren, an déi dorobber spezialiséiert sinn. Dat ass jo och dee wichtige Virdeel heivun.

Déi Spezialisatioun ka sech natierlech op dräi Niveaueen ofspillen: d'Infrastruktur, d'Logicielen oder d'Plattformen. Am Beräich vun der Infrastruktur geet et em déi physesch Serveren, déi een da bei en Drëtten eriwurferlagert. Dat heescht, am Plaz datt zum Beispill eng Bank hir eege Servere bei sech ennen am Keller stoen huet, ass ëmmer méi d'Tendenz, dës engem gesécherten Datazentrum ze ginn. Deen ass jo da souwuel um Niveau vun der Sécherheet, vum Know-how, vum Energieapprovisionnement, vun der Stroumsécherheet vill besser géint Pannen opgestallt a kann dat dee Moment och vill méi käschteneffizient maache wéi een, deen dat selwer bei sech mécht, deem säin Hauptmëtier, deem sai Kärmetier dat net ass an dee sech op aner Saache soll konzentriere kënnen.

Dir gesitt also schon, datt hei nei Méiglechkeeten, Beräicher a Beruffer entstoe kënnen, déi d'Regierung mat deem Text erméiglechen a favoriséiere wëllt, d'Regierung, déi der Chamber Merci seet, fir hei matzemaachen, fir nei Opportunités de marché, neie Business, en neien Zukunftsberäich an nei Nischen ze schafen.

Am Beräich vun de Logicielen gesi mer et jo och all Kéier. Am Plaz datt ech als Eenzele mer eng Software kafen, déi ech dann op all mengen x PCe lafen hunn, ersetze muss a Lizenz fir all PC muss kafen - mir kennen dat alleguer -, oder als kleng Betrib, deen zwee, dräi Mataarbechter huet, dann all Kéier muss eng ganz Lizenz kafen fir all Computer, esou gëtt hei, fir deen dann op all eizenem PC ze installéieren an ëmmer nees updaten, de Modell émeänert.

Et ass also ganz besonnesch wichtig och fir kleng Betriber, well esou léisst een d'Software och an der Cloud lafen, also bei engem Cloud-Bedriwer, op deen all Mataarbechter via den Internet Accès hunn. Dat spuert natierlech onnéideg Lizenzkeef. Et kann een hei vun engem Pay-as-you-go-Modell émklammen an d'Updaté vun engem Cloud-Bedriwer assuriere loosse.

De Cloud computing huet de Virdeel also, fir Économies d'échelle mat sech ze bréngen, dat heescht Käschten ze sparen, an och, datt ee sech op sai Kärmetier konzentriere kann an alles dat, wat doruwwer erausgeet, Spezialiste kann iwwerloosen. Dofir wäert, esou paradox wéi dat och klänge mag, och d'Kris an de finanziellen Drock, deen op de Betriber laascht, dem Cloud computing Wand an d'Seuge ginn. Cloud computing ass käschtespuerend fir de Benotzer an et erlaabt him och nach, ëmmer um Top vun der neister Technologie ze sinn, well et net méi vun him, mä vum Cloud-Bedriwer assuriert gëtt, well net all Mensch oder all Betrib kann en Expert am IT-Beräich sinn.

Et ass also ganz kloer e Kompetitivitätsfacteur fir eis Économie, egal ob fir eis PMEen oder fir eis grousse Betriber, fir déi IT net zum „core business“ gehéiert. Ausserdeem, well mer jo hei vu Spezialisten dat maache loosse, déi sech em soss nâischt këmmere, ass dat Émfeld vill méi geséichert. Déi Datazentren si vill méi sécher wéi en normalen In-house-Server, deen ee bei sech stoen huet, deen een iergendwou a sengem Betrib huet. Mir hunn déi héchste Standards hei zu Lëtzebuerg. Et ass eng Infrastruktur, déi do ganz wichteg dran ass, mä mir hunn och méi e staarken Dateschutz an deem Beräich, well ebe just dee Spezialist dorobber vill besser kann uechtduen.

Et kënn derbäi, datt mer de Moment amgaange sinn an Europa, en europäescht Règlement ze diskutéieren iwwert den Dateschutz. D'Wichtigkeet, datt Europa do méi wäit ass an och méi wäit geet wéi aner Kontinenter, ass och heiranter ee ganz wichtige Facteur. Och diesen Text gëtt eis hei e Virsprong; och eis Approche am Beräich vun Dateschutz gëtt hei souguer beim Cloud computing Europa - an domadder Lëtzebuerg - e grousse Virsprong, deen aner Kontinenter net hunn.

Mir hunn eis zu Lëtzebuerg mam Ausbau vun heich sécurisierteren Datazentren an der nationaler Konnektivitéit am Internet och gutt opge-

stallt, fir Cloud computing ze erlaben. Dofir sollte mer och legislativ de Rechtskader op dës nei Begebenheeten upassen. Well wat ass bis haut nach ëmmer d'Brems zum Cloud computing? Net d'Technologie. Déi ass prett. D'Brems fir de Cloud computing, also fir engem anere seng Donnéeën unzevertrauen oder seng essenziell IT-Outillen him unzevertrauen, déi ee brauch, fir sai Business ze assuriere, d'Brems ass d'Vertrauen, eier een de Schrëtt mécht, enger Firma seng wichtegst Asseten, seng Donnéeën erauszeginn. Do muss ee Vertrauen hunn zu engem Drëtten, fir dese Schrëtt ze maachen.

Am Moment si mer an enger Phas, wou d'Betriber zwar an der Versuchung sinn, fir d'Effizienz an d'Käschtespueren, déi via Cloud computing kéinten erreicht ginn, dorop zrëckzegegräfen, mä wou Verschiddener awer nach retentiv sinn, well se net wëssen, wat géif geschéien, wann zum Beispill ee vun de Cloud-Bedriwer, deen all hir Donnéeën hätt, géif Faillite maachen. An do spillt eist neit Gesetz hei. Et ass drëm gaangen, datt, am Fall vun enger Faillite vun engem Datazenter zum Beispill, een net de Risiko géif lafen, datt de Curateur vun der Faillite fir d'Éischt emol d'Serveren afréieren an de Stecker erauszéie géif, mä d'Gesetz gesäit vir, datt op deene Serveren eppes Immaterielles drop leeft an drop steet, wat net onbedéngt dem Failli gehéiert, mä deem senge Clienten, an datt déi d'Recht behalen, hir Donnéeën zrëckzefroen. Et ass also eng Fro vu Rechtssécherheet an et ass also an deem Kontext eng extrem wichtig Gesetznesnovelle gewiescht.

Et geet also drëm, fir de klassischen Droit de revendication op d'Spezifisitéit vun der digitaler Économie ze adaptéieren.

Ech ginn net dovunner aus an hoffen et och net, datt mer diesen Artikel ze dacks gebrauchte mussen an Zukunft. Mir hunn alleguer léiwer, do geschitt nâischt am Beräich vu Failliten; ech ginn och guer net dovunner aus. Awer et gëtt e festen a preventive juristesche Kader, deen d'Économie brauch, deen d'Investisseuren, besonnesch déi aus dem Ausland, déi hei op Lëtzebuerg komme wëllen, brauchen a siche fir hir wirtschaftlech a juristisch Sécherheet. Mir schafen heimat e Vertrauenskader an zéie Clienten un, déi heiduerch éischter de Sprong op de Cloud sech traue ze maachen a sech do sécher spieren.

Dës neit Gesetz ass och e Verkafargument fir d'Cloud-Bedriwer, déi domat zu Lëtzebuerg fir d'Éische Kéier eng spezifesch Léiglatioun an där Matière hunn an dofir sech vlächit léiwer zu Lëtzebuerg wäerten etabliere wëlle wéi am Ausland, well Lëtzebuerg heimat bewisen huet, datt et e Land ass, wat d'Zäitalter vun der digitaler Économie erkennt a seng Léiglatioun op déi Erausforderunge wëllt adaptéieren.

Ee wichteg Argument hu mer hei nach mat derbäibuecht: Dat ass dat vun der Rapiditéit. Dofir Merci dem Rapporteur, Merci der Chamber, Merci och dem Statsrot an allen, déi hei gehollef hunn, datt mer immens séier konnten hei an deem Gesetz zur Ofstëmmung kommen, dat nach vu mengem Virgänger Franz Biltgen déposéiert ginn ass, dee vill dorunner geschafft huet.

Mir kréien en Avantage compétitif fir Lëtzebuerg mat deem Gesetz. Awer mir hunn och en Avantage compétitif fir Lëtzebuerg mat dieser rapider Zesummenaarbecht, well ech wëllt et ennersträchen: Dës gutt Impliziere vun alle betroffenen institutionellen Acteure weist emol méi, datt mir an eise Land ëmmer nees an ëmmer nach d'Fäegkeet hunn, fir e favorable Émfeld fir d'Entwëcklung vun neie wirtschaftlechen Aktivitéiten zu Lëtzebuerg ze schafen, dat heescht nei Aktivitéiten unzezeien op Lëtzebuerg, an dat als Virreider an Europa, wou mir déi Éischt sinn, déi diesen neie législative Kader an dës nei Rechtssécherheet bidden. Et ass e wichtige Virsprong fir d'Lëtzeburger Économie, a fir auslännesch Gruppen heihinner unzezeien. An, Dir Dammen an Dir Hären, den Timing hätt net besser kënnen sinn!

Villmoos Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Ministère. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projekt de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6485 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projekt de loi ass uegholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes,

Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombara et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6523 iwwert d'Banques d'émission de lettres de gage, deen och eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Finanzsektor mat sech bréngt. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgelo, an et huet sech just den Här Claude Meisch agedroen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

8. 6523 - Projet de loi relative aux banques d'émission de lettres de gage et portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetzesprojekt 6523 passe mir eis Gesetzgebung iwwert d'Pfundbréiwun un. Dat ass ee Plus fir d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz. Et ginn nei Créneauen op an d'Investisseure kréien och méi Sécherheet.

E Pfandbréif ass u sech eppes ewéi eng garantéiert Obligatioun. D'Bank léint, ähnlech wéi bei enger Obligatioun, Sue bei Investisseuren a si verléint duerno des Sue weider. Déi Prëten, déi d'Bank accordéiert, mussen garantéiert sinn, entweder duerch eng öffentlech Institutioun, duerch Immobilië respektiv duerch aner mobil Géigewärter. An d'Sécherheet vun dem Investisseur, déi ass quasi 100%. Firwat?

Mä den Investisseur kritt vun der Bank eng sougenannt „lettre de gage“, also ee Pfandbréif. Domat huet den Investisseur am Fall vun der Faillite vun der Bank e prioritäert Recht, fir seng Suen direkt bei deem zrëckzefroen, wou d'Sue vun der Bank weiderverléint goufen. D'Aktiva, déi de Prêt vun der Bank garantéieren, dierfen dofir net vun anere Leit saiséiert ginn. An d'Këscht um Kuch: D'Prioritéit vun den Investisseuren géllt esouguer virum dem Stat.

Här President, Pfandbréiwun sinn eng beléiften Investitioun fir Leit, déi eng grouss Sécherheet an hire Wäertpabeiere sichen. Dat géllt virum allem bei sougenannt „institutionelle Clienten“. Den Ursprung vun de Pfandbréiwun, dee läit an Däitschland, den éischte Pfandbréif gouf do 1770 ausgestallt. An eis Lëtzebuerger Gesetzgebung, déi staamt aus dem Joer 1997. Si ass enk op den däitsche Modell achséiert. D'Upassungen, déi mir haut ofstëmmen, goufen an Däitschland Enn 2010 agefouert.

Mir halen un dem sougenannt „Spezialbankprinzip“ fest. Dat heescht, eng Bank, déi Pfandbréiwun ausstellt, kann nëmmen déi Aktivitéit hunn. Si muss fir des Aktivitéit och ausdrécklech vun eiser Bankenopsicht, der CSSF, autoriséiert ginn. Dat läit am Sënn vun der Sécherheet vun den Investisseuren, déi deemno ni a Konflikt komme mat anere Clienten vun der Bank. Op eiser Finanzplaz sinn de Moment sechs Banken agedroen, déi ausschliesslech dem Geschäft mat de Pfandbréiwun noginn.

Här President, nach kuerz déi punktuell Ännerungen.

1. Bis elo konnten d'Banken, déi sougenannt „lettres de gage publiques“ op eiser Finanzplaz ausgestallt hunn, nëmmen Prëten accordéieren, déi duerch eng öffentlech Institutioun vun engem OCDE-Memberstat garantéiert waren. Mat deemem Projet de loi kënnen an Zukunft Suen och un Net-OCDE-Membere weiderver-

léint ginn, virausgesat, des Länner hunn eng héich Bonitéit. Dat geografesch Aktivitéitsgebitt vun eise Verbréiwungsbanke gëtt deemno méi grouss.

2. Mir féieren eng nei Kategorie vu Pfandbréiwun an, déi sougenannt „lettres de gage mutuelles“. Domat kann eng Pfandbréiwun net nëmmen Prëten accordéieren, déi duerch eng öffentlech Institutioun, Immobilien oder spezial mobil Wäerter garantéiert sinn, mä och Prëten un aner Banke maachen. D'Viraussetzung ass, dass des Banken Deel si vun engem institutionelle Garantiesystem. Also gëtt och de Geschäftsradius vun de Verbréiwungsbanken op deemem Plang ausgeweit.

3. De Gesetzesprojekt féiert e sougenannt „ring-fencing“ an, dat heescht eng méiglech Kompartimentéierung vun der Pfandbréiwun. Wann d'Pfandbréiwun an engem Deel vun hiren Aktivitéiten zahlungsounfäeg wier, da kéint e Gericht just des Deelaktivitéit a Liquidatioun setze respektiv e Sursis de paiement, also en Zahlungsschub, ginn. Dat huet zum Avantage, dass all aner Aktivitéit vun der Bank kënnen an esou engem Fall weidergefëiert ginn am Intérêt vun der Sécherheet vun de Clienten. D'Verbréiwungsbanke besteet virum an hiren juristescher Form fir all Aktivitéiten, déi nach solvabel sinn.

A wéi leeft dat konkret of? Am Fall vun engem Deelinsolvenz proposéiert d'CSSF - eis Bankenopsicht - dem Gericht, en Administrateur, ee Sachverwalter ze nennen, deen dann all Aktivitéit viruféiert, déi zahlungsounfäeg sinn. Fir seng Missioun ze exercéieren, kéint deen Administrateur ënner verschidde Oplagen esouguer Liquiditéit bei d'Zentralbank siche goen.

Dir gesitt, dass och op deemem Plang no Flexibilitéit gesicht gëtt, fir engersäits d'Aktivitéit vun der Bank net a Fro ze stellen a fir zu gläicher Zäit fir e Maximum u Sécherheet a Garantie fir de Client ze suergen.

Här President, dat ass wuel en technesch komplexe Gesetzesprojekt. Ech hu versicht, e beschmeiglech vereinfacht ze präsentéieren. Et ass ee wichtege Projet. Hie gëtt eiser Finanzplaz e weidere Créneau. Dat ass an deesen Zäiten net vu Muttwëll. De Plus u Kompetitivitéit fir eis Bankeplaz gëtt och vun allen Acteuren, dat heescht dem Statsrot, der Chambre de Commerce an dem Sektor begréisst.

Ech verweise fir de Rescht op mäi schrëftleche Rapport, deen estëmmeg vun der Finanzkommissioun ugeholl gouf, an ech ginn d'Zoustëmmung och vun der CSV-Fraktioun.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gilles Roth. Ech mengen, domat wär alles gesot. D'Regierung huet deem näischt bäizéifügen. Dat heescht, datt mer kënnen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6523 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen an enger Nee-Stëmm.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6523 est adopté par 59 voix pour et 1 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombara et Jacques-Yves Henckes.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Eisen nächste Punkt ass de Projet de loi 6549, eng Ofännerung vun verschidde Handelsaccorden, déi no de leschten Adhësionen vun EU-Memberlänner néideg waren. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgelo, an et huet sech bis elo just den Här Hauptert ageschriwwen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, d'Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

9. 6549 - Projet de loi portant approbation de la décision 8123/07 du 23 juillet 2007 du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relative à la conclusion des accords au titre de l'article XXI de l'AGCS avec l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taïpei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, Hong Kong (Chine), l'Inde, le Japon, la République de Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les États-Unis d'Amérique concernant les modifications et ajustements compensatoires nécessaires à la suite de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Am Kader vum Accord général sur le commerce des services, deen awer besser bekannt ass ënner sengem englesche Kierzel GATS, ass all Memberstat vun der Welthandelsorganisatioun, der OMC, gehalen, eng Lëscht vu sougenannt „engagements spécifiques“ opstellen. An dese Lëscht gëtt festgehalten, ënner wéi enge Konditiounen a Modalitéiten e Memberstat säi Marché fir Déngschtleeschtungen aus anere Staaten opmécht.

E Memberstat ka seng Engagementen elo net einfach esou zrëckzéien oder änneren, wéi dat him grad gefält. Wann ee gären Ännerunge mécht, da muss een dat fir d'Éischt, wéi et am Artikel 21 vum GATS virgesinn ass, dem Conseil du commerce des services notifizéieren an da mat deene Staaten, déi sech doduerjer affectéiert fillen, iwwer Kompensatiounen eens ginn.

D'Europäesch Kommissioun huet 2004 esou Verhandlung gefouert, dat, well d'Liste d'engagements spécifiques vun der deemoleger Communautéit sech nëmmen op zwielef Memberstate bezunn huet an net op déi aner 13 Memberstaten, déi der Unioun duerno tëscht 1995 an 2004 bäigetruede waren. Déi 13 herten nach ëmmer hir individuell Lëscht aus där Zäit virum hirem EU-Bäitritt.

Et ass an där Situatioun drëms gaangen, fir sécherzestellen, dass des nei Memberstaten ënner déi horizontal Beschränkungen an der communautaire Lëscht fale sollten a keng Engagementen oprechterhale géifen, déi géint den Droit communautaire kéinte verstoussen. Dofir war en Agrëff an déi verschidde Lëscht also néideg. Déi sinn notifizéiert ginn an doropshin hunn 18 Statendeklaréiert, si wieren vun deene Modifikatiounen affectéiert. D'Communautéit huet dann d'Handlung mat deene Staaten opgeholl an huet sech och iwwer Kompensatiounen mat hinne géeneegt. Déi notifizéiert Ännerungen, déi goufen schliesslech zesumme mat den ofgemaachten Ausgläichregelungen an déi konsolidéiert GATS-Lëscht vun der Communautéit opgeholl.

D'Accorde mat 17 Staaten - Uruguay hat nämlech entre-temps seng Demandé zrëckgezunn - si Géigestand vun engem Décisioun vum Conseil a vun den am Conseil vereenegte Vertrieder vun der Regierung vun de Memberstaten. An deser Décisioun solle mir haut eis Zoustëmmung ginn.

D'Communautéit ass iwwregens den éischte Member vun der OMC, deen d'GATS-Bestëm-

mungen iwwert d'Modifikatioun vun den Engagementen am Beräich vun den Déngschtleeschtungen benotzt huet. Duerch d'Konsolidéierung vun der Déngschtleeschtungslescht kënnen d'Engagementen vun der Communautéit op deemem Plang an engem eenzegem Dokument fir 25 Memberstaten elo duergestallt ginn.

Mir wëssen awer, dass mer heimadde der Probleem nach net ganz geléist hunn, well mer an der Tëschenzäit jo zu 27 an der EU sinn an dat nächst Land, Kroatien, kuerz virum Bäitritt ass. Dofir ass et néideg, an enger zweeter Phas deeselwechten Exercice nach eng Keier ze maache fir d'EU 27, mat Rumänien a Bulgarien, an dann nach eng Keier duerno mat Kroatien ze maachen.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dese Projet a soen och gläichzäitig Merci fir d'Nolautschteren.

► **M. le Président.** - An ech soen der Madame Rapportrice Merci. Et wär alles zu deem Projet gesot, esou datt mer direkt zur Ofstëmmung kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6549 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

► **Une voix.** - Hei geet en net.

► **M. le Président.** - Mir kucken dat no.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6549 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombara et Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Fir haut de Mëtteg huet d'DP-Fraktioun zesumme mat der Fraktioun vun deene Grëngen eng Aktualitéitsstonn iwwert de Rapport, deen iwwert d'Bedeelegung un der Cargolux vun Investisseuren aus dem Katar gemaach ginn ass, ugefrot.

D'Riedezäit ass laut Artikel 84, 2. Alinéa vum Chambersreglement festgehalten a gesäit Folgendes vir: Deene Fraktiounen, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot hunn, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jeeeweils fënnf Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Boden, Lux a Gibéryen.

D'Wuert huet elo fir d'Alleréischte den Här Fernand Etgen als Vertrieder vun der DP-Fraktioun. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

10. Heure d'actualité du groupe parlementaire DP et du groupe parlementaire déi gréng au sujet du rapport présenté à la presse luxembourgeoise quant à la prise de participation par des investisseurs qataris dans Cargolux

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Här President.

► **M. le Président.** - Entschëllegt ee Moment. Jo, Här Henckes?

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Ech wollt just nach eng Deklaratioun maachen, datt ech net wäert zu deem Projet hei, zu deem Punkt hei Stellung huelen, well ech als Affekot concernéiert sinn.

► **M. le Président.** - Mir huelen dovunner Akt, Här Henckes.

Här Etgen, wann ech gelift.

Exposé

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Härën, 200.000 Euro huet d'Regierung fir e Rapport ausginn iwwert de Verkauf vun de Cargolux-Aktien u Qatar Airways, e Rapport, deen zur Konkusioun kënnt, datt an deem ganze Prozess zu kengem Moment vun iergendengem och nëmme dee geréngste Feeler gemaach gi wier. D'Medien hu sech hiert Bild doriwwer gemaach. Si schwätze vun engem „Persilschäin“. Ech muss dat net weider kommentéieren.

Wat ech awer wëll kommentéieren an déci déiert zréckweisen, dat sinn d'Aussoe vum Minister Frieden gëschter Owend op RTL Télé Lëtzebuerg, datt d'Oppositioun am Dossier Cargolux him persinlech wëll schueden. Eis geet et em d'Fakten. Eis geet et dorëms, wéi mat engem vun deene wichtegste Betriber vun eiser Economie verfuere ginn ass, bei deem Dausende vun Aarbechtsplazen um Spill stinn. Eis geet et dorëms, Transparenz an deem Dossier ze kréien an de Rôle vun der Regierung an deem Dossier ze iwwerpräiwen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Do si mir als Chamber absolut an eisem Rôle! A wa Feeler geschitt sinn, da muss mer aus deene Feeler léieren.

Ech froe mech awer: Wann deemools keng Feeler gemaach gi sinn, firwat ass déi strategesch Partnerschaft da schonn no knapp annerhallowem Joer an d'Bréch gaangen? Wann deemools keng Feeler gemaach gi sinn, firwat maachen d'Ministère Wiseler a Schneider dann haut alles anescht? Firwat gëtt d'Cargolux an och d'Chamber haut matagebonnen a korrekt informéiert? Firwat gëtt eng seriö Analyse vun de potenzielle Partner gemaach? Firwat gëtt ee richtegen industrielle Projet op d'Bee gestallt mat enger klarer Strategie fir d'Cargolux, lux-Airport an d'Luxair? An dëst, virundeem ee mat engem anere strategesch Partner schwätzt an een anere strategesch Partner wielt. Jo, ech froe mech firwat, well dat ass jo dann alles verluere Energie a verlueren Zäit!

Här President, dese PwC-Bericht stéisst menger Fraktioun a mir sauer op. Zesumme mat der grénger Fraktioun hate mir e Froekatalog opgestallt vu knapp 75 Froen. Dee Katalog muss iergendwéi ënnerwee verluer gaange sinn, well op ronn zwee Drëttel vun eise Froen hu mer an dësem Rapport entweder keng oder keng komplett Antwort kritt.

Ech muss lech awer soen, datt d'Prozedur, déi hei ageschloer ginn ass, méi wéi zweifelhaft ass. Firwat ass d'Regierung net an d'Chamber komm an huet gesot: „Mir hunn an de Ministeren net genuch Leit, fir op Är Froen ze äntwerten.“? Dann hätte mir eis dat hei kënnen erspueren, well, neen, et ass kee gléckleche Choix, datt ee PwC fir dese Rapport gewielt huet. An all weider Kommunikatioun vun där Audit-Firma bestätegt mech doranner!

Ech héieren an de Medien, datt PwC elo kloergestallt hätt, datt si nëmme een niewesächleche Rôle gespillt hätte bei der Konkretiséierung vum Ofkommtes tëscht der Regierung a Qatar Airways. Dobäi huet meng Fraktioun am Dezember d'Lëscht Joer hei een Dokument vu PwC virgeluecht, aus deem ervirgeet, datt si d'Cargolux enk betreit hu beim Ausschaffe vun engem gemeinsamen industrielle Projet mat Qatar Airways, an dat op Sait 6. Déi Responsabel an dee ganze Prozess sinn hei an dësem Dokument opgelëscht. Duerch esou eng Deklaratioun kréien mer op jidde Fall net méi Transparenz an den Dossier a mir kréien d'Vertraue vun de Leit och net zréck!

Vun all deene Froen, déi mir de Ministère gestallt hunn, ass eiser Meenung no keng eng derbäi, op déi si net direkt eng korrekt Antwort kéinte ginn. A fir da PwC unzestellen, ee Rapport ze maachen, wou op Sait 5 steet, datt dat hei kee korrekten Audit ass an datt een net verifiéiert hätt, ob déi Informatiounen och géife stëmmen, déi ee kritt hätt. Jo, da bräicht een eigentlech de Rapport net méi weiderzulesen, da weess ee schonn, datt hei 200.000 Euro besser hätte kënnen investéiert ginn!

Här President, ech stelle mer awer hei och nach méi grondsätzlech Froen doriwwer, wéi d'Regierung mat esou Expertisen, Analysen ëmgeet. An eng Analys vun 20 Saiten fir 200.000 Euro - dat sinn 10.000 Euro pro Sait, dat si 4 Euro pro Buschtaf -, esou eppes hunn ech nach net gesinn! An déi 24 Interviewen, déi hei à la base gemaach gi sinn, rechtfertegen dat op jidde Fall net. 24 Interviewen, vun deene mer net dierfe wëssen, mat wéi se gemaach gi sinn a wat déi Leit gesot hunn! A wéi solle mer kënnen iwwerpräiwen, ob dat, wat am Rapport drasteet, och der Wourecht entsprécht?

Ech wëll hei nach eng Kéier mat aller Däitlechkeet soen, datt mir detailléiert Antworte verlaangen op eis Froen, an a zwir vum der Regierung an net vun engem Auditeur, dee keen Audit mécht. Dofir droe mir och déi Motioun mat, déi vun eise grénge Kolleegen dozou wäert abruucht ginn.

Här President, wann ech éierlech sinn, sinn eis Erwaardungen awer zimlech geréng. Schon eng Dose Mol haten de Finanzminister an den Nohaltegkeetsminister Geleehnheit, fir der Chamber Ried an d'Antwort ze stoen. An alles, wat mer ze héiere kréien, ass ëmmer erëm nees déiselwech Versioun. Eng Versioun, där d'Fakten awer op enger ganzer Rei Punkte widder-sprechen!

Ech wëll just ee Punkt ervirhiewen. D'Medien hunn an de vergaangene Méint gemellt, datt de Minister Frieden mat sengem Accord zu Doha géint de Liquidity agreement vun der Cargolux verstouss hätt, andeems e säin Accord de principe zu engem Präis ginn hätt, ouni d'Aktionären am Virfeld em hir Zoustëmmung ze froen. De Minister a PwC bleiwen awer stur bei hirer Versioun: Hei ass kee Feeler geschitt.

An dobäi steet et schwaarz op wäiss an deenen Dokumenter, an déi d'Chamber elo konnt Abléck huelen. De Minister Frieden hätt net dierfen een Accord de principe iwwert de Präis ofschléissen zu Doha. Domadder huet hie géint de Punkt 2.4 vum Liquidity agreement vun der Cargolux verstouss. Andeems hei net ënnerschiddelech Offeren a Partner matenee vergläch goufen, mä Qatar Airways scho fréi exklusiv Gesprécher ueguedet goufen, huet d'Regierung waméiglech och nach géint de Punkt 2 vum selwechten Accord verstouss. Domadder hätten d'Aktionäre laut Punkt 2.6 d'Méiglechekeet gehat, eng x-beliebig Investmentbank domadder ze beoptragen, dee beschte Präis fir hir Parten ze ermëttelen an ze verkafen.

A genau dësen Argumentaire hunn déi Privatinvestoren och benotzt, fir dem Minister Frieden d'Messer op d'Broscht ze setzen. Net d'Aussicht op kommand Benefisser waren hiert bescht Argument, fir eng Dividend ausbezuelt ze kréien, neen, et waren déi kontraktuell Verpflichtungen, déi si ufouert hunn a géint déi de Minister Frieden verstouss hätt. Vun all dese Punkte fënnt een awer kee Wuert am PwC-Rapport!

Dobäi géif et mech wonneren, wann et bei der ganzer Serie vun Interviewen ni zur Sprouch komm wier. Ech verstinn an deem Sënn och net d'Konklusioune, zu deenen de PwC-Rapport komm ass. Si haten, genaou wéi d'Chamber, Abléck an de Liquidity agreement a sinn net op eventuell Divergenzen ënnert den Aktionären agaangen.

Ech kann an där kuerzer Riedezäit nëmme op dese Punkt agoen, mä dee weist, datt dese Rapport net zu méi Transparenz bäidréit. E weist, datt d'Chamber hei net vollstänneg informéiert gëtt. An ech muss lech soen, datt eis Gedold esou lues um Enn ass! Ech froe mech wierklech, firwat hei d'Chamber nëmme schiebcheweis soll informéiert ginn. Ech verstinn et net.

Ech verstinn net, firwat d'Regierung net scho vill méi fréi an der Chamber e Partner gesicht huet. Wann de Minister Frieden 2011 an d'Chamber komm wier a gesot hätt: „Ech hunn net all d'Aspekter beim Accord zu Doha berücksichtig, dat war vläicht e Feeler, mä mir hunn e wichtige strategesch Partner an der Aangel.“, wie vun eis hei an der Chamber wier dann opgestanen an hätt d'Regierung an esou engem wichtigen Dossier fir eis Economie am Ree stoe gelooss? Ech menge fir all Kolleegen hei schwätzen ze kënnen: keen!

Ech si frou, datt déi Ministeren, déi den Dossier haut an der Hand hunn, dëst agesinn hunn an offensichtlech bereet sinn, aus der Vergaangeneheet ze léieren. Ech soe Merci fir d'Noläuschterien.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Etgen Merci, an als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Härën, ech muss fir d'Éischt op eppes reagéieren, wat de Minister gëschter op der Televisioun gesot huet - an dat

si mer zwar elo scho gewinnt, et ass ewell jo Usus ginn, datt d'Regierungsmitglieder nëmme nach an Opferrolle sinn an et net méi geet em d'Dossieren, déi eigentlech zur Diskusioun stinn -, datt et an der Fro vun der Cargolux, Här Frieden, net em Är Persoun geet, esou wéi et ni an engem Dossier, dee mer diskutieren, em Persoun geet, mä em d'Interesse geet vum Land. An et ass précisément dowéinst, firwat mer déi Froen opwerfen, an och wierklech, muss ech soen, ech war „not amused“ iwwert déi Duerstellung, déi Der gëschter Owend gemaach hutt.

Wat sinn hei d'Interesse vum Land? Dat Éischt ass emol eng Firma, déi eng Schlësselroll spillt an engem Secteur vun eiser Economie, déi a Schwiegeregkeete war, a ganz grave Schwiegeregkeete war, a wou et drëms gaangen ass, fir déi Firma en neie strategesch Partner ze fannen, nei Perspektiven ze fannen.

A wann ech kucken, wéi dat ofgelaf ass, wa mer haut de Bilan zéien, muss mer feststellen - an ech mengen, do ka kee mer widersprechen -, datt déi Operatiounen, déi do gelaf sinn, e katastrophalen Échec waren an eigentlech deem Schlësselbetrib, där Schlësselindustrie vun eiser Economie keen Déngscht gelescht hunn. Au contraire, mir gesinn, wéi schwierig et elo ass, e strategesch Partner ze fannen.

Et ass hei drëms gaangen, e ganz groussen Deel, ganz grouss Undeeler vun deem Betrib ze kucken, fir déi un e Partner ze kréien, deen der Cargolux eng strategesch nei Zukunft hätt kënnen bidden. An et deet mer leed, Här Frieden, ech muss lech dat esou soe wéi et ass, duerch dat chaotescht Enn an duerch dat, wat dobäi erauskomm ass, hu mer d'Perspektiv vun deem Betrib a vun deenen Dausenden Aarbechtsplazen net verbessert!

Dat Zweet ass, et geet em vill Geld. A wann ech soen, em vill Geld, da schwätzen ech emol net déi 200.000 Euro un, déi do ausgi gi si fir déi Étud vu PwC - ech hu se hei, déi esou déck ass wéi dat heiten! -, mä da schwätzen ech hei haupsächlech iwwert déi 117,5 Milliounen, déi de Stat huet misse bezuelen, fir de Portage ze maachen, fir déi Parten zréckzekafen, a wou mer natierlech duerch de Fait, datt mer an där verfuere Situation sinn, iwwerhaapt keng Garantie hunn, datt mer déi 117,5 Milliounen do wäerten zréckkréien. Dat heescht, fir de Steierzueler dobaussen steet e grouse Verloscht vun öffentleche Gelder steet do um Spill.

Dat sinn d'Haapthannergrënn, firwat mer eis Froe stellen, firwat mer och iwwer 70 Froen un de Minister gestallt hunn. Et geet hei net em hien, well et kann net em hie goen, et geet ni em Persounen, mä et geet, wéi gesot, em d'Interesse vum Betrib a vun de Steiergelder, déi hei hannendrustinn. An dat ass den Objektiv.

An da muss ech soen, wann ech da kucken, dat Dokument, wat mer hei virleien hunn, da muss ech jo soen, da fannen ech dat zimlech onseriös. An ech soen dat och ganz éierlech: Ech kann net verstehen, datt esou eng Firma wéi PwC dat doten uegholl huet. Well ech et deontologesch extrem problematesch fannen, wann eng Consulting-Firma, déi selwer an engem Prozess bedeelegt war, herno och den Avis mécht fir de Minister, deen dann herno dat gëtt, wat hei draus ginn ass! Ech fannen dat deontologesch problematesch an ech muss lech och soen, do stinn ech net eleng do. Do sti mir net eleng do, do brauch een nëmme e bësse ronderëm sech nozefroen, och am Secteur, an da kritt een dat confirméiert, datt relativ vill Onverständnis dofir zu Dag bruecht ginn ass.

A wann ech da kucken, wéi dee Rapport zustane komm ass: Fir d'Éischt emol déi Gesprécher, déi stattfonnt hunn. Et hu jo 24 Gesprécher stattfonnt. Mir hu jo duerch de Fait, datt mir d'Lettre d'intention nogefrot hunn, konnte mer hanne jo gesinn d'Lëscht, mat wéi geschwat ginn ass. Da stellen ech fest, datt et haupsächlech d'Resultat ass vun Einzelgesprécher, et gëtt keng Referenz op d'Dokument gemaach. A bei de Leit, mat deene geschwat ginn ass, do sinn der awer eng ganz Rei vergiess ginn, eiser Meenung no, virun allem där, wou et wichteg gewiescht wär, mat hinnen ze schwätzen. Zum Beispill verst mir net, firwat mat de Sozialpartner, dat heescht mat de Gewerkschaften, an deem heite Fall net geschwat ginn ass ronderëm déi ganz Operatioun.

Dat heescht, et ass am Fong en Dokument, wat herno erauskënnt, wat baséiert op rengen Einzelgesprécher, sech net op aner Dokumenter referéiert, well mir hunn déi allefals jo net hei an deem Dokument ermëfent, weder als Annex nach als iergendeng gréisser Referenz. An dat ass, eiser Meenung no, zimlech onseriös, fir esou e Bericht, esou ee wichtige Bericht wéi dat doten, opzestellen.

Mir stellen eis och d'Fro, firwat de Minister de Wee gewielt huet fir déi Étud do. Hien huet eis zwar erkläert oder en huet zwar erkläert, dat

wär, well säi Ministère net genuch Leit hätt an en net d'Capacitéit gehat hätt, fir dat ze maachen. Mä ech stelle mer eng aner Fro, an do hätt ech gären eng Äntwert haut: Ass iwwert déi dote Virgoensweis an de Choix vun der Consulting-Firma am Regierungsrot eng Kéier geschwat ginn? Sinn déi aner Membre vum Regierungsrot dovun a Kenntnis gesat ginn? Zum Beispill den Nohaltegkeetsminister, woussst deen dat? A war déi ganz Regierung mat där do Virgoensweis, was se domadder d'accord?

Da fannen ech et och net normal, oder mir fannen et net normal, datt, wann eng oder zwou Fraktiounen hei iwwer 70 Froen eraginn an déi jo eigentlech de Géigend sinn, firwat iwwerhaapt e Rapport soll gemaach ginn - well dat war jo am Fong den Ausléiser vun deem Ganzen -, datt dann déi iwwer 70 Froen net - fir PwC -, datt déi net annexéiert sinn dorunner an datt déi déi net kréien an och gesot gëtt: Ma wann Der schonn déi Aarbecht maacht fir 200 an eppes dausend Euro, ma dann, wann ech gelift, hëlleft och mat, datt op déi iwwer 70 Froen, déi d'Kolleegen hei gestallt hunn an der Chamber, datt mer op déi wéinstens da versichen, Äntworten ze fannen. Ech mengen, den Här Etgen huet et scho gesot, op e groussen Undeel si keng Äntworten dran. Dat erstaunt eis natierlech bei deem dote Rapport, esou wéi en opgestallt ass, och net!

Da wëll ech och, well meng Zäit limitéiert ass, op een, zwee Punkten erausgoen, déi ech besonnesch relevant fannen a wou ech och net verstinn, datt PwC op déi Froe grad keng Äntwerte konnt liwweren.

Dat Éischt ass, mir wësse jo, datt zu zwee verschiddene Momenter, déi eng Schlësselsituatioun waren an deem ganze Prozess, datt do am Fong parallell Négociatiounen gefouert gi sinn. Dat Éent, dat war 2011 am Dezember, wou e Memorandum of understanding mat de Katarië schonn ënnerzeecht ginn ass vum Här Frieden. Zu deem nämlechten Zäitpunkt huet de Verwaltungsrot respektiv ass vun der Firma selwer no anere strategesch Partner gesicht ginn.

An dat nämlecht nach eng Kéier am Mäerz 2011. Och do war et schonn zimlech kloer, datt et an d'Richtung sollt goe mat de Katarien, an awer huet de Virstand vun der Cargolux an enger strategesch Studie gekuckt, wéi eng Richtungen, wéi eng aner Richtungen datt een nach kéint goen.

Dat heescht, firwat datt net ënnersicht ginn ass, datt et wierklech do parallell Négociatiounen ginn ass, déi eng gefouert vum Finanzminister am Alleingang, well ech mengen, dat hu mer entre-temps jo awer confirméiert, datt eréischt zu engem spéideren Zäitpunkt d'Regierung an och dee Minister, deen eigentlech zoustänneg wär fir den Dossier, den Här Wiseler, informéiert ginn ass iwwert dat Ganz.

An dat Zweet ass, wéi gesot, firwat datt déi parallell Négociatiounen do stattfonnt hunn, déi mat Sécherheet och zu engem gudden Deel dozou bäigedroen hunn, datt et herno zu deem Broch do komm ass an datt et zu där chaotescher Situatioun komm ass.

Well, wann natierlech op där enger Sait ee mat de Katarië verhandelt an d'Verhandlunge scho wäit fortgeschritt si respektiv de Memorandum of understanding ënnerschriwwen ass, an dann am Betrib selwer eng aner strategesch Studie ausgeschafft gëtt an natierlech do Saachen op den Dësch kommen, déi wahrscheinlech an eng aner Richtung ginn, dann ass dat herno natierlech après coup relativ schweier iwwereneenzebréngen. An dat hu mer jo och kënnen feststelle beim Scheitern herno vun den Négociatiounen. Dat war och en Deel vun der Problematik.

Et war net, wéi ëmmer behaupt ginn ass, well d'Lëtzebuerger oder well d'Gewerkschaften do Remmidemmi geschloen hätten an eigentlech déi Leit aus dem Katar fonnt hätten, datt se an der Öffentlecheit zu Lëtzebuerg schlecht empfaenge gi sinn.

Et ass hei och em handfest strategesch Differenze gaangen, an déi koumen dorauer, well eng duebel Verhandlung an eng duebel Strategie gefuer ginn ass. An dat ass awer, et deet mer leed, net déi Aart a Weis, wéi eng Regierung soll virgoen an esou engem wichtigen Dossier wéi deem heiten. An op dee ganze Pak vu Froen, déi mer an deem Zesammenhang gestallt hunn, hu mer och an deem Ganze keng Antwort kritt.

Ech muss lech soen, et sinn eng Rei Säiten an deem Rapport hei, déi liese sech - et deet mer leed, dat mussen ze soen - wéi Grimms Märchenstunde. Dat ass einfach net seriö, wéi dat zesummegehallt ginn ass. An et ass wierklech en Hohn, fir mat esou eppes virun d'Parlament ze kommen an eis wierklech, amplaz eis op déi 70 Froen... An ech sinn do mam Här Etgen d'accord, mir hu Froe gestallt un d'Regierung an net u PwC! Ech stellen ni eng Fro hei um

Pult vum Parlament un iergendeng Consulting-Gesellschaft. Ech stelle Froen un d'Regierung an un d'Ministeren an ech hätt och gär Äntwerte vun de Ministeren op déi Froen. An ech verstinn einfach net, firwat datt mer déi Äntwerten einfach net solle kréien.

Et gëtt och nach eng Rei aner Elementer, dat sinn - newsächlecher wëll ech net soen -, mir haten och Froe gëstalt zum Beispill iwwert de Rôle vum Här Wildgen an deene Verhandlungen, datt dat misst méi belicht ginn. Och dat gëtt net gemaach an deem Dossier hei. Also ech mengen, ech kéint där Saachen eng ganz Rei elo zitieren.

Ënner dem Stréch soe mir ganz kloer, datt dat heiten nëmme dozou bädréit, datt d'Leit méi veronsichert ginn dobaussen, datt mer weder Transparenz kréien nach och Rou kréie fir de Betrib. Rou, déi dee Betrib brauch, fir datt mer endlech dee Betrib dohinner kréien, wuer mer e musse kréien, nämlech datt en a méi eng ofgesichert Zukunft kënn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well mer eis natierlech net wëllen zefridde ginn domadder, datt mer einfach hei keng Äntwerte kréien, déposieren ech hei nach eng Kéier eng Motiou, déi am Wuertlaut eigentlech bal déi nämlech Motiou ass wéi déi, déi mer deposiert hunn deemools, mat e puer Ännerungen um Niveau vum de Considérenten, déi natierlech déi aktuell Situatioun matabezéien an dann awer verlangen, datt mer endlech d'Äntwerten op déi Froe kréien. Ech wëll déi domadder hei déposieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant la motion votée et adoptée par la Chambre des Députés en date du 19 décembre 2012 demandant clarification au Gouvernement pour une série de questions en relation avec le dossier Cargolux et la prise de participation dans Cargolux S.A. par les investisseurs qatariens;

- considérant la qualité du rapport remis par PwC au nom du Gouvernement sur cette prise de participation dans Cargolux S.A. par les investisseurs qatariens et le manque de base documentaire de ce rapport;

- considérant les discussions consécutives menées à la Chambre des Députés, tant en séance plénière qu'en commission parlementaire;

invite le Gouvernement à

- se baser sur le rapport PwC et à dresser un rapport détaillé et documenté sur les négociations menées avec les investisseurs qatariens sur une participation au sein de la Cargolux;

- se baser à cet effet sur la liste des questions établie par la Chambre des Députés;

- annexer à ce nouveau rapport et à mettre à la disposition de la Chambre des Députés tous les documents élaborés dans le contexte de ces négociations;

- présenter le rapport à la Chambre des Députés endéans les deux mois.

(s.) François Bausch, Fernand Etgen, Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Claude Meisch.

Si gëtt ënnerstëtzt, wéi gesot, am Moment vun deenen zwou Fraktiounen DP an déi gréng. An ech hoffen, datt mer eng grouss Ënnerstëtzung kréien.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. Als éischte Riedner ass den Här Fernand Boden agedroen. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwer eppes misste mer eis heibannen all eens sinn: D'Cargolux ass fir eist Land e ganz wichtege Betrib, deen et derwärt ass, ënnerstëtzt ze ginn a gehollef ze kréien. Dat ass op jidde Fall d'Iwwerzeegung vun der CSV!

Vun der Cargolux hänken, an et ass scho gesot ginn, eng ganz Rei vun Aarbechtsplazen of an hir Aktivitéit huet e staarken Impakt op aner Betriber: de Findel, d'Luxair, de Logistikcenter, fir nëmme déi ze nennen. D'Cargolux verdéngt also eng grouss Opmierksamkeet. Et schéngt eis awer, dass aus alle vill duerchsichtge Grënn diärs Gudden ze vill gemaach gëtt, wat ganz sécher net am Intérêt vum Betrib ass.

An deene leschte siwe Méint hu mer véiermol an öffentlechen a véiermol a Kommissiounssitzung mat den zoustännege Ministeren iwwert d'Cargolux diskutéiert. Dobäi ware Verschiddener bal nëmme un der Vergaangeneheet, an do och bal nëmme un dem Deel mat de Katarier interesséiert a kaum un der Zukunft vum Betrib, op déi mer eis Opmierksamkeet konzentrière missten.

Op Demande vun der DP an déi gréng sinn de 14. an den 21. November a gemeinsame

Sitzunge vun der Finanz- an Nohaltegkeetskommissioun ganz Froekatalogen opgestallt a beäntwert ginn iwwert den Oflaf, den Inhalt an d'Begleetëmstänn vum Deal mat de katarschen Autoritéiten a mat Qatar Airways. De 15. November an den 19. Dezember sinn déi Froen erëm eng Kéier an öffentleche Sitzungen zur Sprooch komm. An d'DP war sech net ze schued, an huet jo dat haut nach eng Kéier confirméiert, en Dokument auszedeele, wat strictement privé et confidentiel war, obwuel se wësse missten, wat fir ee Schued esou eppes fir e Betrib duerstelle kann!

D'CSV war och domat averstanen, an der Sitzung vum 19. Dezember eng Motiou vun der DP an déi gréng ze ënnerstëtzen, déi d'Regierung invitéiert huet, kuerzfristeg en detailléierte Rapport ze maachen iwwer hir Verhandlung mat de katarschen Investisseuren a puncto Participatioun an der Cargolux, obsonns dat schon e puermol mëndlech geschitt an a Procès-verbaux festgehal war. Och de Minister Frieden huet dës Motiou zougestëmmt. Hien huet awer och deemools scho gesot:...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Den Här Frieden konnt...

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Hien huet och deemools scho gesot:...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Den Här Frieden konnt...

► **M. Fernand Boden (CSV).** - „...D'Regierung ass also mat der Motiou d'accord, mä ech weess elo schon, wa mer dee Rapport schreiwen, da wäert awer erëm gesot ginn, d'Froe wäeren net beäntwert.“

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Mä firwat ass...

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Wéi recht sollt hie behalen!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Majo.

► **M. Fernand Boden (CSV).** - An dobäi huet d'Regierung de Rapport net selwer redigéiert, wéi gefrot war, mä si huet dat vun enger Consulting-Firma maache gelooss, déi Wäert leet - ech wëll dat ënnersträchen - op hir Onofhängegkeet an hir Integritéit. A si huet dat geschter an engem Communiqué nach eng Kéier ënnerstrach. Si hat awer déi néideg Virkenntnisser vum Dossier, fir a kuerzer Zäit, an dat war jo gefrot, dese Rapport der Chamber kënnen virzeleeën.

Ech zitieren de Communiqué vun der PwC: «PwC réfute avec la plus grande fermeté toute tentative de remise en cause de l'indépendance avec laquelle les travaux ont été conduits et maintient toutes les conclusions du rapport», Enn vum Zitat.

D'Konklusioun vum dësem Rapport si kloer a si bestätegen dat, wat déi zoustännege Ministeren eis ëmmer erëm gesot hunn, hei an och an de Kommissiounssitzungen. Dass dat net jiddwengem heibanne gefält, ass net verwonnerlech! Dat verwonnerst et keen. De Finanzminister huet de leschten Dëschdeg de Membre vum der Finanzkommissioun d'Haaptresultater vum Rapport matgedeelt.

Och d'Berichter doriwwer an der Press, Här Etgen, sinn zimlech eendeiteg. Awer an eng aner Richtung, wéi Dir gesot hutt. Ech zitieren: „D'Verhandlung mat dem Katar si korrekt verläf. Et gouf kee bevirdeelegt.“ D'Katarier hätten deemools mat déi beschten Offer gemaach. «Frieden n'a rien à se reprocher. Le ministre voit son action dans le dossier Cargolux validée par un rapport d'experts.» Dat sinn d'Zitater aus der Press. Et gouf also keen Alleingang vum Minister Frieden. Seng Regierungskollege waren am Bild - och den Här Bausch huet do net d'Wourecht gesot -, si waren am Bild an hunn...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Ech hunn eng Fro gestallt.

► **M. Fernand Boden (CSV).** - ...an hunn...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Ech hunn näischt behaupt. Ech hunn eng Fro gestallt.

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Am Rapport steet d'Äntwert.

...an hunn hien derzou encouragéiert, d'Operatioun mat de Katarier ze relancieren. Seng Aufgab huet doranner bestanen, en Dossier, dee jorelang festgefuert war, ze débloquentieren. An dat ass him och gelungen. An ech zitieren dann de Rapport:...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Immens débloquentiert!

► **M. Fernand Boden (CSV).** - «Cet accord oral a été salué par les membres du Gouvernement ainsi que par la plupart des personnes interrogées comme une excellente évolution du dossier.» Dat ass en Zitat aus dem

Rapport, wou een och nach liese kann, dass den Här Frieden nom mëndlechen Accord direkt de Statsminister Jean-Claude Juncker ugeruff huet. An deen huet em fir dësen Accord félicitéiert.

(Interruption)

Den Här Frieden huet effektiv seng Roll als Minister hei voll a ganz ausgeübt. En huet mat Talent a mat Geschéck en Accord oral am Intérêt vun engem Betrib ausgehandelt, wat net jiddweree fäerdegbruecht hätt. E Merci dofir huet hie vu villen net kritt, ganz am Géigendeel. Mä wéi seet d'Sprachwuert: „Undank ist der Welt Lohn!“

(Interruption)

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Jo, esou ass et och hei an dësem Fall. Domadder wäert den Här Frieden awer...

► **M. Fernand Etgen (DP).** - ...da bräichte mer elo net méi driwwer ze schwätzen!

► **M. Fernand Boden (CSV).** - ...lieue mussen an och ganz sécher lieue kënnen!

► **Une voix.** - E Märtyrer!

► **M. Fernand Boden (CSV).** - D'CSV huet op jidde Fall vollt Vertrauen an d'Aarbecht vun den zoustännege Ministeren Wiseler a Frieden a vun der ganzer Regierung am Dossier Cargolux, an den Négociatiounen mat de Katarier.

► **M. le Président.** - Här Boden, Dir musst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Fernand Boden (CSV).** - An dësen Dossier wäert sécher och an Zukunft nach vill Asaz an Iwwerzeegungskraaft verlangen. D'Aussoe vum President vum Verwaltungsrot vu Cargolux, dem Paul Helminger, d'virlescht Woch op RTL iwwert d'Schwieregkeeten, fir en neie strategesche Partner an Aktionär ze fannen, misst nach derzou féieren, eis virrangeg escht Gedanken ze maachen iwwert d'Zukunft vun der Cargolux an hire Beschäftegten, amplaz ëmmer nees ouni Nout an d'Vergaangeneheet wullen ze goen an do eppes wëllen ze entdecken, wat net stattfonnt huet.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Boden. Als nächste Riedner ass den Här Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Här President, Kolleegeinnen a Kolleege, de Rapport vu PwC, esou wéi en eis haut virläit, wäert déi kritesch Haltung, déi d'LSAP zum Deal am Katar am Joer 2011 huet, net änneren. An ech hunn e Freideg op der däitscher Televisioun dem Här Thomas de Maizière, Verdeenungsminister, nogelauscht, sän - wéi soll ech soen? -, seng Problemer mat den Drohnen ze kommentieren. An dat huet mech e bëssen ernennert un deen Deal hei. En huet nämlech gesot: „Es handelt sich nach meiner Auffassung um eine richtige Entscheidung zum richtigen Zeitpunkt, die fehlerhaft zustande gekommen ist.“

An dat ass e bëssen dat, wat ech geduecht hunn och. An ech mengen, dass et weder ubruecht ass, elo ze soen, dass keng Froe méi ubruecht sinn. An ech wëll dem Här Boden soen: Déi Froen, déi mer stellen, déi stelle mer och am Intérêt vum der Cargolux. Ech mengen, et ass keen heibannen, deen e méi oder manner groussen Intérêt huet, dass et der Cargolux gutt geet (veuillez lire: net gutt geet). An ech mengen op där anerer Säit och, dass et noutwendeg ass, och no deem Rapport, och haut de Mëtten a vläicht muer eng Rei vu Froen ze stellen.

Ech wëll net méi agoen op dee Conflit d'intérêt, dee sech gestallt huet souwuel fir d'Regierung e bëssen am Erstelle vum deem Rapport, wéi och fir PwC. Ech mengen och net, dass et noutwendeg ass, esou wéi ech d'Gefill e bëssen hat, wéi ech d'Pressekonferenz d'lescht Woch vun deenen zwou Ministeren zesumme mat PwC nogelauscht hunn an nogelies hunn, fir sech op d'Schelleren ze klappe mat deem Rapport hei, deen am Prinzip duerstellt, dass kee Feeler gemaach ginn ass. Et war alles richtig.

An trotzdem ass dat jo eng riseg Diskrepanz tëscht där Feststellung an der Tatsaach, dass deen Deal do mat 180 widdert d'Mauer gaangen ass. An ech mengen, wéinstens déi Constatatioun, modest Constatatioun, misst ee kënnen maachen, fir ze kucken, wéi mer et dann aneschtens maachen.

An den Här Etgen, deen huet gesot - dee luewen ech jo net all Dag, mä au moins deelen ech déi Feststellung, dass e gesot huet -, dass dat, wat den Här Wiseler elo als nei Aart a Weis upaakt an als nei Method, och mam Conseil, och mat der Direktioun vun der Cargolux, ebe just all déi Léieren zitt an amgaangen ass ze zéien, déi beim Deal am Joer 2011 schifgaange sinn.

An dofir soen ech, eisen Hauptvirwurf, dee mer gemaach hunn an deenen zwou Debatten, déi mer hei haten, dee bleift intakt: Dësen Deal, deen den Här Frieden am Februar 2011 ofgeschloss huet, ass eiser Meenung no net gutt préparéiert gewiescht. En ass laanscht d'Aktionären, laanscht de Verwaltungsrat a laanscht d'Direktioun gaangen. An en huet a sech schonn an deenen Hauptbedingungen de Kär gehat vun deem, wat herno zum Clash gefuert huet.

An ech wëll awer soen: Et ass en erstaunleche Virgang trotzdem, wann een de Rapport liest - a mir diskutieren de Mëtte jo doriwwer -, dass den Här Marc Hoffmann, deemolege President vum Verwaltungsrat vum der Cargolux, mandatéiert war vun allen Aktionären, an ech zitieren de Rapport, mandatéiert war: «d'entreprendre l'ensemble des démarches nécessaires afin d'identifier un partenaire stratégique», an erstellt eng Note fir de Briefing vun der Regierung am Zesammenhang mat der Situatioun bei der Cargolux an den neien Aktionären.

An déi Note, déi am Classeur läit, proposéiert formell an hire Konklusiounen der Regierung, net elo zu engem Deal ze kommen, mä eréischt am zweeten Trimester vum Joer 2011, no der Revue stratégique, déi d'Cargolux amgaange war ze maachen, eréischt mat weideren anere Partner ze diskutieren.

An da gëtt déi Note, déi de President virleet, déi gëtt superbement ignoréiert an deem Mooss, dass - an dat seet de Rapport, an an deem Sënn seet en och eng ganz Rei vu Wou-rechten, dee Rapport -, déi Note do, déi gëtt vum Här Wiseler net dem Här Frieden weidergereecht, fir dass deen a Kenntnis dovunner ass, wéi en an de Katar gaangen ass.

An da muss ech zum Leidwiesenen och vu PwC soen, dass op der Säit 19 da Rieds geet vun enger anerer Note, déi da vum Ministère ausgestallt soll gi sinn, fir als Briefing ze dénge fir den Här Frieden. An op Nofro, well ech déi Note net fonnt hunn am Classeur, hunn ech nogefrot, fir déi Note dann awer ze kréien. An et stellt sech dann haut eraus, dass et déi Note iwwerhaupt net gëtt!

► **Une voix.** - Ooh!

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - An ech muss allerdings soen, dass dat fir déi, déi de Rapport erstallt hunn, fir déi 200.000 Euro - wéi et schonn e puermol hei gesot ginn ass -, dach awer erstaunlech ass, dass hei vun zwou Noté geschwat gëtt an dass et eng gëtt! An et ass och erstaunlech: Déi Note, déi et gëtt, déi ass dem Här Frieden net weidergereecht ginn, fir dass en am Bild war, éier en an de Katar gaangen ass, an déi Note, déi en am Prinzip sollt kritt hu vum Ministère an esou virun, déi gëtt et guer net!

An ech mengen, dass dat och e bëssen e Liicht weist op de Rapport, deen net ganz gutt ass. A wann ech de Rapport nach eng Kéier wéi zitieren, da gëtt am Rapport gesot, den Här Wiseler hätt folgenden Auftrag un den Här Frieden ginn, ech zitieren: «...qu'il parle de Cargolux pour évaluer s'il y avait une chance que les discussions puissent continuer.» Dat ass mat vill Rousewaasser formuléiert. Mä ech muss soen, dee Schnupperoptrag do - wann ech en dann esou kann nennen -, féiert dozou, dass den Här Frieden aus deem Auftrag do - ech géif en am léifsten nach eng Kéier virlesen -, fir emol ze schnupperen, ob de Katar bereet wär, erëm weider mat ze diskutieren, aus deem Auftrag schléisst den Här Frieden zou, mécht den Deal zou, an da mussen herno déi Leit doheim kucken, en dann ëmzesetzen.

Dofir ass, mengen ech awer, déi Konklusioun, déi virdru gezu ginn ass, berechtigt, sech d'Fro ze stellen, firwat deen Deal esou iwwert d'Bühn gaangen ass. A sengem Kärpunkt - villes ass richtig an deem Rapport -, mä a sengem Kärpunkt, mengen ech, bleift dat. An ech soen nach eng Kéier: Den Här Wiseler huet doraus vill, eng ganz Rei vu Lektioone gezunn an der Aart a Weis, wéi elo op der Sich no engem neien Aktionär d'Method ass, wéi och d'Method ass mam Conseil, wéi d'Method ass mat der Direktioun, wéi d'Method mat der Chamber ass an esou weider.

An ech wëll e lescht Wuert soen, ganz kuerz, Här President...

► **M. le Président.** - Jo, well Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen, Här Lux.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech sinn domat d'accord.

► **Une voix.** - En ass haut net schlecht.

(Hilarité)



► **Une autre voix.**- Loosst en nach e bësse schwätzen.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech wëll och soen, dass...

(Interruption)

An ech mengen, dofir sinn eng Rei vu Froen noutwendeg, Här Boden, och eng Rei vu Froen, déi mir hunn an déi mir stellen, egal op wat fir enger Plaz. Dat ass déi Fro: Wéi ass herno d'Transaktioun tëschent Lëtzebuerg an dem Katar an der Fro vun den Dividenden iwwert d'Bühn gaangen? Wéi ass déi Fro vun der Bevirdelegung vun de privaten Aktionären, der BIP an der Luxempart oder LUX-AVANTAGE, an op där anerer Säit den öffentlichen Aktionären iwwert d'Bühn gaangen?

An dem Rapport geet dorivwer Rieds, dass et eng „parfaite intelligence“ war, dass keng Presiounen ausgeübt gi wäeren. An trotzdem geet op anere Plazen am Rapport Rieds, dass do Tensiounen waren, dass iwwert d'Fro vum Comité stratégique laang an aper Diskussiounen stattfont hunn, sou dass ech mengen, dass och do all Courrieren, déi tëschent den Aktionären an der Regierung waren, eis scho géifen interesséieren, pour en avoir le coeur net, dass dat, esou wéi et am Rapport steet, en parfaite intelligence iwwert d'Bühn gaangen ass.

Mir hunn do e bëssen eis Zweifel, dass dat esou gaange wär. An ech mengen, dofir ass et schon noutwendeg, eng Rei vu Froen ze stellen. Well ech wëll vis-à-vis vun de Kollege soen: Déi 75 Froen, déi gestallt gi sinn, si jiddefalls, do sinn ech mat d'accord, heimadder net beäntwert. Hei ass en Deel beäntwert. Mä e confirméiert et bëssen déi kritisches Haltung, déi mer haten. A wat fir eng Method mer fannen, fir och eng Äntwert ze kréien op anerer, solle mer dann herno diskutéieren.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Lux. An d'Wuert kritt elo den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Dir wësst, datt och fir d'ADR den Dossier Cargolux e ganz wichtige Dossier ass, well mer eis ëmmer drëm beméit hunn, datt dee Betrib soll liewen, a well e fir Lëtzebuerg ganz wichtig ass, an och virun allem fir déi vill Leit, déi do schaffen. Fir déi puer Minuten, déi ech just hei zur Verfügung hunn, wëll ech duerfir e puer prinzipiell Iwwerleunge soen a virun allem, wat deen neie Rapport elo ubelaangt.

Ech mengen, den Här Boden huet elo grad hei eng Rei vun Zitater bruecht, déi an der Lëtzebuurger Press ze liesen waren iwwert dee Rapport. Ech weess net, wat déi lescht Deeg drastoung, mä ech huelen nëmmen d'„Tageblatt“ vun haut, de Leitartikel, wou drasteet: „Unabhängig von der Rechtmäßigkeit war der Cargolux-Deal ein Desaster. Die sozialen Konflikte und das Unverständnis der Katarer für das luxemburger Modell waren absehbar. Und die nicht gelöste Konkurrenzsituation zwischen der luxemburgischen Luftfahrtgesellschaft und Qatar Airways war von Anfang an bekannt.“

Dat heescht also, et gëtt och kritisches Artikelen, déi ee kann an der Press liesen. An ech soen och, datt net méi spéit wéi geschéit de President vum Verwaltungsrot, den Här Paul Helming, dee jo awer vun der Regierung dohinner genannt ginn ass, datt deen am Fong gesot huet, datt d'Abenteuer mat de Katarer e Feeler war. Dat heescht also, et gëtt och aner Stëmmen, déi dat soen.

Zum Rapport selwer wëll ech soen, datt mir och schockéiert waren, wéi mer dee Präis héieren hunn: fir 200.000 Euro sech e Persilschäin ausstellen ze loossen. A wann een de Rapport da selwer liest, da gesäit een, datt dann nach Pricewaterhouse, déi déi Etüd gemaach hunn oder dee Rapport gemaach hunn, datt déi selwer draschreien: «Nos travaux n'ont pas consisté en un examen selon les normes d'audit internationales... Nous ne donnons dès lors aucune assurance sur les informations financières... Le présent rapport ne peut être considéré comme un avis juridique. ...nous ne disposons pas de pouvoir d'investigation...», dat heescht, si soe selwer an hirem eegenen Text, datt se dee relativéieren, dee Rapport, dee se do gemaach hunn.

Mä kucke mer no vir. Ech mengen, et ass wichtig fir eis, datt d'Cargolux bestoe bleift, datt se a Lëtzebuurger Hand bleift. Well vill Leit am Land... Ech mengen, dat muss eis Suerg all sinn an dat ass berechtigt, déi Suerg, déi duerch d'Land geet, datt ëmmer méi Leit soen: „Wat geschitt hei an deem Land? Wou steiert dat Land hei hin?“ Mir si permanent amgaangen,

eis Betriber, wou mer nach als Stat, wou mer nach als Land d'Soen hunn, iergendwéi un ausländesch Aktionären ze verkafen, ze verscherbelen.

An duerfir, mengen ech, ass et och wichtig, wann elo en neien Deal gemaach gëtt mat der Cargolux, datt mer do oppassen als Regierung, datt mer deem neien Aktionär net déi Sperrminoritéit vun 33% ginn. Well soss, mengen ech, deemno wien et ass, si mer erëm an d'ärselwechter Situatioun, wou mer virdu waren. Also duerfir géife mir do virdu warnen, fir eben esou eng Sperrminoritéit engem neien Aktionär ze ginn.

Här President, ech mengen, mir wëssen alleguer, wéi wichtig datt d'Cargolux fir Lëtzebuerg ass. A mir wëssen alleguer, datt bei deem Deal, dee virdu war, all déi wichtige Punkten net mat zrëckbehalte gi sinn a virun allem net am Virfeld mat diskutéiert gi sinn, mat deene bekannte Konsequenzen.

A wann hei gesot ginn ass, datt d'Regierung, déi elo amgaangen ass - de Minister -, sech mam Dossier ze beschäftegen, jo hoffentlech aus der Vergaangenheet geléiert huet, dann hoffe mer och, datt, ier et en neien Deal gëtt, souwuel de Verwaltungsrot wéi och déi zoustänneg Kommissioun an der Chamber genau déi Informatiounen kritt iwwert deen neien Deal, wat do mat ausgehandelt ass a virun allem, wat d'Konsequenzen an der Zukunft kënnen sinn, fir datt dann och d'Parlament, géif och souguer soen, mat an d'Responsabilitéit gezu gëtt am Virfeld, datt, wann en neien Deal zustane kënnt, dann och wierklech alles, wat do ausgehandelt ginn ass...

► **M. le Président.**- Här Gibéryen, och Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President, datt Der mech dorop opmierksam maacht, well soss hätt ech nach eng Stonn geschwat.

(Hilarité)

...datt also och d'Parlament do mat eragezu gëtt, fir datt an Zukunft déi Feeler net méi virkommen, déi an der Vergaangenheet geschitt sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. An als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir kritt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Merci, Här President. Am Kader vu menger Interpellatioun, déi ech am Dezember hat iwwert d'Relatioun vum Lëtzebuerg mam Katar, ass eng Motioun vun der DP a vun deene Gréngen ugeholl ginn. Gefrot war e kompletten an détailléierten Rapport, wou d'Regierung d'Chamber an d'Bild setzt iwwert d'Négociatione mam Katar. Geliwwert gouf eng deier Etüd vun der Consultationsfirma PwC, déi hir eegen Aarbecht dokumentéiert. Well PwC war vum Ufank un un der strategescher Evaluatioun vu Cargolux bedeelegt, wéi een Dokument zum Beispill aus dem Januar 2010 beweist.

Ech mengen, dass dat e Schlag ass an d'Gesicht vun der Chamber. Et beweist, wéi wéineg seriö d'Regierung a besonnesch de Minister, den Här Frieden, den öffentliche parlamentarische Charakter vun deser Debatt ëmmer nach huelen, eng Debatt, déi awer wäitgehend Implikatiounen huet op d'Wirtschaftspolitik, op d'Sozialpolitik, op d'ökologesche Politik hei am Land. A si sinn ëmmer nach der Meenung: „Dat geet d'Chamber an d'Land am Fong geholl näischt un, wat mir am Geheimen négociéieren.“

Trotzdem, mengen ech, bleiwen nach no dem Certificat de complaisance - oder soll ech soen „de connivence“? - Virwërf erhalen oder gi souguer verstärkt, déi am Dezember opgeworf goufen:

Éischtens, de Katar war eng strategesch Optioun tëschent 2002 an 2010, also och virun a während dem Portage vun de Swiss-Aktien 2009.

Zweetens, déi Optioun war ëmstritte bei den Aktionäre vun der Cargolux.

Drëttens, et ass aner Optiounen ginn. Och iwwergens där, déi net am Rapport vu PwC opgezéelt ginn, wéi déi vu Singapore Airlines.

Viertens, de Minister Frieden hat kee wierklech seriösen Iwwerleuchtenen a vun der Cargolux gedeelte Mandat, fir déi Mët 2010 gescheitert Verhandlung mam Katar op en Enn ze féieren, wéi en Ufank 2011 op Doha gereest ass, fir dee faméisene Deal ofzeschléissen an domat all Acteuren hei zu Lëtzebuerg virun e Fait accompli ze stellen.

Fënneftens, deen Deal war esou, dass Lëtzebuerg mat Hän a mat Féiss gebonne war, well de Katar sech an engem Préaccord wäit goend Rechter virbehalen huet: Rechter, fir Direkteren

ze bestëmmen, Rechter, fir d'Strategie ze bestëmmen, Rechter, fir d'Fligere erauszuesichen an ze finanziéieren. Deen Deal, mengen ech, war faul vun hanne bis vir! E war net nëmmen handwierklech mat Feeler behaft, e war faul vu sengem Inhalt hier, vu senger Zilsetzung hier, vun Ufank un.

A sechstens, et gëtt zu kengem Moment bewisen, firwat dass eng national Léisung, wou de Stat Hauptaktionär bliwwen wier, net envisageabel war an net hätt kënnen zu Bréssel duerchgesat ginn, wou jo souguer dat restriktivt EU-Recht dat duerchaus méiglech gemaach hätt.

Fir ze schléissen: Dee Bericht vu PwC confirméiert mäin totaal Mësstrauen an des Regierung an deem Dossier do. Dobäi ass nach de Volet Finanzplaz an de Relatioun mam Katar leider an där Motioun guer net touchéiert gewiescht. Ech sinn awer trotzdem der Meenung... Well do hätt een och nach interessant Liene mat deene Verhandlungen an deem heiten Dossier warscheintlech kënnen feststellen.

Fir ze schléisse wëll ech just nach soen, dass ech déi Motioun do, déi nei Motioun do stëmme wäert, déi drop erausleef, fir den Dossier elo net zouzemaachen, mä fir e Bericht ze maachen, en zousätzleche Bericht opgrond vun deene Bemierkungen, déi hei gemaach gi sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. An d'Wuert kritt elo den Här Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputy, mir schwätze jo net fir d'éischte Kéier iwwert déi Transaktioun, weder heibannen nach an den zoustännege Chamberskommissiounen. An ech mengen, egal wéi een et mécht, wäert een déi, déi géint déi Transaktioun waren, net iwwerzeegt kréien. Mir kënnen nach zéng Sitzungen dorivwer veranstalten, mä ech wëll just hei nach eng Kéier soen, datt ech der Meenung sinn, datt...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ech wollt awer do elo direkt eng Präzisioun froen: Wou kënnt dann den Här Minister dorunner zum Beispill, datt mir géint déi Transaktioun gewiescht wäeren?

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Ech hunn net vun lech geschwat, Här Bausch.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Dir hutt gesot: „Déi, déi dergéint waren...“

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Jo, well ech weess...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- ...a mir schwätze jo elo hei am Parlament.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Well ech weess, datt et eng ganz Rei Leit sinn, déi déi Transaktioun net agesinn hunn. Elo grad nach de Virriedner huet gesot, datt de Lëtzebuurger Stat hätt sollen déi Participatiounen ganz halen. Ech wollt nämlech dorobber kommen. Ech mengen, datt et deemools wéi haut wichtig war, datt d'Cargolux e strategesche Partner hätt. An all d'Etüden, déi deemools an haut d'Regierung hat, hunn an déi Richtung gewisen, onofhängeg emol vun enger vill méi nuancierter Approche vum europäesche Recht, datt een an engem Konkurrenzsecteur net déi nämleche Regele ka spillen hunn, wou de Stat kann Aktionär sinn.

Dat wat mer gemaach hunn 2011 war am Interesse vum Land an et war och am Interesse vun der Cargolux. Ech loossen net zou, datt déi eng kënnen sech dat appropriéieren an hirem Jugegment, an déi aner, déi kréien ënnerstallt, datt dat net esou gewiescht wär. All déi Handlungen, déi ech gemaach hunn, waren am Interesse vum Land an am Interesse vun der Cargolux.

Well et ass jo ebe just drëm gaangen, datt no zéng Joer extremem Blocage, no zéng Joer Stillstand, bedéngt duerch d'Faillite vun der Swiss Air an déi Aktien, déi dorobberhin no laanger Zäit de Stat iwwerholl huet, fir se kënnen widerzeverkafen, datt endlech huet eppes misse geschéien.

Dee Rapport, deen huet d'Chamber bestallt. Dee Rapport, et steet net do, dee soll geschriwwen gi vun engem Universitätsprofessor am Ausland, deen nach ni eppes vun der Cargolux héieren hätt.

Mir hätten dee Rapport, ech selwer, meng Beamten hätten och dee Rapport kënnen selwer schreien. Ech weess net, wat Der da gesot hätt, wann ech lech dee Rapport heihinnergeleucht hätt. Dann hätt Der gesot: „Majo, de Frieden schreift dach iwwer sech näischt Negatives.“ Da gi mer eng Firma froen, déi d'Cargolux-Dossiere kennt. Jo, dat seet se jo selwer. An dat hu mir jo och gesot. Et steet jo néierens, datt een eng Firma bräicht, déi nach ni eppes vun der Cargolux héieren hätt. D'Chamber

huet e Rapport gefrot vun der Regierung iwwert déi eenzel objektiv Faiten, déi zu deem Accord gefouert hunn. An dee Rapport huet d'Chamber hei kritt.

► **M. le Président.**- Här Minister, den Här Bausch wëll lech eng Fro stellen.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Jo, loosst mech fir d'éischt mäi Saz fäerdeg maachen, soss weess ech net méi...

Dee Rapport, deen huet d'Chamber hei kritt. D'Chamber hätt och kënnen selwer de Rapport schreien, wa se gär eng aner - an hiren Aen - Indépendance gehat hätt. Hei goug et drëm, Faiten ze etabléieren, déi préalablement zu menger Visite an zu dem Ofschloss vun deem Accord mam Katar gefouert hunn. Deen hu mer gefrot. Deen hu mer hei geliwwert.

Wann d'Konklusiounen net gefalen oder d'Method net gefält, da kann een dat diskutéieren. Ech wëll just soen: Mir hunn datt geliwwert, wat d'Chamber gefrot huet. Wann dee Rapport anescht ausgaange wär, da géif de Rapport lech gefalen.

► **M. le Président.**- Här Bausch, wann ech gelift.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här Minister, Dir sot eis hei: „Mir hunn ee gefrot, deen den Dossier och géif kennen. Mir wollten naterlech net ee froen, dee keng Ahnung huet, wat den Dossier Cargolux ass.“ Dir wësst, datt mer zu Lëtzebuerg niewent PwC nach aner ähnlech gelagert Gesellschaften hunn, déi sougenannten „Big Four“, wéi se genannt ginn. Sidd Der dann der Meenung, datt déi net capabel gewiescht wäeren, deen Dossier do zu Lëtzebuerg ze maachen? Mengt Der, just PwC hätt deen do kënnen maachen?

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Neen, selbstverständlech au contraire, well mir schaffe ganz regelméisseg mat all deene Firmen. Mä mir hu bewosst déi geholl. Et ass och net, wéi ech zum Beispill haut am, ech mengen, et war am Leitartikel am „Tageblatt“ gelies hunn, PwC wär de Beroder vun der Regierung gewiescht an deem Dossier. PwC huet fir d'Cargolux eng Rei vun deenen Analyse gemaach. Also hat se eng Connnaissance, an dat ass d'Ursaach, firwat déi geholl ginn ass.

Mä lauschtert, nach eng Kéier: Wann Dir dee Rapport net gutt fannt, da musst Der Ären eegene Rapport schreien. Da musst Der selwer déi Analys maachen. Ech ka just soen: D'Regierung huet e Rapport gefrot kritt...

(Interruption)

D'Regierung huet e Rapport gefrot kritt an d'Regierung huet deen ofginn. An duerfir ass et gutt, datt den Här Bausch mech erënnert un d'Dokument. Virdrun ass hei gesot ginn, déi Dokumenter wäeren net zesummegestallt ginn. Éischtens emol hu mir déi Dokumenter net all am Finanzministère. Si sinn och net all onbedéngt am Ministère vun dem Minister Wiseler. Déi sinn zum Deel an der Gesellschaft. An d'Cargolux huet... PwC huet déi Dokumenter bei all deenen Acteuren zesummegestallt a mir hunn dee Classeur beim Chamberspräsident ofginn.

Mä mir waren der Meenung - ech mengen, et ass och eng Meenung, déi oft hei an der Chamber ausgedréckt ginn ass -, datt, wann dat Dokumenter sinn, déi eng Firma betreffen, da sollen déi den Deputéierten zougänglech ginn, mä déi sollen net onbedéngt, well se och Intérêts commerciaux beinhalten, déi sollen net einfach dem grand Public zur Verfügung gestallt ginn. Mä déi Dokumenter huet d'Regierung an der Chamber ofginn zwecks Méiglechkeet zur Inspektioun an zur Kontroll. An doranner besteet jo eng wichtige Aufgabe vum Parlament.

Mä nach eng Kéier: Ech mengen, mir kënnen honnertmol dorivwer schwätzen. Ech wëll nach eng Kéier d'Élément-cléé soe vun där Démarche, déi 2011 dozou gefouert hunn. Ech hunn net de Katar erfandt. Wou sollt ech och? Et gouf eng Rei Etüden, déi gesot hunn, datt dat en interessante strategesche Partner wär. Et waren eng Rei Ministeren, déi Kontakter mam Katar haten. An et ass gesot ginn am Kader vun där Visite, déi ech do gemaach hunn, wat eng Visite war fir d'Promotioun vun der Finanzplaz: „Kuck, datt mer och an deem doten Dossier, wat en interessanten Dossier ass, weiderkommen.“

An ech hunn et fäerdegbruecht an deene schwierege Gespréicher do en Ofschloss ze féieren. Et kann een och einfach dohinnergoen a just d'Musée kucke goen oder Rieden halen. Et ass d'Aufgab vun engem Minister och heiandsdo eng Décisioun ze huelen. A wann déi, déi virun eis do gewiescht wäeren an déi, déi no eis kommen, net och heiandsdo Décisiounen huelen, da komme mer an deem Land hei ni weider!

An et muss een e groussen Ënnerscheed maachen tëschent deem, wann an engem gewësen



sene Moment en neien Aktionär erakënnt, an deem, wat dono geschitt. Och en neien Aktionär, dee mer elo siche ginn, iwwregens mat deenen nämlechte Methoden, well och deemools gouf et Etüden, déi op de Katar higewisen hunn - ech wëll dat nach eng Kéier ausdrécklech ënnersträchen, ausdrécklech ënnersträchen, et gouf eng Rei Etüden -, och elo kënnen mer en Aktionär fannen, mat deem mer dono net an allen Detailer eens ginn, deen och seet: „Dat do an dat do gefält eis net!“

Et ass een ni gewappnet, wann een ee siche geet, dee vu baussen erakënnt - a mir brauchen der, déi vu baussen erakommen -, wéi dann dono d'Koexistenz tëscht dem Aktionären iwwert d'Bühn geet.

Da wëll ech awer och nach eng Kéier ënnersträchen, datt den Accord, deen ech zu Doha am Februar 2011 gemaach hunn, datt dat en Accord de principe war, e mëndlechen Accord. A wann et sech dono erausgestallt hätt, datt wierklech kee Mënsch domadder d'accord gewiescht wär an datt dat alles enorm schlecht gewiescht wär, da soen ech lech: Dann hätt dat net missen dono ënnerschriwwen ginn. Dann hätt ech sécherlech missen do de Katären déi eng oder déi aner Erklärung ginn. Mä et ass op där Rees näischt ënnerschriwwen ginn. Dono ass eréischt, esou wéi dat och bei Verhandlungen normal ass, den Detail an deenen Accorden op eng juristeschen Aart a Weis a mat all den Aktionären ofgeschloss ginn.

Ech mengen, datt deen Dossier esou gaangen ass, wéi e gaangen ass, datt de Katar en Aktionär... A Qatar Airways, an duerfir waren déi Verhandlungen jo och esou schwéier, well de Katar wollt manner wéi 100 Milliounen ginn. En huet gesot: „Déi Firma do ass net vill wäert, well se huet Schwiegerketten.“ Erënnert lech un 2007, 2008... a virdrun. An dunn hu mer gesot: „Mä mir sinn awer der Meenung, datt déi Firma méi wäert ass.“

D'Diskussionen, déi wäerten och am nämlechte Moos erëmkommen. Mir sinn eis iwwert e Präis, deen tëscht deem Präis läit, dee si proposéiert hunn, dee se schonn héich fonnt hunn, an deem, deen aus enger Rei vu Valorisationen ervirgaangen ass, eens ginn. Jo, doriwwer kann een dono zefridde sinn oder net, mä et ass d'Resultat vun enger seriöser Preparatioun. Et ass d'Resultat vun enger Négociation an d'Resultat vun enger Décision, vun engem Accord de principe, deen op der Plaz geholl ginn ass.

Mir kënnen nach zéngmol iwwert deen Dossier schwätzen, mä ech mengen, mir mussen iwwert d'Vergangenheit heiansdo schwätzen, mä mir sollen net nëmmen an der Vergangenheit stoe bleiwen. Dat hei war 2011, mir sinn 2013. An zesumme mat dem Minister vum Transport, zesumme mam Wirtschaftsminister, esou wéi mer dat d'lescht Kéier gemaach hunn, si mer och elo amgaangen ze kucken, en neien Aktionär ze fannen. An dat wäert deemools wéi haut ganz schwéier sinn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Finanzminister. An d'Wuert kritt elo den Här Nohaltgkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech wëll just op dräi Punkten agoen, déi mer awer wichteg sinn op Basis vun deem, wat ech haut de Mëtten héieren hunn.

Dat éischt, datt ass eng Fro, déi gestallt ginn ass, ob de Fait, datt e Rapport bei PwC bestallt ginn ass vum Finanzminister, och mäin Averstännis hat, ob ech dovunner informéiert war. Ech géif gär ganz kloer déi Äntwert ginn: Jo, ech war dovunner informéiert. Den Här Frieden huet mer déi Intention matgedeelt.

An ech muss soen, datt ech dat eng gutt Iddi fonnt hunn, fir et ze maachen, fir net de Rapport als Regierung selwer ze maachen, mä fir en erasuzeginn, well ech mer geduecht hu sengerzäit, datt de Fait, datt en aneren de Rapport géif schreiwe wéi d'Regierung, vläicht méi Neutralitéit, méi Kredibilitéit an den Ae vun der Chamber, a vun der Opposition haapt-sächlech, esou engem Rapport kéint ginn, wéi wann d'Regierung e selwer presentéiert hätt. Well da wär jo gesot ginn: „Jo, si kënnen jo näischt géint sech selwer schreiwen.“ Dofir hunn ech dat sengerzäit eng gutt Iddi fonnt.

Elo gétt gesot, dee Rapport seet jo am Fong just datselwecht, wat d'Regierung eis säit sechs Méint erzielt, an dat ass jo de Beweis, datt de Rapport net seriöser ass. Ech muss soen: Et kéint een awer och emol op de Gedanke kommen, datt de Grond, firwat et datselwecht ass, wat d'Regierung säit sechs Méint erzielt, de Fait ass, datt dat, wat d'Regierung säit sechs Méint erzielt, einfach - zumindest vun eiser Perspektiv - esou ass. An esou gesinn ech hei deen Dossier.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här Minister, et ass net dowéinst, firwat mer de Rap-

port net seriöser fannen. Mir fannen, datt de Gros vun de Froen net beäwert ginn ass, éischts. An zweetens si mer der Meenung, datt et net glécklech war, fir deen nämlechte Consultant ze huelen, deen och de Prozess gemaach huet fir...

► **M. Claude Wiseler, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.**- Jo, dat war meng zweet Saach.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Et ass deontologesch. Ech wëll lech just soen...

► **M. le Président.**- Mä ech mengen, Här Bausch, Dir kënnt ganz gär eng Fro stellen, Dir kënnt och herno nach eng Kéier Parole après ministre huelen, mä ech hunn net gär, wann hei elo Dialogen tëscht dem Minister an einzelnen Kollege gefouert ginn. Här Minister, fuert virun, wann ech gelift.

► **M. Claude Wiseler, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.**- Mir féieren elo keen Dialog, Här Präsident, mä ech äntwerten awer elo dem Här Bausch gär op déi Fro, déi hien nach net gestallt huet. Well ech soen dat hei: Wann ech kucken, ech si jo responsabel...

(Interruption)

Loosst mech fir d'Éischt d'Äntwert ginn an da kuckt Der, ob et déi richtig Äntwert war op déi Fro, déi Der wollt stellen.

De Fait ass deen - ech si jo elo responsabel fir d'Argolux -, ech hunn och gesinn, all déi Etüden, déi an deene leschten zéng Joer vun der Argolux schonn auswäerts an Optrag gi gi sinn, an do si quasinom alleguer déi grouss Boiten, déi schonn iergendwou eng Kéier oder eng aner Kéier eng Etüd fir d'Argolux, fir d'Aviation gemaach hunn. Alleguer.

► **M. le Président.**- Här Bausch, da stellt elo Är Fro.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Déi ware mat Sécherheet jo awer net alleguer an deem hei Prozess mat de Katären. Dat ass jo de sprangende Punkt.

► **M. Claude Wiseler, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.**- Neen. Mä si hunn awer...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ech stellen lech just d'Fro. An ech mengen, dat weess den Här Frieden och vu senger vergaangener Berufstätigkeit: Een Affekotbüro, dee passt ëmmer hëllesch op, wann e soll eng Affär iwwerhuelen, ob en net schonn op enger anerer Plaz natierlech Conflicts d'intérêt kéint kréien, well en op enger anerer Plaz an där Affär verweckelt war.

Firwat ass dat? Ma well natierlech dat deontologesch normal ass an och richtig ass, datt een net soll op enger Affär schaffen, wou ee selwer implizéiert war just virdrun. An hei war et awer esou, datt PwC direkt involvéiert war an den Négociation mat de Katären.

► **M. Claude Wiseler, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech soen lech just, datt déiselwecht Fro an déiselwecht Diskussioun opkomm wär, wa mer eng aner Étude geholl hätten oder en aneren Audit-Cabinet geholl hätten, deen och schonn op iergendeng Aart a Weis mat Argolux a Kontakt gewiescht wär; an déi meescht waren et. Dat ass dat éischt.

An dat Zweet, dat ass, wann Der de Rapport vu PwC liest, do schreiwe si jo selwer dran, datt se sech där Problematik, där Fro do bebosst gewiescht wären an och deontologesch sech déi Fro intern gestallt hunn an zur Konklusion kommen sinn, datt dat no deenen internationale Standarde fir si net e Problem wär an datt se och ganz strikt drop opgepasst hunn, fir aner Teamen, aner Equipen op deen Dossier ze setzen, déi näischt ze dinn hätte mat deene virdrun, déi do prezis déi Etüd gemaach hunn.

Deen zweete Punkt, deen ech wollt soen, dat ass dat, wat opgeworf ginn ass vun deenen Notizen, déi eng an déi aner, déi matgedeelt gi sinn. Et ass am Kader vun där Preparatioun an där Rees, déi den Här Frieden gemaach huet, keng aner Note vun dem MDDI ausgestellt ginn a gemaach ginn, déi un den Här Frieden an deeser Rumm weidergaangen ass.

Déi Note, déi hutt Der an dem Dossier, déi konnt Der alleguer liesen. Ech hu se och nach eng zweete Kéier nogeschéck, well ech gemengt hunn, et wär déi, déi Der géift froen. Enfin, Dir hutt se dann zweemol kritt.

Do ass, wann Der dat liest, den Historique dran. Et ass och dran en Element, wat ni hei évoquéiert ginn ass: Et ass dran d'Urgence, fir e Partenaire stratégique ze fannen, well e puer Datumen als Stéchdatumen dra waren, no-tamment den 30. Juni 2011, deen ee vun de private Partner als Stéchdatum hat, fir kënnen duerno ze probéieren, iwwer eng professionell Bank erasuzekommen aus dem Aktionariat, an

d'Urgence iwwert d'Commission européenne, déi och an där Note do évoquéiert ass.

Déi Note ass net als Pabeier weidergaangen, mä an deenen Diskussionen, déi ech mam Här Frieden regelméisseg hunn, hu mer ëmmer iwwert de Contenu dovunner geschwat.

Ech war sengerzäit der Meenung, datt déi Diskussionsien, déi elo säit zéng Joer - an haapt-sächlech déi een, zwee Joer virdrun - mam Katar gelaf sinn, en Échec provisoire wären - provisoiresch -, datt mer net zu enger Konklusion provisoiresch kommen sinn, mä datt et derwäert wär, awer nach déi Diskussione weiderzeféieren. An et ass genau dat, wat ech mam Här Frieden ofgemaach hat, esou wéi aner Kollegen aus der Regierung, datt een déi Diskussionen erëm eng Kéier sollt ukuerbelen.

Elo ass dat awer am Katar méi schnell gaangen, wéi ech geduecht hat, datt et géif goen. No zéng Joer, datt mer net weiderkomm sinn! An da soen ech lech och ganz éierlech, wéi den Här Frieden mat deem Accord oral do zréckkomm ass, do hunn ech mer geduecht: Do hu mer awer eng Chance! Do hu mer eng Chance, wou mer am Fong fennef, sechs, siwen, aacht Joer duerno probéiert hunn, da komm, mir huelen déi elo, a komm, mir probéieren, dat Bescht aus där Chance ze maachen.

Esou ass deen Dossier do gaangen. An et ass och dat, wat PwC do schreift.

En drëtten Punkt, deen ech wëll évoquéieren, well dat mer och liicht op den Nerv geet, dat ass, datt elo konstant an dauernd gesot gétt, den Här Frieden hätt eng Method, fir ze verhandelen, an den Här Wiseler huet elo eng aner Method, fir dat ze maachen.

Ech verstinn, datt een dat mécht. Mä esou einfach geet dat awer net, fir eis elo hei auserneeze kréien, den Här Frieden a mech. An et ass mer och wichteg, fir dat eng Kéier ze soen, well déi Situation eng ganz aner war.

Mir haten zéng Joer Stillstand. Mir hunn zéng Joer an der Argolux no engem neie Partenaire gesicht. Et ass verhandelt gi mat neie Partenaire. A mer sinn net weiderkomm an deem Dossier. A virdrun, an Dir hutt et évoquéiert, sinn eng Rei ganz laang professionell Aarbechten och gemaach gi vu Boiten no baussen, wou ee sech konnt drop verlossen. Déi waren um Pabeier do. An duerno ass natierlech eng Verhandlung sur place komm, mä no där Verhandlung ass alt erëm e professionell Team agesat ginn, wou d'Luxair, d'Spuerkeess, d'SNCI, de Finanzministère, den Transportministère, de Conseil juridique vu Argolux an d'Conseillers juridiques, d'Conseillersteam fir Akaf a Verkat vun esou grouse Sociétéite ronderëm den Dësch souzen, fir deen Deal auszuhandelen.

Haut ass déi Situation liicht anescht. Haut si mer enger Situation, wou mer en Termini-kalenner hunn, wou mer u sech eng Procédure publique gemaach hunn, an enger Zäit, wou sech déi Prozedur an den Terminen, an deenen Délaien, déi mer hunn, justifizéiere léisst, a wou mer hoffen, mat einzelner Schrëtt weiderzekommen. Mä dat wär awer net..., wa mer an zéng Joer nach net weider si mat där Prozedur, da stellen ech mer awer d'Fro, wéi mer et da géife maachen.

An elo muss ee soen, elo kann een déi eng Method an déi aner esou auserneeze driewen, mä ech hoffe just, datt mer mat där Method, wéi mer et elo hunn, datt mer do och zu engem Schluss kommen! Well do si mer nach net! A mir hunn nach kee Partner!

An ech soen: Mir maachen alles, den Här Frieden, ech, den Här Schneider, fir datt mer esou schnell wéi méiglech dohinnerkommen, datt d'Argolux en neie Partner, en neie strategesch Partner kritt, fir d'Zukunft vun där Gesellschaft ze assuréieren. An dat ass alles net esou einfach, och momentan net.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- An ech soen dem Nohaltgkeetsminister Merci. Domadder wär mer um Enn vun der Diskussioun.

(Interruption)

Jo, mä ech wollt elo just dat soen. Sidd net esou presséiert, Här Bausch. Ech hu gesot, mir sinn elo um Enn mat deenen...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ech hat lech verstanen, mir sinn um Enn vun der Sitzung ukomm.

► **M. le Président.**- Neen! Neen, esou schnell geet et awer net. Mir sinn elo emol um Enn vun der Diskussioun. An dann hu mer, wollt ech soen, eng Motioun, déi den Här Bausch hei eraginn huet, wou mer dann nach missten driwwer diskutéieren, driwwer ofstëmmen.

An ech gesinn den Här Lux, deen direkt dozou d'Wuert freet. Här Lux, wann ech gelift.

Motion 1

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Här Präsident, no enger Rei vun Interventione während dem Débat, virun allem och vum Finanzminister Frieden, stellt sech awer d'Fro - mir kënnen dat net méi guttmaachen, wat mer am November/Dezember hei décidéiert hu mat der Motioun -, mä mir missten eis och e bëssen un der eegeger Nues huelen, an den Här Frieden huet dat och e bësse gesot, dass et u sech dee richtige Wee gewiescht wär, dass d'Chamber selwer sech eng Method ginn hätt fir déi Froen, déi allleguerten dostoongen, ze beäwert. Da wären all déi Konflikte - d'Regierung mécht dat a si mécht et net objektiv, PwC mécht et, déi hunn e Conflit d'intérêt - vu vireran net gewiescht. Mä ech mengen, dat ass elo hifälleg.

Ech froe mech dofir, ob et wierklech utile ass, wéi an der Motioun proposéiert, fir elo nach eng zweete Kéier déiselwecht Operation ze maachen. Oder awer net hinzugeoen an déi Froen, déi opbleiwe vun deene 75, déi déi gréng an d'DP an hirem Froekatalog gestallt hunn - an do bleiwen der effektiv eng Rei op -, ob een net besser huet, et gétt een déi an d'Kommissioun vum Développement durable - dat ass fir mech elo emol déi zoustänneg Kommissioun -, an da gétt do nach eng Kéier prezis gekuckt, wat fir Froe stinn elo definitiv nach op, an da kënn d'Regierung dohinner a beäwert déi, wéi dass mer elo nach eng Kéier fir 200.000 Euro...

► **Une voix.**- Voilà!

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- ...eng nei Etüd erëm maachen an dann déiselwecht Diskussioun hei erëm kréien, déi mer elo zum Deel hei haten.

Dofir wär meng Proposition, déi Motioun elo hei net zum Vote ze stellen, mä se ze verweisen un d'Kommissioun an dann do de Kollegen d'Geleeënheet ze ginn, an enger Sätzung nach eng Kéier op déi Froen ze kommen an dann, hoffen ech, méiglecherweis och zu engem Enn ze kommen.

► **M. le Président.**- Den Här Bausch.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Jo, Här Präsident, ech muss nach eng Kéier drop hiweisen: Also, mir waren net Demandeur, fir eng Etüd vun 200.000 Euro an Optrag ze ginn! Also ech mengen, mir hunn...

(Interruptions)

Neen, mir hunn... Wann Der eis Motioun vun deemools liest an och déi vun haut...

► **Une voix.**- 2.000 Euro!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- ...an och eis Froen, eis iwwer 70 Froen, mir hunn déi un d'Regierung gestallt. Mir hunn déi Froen un d'Regierung gestallt. An eis ass d'Methodik egal, wéi mer zu deenen Äntwerten do kommen, mä mir hätte gären Äntwerten op déi Froen. Dat ass dat Wesentleche.

D'Regierung selwer huet de Wee gewielt, fir Äntwerten ze ginn. Dat war deen doten. Wann et méi einfach ass oder et méi séier soll goen oder besser ass, datt mer dat an der Kommissioun maachen an datt do d'Froen awer och da beäwert ginn, hu mir kee Problem domadder.

Et geet eis drëm, datt mer op all déi Froen eng Äntwert kréien. Da géif ech proposéieren, datt mer dat an d'Nohaltgkeetskommissioun ginn. An da kucke mer, dat do ze diskutéieren. Awer esou schnell wéi méiglech!

► **M. le Président.**- Ech gesinn e grouse Konsensus fir déi Proposition. Den Här Boden wëllt d'Wuert nach.

► **M. Fernand Boden (CSV).**- Här Präsident, mir hu scho véiermol iwwert dee ganze Froekatalog diskutéiert.

(Interruptions diverses)

Mir hu scho véiermol a Commissions jointes iwwer all déi Froen diskutéiert. D'Ministère hunn Äntwert drop ginn. A wa se geäntwert hunn, da sinn déi nächste Kéier erëm déi nämlechte Froen erëmkommen. Ech weess net, wat fir eng Froe prezis net beäwert gi wären.

An dann, opgrond vun deenen, déi opbleiwen, et muss ee kucken, wat fir eng Ministère sinn dofir zoustänneg. Ech sinn iwwerzeegt, datt dat, wat d'Mobilitéitsproblematik ubelaangt, der net méi vill wäerte sinn, do mengen ech, bleiwen der net méi vill opsto. Et ass vläicht de Wirtschaftsminister, deen éischter concernéiert ass, et ass vläicht de Finanzminister, deen éischter concernéiert ass. Do muss ee kucken: Wat fir eng Kommissioun ass dofir zoustänneg?

Ech wëll net nach eng Kéier... Mir hu ganz vill Aarbecht an eiser Kommissioun, ech wëll et soen. Ech wëll net nach Wochen a Woche verléieren, mech dorobber ze konzentréieren, op Froen, déi schonn x-mol gestallt gi sinn an déi des Kommissioun, déi ech presidéieren, zum Deel iwwerhaupt net uginn, déi och keng Äntwerte kënnen kréien. Da musse mer fréier Ministere doranner ruffen, fir dat ze maachen. Sot eis wann ech gelift, wat fir eng Froe sinn da wierklech net beäntwert ginn, an da kucke mer, wat fir eng Kommissioun ass zoustänneg, an da muss een dat en *connaissance de cause* diskutieren.

Et ass jo ëmmer d'Recht vun all Fraktioun, fir ze froen: Mir hätte gären eng Kommissiounssëtzung, déi sech do an domadder beschäftegt. Mä wann ech gelift, maacht dat op eng Aart a Weis, datt mer net méi Zäit verléieren, datt mer geziilt kënnen kucken, op dat ze äntwerthen, wat nach vläicht opsteet. Mä ech mengen net, datt mer kënnen tel quel déi 75 Froen nach eng Kéier an der Kommissioun diskutieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Här Bausch!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Also, Här President, ech wëll dem Här Boden soen, déi 75 Froe si prezis gestallt. An ech hunn der eleng a menger Interventioun zwou ganz konkreter gestallt, wou ech haut nach erëm keng Äntwert kritt hunn, déi och am Rapport PwC net traitéiert ginn, déi awer Schlësselfroer sinn an deem ganze Prozess hei, fir datt mer d'Wourecht eng Kéier erauskréien, wéi et da wierklech gaangen ass.

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Da sot mer déi Fro emol nach eng Kéier!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Ma dat ass déi Fro vun deene parallele Verhandlungen, déi gefouert gi sinn, wéi déi gefouert gi sinn, firwat se gefouert gi sinn a firwat sech net do koordinéiert ginn ass. Do steet an deem Rapport PwC näischt dran. An do ass an der Kom-

missioun näischt geäntwert ginn an do ass och haut erëm näischt geäntwert ginn.

Dir kënt natierlech lech schwéierhörer maachen, Dir kënt lech blann an daf stellen a Froen net wëlle gesinn an och mengen, op d'Froe wär geäntwert ginn, déi net beäntwert gi sinn. Dat ass Äert Recht. Dat maacht Der jo méi wéi eng Kéier, wann Der net wëllt op Froen äntwerthen, well Der vläicht och net kënt drop äntwerthen, ech weess et net.

Mä op alle Fall, et ass eis egal, an hei gesi mer jo, den Här Lux huet eng Propos gemaach, mir wären nach bereet, déi unzehuelen, mä mir gesi jo awer hei, wou d'Schwieregkeete leien, Här President. An et ass och net fir näischt, datt mer duerfir alles schrëftlech erëm eraginn hunn.

Duerfir wär ech awer frou, elo eng kloer Äntwert ze kréien, wat mer dann elo maachen. Geet et an d'Richtung, datt mer et an d'Nohaltegkeetskommissioun ginn, jo oder neen? Dann zéie mer eis Motioun zrëck oder verweise se dohinner. Oder bleift et am Onkloeren? Wat ass der Majoritéit hir Meenung? Dat wéisst ech elo gären.

► **Une voix.** - Mir lehne se of.

► **M. le Président.** - Den Här Lux nach eng Kéier.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Dir lehnt se of, okay.

(Interruption)

Da sot dat! Da stëmme mer of.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Lousse mer eis elo net emballieren! Ech mengen, dass den Här Boden zu Recht seet: „Kommt, mir kucken déi Froen, déi opstinn, kommt, mir maachen en Dispatching, prezis, wat fir eng do bleiwen, wat fir eng Ministère concernéiert sinn, an da kucke mer, ob et all Kéiers muss Développement durable sinn.“ Et sinn och vläicht finanztechnesch Froen, déi dann an der Finanzkommissioun

kënnen beäntwert ginn oder an der Wirtschaftskommissioun. Kommt, mir maachen deen Dispatching! Kommt, mir maachen dat enner Kolléegen.

Elo mat deene 75 Froen, sot eis, wat fir eng Froen net beäntwert sinn, an da maache mer en Dispatching an da maache mer déi Kommissiounssëtzungen an da kucke mer, wat fir eng Äntwerte mer do kréien.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Ass dat elo kloer? Den Här Wolter wénkt do: Neen, ech sinn net d'accord.

(Interruption)

Jo, ech wéisst et gär. Ech hätt gär hei Kloerheet.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo, ech verstinn iergendwou net. Et si 75 Froen un d'Regierung gestallt ginn, schrëftlech. Dovu sinn der schrëftlech beäntwert ginn x. Da bleift also en Delta y.

(Interruptions)

Sou. An deen Delta y soll d'Regierung schrëftlech wann ech gelift beäntwerthen. Et huet jo kee Sënn, dass mer elo nees...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Dat ass eng aner Méiglechkeet.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - ...an déi sechst a siwent Kommissioun ginn, dass mer an deene Kommissiounen nees ufänken ze diskutieren. Firwat hu mer dann déi 75 Froen opgeschriwwen? Déi hu mer opgeschriwwen, fir dass se beäntwert ginn. Also wär ech frou, wann deen éischten Deel, deen den Här Bausch gesot huet, dass mer eng Lëscht kréie vun deene Froen, dat heescht, wann Der déi dem President zoukomme loosst, dass deen déi der Regierung zoukomme léisst, an dass d'Regierung da schrëftlech dorobber äntwert, op déi Froen, déi nach net beäntwert gi sinn.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Ech hu kee Problem domat.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Voilà.

► **M. le Président.** - Nach den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, mir kënnen mat all deene Propositionen averstane sinn. D'Haaptsaach ass, et kascht keng 200.000 Euro méi!

(Hilarité)

► **M. le Président.** - Also, et ass elo hei eng nei Proposition um Dësch, wou ech och mierken, datt e Konsensus driwwer ass, datt nach eng Kéier d'Verrieder vun der Opposition géife kloer soen, wat fir eng Froen datt net beäntwert gi sinn. Si gi mir déi eran an ech ginn déi virun a déi dofir zoustänneg Ministeren. Déi äntwerthen dorop, an da misst eigentlech dee Punkt eng Kéier kënnen ofgeschloss ginn.

Kënnen mer esou verfuieren?

(Assentiment)

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Jo. Tipp-top.

► **M. le Président.** - Très bien. Da géif ech also d'Kollege vun der Opposition bieden, mer esou schnell wéi méiglech...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Déi kritt Der an zwee Deeg oder esou.

► **M. le Président.** - ...d'Lëscht vun deene Froen eranzeginn, déi nach net beäntwert gi sinn.

(La motion n°1 de M. François Bausch est maintenue en suspens jusqu'à ce que le Gouvernement ait fourni les réponses aux questions en souffrance.)

Domadder wär dese Punkt ofgeschloss. A mir kommen un d'Enn vun eiser Sitzung. D'Chamber kënt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 16.57 heures)

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. 6380 - Débat d'orientation sur la neutralité d'Internet

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace:* M. Eugène Berger
- *Débat:* Mme Diane Adehm, M. Ben Fayot, M. Claude Adam (dépôt d'une motion), M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombero, M. Serge Urbany
- M. Luc Frieden, *Ministre des Communications et des Médias*
- *Motion 1:* M. Gilles Roth (M. François Bausch et M. Jacques-Yves Henckes interviennent), M. Eugène Berger, M. Ben Fayot, M. Luc Frieden, M. Claude Adam, M. Serge Urbany, M. Eugène Berger
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

2. Débat d'orientation sur la mobilité transfrontalière

- *Exposé:* M. Roland Schreiner
- *Débat:* M. Fernand Boden, M. Fernand Etgen (M. Claude Wiseler intervient), Mme Josée Lorsché (interventions de M. Jacques-Yves Henckes), M. Gast Gibéryen (M. Claude Wiseler et M. Camille Gira interviennent), M. Jacques-Yves Henckes (M. Claude Wiseler intervient), M. Serge Urbany
- M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- M. Serge Urbany (parole après ministre), M. Claude Wiseler, M. Georges Engel

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Claude Wiseler et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Um Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer d'Orientéierungsdebatt 6380 iwwert d'Neutralitéit vun Internet. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Adehm, den Här Fayot, den Här Kartheiser, den Här Colombero an den Här Urbany.

Als Éischt héiere mer den Här Eugène Berger als Rapporteur vun der Commission de l'Enseignement supérieur. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

1. 6380 - Débat d'orientation sur la neutralité d'Internet

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegen, muss de Prinzip vun der Netzneutralitéit zu Lëtzebuerg gesetzlech garantiéiert a verankert ginn? Dat war déi kruzial Fro, déi gestallt gouf bei enger Interpellatioun iwwert d'Netzneutralitéit, déi de Claude Adam de 17. November 2011 hei am Parlament initiéiert hat.

Fir des Fro ze klären, huet des Chamber deemools dunn eng Resoloutioun gestëmmt, fir en Débat d'orientation an der zoustänneger Kommissioun ze preparéieren, fir de Sujet vun der Netzneutralitéit ze analyséieren a virun allem och fir eng Äntwert op d'Fro vun der gesetzlecher Reguléierung vun der Netzneutralitéit ze fannen. Ech gouf dunn am Dezember 2011 als Rapporteur genannt an haut hunn ech dann d'Éier, fir lech de Bericht am Numm vun der Kommissioun ze presentéieren.

Virewech wëll ech och direkt e puer Mercië lassginn, dat un éischter Plaz un d'Sekretärin vun der Kommissioun, d'Anne Tescher, dat och eng regelrecht Expertin fir dee Sujet am Chamberstaff ass. Merci u mäi parlamentaresche Mataarbechter, de Lex Folscheid, un all déi Experten an Associatiounen, mat deene mer ganz opschlussräich Échangen haten. E Merci och un déi Beamtinnen aus dem Ministère, déi eis heiansdo och ganz gutt beroden hunn, d'Madame Ries, d'Madame Bram.

A schliesslech och e grouse Merci un all d'Kommissiounsmemberen, well ech muss soen als Rapporteur, datt déi verschidden Échangen de-vuen an der Kommissioun, mä och mat den Experten noutwendeg, sënnvoll an extrem beräichernd waren, fir sech e Gesamtbild iwwert de Schlësselthema vun der digitaler globaler Kommunikatiounswelt, an där mer liewen, ze maachen.

Ech géif och mengen, datt mer hei als Parlament e bësschen awer och eiser Roll emol eng Kéier gerecht gi sinn, datt mer net einfach gesot hunn: „Ministère, kuckt Dir, Ministère, kuckt Dir, datt Der do eens gitt!“, mä datt mir eigentlech als Parlament eng Initiativ geholl hunn, fir eis e Bild driwwer ze maachen a Propositionen op den Dësch ze leeën.

Ier ech op déi verschidde Réuniounen a Positione vun a mat den Experten an Acteuren aginn, wëll ech d'Netzneutralitéit, den Objet vun eisem Rapport, kloer definéieren.

Den Internet ass eng wesentlech Komponent vun der moderner Kommunikatioun ginn. Sech Maile schécken, mat engem live iwwert den hallwe Planéit ewech schwätzen, e Spill maachen, e Film ukucken oder eroflueden, iwwer sougenannte sozial Netzer sech austauschen, streiden, freeën, Biller austauschen, sech informéieren, sech bilden, nosichen, liesen, jee, dat alles an nach vill méi gëtt haut méiglech gemaach duerch den Internet.

Den Internet ass e weltwäiten an oppene Kommunikatiounsréseau ginn. An de Prinzip vun der Netzneutralitéit wëllt, datt all déi Informatiounen, déi Contenten, egal wou se hierkommen, egal wat drasteet, mussen d'selwecht am Réseau, am Tube, an der Leitung behandelt ginn, datt déi Informatiounen, wa se eng Kéier dra sinn, vun A op B ginn an datt sech keen dodran améisch.

D'Amerikaner gebrauchen den Term vun „Open Internet“, dee vläicht dat och bildlech besser duerstellt. D'Reseae vun Internet, dat si grouss Dateleitungen, déi op musse sinn a bleiwe fir jiddwereen, wou net ee Contenu prioritär oder diskriminatesch behandelt gëtt vis-à-vis vun deem aneren.

Déi Froen zum Beispill, wie wat dropsetzt, also zum Beispill vun de Fournisseuren, déi virun der Leitung stinn oder hannendrun, dat heescht, dann och vun der Rechtméissigkeet vun den Inhalter, déi se dropsetzen, gehéieren net zu dem Domän vun der Netzneutralitéit. Wann d'Leit oder Firmaen en Inhalt op den Internet

an Europa ufänkt, seng eege Législatioun ze maachen, da gëtt dat e fierchterleche Kuddelmuddle, wat d'Entreprises eigentlech éischter géif ofschrecken. Den IT-Secteur awer hei zu Lëtzebuerg ass ganz kloer fir eng europäesche eenheetlech Regulierung.

Här President, ech kommen elo geschwänn zu de Konkursiounen vun der Medien- a Kommunikationskommission. Vlächicht just e Bëck nach op een oder zwee Länner an Europa. Ech hat der do mei virgesinn, déi kënnst Der am Rapport dann noliesen. Vlächicht just fir ze soen, an Däitschland ass jo elo eng grouss Diskussioun mat der Telekom, déi do wellt an eng Richtung goen vun enger Drosselung vun den Daten. Do ass méttlerweile eng Petitioun mat 50.000 Ënnerschreften, déi do sech fonnt hunn, wou dat also eng Anhörung muss ginn am Bundestag, fir do ze kucken, ob se léigféieren oder net. Frankräich hat ech scho mat Skype kuerz erwähnt.

Vlächicht just Holland. An Europa ass just Holland, dat d'Netzneutralitéit an engem Gesetz 2011 geregelt huet. Méttlerweile gëtt dëst Gesetz awer erëm a Fro gestallt, well sech an der praktescher Ëmsetzung eng Rei Problemer erginn hunn, eng Rei Problemer juristescher awer och technescher Natur. Dat ass zum Beispill eng Saturatioun vum Backbone: Wéi beschreift een dat juristescht? Wéi kontrolléiert een technesch permanent d'Netzneutralitéit an esou weider.

Här President, Merci, datt Der mer e bësse méi Zäit ginn hutt. Ech kommen dann awer zu de Konkursiounen. Verschiddener si schon an den Explikatiounen zu den Entrevuë mat ugekloנגen oder méi breet dévloppéiert ginn, duerfir nach eng kéier ganz, ganz kuerz am Rappel: éischters d'Suerg vun der sozialer Gerechtegkeet an Inklusioun an der Noutwendegkeet vun der Medienerzéiung, d'Noutwendegkeet vun der Netzneutralitéit fir de Schutz vun der Privatsphär an der Liberté d'expression, d'Wichtigkeet vun dem oppenen Netz fir d'Innovatioun an den Développement vun engem wichtege Sektour fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg.

Aus all deenen Ursachen an nach vill aneren Deelfacetten, déi mer an den Entrevuëën diskutéiert hunn, ass fir d'Kommissioun den Erhalt vun der Netzneutralitéit hei zu Lëtzebuerg an doriwwer eraus enorm wichteg. Ech mengen, dat ass déi éischt Konkursioun, déi e muss ënnersträchen. Et gouf bei de Memberen an der Kommissioun keng Stëmm, déi dat a Fro gestallt huet. Mir hunn och duerfir am Rapport geschriwwen: «Rattachement ferme au principe de la neutralité du réseau».

Wou kéint eng Gefor oder en Drock an Zukunft op dës Neutralitéit kommen, dat schéngt eis an der Kommissioun wierklech op der Säit vun den Opérateuren ze sinn. Ebe bedéngt duerch déi technesch Capacitéiten, déi begrenzt sinn, datt si müssen Investissementer maachen, wiere si éischter favorabel, fir dat eng kéier opzeginn, fir eben och dann zousätzlech Recetten ze kréien, am Géigesaz zum IT-Secteur, dee wierklech seet, dat kënnst fir eis net a Fro, déi op den Erhalt vun dem oppenen Netz halen.

Da kommen ech zu der entscheidender Konkursioun. Dat war jo eigentlech och à l'origine eis Missioun. An der Motioun stoung jo, datt mer sollen déi Fro beäntwerten: Solle mer hei zu Lëtzebuerg léigféieren oder net? Déi Äntwert vun der Kommissioun, vun der Héichschoul-, vum Medien- a Kommunikationskommission ass kloer: Mir wëllen eng gesetzlech Regulierung, mä...

► **M. le Président.** - Här Berger, Dir misst awer elo wierklech zum Schluss kommen. Ech hunn lech elo fënnf Minutten scho méi ginn.

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Also ech si wierklech bei deene leschte Konkursiounen, ech komme bei d'Haaptkonkursioun, ech si bei där leschter Konkursioun.

Mir wëllen eng gesetzlech Regulierung, mä et ass awer net ubruecht, fir elo eng national Léisung unzestriewen an e spezifescht Lëtzebuurger Gesetz fir d'Netzneutralitéit auszeschaffen. Also e Jo fir eng Regulierung, mä awer keng national Regulierung, mä eng op europäeschem Plang. Dat ass d'Konkursioun vun der Kommissioun gewiescht an hirer Majoritéit, eben och aus all deenen Argumenter, déi ech do gesot hunn.

A souwäit mer wëssen, d'Lëtzebuurger Regierung ënnerstëtzt déi Vueën och a si ass jo och esou wäit - wat mer gesot krute vun de Vertrieder aus dem Ministère, vun der Madame Ries -, et ass jo esou, datt d'Lëtzebuurger Regierung ëmmer och zu Bréssel plädéiert, datt endlech do soll eng Direktiv kommen. Et ass ze

hoffen, datt dat esou schnell wéi méiglech kënnst.

En attendant hate mer zwou Propositionen am Rapport, datt op där enger Säit den ILR, wann awer wierklech Verstéiss wieren hei zu Lëtzebuerg, da soll am Kader vu senger gesetzlecher Rumm eis doriwwer als Kommissioun informéieren, an och, datt een eventuell soll drun denken, wann an Däitschland dee System sech géif bewähren, datt mer hei zu Lëtzebuerg och eventuell esou een Outil kéinte kréien, wou sech all eenzelne Bierger dat praktesch doheem...

► **M. le Président.** - Här Berger, Dir misst wierklech awer elo zum Schluss kommen.

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Et ass mäi leschte Saz. Ech schwätzen herno och net méi dann am Numm vu menger Fraktioun, well hei eigentlech och alles gesot ass.

An datt mer also hei zu Lëtzebuerg, wann dat sech géif bewähren an Däitschland, esou e System kéinten aféieren, wou all eenzelne Bierger kéint och doheem kucken, kontrolléieren, ob déi Netzneutralitéit garantéiert wier.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger, an als éischt Riednerin ass d'Madame Diane Adehm agedroen. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Januar vun deem Joer huet de Statec eng Etüd erausginn, laut där hei am Land 92% vun de Stéit e Computer an en Internetzugang doheem hunn. An eng grouss Majoritéit vun de Leit benotzen de Computer och praktesch all Dag. 73% vun den Internetbenotzer hunn e Breetbandzugang, also de séieren Internet. A vun hinne sinn der dräi Véirel der Meinung, dass dëseng Zougang eigentlech och séier genuch ass.

Des Weidere benotze 95% vun de Leit hei am Land tëschent 16 a 74 Joer e mobilen Telefon oder e sougenannte Smartphone. Dëst erkläert dann och, firwat dass déi meescht Internetbenotzer ausserhalb vun hirer Aarbecht oder hirem Doheem op den Internet zrëckgräifen, an dëst mat engem mobilen Apparat wéi engem Laptop, engem Tablet PC, engem mobilen Telefon oder eben engem Smartphone. A grad vun dësen Internetbenotzer hunn der bal d'Halschent mindestens eemol d'Woch Schwiegerkeete mat hirem mobilen Apparat, sief et, dass se net genuch Bandbreet hunn, sief et, dass den Internet einfach schrecklech lues ass. A mat dese puer Zuele si mir dann am Sujet vun der Internetneutralitéit dran.

D'Netzneutralitéit garantéiert all Benotzer vum Internet dëselwech Behandlung. De sougenannten Internetserviceprovider, also deen, deen den Internetzugang ubitt, transportéiert sämtlech Päck mat Daten dra mat där gläicher Qualitéit a mat därsewlechter Vitesse um Internet. Dobäi ass et egal, vu wem dës Päck mat Donnéeën kommen oder bei wie se geschéckt ginn. Et ass och egal, wat an dese Päck vun Donnéeën dran ass oder wéi dës Päck duerno benotzt ginn. Alles gëtt gläich behandelt.

Am Kloertext, wann d'Internetneutralitéit garantéiert ass, kann ee sech den Internet virstelle wéi eng breet Autobahn, op där grouss a kleng Autoe mat därsewlechter Geschwindegkeet egal wouhin fuere kënnen an et gëtt ni e Stau. Wann d'Internetneutralitéit net garantéiert ass, da fuere den déi eng Autoe méi séier an déi aner méi lues respektiv deejéinegen, dee Péage bezillt, därer se alleguerten iwwerhuelen.

Hautdesdaags gëtt et nämlech technesch Méiglechkeeten, fir ze kucken, wéi eng Daten dann iwwer Internet geschéckt ginn. Des Weidere gëtt et technesch Méiglechkeeten, fir d'Geschwindegkeet vun den Daten um Internet ze verännere. All dës technesch Méiglechkeete gouf et zu den Ufankszäiten um Internet nach net. A grad well et haut dës Méiglechkeete gëtt, stellt sech d'Fro, ob alles um Internet soll fräi an neutral bleiwen oder ob alles, wat um Internet ronderëmgeet, soll kontrolléiert a geregelt ginn.

Wa mir un dat sougenanntent „Arabescht Fréijoer“ zrëckdenken, da muss mir och d'Wichtigkeet vum Internet an deem demokratesche Prozess an den arabesche Länner unerkennen. Ouni déi wichteg a pertinent Informatiounen, déi dank dem Internet duerch d'Welt gaangen sinn, mä déi och haaptsächlech an de betraffene Länner ronderëmgaangen sinn, wier mat Sécherheet déi eng oder aner Diktatur net esou séier gefall. Mir hunn haut déi immens Chance, fir an enger fräi entwéckelter Gesellschaft ze liewen. Mir liewen an enger Demokratie an duerfir kënnst et fir d'CSV-Fraktioun net a Fro, fir alles ronderëm den Internet ze kontrolléieren an ze regelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt vill iwwert d'Netzneutralitéit geschwat. Mä wéi gesäit et dann hei zu Lëtzebuerg? Zu Lëtzebuerg gëtt d'Netzneutralitéit duerch den Institut luxembourgeois de régulation, also den ILR kontrolléiert. Dëst geschitt op der Basis vum drëtten Telekom-Pak vun 2009, dee mir mam Gesetz vum 27. Februar 2011 iwwert d'Reseaux et les services de communications électroniques ëmgesat hunn. Dësen drëtten Telekom-Pak huet sech net direkt mat der Internetneutralitéit auserneegesat. D'Europäesch Kommissioun huet just an enger Deklaratioun, déi un den drëtten Telekom-Pak ugehangen ass, festgehale, dass d'Neutralitéit vum Internet e politeschen Objektiv ass, dass si d'Situatioun wäert verfollegen a gegebenenfalls Mesuren ergreifen.

Am Gesetz vum 27. Februar 2011 iwwert d'Reseaux et les services de communications électroniques ass d'Obligatioun verankert, dass den Internetserviceprovider, also deejéinegen, deen den Internetzugang ubitt, muss seng Clienten iwwer eventuell Restriktiounen am Zougang zum Internet informéieren. Des Weidere ass am Gesetz festgeschriwwen, dass den ILR muss drop uechten, dass dës Obligatioun respektéiert gëtt an dass eng minimal Qualité de service assuréiert ass. Laut dem ILR gëtt et de Moment keng Problemer an Hënsicht Netzneutralitéit hei am Land. Déi aktuell Gesetzgebung geet duer, fir d'Netzneutralitéit ze garantéieren, och wann et bis elo keen explizite lokale Kader duerfir gëtt, esou wéi dat zum Beispill an Holland de Fall ass.

Et vun de gréissten Internetzugangsubidder zu Lëtzebuerg ass d'Entreprise des Postes et Télécommunications, wann net souguer dee gréissten. D'Post zum Beispill investéiert all Joer zeg Milliounen Euro an den Ausbau vun hirem Glasfasernetz an hirem Backbone. An dëst befreift nach nëmme de fixen Internet! Duerfir kann d'Post awer iwwer 80% vun de Stéit hei am Land de séieren Internet ubidden. An dëst soll bis 2017 nach weider ausgebaut ginn.

Am Kader vum Marshall-Plang, deen de Wirtschaftsminister kierzlech uegekënnegt huet, ass virgesinn, dass d'Post soll weider ronn 968 Milliounen investéieren, an dat gréisstendeels an hire Glasfasernetz. LuxConnect soll bis 2017 110 Milliounen Euro a Glasfasernetzen an Datazentren investéieren. An dëst sinn elo just d'Investissementer vun der Post a LuxConnect, an déi vun deenen anere Kommunikationsopérateuren hunn ech nach net derbäigerechent. An dëst sinn och nëmme d'Investissementer an de fixen Internet. Vun mobilen Internet hunn ech och nach net geschwat.

Wann een dës Betrag gesäit, kann ee verstoen, dass d'Internetzugangsubidder gäre géifen zumindest een Deel vun dësen Infrastrukturen un d'Benotzer vum Internet weiderginn. D'Post huet eis an der Kommissioun gesot, dass 20% vun den Internetbenotzer 70% vun Internettrafic generéieren. Weinst dese Benotzer muss d'Post immens vill an hire Infrastrukturen investéieren.

A wann dann zum Beispill eng Firma wéi Skype kënnst, da benotzt déi der Post hiren Internetservice, fir gratis Telekommunikatiounen unzebidden, also Telefonskommunikatiounen. Domadder hëlt si der Post dann och en Deel vun hirem Akommes ewech, well dës Clienté jo dann net méi iwwert d'Post telefonéieren. Am konkrete Fall vu Skype muss d'Lëtzebuurger Post also zweemol bezuelen: eng kéier op den Infrastrukturen an eng kéier um Akommes, dat se verléiert.

A wa mir grouss Firme kucken, wéi ebe grad Skype, Google, Amazon, YouTube, fir just dës ze nennen, dann hunn dës Firmen hire ganze Geschäftsmodell op d'Netzneutralitéit opgebaut. Si benotzen, fir hire Chiffre d'affaires ze maachen, d'Internetinfrastrukturen, déi aner Firme bezuelen. An dëst, ouni dese Firmen iergendepes vun hirem Benefiss ofzeginn! Soll awer elo zum Beispill d'Lëtzebuurger Post probéieren, mat dese Firmen ze verhandelen, fir dass si sech un den Infrastrukturen vun der Post bedeelegen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen alleguerten, dass esou e klengt Land, wéi mir et sinn, fir déi grouss Firmen net wierklech wichteg ass. Eis Ausgangsbasis fir esou Verhandlungen ass zimlech kleng a mir riskéiere ganz einfach, op der Landkaart vun dese Länner ze verschwannen!

Well awer d'Investissementer an d'Infrastrukturen deier ginn, huet zumindest d'Lëtzebuurger Regierung dee richtege Wee ageschloen: D'Lëtzebuurger Post huet nach ëmmer een eenzegen Aktionär, an dat ass de Lëtzebuurger Stat. Bei LuxConnect ass de Lëtzebuurger Stat zu 99,9% Aktionär. De Stat ass net dem Liberalisierungsdrang vun eisen Nopeschlänner nogelaf an huet seng Undeeler un der Post an u LuxConnect och net verkaaft. Dowéinst kann de Lëtzebuurger Stat haut op en Deel vu sengen Divi-

dende verzichten an d'Post a LuxConnect kënnen dës Zommen huelen, fir an hire Réseauxen ze investéieren.

De Marshall-Plang ass also indirekt och e wichtige Schrëtt, fir weiderhin hei zu Lëtzebuerg performant Internetinfrastrukturen ze hunn an esou d'Netzneutralitéit ze garantéieren. Well nëmme, wa genuch Capacitéiten do sinn, fir de ganzen Trafic ze packen, muss keng Barrieren agebaut ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Netzneutralitéit kann awer fir eist Land d'Basis vun engem sougenannte Geschäftsmodell sinn. Am Regierungsprogramm vun der jëtzege Regierung steet, dass Lëtzebuerg soll en europäeschen Telekommunikationszentrum ginn. Duerfir sollen d'Fix- an d'Mobilreseaux ausgebaut ginn. Performant nei Datazentren solle gebaut ginn. Mir leien am Zentrum vun Europa a mat LU-CIX si mir un déi wichtegst Internetplattformen an Europa uegebonden. Net ëmso hu mir gëscht d'Gesetz iwwert de Cloud computing gestëmmt, dat deem wichtege Wirtschaftszweig soll eng legal Hëllef ginn am Fall vun enger Faillite.

Wann awer d'Netzneutralitéit net garantéiert ass, da brauche mir och keng Datazentren ze bauen a mir brauchen eis Législatioun net un zukunftschrähteg nei Wirtschaftszweiger unzepassen. Wann d'Netzneutralitéit net garantéiert ass, brauche mir och net an d'Forschung hei am Land ze investéieren, well grad d'Forschung brauch héich performant Informations- a Kommunikationstechnologien, déi op der Netzneutralitéit baséieren. A grad am Beräich vun dësen Technologie sinn an de leschte Jore hei am Land vill nei Aarbechtsplätze geschaf ginn an eisen Trésor kritt ëmmerhin all Joer e puer Honnert Milliounen Euro aus deem Sektour eran.

Här President, d'Netzneutralitéit garantéiert jiddwerengem, deen um Netz surft, déiselwech Behandlung. Internet huet esou uefgangen an huet doduerger och dee Succès kritt, deen en haut huet. Den Internet ass fundamental fir d'Innovatioun an d'Kreatioun vun neien Technologien a Services. Ouni dëst fundamentaalt Konzept vun der Neutralitéit um Internet wier d'Innovatioun an den Netzwierkerberäicher net esou staark entwéckelt, wéi dat an deemem 21. Jorhonnert de Fall ass. An ouni d'Netzneutralitéit hätte vill jonk motivéiert a begabt Leit och net déi Chance, hir fortschrittlech Iddien auszeschaffen, weiderzeginn, auszetauschen an deenen anere Useren unzebidden.

Ouni déi Neutralitéit géif och Diskriminatioun um Internet bestoen an et géif zu enger Klasesgesellschaft um Internet kommen, an där just nach déi mat ville Suen a Moyene kéinte vun deem universelle Service profitéieren. Déi manier favoriséiert Leit, déi och vill Talent hunn, fir innovativ Saachen ze erfannen, deenen hir Chance op Réussite géif drastesch falen.

Wou gëtt et haut esou eng Chancéglichheit wéi um Internet? Fir eng modern entwéckelt Gesellschaft, déi an d'Zukunft bléckt an déi onse jonke Matbierger eng reell Chance op Erfolge wellt ubidden, virun allem an Zäiten, wou de Chômage nach ni esou héich war, ass de Prinzip vun der Netzneutralitéit fundamental wichteg. Vill Experte sinn awer haut der Meinung, et misst een d'Netzneutralitéit per Gesetz garantéieren, well et soss zu ëmmer méi Abusen an Diskriminatioun géif kommen. An dat géif nees zu enger Ongläichheit an eiser Gesellschaft féieren an den Internet zu engem Bestanddeel vu sozialer Exklusivatioun maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo bewosst nach eng kéier op de gesellschaftlechen Aspekt vun der Internetneutralitéit zrëck. Lëtzebuerg zielt mat Schweden an Holland zu deene Länner, wou d'Leit am meeschten Internet doheem hunn. 92% vun den Haushalter zu Lëtzebuerg verfüegen aktuell iwwer eng Internetverbindung. Dat ass natierlech eng gutt Nouvelle fir d'Internetneutralitéit an de sozialen Zesummenhalt, well hei keng esou grouss sozial Ongläichheit besteet, wat den Accès op Internet ugeet. An trotz deem existéiert se nach deelweis.

An doriwwer sollt een och e puer Wierder soen: Et gëtt nach ëmmer eng Partie Leit, déi net iwwer e Computer oder en Internetzugang doheem verfüegen. An hiren Aen ass Internet net wichteg oder awer si verfüegen net iwwert déi néideg Kompetenzen, fir e Computer oder Internet ze benotzen. Dëst bréngt mat sech, dass dës Leit net kënnen vun allen innovativen Technologien a Services, déi iwwer Internet uegebuede ginn, profitéieren. Si hunn och net déi nämlech Chancen, fir sech iwwert déi sozial Netzwierker ze profiléieren. Hei entsteet eng sozial Ongläichheit, déi ëmmer méi grouss gëtt, well den Internet eng ëmmer méi wichteg Roll an eiser Gesellschaft kritt.

Eng aner Realitéit ass, dass déi Leit, déi iwwer méi eng lues Internetverbindung verfüegen, well

se manner kascht, oft duerch Stéierungen a Verbindungsproblemer discouragéiert ginn, fir Internet iwwerhaapt ze benotzen. Aus dem Grond ass et wichteg, dass Lëtzebuerg am Kader vu senger Strategie nationale pour les réseaux à ultra-haut débit net nëmmen d'Netzneutralitéit garantéiert, mä dass och e minimalen Débit ageschriwwen ass, an diesen Débit soll bis 2020 progressiv eropgoen. Nëmmen esou ka vermidde ginn, dass Leit aus engem manner favoriséierte soziale Milieu net nëmmen de Computer bezuele müssen, mä och nach en deieren Internetzougang, fir en anstännegen Débit ze hunn.

An deem Kontext muss een awer och eng Käer op eist Schoulwiesen hei zu Lëtzebuerg agoen. An der Schoul léieren d'Kanner an déi Jugendlech ëmmer méi um Computer; och fir hir Hausaufgaben ass e Computer noutwendeg, an dës kombinéiert mat engem Internetzougang, well d'Kanner soss Schwieeregkeeten hunn, fir un Daten erunzekommen, déi se fir d'Schoul brauchen. An ebe grad de Computer an den Internetzougang si fir munch Elteren e grouss Posten an hirem Budget. Grad fir dës Elteren ass en Internetzougang, deen op der Basis schonn en héijen Débit garantéiert an awer nach ze bezuelen ass, wichteg, well si soss Problemer hunn, fir alles ze bezuelen. Och iwwert dës Punkt muss am Éducatiounsministère nogeduecht ginn an deem muss Rechnung gedroe ginn, wa Schoulprogrammer ausgeschafft ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als CSV-Fraktioun si mir der Meinung, dass een d'Netzneutralitéit net soll op déi liicht Schéller huelen an dass ee genaue Suivi néideg ass. Als Gesetzgeber muss mir dem ILR dee Kader ubidden, deen e brauch, fir seng Verifikatiouns-aarbecht esou gutt kënnen duerchzuféieren wéi méiglech. Fir de Moment geet de Kader jo duer, laut dem ILR selwer.

Mir begrëssen awer, dass d'Europäesch Kommissioun d'Netzneutralitéit gesetzlech festhale wëllt. Mir sinn ons alleguer bewusst, wéi séier den Internet sech entwéckelt a wéi eng Dimension dat Ganzt kritt. Fir eng europawäit uniform Positioun zu deem Thema ze kréien, wat jo och d'Zilsetzung muss sinn, muss een den Term Neutralitéit natierlech och kloer definéieren, fir dass et herno keng Mëssinterpretatioune bei deem engen oder anere gëtt.

Den E-Business spillt eng wichteg Roll, net nëmme fir d'Arbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg, mä och fir d'Innovatioun an d'Wäertschöpfung hei am Land. An dës ass nëmmen da machbar, wann d'Netzneutralitéit weiderhi garantéiert bleift.

D'CSV-Fraktioun ënnerstëtzt nach ëmmer der Regierung hir Strategie nationale pour les réseaux à ultra-haut débit, déi am Abrëll 2010 decidéiert gouf. Ech erënneren och kuerz un d'Resolutioun (veuillez lire: d'Motioun), déi d'Chamber am November 2011 uegoholl huet. Dës Resolutioun (veuillez lire: d'Motioun) fuerdert d'Regierung op, sech weider fir d'Netzneutralitéit um europäeschen an internationale Plang anzusetzen. Des Weideren huet d'Chamber d'Regierung opgefuerdert, d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg genee am A ze behalen an, falls den ILR senge Missiounen net méi kéint gerecht ginn, eventuell Upassungen um Gesetz ze maachen.

Des Weideren ënnerstëtzt d'CSV-Fraktioun weiderhin d'Regierung an hire Beméiungen, fir aus Lëtzebuerg eng kompetitiv ICT-Plaz ze maachen. An d'uefir ass d'Netzneutralitéit een, wann net dee wichtigste, Ingrédient!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Adehm. An als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, den Internet ass aus eisem alledgeleche Liewen net méi ewechzedden. Leit, déi keen Accès zum Internet hunn, oder e schlechten Accès op den Internet, riskéiere sozial ausgeschloss ze ginn. An dofir gesi mir als LSAP den Internet prinzipiell als Service public, zu deem jiddwereen en equivalenten Accès soll hunn. Dofir schwätze mir ons och, wéi bal allegueren - ech hunn nach hei kee gehéiert, deen dergéint war an deem Haus, an och dobaussen -, fir d'Netzneutralitéit aus. Mir wëllen, dass déi Technik jiddweregem et erlaabt, sech fräi auszuedrücken, an dat weltwäit.

Här President, mir hunn zu Lëtzebuerg elo keng spezifesch Législatioun iwwert d'Netzneutralitéit. Mir hunn den drëtte Paquet Télécom vun der Europäescher Unioun emgesat an ons dom Instrumenter ginn, fir d'Netzneutralitéit ofzesécheren. Am Gesetz vum 11. Februar 2011 iwwert d'Réseaux et services de communications électroniques geet et ëm d'Schafe vun engem Émfeld, dat Konkurrenz erlaabt an d'uefir och d'Netzneutralitéit ofséchere soll. Et

geet drëm, d'Rechter vun de Verbraucher ze schützen an eng onofhängeg Regulatioun vun den Netzer ze erlaben.

Et gouf bis elo zu Lëtzebuerg wéineg Plainté beim ILR, dass d'Netzneutralitéit net voll a ganz assuréiert géif. Wéi mer am November 2011 hei an deem Haus iwwert d'Netzneutralitéit diskutéiert hunn, wousste mer aus dem Bericht vum BEREC, also dem europäesche Verband vun den nationale Régulateuren, dass den Telefonservice Skype vu verschidde grouss Provideren an Europa an och zu Lëtzebuerg blockéiert gouf. Dat konnt zu Lëtzebuerg d'uefir d'Interventioun vun dem ILR ënnerbonne ginn, wat och weist, wéi wichteg dass et ass, e gudd Régulateur ze hunn.

Wuel gëtt et heiansdo déi eng oder aner Plainte iwwert d'Qualitéit vum Netz, wat awer nëmmen indirekt mat der Neutralitéit ze dinn huet, well wann d'Netzer net performant sinn, dann ass natierlech d'Fräiheet am Netz, dann ass d'Netzneutralitéit en eidelt Wuert.

Här President, et gëtt eng Internetöffentlechkeet, muss een och wëssen, déi sech organiséiert an och manifestéiert. Et ass souguer eng Partei doraus entstanden. An déi Öffentlichkeet iniquétiéiert sech iwwert d'Geforen, déi fir d'Fräiheet am Internet entstoe kënnen. Déi Angscht gëtt ënnermauert d'uefir déi autoritär Ugrëffer an Agrëffer an den Internet a Länner wéi a China, Russland, an alle Länner, an deenen d'Regierungen d'öffentlech Meinung fäerten.

Bei ons gëtt et dat selbstverständlech net, mä bei ons entsteet eng aner Zort Gefor fir d'Netzneutralitéit, wann d'Netzer net performant fir de risegen Dateverkéier sinn. D'uefir an och d'uefir wirtschaftlech Iwwerleunge kommen dann d'Netzbedreier dozou, wéi zum Beispill déi d'äitsch Telekom dat ugekënnegt huet, den Zougang zum Internet ze drosselen fir déi Leit, déi e gewëssene Pensum um Internetkonsum erreicht hunn.

Dat war jo och de Fall an Holland, wou verschidde Operateuren den Accès op Skype blockéiert hunn. An do huet d'Regierung e Gesetz gemaach, fir esou an ähnlech Praktiken ze ënnerbannen an esou d'Netzneutralitéit ze garantéieren. Holland war der Meinung, dass e Gesetz eng besser Garantie fir d'Netzneutralitéit ka sinn, wéi wann een de Maart gewäerde léisst.

Och an der franséischer Assemblée nationale gëtt sech mat deem Sujet befasst. De Conseil national du numérique huet a sengem Rapport vum 12. März 2013 festgehalen, dass ee muss légiféréieren, fir d'Netzneutralitéit ze erhalen a justement d'Drosselungen oder d'Blocagé vu verschidde Services ze verhënneren.

D'Europäesch Kommissioun wollt laang näischt vu Regulatioun héieren, well se traditionell op d'Konkurrenz am Bannemaart setzt, fir d'Netzneutralitéit ofzeséchere.

Et schéngt awer, wéi wann dat ännere géif. Schonns 2012 hat d'Kommissioun eng Recommendation annoncéiert, fir verschidde Aspekter ze behandelen, wéi d'Transparenz an der Gestiou vum Trafic. An elo de 4. Juni 2013 huet déi zoustänneg Kommissäin, d'Madame Neelie Kroes, am Europaparlament an enger Ried eng Partie Propositiounen ugekënnegt.

An der Haaptsaach kënnst dee Wiessel, dee Gesinnungswissel, well d'Kommissioun fäert, de Bannemaart ouni Grenze géif d'uefir d'nationale Regulatiounen a Gefor bruecht ginn, dat heescht, zerstückelt ginn. D'Europäesch Unioun huet dofir déi rechtlech Voraussetzungen am Vertrag Artikel 170 an 171 iwwert d'transeuropäesch Netzer.

Wat seet elo d'Kommissioun?

D'Kommissioun wëllt zum Beispill d'Innovatioun encouragéieren. Wann een esou Innovatioune wëllt, seet d'Kommissioun, soll ee kënnen dofir extra bezuelen. D'EU däerf dat net verhënneren.

Zweetens: D'Kommissioun wëllt d'Transparenz assureieren. Jiddweree soll wëssen, wat a sengem Kontrakt steet, deen en ënnerschreift.

Drëttens soll jiddwereen déi Internetserviceer wëllen, déi e wëllt. Dozou gehéiert de Wiessel vum Provider ouni Barrière, ouni Obstatkel.

A véiertens sollen Innovatiounen um Maart fräi zougängelech sinn, ouni dass d'Internetprovider se blockéieren, wéi bei Skype.

Kaum war déi Ried eraus, ass jo och Kritik opkomm, well jo doduerch awer de Prinzip vun der Netzneutralitéit op eng gewësse Manier ageengt gëtt. Well déi absolut Netzneutralitéit, déi absolut Fräiheet am Netz heescht, dass all Zort Trafic gläich ass an dass et kee wichtegen a manner wichtegen Trafic gëtt, muss jiddweree vun der Flatrate profitéieren, dat heescht vun deemselwachten Tarif, an dofir am Internet maache kënnen, wat e wëllt.

Dat ass jo am Fong geholl d'Approche, déi allgemeng akzeptéiert ass. Natierlech, wann d'Netz déi riseg Masse vun Donnéeën, déi doranner geschleest ginn, net méi packt, da müssen d'Netzbedreier wuel oder iwwel net nëmme massiv an d'Netzer investéieren, well dat ass déi Haaptkonditioun, fir dass dat funktionnéiert, mä e gewëssene Management vum Trafic, besonnesch an de Spëtzesonnen, muss méiglech sinn. An dee gëtt et elo schonns.

Wéi dee Management ausgesäit, ouni dass d'Fräiheet am Netz ënner Drock geréit, dat heescht, ouni dass d'Bedreier Abléck an den Inhalt vum Trafic huelen - dat ass jo da wirklech en déif gräifenden, en déiwegen Agréff an d'Inhalter -, dat ass natierlech eng schwieereg Équatioun, déi nach net geléist ginn ass, sou dass bis elo d'Netzneutralitéit nëmme kann assuréiert ginn, wa se da wirklech perfekt ass, vollkommen ass, d'uefir dat beschtméiglech Netz.

Ech mengen, dass et doriwwee eraus trotzdeem och méiglech muss sinn, dass am Internet Applikatioune wéi zum Beispill fir d'Gesondheet oder natierlech am Katastropheschutz oder fir d'Sécherheet eng gewësse Prioritéit kann zouerkannt ginn. Et muss een och soen, dass et e gewëssene Management gëtt bei den Netzbedreier, déi hir Clienté géint Spam schützen. An dat gëtt jo och vun den Utilisateuren allgemeng unerkannt.

Et gëtt elo schonns, jee no Land, verschidde Ugebueder vun Internet, déi no de Bedierfnisser vun de Clienté verschidde Tariffer ubidden. Et ass jo och eng Fro, wat mat deene sougenannten „heavy users“ geschitt, déi jo d'Netz belaaschten op d'Käschte vun Utilisateuren, déi hir gängeg Alltagsgeschäfte um Internet maache wëllen: hir Mailen oder hir Daten erfroezuelen, déi se kréien. Dat ass eng Fro, déi sécher an där europäescher Diskussioun wäert maassgebend sinn, ob een eng gewësse Regulatioun soll maachen oder net.

D'Netzbedreier gerode jo och ënnert den Drock vun den Internetmultié wéi Google, Yahoo, Facebook; et ass och scho gesot ginn d'ënescht. Déi Multien hu riseg Uspréch, sinn ënnerstëtzt vun de Clienten, well d'Clienten do hiren Interessi dru fannen, a si wëllen natierlech esou mann wéi méiglech bezuelen, wat dann eng grouss Pressioun fir déi Haaptnetzbedreier ass.

Den Haaptopérateur an och den Haaptinvestisseur zu Lëtzebuerg op deem Gebitt ass natierlech d'Entreprise publique vun der Post. Aus den Erklärungen vun där Entreprise, och an der Kommissioun, geet ervir, dass zu Lëtzebuerg, wéi am europäeschen Ausland, d'Fro gestallt gëtt, ob verschidde Präisser fir verschidde Qualitéite vu Services méiglech sinn. Fir d'Post kann esou eng Praxis kompatibel si mat der Netzneutralitéit, wann eben déi néideg Regele bestinn.

Aner Operateuren, déi wëllen um Tarif standard festhalen, also wëlle keng national Législatioun a fannen, dass d'Konkurrenz assuréiert gëtt. Wat fir den Abléck och méiglech ass, well eben d'Netzer zu Lëtzebuerg esou gutt sinn, dass se all Bedierfnisser ofdecken.

Här President, onse Bericht, fir deen ech dem Här Berger selbstverständlech félicitéieren, deen och vill Aarbecht doranner gestach huet, seet eigentlech net vill, wou et soll higoen. D'Oriëntatioun ass relativ vag. Dat war och d'Konditioun, firwat dass een do konnt en allgemenge Konsens, bal allgemenge Konsens fannen. D'Konklusiounen um Rapporteur sinn e bëssen ofgehuewen, an ech wëll soen, schwammen och an engem gewëssenen „angélisme“.

Ech resüméieren déi Konklusiounen esou: Mir si fir d'Netzneutralitéit ouni Restriktioun. Mir wëlle keng gesetzlech Regulatioun vun der Netzneutralitéit zu Lëtzebuerg. Mir soen elo emol näischt iwwer eng gesetzlech Regulatioun um europäesche Plang, mir waarden emol of. Mir hu Vertrauen an den ILR. Mir sinn net géint Investissemeter, mä d'Consommateure sollen de Präis dovunner net spieren.

Dat ass alles natierlech politesch wéineg zwéngend. Ech verstinn dat och, well kee sech esou richtig wëllt op deen Terrain bewegen, well, wéi gesot, d'Netzneutralitéit eng helleg Kou ass a mir jo och allegueren natierlech fir déi méiglechst grouss Fräiheet am Internet sinn.

Wat meng Konklusiounen am Numm vun der LSAP ugeet, wëll ech der dräi soen:

Éischtens, mir mengen net, dass de Maart alles um selwe léise kann.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - An de Maart ass och net eleng capabel, d'Fräiheet vun Internet voll ze erhalen. Mir mengen dofir, dass op d'mannst eng europäesch Regulatioun muss kommen, fir Transparenz, fir Konkurrenz, fir Innovatioun ofzesécheren a virun allem och dominant Positioune vu Serviceprovideren ze verhënneren.

Ob mer e Gesetz zu Lëtzebuerg maachen? Bon, wann eng europäesch Regulatioun kënnst, dann transposéiere mer déi jo selbstverständlech a Lëtzebuerg Recht. Mä ob mer en eegent Gesetz zu Lëtzebuerg maache sollen, hänt natierlech och vun deem Inhalt vun där europäescher Regulatioun of. Dofir kann ee vu vieren net ausschléissen, dass eng Käer e Gesetz doriwwee zu Lëtzebuerg kënnst.

Mä, wéi gesot, wann ech dee Gesinnungswandel bei der Madame Kroes gesinn, wat jo eng extrem liberal Kommissäin ëmmer war, hin zu engem gewëssener Législatioun - net nëmmen eng Recommendation, mä eng Législatioun -, da muss mer kucken, wéi dat sech dévelopéiert. Dat soll anscheinend e véierte Paquet Télécom ginn. Elo wär et natierlech interessant, vun der Regierung ze héieren, ob do schonn Texter komm sinn an ob schonn Diskussiounen gefouert gi sinn.

Här President, zweete Punkt: Lëtzebuerg huet fir den Abléck keng Problemer vu Capacitéiten. Natierlech kann een der Post, der Entreprise publique net zomudden, eleng fir d'Investissemeter opzokommen, ouni déi Investissemeter anstänneg no wirtschaftleche Kritäre rémunéréiert ze kréien. Et ass net ze erwaarden, dass Innovatiounen am Internet am Interessi vun de Verbraucher geschéien, wa se net och op déi eng oder aner Manier kënnen rémunéréiert ginn.

An drëtte Punkt: Den Internet ass e Service public, hunn ech am Ufank gesot. Wat d'Inhalter ugeet, soll do ouni Diskriminatioun egal wat an egal wéi ouni Zensur an ouni Barrière iwwermittelt ginn, am Respekt vun de Gesetzter a vum Ordre public natierlech. Mä ech mengen, an dat hu mer och an der Kommissioun öfters diskutéiert an thematiséiert, et muss méiglech sinn, fir Déngschtleeschunge wéi zum Beispill um Gebitt vun der Gesondheet - E-Health heescht dat op Englesch - oder vun der Sécherheet Prioritéite virzegesinn an deenen am Netz déi Prioritéit ze ginn.

Dat gesot, Här President, erwaarden ech selbstverständlech mat Spannung d'Aussoe vun deem neie Kommunikationsminister an deem eminent zukunftssträchtege Beräich.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Häre President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, de 17. November 2011 hat ech am Numm vun der grénger Fraktioun d'Regierung iwwert de Prinzip vun der Netzneutralitéit um Internet interpelléiert. An eng vun de Konsequenze vun där Interpellatioun, dat war eng Motioun, déi eestëmmege uegoholl ginn ass. An där Motioun stoung dran, mir géifen d'Regierung opfuerderen: «à inscrire dans la loi le principe de la neutralité de l'Internet (...) en tenant compte des développements sur le plan de l'Union européenne».

Och no deene villen an interessanten Ausféierung vun der Kommissioun, och no der Lecture vum Rapport vum Här Berger an och no deene mëndlechen Aussoen hei vun deene Vertreter vun de Fraktiounen, déi viru mir geschwat hunn, bleiwen ech a bleift déi gréng Fraktioun bei der Meinung, datt mer sollen aktiv ginn an de Prinzip vun der Netzneutralitéit an d'Gesetz schreiwen.

Ech hat mech dofir och am Numm vun der grénger Fraktioun beim Vote vun Här Berger sengem Rapport enthalen. Mir sinn zwar mat villen Duerstellungen am Rapport d'accord, alldéngs net, wat dat Wichtigst ugeet, an zwar mat der Konklusioun!

Als Gréng bedauere mir eng Konklusioun, déi, iwwerspétt formuliert, just Folgendes seet: „Kommt, mir maachen emol näischt a waarden einfach op eng EU-Direktiv. Dat dauert zwar nach mindestens bis 2016 an et kënn vläicht guer näischt Positives dobäi eraus, mä dass jo net schlëm.“

déi gréng plädéieren haut genau wéi 2011 fir de Contraire. Näischt maachen ass schlëm. De Prinzip vun der Netzneutralitéit ass ze wichteg, fir en dem früe Maart ze iwwerloosen. De früe Maart ass kee faire Maart a kee soziale Maart a kee gerechte Maart. De früe Maart privilegéiert ëmmer déi grouss Monopolisten, déi finanzstaark international Konzern a riskéiert, keng a méttel oder innovativ Start-up-Betriber ze benodelegen.

Mä d'Netzneutralitéit huet och onofhängeg vun den ekonomeschen Enjeuen e wichtegen



dateschutzpolitisches Notze fir all Bierger. Wann d'Opérateuren net gezwonge sinn, fir sech par rapport zum transportéierte Contenu neutral ze verhalten, ass et fir si natierlech méi lukrativ, fir verschidde Contenus geziilt ze privilegiéieren oder am Contraire och ze bremsen.

Fir des Prioritéite kënnen ze applizéieren, mussen si awer wëssen, wat an allen eezelnen Dapäck dran ass. An dofir gëtt et dann esou „flott“ Techniken haut wéi „Deep Packet Inspection“. Refuséieren, eng streng Netzneutralitéit anzeféieren an duerchzesetzen, riskéiert deemno, zu enger genereller Iwwerwaachung an dem Filtrage vum Internettrafic ze féieren.

Ech probéieren dann och emol, unhand vun deenen Argumenten, déi ëmmer erëm optauchen, déi eng Kéier ze ënnersichen an ze kucken, firwat datt mir eventuell zu enger anerer Konkursioun komm si wéi vill aner Leit. Ob-schonn ech mer nach net esou sécher sinn. Ech wäert ganz zum Schluss nach eng Kéier drop zrëckkommen, wat eigentlech den Optrag war a firwat datt ech mengen, datt mer deelweis och méi wäit diskutéiert hunn, wéi den Optrag eigentlech war.

Een Argument, wat ëmmer erëm erëmkënn: Mir wieren ze kleng, mir sollen net virun de Won lafen, mir sollen ofwaarden. Erstaunlech eigentlech! Erëischt geschter - an d'Madame Adelm huet et och gesot - hu mer unanime hei de Projet de loi 6485 gestëmmt. Mir hunn eis domadder e Gesetz ginn, wat méi Sécherheet am Fall vun enger Faillite vun engem Prestataire am Beräich vum Cloud computing schafft.

Ganz houfreg waren d'Kollegen hei op der Tribün, a gradesou houfreg war d'Madame Justizministeresch. „Nei ekonomesch Nischen an nei Kompetenzen fir Lëtzebuerg. Dat eischt Land, wat esou eng Léglisatioun kritt. Ee wichtege Virsprong fir d'Lëtzebuurger Industrie. An den Timing hätt net besser kënne sinn!“, sot d'Madame Modert.

Wat heescht hei ze kleng? D'Hollänner an d'Slowenen hunn de Prinzip vun der Netzneutralitéit an d'Gesetz geschriwwen. Dat sinn och net grad déi allergréisst europäesch Länner. Mir selwer hunn net gezéckt, fir eis eng positiv Léglisatioun am Beräich vun der Finanzwelt ze ginn. Dat hu mer dach relativ gutt gemaach. Do hu mer dach net ofgewart, bis mer vu Bréissel gesot kritt hunn, wat mer sollte maachen.

Léif Kolleginnen a Kollegen, déi gréng si geneesou sensibil an interesséiert, Lëtzebuerg als Standuert fir den E-Business auszubauen, déi gréng sinn awer anscheinend méi sensibil wéi vill anerer, och d'Rechter vun eezelne Bierger an och déi vu méi klengen Entrepreneuren op ee fräien a fairen Internet ze schützen.

Eng aner Fro, déi ëmmer erëmkënn: Mir géife riskéieren, Wettbewerbsnodeeler ze kréien, wa mer géifen am Beräich Netzneutralitéit légliféieren. Dat gëtt ëmmer gefaart. Mä mir brauchen net ze fäerten! Mir si jo gutt opgestallt. D'Regierung ass dach scho jorelaang amgaangen, mat deene Betriber, wou mer zu honnert Prozent Aktionär sinn, an ee Breetbandréseau ze investéieren. Mir hunn eng Qualitéit vu Réseauen, do gi praktesch all Länner ronderëm eis neidesch. Mir kënnen eis d'Netzneutralitéit leeschten.

Mir kënnen domat kloer e Wettbewerbsvirdel fir kleng an innovativ Betriber ubidden. A mir dierfen net vergiessen, datt déi grouss vun haut, déi eventuell een Interêt drun hätten, de Réseau zu hirem Virdeel ze nutzen, virun zéng Joer och nach kleng an innovativ waren. Et wier aus grénger Siicht eng besser a laangfristeg méi sécher Strategie, fir op PMEen ze setzen, wéi ëmmer nach wëlle Giganten op Lëtzebuerg ze lackelen. Dat gëllt fir den IT-Beräich, awer net just fir do.

Da gëtt ëmmer erëm gesot, de Réseau misst géreiert ginn, well soss kéint et zum Datestatu kommen. Dat steet op ville Plazen am Rapport. Et gëtt och gäre vun de Réseaubedriewer als Argument ugefuert.

Mir sinn der Meinung, datt d'Netzwerkmanagement zu kengem Moment däre d'Netzneutralitéit a Gefor bréngen. Et gëtt na-

tierlech och haut schonn e gewëssen Undeel vu Gestiou am Netz, datt streide mer net of an dat mécht och Sënn. Mä déi Gestiou däerf net bedeiene, datt verschidde Notzer, verschidde Ubidder, verschidde Dëngschter, Geräter, Uschlës oder och geografesch Regioune beno-deelegt ginn.

Moosnamen, Mesurë vum Provider zum Netzwerkmanagement mussen transparent bleiwe vis-à-vis vum Notzer a mussen och vum Régulateur iwwerwaacht ginn. Selbstverständlech wiere mir eis géint all „Deep Packet Inspection“. Dat verstéisst an eisen Aen engersäits géint d'Netzneutralitéit an och géint d'Fernmeldegeheimnis. Dat ass ee massiven Agréff an d'Grundrechter an dofir ofzelehnen.

Wat d'Méiglechkeete méi grouss sinn, fir d'Date méi geziilt an ageschränkt ze verdeelen, wat den Interêt, d'Reseauen auszubauen, méi kleng gëtt.

D'Meenunge ginn och ausereen, wéi wäit esou een Netzwerkmanagement iwwerhaupt néideg ass.

De Markus Bechedahl, ee vun deenen zwee Experten, déi mer am Kader vun dësem Débat d'orientation an d'Chamberskommissioun invitéiert haten, seet zum Beispill kloer, datt eng Analys vun der Enquêtekommissioun vum Däitsche Bundestag, déi d'Représentantë vun der DE-CIX invitéiert hat, festgestallt huet, datt et keng Surcharge vun de Backboneuréseae géif an Däitschland ginn. An den Här Bechedahl ass a senger Konkursioun och ganz eendeitig. Am Rapport steet: «Il s'agit de garantir la neutralité d'Internet avant que les opérateurs télécom nous mettent devant le fait accompli. M. Markus Bechedahl estime qu'un cadre régulateur imposé par les États est indispensable.»

Eisen zweeten Expert, d'Madame Nadia Kutscher, kënn zu darselwechter Konkursioun: «Sans régulation imposée, l'accès à Internet sera gouverné selon les lois du marché et donc en fonction des critères économiques.»

Léif Kolleginnen a Kollegen: Gläicht Recht fir alleguer, gläicht Netz fir alleguer! Firwat si mer hei? Fir d'Fräiheet vun Eenzelnen ze schützen? Dat géife mir emol mengen. Oder fir d'Fräiheet vu grouse Konzerner ze schützen, fir dem Eenzelne méiglechst vill Geld ofzekenäppen?

Mir hu Gesetze, fir alles ze regelen, awer beim Internet soll sech alles vun selwe reguléieren. Hate mer net och vill ze vill laang gegleeft, datt wier am Bankesektor esou?

Wien hëllef, de Réseau bezuelen? Wann och mir als Gréng betounen, datt déi Strategie, fir de Réseau auszubauen, déi richtig ass, da si mer eis natierlech och bewusst, datt datt selbstverständlech Sue kascht. Historesch gesinn ass den Zougang zum Internet iwwer e Forfait gepusht ginn, wéi d'Leit nach net vill vun dësem Forfait oder vun enger Flatrate profitéiert hunn. Haut, wou ëmmer méi Leit Apparate hunn, déi ganz vill Applikatiounen zouloossen an och ganz einfach zouloossen, stellen dann ëmmer méi Provider fest, datt se mat de Flatratetarifer hir Onkäschen net méi gedeckt kréien. Si sinn also Affer vun hirem eegenen Erfolleg.

Wéi finanziere mer? Haut ass et jo esou, datt de Präis sech engersäits no der Vitesse vun der maximaler Transmissioun rieht an och nom forfaitaire Volumen, dee kann erfolgeluede ginn. Dat ass och logesch. Et huet jo och net wirklech jiddwereen deiselwecht Besoinen. Net jiddwereen ass en „heavy user“. An datt en „heavy user“, dee méi a méi schnell wëllt erof-an eroplueden, och méi bezilt wéi een, dee just seng Maile liest, ee Blog bedreift an e bèsse surft, datt schéngt eis engersäits logesch an anerersäits och een Usporn ze sinn, déi technesch Entwécklung an eng innovativ Richtung ze dreieren.

D'Post seet, datt 20% vun den Utilisateuren 70% vum Internettrafic géife generéieren. Dofir gëtt et jo och déi verschidde Moyenen, wéi ee sech kann un den Internet uschlësien. Mir gesinn eigentlech kee Problem do. Déi Däitsch Telekom schwätzt vu ronn 3% vun den Notzer als „heavy users“. Mir gesinn dee Wee, deen des Firma mat hiren neier Tarifstruktur ageschloen huet, als ganz geféierlech! Net fir näischt gëtt et méttlerweil eng grouss Biergerpetitioun un

de Bundestag, an duerch d'Medië geeschtert méttlerweil de Spätznumm „Deutsche Drosselkom“. De Choix vun dëser Firma ass ganz kloer net kompatibel mat der Netzneutralitéit; ech komme méi spéit nach eng Kéier dorobber zrëck.

De Präis vun den Abonementen, wéi gesot, dee muss transparent sinn. An de Consommateur muss kënne wielen, wat fir hien dat richtig Angebot ass. A mir mengen, datt dee Choix och haut muss méiglech sinn, ouni d'Technologë vum „Deep Packet Inspection“ anzusetzen. Eng gewësse Staffelage vum Präis schéngt eis néideg a berechtigt. Mir hunn all en Interêt drun, datt den Zougang zum Internet präiswäert an neutral ass. Mir sinn awer net der Meinung, datt den Zougang kann oder muss gratis sinn.

«Les internautes socio-économiquement avancés peuvent se permettre une qualité de service élevée», dat ass eng Bemierkung vun der Madame Kutscher, déi esou am Rapport steet. Dat ass richtig an dat ass bedauerlech. Mä dat ass a ganz, ganz ville Beräicher esou. An et ka jo net sinn, datt mer hei probéieren, Egalitéit vun all de Bierger just an engem Beräich ze realiséieren. Ech mengen, Sozialpolitik ass e Volet fir sech an do soll een och net alles duerchneegeheien.

Brauche mer eng Käschtebedeelegung vun den Netzgiganten? Dat ass och hei ugeschwat ginn. Dat schéngt jo éischter sympathesch. Firwat solle megagrouse Konzerner wéi Google, YouTube, Apple, fir déi mir ganz vill Backbone brauchen, sech net mussen un de Käschte vum Réseau bedeelegen? An esou seet och d'Post, datt op laang Siicht een och eng Méiglechkeet misst fannen, fir dës Entrepreneuren un de Backbonekäschen ze bedeelegen.

Mir sinn allerdings der Meinung, datt dat kee richtigte a kee gangbare Wee ka sinn. Mir mengen éischter, datt dat d'Enn vun engem oppenen Internet wier. Dës Entrepreneuren, déi eng Monopolstellung hunn, zum Beispill Google oder Facebook, déi géifen da bezuelen, fir datt hir Produite prioritär géifen duerchgeleet ginn. Eng Konsequenz wier dann, datt aner Usageren natierlech benoeddegt wieren. Hir Servicer géifen net esou séier duerchgoen, si géifen eng Perte u Qualitéit maachen. An domadder wier an eisen Ae ganz kloer d'Neutralitéit vum Internet um Spill. Da kéint een net méi vun engem neutralen Netz schwätzen.

Dir sot allequerten, déi bis elo hei geschwat hunn - an Dir sot dat och zu Recht -, mir hätt jo zu Lëtzebuerg kee Problem. Engersäits steet am Rapport vum ILR, datt et awer guer net esou schwéier wier, wa mer e Problem hätten, fir ze reagéieren. Si schriewen: «À noter que l'activité de fourniture de réseaux est seulement soumise à notification auprès du régulateur national et ne nécessite donc aucun agrément.» An: «L'ILR peut théoriquement interdire à un opérateur d'effectuer une gestion de trafic, mais une telle décision entraîne une procédure complexe, notamment le recours à une consultation publique.» Dofir wonnert et eis och, datt de Régulateur - an ech fannen, e widdersprécht sech hei e besselche selwer - seet, datt mer zu Lëtzebuerg am Moment kee Besoin hätten, fir ze légliféieren.

D'LU-CIX, déi sinn der Meinung - dat ass interessant -, datt een eigentlech kéint de Prinzip vun der Netzneutralitéit an d'Constitutioun schriewen. Si soen awer och, datt eng Léglisatioun ze vill contraignant kéint sinn, an dofir wëllt se dat net. Déi eenzeg eigentlech, déi aus der Rei dantz, ass d'OPAL, déi allequerten déi grouse Opérateuren vun der Telekommunikatioun an -distributioun zu Lëtzebuerg repräsentéiert, ausser, wéi gesot, d'Post. Si huet eng ganz Rei Ausserunge gemaach, déi, sou wéi se am Rapport stinn, op alle Fall bei eis op Oflehnung an Onverständnis stoussen.

Zum Beispill seet se, datt d'Servicer IPTV net Deel vun dem Débat iwwer d'Internetneutralitéit sinn, well dat Servicer wieren, wou eng Valeur ajoutée derbäi wier. Mir deelen déi Position wierklech net. Si seet och, datt d'Konkurrenz an d'Transparenz um Marché alles géife vun selwe regelen an d'Neutralitéit vum Internet domat respektéiert wier. Si seet, esou steet

et am Rapport, datt den oppenen Internet ouni Restriktiounen eng Diminutioun vun der Qualitéit fir all d'Utilisateuren géif bidden.

An am allergeféierlechsten - oder net am allergeféierlechsten, mä och ganz geféierlech - ass ee Punkt, dee vun der OPAL ugefuert gëtt. Si seet, d'Präisser vun der Téléphonie mobile zu Lëtzebuerg wiere relativ héich, a wa mer géifen eng Léglisatioun kréien, wou d'Gestioun vum Trafic net erlaabt wier, da missten d'Opérateuren investéieren. Mir sinn der Meinung, datt, wa mer an eng Situatioun kommen, wou den Opérateur de Choix huet, entweder ech maachen eng intelligent Gestiou oder ech investéieren, da läit et jo op der Hand, datt en déi Sue wëllt spueren. An dat géife mir wierklech néfaste fir d'Entwécklung vum ganze Secteur fannen.

ICTLuxembourg hunn eigentlech eng ganz positiv Vue. Si sinn zwar net fir eng Approche léglislative nationale, mä si soen awer, datt zum Beispill eng Resolution vum der Chamber eng flott Saach wier. Dat wier e staarke Message an dat géif deem ganze Secteur am Fong geholl éischter notzen, wéi datt se do e Schued dra gesinn.

Mat all deenen Experten an all deene Concernéierten, déi mer hei an der Chamberskommissioun haten, zéien ech fir déi gréng Fraktioun eigentlech d'Konsequenz draus, datt kee Mensch eppes dergéint hätt, ausser der OPAL, wa mer géifen de Prinzip vun der Netzneutralitéit an d'Gesetz schriewen. Ech soen nach eng Kéier kloer: de Prinzip vun der Netzneutralitéit.

An ech héieren dann och, datt mer an der Kommission queesch duerch d'Parteien alleguere soen, de Prinzip vun der Netzneutralitéit wier eis allequerten immens wichteg. An dat deele mir. Mir kommen awer duerfir net zur selwechter Konkursioun wéi d'Chamberskommissioun.

Mir sinn der Meinung, datt mer sollten direkt aktiv ginn, well wa mer och am Moment keng Mësstänn hunn, dann ass dat keng Garantie fir d'Zukunft. D'Beispill vun der Däitscher Telekom ass schonn hei ugefuert ginn. Déi Däitsch Telekom wëllt vun 2014 un hir Flatraten, wéi se um Festnetz verkaaft ginn, anescht ubidden. Do soll dann nëmme bis e bestëmmten Datavolume kënnen erfolgeluede ginn. A wat driwwer geet, dat gëtt dann zu 90% gedrosselt.

Dat ass u sech net nei. Aner Firmen drosselen net, mä verlaange vill méi héich Tariffer fir all Megabyte ugewert d'Platere-Limite eraus. Domadder hu mir och net dee gréisste Problem.

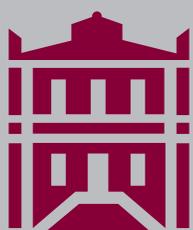
► **M. le Président.** - Här Adam, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Claude Adam (d'gréng).** - Ech wäert mech dann tommele, Här Präsident.

Den eigentleche Problem, dee mir hei gesinn, dat ass déi ongläich Behandlung, déi d'Telekom an de Raum stellt. Si soen dann zum Beispill, hir eegen Televisioun, déi „Entertain“ heescht, déi géif net dorënner falen. Dat wier jo een anereren Dëngschter, dat wier en „managed service“ an duerfir kéinte se deen anescht ubidden wéi zum Beispill déi Internetdëngschter YouTube an Netflix. Si soen, dat sinn zwou verschidde Saachen. An dobäi wësse mer awer, dat leeft alles duerch deeselwechten Internet. A mir mengen, datt grad just, wann een op de Wee geet, fir verschidde Datapäck ze privilegiéieren, da kann een ni méi vun Netzneutralitéit schwätzen.

An da kommen ech effektiv elo och zu mengem leschte Punkt. Et gouf an de Medien elo geschriwwen och - et ass vu munchem Riedner hei ugeschwat ginn -, d'EU-Kommissärin Neelie Kroes wëllt elo d'Netzneutralitéit EU-wäit festschriewen. Bon, mir hunn hir Ried virum Europaparlament nach eng Kéier ganz genau nogelies. An dat ass definitiv awer eng aner Schinn, wéi mir se bei der Netzneutralitéit fuereen.

Si huet an deem Sënn och guer net hir éischter negativ oder Laisser-faire-Meenung geännert, mä just aner Wierder an Tournur benotzt, fir genee datselwech ze soe wéi ëmmer: fräie Choix ass wichteg, och fir d'Opérateuren, d'libre Concurrence garantéiert gutt Präisser an



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter



Et ass eis awer kloer, dass weder déi aktuell Europäesch Kommissioun nach déi zoustänneg Kommissäin Neelie Kroes iwwerhaapt wëlles hunn, eng seriö Léglisatioun iwwer Neutralitéit eranzebréngen. Nach am Januar huet déi Leschtgenannt an der „Libération“ fir en Internet différencié plädéiert, also, wéi ee kéint eventuell résuméieren: en Internet fir déi Räich, séier, oppen a sécher, an en Internet fir déi méi Aarm, lues an onvollstänneg.

Hei gesi mer och ganz daitlech, wéi déi neoliberal Wirtschaftsinteressen am Internet matspillen. An déi Wirtschaftsinteresse sinn och hei zu Lëtzebuerg ugesiedelt. Ech menge souguer, dass déi Wirtschaftsinteresse laangfristeg kenne souguer dee vill gelueften öffentliche Service, dee mer ëmmer nach hei zu Lëtzebuerg an deem Beräich hunn iwwert d'Post, a Fro stellen.

Duerfir menge mir och, dass d'Transparenz als Prinzip, dee vum Rapport hei festgehal ginn ass a souguer e bëssen als en Allheilmëttel hei proposéiert gëtt, dass déi Transparenz bei Wäitem net duergeet an dass mer vill méi e staarkt Gesetz brauchen, dat den Zougang zum Internet fir all Ménsch garantéiert.

Ech hunn och déi Motioun hei gesi vum Här Adam an ech sinn och do mat der Konkursioun absolut d'accord, déi jo dra besteet, fir dee Prinzip an dat Gesetz vum 27. Februar 2011 ganz daitlech dran anzuschreien, fir dass dat Gesetz och déi Garantien, déi jo an deem Rapport hei verlaangt ginn, ka wierklech garantéieren. Well et ass kloer, wann déi fréi Konkurrenz op deem Secteur do spillt, eleng iwwert dee Wee, an dat bewiese jo och d'Experte ganz kloer am Rapport, ass déi Netzneutralitéit absolut net ze garantéieren.

Fir dass se garantéiert gëtt, muss eng Initiative vum Léglisateur kommen, elo emol ugefaangen op nationalem Plang a vläicht herno ausgedehnt och, an darselwechter Stärkt awer dann, op europäischem Plang.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. D'Wuert kritt elo den zoustänneg Kommunikationsminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Communications et des Médias.**- Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech si frou, dass mer haut iwwert d'Zukunft schwätzen. An déi Matière, déi eis hei beschäftigt, ass eng vun der Zukunft. Ech wënsche mer, dass dat méi oft de Fall wär. An ech gesinn och, dass mer hei eng breet Harmonie hunn iwwert d'Fassung, wéi mer mam Internet eens ginn.

Den Internet ass en Instrument vu Fräiheet an Innovatioun, an ech mengen, déi Aarbechten, déi hei gemaach gi sinn an der Kommissioun, déi ech en cours de parcours am Fong entdeckt hunn, well ech eréischt zënter zwou, dräi Wochen an der Fonctioun als Kommunikationsminister sinn, si fir mech äusserst interessant. Et ass eng Entrée an eng Matière, déi ech als Bierger, als Konsument kann hunn, mä an där ech hei eng nei Dimension matkréien. An dofir mengen ech, och a vu vun deem, wat ech an deene leschten Deeg heiriwwer gelies an héieren hunn, ass et schon eng ganz wichteg Dimension. Dofir géif ech och gären der Kommissioun, déi dee Rapport hei geschriwwen huet, an och dem Rapporteur, dem Här Berger, fir déi Aarbecht Merci soen.

Et ass fir mech eng wichteg Aufgab vun der Regierung, déi gesäit, dass se hei och am Parlament gedroe gëtt, op engem Prinzip, nämlech dem Prinzip vun der Netzneutralitéit, dee se scho laang am Fong verteidegt.

Wéi den Här Berger muss ech am Fong soen, dass den Numm vum „Open Internet“ besser refléiert, em wat et hei geet, well ze vill oft soss Konfusioun gemaach gëtt mam Contenu, deem iwwert den Internet geet; an dat ass jo, wéi och am Ufank vun deem Exposé de Mëtten hei vum Här Berger gesot, am Fong net den Objet vum „Open Internet“.

Wéi gesot, nach eng Kéier: De Prinzip selwer vun der Netzneutralitéit ass e Prinzip, dee mir jo net als Regierung... An enger Regierung, kann ech lech soen, ass eng Kontinuitéit. Och wann de Minister wisselt, ass dat hei e Prinzip, deem d'Regierung scho méi laang vertritt, an deem ännert net doduerch, dass ech déi Fonctioun iwwerholl hunn.

Dee Prinzip vun der Netzneutralitéit hu mer scho versicht, an den Telekomspak virun e puer Joer eranzekréien, an den drëttene europäeschen Telekomspak, mä aus deene Grënn, déi bekannt sinn, ass dat an deem Moment net gemaach ginn. Do sinn eng Rei Prinzipien dran,

déi och de Mëtten hei rappeliert gi sinn, ënner anere och vum Här Fayot.

D'Transparenz, d'Konkurrenz, ech mengen, dat si Prinzipien, déi jo zum Deel an där Telekomdirektiv stinn. Déi sinn och wichteg. D'Méiglechkeet fir de Konsument, den Opérateur ze wiesselen, d'Konkurrenzrecht, wat ex post gräift, wann en Abus de position dominante do ass, dat sinn also Prinzipien, déi mer nach wie vor als wichteg fannen. Mä mir soen, dat geet jo net duer.

Ma wann de Konsument wëllt wiesselen, well de Service gespaart a gedrosselt gëtt vun engem Opérateur, an e geet bei een aneren Opérateur, mä wann den zweeten oder drëttene Opérateur genau datselwecht mécht, dann hëlleft dat net vill, an duerfir menge mir, dass hei de Prinzip vum „Open Internet“ ee wichtege wär, dee mer och weider missten als Lëtzeburger Regierung vertrieben.

Mir wëssen, dass dat zu Lëtzebuerg net de Fall ass - den ILR huet dat jo gekuckt -, mä dat ass awer an anere Länner de Fall, an duerfir ass et en Thema, mat deem mer eis müssen och zu Lëtzebuerg ofginn.

Ech hu gesot, et ass en Instrument, den Internet, en Instrument vu Fräiheet, et ass en Instrument och vun Innovatioun. An ech mengen, dass jo och ganz wichteg, fir ënner anere kleng lëtzeburgergesch Start-upen zum Beispill, déi et vill méi schwiéier hunn, fir kënnen de potenziell weltwäite Marché ze erobieren, wann Aschränkungen oder Blocagë vusäite vun den Opérateuren erlaabt wäeren.

A grad elo, mengen ech, wou et vill méi Méiglechkeete gëtt, och grad duerch de mobilen Accès zum Internet, wou am Fong den Engpass ëmmer muer e Problem ass, op d'mannst a verschidene Regiounen, ass et duebel esou wichteg, dass mer eis fir dee Prinzip do setzen, dass jiddwieren den Accès zu deenen dote Stréim ka kréien, an duerfir wëlle mer eis och weider duerfir an Europa an heiheim fir dee Prinzip staark maachen.

Am Fong verlaangt dat haut no deem relativ breede Konsensus, deen heibannen ass, net vill aner Deklaratioune wéi déi vun der Regierung, fir ze soen, dass mir dee Prinzip wichteg fonnt hunn, nach wichteg fannen an och wäerten an Europa offensiv vertrieben.

Elo hu bal all Riedner hei prezisiéiert, dass d'Kommissäin, d'Madame Neelie Kroes, wäert do Propositioune maachen. Esou Propositioune sinn net do. Soulaang se net do sinn, kann een och kaum driwwer diskutéieren.

Dann ass, mengen ech, e Konsensus hei, dass et kee Sënn mécht, an deeser Matière ze légiféréieren, wa mer eis eens iwwert de Prinzip vun der Wichtigkeet vun der Netzneutralitéit, well mer och gesinn - d'Beispill vun Holland ass zitéiert ginn -, ma an Holland, wou se am Fong dermat struwelen, fir där technologescher Evolutioun Rechnung ze droen, an domadder déi noutwendeg Ausnahme virgesinn. An duerfir hunn ech an der Nuance héieren, dass déi eng soen - an ech mengen, dass d'dominant Vue vum Rapport -, et soll ee keng Léglisatioun maachen, a just d'Kollege vun deene Grénge soen: „Mä wa mer eis eens sinn iwwert de Prinzip, da kann een de Prinzip eventuell aschreien ouni awer eng detailléiert Léglisatioun.“

Ech muss soen, dass ass eppes, mat deem ech ka liewen, well ech jo soen, mir si fir de Prinzip vun der Netzneutralitéit. Mä mir gesinn et als net intelligent, elo eng detailléiert Léglisatioun ze maachen, well mer mengen, dass een dat net ka just national maachen. Dat muss een europäesch voire global maachen.

An zweetens ass et ganz schwieereg ze légiféréieren, well et eng technesch Matière ass, déi evoluéiert a wou een ni kann alles millimetergenau, op d'mannst net à ce stade, virgesinn.

Niewent de Propositioune vun der Madame Kroes - well et sinn en fait Propositioune, déi d'Kommissioun eng Kéier muss maachen, et ass jo net, wéi wann ee Kommissär eleng do d'Hand hätt, fir dat ze schreien; déi muss ee sech ukucken - weisen ech och drop hin, dass eventuell Enn des Joers e Conseil européen um Niveau vun de Stats- a Regierungschefe soll sinn, deem iwwert den Numérique schwätzt. Et kann also ganz gutt sinn, dass en vue vun deem Conseil européen Propositioune vun der Kommissioun och kommen. An och do wäert et esou sinn, dass mir eis fir de Prinzip vum „Open Internet“ asetzen.

Ech kann als neie Kommunikationsminister liewen, wéi gesot, mam Prinzip, fir dee Prinzip anzuschreien, well dat och eppes ass, wat mir ëmmer gesot hunn. Dat ass also keng nei Position. Och de Minister Biltgen huet déi Position vertruoden.

Mir si fir dee Prinzip a mir hunn e jo och schon iergendwou ageschriwwen, nämlech an eis Strategie fir den ultra-haut Débit, déi och ënner mir wäert weidergoen an nach méi intensiv

wäert weidergoen. Well ech mengen, et ass wichteg, dass mer op déi Situatioun vun den Engpass iwwerhaapt net kommen. An dat hunn ech och... Dat ass en Dossier, deem ech wierklech net elo eréischt entdeckt hunn, well als Finanzminister hunn ech deen an den Investissemente, déi an d'Breetbandstrategie gaange sinn, ëmmer voll a ganz ënnerstëtzt, well se ebe wichteg si fir d'Zukunft vun eisem Land.

Ech mengen, dofir ass et och wichteg, dass do d'Gemengen och hir Responsabilitéit mat iwwerhuelen, ënner anere, dass, wa se Permission-de-voiren ausstellen, dass se déi och beim ILR mellen. Do gëtt e e Registre des travaux, fir datt och da kann déi Breetbandstrategie voll a ganz ausgemaach ginn.

Duerfir mengen ech, do muss mer un engem Strang zéien, dass Lëtzebuerg wierklech an där Strategie weiderkennt. Mä doranner steet schon de Prinzip, a wann ee seet, mir brauchen de Prinzip, fir dass d'Opérateuren deen och gesinn, da kann een elo schon drop hiweisen, dass deen an eiser Breetbandstrategie steet.

Ech hätt gären, dass déi Strategie weidergeet. Et ass eent vu mengen dräi Ziler als Kommunikationsminister, dass déi Ultra-haut-débit-Strategie virugeet. En zweet Zil, hunn ech gesot, ass d'Sécherheet am Netz, d'Cyber Security. An eng drëtt Prioritéit, déi ech mer als Kommunikationsminister ginn hunn, ass de ganze Secteur vun den „mobile payments“, well déi ëmmer méi wichteg ginn, d'Cash-Gesellschaft wäert lues a lues verschwannen.

Mä zu all deem gehéiert, an notament zu deem éischte Punkt vu mengen Prioritéiten, dass mer de Prinzip vun der Netzneutralitéit och an där Philosophie, déi hei vun, géif ech mengen, alle Fraktioun gedroe gëtt, dass mer deen och an der Zukunft weidermaachen.

Et kann een de Prinzip an d'Gesetz schreien. Mir applizéieren en de toute façon. E steet an der Strategie ultra-haut débit an ech hunn als solches kee Problem, fir dee Prinzip och - mä nënnen de Prinzip! - anzuschreien an d'Detailer ze gesinn à la lumière vun deenen europäeschen Texter, déi elo kommen.

Ech mengen, et ass wichteg, dass mer an deeser Matière eng zolidd Plaz an Europa bleiwen, wou d'Prinzipien no bausse bekannt sinn. An duerfir géllt et, mat deeser Matière, och mat deenen Investissemente - nach eng Kéier -, déi mer do maachen an eiser Strategie fir den ultra-haut Débit, d'Zukunft ze preparéieren an deem Dossier wéi hoffentlech och an aneren.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem zoustänneg Minister. Domadder wär des Diskussion ofgeschloss. Mir kéimen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun. Ech hunn hei eng Motioun virleien. Den Här Roth hat d'Wuert gefrot.

Motion 1

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President, zu der konkreter Motioun: Ech mengen, do ass festzehalen, dass engersäits d'Kommissioun eigentlech gesot huet, dass ee sollt d'Développement op europäischem Niveau ofwaarden. Anerersäits ënnersträicht de Rapport och, dass déi Lëtzeburger Gesetzgebung de Moment géif duergoen, fir d'Neutralitéit vun dem Internet ze garantéieren.

An an der Linn vun deem, wat de Kommunikationsminister elo gesot hat, kéinte mir averstane sinn, dass ee géif deen éischten Tiert vun der Motioun strächen. Do steet «inscrire dans la loi (...) sur les réseaux (...) le principe...», dass een dee kéint bäibehalen, an et géif een net dermat d'accord sinn, fir eng ganz Léglisatioun an den Text ze setzen.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Entschëllegt, dat géif heeschen: bäibehalen oder net bäibehalen?

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Den zweete bäibehalen an den éischte strächen.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Den zweete bäibehalen?

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, jo.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).**- Also de Prinzip festhalen an d'Gesetz.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo. Den zweete bäibehalen an den éischte strächen.

► **M. le Président.**- Den Här Berger hat och d'Wuert gefrot.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Ganz kuerz - virdrun hunn ech als Rapporteur hei geschwat an ech hunn do d'Konklusioune vun der Kommissioun forcément presentéiert -, fir nënnen ze soen, dass mer eis an der Kommissioun net nënnen em de Prinzip bekëmmert hunn, mä dass mer eben och all Kéier déi Froe gekuckt hunn, ob mer

net wierklech kéinten an eng spezifesch national Léglisatioun emsetzen, an eben, dass dann d'Konklusioun vun der Kommissioun war, dass mer do dat géifen dann ofwaarden, wat um europäesche Plang geschitt.

Ech doen elo vläicht eng aner Kap un, déi vun dem Member vun der DP-Fraktioun, fir och nach eng Kéier ze rappeliéieren, dass mir ganz ferm fir de Respekt vun der Netzneutralitéit astinn an dass dat fir eis eppes ganz Wichtiges ass. Ech muss och soen, als Member vun der DP-Fraktioun hat ech eigentlech och au départ vun den Aarbechte geduecht, wat vläicht kéint derbäi erauskommen, dass ee géif herno soen oder fuerderen, dass een eng national Gesetzgebung spezifesch géif kréien. Ech hunn awer och am Laf vun der Aarbecht gesinn, dass dat, fir wierklech e spezifesch Gesetz ze hunn, relativ komplex ass. Mir hu jo och gesinn déi Aarbechten an e Gesetzschréift. D'Fro bleift ëmmer: Wat kann ee sech konkret derfir kafen herno, wann dat iergendwou an engem Gesetz steet: „Mir respekéieren de Prinzip vun der Netzneutralitéit“, wat een also do konkret dovunner huet?

Ech mengen, elo hei déi Motioun: Et ass schued, dass den Här Adam déi vläicht net schon an den Aarbechte mat erabuecht hat, oder déi Iddi. Dann hätt een dat kenne mat verschaffen. Einfach nënnen, fir ze soen, dass mir awer als DP-Fraktioun kee Problem hu fir de Prinzip, wann een dat dann elo och iwwer eng Motioun an e Gesetz aschreift. D'Fro bleift ëmmer: Wat kann ee sech konkret derfir kafen herno, wann dat iergendwou an engem Gesetz steet: „Mir respekéieren de Prinzip vun der Netzneutralitéit“, wat een also do konkret dovunner huet?

Dat gesot, kéinte mer awer déi Motioun stëmmen. Ech weisen awer dorobber hin also, dass dat an der Praxis herno vläicht awer dann, ech soen, iwwerwünccht gëtt, iwwerspillt gëtt vun all deene Kontrollmechanismen, déi mer schon hunn. Mä bon, wéi gesot, also mir kéinten awer déi Motioun als DP matdroen. An ech hu jo gemengt ze verstoen, dass och de Kommunikationsminister kéint mat där Motioun eigentlech esou d'accord sinn.

► **M. le Président.**- Den Här Fayot, wann ech geliff.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Jo, Här President. Et ass e bëssen obskur, wou déi Diskussioun elo dohinnerleef. Also, mir hunn am Rapport, dee mer an der Kommissioun uegeholl hunn - mat der Ausnahm vum Här Adam, dee sech enthalten huet -, do steet an de Konklusiounen dran, dass mer eigentlech keng national Léglisatioun wëllen. Dat ass dat, wat de Rapporteur do drageschriwwen huet, well mer jo zu Lëtzebuerg an der Transpositioun vum drëtten Paquet Télécom déi Propositioune geholl hunn, fir d'Netzneutralitéit, den „Open Internet“ zu Lëtzebuerg ofzesécheren duerch de Régulateur, dee mer agesat hunn an deen déi Aufgab huet.

Esou dass ee ka soen: Indirekt steet d'Netzneutralitéit an der Transpositioun vum drëtten Paquet Télécom. A well mer och gehéiert hu vun deenen Erfarungen, déi an anere Länner mat esou nationale Regulatioune vun der Netzneutralitéit gemaach gi sinn, dass dat net ëmmer gutt Erfarunge waren, dass do Probleme waren, och fir da mat der technescher Entwécklung elo matzekommen. Dat ass also d'Situatioun.

Bon, jiddwieren ass jo hei fir d'Netzneutralitéit. Den Här Adam, dee seet elo, mir sollen dat an d'Gesetz asetzen. Perséinlech, no all deenen Diskussiounen, déi mer haten iwwer e Joer, och iwwert déi Fro vun engem Lëtzeburger Gesetz, fannen ech dat superféatoire. Ech wëll do awer an där Logik si vun deem, wat mer geschafft hunn.

Mir hu gesot: „Mir wëlle keng national Regulatioun, mir wëllen eng europäesch.“ An ech mengen, dass kéint een eventuell an déi Motioun hei drasetzen. Dofir géif ech dem Här Adam proposéieren, eventuell den éischten Ali-néa ze strächen an dann ze soen am zweeten Tiert: «à continuer à défendre et à promouvoir le respect du principe de la neutralité de l'Internet au niveau national et au niveau européen.»

Also, mir hunn d'Netzneutralitéit zu Lëtzebuerg. Si gëtt verdeedegt. Et ass d'Politik vun der Regierung. Et ass d'Politik vun de Dreiwier, besonnesch och vun deenen, déi Réseauen offréieren. An dofir, fir an der Logik ze bleiwen! Mä ech héieren elo den Här Berger hei, dass hien natierlech dat matmécht. Bon, hien ass de Rapporteur. Hien huet eppes aneschters gesot am Rapport. Hei seet en elo: „Bon, mir huelen dann déi Motioun do un.“ Dat mécht sech jo dann och gutt no bausse bei deene Leit, bei de Piraten a bei all deene Leit, déi dofir d'accord sinn! Mä ech fannen, an der Logik vun deem, wat mer geschafft hunn, solle mer hei bis zum Enn logesch sinn.

Ech si mat deene Considéranze vum Här Adam d'accord. Ech fannen dat alles richteg. Mä bon, elo ze soen, no all deem, wat mer gesot hunn,



puche mer dat alles iwwer Bord, mir setzen et dann awer an d'Gesetz, éier dann eng europäesch Direktiv kënnt, dat fannen ech awer e bëssen - ech weess net - net ganz logesch politesch!

Dofir wär ech der Meenung, esou hunn ech de Minister verstanen, oder den Här Roth hunn ech verstanen, pardon, fir den éischten Turet ze strächen an dann awer d'Netzneutralitéit an eng Motioun à l'égard vun der Regierung ze soen, well d'Regierung jo konfrontéiert gëtt dermat iergendwann an der nächster Zäit - hunn ech awer gehéiert vu Leit, déi et misste wëssen -, dass do e véierte Paquet Télécom kënnt, an do kann een dann déi Netzneutralitéit um europäesche Plang drasetzen.

An deem europäesche Plang ass fir e Maart wéi Lëtzebuerg, deen och interesséiert ass, fir en oppene Maart ze sinn, dann awer vläicht méi wichteg wéi elo eng national Léiglatioun, déi implizit déi Netzneutralitéit garantéiert.

Merci.

► **M. le Président.**- Gutt. Den Här Minister, wann ech gelift.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Communications et des Médias.**- Här President, ech mengen, ech muss hei - une fois n'est pas coutume - dat zesummebréngen nach eng Kéier, wat zesumme war an amgaangen ass ausserneenze-goen.

Ech mengen, datt mer eis eens sinn heibannen, och opgrond vun deem, wat ech nogelauschert hunn, datt mer keng national Gesetzgebung mat Detailer maachen, well mer ënner anerem um Beispill vun Holland an anere gesinn hunn, datt den Detail, datt dat schwéier ze reglementéieren ass.

Den zweete Punkte ass: Mir sinn eis eens, datt de Prinzip vun der Netzneutralitéit wichteg ass.

Drëtter Punkt ass dann: Schreift een à ce stade just dee Prinzip an - wou den Här Berger virdu gesot huet, vum Prinzip kann ee sech zwar net vill kafen -, mä wann et e politesche Konsensus ass, datt ee just dee Saz - dat wär ee Saz! - iergendwou soll draschreiwene, do hunn ech gesot: „Domadder kann ech liewen.“ Dat ass net contraire zum Rapport. De Rapport seet, datt - dat ass och d'Position vun der Regierung -, datt dat kee Sënn mécht, dat national ze reglementéieren. Do sinn ech also mam Här Fayot ganz d'accord. D'Fro ass also just - dat kann een och der Regierung iwwerloossen -, ob een deem ee Saz do draschreift.

Wann Der awer d'Motioun unhuet, dann, mengen ech, muss een och rappéléieren an iergendengem Turet: «considérant la position constante du Gouvernement» fir sech fir d'Netzneutralitéit anzusetzen. Well et ass jo net haut de Mëtten eréischt, wou d'Regierung zu eppes opgefuert gëtt, wat se scho laang an der Vergaangenheet, souwuel am Paquet Télécom wéi och a politeschen Diskussiounen a virun allem och an der Strategie ultra-haut débit schonn affirméiert huet.

Duerfir mengen ech, d'Fro ass also just déi, ob ee just deen ee Saz vum Prinzip aschreift oder ob een och do emol waart, bis déi Propositione vun der Europäescher Kommissioun doleien. Ech ka mat béidem liewen. Ech sinn, wéi gesot, géint eng Léiglatioun, mä ech kéint mat deem Saz, wann deen an d'Gesetz just misst geschriewe ginn, d'accord sinn. An esou hat ech och d'Kollege vun der grénger Fraktioun verstanen.

► **M. le Président.**- Gutt. Elo kritt den Auteur vun der Motioun d'Wuert, fir dozou Position ze huelen.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Här President, ech mengen, ech sinn nach ni esou gutt verstanen gi vun engem Minister wéi haut.

(Interruption)

An ech sinn es wierklech frou. Et ass genau dat do: Ob mir dat elo wëllen oder net, léif Kolleginnen a Kollegen, dat ass eis Décisioun. Ech gesinn de Widdersproch zu deem, wat am Rapport steet. Ech hat et gesot: Ech mengen, de Rapport ass einfach méi wäit gaangen.

Wëlle mer eng spezifesch Léiglatioun zu Lëtzebuerg? An do ass e Konsens, och vun der grénger Sait: Neen, wëlle mer eigentlech net! Bei eis wier dann ebe just dat - an ech kann et net besser soe wéi den Här Minister: Wa mer allegueren eis eens sinn, datt de Prinzip vun engem „open“ oder neutralen Internet wichteg ass, ma da kommt, mer maachen et einfach als Prinzip, als Upak an d'Gesetz! Domat kënne mer eis dann zu Bréssel gutt verkafen, mir kënnen och intern... Well de Minister seet et selwer a mir wëssen dat och, datt an dem Strategiepabeier vun der Regierung dat och steet, hei ass dann an eisen Äen eng Verstärkung vun deem Prinzip.

Dat seet den Här Berger richtig: „Dovu kënne mer eis net alles kafen.“ Mä trotzdeem, et ass

eng Prinzipäbekundung, vun där mir mengen, datt et géif Sënn maachen, fir dat festzuehalen.

► **M. le Président.**- Gutt. Jo, elo kritt emol nach eng Kéier...

(Interruption)

Elo kritt emol nach eng Kéier den Här Urbany - well deen hat nach net d'Geleeenheet, Position ze bezéien - d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Jo, Här President, wéi ech elo hei déi verschidden Interventiounen héieren hunn an och déi vun deem Kolleg, deen déi Motioun hei déposéiert huet, muss ech soen, sinn ech awer guer net méi d'accord...

(Hilarité)

...mat där Motioun hei! Well ech fanne wierklech... Ech hu virdu gesot: Ech ënnerstéize se, wa se an engem gesetzleche Kader déi Garantie bréngt, déi noutwendeg sinn, déi gefuert sinn, déi och vun den Experten a gefuert sinn, dat heescht: eng Regulatioun vun deem Zougang zum Internet am Sënn vun enger wierklecher Garantie fir d'Neutralitéit vum Internet. Dat ass awer nun net garantéiert, wa mer einfach nëmmen e Prinzip draschreiwene. Wa mer einfach nëmmen e Prinzip draschreiwene, dat dréit net ganz vill zum Débat bái.

An ech fannen och, den Här Adam huet virdu ganz kloer erkläert, firwat mer eng gesetzlech Basis brauchen. Ech sinn do ganz d'accord mat him. Mä dat spigelt sech awer dann net an där Motioun hei erëm, muss ech awer soen, wann dat den Esprit vun där Motioun ass, esou wéi mer en elo just erkläert kritt hunn.

Ech wäert mech da wahrscheinlech enthalten.

► **M. le Président.**- Ech géif lech awer elo bidden, net nach eng Kéier mat der Diskussioun unzufanken. Ech hu verstanen, datt de Minister bereit ass, déi Motioun esou unzehuelen.

► **Une voix.**- Den Här Berger.

► **M. le Président.**- Den Här Berger dann nach ganz kuerz.

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.**- Jo, just e kuerzt Wuert, well den Här Fayot huet gemengt, dat géif komesch maachen, wann de Rapporteur géif herno eng aner Meenung hunn hei bei der Motioun. Neen, guer net! Ech mengen, et ass elo grad, wann een dem Här Frieden an dem Här Adam nach eng Kéier nogelauschert huet, mir haken am Rapport eis déi Fro gestallt respektiv analyséiert, ob ee wierklech e spezifesch Gesetz mat enger ganzer Rei Detailer sollt maachen. An do war eigentlech déi do Fro ni opkomm. Hei ass en neie Moment.

An ech hat och scho gesot: Wann den Här Adam dat proposéiert gehat hätt, déi Iddi, an der Kommissioun, dann hätte mer eis och domadder beschäftigt. Nëmme fir ze soen, datt mir déi Motioun also hei och als DP kënne stëmmen. Mä déi geet natierlech net esou wäit wéi dat, wat den Objet vum Rapport war. An ech mengen - fir et och nach eng Kéier ze widerhuelen -, datt dat ëmmer gutt steet herno am Gesetz, mä wat kann ee sech konkret dovunner kafen?

► **M. le Président.**- Gutt! Ech hu verstanen, datt ausser dem Här Urbany jiddwereen also mat där Motioun d'accord ass, datt ech déi kann à main levée zum Vote stellen.

Vote sur la motion 1

Wien ass also domadder d'accord?

Wien ass do dergéint?

A wien enthält sech?

Déi Motioun ass also mat der Enthaltung vun Här Urbany ugeholl, an domadder wäere mer och um Enn vun der Diskussioun iwwert dese Punkt.

Eisen nächste Punkt ass eng Orientéierungsdebatt iwwert déi grenziwwerscheidend Mobilitéit. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgellecht. An et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Boden, Etgen, Adam, Gibéryen, Henckes an Urbany. Als Éischt héiere mer den Här Roland Schreiner als Vertrieber vun der LSAP-Fraktioun, déi des Debatt ugefrot huet. Den Här Schreiner huet d'Wuert.

2. Débat d'orientation sur la mobilité transfrontalière

Exposé

► **M. Roland Schreiner (LSAP).**- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleginnen a Kollegen, d'Fro ronderëm d'Mobilitéit vun der Leit spillen ouni Zweifel eng zentral Roll, wa mer iwwert déi zukünftig Entwécklung vun eiser Gesellschaft schwätzen. D'Mobilitéit ass e Grondbedürfnis vum Mënsch an ass haut eng

wichtig Viraussetzung fir d'sozial Organisatioun an déi wirtschaftlech Entwécklung.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Dobäi geet et net nëmmen drëm, fir d'Liewensqualität ze verbessern an d'Mobilitéitsbedürfnisser vun de Leit, déi bei eis wunnen a schaffen, ze befriddegen, mä et geet och drëm, mat enger Reduzéierung vun den CO₂-Emissiounen eis Klimaschutzziel ze errechen. Mir brauchen also eng Transportstrategie, déi allen Erausforderungen a puncto Mobilitéit an engem regionalen, an engem nationalen an an engem grenziwwerscheidend Kontext Rechnung dréit.

Méi wéi 170.000 Fraen a Männer kommen all Dag aus eisen Nopeschlänner Frankräich, Däitschland an der Belsch op Lëtzebuerg schaffen. Dass Lëtzebuerg op des Aarbechtskraaft an den domadder verbonnenen Know-how ugewisen ass, ass gewost. Déi grenziwwerscheidend Mobilitéit ass also e ganz wichtige Facteur fir déi weider wirtschaftlech, sozial a kulturell Entwécklung vun eistem Land, mä net nëmme vun eistem Land, well déi ganz Groussregioun wäisst ëmmer méi zu engem gemeinsamen Aarbechtsmaart zesummen, an deem ëmmer méi Grenzpendler dagdeeglech hir Aarbechtsplaz opsichen.

Mir bekannte Schätzungen no maachen dat haut ronn 90% mat hirem Auto an nëmmen 10% benotzen d'Bunn oder de Bus. E Bléck op eis Stroosse geet duer, fir dat ze gesinn. Kilometerlaang Stauen op eisen Autobunnen an anere Stroossen an och an der Grenzregioun belaaschten net nëmmen d'Ëmwelt, mä och de private Portmonni an d'Wirtschaft; vun der nerflicher Belaaschtung fir déi concernéiert Leit guer net ze schwätzen.

Mir hunn also hei en „modal split“, deen absolut net den Objektiv gerecht gëtt, déi d'Regierung sech zu Recht gesat huet, nämlech an de Froe vun der Mobilitéit den öffentliche Transport weider auszebauen, mat dem schinnegebundene Verkéier als Réckgrat. Jorzéngteleaang gouf massiv an den Ausbau vum Stroossennetz investéiert an den Zuch als Transportmittel behandelt, wéi wann et en Auslafmodell wier.

D'Politik huet laang Zäit all Efforten dorobber konzentriert, dass ee méiglechst komfortabel iwwerall mam Auto hikéien an dass iwwerall genuch Parkplazen zur Verfügung sténgen. Des Regierung an och déi viregt hu sech zum Zil gesat, fir e Richtungswissel an deser Politik an d'Wee ze leeden. An dat ass och richtig esou. Mir stellen awer fest, dass mer nach laang net do sinn, wou mer hiwëllen. An dofir muss den Ausbau vum öffentliche Transport ganz kloer eng prioritär Roll an der zukünftiger Verkéiers-a Mobilitéitspolitik spillen, hei am Land an iwwert d'Grenzen ewech. An do hu mer nach e ganz groussen Nohuelbedarf.

Et muss een och wëssen, dass d'Konkurrenz tëscht deene verschiddenen Verkéiersträger op ënnerschiddleche Prémissen opbaut. Wann een zum Beispill wëllt mam Auto - fir dat einfach emol eng Kéier ze illustréieren - vu Bitburg via Lëtzebuerg op Metz fueren, da kann een dat ouni iergendeng technesch an administrativ Hürd ouni Problem maachen. Iwwert d'Schinn ass esou en Trip vill méi komplizéiert. Hei hunn déi politesch Grenzen nach hir reell Auswirkungen. D'Ofstëmmung vun de Fahrpläng klappt oft net. Derbäi komme ganz oft technesch Inkompatibilitäten. Mä och déi ënnerschiddlech Zoustännegeete bei de Verwaltungen an öffentliche Transportentreprisë maachen den Ausbau vum öffentliche Transport iwwert d'Grenzen ewech net méi einfach.

Mat esou Hürden ass et natierlech schwéier, e leeschungsfäeg an attraktivt Ugebuet an der Regioun ze schaffen. Verbesserung sinn also noutwendeg, wa mer net wëllen an der Regioun bezéiungsweise an der Groussregioun kuerz- bis mëttelfristig an den eisebunns-politischen Absents geroden.

Déi aktuell Organisatioun vum öffentliche Transport an der Grouss- an an der Grenzregioun ass defizitär op villen Niveauen: bei den Infrastrukturen, bei den Investissementer, bei de Strukturen, bei de Fahrpläng, bei den Tarifier an och bei der Informatiounspolitik. Dobäi wësse mer, dass, wann d'Ugebuet stëmmt, d'Leit och bereit sinn, vum Auto op den öffentliche Transport ëmzeklammene.

Wat sinn d'Prémisen dofir? D'Offer muss de Besoinen entspreche, den Usager muss op eng schnell an einfach Aart a Weis u seng Informatiounen kommen, d'Reeszeiten dierfen net méi laang si wéi déi mam Auto, d'Emklammen ënnerwee, och wann et sech net ëmmer vermeiden léisst, muss wa méiglech op e Minimum reduzéiert ginn, d'Material muss bequem sinn an de Präis muss abordabel sinn. Dat heescht, den Usager vum öffentliche Transport muss d'Convictioun hunn, dass d'Präis-Leeschungs-Verhältnis stëmmt.

Alles dat klappt awer an der Regel haut net. Mir brauchen also a puncto Attraktivitéit, Qualitéit, Organisatioun an Infrastrukturen e Qualitéits-sprong am öffentliche Transportwiesen, wa mer eist ugestrieffent Zil wëllen errechen. Qualitativ gutt Verbindunge mam öffentliche Transport zu de Stied an de Wirtschaftszentren bei eis an an der Groussregioun sinn eng Viraussetzung fir d'Wirtschafts- an d'Kompetitivitéitsfähigkeet, awer och d'Zesummewuesse vun an an der Groussregioun.

An hei huet den öffentliche Transport nach ganz vill Potenzial. A wann et eis geléngt, och nëmmen en Deel vun de Frontalieren ze motivéieren, op den Zuch oder de Bus ëmzeklammene, sinn eis Chancen, den affichéierten „modal split“ vu 25/75 ze errechen, e gutt Stéck méi grouss.

Här President, de Minister vun der Nohaltegekeet huet d'lescht Joer en allgemengt Verkéierskonzept, de MoDu - Mobilité durable - virgelleucht, dee ganz sécher seng Méritten huet, deen eng integrativ Mobilitéitsstrategie mam schinnegebundene Verkéier als Réckgrat definiert, dee mer begrëssen an ënnerstéizen an deem och d'Verkéiersopkommene aus eisen Nopeschlänner mat berücksichtigte.

Dese Verkéierskonzept beäntwert awer vill Froen net a mécht och eigentlech keng konkret Propositione fir eng kohärent an innovativ Verbesserung vun der grenziwwerscheidender Mobilitéit, déi een awer net vun engem nationale Verkéierskonzept kann trennen. Dofir ass et och wichtig, dass mer och emol bei eis eis eegen Hausaufgabe maachen an déi néideg Capacitéite schaffen, fir dass de grenziwwerscheidende Verkéier och op eiser Sait fonctionnéiert. Mir müssen also weider konsequent virun allem och emol an eis eegen Infrastrukturen investéieren.

Ech froen do manner nom Ausbau vun der A3 op sechs Spuren, well ech mengen, dass d'Autobunns- an d'Stroossennetz an der Groussregioun gutt entwéckelt a vernetzt ass, mä déi zwee wichtigst Projeten, déi hei ustinn, si sonner Zweifel den Ausbau vun der Beetebuerg Zuchstreck op véier Gleiser an de Bau vun der Trambunn duerch d'Haaptstad. Projeten, déi, wéi virdu scho gesot, a kengster Weis vun der Mobilité transfrontalière, déi haut hei zur Debatt steet, ze trenne sinn, jo, déi souguer e ganz wichtigen Deel dovunner sinn.

Grad wéi och, fir eis Begrëffer, déi geplangte Linn vun der Stater Gare op de Findel an de Kierchberg iwwert den Cents an diesem Kontext ganz wichtig wier, well hei ëmsteigfräi Verbindungen op e bedeitende Wirtschaftszentrum, de Kierchberg, kéinte geschafe ginn. De geplangten Arrêt ënnert der Rouder Bréck ass do sécher keen Ersatz. Leider steet des Linn net méi zur Diskussioun.

D'Gesetzesprojete fir d'Beetebuerg Zuchstreck an den Tram vun der Stater Gare bis op de Kierchberg a spéider op de Findel müssen onbedéngt esou séier wéi méiglech an déi parlamentaresch Prozedur goen, wa si nach an deser Legislatur solle gestëmmt ginn. Et sief och hei drun erënnert, dass de Minister Wiseler, wann ech dat richtig an Erënnung hunn, emol versprach hat, dass mam Bau vum Tram nach virun den nächste Wahlen géif ugefaange ginn.

An deem...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat hat dee Minister virdu schonn eng Kéier versprach!

► **M. Roland Schreiner (LSAP).**- Jo, et ass scho vill...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Kommt, mir loosse et bei der Tradition.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Alt wieder!

► **M. Roland Schreiner (LSAP).**- D'Wahle kommen. An deemselwechte Kontext gëtt et och héich Zäit, dass de Plan sectoriel „Transports“ endlech an d'Prozedur geet. Ech mengen, de sektorielle Plang am Transportbereich ass och wichtig, fir hei Planungssécherheet ze kréien, an dat och am grenziwwerscheidend Kontext.

Här President, et sinn an deene leschte Jore ganz vill Efforten, an ech wëll dat awer och ënnersträchen, ganz vill Efforten op Lëtzebuerg Sait gemaach ginn, fir eis Infrastrukturen ze verbessern. Ech denken an d'Streck op Klengbetten oder déi op Waasserbëlleg, wou jo nach Aarbechte geplangt sinn. Mir sinn eis natierlech bewusst, dass mer, wa mer vun engem grenziwwerscheidenden Transport schwätzen, all déi Froe ronderëm déi grenziwwerscheidend Mobilitéit net eleng hei zu Lëtzebuerg kenne léisen. Et ass also dofir wichtig, dass mer alles



Mir hunn hei zu Lëtzebuerg e Fierpark vum Autoen, dee méi grouss ass wéi iergendwou anescht. An d'Lëtzebuerg, mä net nëmme si, benotze virrangeg den Auto, fir sech ze déplacieren, wéinst senger Disponibilitéit an och senger Schnellgeeket.

Iwwer 1,6 Milliounen Verkéiersbewegungen gëtt et all Dag zu Lëtzebuerg. An dës Zuel, déi d'lescht Joer vum Nohaltegkeetsminister presentéiert gouf, ass och den öffentliche Transport matabegraff. Déi meescht Gefierer fueren dann awer an 7 an 9 Auer moies respektiv 17 an 19 Auer nomëttes, also während den Zäiten, wou d'Leit op hir Aarbecht fueren an d'Kanner an d'Schoul ginn.

Et ass evident, datt eis Stroossen, virun allem d'Haaptachsen, zu dësen Zäiten iwwerlaascht sinn. Mä net nëmme eis Stroosse sinn deene Massen u Vehikelen net gewuess, och eist Schinnennetz ass ausbaufäeg.

Et ass deemno wichteg, nei Weeër ze goen am Beräich vun der Mobilitéit. Eng effikass Mobilitéit dréit nämlech zu enger besserer Liewensqualität vun de Leit bäi. D'Stonnen, déi esou munchereen am Auto oder am Bus verbréngt, wiere besser doheem an der Famill oder am Hobby ugeluecht.

Och d'Émwelt gëtt duerch e besser duerchduchende Verkéierskonzept geschont. A last but not least steet d'Mobilitéit och fir e Plus u Kompetitivitéit. E gutt globaalt Mobilitéitskonzept stärkt nämlech ouni Zweifel d'Attraktivitéit vum Standort Lëtzebuerg als wirtschaftliche Ballungsraum. Eng gutt Ubannung un déi international Verkéiersweeër an eng gutt Accessibilitéit vun eise Land ass eng Grondvoraussetzung fir d'Konkurrenzfähigkeit vun eise Betriber.

Den Ausbau vun de Schinnen-, Stroossen-, Waasser- a Loftweeër am Laf vun de Jorzéngten huet ouni Zweifel zum wirtschaftlechen Opschwung vu Lëtzebuerg bäigedroen. A wa mir wellen eis Ekonomie weiderentwéckelen, da brauche mir och an Zukunft méi an awer och eng besser Mobilitéit. An zwar eng Mobilitéit, déi nohalteg ass, déi den ökologeschen Impakt méiglechst geréng hält a prioritär op den öffentliche Transport setzt.

Op nationale Plang huet eisen Transportminister, de Claude Wiseler, viru Kuerzem eng ganz ambitiéis Strategie presentéiert, déi sougenannt „MoDu-Strategie“, vun där och de Roland Schreiner scho geschwat huet. Dëst globaalt, integratiiv, multimodaalt Verkéierskonzept setzt net ausschlieslech op ee Fortbewegungsmittel, mä et ass de Versuch, bei de Leit en Émdeken ze errechen, andeems een hinnen d'Méiglechkeet gëtt, déi öffentliche Transportmittel ze nutzen, ouni awer ganz op den Individualverkéier ze verzichten.

Net all ofgeleeë Géigend kann am Véirel- oder Hallefstonnentakt un d'Bus- oder Zuchnetz uegebene ginn. Et muss een also déi verschidde Verkéiersmittel optimal nutzen, woubäi den Individualverkéier esou wäit wéi méiglech soll reduzéiert ginn. Et ass nämlech net realistesch, ze mengen, datt den öffentliche Transport sämtlech Verkéiersproblemer léise kéint.

Här President, léif Kolleegen, trotz Kris hu mer hei zu Lëtzebuerg net drop verzicht, vill an d'Mobilitéit ze investéieren, mat enger grousser Prioritéit fir den öffentliche Verkéier. Dës Investitiounen sinn dach ëmmer ganz appréciabel. An der Nohaltegkeetskommissioun hu mer all Joer als Virbereedung zur Debat iwwert déi grouss Investissementer vum Stat eng Diskussioun dorüwer. An de Minister presentéiert eis all Joer am Detail de Käschepunkt an den Timing vun dësen Infrastrukturprojeten.

D'Prioritéit fir dës Projete gëtt am Aklang mat der globaler Strategie fir eng nohalteg Mobilitéit fir Rézydentent a Grenzgänger, also dem MoDu, festgeluecht. De MoDu weist de Wee op, dee mer an deenen nächste Jorzéngten achloe wëlle fir eng nohalteg Mobilitéit hei am Land an och iwwert d'Grenzen eraus.

D'CSV steet hannert dëser globaler Strategie. A mir ënnerstützen d'Regierung an hire Beméiungen, de MoDu zilstrieweg ëmzesetzen.

Een Haaptzyl vum MoDu, an et ass scho gesot ginn, ass et, datt 25% op d'mannst vum motoriséierte Verkéier solle vum öffentliche Transport - Zuch a Bus - assuréiert ginn. Haut sinn et der 16%, wann ech gutt informéiert sinn. Fir dat awer ze errechen, fir also op déi 25% ze kommen, muss vill méi staark wéi an der Vergaangeneit op d'Complémentaritéit vun deene verschiddenen Transportmittel gesat ginn.

D'MoDu-Strategie baséiert dofir och op dem fundamentale Konzept vun der Mobilitéitsketten, déi et erlaabt, op eng intelligent a flexibel Aart a Weis déi verschiddenen Transportmittel mateneen ze kombinéieren, fir esou de Gebrauch vum Privatauto ze reduzéieren. D'Qualitéit vun de Connexionen tëschent deene ver-

schiddenen Transportmittel Auto, Zuch, Bus an och Tram ass dobäi wesentlech. Dës Connexionen solle jo iwwert de Wee vun de Pôles et points d'échange inter- et intramodaux geschéien.

Hei zu Lëtzebuerg konzentréiert de Verkéier sech ganz vill op d'Haaptstad an hir Peripherie. D'Haaptstad Lëtzebuerg ass en Unzëungspunkt wäit iwwer eis Grenzen eraus. Zween Drëttel vun allen Déplacements vum de Rézydentent an d'Haaptstad, déi fenne während de Spëtzestonnen statt. 35,5%, also iwwer en Drëttel vun de Frontalieren, déi an d'Land erakommen, déi fueren an d'Haaptstad. An den interne Verkéier an der Stadagglomeration, dee mécht 21% vum motoriséierte Verkéier aus.

D'Mobilitéitsstrategie muss also dësen Charakteristik vum eiser Verkéierssituatioun gerecht ginn. A just dat kann am beschten eng Mobilitéitsketten, déi op e performante multimodalen Transportréseau opgebaut ass.

Wann een de motoriséierte Verkéier vun de Frontalieren, dee jo am Mëttelpunkt vun der Debat hei steet, méi genee analyséiert, da stellt ee Folgendes fest, an ech mengen, de Roland Schreiner huet och schonn déi Zuel genannt: Nëmme 7,2% vun alle grenziwwerscheidenden Déplacements gi vum öffentliche Transport realiséiert; obschonn ee muss zougeseen, datt en an de leschte Jore staark gewuess ass, wéinst enger ganzer Rei vun Investitiounen an dësem Beräich.

Insgesamt gëtt et pro Dag 521.816, also méi wéi 500.000 motoriséiert Trajeten. Dat sinn 31,4% vum Gesamtverkéier grenziwwerscheidend. An dovunner geet eppes méi wéi 40% grenziwwerscheidend mat Frankräich an de Rescht, jeweils 29%, mat Däitschland oder och 29% mat der Belsch. Den „modal split“ ass am Verkéier mat Frankräich 11%, mat der Belsch 6,7%, a mat Däitschland ass e ganz, ganz niddreg: 2,4%.

Also, dës impressionnante Zuele vun Déplacements vum de Frontalieren an dee ganz niddrege Prozentsaz, dee vum öffentliche Transport ofgewéckelt gëtt, déi maachen d'Verbesserung vun der Complémentaritéit tëschent Schinn, Bus, Tram an Auto nach méi wichteg an d'Schafung vum Échange-pôles, besonnesch an der Peripherie vun der Stad, méi urgent, grad esou wéi d'Schafung vum engem regional gestreute Park & Ride-Konzept a Moossnamen, fir dem Bus méi Prioritéit op den Hauptstroossen ze ginn.

Mat méi wéi 17 Milliounen Voyageure stellt d'Eisebunn d'Réckgrat duer vum Gemeinschaftstransport. An d'Zuchverbindungen hei am Land zu deenen dräi Haaptattraktionspole Lëtzebuerg-Stad, Süden an och d'Nordstad, déi si gutt a sinn och permanent verbessert ginn.

Mir hunn hei am Land sechs Haapteisebunnen, déi alleguer op der Gare centrale zu Lëtzebuerg zesummekommen. D'national an déi grenziwwerscheidend Nofo vum Zuch ass an de leschte Jore staark gewuess. Dofir ass och vergréissert ginn. An an deem neie Konzept vun der Schafung vum Échange-pôles muss also och d'Organisation vum Zuchverkéier an d'Haaptstad geännert ginn.

Fir d'Haaptgare an der Stad, déi saturéiert ass, ze entlaaschten, ginn dräi nei Gare um Houwald, zu Hollerech an och ënnert der Rouder Bréck geschaf, fir den Zuch méi no bei d'Entwécklungspolen a bei den Zentrum vum der Stad ze kréien. Et ginn also esou nei Entréepunkten an d'Haaptstad uegebueden, déi eng besser Verdeelung vun de Voyageuren erméiglechen, an d'Kadenz vun den Zich gëtt jo och wesentlech verbessert.

D'Voyageuren aus dem Norden, Osten, Süden a Weste mat dem Zuch an d'Haaptstad, déi mussen also net méi alleguer op der iwwerlaaschter Zentralgare erausklammen, mä hunn aner Méiglechkeeten, fir méi schnell op déi Plaz ze kommen, wou se schaffen oder hiwëllen. An dat gëllt och fir d'Grenzgänger.

An de leschte Jore sinn och grouss Investitiounen an d'Infrastruktur vum Eisebunnnetz getäteg ginn - de Roland Schreiner huet schonn drop higewisen -, an de Fierpark ass och zu engem groussen Deel erneiert ginn, fir eng méi grouss Sécherheet an Zuchverkéier ze kréien, fir d'Capacitéit ze verbesseren op deene verschiddene Linnen, grad esou wéi de Confort vun de Leit. Déi nei Lokomotiven an déi nei Ween an Automotricé mat zwee Stäck hu wesentlech Verbesserung bruecht an, ech mengen, si sinn och gutt bei de Leit ukomm.

Um nationalen an um grenziwwerscheidenden Niveau muss de Bus dann och eng komplementär Roll zum Zuch spillen. De Bus ass iwwerregens dat am meeschte benotzt öffentliche Transportmittel. Regional Busser mussen d'Accessibilitéit vun deene Géigenden ofsécheren, wou keen Zuch fiert. Si féieren d'Leit op déi nächst Gare, fir do können den Zuch ze huelen, oder, wann dat net méiglech ass, da

fueren se als Expressbus op den Haaptachse bis an d'Haaptstad, an dat och ëmmer méi grenziwwerscheidend.

Bei de Busser, déi an d'Haaptstad fueren, stellt sech haut deen nämlechte Problem wéi beim Zuch. Et gëtt nëmme zwee Entréepunkte fir d'Busser an d'Haaptstad, nämlech d'Zentralgare an den Hamilius, a vill Busser fueren an iwwert deen nämlechten Trajet. Dat féiert natierlech zu enger grousser Saturatioun vun dësen Entréepunkten an den Achsen, déi se matenee verbannen. A bei wuessendem Busverkéier gëtt dës Situatioun ëmmer méi ontragbar, an do muss also eppes anescht gemaach ginn.

Dofir ass och eng Ännerung vum Busverkéier onémgänglech an och do ass grad ewéi beim Zuch eng polyzentresch Desserte déi eenzeg Léisung. Niewent deenen dräi scho genannte multimodalen Échange-pôles, déi en Accès zum Zuch ginn, gi weider Échange-pôles geschaf fir den Émstieg vum Bus oder Auto op den Tram oder souguer op déi tangentiell Buslinnen, déi geschaf ginn a wou jo och scho verschidde Stroossen amgaange si gebaut ze ginn. Dës tangentiell Buslinnen, déi féieren dann direkt an déi Haaptstadzentren.

De Minister Claude Wiseler huet an dëser Hissiicht - an ech mengen, dat muss een unerkennen - vill realiséiert, villes an d'Haaptstad geleeet. Mir soen him dofir Merci fir säin Asaz a säi Courage. Mä ech wëll em och virun allem Merci soe fir seng Bereetschaft, fir der Chamber an och der Nohaltegkeetskommissioun ëmmer all relevant Informatiounen ze ginn an ëmmer oppen ze sinn, fir dorüwer ze diskutéieren. Ech sinn iwwerzeugt, datt haut och dat nämlechte wäert de Fall sinn.

Mä vu d'Gréisst vum eise Land ass et awer net méiglech, e Mobilitéitskonzept autark auszeschaffen, ofgekoppelt vun de Realitéiten, déi eis émginn. Et ass deemno net verwonderlech, datt och déi grenziwwerscheidend Mobilitéit am Mëttelpunkt vun der Politik vun eise Minister steet oder och muss stoen. Den Enthusiasmus vun eise Minister setzt awer och - an et ass scho gesot ginn - d'Bereetschaft vun eisen Nopeschregiounen, vun eisen Nopeschlänneren viraus, och eppes an eis Richtung wellen ze ënnerechen an och do gewësse Prioritéiten ze setzen. An do muss een zougeseen, datt dat net ëmmer esou geschitt, wéi een dat gären hätt, obscho munch Accorde mat eisen Nopeschlänneren gemaach gi sinn.

Schon an de Joren 2008, 2009 gouf mat eise franséschen Noperen en éischte SMOT, also e Schéma stratégique de mobilité transfrontalière, ënnerschrifwen, dat heescht e politeschen Accord, fir iwwer eng Etüd d'Verkéierssituatioun tëschent Lëtzebuerg an der Lorraine ze analyséieren. An ech wëll hei drun erënnere, datt mir fir dës Initiativ och vun der Europäescher Union priméiert gi sinn.

D'Zil vum SMOT ass et, op verschiddenen Échéancen hin de Prozentsaz vum öffentliche Verkéier am Gesamtverkéiersopkommen an d'Luucht ze setzen. Fir d'Joer 2015 ass also an der Relatioun mat der Lorraine en „modal split“ vu 15% virgesinn, fir d'Joer 2020 ee vun 20% a fir d'Joer 2030 ee vu 25%.

Et ass kloer, datt dat net esou einfach ass, datt dat net vun haut op muer geet. Mä ech mengen, de Wëlle misst op deenen zwou Säiten do sinn, fir ze kucken dat, wat ënnerschrifwe ginn ass, och lues a lues ze realiséieren. Eng éischt konkret Pist an där Hissiicht gouf schonn an d'Haaptstad geleeet mam Ausbau vun der A31 Metz-Thionville-Lëtzebuerg. Ech weess, datt net jiddwereen dovunner begescht ass, mä fir déi éischte, déi d'Nohaltegkeet vun dësem Projet a Fro stellen, sief bemerkt, datt dës zousätzlech drétt Bunn fir den öffentliche Transport respektiv fir Leit, déi Carsharing bedriewen, reservéiert ass.

Déi zweet Phas am Ausbau vun der Zuchlinn Lëtzebuerg-Péiteng, déi jo ganz wichteg ass, ass ënner anere Resultat vum dëser gemeinsamer Etüd. Och duerch aner Projete soll d'Capacitéit op der Schinn an d'Luucht gesat ginn. Esou ass zum Beispill virgesinn, d'Streck vu Rodange op déi franséisch Grenz duebelgleyseg ze maachen. Och gëtt gekuckt, datt mer duerch eisen TGV-Utschloss besser Verbindungen op Stroosbuerg kréien. Do lafe Gespräicher mat de franséschen Autoritéiten, a vun Dezember 2016 u soll et am Prinzip véier Aller-retoure pro Dag mam TGV op Stroosbuerg ginn, mat enger Fuerzäit vum enger Stonn 25 Minuten. Haut bedréit déi zwou Stonnen an 30 Minuten; also eng ganz wesentlech Verbesserung fir eis Verbindung mat Stroosbuerg.

Dee wichtigste Projet ass awer ouni Zweifel - dat huet de Roland Schreiner och gesot - déi nei Duebelgleysegkeet op der Streck Lëtzebuerg-Beetebuerg, wou mer nei a méi Capacitéiten kréien, fir d'Leit aus Frankräich an d'Land an erop dann an d'Haaptstad ze bréngen. De Virdeel vun dëser Duebelgleysegkeet ass nieft der Erhéijung vun der Capacitéit eng verkierzt

Reesdauer. D'Fierdegstellung vun dësem Chantier ass, mengen ech, fir d'Joer 2021 programmiert. Den Här Minister kann eis vläicht soen, ob déi Programmierung och kann aagehale ginn.

Ech wëll och drun erënnere, datt et haut sechs Aller-retoure pro Dag mam TGV op Paräis gëtt. Déi Verbindungen hunn e ganz groussen Zousproch. An duerch de Bau vun engem neie fënefte Quai wäert vum 2018, 2019 un och d'Transportcapacitéit kënnen wesentlech erhéicht ginn. Dësen neie Quai soll nämlech d'Zirkulatioun vum duebelstäckegen Automotricen an Dräierkompositioun - haut ass dat an duebler - erlaben, wouduerch an de Spëtzestonnen d'Capacitéit vu Leit em ronn een Drëttel kann erhéicht ginn.

Dat ass zwar alles nach e bessen Zukunftsmusek a soll an deenen nächste Jore geschéien, mä et dierf een awer och net verkennen an et muss een och unerkennen, datt schonn an der Vergaangeneit vill beim grenziwwerscheidenden Transport mat Frankräich ënnerechen gouf. Nieft der Schafung vun neie Buslinne gëtt zum Beispill net a méi confortabel Zuchmaterial agesat. Dann hu mer och nach d'Réouverture vun der Linn Lonkech-Belval-Diddenewen mat véier Aller-retouren den Dag.

Fir d'Kooperatioun mat de franséschen Autoritéiten ofzeschlëssen, sief och nach op de GECT, de Groupement européen de coopération transfrontalière Uelzecht-Belval, verwisen. Dës Initiativ regruppéiert jo Gemengen, déi sech an der grenziwwerscheidender Agglomeration Esch/Uelzecht befannen, souwéi och déi iwwerkommunal Autoritéiten. Et soll versicht ginn, zesammen dës Secteur, dee sech jo souwuel op Lëtzebuergeschem wéi och op franséschem Territoire befënt, ze entwéckelen, och a Saachen öffentliche Transport. An an dësem Zusammenhang wëllt ech och op d'Liaison Micheville verweisen, där mir eng grous Prioritéit bäimoossen an déi fir d'Entwécklung vum Site Belval an der ganzer Agglomeration ouni Zweifel ganz wichteg ass.

Och mat eisen däitschen Noperen ass e SMOT um Instanzwee. De Minister huet eis an der Kommissioun dorüwer bericht. Dee soll derfir suergen, datt mat Hëllef vun enger adequater Bus-, Zuch- a Parkingsoffer de Pendlerverkéier soll verbessert ginn.

Um Sommet vun der Groussregioun, deen am Januar vun dësem Joer zu Pont-à-Mousson stattfonnt huet, gouf elo scho festgehale, datt d'Streck Lëtzebuerg-Tréier am Sënn vu méi Nohaltegkeet verbessert muss ginn. Dat heescht a Saache Schinneverkéier, datt d'Zuchstreck Lëtzebuerg-Tréier-Koblentz ausgebaut gëtt. Weider Investitiounen gi getäteg an, et ass scho gesot ginn, de Lëtzebuerg Stat leet zum Beispill aacht Milliounen bäi fir d'Duebelgleysegkeet op däitscher Säit fir d'Streck tëschent Igel an Igel-West. Domadder kënnen mer d'Offer an den Accès a Richtung Koblenz an Tréier wesentlech verbesseren an d'ailleurs: Iwwert dës Projet wäerte mer d'nächst Woch hei an der Chamber méi am Detail diskutéieren.

Dat erméiglecht och, de Rheinland-Pfalz-Takt anzefiere vum 1. Januar 2015 un, deen eng wesentlech Verbesserung tëschent Lëtzebuerg, Tréier a Koblenz iwwert den Zuch mat sech bréngt.

An dann nach en anere Projet, deen e bessen an de Vergiess gerode war, mä ech mengen, deen och net onwichtig ass, fir de Pendlerverkéier op Lëtzebuerg ze verbesseren, dat ass déi Tréierer Weststreck am lénken Ufer vun der Muser. Si misst och erëm fir de Persouneverkéier aktivéiert ginn am Intérêt vun engem besseren öffentliche Transport, wéi gesot, als Ugebot fir d'Pendler aus dësem Raum. An ech weess, datt de Minister Wiseler och amgaangen ass, mat den däitschen Autoritéiten, besonnesch deenen aus Rheinland-Pfalz, dorüwer ze diskutéieren, well anscheinend de Bundesverkehrsminister net ofgeneigt ass, esou Saachen erëm an d'Haaptstad ze leeden. Mä da muss natierlech d'Initiativ vun eiser Nopeschregierung aus Rheinland-Pfalz ausgoen.

Wat de Stroosseverkéier ubelaangt, wier et wichteg, datt de Moselaufstieg, vun deem mer schonn esou laang schwätze fir d'Entlaaschtung vun den Dierfer op der däitscher Säit an och vu Waasserbëlleg, datt dee géif endlich realiséiert ginn. A fir d'Entlaaschtung vun de Lëtzebuerg Museluertschaften ass och eng nei Muselbréck zu Mervert am Gespréich. Et ass eng Étude de faisabilitéit fir dës Bréck amgaangen.

Et kann ee festhalen och, datt mer an de leschte Joren - zéng Joer, géif ech soen - ron 150 Milliounen Euro investéiert hunn an d'Modernisierung vun der Zuchstreck Lëtzebuerg-Waas-

serbëlleg, an et wäerten an den nächste Jore 400 Milliounen Euro derbäikomme fir den Aménagement vum Norddeel vun der Gare Lëtzebuerg, den neie Viaduc op der Polvermillen an och d'Duebelgleisegkeet tëschent der Polvermillen an dem Arrêt Sandweiler-Conteur.

Och muss ee soen, dass d'CFL mëttlerweil Strecken an Däitschland bedéngt, zum Beispill op Wittlich oder Cochem, déi d'Deutsche Bahn an der Vergaangenheet wéinst Käschten- a Rentabilitéitsgrënn agestallt huet. Den däitsche Grenzgänger ginn iwwerengs och 13 verschidde grenziwwerschneidende Busverbindungen dagdeeglech ugebueden, wat also och misst de Pendlervérkéier iwwert den öffentlechen Transport verbesseren.

Nohuelbedarf gëtt et ganz sécher a Richtung Saarbrécken, dat ass ugeschnidde ginn. Mir hunn dofir keng direkt Zuchverbindung, wat bedauerlech ass, well vu Saarbrécken aus een am Fong en direkten Accès géif kréien op déi däitsch ICEen op Mannheim, Stuttgart, München enner anerem. Mä hei huet de Minister awer och grouss Efforte gemaach, fir d'Verbindung tëschent Lëtzebuerg a Saarbrécken wesentlech ze verbesseren, andeem en Expressbus agesat ginn ass, deen déi zwou Stied mëttlerweil 13-mol pro Dag verbënnt an enger Fuerzäit vu 75 Minuten, wat awer plus ou moins akzeptabel ass.

Schliesslech, bei eise Belschen Noperen, do gouf en Accord am Januar vun deem Joer ënnerschriwwen. Dese SMOT, deen zu 50% vum Lëtzebuerger Stat finanziert gëtt, soll och konkret Moosname bréngen, wéi de grenziwwerschneidende Verkéier méi effikass gestalt ka ginn.

Um Niveau vum Schinneverkéier konnte verschidde Strécken nëmme mat Hëllef vu lëtzebuerger Finanzsprëtze gerett ginn, esou zum Beispill d'Linn tëschent Gouvy a Rivage, vun där scho geschwat ginn ass, wou mer mat 3,7 Milliounen gehollef hunn. Och fir d'Reouverture vun der Linn Virton-Rodange, Rodange-Athus-Arel souwéi fir d'Erneuerung vun de Gare Aubange, Hалань a Messancy hu mer 1,5 Milliounen bäigesteiert.

Wichtig fir Lëtzebuerg, mengen ech, ass awer virun allem d'Verbesserung vun der Streck Lëtzebuerg-Bréissel. D'Exploitation vun dëser Streck, déi weist grouss Mängel op. Op der Lëtzebuerger Säit, muss een zwar soen, si ganz vill Efforte gemaach ginn, fir d'Streck vu Lëtzebuerg op Klengbetten ze moderniséieren. Si gëtt reelektrifizéiert. Den Tracé gëtt verbessert, fir d'Vitesse kënnen ze erhéijen, an dat am Kader vun dem Projet Eurocap-Rail. Et wier elo un de Belschen Autoritéiten, och op hirer Säit déi néidege Investitioune méiglechst schnell ze realiséieren, an ech hoffen, dass net do erëm Versuch kënn, wéi dat schonn ugedeit ginn ass.

Suerge maache mer eis och iwwert d'Streck Lëtzebuerg-Léck, gradesou wéi de Roland Schreiner dat och scho gesot huet, wou d'Investitiounen op der Belscher Säit och ganz onzefriddestellend sinn.

Déi verschidde SMOTen, Initiative wéi de GECT, mä och d'Somme vum der Groussregion sinn de Beweis, dass de Minister Wiseler de MoDu net als Léisung u sech gesäit, mä dass en dat als e Puzzelstück vun engem Ganze gesäit, wou och d'Nopeschregioune mussen a solle matspillen a matplangen.

D'Verkéiersplanung ka sech net nëmmen op Lëtzebuerg beschränken. Mir maachen dat d'ailleurs och net. Preuen hunn ech elo grad eng ganz Rei opgefouert, an de Minister, sinn ech mer sécher, huet och nach vill méi eng laang Lëscht wéi ech elo hei gesot hu vu Projete, déi an nächster Zukunft wäerten ëmgesat ginn am Beräich vun der grenziwwerschneidender Mobilitéit. E kann eis och sécher d'Prioritéitssetzung vun eiser Regierung, och vun deenen aus der Groussregion matdeelen. Mir hoffen natierlech, dass déi dann och à terme politesch matgedroe ginn.

Ech zweifelen do net un der Standfestegkeet vun eise Minister an eiser Regierung, mä eischter un de finanziellen Ererausforderungen, déi sech fir eis Nopeschregioune an deem Zesammenhang stellen, an ech hoffen, wéi gesot, dass se Wäert drop leeën, och de Verbindungen no Lëtzebuerg eng gréisser Prioritéit ze ginn, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Meng Zweifeler sinn och net vun ongeféier. Ech mengen, et ass schonn drop higewise ginn, dass d'Streck Gouvy-Rivage erëm a Fro gestallt ass, d'Pérennitéit vun dëser Streck, dass d'SNCB och schonn ugekënnegt huet, si géif d'Investitiounen op der Streck Bréissel-Namur-Arel nei

iwwerdenken. Ech hoffen, dass dat zum Bessere soll féieren an net zum Schlechtere.

Dës zwou Beispiller beweisen, dass nieft deem, wat schonn alles réusséiert ass, mer net à l'écart si vu gewëssenen Hiobsbotschaften, wou eben dann och eis Projete iergendwéi erëm e bësse retardéiert ginn. Well och mir kënnen net méi, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, mir näächt dir näächt hei an do erëm eng Millioune oder e puer Millioune bäileeën, fir virunzokommen. Och mir mussen eis Budgetsconsolidéierung weiderféieren.

Här President - oder Madame Presidentin, pardon -, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeen, ech deelen d'Aschätzung vun deenen, déi sech zu Wuert gemellt hunn an dëser Problematik, zum Beispill den OGB-L an de Mouvéco, och den LCGB. Et ass ouni Zweifel wichtig, dass mer eis besser an Zukunft ofstëmme mat de politesche Responsabelen an der Groussregion.

Vun eiser Säit aus ass ganz kloer de Wëllen do, fir um Plang vun der Mobilitéit nohalteg Léisungen ze fanne mat eise Noperen zuesammen, an déi Haaptzich vun eise MoDu-Konzept, déi kënnen och fir d'Groussregion de Paradigmewissel bedeiten.

Ech kann aus Zäitgrënn net weider agoen op weider Konzepter, déi sollen zu enger besserer Utilisation vum öffentleche grenziwwerschneidende Verkéier féieren, wéi zum Beispill dat grenziwwerschneidend Konzept vum Park & Ride, wat soll d'Leit esou schnell an esou séier wéi méiglech vum hirem Lieu de départ opfänken, fir dass se den öffentlechen Transport duerno huelen, iwwert den „M-Pass“ fir d'Studenten a Betriber, wou mer nach de Moien an der Kommissioun Rieds haten, oder iwwert d'Utilisation vun der Telematik, fir als grenziwwerschneidenden an effikase Vecteur vun der Mobilitétsketten anzusetzen.

Mä mir kënnen awer och elo net, géif ech soen, ëmmer nees op d'Nopere waarden, fir eng gutt Zesummenaarbecht ze hunn. Ech mengen, et ass wichtig, dass mer an eise Efforte weiderfueren, dass mer do net noloossen, do wou Aktiounen vu béide Säite gewollt sinn; doru mussen mer prioritär schaffen. Mä wann eng Säit net wëllt matzéien, mengen ech, dierfe mer eis eise Handlungsspillraum awer net huelle loosse a mer mussen konsequent och weiderfueren an der Realisation vun eise Konzept.

D'CSV ass op jidde Fall ganz zouversichtlech, dass mir am Beräich vun der grenziwwerschneidender Mobilitéit och an den nächste Jore weider Fortschritte wäerte maachen, am Sinn vun méi Nohaltegkeet a vun enger Mobilitéit ouni Grenzen, an ech soen lech Merci fir d'No-lauchteren.

Plusieurs voix. - Très bien!

Mme la Présidente. - Merci, Här Boden. Et wier dann um nächsten agedroene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Fernand Etgen. An Dir hutt och dann direkt d'Wuert, Här Etgen.

M. Fernand Etgen (DP). - Merci, Madame Presidentin. Kolleginnen a Kollegeen, en Europa ouni Grenzen, en Europa, wou d'Bierger sech fräi kënnen bewegen, wou si d'Plaz, wou se wunnen, an hir Aarbechtsplaz fräi kënnen wäelen, dat ass ëmmer nees dat, wat een an de Sonndesrieden iwwer Europa héiert.

Mä wéi gesäit dann d'Realitéit aus? Zënter Woche mussen d'Leit, déi mam Zuch aus der Belsch op Lëtzebuerg wëlle kommen, zu Arel an de Bus ëmklammen, well een neie Bremssystem vun der SNCB zu Lëtzebuerg nach net homologéiert ass! A Leit, déi hiren Auto all Dag um iwwerfällte Park & Ride-Parking zu Waasserbëlleg ofstellen, mussen dann owes, wa se zrëckkommen, feststellen, dass se e Protokoll krëtt hunn.

Derbäi kënn, dass bal all Dag Dausende vu Leit op eise Autobunnen am Stau stinn: en - zumindest an de Spëtzestonnen - total iwwerlaascht Autobunnsnetz, dat bei deem geréngsten Tëscheffall quasi direkt kollabéiert. Wat an all dëse Stonne fir en negativen Impakt dat op eis Ëmwelt a Wirtschaft huet, muss ee wuel kengem extra verdäitlen. Dat ass an e puer Beispiller d'Realitéit am Joer 2013 vun der grenziwwerschneidender Mobilitéit zu Lëtzebuerg.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Elo kann ee gäre soen, dass ech nëmmen déi negativ Beispiller opgezielt hätt. Dat ass sécherlech net falsch. Et gëtt duerchaus och eng Rei positiv Aspekter, mä et sinn awer nun eemol grad déi Saachen, déi net oder nëmme schlecht funktionéieren, déi zum Beispill dozou bäidroen, dass d'Leit net oder net méi mam Zuch oder mam Bus fueren an nees op den Auto zrëckgräifen.

Déi aktuell Organisatioun vun dem grenziwwerschneidenden Transport an der Groussregion

mécht dësen éischer fir vill potenziell Clienté problematesch an onattraktiv. Wann een an engem klengen Duerf an der Grenzregioun wunnt an et schafft een zu Lëtzebuerg net direkt an der Stad, da sinn Trajete vun zwou bis dräi Stonne keng Seltenheet!

Här President, Madame Presidentin... Ah, et ass erëm en Här President.

M. le Président. - Den Här President ass erëm do, Här Etgen.

M. Fernand Etgen (DP). - Jo. Fir d'Demokratesch Partei ass e gutt funktionéierende grenziwwerschneidenden öffentlechen Transport e Must, an dat an e puer Häsichten. E gudden öffentlechen Transport, an ech mengen domadder virun allem deen iwwer eis Grenzen eraus, ass en entscheidend Element fir d'Aschätzung vun der Liewensqualität. Vill Etüde weisen, dass d'Attraktivitéit vun dem Transport vum Wunnen op d'Schaffen e wichtige Facteur a puncto Liewensqualität duerstelt. De Contraire ass awer och de Fall: Ze laang an ze komplizéiert Trajete hunn en direkten negativen Afloss op d'Aschätzung vun der eegener Liewensqualität.

E gudden öffentlechen Transport ass e wichteg Element fir déi zukünftige wirtschaftlech Entwécklung. Grad bei deene sougenannten „sanften Standortfaktoren“, déi an enger globaliséierter Economie ëmmer méi wichtig ginn, spillt d'Qualitéit vum öffentlechen Transport eng ganz grouss Roll.

E gudden öffentlechen Transport ass e Must a puncto Klima- an Naturschutz. Den Transport, virun allem den Individualverkéier, ass ee vun den Haaptverursacher vun den CO₂-Emissiounen. Hei besteet also e grouss Reduktionspotenzial. Wa mer déi ambitiösi Klimaziler wëllen erreichen, zu deene mer eis um internationalen Niveau verpflichtet hunn, da mussen mer zwéngend un der Verbesserung vun der Offer am öffentlechen Transport schaffen.

Här President, 2011 huet d'Regierung an der Persoun vum Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler hiert Mobilitétskonzept MoDu virgestallt. Bedauerlecherweis féint een awer an deem Konzept keng kohärent an innovativ Léisungen, fir déi grenziwwerschneidende Mobilitéit och kuerzfristeg ze verbesseren. Viru ronn engem Joer hunn de Mouvement écologique an den OGB-L ee gemeinsame Positionspabeier a puncto grenziwwerschneidenden Transport erausginn. Dat Ganzt liest sech wéi eng To-do-Lëscht fir d'Regierung. De Pabeier beschränkt sech allerdings net nëmmen, an dat mécht en esou interessant, op d'Kritik, mä et ginn och ganz konkret a ganz pragmatesch Léisungsvorschläge opgefouert.

Et ass sécherlech net einfach, fir de grenziwwerschneidenden öffentlechen Transport séier a gutt ze verbesseren, eleng schonn nëmmen, wann een d'Unzuel vun deenen einzelnen Acteuren an deene verschidde Länner kuckt: onzieleg Ministèren an Administratioune, souwuel um nationale wéi um regionalen Niveau, national Eisebunns-Gesellschaften, verschidde regional oder national Verkéiersverbänn, Planungskommissiounen, Gemengen an, an.

Eng Saach steet fir eis awer fest: Eng Verbesserung vun der aktueller Situatioun kann een, niewent deem néidege politesche Wëlle vun allen Acteuren, nëmmen erreichen, wann een d'Benotzer, souwuel déi aktuell wéi och déi potenziell, mat an d'Planungen abënn. Et muss een nämlech aktuell feststellen, dass esou eng Konsultatioun vun de Passagéier um grenziwwerschneidenden Niveau net existéiert.

E puer Beispiller, fir d'Situatioun ze illustréieren: Zu Saarbrécken klappen d'Horairé vun der Saarbahn net mat dem Horaire vun der Busverbindung iwwereneen. Op der Linn Lëtzebuerg-Léck hält zu Vielsalm deen éischer Zuch a Richtung Lëtzebuerg ëm 8.42 Auer, ëm 9.45 Auer ass en an der Stad. Wat fir e Grenzgänger soll sech bei esou engem Horaire incitéiert fillen, fir mam Zuch schaffen ze fueren? Déi beträffe Leit fueren also elo all Dag mam Auto op Elwen an huelen do den Zuch.

Woubäi mer bei engem anere Problem wäeren: Ganz vill Grenzgänger komme bis op Lëtzebuerg a parken dann d'Uertschaften zou. Et geet net nëmmen duer, d'Leit zu Lëtzebuerg op Opfangparkingen ze kréien, et muss och e Parking gemaach ginn um Terminus vun der Streck, also esou no wéi méiglech bei de Leit selwer. Do dernieft muss een déi grenziwwerschneidende Tariffer esou interessant gestalten, dass d'Leit och op den öffentlechen Transport ëmklammen.

Här President, ech wëll kuerz op déi grenziwwerschneidende Zuchverbindunge respektiv op d'Zuchlinnen, déi fir de Grenzverkéier wichtig sinn, agoen. Un alleréischer Plaz steet do d'Fro vun de Capacitéiten. An deem Zesammenhang stellt sech notament d'Fro vun der Streck Beetebuerg-Stad Lëtzebuerg. A senger

Qualitéit als Transportminister hat den Henri Grethen dës Streck schonn ufanks den 2000er Jore mat „mobilitéit.lu“ an d'Viséier geholl. Deemools war gesot ginn, dass déi Streck misst dédoubléiert ginn. Schon deemools waren op deem vill befuerene Streckenabschnitt Engpäss festgestallt ginn. An an all de Jore bis haut ass awer näächt Konkretes um Terrain geschitt! Mir hunn also hei nach ëmmer déiselwecht limitéiert Schinnecapacitéit.

Ee Wuert zur Streck op Péiteng. Dese Projet war geduecht an der Optik, fir eng Achs ze hunn, déi sech géif integréieren an den internationale Güterverkéier tëscht der Belsch a Frankräich. D'Aarbechten hu leider duebel esou vill Zäit an Usproch geholl wéi virgesinn, respektiv d'Aarbechte sinn zu engem Deel nach net ofgeschloss.

Fazit: Do, wou ee relativ séier d'Aarbecht hätt kënnen maachen, dat heescht op der Streck Beetebuerg-Lëtzebuerg, ass näächt geschitt. An do, wou et ëmsou méi komplizéiert war, also d'Streck bis op Péiteng, ass et nëmme ganz lues virugaangen.

M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures. - Ech wëll just soen, Här Etgen, dass mer am Dezember en aneren Horaire agefouert hunn, wou mer vu 56 Zich op 107 eropgefuert sinn! Dir kënn zwar soen, et ass näächt geschitt an et ass net schnell genuch gaangen, ech wëll awer just lech d'Faite soen.

Une voix. - Très bien!

M. Fernand Etgen (DP). - Mir freeën eis doriwwer, Här Minister. Bon, mir hunn awer bei enger ganzer Rei Problematiken - vläicht dann net an aller Tragweid bei där doten - vill Zäit verluer, ouni dass et awer zu wesentleche Verbesserungen am Hibléck op de Grenzverkéier jiddefalls komm ass.

Op der däitscher Säit huet Lëtzebuerg den Ausbau vun engem Deelstück Tréier-Lëtzebuerg op der däitscher Säit finanziert. Deenächst, an der nächster Woch, wäerte mer an der Chamber hei iwwert de Projet de loi ofstëmme, mat deem de weideren Ausbau vun dëser Streck tëscht Igel an Igel-West wäert finanziert ginn. Prinzipiell, mengen ech, kann ee festhalen, dass d'Streck a Richtung Tréier da wäert gutt funktionéieren.

Op der Streck fir an d'Belsch, notament wat d'Nordstreck ugeet, ass et jo bekanntlech esou, dass et ëmmer nees heescht, dass déi vu Belscher Säit aus soll zougemaach ginn. Lëtzebuerg huet allerdéngs vira Joren net nëmme vill an dësem Deel vun dëser Streck investéiert, mä och deenen zoustännege Belschen Autoritéite Suen zoukomme gelooss, fir déi Streck op Belscher Säit weiderhin ze assuréieren. Elo soll se dann awer zougemaach ginn. An deem Kontext stellt sech d'Fro, ob mir, ob d'CFL net solle bis an d'Belsch erafueren. Et ass iwwerengs, mengen Informatiounen no, ni e Konzept gemaach ginn, fir de Verkéier op dëser Streck ze revaloriséieren.

Här President, grenziwwerschneidend Mobilitéit bedeit fir eis awer net nëmmen den aldeegleche klengen Grenzverkéier. Et géllt och, d'Ubannung vu Lëtzebuerg un déi grouss international Zuchlinnen, un de Réseau vun TGV, ICE, Thalys an esou weider am A ze behalen. Ofgesi vun der TGV-Verbindung Lëtzebuerg-Paräis, déi sech an deene leschte Joren net nëmme vill an dësem Deel vun dëser Streck investéiert, mä och deenen zoustännege Belschen Autoritéite Suen zoukomme gelooss, fir déi Streck op Belscher Säit weiderhin ze assuréieren. Elo soll se dann awer zougemaach ginn. An deem Kontext stellt sech d'Fro, ob mir, ob d'CFL net solle bis an d'Belsch erafueren. Et ass iwwerengs, mengen Informatiounen no, ni e Konzept gemaach ginn, fir de Verkéier op dëser Streck ze revaloriséieren.

Här President, grenziwwerschneidend Mobilitéit bedeit fir eis awer net nëmmen den aldeegleche klengen Grenzverkéier. Et géllt och, d'Ubannung vu Lëtzebuerg un déi grouss international Zuchlinnen, un de Réseau vun TGV, ICE, Thalys an esou weider am A ze behalen. Ofgesi vun der TGV-Verbindung Lëtzebuerg-Paräis, déi sech an deene leschte Joren net nëmme vill an dësem Deel vun dëser Streck investéiert, mä och deenen zoustännege Belschen Autoritéite Suen zoukomme gelooss, fir déi Streck op Belscher Säit weiderhin ze assuréieren. Elo soll se dann awer zougemaach ginn. An deem Kontext stellt sech d'Fro, ob mir, ob d'CFL net solle bis an d'Belsch erafueren. Et ass iwwerengs, mengen Informatiounen no, ni e Konzept gemaach ginn, fir de Verkéier op dëser Streck ze revaloriséieren.

Och wat d'Ubannung u Léck an domadder un de Réseau vun Thalys ugeet, gëtt et eiser Meinung no nach Verbesserungspotenzial. Am Oktober 2011 hat den zoustännege Minister op eng entsprecheend parlamentaresch Fro vu mengem Kolleg André Bauler geäntwert, dass déi niddreg Frequentatioun vun der Linn Lëtzebuerg-Gouvy iwwer Gouvy eraus keng ständlech Verbindung op Léck géif justifiéieren. Dat mag richtig sinn, mä wa keng Offer do ass, kann een och keng Demande schafen. Vlächcht sollt een dës Décision nach eng kéier zuesomme mat deene Belsche Kollegeen iwwerdenken.

D'Ubannung un den däitsche Réseau vun de Schnellzich ass net gutt, fir net ze soe schlecht! Vun Tréier aus geet guer keng schnell Verbindung méi fort. Déi eenzeg ICE-Verbindung vun Tréier op Berlin gouf vun der däitscher Bunn nees ofgeschafft. Saarbrécken ass dogéint relativ gutt un den ICE- an TGV-Réseau

ugebinnen. Allerdéngs ass et eng hallef Weltrees, fir mam Zuch vu Lëtzebuerg op Saarbrücken ze kommen. Eng direkt Schinnenubannung un d' Saarland daucht ëmmer nees, wéi d' Monster vu Loch Ness, an de Sondesrieden op, fir dann awer, genau wéi dat Monster, nees spurlos ze verschwannen!

Sécherlech sinn dës Problemer net vu Lëtzebuerg Säit aus ze léisen. Mir sinn och net schold un dëse Problemer. An awer, och am Hëllef op d' Attraktivitéit vu Lëtzebuerg als Wirtschaftsstanduert, muss een dës Verbindungen ausbauen. Als national an europäesch Hauptstadt kënnen mir eis et net erlaben, net un déi grouss international Zuchréseauen ugebinnen ze sinn.

Här President, sécherlech kënnen mir als Land net alles eleng maachen, wann et ëm d' Verbesserung vun der grenzwirtschaftlicher Mobilitéit geet. Mir brauchen och d' Hëllef an d' Unterstützung, och um finanzielle Plang, vun eisen Noperen. An deem Sënn begrësse mir als DP och eng enk Kooperatioun mat eisen Nopeschlänner, wéi zum Beispill am SMOT, dem Schéma stratégique de mobilité transfrontalière, deen de Minister Wiseler am Januar mat sengem wallouneschen Homolog ënnerschriwen huet. Mir erwaarden eis, datt dësen Accord iwwer seng schéi Wieder eraus méiglechste séier konkret Verbesserung fir d' Grenzgänger mat sech bréngt.

Wann een nämlech e bëssen hannert d' Fassad vun dësem oder ähnlechen Accordo kuckt, da gesäit et oft net esou roseg ass wéi um Pabeier. Esou goufen zum Beispill am Zweifelfojersplang vun der belscher Eisbunn, deen vun 2013 bis 2025 leeft, vu 35 Prioritéiten an der Wallonie der grad emol dräi zrëckbehale!

An anere Wieder, mir kënnen zu Lëtzebuerg esou vill Effort maache wéi mer wëllen, wann eis Noperen net matzëien, kréie mer keng kohärent Approche hin. Grad an dëse wirtschaftlech schwierigen Zäiten, wou d' Länner mussen spueren, wou d' Budgete gekierzt ginn, ass et net nëmme wichteg, fir Prioritéiten ze definéieren, mä et mussen och nach déi richteg Prioritéit festgehale ginn.

Munches ass um Wee respektiv op de Schinnen, mä vill bleift nach ze maachen. Eng besser Abannung vun de Passagéier, eng geziilt Analys vun der Demande, Efforten um Niveau vun der Tarifkatioun, eng besser Ofstëmmung vun den Horairen, d' Kreatioun vun enger iwwerregionaler, grenzwirtschaftlicher Mobilitéitszentral, déi dee gesamte Grenzverkéier organiséiert, eng Aménagementspolitik um Niveau vun der Groussregioun, d' Emsetzung vun all den Infrastrukturprojeten, déi nach ausstinn, net zulescht dee vun dem Tram an der Stad, sinn nëmme e puer vun de méigleche Pisten, déi zu enger besser Offer a Qualitéit an der grenzwirtschaftlicher Mobilitéit kënnen féieren. Wa mer dëst alles ëmsetzen, da si mer um gudden Wee!

Ofschleissend wëll ech festhalen, datt fir d' Demokratesch Partei d' Glas a Saache grenzwirtschaftlicher Mobilitéit haut eischter hallef eidel wéi hallef voll ass. Et bleift nach vill ze dinn, wäit iwwert déi nächst Wahlen eraus. Et ass un eis, fir ze kucken, fir dat Glas méi voll ze kréien.

Ech soen lech Merci fir d' Nolauschteren, net ouni awer nach dem Kolleeg Roland Schreiner Merci ze soe fir d' Initiativ vun dëser Debatt.

► M. le Président. - Merci dem Här Etgen. An als nächst Riednerin ass d' Madame Josée Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d' Wuert.

► Mme Josée Lorsché (déi gréng). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi den Här Boden richteg gesot huet, ass dës Debatt net vu Muttwëll, mä d' Thema ass u sech nei. Schonn de Vertrag vun der Europäescher Wirtschaftsgemeinschaft aus dem Joer 1957 enthält Aussoen iwwer eng harmoniséiert an effikass europäesch Verkéierspolitik. De Bilan, deen een awer haut no iwwer 50 Joer zéie muss, ass net nëmme negativ, e läit allerdéngs wäit ënnert den Erwaardunge vun 1957.

Feelend politesch Prioritéiten, mangelhaft Zesummenaarbecht, Interesekonflikter tëscht de Länner hunn dozou gefouert, datt net genuch geschitt ass. Op ville Plaze sinn Engpässe entstanen. Engpass, déi d' Groussregioun a virun allem Lëtzebuerg massiv ze spiere kritt. Firwat? Well eis Land et trotz gutt gefüllte Kee-sen an der Vergaangenheet verpasst huet, eng réckstänneg Verkéiersinfrastruktur un de Wuesstum unzepassen.

Mam Wirtschaftswuesstum ass nämlech net nëmme d' Zuel vun de Grenzgänger massiv geklommen, och d' Bevëlkerung an eisem Land ass méi schnell gewuess wéi virausgesot, e Wuesstum, op deen net fréi genuch reagéiert ginn ass. Beispillsweis hunn d' Prognosen, déi am Kader vum IVL fir d' Joren 2001 bis 2020 opgestallt gi sinn, schonn 2008 net méi der Realitéit entsprochen!

De Wirtschaftsboom huet dozou gefouert, datt eisen Aarbechtsmaart, trotz dem Bevëlkerungswuesstum, op véiermol méi Frontalieren ugewisen ass wéi nach am Joer 1990, Frontalieren, déi Dag fir Dag grouss Strecken zrëckleeën an zu 90% mam Privatauto fieren. Déi negativ Konsequenzen op eis Ëmwelt si bekannt. Bei der Presentatioun vum CO₂-Reduktionsplang huet den delegéierten Ëmweltminister d' Zuelen op den Dësch geluecht. Et sinn Zuelen, déi kloer beweisen, datt de Verkéier an eisem Land eng Schlüsselroll am Klimaschutz spillt a spille muss.

D' Argument vum Wirtschaftsminister, datt den Tanktourismus eis CO₂-Bilanz verfälscht, well vill CO₂-Emissiounen an d' Ausland exportéiert ginn, lenkt um eigentleche Problem of. Den eigentleche Problem besteet doran, datt nach ëmmer vill ze vill Autoen an eist Land fieren an duerch eist Land fieren. Sporadesch Réckgänger vun den CO₂-Emissiounen sinn zum gréissten Deel op d' Emstrukturéierung vun der Stolindustrie a spéiderhin op d' Wirtschaftskrisen zrëckzuführen, net awer op en Emdenken a puncto Mobilitéit.

Haut geet et ëm d' Fro, wéi d' Verkéiersplanung an der Zukunft muss ausgesinn, fir d' Grenzregioun vum Privatverkéier ze entlaaschten an de Prozentsaz vum öffentlechen Transport a vun der doucer Mobilitéit ze erhéien. A wéi d' Politik vun der ganzer Regierung an Zukunft muss ausgesinn, fir eng nohaltig Entwécklung op nationalem a regionalem Plang ze erméiglechen.

Eis eischt Äntwert ass déi, datt d' Regierung méi Kohärenz a Konsequenz muss beweisen an datt d' Zesummenaarbecht mat den Nopeschlänner, de Gemengen, de Verwaltunge riets a lénks, de Betriber, de Sozialpartner an der Zivilgesellschaft verstärkt muss ginn. Wa Lëtzebuerg weiderhin eng Roll, eng Schlüsselroll an der Groussregioun wëllt spillen, däerf et net op d' Nopeschlänner waarden, mä Lëtzebuerg muss eng Virreiderroll iwwerhuelen. Wa mir, wéi um Sommet vun der Groussregioun, weiderhin als „Pôle supérieur de la Grande Région“ bezeichent wëlle ginn, da muss mer och Verantwortung fir deen Numm iwwerhuelen!

Dat heescht, d' Stad Lëtzebuerg net weiderhin als Nuebel vun der Welt unzegesinn, mä regional ze plangen an ze handelen, mat zum Beispill och der Planung vun engem Tram duerch de Süden. Verantwortung iwwerhuelen heescht awer och, der wirtschaftlecher an der ökologescher Realitéit an d' Aen ze kucken a sech fundamental mat der Fro um Wuesstum auseenenzesetzen. Eng Fro, déi bis elo nach kee Riedner op dëser Plaz opgeworf huet.

Am Kontext vum Wuesstum huet de Statec virun dräi Joer eng interessant Projektioun bis an d' Joer 2060 gemaach. D' Fachleit hunn de Wirtschaftswuesstum a Relatioun bruecht mat der Zuel vun de Grenzgänger, déi mir jee no Wuesstumsrat brauchen.

Et puer Zuelen aus der Etüd: E Wirtschaftswuesstum vun 3% bis zum Joer 2060, also déi Wuesstumsrat, op där d' Rentereform baséiert, wäert etwa 270.000 Frontalieren op Lëtzebuerg zéien. Dat sinn der duebel esou vill wéi am Joer 2010, wou 136.000 Pendler gezielt gi sinn. An et sinn 110.000 Pendler méi wéi haut, wou et der schonn 157.000 sinn. Wann awer dee magischen Zeenario antrëtt, deen de Wirtschaftsminister fir realistesch a richteg hält, nämlech e Wuesstum vu 4%, rechnet de Statec mat 415.000 bis 685.000 Pendler fir d' Joer 2060.

Här Minister, vu datt grouss Infrastrukturprojeten oft 10, 15 oder 20 Joer daueren, bis se ugeduecht, evaluéiert, accordéiert, geplangt a gebaut sinn, wëlle mir haut un lech wëssen, vu wéi engem Wuesstum Dir eigentlech ausgitt, wann Dir Är Projete plangt. Sinn et déi 3%, déi dem Här Minister vun der Sécurité sociale virschwiewen, oder déi 4%, déi den Här Etienne Schneider upellt? 1% méi oder manner, dat mécht ëmmerhin e groussen Ennerschied, wat d' Infrastrukture betrëfft, déi mer an Zukunft brauchen.

Eng aner Fro ass déi um „modal split“, deen beim MoDu op 25% fir den öffentlechen an ëmweltfrëndlechen Transport ugesat gëtt. Sinn déi geplangte Capacitéit vu Bus a Bunn an der Grenzregioun héich genuch, fir 25% vun de Pendler opzehuelen, och bei engem Wuesstum vu 4%? Anescht ausgedréckt: Wéi vill vun deenen 270.000 bis iwwer 500.000 Pendler gesitt Dir an Zukunft mam öffentlechen Transport op d' Aarbecht fieren, wëssend datt et haut just 10% sinn?

Ech nennen dës bombastesch Zuelen, well mer se net däerfen ignoréieren. Si sinn de Moosstaf, deen muss ugesat ginn, fir den Nohuelbedarf ze bestëmmen.

Déi néng Propositionen, déi an engem gemeinsamen Dokument vum Mouvement écologique an dem OGB-L festgehale gi sinn, weisen eng Rei Pisten op, déi mir integral ënnerstëtzen.

Ech kommen net drop zrëck. Si widderhuelen zu engem gudden Deel dat, wat déi heiteg Pensionnaire vun deene Gréngescho virun 30 Joer vertrauten hunn.

Eent vun de prioritären Ziler ass a bleift fir eis natierlech den Ausbau vun der Mobilitéit douce, den Ausbau vun den öffentlechen Verkéiersréseauen an d' Harmoniséierung vun de Fahrpläng. Well wat notzt et, mat 300 Stonnekilometer iwwer eng Neibaustreck ze rennen, wann een duerno 50 Minutten op den nächsten Uschloss muss waarden? Bei Verspéidunge misst et och méiglech sinn, d' Clienté schonn ab 30 Minutten a proportional zum Tarif ze entscheidegen, esou wéi dat schonn haut an Holland an a Schweden de Fall ass.

Grouss a vill Verspéidunge gëtt et virun allem op der Streck Lëtzebuerg-Bréissel, déi am Kontext vun dëser Debatt kee Musterbeispill ass, weder vun der Zesummenaarbecht mat der Belsch hier, nach vun de Prioritéiten hier, déi Lëtzebuerg an dëse Projete setzt. Mat enger Spuermoosnam vun 13 Milliounen Euro am Budget vun 2013 ass op dëser Streck e falsch Signal gesat ginn, ëmsou méi, wou et sech hei ëm eng vun de meeschtbefuerenen a wichtegste Strecken an d' Ausland handelt.

En anere Projet, deen eis Suerge mécht, ass dee vun dem Ausbau vun der A3 op dräi Spueren, mat just nuedendrun dem Ausbau vun der Eisbunn. An eisen Aen ass et weder en Zeeche vu Courage nach en Zeeche vu politescher Konsequenz, mä eischter en Zeeche vu jiddweringem wëlle gefalen, wann een am selwachten Tronçon gläichzäiteg an d' Schinennetz an an de Stroossebau investéiert. An deem Sënn kann ech dem Här Schreiner nëmme zoustëmmen.

déi gréng sinn och net Demandeur fir dësen Ausbau. Dat ëmsou manner, well d' A3 a Spëtzengzäite kee gréisser Problem schaaft. D' Tatsaach, datt d' Vitesse vun den Autoe mueres net bei 120 Kilometer läit, mä just bei 40 bis 60 Stonnekilometer, rechtfertegt nach laang keen Investissement vu 55 Milliounen, an dat just fir eng eischt Etapp, déi nach soll erweidert ginn an Zukunft.

Och d' Gefor vun Accidenter op där Streck ass an eisen Ae keen trëftege Grond. Accidenter duerch den Ausbau vu Stroossen oder duerch d' Zerféierung vu Bamaléien ze verhënneren, ass weder pädagogesch nach ökologesch vertretbar. Accidenter ginn duerch e Fuerverhale verhënner, wat de raimleche Gegebenheeten ugepasst ass.

Mir hätten och eng Fro dozou. An engem Interview gesichter am „Lëtzeburger Wort“ hutt Dir, Här Minister, drop higewisen, datt déi geplangte drëtt Spur op der A3 vu Busser a Fahrgemeinschaften genotzt ka ginn. Wat Dir net sot, ass, ob dës Spur ausschliesslech fir déi Benotzer virbehale ass oder net. Dofir géife mer lech déi Fro haut stellen.

Eis Fuerderung ass déi, konsequent an den Ausbau vun der Eisbunn ze investéieren an déi gespuerte 55 Milliounen an déi, déi nach hannendrunhängen, an d' Attraktivitéit vun de Garen ze investéieren, an hir Accessibilitéit, an de Service um Client, an Informatiounssystemer, an d' Sécherheet an an déi allgemeng Benotzerfrëndlechkeet vum öffentlechen Transport.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, vu Motivatioun a finanziellen Ureizer ass haut nach net vill gesot ginn. Eiser Meinung no géif et vill bréngen, wa méi Ureizer fir den öffentlechen Transport géife geschafte ginn a wann d' Attraktivitéit vum Individualverkéier op e Minimum géif reduzéiert ginn. Op deem Punkt trenne sech natierlech d' Geeschter, well nëmme déi wéinegst op hir Acquisen a Privilegie wëlle verzichten.

Et ass keen Zoufall, datt vill Leit mam Auto fieren, och dann, wa parallell eng Offer fir den öffentlechen Transport besteet. Engersäits gëtt et privat Grënn, anerersäits gëtt et awer och Grënn, déi op finanziellen Ureizer baséieren. Ech denken an déi sogenannte Kilometerpauschal, déi ondifferenziert jiddweringem zouguttkënn, deen mam Auto op d' Aarbecht fiert.

► M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg). - Déi ass ofgeschafft ginn.

► Mme Josée Lorsché (déi gréng). - Wat geféiert?

► M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg). - Déi ass ofgeschafft ginn.

► Mme Josée Lorsché (déi gréng). - Säit wéini?

► M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg). - Säit dësem Joer.

► Mme Josée Lorsché (déi gréng). - Dat hunn ech nach net matkritt. Gëtt et keng Kilometerpauschal méi?

► Une voix. - Dat ass jo Quatsch.

► M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg). - D' Basis kilometerpauschal net.

► Une voix. - Dat ass jo net richtig.

► Mme Josée Lorsché (déi gréng). - D' Basis... Ah, déi grouss. Dat heescht, si ass nach do.

► M. le Président. - Hei, d' Madame...

► Mme Josée Lorsché (déi gréng). - Wa keng Offer...

► Plusieurs voix. - Déi eischt fénnef Kilometer.

► Mme Josée Lorsché (déi gréng). - Ah, déi eischt fénnef Kilometer. Dat ass net relevant.

► Une voix. - Wat Der méi fuert, wat Der méi Sue kritt.

► Une autre voix. - Här Henckes, Dir musst lech emol renschneieren.

► M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg). - Ech wëll just soen... An ech kann lech hei... Et stoung am Budget!

► M. le Président. - Hei, ech bieden lech, elo net hei ennereneen ze debattéieren, mä ganz eleng der Madame Lorsché nozelauschteren. Madame Lorsché, Dir ganz eleng hutt d' Wuert.

► Mme Josée Lorsché (déi gréng). - Ech wëll just soen: Eng hallef Wourecht ass keng Wourecht.

► M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg). - Neen, dat hei ass honnertprozenteg d' Wourecht, Madame.

► Mme Josée Lorsché (déi gréng). - Eng hallef Wourecht ass...

► M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg). - Dir musst och emol kucken, wou dergéint Der stëmmt.

► Mme Josée Lorsché (déi gréng). - ...keng ganz Wourecht, Här Henckes.

► Une voix. - D' Madame Lorsché huet recht.

► Mme Josée Lorsché (déi gréng). - Ech wëll just soen, wa keng Offer am öffentlechen Transport besteet respektiv wann d' Aarbechtszäite vun de Leit net mat den Zäite vum öffentlechen Transport iwwereneestëmmen, ass dës Pauschal gerechtfertegt, haaptsächlech och fir wäit Strecken, Här Henckes. Net gerechtfertegt ass se bei deene Leit, déi den öffentlechen Transport benotze kënnen. Wier et hei net sënnevoll, d' Kilometerpauschal ganz ofzschafen an de finanzielle Verloscht ze kompenséieren duerch eng Reduktioun um Tarif beim öffentlechen Transport?

Bei der Virstellung vum neien CO₂-Reduktionsplang huet den Här Schank vun engem nohaltigen Embau vum Steier- an Ofgabesystem geschwat. Den Embau vun der Kilometerpauschal ass e konkret Beispill, wéi esou eng Reform am Bereich vun der Mobilitéit kéint ausgesinn, a misst jo eigentlech Är Zoustëmmung fannen, Här Minister, wann Der op d' ärselwechter Linn leit wéi den Här Schank.

En Ureiz, deen dem Geescht vum Aktiounsplang carrément widdersprécht, liwweren d' Betriebsautoen. Zu Lëtzebuerg si 50.000 Betriebsautoen am Émlaf a gi um Personal net nëmme während der Aarbechtszäit benotzt, mä och fir op d' Aarbecht respektiv fir heem ze fieren, bis iwwer d' Grenzen eraus. Dofir gehéiert och dëst Thema an dës Debatt. Souwuel de Kaf wéi och d' Notze vun deenen Autoe gi steierlech begünstegt.

Eng Proposition de loi vun deene Gréngen, déi a munche Kreesser scho fir Panik suert, gesäit eng Besteuerung vir, déi déi klimafrëndleche Autoe bevirdelegt an d' Luxuskarossen als Statussymbol fir d' Beamten an d' Vertrieeder vun de Gesellschaften oninteressant mécht. Vu datt de Marco Schank Lëtzebuerg zu enger exemplarescher Plattform fir d' Elektromobilitéit wëllt maachen, mat der Mise en place vun 800 Luedsaile bis zum Joer 2020, wier et jo eigentlech losgesch, datt just nach déi Betriebsautoe steierlech begünstegt géifen, déi mat gréngem Stroum gefiddert ginn.

En drëtten Ureiz, fir mam Auto op d' Aarbecht ze fieren, si reservéiert Parkplazen ee Schritt vun der Aarbechtsplaz ewech. Och wann déi Initiativ ursprünglech gutt gemengt war, erweist se sech haut net nëmme als landesplanerisches an ökologeschen Onsënn, mä och als Ongerechthek keet fir d' Allgemeengeheet. Dozou gehéiert och de Parking fir d' Chamber.

D' Verkéiererexperte si sech eens, datt eng aner Bewirtschaftung vum Parkraum ee vun de wichtegsten Hiewelen ass, fir d' Uertschaften nohaltig ze gestalten an de Verkéier erauszehalen. D' Erhiewe vu Gebühre schreckt virun allem de Berufsverkéier of an erhéicht domat d' Liewensqualitéit an den Uertschaften. D' Em-



setze vun engem Parkraummanagement sollt eiser Meenung no an alle gréissere Gemengen obligatoresch ginn a vum Stat ënnerstëtzt ginn. Dee Moment géife méi Leit drop verzichten, mam Privatauto bis an d'Uertschaften eranze-fueren, deemno och d'Frontalieren.

E leschte Punkt bezitt sech op de Kaméidi, wou et net ëm déi aktiv Grenzgänger geet, mä ëm déi Leit, déi an de Ballungsgebiddern vun de Grenzregioune liewen a geschützt musse ginn. Och si si Bestanddeel vun der Problematik vun der grenziwwerschreidender Mobilitéit. Net selte summéiere sech d'Lärmpegele vu Strooss a Schinn a féieren zu enger onzoumutterbarer Belaaschtung.

Wann an Zukunft berechtereis méi Zich solle fueren a méi Gidder vun der Strooss op d'Schinn verlagert ginn, fir duerno d'Grenzen ze passéieren op eng ëmweltfrëndlech Manéier, mussen och d'Lärmschutzvirgaben iwwerduecht ginn an de Schinnebonus a Fro gestallt ginn. Spéitstens beim Projet multimodal tëscht Diddeleng a Beetebuerg muss d'Regierung sech dësem Problem stellen a Kohärenz beweisen. Déi eenzel Ministèren, déi hei am Spill sinn, solle beweisen, datt déi ekonomesch an ekologesch Interesse vun eisem Land net ëmmer a Konflikt musse geroden.

Dat zielt och fir d'Verbesserung vun der Mobilitéit allgemeng, wou Dir d'Geleeënheet kritt, Här Minister, lech als Nohaltekeetsminister duerchzesetzen, de Wirtschaftsminister op Är Sait ze zéien an de Finanzminister dozou ze bewegen, lech den néidege Budget dofir zur Verfügung ze stellen. Och wann dat net einfach gëtt!

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Do ass en. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här Président. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech mengen, d'Debatt, déi mer haut de Mëtte féieren iwwert déi grenziwwerschreidend Mobili-

téit, dat ass eng ganz wichteg Debatt, well mer, obscho mir alleguer keng Grenzgänger sinn, awer all Dag d'Konsequenzen dovunner mat ze droe kréien. Et sinn ongeféier 160.000 Pendler, déi all Dag iwwer eis Grenzen hei an d'Land erakommen aus der Grenzregiou, a mir gesinn et alleguer, déi sech moies an owes op de Stroosse bewegen, datt d'Staue vu Joer zu Joer méi grouss ginn. Ech brauch net op déi ekonomesch an ekologesch negativ Konsequenzen hinweisen, déi dat bedeit.

Eng Etüd vun dem CEPS huet bewisen, datt an de Joren 2007 bis 2010 wuel de Wee zum öffentliche Transport prozentual zougeholl huet, an zwar relativ liicht, wa mer kucken an d'Belsch: Da geet dat vun 8% op 9% Tram erop, de Bus 2,5% op 3%, oder d'Autoe gi vun 89,8% op 88%. An Däitschland: 95% op 90%; Frankräich: 89% op 83%; oder am Ganze vun 91% op 96% erof (veuillez lire: op 86% erof). Dat ass allerdéngs prozentual. Wa mer dat awer effektiv un den Autoe kucken: Doduerch, datt d'Zuel vun den Autoe vun de Pendler an der gläicher Zäit ëm 10.000 zougeholl huet, si mer wuel prozentual erofgaangen, mä effektiv, wat d'Autoen ubelaangt, si mer nach an d'Luucht gaangen.

An ech mengen, mir sinn eis heibanne bewosst, soulaang wéi mer hei zu Lëtzebuerg e gewesene wirtschaftleche Wuesstum hunn, hält déi Tendenz och. Mir kréien also méi Leit op den öffentliche Transport, mä mir kréien der nach méi, déi op der Strooss fueren. Vun zéng Frontaliere kommen der néng mam Auto an d'Stad. An de Gros vun deene kommen och eleng an d'Stad. Mir gesi se laanschtfueren: Meeschtens setzt nëmmen een am Auto dran.

Den öffentliche Transport méi attraktiv gestalten, ech mengen, dat ass eng wichteg Forderung vun eis alleguer. An et muss ee jo och soen, datt mer an deene leschte Joren hei als Land ganz vill an den öffentliche Transport investéiert hunn. Et ass wierklech, géif ech soen, zënter enger Rei vun zéng Joer, wou en Émdenke komm ass, wou systematesch an den öffentliche Transport investéiert ginn ass, wat selbsterständlech och an déi Richtung muss viruoen. An doduerch realiséiere mer eben,

datt mer méi Leit op den öffentliche Transport kréien. Mä mir kréien trotzdem nach ëmmer méi Leit, déi mam Auto fueren.

Mir mussen also an Zukunft och weider an den öffentliche Transport investéieren. A mir musse geziilt an den öffentliche Transport investéieren. Ech ginn elo net op déi eenzel Projeten an, well ech nëmme fënnf Minutte Riedezäit hunn, mä d'Richtung, datt mer musse weider an den öffentliche Transport investéieren, déi stëmmt fir eis.

Et muss ee sech d'Fro stellen: Firwat klammen d'Leit net op den öffentliche Transport ëm? Ech soen, ganz einfach: Wann den öffentliche Transport besser ass wéi den Auto, da klammen d'Leit ëm. A soulaang wéi et mam Auto nach besser geet op d'Aarbechtsplaz wéi mam öffentliche Transport, fueren d'Leit weider mam Auto. An dee gréisste Feind - dee gréisste Feind! - menger Meenung no, deen et fir den öffentliche Transport gëtt, dat ass d'Ëmklammen. Wann d'Leit eemol ëmklammen, dat geet nach, mä soubal wéi se mussen zweemol ëmklammen, da gi se net méi op den öffentliche Transport. Da versiche se, mat hirem Auto ze fueren.

Mir stellen dat och fest, wa mer d'Frontaliere kucken, wou déi, déi an d'Stad schaffe kommen, dat si quasi 30% vum öffentliche Transport, déi kommen an d'Stad, well se quasi an der Stad dann direkt erausklammen. Déi an der Regiou vun der Stad schaffen, do geet dat schonn erof op 9%. A wa mer dann am Rescht vum Land kucken, da sinn et nach 2% vun de Frontalieren, déi mam öffentliche Transport kommen.

Mir gesinn also: Wann eng Connexion direkt - direkt! - geet, da fueren d'Leit éischer mam öffentliche Transport. An duerfir wëll ech déi lescht Minutt, déi mer dann nach bleift, drop zréckkommen: Wa mer den Tram géife bauen - dee mer jo net bauen, do si mer eis jo eens heibannen -, mä wa mer e géife bauen...

(Interruptions)

...wa mer e géife bauen, den Tram, da géif d'Ëmklammen zum nationale Sport ginn! D'Leit géife vum Ëmklammen erausklammen an erëm

ëmklammen, an erëm ëmklammen, an erëm ëmklammen. Een, dee mam Zuch oder mam Bus iergendwéi op d'Streck vum Tram stéisst, an do stéisst jiddwereen iergendwann eng Kéier drop, muss dann erausklammen a muss den Tram huelen, e Stéck weiderfuere mam Tram an erëm erausklammen, an de Bus oder an den Zuch an esou weider.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här Gibéryen...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat heescht... Dat heescht, dat wësst Der...

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Da loosst mech meng Minutt wann ech gelift... Här Präsident, wann den Här Minister wëllt eng Fro stellen an ech kréien dat...

► **M. le Président.** - Da kritt Dir e puer Sekonne méi, Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen, mä do si mer net d'accord. Da kréien ech déi Zäit méi, déi ech brauch, fir op déi Fro ze äntwerten.

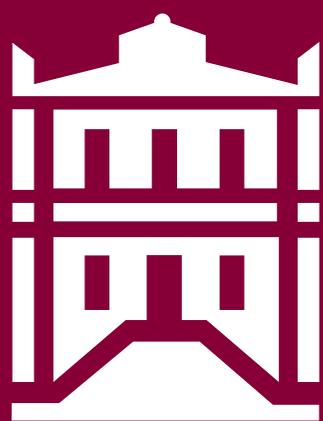
► **M. le Président.** - Maja. Da loosst elo emol fir d'Éischt de Minister d'Fro stellen. Här Minister, wann ech gelift.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech wollt froen, ob Dir dann der Meenung sidd, datt hei aus jiddwer Gemeng vu Lëtzebuerg a vum Ausland sollen alleguer d'Busser op déi verschidde Quartiere vun der Stad fueren an datt mer se alleguer sollen an d'Stad eraloossen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen, neen.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Mengt Der, da géife mer eng Solutioun fannen, fir de Verkéier hei an der Stad iergendwéi an der Gidd ze halen?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Voilà, dat ass eng ganz gutt Fro, déi Der gestallt hutt. Mä domadder confirméiert Der jo awer, datt dat



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



net d'Leisung ass, den Tram. Ma op där anerer Säit...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, Här Gibéryen, dat...

M. Gast Gibéryen (ADR).- Op där anerer Säit, fir Är Fro, fir Äre Problem ze léisen, gëtt et eng Léisung: An dat ass, mam Zuch ënnert der Stad erduerchzufueren.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Gast Gibéryen (ADR).- Da können déi Leit zu Metz an den Zuch klammen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Do brauch ech kee Kommentar méi ze maachen, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Da können déi Leit zu Metz an den Zuch klammen a se kënnen um Aldringen oder um Glacis erausklammen, ouni ëmzeklammern.

Une voix.- Dir gleeft dat jo selwer net.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Dann hu mer de Problem vum Transport vun der Grenzregioun geléist. Dir hutt wierklech déi richteg Fro gestallt, Här Minister.

M. Camille Gira (déi gréng).- Dir kënnt emol net um Lëtzebuurger Netz fueren.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här Gibéryen. Dat...

M. Gast Gibéryen (ADR).- Dir hutt déi richteg Fro gestallt, mä Dir wëllt déi richteg Äntwert net héieren, well da muss mer d'Leit mam Zuch...

M. Camille Gira (déi gréng).- Wéini souzt Dir fir d'Lescht an engem Zuch?

M. Gast Gibéryen (ADR).- Oh, ech fuere méi dacks, mengen ech, mam Zuch, wéi déi gréng zesumme mam Zuch fueren.

(Hilarité)

Ech war, éierlech gesot, Här President, bei de Kolleege bei hirer 30-Joer-Feier an ech hu gemengt: D'Pless steet elo voller Véloen, wann déi hir 30 Joer feieren. Et stoung net een eenzege Vélo do!

Une voix.- Mir ware mam Bus komm, Här Gibéryen.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen (ADR).- Also, déi fueren op jidde Fall emol net mam Vélo.

Une voix.- Dat maachen déi vun deenen anere Parteien.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Ech wëll op jidde Fall soen, Här President, dass de Minister déi richteg Fro gestallt huet. An ech hunn lech déi richteg Äntwert ginn. Vergiesst Ären Tram!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Dat Éischt ass richtig, dat Zweet net, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Luet d'Leit zu Metz an den Zuch eran a loosst se um Aldringen eraus. An da wäert Der gesinn, da fueren der ganz vill mat!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. An elo kritt d'Wuert den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).- Merci, Här President. Ech mengen, mir hunn haut eng ganz interessant Debatt, déi mer sollen iwwer d'Mobilitéit hei féieren. An et hänt natierlech ganz vill dovunner of, wéi vill Frontaliere mer nottament wäerten hunn. A wann een dann héiert vun dem Direktor vun der Bankenassociatioun, dass viraussichtlech tëschent 6.000 an 8.000 Aarbechtsplazen an den nächsten zwee Joer sollen ofgebaut ginn hei op der Plaz, wann ähnlech Saachen nach deklariert ginn, da muss ee sech d'Fro stellen, ob déi Zuel vu Frontalieren nach steigt oder ob se net eventuell réckleefeg ass. Dofir wollt ech froen, ob do nei Etüde gemaach gi sinn oder net.

Dann hu mer och: Am Februar 2011 ass vum Innenminister e Mobilitéitsdësch an d'Welt gesat ginn. An do ass et drëm gaangen: MoDu, Plan sectoriel, Pôles d'échange, Mobilitéit transfrontalière - et j'en oublie, et des meilleurs -, wou et drëm gaangen ass, fir dorivver ze diskutéieren. Mä zënter dem Februar 2011 hunn ech nëscht méi vun deem Mobilitéitsdësch do héieren.

Ech froe mech just, ob do Resultater erauskomm sinn an ob do Aktivitéiten ennerholl gi sinn. Anscheinend soll och, wann ech dee leschte Bericht hei kucken, den Aménagement multimodal tëschent Diddenuewen a Lëtzebuerg, do soll Mëtt 2013 mat den Aarbechten ugefaange ginn. Do wollt ech also och froen, ob mer op deem Gebitt do weiderkomm sinn.

Dat ass nuren eng Informatioun. Verschiddener sinn...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Fir datt mer kloer sinn: Do ass vum Aménagement-du-Territoires-Ministère e Mobilitéitsdësch gemaach ginn.

M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).- Jo.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Deen ass elo just net méi beim Intérieur; deen ass bei mir.

M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).- Voilà, ech wëll just nure soen, ech hunn hei dat Dokument, wat mer elo nach um Ministère de l'Intérieur kënne fannen an net bei lech, dofir soen ech: Et sinn e puer Informatiounen a Kommunikatiounen, déi vläicht um Regierungsniveau noutwendeg wieren, dass, wann een net am Alleegelechen an där Matière dran ass, dass een dann awer nach e puer Informatiounen kritt, wéi déi Dossieren do evoluéieren. Dat schéngt mer eng Saach ze sinn.

Wat mer och festgehalen hunn, dat ass, dass mer e SMOT, wéi dat elo technesch genannt gëtt, mat Frankräich an der Belsch hunn. Dee belschen, dee soll jo elo a Kraaft gesat ginn. Ech froen: Ass och esou eppes an Aussicht fir Däitschland? Well et schéngt mer awer och do wichteg ze sinn, dass mer op deeselwechte Wee ginn, dass mer deen Ablack an eenheetlech Tariffer hunn an datt net jee nodeem, a wat fir engem Land een ass an a wat fir enger Situation een ass, dann aner Tariffer gellen. Do schéngt et mer eng ganz Komplexitéit ze ginn, déi kéint méi grousst gemaach ginn.

Da schéngt mer och eppes wichteg ze sinn, dass ass, dass een d'Zuel vun den Opfangparkingen laansch déi eenzel Buslinne respektiv laansch d'Zuchlinnen nees méi grousst mécht, well verschiddener vun deenen Opfangparkingen si ganz oft séier iwwerfëllt.

Wou ech och gär Informatiounen hätt, dat ass, wéi et mat der Zuchlinn vis-à-vis vu Bréssel ass? Do hunn alleguerte meng Virriedner gesot, dass do eppes misst investéiert ginn. Mir gesinn, dass d'Belch net wëllen op dee Wee goen, well se heiansdo finanziell Schwierigkeeten hunn. Elo muss een also kucken: Geschitt do eppes? Geschitt do nëscht? Wat sinn d'Méiglechkeeten, déi een da kann an Aussicht stellen, wou mir awer wéinstens op onser Säit kënnen e puer Initiativen huelen?

Dann hu mer natierlech eng Debatt...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Op Lëtzebuurger Säit hu mer d'Gesetz scho gestëmmt...

M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).- Do hu mer d'Gesetz gestëmmt. Mä ech soe just nuren: D'Zuchstreck vun hei bis op Arel oder bis op Lëtzebuerg, dat misste mer nach packen, mä vun do aus bis op Bréssel sinn et awer nach e puer Kilometer.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, mä déi baue mir net!

M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).- Voilà! An et ass do, wou mer effektiv eng Problematik hunn, déi awer och net ze négligéieren ass.

Dann hu mer natierlech och eng Debatt, déi scho mä Virriedner mat Recht hei ervirgestrach huet, dass ass, dass fir d'Frontalieren, mä och fir d'Leit, déi hei am Land wunnen, sech ëmmer d'Fro stellt: Wéi kommen ech am séiersten op meng Aarbecht?

An et ass kloer, dass, wann een d'Etüde gesäit, déi gemaach gi sinn, wéi vill Zäit eng Persoun vun Esch brauch, fir elo op de Kierchberg ze kommen, dass déi elo vill méi niddreg ass, wéi wann eng Persoun géif an Zukunft den Zuch huelen, dann den Tram misst huelen an da vum Tram op de Bus misst iwwergoen. Do gesäit een, dass d'Délaien ongeféier, je nodeem, wéi vill Haltestellen et sinn, dass et net eng Verbesserung kéint sinn, mä datt et bis zu 20 Minutten méi laang kéint daueren, fir deen Transport do ze realiséieren.

Dat schéngt mer keng Attraktivitéit ze si fir den öffentlichen Transport. An et ass dowéinst och, wou ech der Meinung sinn, dass eng ennerriedesch Léisung vum Typ RER déi optimal Léisung wier, fir den öffentlichen Transport méi attraktiv ze maachen. Well jiddweree kuckt an deem Fall: Wéi vill Zäit brauch ech, fir vum enger Plaz op déi aner ze goen?

An ech wëll just nuren eng Persoun zitéieren, déi ech eng Kéier um Kiem héieren hunn, an enger Debatt mat der Stad Lëtzebuerg. Do huet eng Fra gesot, dass se elo vum Domaine du Kiem bis op Bouneweg an de Bus klëmmt an dann...

M. le Président.- Här Henckes, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).- Ech kommen elo zum Schluss, ech wollt just nure soen, dass se elo ka mam Bus bis op Bouneweg fueren an datt se an Zukunft, wann et en Tram ass, zweemol muss ëmsteigen an och nach waarden, a si brauch ongeféier 15 Minutte méi.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Fir déi absolut Majoritéit vun de Leit ass et eng wesentlich Verbesserung!

M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).- Dat schéngt mer net dee richtige Wee, fir d'Attraktivitéit vum öffentlichen Transport ze verbessern. Mä soss hoffen ech awer, Här Minister, dass Der ons, ofgesi vun deem schlechte Projet vum Tram, awer soss nach e puer gutt Nouvellé kënt bréngen.

Une voix.- Eng Autobunn!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ma dat sot Der awer gutt!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. An d'Wuert kritt den Här Urbany.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Merci, Här President. Erlaabt mer, an där kuerzer Zäit, déi mer hei zur Verfügung steet, dräi Iwwerleeungen ze maachen, déi eis als déi Lénk ganz wichteg schéngen, wa mer iwwer eng grenziwwerscheidend Mobilitéit solle schwätzen.

Éischtens, menge mer, kann een net iwwer grenziwwerscheidend Mobilitéit schwätzen, ouni den ekonomesche Stawelwärt vu Lëtzebuerg an der Groussregioun ze gesinn. Déi ekonomesch Entwécklung zu Lëtzebuerg huet dozou gefouert, dass wesse mer alleguer, dass all Dag Zéngtausende vu Pendler heihinnerkommen. Lëtzebuerg wierkt also wéi e Schwamm, deen d'Aarbechtskraaft an den Know-how aus der ganzer Groussregioun opsuckelt.

Ech mengen, dass mer, méi laangfristeg gekuckt, zu engem Konzept vun der Groussregioun komme mussen, dass des ekonomesch Entwécklung grenziwwerscheidend méi ausgeglichen koordinéiert. An ech mengen, dass do en Emdenken noutwendeg ass, dass mer net méi esou vill sollen denken an Terme vu konkurrenzzielle Standuertvirdeeler, mä dass mer mussen hikommen zu enger méi kooperativer Entwicklungsdynamik, wat selbstverständlech niewent engem Verkéierskonzept och e Konzept fir eng aner Wirtschaftspolitik noutwendeg mécht.

Zweetens: Dëst ass natierlech net einfach, well d'Regierung zu Lëtzebuerg et jo, wéi mer wësen, emol net fäerdegbréngt, hir eegen Hausaufgaben ze maachen a puncto Landesplanung. Nach ëmmer feelen Instrumenter, fir des virrausschauend ze maachen, an d'Objektiver vum IVL, déi mer emol an der Zäit hei ugeholl hunn, sinn dofir heiansdo net vill méi waarm Loft. Mir gesinn dat och zum Beispill an esou widderspëchlechen Décisionen wéi där, niewent eng frësch ausgebauten Eisebunnslinn e Stroossecoutournement ze setzen, deen déi konkurrenzéiert, deen neie Verkéier unzitt an deen eng ganz Rei vu Belaaschtungen fir d'Nopeschgemenge bréngt.

Drëtens: Mir verfügen zwar iwwer eng gutt Stroossequellbannung an eis Nopeschregiounen, mä d'Schinnennetz - dat ass och scho gesot ginn - ass nach ëmmer méi wéi deplorable. Eenzeg a Richtung Frankräich ass dat net de Fall. Mä a Richtung Belsch gëtt d'Erneuerung vun der Streck op Bréissel jo op de Sanktimmerleinsdag erausgeréckelt an a Richtung Däitschland hu mer nach ëmmer keen Accès op eng eegen ICE-Gare. Dofir si mir als Lénk och der Meinung, dass onbeding eng Zuchstreck Richtung Saarbrécken misst op der Prioritéitëschtoen.

A grad wa mer de Logistikberäich zu Beetebuerg ausbaue wëllen, wat jo och eng ekonomesch wichteg Fro ass, brauch een e performant Schinnennetz mat gudden a séiere Verbindungen an d'Ausland, awer och bei eis lokal Acteuren am Logistikberäich. An et schéngt eis guer net kohärent ze sinn, dass déi zwee grouss Siten an deem Beräich - Fintel a Beetebuerg - net iwwer d'Schinn matenee verbonne sinn, wouduerch och do wichteg Entwécklungspotenzialer hei am Land einfach broochleie gelooss ginn.

Voilà, dat ware meng puer Iwwerleeungen, déi ech wollt a menger kuerzer Zäit maachen. Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegekeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Ganz vill Froen a Remarqué sinn hei gemaach ginn. Ech probéieren, esou vill wéi

méiglech op alles anzegoen, souwäit d'Zäit mer et erlaabt.

Éischtens wëll ech soen, dass d'Mobilitéitspolitik, déi mer amgang sinn hei am Land ze gestalten, eng theoretesch Basis huet an op véier groussen Achse berout. Mir ginn aus vum Programme directeur vum Aménagement du territoire, deen dat ganz Land probéiert no groussen Prinzipien ze organiséieren.

Mir hunn den IVL als Basis, deen eis déi grouss Entwécklungsgebiddern mat där Polyzentralitéit entwéckelt. Mir hunn de MoDu, dat heescht dat net Mobilitéitskonzept, wat probéiert, déi Konzepter, déi virdru waren, esou ze integréieren, dass eis Transportméiglechkeeten all an ee Konzept logesch eriwwerkommen.

A mir kënnen, an dat ass déi nächst Etapp, elo wa mer d'Aménagement-du-territoires-Gesetz gestëmmt hunn - an dat hu mer jo de Moien an der Kommissioun fäerdeggestallt, sou dass et virun der Vakanz ka gestëmmt ginn -, da kënne mer déi Plans sectoriels, nottament de Plan sectoriel «Transport», déposéieren, wou mer dann déi grouss Achse vun deene Mobilitéitsweeër, déi mer an Zukunft solle baue respektiv an d'Realitéit ëmsetzen, fir déi nächst Jore blockéieren.

Dat sinn eis Instrumenter, op deene mer schafffen.

An da wëll ech soen, well den Här Schreiner gesot huet, dass mer hei am Fong just en nationaalt Konzept a keen Transfrontalierkonzept hätten, oder haaptsächlech en nationaalt, dass am Fong eist ganz Konzept an déi ganz Iwwerleeung, déi mer amgang sinn ze maachen a wéi mer d'MoDus-Konzept entwéckelt hunn, dass déi sech haaptsächlech op den Transfrontalier baséieren. A wann een d'Analys kuckt, déi an den Ufankssäiten dovunner steet, dass ass dat relativ kloer.

Mir soe fir d'Éischt: Wat ass dann d'Entwécklung vun eiser Mobilitéit an deene leschte Jore gewiescht? An d'Äntwert ass: Mä dass eis Populatioun an haaptsächlech eis Frontalierszuelen esou an d'Luucht gaange sinn - zéngtausend Aarbechtsplaze ronn d'Joer méi an deene leschte 15 Joer, zwee Drëttel dovunner vu Frontalieren besat -, déi also an Terme vu Mobilitéit déi gréisst Froe stellen.

Mir hunn d'Analys och gemaach, wat eis Mobilitéitsweeër hei zu Lëtzebuerg waren: 1,66 Milliounen Weeër, déi den Dag zu Lëtzebuerg zréckgeluecht ginn, dovunner sinn der - an dat ass interessant, an dofir muss mer dorobber schafffen - 50% relativ kuerz Weeër, wou mer ganz vill Mobilitéit douce kënnen maachen, an 30%, wat zu Lëtzebuerg exceptionnel ass - oder 31,4%, fir exakt ze sinn, wat zu Lëtzebuerg exceptionnel ass -, Frontaliersweeër, dat heescht Weeër, déi iwwer d'Grenz op Lëtzebuerg erakommen.

An dofir ass d'Philosophie vun deem Mobilitéitskonzept just eng Philosophie gewiescht, déi sech haaptsächlech op den Transfrontalier baséiert. An ech krut, wann ech se op verschiddene Plazen heiansdo virgestallt hunn, dass esouguer reprochéiert, wou d'Leit mer gesot hunn: „Mä Dir interesséiert lech just fir de Frontalier. Maacht emol eppes fir d'Lëtzebuurger oder fir déi Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen!“ Dat waren déi Remarquen, déi ech alt heiansdo gemaach kritt hunn.

Dat heescht, dass Konzept ass wierklech eent, wat sech op de groussregionale Raum konzentriert, well et soss kee Sënn huet, zu Lëtzebuerg e Mobilitéitskonzept ze maachen.

Déi zweet Saach: Fir dann ze soen, wéi deen een oder aneren dat gesot huet - mä et ass eng logesch Aart a Weis, fir drun erunzegen -, dass mer am Fong e puer kleng Saache misste maachen, da géifen d'Leit méi vum Individualverkéier op den öffentlichen Transport ëmklammen - ech mengen, Dir hutt dat gesot -, ech soen do: Dat verstinn ech, dass een et seet, mä d'Realitéit an de Problem sinn a mengen Ä ganz aner. De Problem ass, wann Der kuckt, wou mer haut Stauen hunn, a wann Der kuckt, wou mer an der öffentlecher Mobilitéit eng Saturatioun vun eiser öffentlecher Mobilitéit hunn, da gesitt Der, dass et zu deeneselwechten Zäiten deiselwech Strecke sinn: déi Frontalierstrecken.

Dat heescht op Lëtzebuergesch gesot: Och wa mir elo 30%, 40% vun de Leit nach iwwerzeegt géife kréien, op den öffentlichen Transport eriwwerzegoen, a vill Leit wëilten et, hu mir moies an owes guer keng Plaz méi, fir et ze maachen. Et geet kee méi an de Bus eran. Mir hunn e reelle Problem vu Capacitéit an net vu klengen Froen - déi mer och mussen léisen, do ginn ech

vun deenen 52 ass natierlech op de Spëtteston-
nen, fir einfach deen Transport kënnen ze
engem Deel esou ze maachen, wéi mer e brau-
chen.

An d'ofir, well och nach Renforcementer op
deene Linnen an Zukunft musse kommen,
musse mer och eng Reorganisatioun maachen.
Well wa mer mat all deene Bussen do duerch
d'Nei Avenue fueren oder iwwert de Boulevard
Royal fueren, oder wéi och ëmmer, da packt
eist Stroossenetz et jo net méi! A mir hunn
haut scho Loftwäerter, déi eng Katastroph sinn
do, an d'ofir muss en anere System dohinner.

A wa mer et wëlle realistesch maachen - ech
wëll elo net méi an eng Polemik mat lech falen,
well Der do enger anerer Meenung sidd -, mä
wa mer et einfach wëlle kréien a realistesch
maachen, mengen ech, komme mer net
laanscht den Tram.

Dann e puer Saachen, déi nach gefrot gi sinn.
Da maache mer och elo emol dat „Zouffgen-
Haischen“ do ewech. Et gehéiert zwar net do-
zou, mä trotzdem, fir déi Leit, déi kommen,
ass et awer keen onwichtige Projet.

Da war ech gefrot ginn, ob bei dem 2 x 3-Aus-
bau vun der A3 an A6 - ech mengen, dat war
d'Madame Lorsché, déi gefrot huet -, mir hätte
gesot, dat soll dann eng Pist ginn, déi fir den
öffentlechen Transport reservéiert oder...

► **Mme Josée Lorsché** (d^{éi} gréng).- Dat
stoung am „Wort“.

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Dévelop-
pement durable et des Infrastructures*.- Wat am
„Wort“ steet, ass esou. Mä d'Fro war - fir e wéi-
neg ze compléieren -, mir sinn amgaang, mat
de franséischen Autoritéiten ze kucken, wéi mer
dat gemeinsam sollte gestalten. A gemeinsam,
well ech et einfach logesch fannen, datt déi
Autobunn, déi A3, déi dann A31 am Frankräich
gëtt, déi weiderfiert, dass de am Fong déi-
selwecht Zort Pisten op där enger Säit an där
anerer vun der Grenz hues, soss ass et jo onsen-
neg!

An do ass effektiv de Gedanken, fir eng Pist ze
reservéieren fir den öffentlechen Transport a fir
de Covoiturage, dat heescht déi Autoen, wou
dräi oder méi Leit am Auto fueren. Vun de Bus-
sen hätte mer soss eng Spur, déi net total be-
laascht wär, während wann s de de Covoitur-
age mathéls, dann hues de eng extrem grouss
Unzéiung op deen Typ vu Spure. An d'ofir soll
se dann och reservéiert bleiven. Soss, mengen
ech, mécht et kee Sënn a soss huet déi Ausso
net dee Wäert, dee se awer sollt hunn.

Wéi gesot, ech ginn elo net op all déi Projeten
an, déi mer nach hunn, well dat hunn anerer
scho viru mer gemaach. Ech probéiere just,
nach op d'Froen ze äntweren, déi elo do wa-
ren.

Fläicht awer nach ee Wuert och iwwert déi
Brécken, déi da sollen an Däitschland eriw-
weieren. De Fernand Boden, mengen ech, hat
dat ugeschwat. Do ass effektiv eis Meenung,
datt eng zousätzlech Bréck zu Mertert sännvoll
wär. Dat ass awer net eng Konkurrenz zum Mo-
selaufstieg, mä mir hu gekuckt - dat sinn zwee
komplementar Projeten an eisen Aen -, déi
Bréck wär natierlech fir Lëtzebuerg sännvoll,
well se eis vun der däitscher Säit, ouni duerch
iergendeng Agglomeratioun, eng Gemeng ze
fueren, also eng Agglomeratioun ze fueren op
Lëtzebuerg Säit, direkt de Verkéier op d'Auto-
bunn géif eropdirigéieren an dee Moment ex-
trem effikass kéint sinn.

Just, datt ech keng Bréck ka bauen, wann ech
déi aner Säit net ukommen. Also musse mer
mat den däitschen Autoritéiten dat ofmaachen,
an déi Diskussiounen, déi musse selbst-
verständlech och mat der rheinland-pfälzischer
Regierung gefouert ginn.

Da vläicht nach ee Wuert och iwwert de ganze
System, dee mer amgaang sinn ze kucken, op
der Autobunn ze maachen, der A4, wou och
probéiert gëtt, wann d'Liaison Micheville da
fäerdig ass, déi direkt op d'A4 féiert, ze kucken,
datt mer do d'Säitespuren a Busspuren emfon-
ctionéieren. Dat kann een awer net direkt ma-
achen, well déi Säitespuren net grouss genuch
sinn. Dat brauch eng Rei Aarbechten, well mer
mussen op all Säit e puer Meter bäisetzen, net
eng ganz Pist, mä awer e puer Meter bäisetzen,
fir genügend Sécherheetsplaz ze hunn, fir dat
ze maachen. An dat soll och zwësche Steebré-
cken a Leideleng gemaach ginn. Vun do aus
geet et dann op aner Nationalstroosse fir an
d' Stad eran; fir dat korrekt an uerdentlech ze
maachen. Dat ass och e Projet, dee wichtig
ass.

A wann dann den OGB-L an de Mouvéco
schreiwen an deemselwechten Dénge do, datt
mer am Fong «mesures partiellement con-
tra-dictaires» maachen, wa mer zum Beispill eng
«construction d'une nouvelle route et construc-
tion d'une nouvelle voie ferrée sur le même
tronçon» maachen, da soen ech, dat hei ass fir
mech eng ganz wichteg Saach, well mer eben

décidéiert hunn, verschidde Saachen net ze
maachen.

Well mer décidéiert hunn, zum Beispill déi
Escher Streck elo net ze bauen, musse mer eis
d'Capacitéit gi fir den öffentlechen Transport
op der Autobunn. Ech maachen also genau
dat, vun deem ech an deem Pabeier gesot
kréien, datt mer dat net géife maachen. Genau
dat maache mer! Ech kann also net déi Re-
prochen do akzeptéieren, well mer nu wier-
lech amgaang sinn hinzegoen a soen, mir
musse Choix maachen, verschiddentlech ass
et deen een, do wou et sännvoll ass, a verschid-
dentlech ass et deen aner.

Zum Beispill déi ganz Diskussioun, wéi mer se
elo fir Eitelbréck-Dikrech hunn. Et huet elo
näischt mat Transfrontalieren ze dinn, mä well
mer just hei sinn. Et ass awer eng Diskussioun
driwwer, déi féiere mer eng Kéier an der Kom-
missioun am Detail. Mä firwat gëtt se gefouert
en fin de compte? Ech schwätzen elo net
iwwert den Ausgang dovunner. Mä se gëtt am
Fong gefouert, ganz einfach fir ze kucken, wat
ass an enger Entwécklung vun enger Nordstad
dee sännvollsten öffentlechen Transport. Ass et
deen een, ass et den Zuch mat engem Gleis,
deen Zuch mat zwee Gleiser? Ass et den Tram?
Ass et de Bus? A wat sinn d'Resultater? An dat
ass dat, wat mer wëlle kucken: wat dat Sänn-
vollst ass, well mer wëssen, datt mer net
kënnen alles zesumme maachen.

► **M. le Président**.- Här Minister, Dir misst
elo esou lues awer sécher de Schluss entaméieren.

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Dévelop-
pement durable et des Infrastructures*.- ...zu
engem Enn kommen. Jo.

(Interruptions)

Wat hätt Der elo nach gär, dat ech soll beänt-
weren?

Jo, vläicht dann déi lescht Remarque nach vu
menger Säit aus. Dat ass, datt mer och repro-
chéiert kréien, datt d'Organisatioun vun der
Mobilitéit seet - de Mouvéco an den OGB-L:
«L'organisation de la mobilité est d'autre part
toujours tributaire de l'aménagement du terri-
toire; (...) Si l'on construit une toute nouvelle
zone d'activité au sein du Luxembourg (...),
datt mer dann a sech missten «non loin d'une
(veuillez lire: non liée à une) ligne ferroviaire,
non ralliée à d'attractives lignes de bus, on ne
doit pas s'étonner que la répartition modale ne
soit pas en faveur des transports en commun».

Elo wëll ech lech awer just soen: Wat si mer
dann amgaang ze maachen? Wou maache mer
Entwécklungsgebidd? Zu Belval. Do hu mer
eng nei Gare gebaut. Mir maachen eng Mobi-
litéit douce do, mir maachen e grouss
Park & Ride do, fir d'Leit op den öffentlechen
Transport ze kréien.

An der Nordstad: Wat maache mer dann elo an
der Nordstad? Mir maachen eng ganz nei Gare
ronderëm, wat wierleech eng Mobilitéitszentral
ass, fir d'Mobilitéit ze organiséieren an deenen
nächste Joren.

Wann ech d' Stad Lëtzebuerg kucken: Wat ma-
che mer dann um Ban de Gasperich? Mir ma-
chen eng nei Gare dohinner. Mir wëllen en
Tram, deen dohinnerféiert. Wat maache mer
dann um Kierchberg? Mir féieren den Tram
dohinner, fir direkt elo mat dem öffentlechen
Transport verbonden ze ginn. A mir maachen
ënnert d'Rout Bréck eng nei Haltestell, fir en di-
rekt op den Zuch ze kréien.

Wat maache mer dann um Findel? Ma um Fin-
del probéiere mer och, den Tram dohinner-
ze kréien, fir déi Verbindung uerdentlech a kor-
rekt mam öffentlechen Transport ze maachen.

Wat maache mer dann am Hollerecher Quar-
tier, wat dat nächst Gebitt ass? Mä ech wëll
eng Gare zu Hollerech opmaache bei der aler
Hollerecher Gare, genau fir mam Zuch dat ze
desservéieren.

Dat kann een einfach elo esou soen. Mä wann
een awer d'Realitéit kuckt vun deem, wat mer
amgaang si wierleech ëmzesetzen, dann ass et

Sommaire des séances publiques n^{os} 34, 35 et 36

Question urgente n°2721 de M. André Bauler sur les épreuves en langue anglaise à l'examen
de fin d'études secondaires p. 408

Débat de consultation sur la croissance économique et la compétitivité du Luxembourg
p. 408-426

6501 - Projet de loi portant approbation de conventions fiscales et prévoyant la procédure y
applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 427

6506 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux immunités de la Banque
des règlements internationaux, fait à Bruxelles le 30 juillet 1936 p. 427

6524 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres
professionnelles à base électorale p. 427-428

Communications p. 428-429

Ordre du jour p. 429

Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel p. 429

Ordre du jour (suite) p. 429

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz p. 429-430

Ordre du jour (suite) p. 430-431

6485 - Projet de loi portant modification de l'article 567 du Code de commerce p. 431-433

6523 - Projet de loi relative aux banques d'émission de lettres de gage et portant modifi-
cation de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier p. 433

6549 - Projet de loi portant approbation de la décision 8123/07 du 23 juillet 2007 du
Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du
Conseil, relative à la conclusion des accords au titre de l'article XXI de l'AGCS avec l'Argen-
tine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taiwan, Pen-
ghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, Hong Kong (Chine),
l'Inde, le Japon, la République de Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les
États-Unis d'Amérique concernant les modifications et ajustements compensatoires néces-
saires à la suite de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la Ré-
publique de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la Répu-
blique de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République
de Pologne, de la République de Slovaquie, de la République slovaque, de la République de
Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne p. 433

Heure d'actualité du groupe parlementaire DP et du groupe parlementaire déi gréng au su-
jet du rapport présenté à la presse luxembourgeoise quant à la prise de participation par des
investisseurs qataris dans Cargolux p. 433-438

6380 - Débat d'orientation sur la neutralité d'Internet p. 438-445

Débat d'orientation sur la mobilité transfrontalière p. 445-453

genau de Contraire. Mir maache just dat do.
Ech loosse mer gär Saache reprochéieren, mä
ech hunn awer och gär d'Geleeënheet, fir rich-
tegestellen, wann déi Politik, déi mer ma-
chen, deem entsprécht, wat hei gefrot gëtt.

Mä mir maachen eng Politik fir eng Mobilitéit
transfrontalière, déi Sënn huet, déi kohärent ass
an déi kuerzfristeg, mä awer och mëttelfristeg
a laangfristeg ausgerichtet wäert sinn. Et deet
mer leed, wann ech net op all d'Froen konnt
äntweren, mä ech hu probéiert, der esou vill
wéi méiglech an de Grëff ze kréien.

Ech soen lech Merci!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Nohal-
tegeetsminister. Den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany** (d^{éi} Lénk).- Bon, Här
President, ech wëll elo net hei eng Debatt féie-
ren iwwert de Contournement vu Käerjeng.
Trotzdem, ech wëll awer net onwiddersprach
loossen, wann hei gesot gëtt, mer hunn d'Fre-
quenz vun deenen Zich ausgebaut, verduebelt,
an trotzdem ass nach e Stau zu Käerjeng, mir
brauchen also dee Contournement do.

Well do ginn eng ganz Rei vun Argumenter net
berücksichtig. Déi betreffen d'Urache vun
deem Stau, vun där Iwwerfüllung vun deene
Strossen do, wat deelweis lokal Urache sinn,
déi net behuewe ginn duerch dee Contourne-
ment. An zweetens: Och wann d'Capacitéit
ausgebaut ginn ass vun där Streck, esou sinn,
mengen ech, esou wäit ech op jidde Fall gesot
kritt hunn, nach ëmmer d'Capacitéit vun
deenen Zich, déi do zirkuléieren, net grouss ge-
nuch, fir all déi, déi do wëlle matfueren, matze-

huelen. An de Problem vun den Empfangparkin-
gen ass nach net komplett geléist. Et mussen
nach Empfangparkinge geschafe ginn, och enner
anerem an der Région frontalière vun der
Belsch a vu Frankräich. Eréischt wann dat in-
tegral realiséiert ass, kann ee jugéieren, wat
d'Nützlechkeet vun där neier Zuchstreck do
ass.

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Dévelop-
pement durable et des Infrastructures*.- Also ech
hunnen et...

► **M. le Président**.- Här Urbany, mir fänken
awer elo net erëm eng Kéier d'ganz Diskus-
sioun un. Här Minister, eng kuerz Äntwert,
wann ech gelifft!

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Dévelop-
pement durable et des Infrastructures*.- Dat deet
mer elo leed, Här President, well ech géif awer
elo nees eng Kéier gär vu vir ufänken.

Also, natierlech hu mer net all Problemer geléist
nach an natierlech, ech konnt net iwwer
Parkraummanagement schwätzen, ech hunn
net iwwer Park & Ride geschwat, ech hunn net
iwwer Telematik geschwat, ech hunn net iwwer
eng ganz Rei ähnlech Problemer geschwat, déi
awer hei hätte missen ugeschwat ginn.

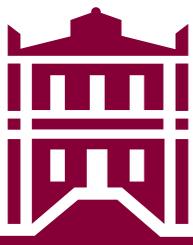
Jo, mir mussen nach Park & Riden derbäi bauen.
Jo, mir mussen nach kucken, datt mer och nach
d'Zuel vun de Leit, déi op den öffentlechen
Transport ginn, selbstverständlech an d'Luucht
kréien. Mä dat empéchéiert awer net a mengen
Aen, mat den Zuelen, déi mer kennen, mat de
Problemer, déi mer zu Käerjeng kennen, mat
där Luftverschmutzung, déi mer do hunn, datt
mer och dee Contournement brauchen. L'un
n'exclut pas l'autre. Déi zwou Saachen, déi dräi
Saachen, déi véier Saache sinn nécessaire, och
op där Streck, a mengen Aen.

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Da kommt,
mir maachen emol dat eent!

► **M. le Président**.- Merci elo dem zoustän-
negen Nohaltegeetsminister. Domadder wär
d'Diskussioun ofgeschloss a mir si gläichzäiteg
um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber
kënn muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.22 heures)



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2537	Gilles Roth	Opérations risquées dans le monde financier
2548	Gast Gibéryen	Fermeture éventuelle du site d'ArcelorMittal à Bissen
2549	François Bausch	Attribution de «stock options»
2645	Serge Urbany	Prochain plan quadriennal de l'Université du Luxembourg
2647	Jean Colombero	Télémédecine
2656	Roger Negri	Archives nationales
2673	Sylvie Andrigh-Duval	Personnes âgées souffrant d'une maladie psychiatrique
2680	Henri Kox	Réduction de la consommation d'énergie dans les bâtiments publics
2689	Jean Colombero	Formation «case management» de l'Institut Universitaire International Luxembourg
2694	Fernand Kartheiser	Échanges d'informations fiscales pour les entreprises
2695	Fernand Kartheiser	Remboursement des frais de traitement en cas de maladie rare
2696	Fernand Kartheiser	Remboursement d'implants dentaires
2697	Ben Fayot	Certification de certaines formations
2698	Camille Gira	Quotas d'émissions de CO ₂
2699	Ben Fayot	Financement de productions cinématographiques et audiovisuelles
2700	Jean Colombero	Assurance dépendance
2701	Jean Colombero	Route nationale N1 entre Grevenmacher et Potaschbierg
2702	Carlo Wagner	Remboursement des cotisations dépassant le plafond cotisable
2703	Fernand Kartheiser	Rapatriment en jet privé
2704	Marc Angel	Soutien aux entreprises
2705	Fernand Etgen	Permis de conduire spécifique pour les volontaires des corps de sapeurs-pompier
2706	Nancy Arendt	Consommation de cannabis
2707	André Bauler	Fonds du Logement
2708	Marcel Oberweis	Secteur industriel au Luxembourg
2709	François Bausch	Nouveau système de sécurité des trains SNCB
2710	Jean Colombero	Païement des mémoires d'honoraires par Internet banking
2711	Viviane Loschetter	Locaux d'OPE à Schiffflange
2712	Jean Colombero	Dossier médical électronique
2713	Jean Colombero	Interdiction de trois pesticides mortels pour les abeilles
2714	Sylvie Andrigh-Duval	Surdose de radiations en radiothérapie
2715	Serge Wilmes	Enquêtes judiciaires en cours à l'étranger contre les pratiques d'anciennes filiales luxembourgeoises de banques islandaises
2716	Eugène Berger	Isolation acoustique des maisons à appartements
2717	Fernand Kartheiser	Accident sur la décharge SIDEC à Fridhaff
2718	Fernand Kartheiser	Santé au travail à la décharge SIDEC à Fridhaff
2720	Anne Bresseur	Situation des droits de l'Homme en Corée du Nord
2722	Eugène Berger	Plan sectoriel «éoliennes»
2723	Gast Gibéryen	Incident lors de l'intervention d'une ambulance le 14 mars 2013
2724	Fernand Kartheiser	Premium SMS Service
2725	André Bauler	Développement des écotecnologies sur le territoire de la «Nordstad»
2726	Jean Colombero	Maisons de soins
2727	Jean Colombero	Règlement des centres de recyclage
2728	Josée Lorsché	Bisphénol A
2729	Camille Gira	Refus de la Chine de payer pour les émissions de CO ₂ dans l'UE
2730	André Bauler	Transversale de Clervaux

Question 2537 (5.2.2013) de M. Gilles Roth (CSV) concernant les opérations risquées dans le monde financier:

Dans son édition du 5 février 2013, le «Luxemburger Wort» a publié un article intitulé «Bankern droht bei riskanten Geschäften Haft» et qui indique que «Die deutsche Bundesregierung knüpft sich zockende Banken und Versicherungen vor: Ihnen drohen künftig harte Strafen, wenn sie ihre Unternehmen durch besonders riskante Geschäfte in eine Schiefelage bringen.»

Le Gouvernement allemand entend ainsi tirer ses leçons de la crise financière des années 2008/2009.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Quelles sont les leçons que le Gouvernement luxembourgeois a tirées de la crise financière 2008/2009?
2. Les sanctions administratives et pénales figurant actuellement dans les lois luxembour-

geoises sont-elles suffisamment dissuasives pour éviter des excès de la part de soi-disant «banksters»?

3. Dans la négative, ne faudrait-il pas revoir la législation actuelle afin de réprimer de manière plus appropriée de tels agissements? N'en va-t-il pas de la crédibilité de la place financière du Luxembourg?

4. Existe-t-il, selon le Ministre, d'autres moyens aboutissant au même résultat, sans passer par une aggravation de la loi?

Réponse (11.7.2013) de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:

La crise financière a révélé certaines faiblesses tant au niveau de la réglementation que de la surveillance du secteur financier au niveau mondial. La Commission européenne a lancé dès 2008 un vaste programme de réforme pour tirer les leçons de la crise et remédier aux lacunes constatées. La mise en place d'une nouvelle architecture financière est la clé de voûte de ce programme de réforme ambitieux. Le système européen de surveillance financière (SESF) se compose du Comité européen du risque systémique (CERS) établi auprès de la Banque centrale européenne à Francfort, de l'Autorité bancaire européenne (EBA) établie à Londres, de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (EIOPA) établie à Francfort, de l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA) établie à Paris, ainsi que des autorités compétentes nationales.

Le deuxième pilier de la réforme lancée par la Commission européenne pour sécuriser et consolider le système financier, prévenir les crises et redonner confiance aux consommateurs, est composé de plusieurs vagues législatives destinées à doter les autorités de surveillance des moyens pour détecter les risques excessifs susceptibles de s'accumuler dans le système financier, comme cela a été le cas durant la période précédant la crise financière. Par le passé certaines politiques de rémunération des banques ont été orientées vers les résultats à court terme au détriment de la rentabilité à long terme. Elles ont ainsi favorisé les prises de risques excessifs. Les nouvelles exigences réglementaires obligent dorénavant les banques d'élaborer des politiques de rémunération qui ne récompensent plus les cadres et employés qui prennent des risques excessifs, faute de quoi elles seront sanctionnées, mais au contraire encouragent le personnel à agir dans l'intérêt à long terme des banques.

Le renforcement des régimes de sanctions dans le secteur des services financiers constitue le troisième pilier du programme de réforme de la Commission européenne. Des régimes de sanctions efficaces, stricts et dissuasifs et suffisamment convergents sont le corollaire indispensable à la mise en place du SESF; ils permettent en outre d'améliorer la coordination des mesures d'application prises par les autorités nationales.

La réglementation luxembourgeoise a été adaptée aux nouvelles exigences prudentielles de l'Union notamment pour ce qui est de l'identification, évaluation, gestion et contrôle des risques et de la politique de rémunération des banques. Par ailleurs, le Gouvernement luxembourgeois envisage de présenter prochainement un projet de loi visant à renforcer les pouvoirs d'intervention et de sanction de la CSSF. Le projet de loi a pour objet de réformer dans le secteur financier la réglementation, la pratique et les procédures en matière de sanctions administratives en s'inspirant des recommandations et normes européennes et internationales aux fins de doter la CSSF des pouvoirs et outils nécessaires pour exercer de manière efficace sa mission de surveillance, veiller au respect des textes légaux régissant le secteur financier et coopérer avec ses homologues étrangers dans le cadre d'enquêtes transfrontalières.

Question 2548 (8.2.2013) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant la fermeture éventuelle du site d'ArcelorMittal à Bissen:

Zënter e puer Deeg lafe Rumeuren, datt de Site ArcelorMittal Biissen soll eventuell zougemaach ginn. Verschidden auslännesch Delegatiounen hätte sech d'Installatiounen op der Plaz uegekuckt, mat der Absicht an hir Länner ze delokaliseren. Falls dës Rumeuren net sollte stëmmen, wier et wichteg, wa se vun offizieller Sait géifen direkt dementiert ginn.

An dësem Kontext géif ech dem Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1) Kann den Här Wirtschaftsminister dës Informatiounen confirméieren respektiv dementéieren?

2) Am Fall vun enger Confirmatioun, wéini ass de Minister informéiert ginn?

3) Hu schonns Gesprécher téscht der Direktioun vun ArcelorMittal an dem Minister statt-fonnt?

4) Sinn d'Sozialpartner informéiert ginn?

5) Sinn nieft Biissen och aner Wierker zu Lëtzebuerg, déi zu ArcelorMittal gehéieren, am Gespräch fir zougemaach ze ginn?

Réponse (1.7.2013) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum honora- blen Deputéierten Gast Gibéryen betreffend d'éventuell Schléissung vum Site ArcelorMittal Biissen, kënn mir folgend Informatiounen mat- deelen:

D'Regierung ass a permanentem Kontakt mat ArcelorMittal am Kader vum Accord vun der Stoltripartite Lux 2016 vum Mäerz 2016. Dësen Accord applizéiert sech och op d'Tréfilerie vu Beetebuerg a Biissen.

D'Regierung mécht regelméisseg e Suivi vum Accord vun der Stoltripartite am Kader vum „Comité de suivi des effectifs de la sidérurgie“ an am Kader vum „Comité de suivi des investissements“ a bleift iwwert dëse Wee um Courant vun den Evolitiounen am Stolsektor an an de verschiddene Wierker vun ArcelorMittal zu Lëtzebuerg.

Et leie mir keng Informatiounen vir, dass de Site ArcelorMittal Biissen sollt zougemaach ginn. D'Direktioun vun ArcelorMittal huet och zu kengem Moment Gesprécher, déi an déi Rich- tung géife goen, mat mengem Ministère ge- fouert.

Question 2549 (8.2.2013) de M. François Bausch (déi gréng) concernant l'attribution de «stock options»:

À l'origine, les «stock options» accordées en tant que bonus à certains employés leur permettaient d'acquies, à une date et un prix fixes à l'avance et sous certaines conditions, des actions de leur entreprise ou de sa maison mère. Ceci était conçu pour inciter les employés à agir de façon à faire monter les résultats financiers et donc les cours boursiers de leur entreprise.

Il n'existe pas de législation spécifique au Luxembourg concernant l'attribution de «stock options». Une circulaire administrative définit leur traitement fiscal. Suite aux discussions dans le contexte du budget de l'année 2013, ce traitement fiscal a été légèrement revu et une nouvelle circulaire (L.I.R. n°104/2 du 20 décembre 2012) vient d'être éditée.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. L'octroi d'options d'achat d'actions est une pratique assez répandue dans les grandes entreprises. La circulaire L.I.R. n°104/2 a toutefois une portée plus large, car elle est applicable, au même titre que la circulaire précédente, datée du 11 janvier 2002, à tous les plans de «stock options», même pour des actions sous-jacentes sans relation aucune avec l'entreprise de l'employé.

Est-il correct que cette circulaire est également appliquée à des plans portant par exemple sur les actions émises par une SICAV obligataire ou monétaire, dans des conditions où le plan n'a pas de lien avec le capital de l'entreprise?

2. La circulaire autorise-t-elle, au même titre que la circulaire précédente, des opérations portant sur des parts d'une SICAV acquises par une banque et cédées aux bénéficiaires du plan d'acquisition d'actions dans des conditions où seulement 17,5% du prix d'acquisition des parts est imposable dans le chef du salarié, ceci



bien entendu dans les cas où les autres méthodes d'évaluation visées à la circulaire sont écartées?

3. La circulaire indique que cette évaluation à 17,5% doit être conforme à des conditions raisonnables. Que faut-il entendre dans ce cas par «conditions raisonnables»? Qui détermine ces conditions raisonnables?

4. La valeur ainsi calculée par application du taux de 17,5% est-elle également applicable aux programmes où les options peuvent être échangées contre des actions, et dans lesquels le prix des actions est compris dans le prix de l'option, soit un prix purement symbolique est payé par le salarié pour l'acquisition des actions?

5. Dans l'hypothèse visée ci-dessus, la pratique du marché semble être qu'une banque propose la transaction à l'entreprise et facture à l'employeur le coût du montage, et notamment le prix d'acquisition des actions.

L'employeur est-il autorisé à déduire de son revenu imposable, à titre de dépenses d'exploitation, le montant intégral des frais liés à l'opération, ou la déduction dans le chef de l'employeur est-elle limitée au montant de l'avantage en nature calculé sur base du taux de 17,5% conformément à la circulaire?

6. Dans l'hypothèse où l'employeur est autorisé à déduire 100% de la valeur effective des options émises et du prix d'acquisition des actions, et que le salarié n'est imposé que sur 17,5% de cette valeur, la circulaire autoriserait en définitive une défiscalisation de 82,5% de la valeur des titres.

Un tel résultat serait-il compatible avec le texte de l'article 108 L.I.R. que la circulaire invoque comme base juridique pour justifier sa doctrine administrative?

7. Dans la même hypothèse, est-ce que le Ministre est d'avis qu'une telle pratique soit compatible avec la devise de la progressivité de l'imposition?

8. Suivant nos informations, certaines entreprises ont appliqué par le passé des «stock options» plans basés sur les principes énoncés ci-avant, dans le seul but de défiscaliser une partie significative du revenu soit de leurs seuls cadres soit de tous leurs salariés. Certaines entreprises ont procédé à des réductions de salaire pour alimenter ces programmes, d'autres ont appliqué les programmes aux seules gratifications de fin d'année, payées traditionnellement comme complément de salaire soumis à l'impôt sur le revenu.

Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'administration devrait analyser de tels dossiers pour déterminer au cas par cas si ces pratiques ont comme première finalité de réduire la charge fiscale et relèvent à ce titre de l'abus de droit au sens de l'article 6 de la loi d'adaptation fiscale? Dans ces hypothèses, l'administration ne devrait-elle pas vérifier systématiquement si les conditions de requalification du programme en salaire pleinement imposable sont réunies?

9. Quel est le montant total de l'assiette imposée selon la circulaire en question? Quel est le nombre de contribuables concernés tant du côté des entreprises employeurs que des employés?

Réponse (4.7.2013) de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:

Dans le cadre de l'établissement du revenu imposable provenant d'une occupation salariée, l'article 104 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) donne dans son alinéa 1^{er} une définition de la notion «recettes» et formule, dans ses alinéas 2 et 3, certaines règles d'évaluation.

Ainsi, les biens et avantages ne consistant pas en espèces sont estimés aux prix moyens usuels du lieu de consommation ou d'usage et de l'époque de la mise à disposition.

En ce qui concerne le traitement fiscal de l'avantage des «stock options» au regard des revenus provenant de l'exercice d'une occupation salariée, les dispositions suivantes ont figuré dans le projet de loi n°4855 déposé le 12 octobre 2001.

«Stock options

Il reste à noter que l'encadrement fiscal du mécanisme des «stock options» en faveur des salariés sera précisé au niveau d'une circulaire du directeur de l'Administration des Contributions directes (ACD) qui sera émise avant la fin de l'année 2001. En effet, le régime fiscal en question ne fait pas l'objet d'une disposition fiscale particulière et continuera à se faire conformé-

ment aux dispositions existantes de droit commun des articles 104 et 108 L.I.R. Suivant les cas, l'imposition se fait soit lors de l'attribution de l'option, soit lors de l'exercice de l'option.»

En exécution de l'engagement précité, le directeur des contributions a émis le 11 janvier 2002 une circulaire administrative en la matière.

Cette circulaire distingue deux types d'options: les options individuelles ou virtuelles non librement négociables et celles librement négociables. Les premières sont imposées à l'exercice alors que les secondes le sont à l'octroi.

Options individuelles

Les options individuelles ne sont pas librement négociables et leur contre-valeur n'est pas à tout moment disponible pour le salarié. Du point de vue fiscal, ces options ne représentent pas l'octroi d'un bien, mais l'aménagement par l'employeur aux salariés de la possibilité de bénéficier éventuellement d'un gain futur. Les salariés ne réalisent un revenu de leur activité qu'au moment où ils exercent leur option d'achat des actions. L'avantage en nature est égal à la différence entre, d'une part, la valeur en bourse ou la valeur estimée de réalisation des actions obtenues et, d'autre part, le montant payé par les salariés pour l'acquisition desdites actions.

Dans certains cas, les actions acquises dans le cadre d'un tel plan d'option sur actions sont frappées d'une clause d'indisponibilité, c'est-à-dire que pendant un certain nombre d'années le salarié ne peut pas céder les actions qu'il a acquises dans le cadre du plan. Cette clause d'indisponibilité réduit la valeur intrinsèque de l'action, parce que pendant la période de blocage, le salarié ne peut céder lesdites actions ni pour réaliser une éventuelle plus-value, ni pour limiter une éventuelle moins-value qui est survenue au cours du blocage.

Aussi, pour tenir compte de la diminution de valeur consécutive à l'indisponibilité des actions, l'ACD admet-elle une décote de 5% par an, sans toutefois dépasser 20%, de la valeur en bourse ou de la valeur estimée de réalisation des actions obtenues dans le cadre du plan en vue de déterminer l'avantage en nature à imposer dans le chef du salarié. Le fait que le plan stipule que la clause d'indisponibilité des actions est levée dans certaines circonstances exceptionnelles (maladie grave, invalidité ou décès du salarié), ne porte pas atteinte à la mise en compte de la décote fiscale susvisée. Toutefois, si d'autres cas de déblocage anticipé se produisent par suite de certaines circonstances initialement non prévisibles, la décote préalablement accordée est à réduire en proportion de la période courue entre la date de la souscription et la date du déblocage anticipé des actions en cause.

L'avantage en nature résultant des options sur actions est à ajouter au salaire et est imposé comme une rémunération ordinaire du salarié. Comme pour toute autre rémunération, la retenue à la source prélevée doit être versée à l'administration pour le dix du mois suivant l'imposition.

Options librement négociables

L'octroi par l'employeur au salarié d'options qui sont librement négociables (cessibles au gré du salarié à des tiers, à des salariés de l'entreprise ou encore à l'employeur) constitue un avantage en nature pour les salariés au moment où ces options leur sont allouées. L'avantage à mettre en compte dans le chef du salarié est égal à la différence entre, d'une part, la valeur en bourse ou, à défaut, le prix estimé de réalisation des options et, d'autre part, le prix déboursé par les salariés pour l'acquisition desdites options.

Par options librement cessibles, il y a lieu d'entendre les options qui sont cessibles au gré du salarié à des tiers, à des salariés de l'entreprise ou encore à l'employeur.

Ne constituent pas des options de l'espèce, les options dont la possibilité de cession peut être, à tout moment ou dans certaines circonstances, annulée en tout ou en très grande partie soit par l'employeur, soit unilatéralement ou contractuellement (par exemple en cas de licenciement, de démission du salarié).

Dans certaines hypothèses, il arrive que l'employeur se réserve un droit de préemption sur les options allouées aux salariés avant que celles-ci ne puissent être offertes à des tiers. Cette circonstance ne constitue pas un élément dirimant au regard de l'imposition des options au moment de l'octroi, si la valeur de rachat des options offertes par l'employeur est conforme à la valeur estimée de réalisation desdites options.

L'avantage salarial représenté par l'octroi à titre gratuit ou à prix réduit des options est imposable en tant que rémunération ordinaire dans le chef des salariés bénéficiaires. Comme pour

toute autre rémunération, la retenue à la source prélevée doit être versée à l'administration pour le dix du mois suivant l'imposition.

Lors de l'élaboration du budget pour l'année 2013, l'exposé des motifs du projet de loi n°6497 a retenu ce qui suit:

«2. Stock options

Le régime fiscal des «stock options» ne fait pas l'objet d'une disposition légale particulière, mais les avantages résultant des plans d'options sur acquisition de parts sont imposés selon les articles 104 et 108 L.I.R. Le régime d'imposition des plans d'option sur acquisition d'actions fait l'objet de la circulaire L.I.R. n°104/2 du 11 janvier 2002. Cette circulaire sera modifiée, avec effet au 1^{er} janvier 2013, notamment en ce qui concerne le champ d'application du régime.»

La valeur des options librement cessibles sera imposée, en l'absence d'une cotation en bourse et faute de l'évaluation à la méthode des économistes américains Myron Scholes et Fisher Black ou à une autre méthode comparable, à une valeur égale à 17,5% (en lieu et place des 7,5%) de la valeur sous-jacente du titre de participation au moment de l'octroi de l'option.

En outre, la nouvelle circulaire exige que l'évaluation à 17,5% doive être conforme à des conditions raisonnables. Sur la base d'une note de service le directeur de l'ACD précise que ces conditions sont remplies au cas où les trois critères suivants sont respectés cumulativement:

1) La quote-part des options ne doit pas dépasser 50% de la rémunération brute annuelle totale (options étant comprises). Ce pourcentage doit s'apprécier sur une base individuelle pour chacun des participants du plan.

2) Le plan d'option ne peut s'appliquer qu'aux personnes définies à l'article L 211-27 (5) du Code du Travail.

3) Le plan d'option sur acquisition d'actions doit être conçu de telle sorte que le prix de l'option ne doit pas dépasser 60% de la valeur sous-jacente du titre.

Au cas où l'un des trois critères n'est pas rempli, il faut recourir obligatoirement à la méthode Scholes et Black ou à une autre méthode financière comparable.

Toutefois, aucune distinction en matière d'évaluation n'est faite pour ce qui est du choix de la société dans laquelle l'option accorde le droit à une action.

La note de service du directeur de l'ACD ne s'applique cependant pas aux options «classiques» mais uniquement aux options dont le sous-jacent est non corrélé aux titres de l'entreprise dits «plans warrants».

Des plans dits «syndiqués» qui regroupent des employés de plusieurs entreprises sont possibles.

En ce qui concerne le montant de la dépense déductible, l'article 45 L.I.R. dispose que les dépenses provoquées exclusivement par l'entreprise sont considérées comme dépenses d'exploitation. Il s'agit donc du montant déboursé par l'employeur.

Finalement, l'Administration des Contributions directes ne dispose pas de statistiques concernant les «stock options».

Question 2645 (27.3.2013) de M. Serge Urbany (déi Lénk) concernant le prochain plan quadriennal de l'Université du Luxembourg:

Dans le contexte de l'établissement du prochain plan quadriennal pour l'Université du Luxembourg (UdL) pour les années 2014-2017, qui est censé être négocié entre le Gouvernement et l'UdL dans les mois à venir, des sources internes de l'UdL laissent entendre que le conseil de gouvernance table d'ores et déjà sur une croissance moyenne de la dotation de l'État au budget de l'UdL de 3% par an, inflation comprise. Étant donné qu'on peut s'attendre en moyenne à une tranche indiciaire de 2,5%, nonobstant d'éventuelles manipulations supplémentaires du mécanisme indiciaire, ne faut-il pas craindre qu'une telle limitation risque de bloquer le développement de l'université, lui laisse très peu de marge de manœuvre par rapport à sa masse salariale? En fait, une telle limitation risque même de mettre en cause le déroulement normal des carrières actuellement pratiqué par l'université, ce qui ne contribuerait guère à augmenter l'attractivité de l'UdL en vue de recrutements futurs et freinerait outre mesure la politique de recrutement de l'université, alors que le rapport d'évaluation interne présenté récemment souligne au contraire l'insuffisance des effectifs, en premier lieu au niveau du personnel administratif.

Si ces affirmations étaient correctes, elles ne seraient pas sans rappeler la discussion autour de l'enveloppe budgétaire globale des hôpitaux lors de la réforme des soins de santé, qui prévoyait également une progression annuelle limitée à 3%. Or, à l'époque, la commission parlementaire a introduit un amendement pour préciser qu'il s'agit d'une progression indiciaire (cf. dépêche du Président de la Chambre des Députés au Président du Conseil d'État du 26 novembre 2010, document parlementaire n°6196/5).

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer qu'une telle limitation à 3% par an de la progression de la contribution financière de l'État au fonctionnement de l'UdL est effectivement en discussion?

- Est-ce qu'il ne pense pas que si c'était le cas, il faudrait au moins, à l'instar de l'enveloppe budgétaire des hôpitaux, indiquer que le montant sera adapté à l'indice pondéré du coût de la vie?

Réponse (1.7.2013) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

Les questions posées par l'honorable Député Monsieur Serge Urbany donnent lieu aux réponses suivantes:

De façon générale, le plan quadriennal de l'université est en cours d'élaboration; ce plan conduira à la conclusion du contrat d'établissement entre l'État et l'Université du Luxembourg. L'université jouit de l'autonomie et l'établissement du plan quadriennal est de sa seule responsabilité. Le Ministre intervient seulement après que le plan quadriennal a été approuvé par le conseil de gouvernance pour élaborer ensuite avec l'université le contrat d'établissement. Il n'appartient donc pas au ministre de prendre position par rapport à des discussions voire même des rumeurs au sein de l'université.

L'enveloppe budgétaire sera définie dans le cadre du contrat d'établissement et à ce sujet je renvoie l'honorable Député aux affirmations de Monsieur le Premier Ministre lors de son discours sur l'état de la nation.

Question 2647 (2.4.2013) de M. Jean Colombara (Onofhängeg) concernant la télé-médecine:

Das Luxemburger Wirtschaftsministerium unterstützt die „Medetel“-Veranstaltung in diesem Jahr in den Ausstellungshallen der LuxExpo. Es wird in der Newsletter des Veranstalters berichtet, dass unser Wirtschaftsministerium seit Jahren aktiv ist in der Entwicklung und Umsetzung eines nationalen Planes für Gesundheitstechnologien mit internationalen Ambitionen. Auf der anderen Seite sind diese Technologien hier in Luxemburg bisher sehr wenig verwendet worden.

Fragen:

1) Was hat Luxemburg bisher in Sachen Telemedizin-Versorgung anzubieten und wie viele Menschen profitieren tagtäglich davon?

2) Welchen Mehrwert sieht der Wirtschaftsminister für unsere nationale Ökonomie durch die Entwicklung einer Plattform für Telemedizin als weitere Diversifikation unserer nationalen Wirtschaft?

3) Was sind die einzelnen implementierten nationalen Telemedizin-Programme und wer sind die Betreiber dieser Programme hierzulande?

4) Welche Rankings belegt unser Land in dieser Hinsicht in internationalen Vergleichsstudien?

5) Gibt es konkrete Projekte?

Réponse commune (28.6.2013) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, et de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

La télémédecine ou médecine à distance, qui consiste à utiliser des technologies de l'information et de la communication (TIC) afin de permettre ou de faciliter certains actes médicaux, est un domaine important dans le contexte de la politique de diversification économique, et ce pour différentes raisons:

- la présence à Luxembourg d'activités de recherche dans ce domaine, notamment au sein du département Santec du CRP Tudor, mais aussi dans des sociétés du secteur privé;

- la focalisation sur le secteur de la recherche biomédicale en général en tant que vecteur de croissance;

- l'avantage compétitif que représente l'infrastructure nationale (centres de données, connectivité, etc.) pour l'ensemble des activités liées aux TIC;

- les possibilités endogènes de diversification au sein du secteur des TIC, compte tenu du nombre d'acteurs et des compétences déjà présentes.

Le développement d'une plateforme nationale de télémédecine apporte un élément additionnel à la promotion de ce secteur d'activités en mettant en place les conditions nécessaires à l'adoption et à la mise en œuvre de la médecine à distance et en donnant un signal aux acteurs économiques de la volonté du Luxembourg à s'engager sur cette voie.

La télémédecine que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) définit comme étant «la partie de la médecine qui utilise la transmission par télécommunication d'informations médicales, en vue d'obtenir à distance un diagnostic, un avis spécialisé, une surveillance continue d'un malade, une décision thérapeutique», recouvre notamment les échanges d'avis entre professionnels de santé (téléconsultation, téléexpertise ou réunions par visioconférence...), l'assistance à distance, par des conseils diagnostiques et thérapeutiques, d'un patient ou la surveillance à domicile (télésurveillance et télé-diagnostic), de même que la pratique à distance d'un acte médical spécifique (téléchirurgie...).

Force est de souligner que la télémédecine constitue ainsi un moyen prometteur permettant d'améliorer la qualité des soins au profit des patients dans certaines circonstances. La télémédecine ne saurait toutefois remplacer, voire se substituer au dialogue du patient avec son prestataire de soins de santé.

D'un point de vue infrastructurel, le Luxembourg dispose à l'heure actuelle, avec le HealthNet et le réseau mutualisé des hôpitaux, d'une connectivité sectorielle sécurisée à haut débit permettant d'organiser la circulation des données, notamment dans le cadre d'applications de télémédecine.

Les établissements hospitaliers se sont équipés de solutions de visioconférence permettant des échanges d'avis avec des experts nationaux ou étrangers.

Des expériences avec des solutions de télémédecine ont été faites depuis plusieurs années, notamment dans le cadre d'un projet visant à développer une solution de télémédecine permettant le suivi de patients à insuffisance cardiaque, financé à travers des fonds de recherche et des fonds du département ministériel de la santé.

Dans le domaine de l'imagerie médicale, le programme mammographie a été digitalisé en vue d'une meilleure qualité et rapidité. Dans ce même domaine, le CHL échange des clichés digitalisés avec l'infirmerie du Centre pénitentiaire de Luxembourg.

L'échange d'avis entre professionnels, notamment entre un médecin de confiance en contact direct avec le patient et un expert au sein d'un centre de compétence national (par exemple l'INCCI) ou étranger (par exemple dans le domaine des maladies rares), est prometteur pour améliorer la qualité de certaines prises en charge nécessitant une qualification particulière spécifique.

Avec le vieillissement de notre population, les applications de télésurveillance et de téléassistance constitueront certainement des moyens privilégiés d'une prise en charge qualitative d'une patientèle plus fréquemment et plus longtemps prise en charge à domicile.

Le Luxembourg dispose déjà aujourd'hui d'une certaine expérience en la matière et l'Agence eSanté récemment créée va faciliter et soutenir le développement de la télémédecine au Luxembourg. À l'heure actuelle, l'Agence eSanté est en cours de sélectionner les partenaires industriels en vue de la mise en place et de l'exploitation d'une plateforme nationale d'échange et de partage de données de santé.

Question 2656 (12.4.2013) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant les **archives nationales:**

Le jeudi 21 février 2013, le projet de loi concernant la construction d'un nouveau bâtiment pour la Bibliothèque nationale de Luxembourg (BNL) a été adopté par la Chambre des Députés.

Je tiens à souligner qu'une autre institution culturelle, à savoir les Archives nationales (AN-Lux), se trouve dans une situation au moins aussi précaire que celle de la Bibliothèque nationale. Dans ce contexte, j'aimerais rappeler le fait que, dû à la situation financière du pays, le projet pour la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales à Belval a été abandonné par le Gouvernement en 2008.

Actuellement les Archives nationales disposent, respectivement loué, trois dépôts annexes pour faire parer à leur problème de stockage. Un nouveau dépôt provisoire est en construction dans la zone industrielle Bourmicht à Bertrange pour héberger temporairement les archives stockées dans le bâtiment de la Poste à Luxembourg-gare qui va disparaître au cours de l'année 2014.

Vu l'état et les conditions de sécurité du bâtiment central sis au Plateau du St Esprit, il a été décidé de procéder à une mise en conformité dudit bâtiment. Ces travaux vont débiter vers la fin de l'année courante et apparemment les Archives nationales doivent fermer leurs portes au public pour une période prolongée.

Considérant ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- 1) Quelle est l'envergure des travaux de mise en conformité et à combien s'élèvent les coûts de cette entreprise?
- 2) Quelles sont les conséquences de ces travaux pour le public et, en particulier, pour les étudiants et chercheurs de l'Université du Luxembourg?
- 3) Quels sont les impacts de tous ces travaux quant au fonctionnement et à la gestion interne des Archives nationales vu le manque chronique de personnel?
- 4) Quels sont les risques émanant de tous ces travaux et déménagements pour les documents?
- 5) Quel est l'avenir du projet initialement prévu à Esch/Belval?
- 6) En considérant les différents facteurs précédents ne serait-il pas plus opportun de reprendre l'idée de la construction d'un nouveau bâtiment fonctionnel adapté aux besoins des Archives nationales au lieu d'investir des montants conséquents dans des mesures provisoires en sachant que les problèmes de place vont s'aggraver davantage dans le futur?

Réponse commune (1.7.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

1) Suite aux remarques émises par un organisme agréé et portant sur des insuffisances en matière de sécurité du bâtiment des Archives nationales, un bureau d'études a été chargé d'élaborer un concept reprenant les exigences soulevées par cet organisme. Ainsi, le bureau d'études a défini, sur avis du Service national de la sécurité dans la fonction publique, de l'Inspection du Travail et des Mines et du Service d'incendie et de sauvetage de la ville de Luxembourg, les travaux de mise en conformité à réaliser. Il est à noter qu'il s'agit de l'occurrence de mesures indispensables afin de pouvoir obtenir l'autorisation d'exploitation requise pour la poursuite des activités des Archives nationales.

Sont prévus en particulier l'installation de nouveaux tableaux électriques, d'un nouvel éclairage de secours, d'un nouveau système de détection incendie, d'un parafoudre et le remplacement et la mise en conformité des portes coupe-feu. Ces mesures incluent également les travaux accessoires tels la protection et l'emballage des documents d'archives. Le coût total de ces mesures de sécurisation s'élève à environ 860.000 euros HTVA, soit 1.180.000 euros toutes taxes, honoraires et frais compris.

En outre, un certain nombre de travaux de finition et de rénovation, complémentaires aux travaux de mise en conformité, seront effectués afin de garantir le bon fonctionnement du bâtiment des Archives nationales. Le coût de ces travaux est évalué à environ 180.000 euros HTVA, soit à 220.000 euros toutes taxes, frais et honoraires compris. Seront réalisés dans ce contexte des travaux de plâtrerie, des travaux de mise en peinture, un raccordement au réseau du chauffage urbain et l'installation de radiateurs sous combles, le remplacement de la porte d'entrée et de diverses autres portes extérieures et l'isolation de l'atelier de restauration dans les combles.

Le montant total du projet s'élève dès lors à quelque 1.400.000 euros TTC.

2) Compte tenu de l'envergure des travaux à réaliser et pour des raisons évidentes de sécurité, il a été retenu d'un commun accord avec les responsables des Archives nationales de proscrire l'accès du public aux Archives nationales pendant la réalisation des travaux de mise en conformité, dont la durée est estimée à environ quatre mois.

Afin de limiter les inconvénients pour les utilisateurs, les responsables des Archives nationales s'efforceront dans la mesure du possible de trouver des solutions de rechange.

3) Les travaux de mise en conformité ne manqueront pas d'impacter le fonctionnement et la gestion interne des Archives nationales. L'établissement d'un calendrier des travaux et la planification exacte des interventions sont indispensables pour permettre au personnel d'assurer ses missions dans les meilleures conditions.

4) Les Archives nationales vont faire procéder à l'emballage des documents des archives en vue de leur protection par une entreprise spécialisée qui sera chargée de veiller à ce que toutes les mesures de protection soient maintenues pendant toute la durée du chantier.

5) Le Gouvernement ayant dû adapter son budget d'investissement depuis plusieurs années aux conditions économiques et à la situation budgétaire de l'État, il fallait à l'heure actuelle finaliser sur le site Belval prioritairement les bâtiments qui seront affectés à l'Université du Luxembourg, ceci afin que l'université puisse ouvrir ses portes à Belval dans les meilleurs délais possibles.

Le projet de construction de nouvelles Archives nationales à Belval a donc dû être reporté.

6) Les travaux de rénovation du bâtiment actuel sont absolument nécessaires afin de continuer à faire fonctionner les Archives nationales dans de bonnes conditions dans le court terme et cela même si des travaux pour des nouvelles archives devaient débiter incessamment.

Il importe de souligner que ces travaux seront en grande partie nécessaires et cela quelle que soit l'affectation future des bâtiments actuellement attribués aux Archives nationales. Il en va de même pour l'extension des possibilités de stockage en construction pour les Archives nationales à Bertrange-Bourmicht. Ces bâtiments, adjacents aux ateliers de l'Administration des Bâtiments publics, sont conçus de façon à pouvoir être réutilisés par cette administration dès qu'ils pourront être libérés par les Archives nationales après leur déménagement dans un nouveau siège.

Question 2673 (19.4.2013) de **Mme Sylvie Andrigh-Duval** (CSV) concernant les **personnes âgées souffrant d'une maladie psychiatrique:**

Considérant l'évolution démographique de la population au Grand-Duché de Luxembourg, il échet de constater que de plus en plus de personnes âgées sont atteintes de problèmes psychiatriques chroniques et que notamment chez les personnes de plus de 60 ans, 21% nécessitent des traitements psychiatriques.

Dans les maisons de soins comme dans les centres intégrés pour personnes âgées (CIPA), la prise en charge de ces personnes ne peut se faire vu l'infrastructure et l'organisation de ces institutions, de sorte que l'admission de ces dernières a été prise en charge fréquemment par le CHNP.

Or, d'après mes informations, l'admission définitive des personnes âgées atteintes de problèmes psychiatriques chroniques ne se fait désormais plus dans cet hôpital.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- 1) Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant combien de personnes âgées souffrent d'une maladie psychiatrique chronique (telle que schizophrénie, névrose) au Grand-Duché de Luxembourg?
- 2) Est-il vrai que l'admission des personnes âgées atteintes de troubles psychiatriques chroniques ne se fait plus au CHNP?
- 3) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'en indiquer les raisons?
- 4) Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre à l'avenir pour trouver une solution au problème de l'admission définitive des personnes âgées atteintes d'une maladie psychiatrique chronique?

Réponse (20.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Je tiens d'emblée à rassurer l'honorable Députée en l'informant que le Centre hospitalier neuropsychiatrique (CHNP) admet toujours des patients âgés atteints de troubles psychiatriques chroniques. Or, il n'est pas dans la mission du CHNP de prendre en charge des patients souffrant d'une démente non accompagnée de troubles psychiatriques, étant donné que cette mission relève des maisons de soins. L'admission au CHNP n'est dès lors pas liée à l'âge d'un patient.

Par ailleurs, les soins de longue durée des personnes âgées, avec ou sans maladies chro-

niques, sont prestés par différentes institutions relevant de la tutelle du Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Lorsqu'une personne âgée est atteinte d'une maladie mentale chronique et qu'une dégradation aiguë de son état de santé a lieu, cette personne âgée est tout d'abord prise en charge dans un service psychiatrique d'un hôpital aigu, parfois suivi d'un séjour au CHNP si son état psychiatrique ne s'est pas stabilisé ou s'est dégradé et nécessite encore des soins ou traitements de réhabilitation psychiatrique.

En dernier lieu, je voudrais faire part à l'honorable Députée des statistiques suivantes, qui ont été élaborées par la cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance et qui ont trait à l'année 2010.

- Personnes dépendantes présentant un trouble psychiatrique au titre de cause principale de la dépendance.

Selon une classification propre à l'assurance dépendance: ne sont pas reprises dans ce groupe les personnes atteintes de démence et de troubles des fonctions cognitives.

Genre	2010
Femmes	339
Hommes	210
Total	549
Groupes d'âge	2010
0-19 ans	3
20-59 ans	71
60-69 ans	122
70-79 ans	162
80-89 ans	165
90 ans et plus	26
Total	549

- Personnes dépendantes présentant une pathologie relevant du chapitre V de la classification internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10) - troubles mentaux et du comportement.

Groupes d'âge	2010
0-19 ans	191
20-59 ans	282
60-69 ans	223
70-79 ans	516
80-89 ans	1.160
90 ans et plus	397
Total	2.769

Genre	2010
Femmes	1.869
Hommes	900
Total	2.769

Question 2680 (23.4.2013) de **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant la **réduction de la consommation d'énergie dans les bâtiments publics:**

Récemment l'Université du Luxembourg a publié une étude suivant laquelle il existe un large potentiel (jusqu'à 50%) pour réduire la consommation d'énergie dans les bâtiments publics. Pour donner le bon exemple l'État devrait se doter d'un plan d'assainissement pluriannuel en relation avec l'exploitation de ce potentiel d'économie d'énergie.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce qu'un tel plan d'assainissement énergétique pour les bâtiments étatiques existe? Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me donner des informations détaillées (objets, mesures, résultats souhaités, échéances, coûts) en relation avec ce plan d'assainissement?

- Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord de se doter d'un tel plan d'assainissement dans les plus brefs délais et de mettre à disposition les budgets nécessaires afin de réaliser les mesures nécessaires?



- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord de présenter un tel plan aux membres de la Commission du Développement durable?

Réponse (2.7.2013) de **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Il y a lieu de relever que l'étude (thèse de doctorat) de l'Université du Luxembourg a été réalisée en collaboration avec l'Administration des Bâtiments publics qui a mis à disposition les données de nombreux bâtiments de l'État pour analyser leur potentiel en économie d'énergie. Cette étude fournit un état des lieux précieux, tout en apportant en même temps une contribution scientifique à la stratégie d'assainissement poursuivie par l'Administration des Bâtiments publics.

Cette stratégie d'assainissement énergétique s'applique à de nombreux projets étatiques en cours de planification ou en exécution et elle s'adapte aux situations réelles telles qu'elles se présentent dans le cadre des interventions de rénovation et des adaptations fonctionnelles, structurelles, techniques ou encore architecturales. Ainsi, la stratégie poursuivie par l'administration repose sur plusieurs critères qui dépassent le seul point de vue de l'assainissement énergétique, en tenant compte des particularités liées à chaque bâtiment pris isolément.

En ce qui concerne le coût des mesures d'assainissement mis en comparaison, l'étude de l'Université du Luxembourg prend en compte les mesures d'assainissement les moins onéreuses possibles pour améliorer la performance énergétique. Cependant, les standards d'exécution appliqués par l'Administration des Bâtiments publics sont souvent plus coûteux du fait que la performance énergétique n'est pas le seul critère à considérer lors du choix des matériaux. Aussi, les chantiers entamés par l'administration ne se limitent pas aux mesures purement énergétiques, mais comportent souvent également des travaux concernant la fonctionnalité et la salubrité des bâtiments. La durabilité, la facilité d'entretien et le respect du caractère architectural des immeubles existants n'étant que quelques exemples de critères supplémentaires à considérer.

À signaler également que l'étude préconise l'enchaînement des différentes mesures par corps de métiers sur la totalité des bâtiments concernés: l'isolation des toitures et des dalles sur sous-sol, l'isolation des façades, le remplacement des anciennes chaudières et le remplacement des fenêtres à vitrage simple. Cette approche, bien que convaincante et attractive du point de vue théorique, n'est pas toujours réalisable pour des raisons d'organisation et de disponibilité des ressources humaines et financières nécessaires à gérer ces multiples chantiers parallèles.

Pour ce qui est des immeubles plus récents, il y a lieu de préciser que la plupart des immeubles étatiques construits depuis 2000 ne nécessitent pas de mesures d'assainissement. Ces nouvelles constructions ont été réalisées en appliquant des concepts de durabilité et d'efficacité énergétique dès leur planification. À noter que l'Administration des Bâtiments publics a élaboré, ensemble avec des experts luxembourgeois et étrangers, des concepts spécifiques alliant efficacité énergétique et confort d'utilisation pour des bâtiments scolaires («Energieeffiziente Lyzeen») ainsi que pour des bâtiments administratifs («Komfort- und Energieoptimierte Bürogebäude»). Des lycées comme le Atert-Lycée, le nouveau Lycée de Junglinster, le bâtiment de la Justice de Paix à Esch-sur-Alzette, le bâtiment de la police sis rue Curie à Verlorenkost ou encore le nouvel immeuble pour l'Administration de la Nature et des Forêts à Diekirch ont été planifiés et réalisés en mettant en œuvre ces concepts. Le dernier projet cité va même au-delà des concepts retenus, s'agissant d'un projet-pilote à énergie positive.

Il est également à noter que les services de l'Administration des Bâtiments publics sont en voie d'élaborer un concept visant à identifier et mettre en œuvre les économies d'énergie potentielles supplémentaires après la mise en service des bâtiments (optimisation de la régulation des installations techniques et du paramétrage de réglage en fonction du profil d'utilisation réel du bâtiment, sensibilisation de l'utilisateur).

En ce qui concerne l'assainissement énergétique des autres bâtiments faisant partie du patrimoine de l'État et qui tombent sous la responsabilité de l'Administration des Bâtiments publics, il est, depuis 2011, progressivement procédé pour tous les immeubles étatiques, dont la surface est supérieure à 1.000 m², à

l'établissement de certificats de performance énergétique (CPE) afin de mieux connaître les caractéristiques en matière de consommation d'énergie. Les résultats de ces certificats constituent un outil permettant non seulement une visualisation globale de l'état énergétique des différents bâtiments par catégorie (établissements scolaires, bâtiments administratifs, etc.) mais aussi à mieux déterminer les priorités en matière d'assainissement. Le choix de ces priorités est également conditionné, outre par le potentiel de réduction des consommations d'énergie, par d'autres facteurs tels que le degré de dégradation et de vétusté du bâtiment et de ses installations, les éventuelles modifications substantielles requises, l'éventuel changement d'affectation de l'immeuble, l'urgence d'une intervention, la nécessité de déloger provisoirement les utilisateurs, les coûts d'investissements, les moyens en personnel de l'administration, etc.

Souvent des mesures ponctuelles d'assainissement plus légères sont suffisantes pour de nombreux immeubles afin de réduire sensiblement leurs consommations en énergie. Par le biais du Fonds d'entretien et de rénovation, créé en 2007 dans l'optique d'un entretien préventif permettant de revaloriser le patrimoine domaniale et de prévenir sa dégradation, un budget de quelque 7.800.000 euros a été investi au cours de ces quatre dernières années uniquement pour des travaux de remplacement de fenêtres, d'isolation des toitures ou des façades, de remplacement des installations de chauffage par un système plus performant, respectivement pour la mise en œuvre d'installations d'énergies renouvelables.

Un immeuble ancien, nécessitant un assainissement énergétique, présente souvent, en dehors des déficiences touchant l'enveloppe extérieure, également des défaillances au niveau des installations techniques et de sécurité, de l'organisation spatiale nécessitant une remise à niveau globale intérieure. Ces assainissements dits «lourds» sont engendrés par une combinaison de plusieurs facteurs (degré de vétusté, consommation d'énergie excessive, changements de l'affectation ou des besoins de l'utilisateur, etc.)

Aussi l'Administration des Bâtiments publics a-t-elle répertorié les bâtiments à fort potentiel en matière d'économie d'énergie. Un bureau spécialisé avait été chargé en 2009 de l'analyse de l'efficacité énergétique d'une quinzaine de lycées datant de plus d'une dizaine d'années. Ainsi les travaux d'assainissement d'établissements scolaires actuellement en cours sont les projets de rénovation du Lycée Hubert Clément à Esch-sur-Alzette, de l'Athénée de Luxembourg, de l'aile gendarmerie du Lycée classique d'Échternach et du bloc 2000 du Lycée technique Michel Lucius à Limpertsberg. D'autres projets d'assainissement comme la rénovation de l'annexe du Lycée classique de Diekirch à Mersch, du Lycée Michel Rodange, du bloc 3.000 du Lycée technique Michel Lucius ou encore du bâtiment scolaire du Lycée technique du Centre à Limpertsberg sont actuellement en préparation ou en voie de planification. Le financement de ces projets est assuré par le biais des fonds d'investissements publics scolaires dont le programme pluriannuel tient compte des dépenses à engager.

Un assainissement énergétique global du domaine thermal à Mondorf est également programmé dans le cadre du projet de la mise à niveau respectivement du réaménagement des différents bâtiments du complexe. Ce projet est également inscrit dans le programme pluriannuel des fonds d'investissements publics.

Concernant les bâtiments administratifs ayant fait l'objet d'un assainissement énergétique d'envergure au cours des quatre dernières années, il y a lieu de citer le bâtiment du Ministère de l'Éducation nationale sis rue Notre Dame à Luxembourg, le foyer Eislécker Heem à Lullange, la ferme Grisius à Lultzhausen, trois pavillons au centre militaire Herrenberg ou encore la maison d'enfants de l'État à Dudelange.

Pour l'ensemble des projets d'envergure, les dépenses réalisées au cours des quatre dernières années pour les mesures se rapportant essentiellement à l'assainissement énergétique s'élèvent à quelque 15.700.000 euros.

En ce qui concerne les résultats de ces mesures d'assainissement énergétique réalisées et projetées, le gain moyen escompté en consommation énergétique est d'environ 50%. Cependant, seul le monitoring prévu des consommations réelles avant et après la réalisation des travaux d'assainissement révélera les économies énergétiques réelles.

En conclusion, l'on peut retenir que le sujet très complexe de l'assainissement énergétique se voit être mis en application dans de nombreux projets étatiques en cours de planification ou en exécution pour lesquels le volet d'assainissement énergétique est un des points-clés des

études. Il y a donc plutôt lieu de parler de «stratégie d'assainissement énergétique», adaptée aux situations réelles telles qu'elles se présentent, ceci dans le cadre d'interventions de rénovation et d'adaptations fonctionnelles, structurelles, techniques ou architecturales et non de «plan d'assainissement». Tel que décrit ci-avant, cette stratégie respectera les priorités tant au niveau des contraintes de l'utilisateur ou de l'occupant tout comme au niveau des ressources humaines et budgétaires. Les projets de rénovation de grande envergure sont regroupés dans les trois fonds d'investissements publics (administratifs/scolaires/sanitaires et sociaux) avec environ 40 millions d'euros/an, ceux de moyenne et de petite envergure dans le Fonds d'entretien et de rénovation, avec également 50 millions d'euros/an.

Il va de soi que, si la Commission du Développement durable le souhaite, je me tiens à son entière disposition pour venir lui présenter la stratégie d'assainissement des bâtiments publics en général et de l'assainissement énergétique en particulier mise en œuvre par l'Administration des Bâtiments publics.

Question 2689 (29.4.2013) de **M. Jean Colombara** (*Onofhängeg*) concernant la **formation «case management» de l'Institut Universitaire International Luxembourg:**

In einer Tageszeitung wurde berichtet, dass das Münsbacher „Institut Universitaire International Luxembourg“ (IUIL) einen Lehrgang für „case management“ im Gesundheits- und Sozialbereich plant.

Fragen:

- 1) Wer war der Auftraggeber dieser Studie?
- 2) Aus welcher politischen und strategischen Motivation heraus wurde diese Studie angefertigt mit der Idee, einen Studiengang zum Thema „case management“ in diesem Land zu planen?
- 3) Ist das Ministerium direkt in die Diskussion und Planung dieses Projektes mit eingebunden?
- 4) Ist „case management“ nunmehr über Nacht zum strategischen medizinischen und pflegerischen Versorgungsmodell in Luxemburg geworden?
- 5) Wie sind die konkreten Inhalte des Lehrplanes „case management“?
- 6) Welche Lehrkräfte werden die Lehrgänge übernehmen?
- 7) Wird der geplante IUIL-Kurs den Zertifizierungslehrgängen entsprechen, die im nahen und fernem Ausland angeboten werden oder in Planung sind, wie in Deutschland oder den USA?
- 8) Können die Absolventen sich nach Abschluss des Lehrganges als „zertifiziert“ in „case management“ erklären?
- 9) Wer trägt die Kosten dieses Projektes?
- 10) Welche konkrete Karrieremöglichkeit eröffnet das Studium von „case management“ den Absolventen im nationalen Gesundheitswesen?
- 11) Wird es zu einer höchstfiziellen nationalen Anerkennung dieses Abschlusses kommen, mit Einschreibung in die Kollektivverträge mit dem entsprechenden Entgelt?
- 12) In welchem Maße ist das Centre de formation professionnelle continue Dr Robert Widong in die Planungen zu diesem Studiengang eingebunden?

Réponse (2.7.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

Das „Institut Universitaire International Luxembourg (IUIL)“ ist ein Weiterbildungsinstitut, das laut „règlement grand-ducal du 22 avril 1974 portant création de l'Institut Universitaire International Luxembourg“ der Obhut des Hochschul- und Forschungsministeriums unterliegt.

Die Weiterbildungsprogramme und die Lehrpläne werden vom IUIL in enger Zusammenarbeit mit seinen Kooperationspartnern erarbeitet. Im Gesundheitswesen ist die „Fédération des hôpitaux luxembourgeois“ ein solcher Partner.

Das Gesundheitsministerium ist jedoch nicht an der Ausarbeitung solcher Weiterbildungsprogramme beteiligt, und demzufolge auch nicht an der Organisation einer eventuellen „case management“-Ausbildung für Führungskräfte der Krankenhäuser.

Meinen Informationen nach wird momentan kein „case management“-Lehrgang am IUIL angeboten. Die Verantwortlichen des IUIL hätten demnach nur eine Studie betreffend die Nachfrage nach einer „case management“-Weiterausbildung in Auftrag gegeben.

Question 2694 (2.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant les **échanges d'informations fiscales pour les entreprises:**

An engem Interview mat der internationaler Press huet den Här Finanzminister erkläert, datt Lëtzebuerg bereet wier, d'Bankgeheimnis och fir déi multinational Konzern opzeginn. Wat d'Privatleit ugeet, wieren eng Rei perséinlech Donnéeën wéi d'Gehälter, d'Pensioune oder d'Bezuelung vu Liewensversicherung vum Informatiouns Austausch betraff.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Finanzminister an dem Här Wirtschaftsminister dës Fro stellen:

1. Firwat huet den Här Finanzminister net am Virfeld d'Chamber iwuer sou wichteg Décisionen informéiert a consultéiert? Ginn dem Här Finanzminister seng Propositionen vun der ganzer Regierung gedroen?
2. Ass am neien Héije Comité fir d'Industrie iwwert déi do Entwécklung diskutéiert ginn? Wéi stelle sech d'Vertreieder vum Patronat aus dem Här Finanzminister seng Propositionen?
3. Wéi eng Implikatioune hunn déi do Propositionen op eise Finanzsektor, inklusiv dem Versécherungssektor? Gouf mat de Vertreieder vun der Finanzplaz am Virfeld iwwert déi do Propositionen diskutéiert?
4. Wéi eng Implikatioune hunn déi do Propositionen insgesamt op de Wirtschafts- a Finanzstanduert Lëtzebuerg?
5. Firwat wíelt den Här Frieden an der Lescht exklusiv de Wee iwuer Zeitungsinterviewen an der internationaler Press, fir Propositionen vun der Regierung bekannt ze ginn, an net de méi normale Wee vu Pressekonferenzen mat Invitatioun un déi international Press? Ass dat net och e Manktum u Respekt géint iwwer dem Lëtzebuerger Pressewesen?
6. Firwat huet den Här Finanzminister grad elo déi do Konzessioun gemaach? Stoung hien ënner Drock am Kader vum G20, vum der OECD, oder der EU? Wa jo, vu wien genee a wat gouf do gesot?
7. Ass den Här Minister sech bewusst, datt déi international Press seng Propositionen als en „180-Grad-Richtungswiessel“ an als en „Aknicken“ an en „Op-d'Knéie-falen“ vum eisem Land interpretéiert? Mengt den Här Minister, datt mir op déi Manéier nach iergendeng Kreditabilitéit a Verhandlungen hätten?
8. Sinn an deene Beräicher vum Bankgeheimnis am Abléck EU-Direktiven an der Maaach? An, wa jo, wat ass do déi Lëtzebuerger Position? Sinn dem Här Finanzminister seng Propositionen an iergendengem Punkt iwwert dat rausgang, wat eng strikt Interpretatioun vum den EU-Direktiven eventuell verlaangt hätt?
9. Wéi eng Konsequenzen kënnen déi do Propositionen vum Här Finanzminister op eise Statsbudget hunn? Wéi wéllt d'Regierung dat manert Akommes kompenséieren, dat duerch dem Här Finanzminister seng Propositionen riskéiert ze entstoent?
10. Plangt d'Regierung och Ännerungen am Beräich vum Besteuerung vum den Entrepreneuren, sief et an der Héicht oder an der Assiette, déi hire Sätz zu Lëtzebuerg hunn an Aktivitéiten am Ausland?
11. Plangt d'Regierung Ännerungen bei der Besteuerung vum de klengen a méittleren Entrepreneuren oder Erhéijunge vum der direkter Steuer bei de physische Persounen?
12. Wéi eng Informatiounen genee wéllt d'Regierung iwuer Privatleit un auslännesch Steierautoritéiten virginn? U wéi eng Länner a vu wéini un? Wéi e Stellwärt hunn de Schutz vum der Privatsphäre, d'Confidentialité an den Dateschutz nach op der Finanzplaz Lëtzebuerg?
13. Kann den Här Finanzminister garantéieren, datt all déi Finanzplazen, déi op briteschem Territoire leien, wéi zum Beispill op de Kanalinselen, déiselwecht Zesummenaarbecht mat de Steierautoritéiten offréieren?

Réponse (23.5.2013) de **M. Luc Frieden, Ministre des Finances:**

Monsieur le Premier Ministre a exposé en détail à la Chambre des Députés le raisonnement qui a conduit le Gouvernement à accepter l'échange automatique d'informations dans l'Union européenne dans le cadre de la directive fiscalité de l'épargne. Dans ledit discours, l'honorable Député trouvera également les réponses aux questions relatives à la date d'entrée en vigueur des dites mesures et les pays concernés. Par ailleurs, le Ministre des Finances a informé la Commission des Finances des négociations avec les États-Unis sur FATCA.

Finalement, la Chambre aura l'occasion de se prononcer sur la décision du Gouvernement au moment de l'adoption du projet de loi, non encore déposé, visant à transposer en droit luxembourgeois la modification des règles relatives au secret bancaire.

L'évolution en matière de secret bancaire a été discutée à plusieurs reprises avec les représentants du secteur financier, notamment au sein du Haut Comité pour la place financière.

En ce qui concerne l'imposition des sociétés multinationales, sujet qui n'a rien à voir avec le secret bancaire, le Luxembourg participera activement aux travaux de l'OCDE, appelés BEPS (base erosion and profit shifting) visant à assurer une juste imposition des sociétés multinationales. Aucune modification des règles relatives à l'imposition des sociétés n'est actuellement prévue à Luxembourg dans ce contexte.

Question 2695 (3.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **remboursement des frais de traitement en cas de maladie rare:**

D'Remboursement vun der Gesondheetskess respektiv der Statsbeamtekrankheess si fir vill Leit vu grousser Wichtigkeit, fir sech kënnen déi medizinesch Traitementer ze leeschten, déi si brauchen. Si droen domat och e wichtegt Stéck dozou bäi, fir eng Zwouklassegesellschaft hei zu Lëtzebuerg ze verhënneren; déi eng, déi sech kënnen anstänneg medizinesch Soine leeschten an déi aner, déi dat eben net kënten.

Et gëtt allerdéngs eng Rei vu ganz seelene Krankheeten, déi zwar kënnen behandelt oder souger geheelt ginn, mä nëmme mat ganz grousser finanzieller Mëttele. An der Belsch gëtt zum Beispill am Abléck vill iwwert de Fall vun engem Bouf vu siwe Joer diskutiert, deen um «Syndrome hémolytique et urémique atypique (SHUA)» leit. An esou Fäll ass et dacks liewenswichtig, datt d'Patiente sech déi néideg Medikamenter kënnen leeschten.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Wéi sinn esou Situationsen hei zu Lëtzebuerg geregelt?

2. Wéi ginn déi Patiente finanziell ënnerstëtzt, déi u seelene Krankheete leiden?

Réponse (29.5.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale:*

Il convient de noter que le concept de maladies rares n'existe pas en tant que tel dans le cadre de l'assurance maladie de sorte que la prise en charge des prestations se fait selon les dispositions de droit commun.

Il existe toutefois certaines exceptions concernant les domaines suivants:

1. Le programme de médecine préventive

S'agissant de l'accès au diagnostic identifiant certaines maladies rares, il y a lieu de rappeler que des mesures sont déjà prises au stade néonatal. En effet, dans le cadre d'un programme de médecine préventive mis en place en collaboration avec la Direction de la santé conformément à l'article 17 du Code de la sécurité sociale, un screening néonatal permet de dépister des maladies rares telles que la phénylcétonurie, l'hyperthyroïdie congénitale, l'hyperplasie congénitale ou la déficience en NCAD.

2. La prise en charge des médicaments pour le traitement des maladies orphelines

Au sujet des médicaments, l'article 107 point 3 des statuts de la Caisse Nationale de Santé prévoit que: «ne sont pris en charge que sur autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale et sous les conditions définies à l'annexe D dans les listes énumérées ci-après (...) les médicaments à prescription restreinte figurant à l'annexe D, liste numéro 9».

Autrement dit, à condition d'obtenir un accord préalable du Contrôle médical, ces médicaments peuvent être pris en charge par la Caisse Nationale de Santé.

3. La prise en charge des autres prestations

En ce qui concerne les autres prestations, le Code de la sécurité sociale prévoit, d'une part, en son article 17, alinéa 1, que sont pris en charge dans une mesure suffisante et appropriée les soins de médecine et, d'autre part, dans son article 19, alinéa 3, que dans des cas exceptionnels à constater par la Caisse Nationale de Santé sur base d'un certificat circonstancié du médecin traitant, l'acte ne figurant pas dans la nomenclature peut être pris en charge sur avis du Contrôle médical de la sécurité sociale qui fixe un tarif en assimilant cet acte à un autre acte de même importance.

4. Les autorisations de traitement à l'étranger

S'agissant des traitements hospitaliers stationnaires effectués en dehors du Luxembourg, cette prise en charge se fait par l'obtention d'une autorisation de transfert à l'étranger (formulaire S2) et suivant les taux et tarifs applicables d'après la législation du pays où les soins médicaux sont dispensés. Dans cette hypothèse et conformément à la jurisprudence Van Braekel (CJCE du 12 juillet 2001), le remboursement doit être au moins identique à celui qui aurait été accordé, si l'assuré avait été hospitalisé au Luxembourg, de sorte que la Caisse Nationale de Santé est amenée le cas échéant à payer un complément en ce sens.

La Caisse Nationale de Santé prend en charge le coût moyen d'hospitalisation s'élevant actuellement à 670 EUR par jour. En outre, et suivant l'article 26, alinéas 3 et 4 des statuts de la Caisse Nationale de Santé, «en cas de traitement autorisé dans un pays avec lequel le Luxembourg n'est pas lié par un instrument bi-ou multilatéral en matière d'assurance maladie, la prise en charge est effectuée sur base des tarifs applicables au Luxembourg, ou à défaut, sur base des tarifs fixés par le Contrôle médical par analogie aux tarifs luxembourgeois. La prise en charge du traitement en milieu hospitalier est effectuée jusqu'à concurrence du coût moyen d'hospitalisation déterminé pour la période concernée. Le montant maximal de la prise en charge du traitement hospitalier est majoré de cent pour cent au cas où le traitement n'est pas possible dans un État qui est lié au Luxembourg par un instrument bi-ou multilatéral comprenant l'assurance maladie».

Suivant l'alinéa 6 de l'article 26 des prédicts statuts, «en cas de traitement autorisé dans un pays avec lequel le Luxembourg est lié par un instrument bi-ou multilatéral en matière d'assurance maladie, mais où le traitement ne peut être effectué par un prestataire relevant du régime d'assurance maladie légale de ce pays, les alinéas 3 et 4 sont applicables par analogie».

S'agissant de la transposition de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers, le nouvel article 20 du Code de la sécurité sociale en reconnaît implicitement la prise en charge en prévoyant, que «la Caisse nationale de santé ne peut refuser d'accorder une autorisation préalable, si les prestations de soins de santé transfrontaliers, indispensables suivant avis du Contrôle médical de la sécurité sociale, ne sont pas prévues par la législation luxembourgeoise».

Question 2696 (3.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **remboursement d'implants dentaires:**

D'Remboursement vun der Gesondheetskess respektiv der Statsbeamtekrankheess, si fir vill Leit vu grousser Wichtigkeit, fir sech kënnen déi medizinesch Traitementer ze leeschten, déi si brauchen. Si droen domat och e wichtegt Stéck dozou bäi, fir eng Zwouklassegesellschaft hei zu Lëtzebuerg ze verhënneren, déi eng, déi sech kënnen anstänneg medizinesch Soine leeschten, an déi aner, déi dat eben net kënten.

Wat d'Zännimplantatatur ugeet, schéngt et allerdéngs esou ze sinn, datt se net an der Nomenclatur vun de medizineschen Akten an Déngschtleeschungte vun den Dokteren an Zänndokteren opgezielt ginn, op déi sech d'Krankekeesse beruffen, wa si iwwer Remboursementer decidéieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Positioun vun der Regierung iwwert de Remboursement vun Zännimplantatatur?

2. Ass d'Regierung bereet, fir Initiativen ze huelen, fir datt sou Implantatatur an Zukunft rembourséiert ginn?

Réponse (10.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale:*

Suite à l'entrée en vigueur de la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé et modifiant 1. le Code de la sécurité sociale; 2. la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, l'article 17 du Code de la sécurité sociale a pris la teneur suivante:

«Art. 17. Sont pris en charge dans une mesure suffisante et appropriée (...)

5. les orthèses, prothèses, épithèses et implants dentaires; (...).»

À l'avenir il serait dès lors possible de prendre en charge des implants dentaires. Or, à l'heure actuelle la nomenclature des actes et services des médecins et médecins-dentistes ne prévoit pas de tarifs pour les implants dentaires.

Au niveau légal, les adaptations du Code de la sécurité sociale ont donc été réalisées pour créer la possibilité d'une prise en charge par l'assurance maladie d'implants dentaires selon des modalités à définir.

La question sera à traiter lors d'une prochaine révision de la nomenclature des médecins-dentistes.

Question 2697 (3.5.2013) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant la **certification de certaines formations:**

Des associations sans but lucratif sont actives à rendre des personnes employables par des cours et des formations professionnelles. Elles s'adressent en particulier à des femmes «rentrantes». Comme ces cours et formations ne sont pas certifiés par des diplômes puisque les a.s.b.l. ne peuvent en accorder, les intéressés qui ont fourni un gros effort pour se qualifier ne peuvent cependant revendiquer des salaires en accord avec le niveau de qualification atteint.

- Est-ce que le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est conscient de cette situation? Comme le «Life-long learning» prend de plus en plus d'importance dans la vie professionnelle et qu'il se pratique aussi par des formations informelles, ne faudrait-il pas prévoir une démarche de certification permettant de valoriser les efforts fournis?

Réponse (11.6.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La situation décrite par l'honorable Député correspond bien à la réalité. D'après une récente étude menée par le Statoc sur un échantillon de 3.000 résidents âgés entre 25 et 64 ans, il ressort que 70% des personnes interrogées ont participé à une activité d'éducation ou d'apprentissage au cours des douze derniers mois. Pour la plupart des formations suivies, il s'agissait de formations non formelles, c'est-à-dire «d'activités d'éducation institutionnalisées mais en dehors de l'échelle des programmes de l'éducation nationale». Seuls 10% des adultes ont suivi une formation formelle, c'est-à-dire qui débouche sur un diplôme ou une certification officiellement reconnue.

Si le taux de participation au Lifelong Learning est donc très élevé - le taux est parmi les plus élevés d'Europe avec les pays scandinaves - la plupart des formations suivies ne sont à l'heure actuelle pas capitalisables pour mener à un diplôme formel.

Le livre blanc¹ sur la stratégie nationale du Lifelong Learning, adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 23 novembre 2012 et élaboré en concertation avec les principaux acteurs en la matière, notamment les chambres professionnelles, prévoit dans son 4^e principe la mise en place d'un système de certification transparent et perméable qui comprend des unités transférables. La concrétisation de ce principe implique, d'une part, l'intégration de l'apprentissage non formel et informel dans un système de crédits pour aboutir à une certification du Lifelong Learning reconnue par tous les acteurs (mesure 2). D'autre part, elle requiert la mise en place d'un mécanisme d'accréditation de l'éducation et de la formation des adultes (mesure 5) qui permettrait à des organismes de formation externes, comme les chambres professionnelles ou des a.s.b.l. une fois accréditées, de dispenser des formations capitalisables. La mesure 2 prévoit aussi de développer des voies de formation spécifiques aux adultes permettant de certifier des formations qui ne sont pour l'instant pas certifiables, telles les formations évoquées pour femmes «rentrantes». Certifier une telle formation signifie lui attribuer un niveau dans le cadre luxembourgeois des qualifications (CLQ) prévu dans la mesure 1 du livre blanc sur la stratégie nationale du Lifelong Learning.

La commission consultative du Lifelong Learning, initiée en janvier 2013 et présidée par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, analyse actuellement les différentes possibilités de mise en place d'un système de crédits pour la formation des adultes.

Question 2698 (3.5.2013) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant les **quotas d'émissions de CO₂:**

La Commission européenne vient de publier le tableau en relation avec les émissions réelles 2008-2012 des entreprises qui sont régies par le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (ETS).

Suivant ce tableau (en annexe; ligne 10.687) les émissions réelles de l'usine d'ArcelorMittal à Schifflange/Rodange en 2012 ne se chiffrent qu'à 151 tonnes de CO₂, ce qui s'explique par la diminution de la production du train à fil de Schifflange. Or, ArcelorMittal avait gratuitement reçu de l'État des quotas d'émission à hauteur de 81.073 tonnes de CO₂ pour le site en question. Sur le marché international des émissions de gaz à effet de serre ce surplus représente un gain d'une certaine valeur pour ArcelorMittal.

Monsieur le Ministre délégué avait annoncé au Parlement en mai 2012 que les quotas d'émissions de CO₂ non utilisés par ArcelorMittal seront réclamés, si le site de Schifflange ne produit plus. Suite à la fermeture déplorable dudit site en 2013, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

1. Quelles démarches précises est-ce que le Gouvernement a entreprises afin d'obtenir la restitution des quotas d'émission de CO₂ non utilisés par ArcelorMittal dans l'usine de Schifflange/Rodange (surplus de 80.922 t en 2012)?

2. Quel est à l'heure actuelle le résultat de ces démarches?

3. Si les objectifs n'ont pas encore été atteints, de quelle façon Monsieur le Ministre entend-il poursuivre ses démarches afin de tenir sa promesse faite en mai 2012 à la Chambre des Députés?

Réponse (12.6.2013) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Étant donné la cessation de l'exploitation de l'installation ArcelorMittal Rodange et Schifflange - site de Schifflange - à durée indéterminée fin 2011 et la non reprise des activités au cours de l'année 2012, le Ministre délégué au Développement durable et des Infrastructures a sollicité, par voie d'arrêté ministériel, la restitution de 80.922 quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ce transfert devra être opéré pour le 31 juillet 2013 au plus tard.

Question 2699 (3.5.2013) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant le **financement de productions cinématographiques et audiovisuelles:**

La Chambre est en train de finaliser ses travaux sur le projet de loi n°6535 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle. Ce projet s'inscrit dans la stratégie, engagée depuis la loi du 13 décembre 1988, de soutenir le secteur de la production cinématographique et audiovisuelle au Luxembourg. Ce secteur, comme le rappelle l'exposé des motifs, a sensiblement progressé, en créant sur place des centaines d'emplois très spécialisés (600 techniciens, une quarantaine de réalisateurs et d'acteurs) et une activité économique importante, avec 35 sociétés de production et 15 sociétés de postproduction, cinq studios d'animation, une quinzaine de sociétés spécialisées, des plateaux de tournage à Contern et à Kehlen. Il est donc pertinent que par le projet de loi 6535 soit assurée la poursuite de l'essor du secteur.

Or, un chaînon important dans cette stratégie manque, à savoir le financement des investissements de productions cinématographiques par les banques de la place. Les sociétés de production sont forcées de s'adresser à des instituts financiers étrangers pour obtenir les prêts nécessaires à leur activité.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si cette situation est connue de ses services? De quelle façon l'État, qui consent d'importants efforts financiers pour développer cette activité, peut-il amener les banques de la place à s'impliquer dans un tel secteur économique d'avenir? Ne faudrait-il pas, à un moment où le Luxembourg essaie de diversifier son économie, que tous les acteurs systémiques, dont en tout premier lieu les banques de la place, contribuent à mettre en œuvre la stratégie du pays?

¹ http://www.men.public.lu/actualites/2012/12/121203_livre_blanc_III/130304_s31_livreblanc.pdf

Réponse (6.6.2013) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Communications et des Médias*:

La loi sur les certificats d'investissement audiovisuel a été instaurée notamment dans le but de drainer des investissements vers le secteur de la production audiovisuelle luxembourgeoise par le biais de la place financière.

L'avantage fiscal des certificats d'investissement était prioritairement destiné à subventionner la part de financement du producteur luxembourgeois dans une œuvre audiovisuelle. Il est vrai que l'activité de financement de l'industrie cinématographique par les banques locales n'a pas eu l'essor souhaité et qu'il s'agit certes d'une nouvelle activité qui, tout en étant très spécialisée, peut constituer une opportunité intéressante pour les banques de notre place financière.

C'est en ma double qualité de Ministre des Finances et de Ministre des Communications et des Médias que j'engagerai ce dialogue avec les acteurs de la place financière pour encourager cette activité qui peut profiter à la fois au secteur financier qu'à l'industrie cinématographique.

Question 2700 (6.5.2013) de **M. Jean Colombera** (*Onofhängeg*) concernant l'assurance dépendance:

Kürzlich ging die Rede von Defiziten in der Pflegeversicherung und deren Finanzierung. Die Reserven würden mittlerweile in Anspruch genommen, eine Studie solle angefertigt werden und in Kürze vorliegen. Eine Beitragserhöhung stehe wahrscheinlich an.

Fragen:

1) Kann die Problematik der defizitären Pflegeversicherung auf eine Buchhaltungslogik reduziert werden?

2) Werden die Lösungen linear bei den Finanzen gesucht werden und wird mithin im Endeffekt eine wohltdosierte Beitragserhöhung ins Haus stehen?

3) Wird die angesprochene Studie von neutralen, unparteiischen Experten angefertigt?

4) Wird die Studie integral auf dem Internetbereich veröffentlicht werden?

5) Kann der Minister bestätigen, dass ein Instrument entwickelt wird, das dem deutschen System der Pflegepersonalregelung (PPR) entspricht?

6) Falls ja, wann wird dieses Instrument in der Personalregelung der häuslichen Dienste zum Einsatz kommen?

7) Wäre die Einführung eines Personalregelungssystems eine mögliche Lösung, die Kosten in den Griff zu bekommen und so die Finanzen zu sanieren?

8) Sind wissenschaftlich qualifizierte Experten als Projektleiter im Einsatz und gibt es ein national anerkanntes Forschungsinstitut zur Ausarbeitung nationaler Indikatoren?

9) In Deutschland wird das PPR-System im Rahmen der DRG-Pauschalssysteme betrieben. Warum würde Luxemburg ein solches PPR-System einführen, das Mehrkosten entwickelt?

10) Es wurde vom Minister von einer „Success Story“ gesprochen. Gibt es internationale Qualitätsbewertungsinstitute, die diese Aussage wissenschaftlich begründen? Was sind die Indikatoren zu dieser Aussage?

Réponse (10.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Die Studie über die Pflegeversicherung «Bilan sur le fonctionnement et la viabilité financière de l'Assurance dépendance 2013» ist unter http://www.mss.public.lu/actualites/2013/05/art_rapp_dep/index.html seit dem 23. Mai 2013 veröffentlicht und für jeden zugänglich.

Die Studie wurde von der Inspection générale de la sécurité sociale in enger Zusammenarbeit mit der Cellule d'évaluation et d'orientation und der Caisse Nationale de Santé ausgearbeitet.

Sie beleuchtet verschiedene Bereiche der Pflegeversicherung (z. B. Leistungen, Leistungsträger, Leistungsanbieter, Kostenanalyse usw.) anhand von Zahlen und versucht, objektive, resultatorientierte Schlussfolgerungen zu ziehen.

Aufgrund dieser Bilanz werden Arbeitsgruppen eingesetzt werden, welche die bestmöglichen

Lösungsvorschläge erarbeiten sollen, um die Zukunft einer qualitativ hochwertigen, effizienten und leistungsfähigen Pflegeversicherung abzusichern.

Keine Piste wurde bisher ausgeschlossen, jedoch war bis dato nie die Rede von der Einführung eines Systems, das der deutschen Pflegepersonalregelung entsprechen würde.

Wenn ich von einer „Success Story“ im Zusammenhang mit der Pflegeversicherung gesprochen habe, so bezieht sich das einerseits auf die vielen Verbesserungen, welche im Bereich der ambulanten und stationären Pflege im Zuge der Einführung der Pflegeversicherung gemacht wurden, und andererseits auf das Urteil ausländischer Experten betreffend die durch die Pflegeversicherung geschaffenen Strukturen und Infrastrukturen.

Die rezenten Zahlen der pflegebedürftigen Bevölkerung zeigen, dass ein reeller Bedarf besteht, diese Art von Pflege zu gewährleisten. Sie ermöglicht vielen Menschen, länger zu Hause zu bleiben, entlastet die Familienmitglieder und orientiert die schwerkranken Fälle gezielter in die in Frage kommenden Institutionen (70% der Langzeitbetten sind aktuell mit pflegebedürftigen Personen belegt).

Zwei Studien von luxemburgischen Forschungsinstituten belegen die „Success Story“:

CRP-Santé (2009): „Enquête de satisfaction des résidents en institution bénéficiant de l'assurance dépendance“, Luxembourg.

CEPS/INSTEAD (2007): „L'Assurance dépendance. Les personnes dépendantes vivant à domicile: évaluation de leur satisfaction“, Luxembourg.

Allerdings hat sich bis zum jetzigen Zeitpunkt noch kein internationales Institut im Rahmen einer Studie mit der luxemburgischen Pflegeversicherung beschäftigt.

Question 2701 (6.5.2013) de **M. Jean Colombera** (*Onofhängeg*) concernant la route nationale N1 entre Grevenmacher et Pottaschbiert:

Immer wieder kommt es zu mehr oder weniger schweren Verkehrsunfällen im Kahlenberg in Grevenmacher und zwar auf der Höhe des hier angesiedelten Megaeinkaufszentrums. Die Topographie dieser N1-Nationalstraße von Grevenmacher-Stadt nach Pottaschberg, die vor einigen Jahren saniert wurde, charakterisiert sich durch einen langen geraden Straßenverlauf, der zu größerer Geschwindigkeit einlädt. Dabei findet sich gerade auf Höhe des Einkaufszentrums eine Ein- und Ausfahrt auf die N1 mit kontinuierlicher Gefahr von Verkehrsunfällen.

Fragen:

1) Wie viele Unfälle gab es in den letzten zehn Jahren an diesem neuralgischen Punkt?

2) Ist dieser Gefahrenpunkt im Unfallkataster eingetragen, Kataster, den die Regierung für besonders gefährliche Stellen im nationalen Verkehrsnetz schaffen wollte?

3) Denkt der Minister nicht, dass hier ein dringender Handlungsbedarf besteht und dass Maßnahmen ergriffen werden müssten, die zu einer Verkehrsberuhigung führen?

4) Wie steht der Minister zu einer Errichtung eines Kreisverkehrs auf der Höhe des Einkaufszentrums?

5) Denkt der Minister daran, hier eine Radarkontrolle einzurichten?

6) Warum wurden bei den Sanierungsarbeiten vor ein paar Jahren keine verkehrsberuhigenden Baumaßnahmen getroffen?

Réponse (2.7.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Die besagte Kreuzung „Im Kahlenberg“ ist heute nicht in der Liste der Gefahrenpunkte (points noirs) aufgeführt. Aus diesem Grund gibt es auch keine offizielle Statistik über die Unfälle der letzten zehn Jahre.

Im Moment ist bereits eine Geschwindigkeitsbegrenzung auf 70 km/Stunde eingeführt worden.

Die Kreuzung wurde im Jahre 1997/1998 auf Kosten des Antragstellers sicherheitstechnisch umgebaut. Vom Geschäftsinhaber ist bis zum jetzigen Zeitpunkt kein Antrag in Richtung einer Ausweitung der bestehenden Verkehrsberuhigungsmaßnahmen gestellt worden.

Hinzugefügt sei, dass ein Verteilerkreis an dieser Stelle, wie vom Herrn Abgeordneten vorgeschlagen, nur bedingt die Sicherheitsprobleme lösen kann, die auf eine überhöhte Geschwindigkeit der betroffenen Verkehrsteilnehmer zu-

rückzuführen sind. Bestünde ein Bedarf zur Regulierung der Kreuzung, wäre wahrscheinlich eine Ampelanlage die beste Lösung.

Mobile Radarkontrollen können jederzeit von der Polizei durchgeführt werden. Mein Ministerium analysiert zurzeit die Machbarkeit eines nationalen Radarkontrollsystems, das vorrangig an bekannten Gefahrenzonen zur Geltung kommen soll.

Bei den letzten Sanierungsarbeiten an der Nationalstraße N1 gab es nach Aussagen der Straßenbauverwaltung an besagter Stelle keine sicherheitsrelevanten Probleme, die weitere verkehrsberuhigende Maßnahmen erforderlich gemacht hätten.

Question 2702 (6.5.2013) de **M. Carlo Wagner** (*DP*) concernant le remboursement des cotisations dépassant le plafond cotisable:

Le Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) offre la possibilité du remboursement des cotisations dépassant le plafond cotisable. À cet effet, chaque assuré concerné peut introduire une demande afférente auprès du CCSS. Il me revient toutefois que les personnes faisant une telle demande doivent actuellement attendre trois à quatre mois avant d'avoir une réponse de la part du CCSS.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Combien de demandes de remboursement ont en moyenne été adressées au CCSS au cours des dernières années?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quel est actuellement le délai dans lequel ces demandes sont traitées par le CCSS?

- Quelles sont les raisons pour les retards susmentionnés?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il réduire ces délais?

Réponse (10.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Le plafond cotisable constitué par le quintuple du salaire social minimum a un caractère annuel et individuel en ce sens qu'il s'applique à l'ensemble des revenus professionnels et des revenus de remplacement réalisés par l'assuré au cours d'une année civile. En pratique le Centre commun de la sécurité sociale applique à l'égard de chaque employeur un maximum mensuel avec une régularisation au cours de l'année suivante. Lorsque par suite du cumul de plusieurs activités, l'assiette de cotisation totale d'un assuré dépasse le plafond cotisable annuel, s'élevant pour l'année 2012 à 108.764,49 euros, l'assuré a droit sur demande au remboursement par année civile de sa part de cotisation correspondant au dépassement du plafond cotisable annuel. Ce remboursement s'appliquera tant à la cotisation pour l'assurance pension qu'à celle pour l'assurance maladie.

Le tableau suivant indique le nombre de salariés ayant introduit une demande de remboursement de leur propre part de cotisations dépassant le plafond cotisable ainsi que le montant total des remboursements effectués de 2003 à 2011. Pour l'exercice 2012, actuellement 71 de 75 demandes ont été traitées pour un montant total de quelque 480.000 euros.

Année	Nombre de salariés	Remboursement
2003	288	709.032 €
2004	319	818.677 €
2005	353	942.580 €
2006	437	1.183.510 €
2007	428	1.230.818 €
2008	481	1.425.969 €
2009	448	1.452.863 €
2010	477	1.671.343 €
2011	422	1.708.691 €

Si la majorité des demandes de remboursement parvient au Centre commun par formulaire préimprimé suite à l'envoi de l'extrait de la carrière d'assurance de pension à la fin de l'année subséquente, toujours est-il que rien ne s'oppose à ce qu'une demande de remboursement soit introduite immédiatement après l'écoulement de l'année visée, à savoir dès le 1^{er} janvier 2013 pour un remboursement des cotisations se rapportant à l'année 2012. Or, le Centre commun ne peut traiter les demandes de remboursement des cotisations dépassant le pla-

fond cotisable qu'après le calcul des cotisations sociales relatif à l'année concernée qui ne peut se faire qu'avec un certain décalage. En effet, si l'employeur déclare les salaires du mois de décembre pendant le mois de janvier de l'année suivante, le Centre commun effectue un premier calcul des cotisations correspondantes seulement au début du mois de février, ensemble avec une première régularisation du plafond cotisable de l'année visée.

En raison des nombreuses rectifications de déclarations de salaires introduites par les employeurs, le Centre commun préfère généralement attendre une deuxième régularisation du plafond cotisable avant de procéder à un remboursement des cotisations dépassant le plafond cotisable, afin d'éviter des situations où l'assuré devrait restituer des montants remboursés à tort. Dans le passé, cette deuxième régularisation de l'année précédente était opérée au mois de juin. Depuis 2013, le Centre commun régularise mensuellement le plafond cotisable de l'année précédente, ce qui lui permet de diminuer les délais de traitement des demandes de remboursement des cotisations.

Question 2703 (6.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant le rapatriement en jet privé:

An der Press konnt een dëslescht liesen, datt e marrokanesche Bierger, dee keng Pabeieren hat, mat engem Privatflieger a sai Land zrëckgefieert gouf. Dee Mann wier scho méi wéi eng Kéier de Lëtzebuurger Autoritéiten entwëscht an dofir wier och dës erstaunlech Mesure geholl ginn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir Immigratioun dës Froe stellen:

1) Wéi ass d'Virgeschicht an dësem Fall?

2) Wéi héich war de Käschtpunkt vun der Réckfêierung am Privatflieger?

3) Wie war am Flieger mat dobäi? Wéi vill Poliziste ware bedeelegt? Wat fir eng a wéi vill Observateure waren am Flieger? Waren och Vertrieber vum Immigrationsministère am Flieger?

4) Denkt d'Regierung u legislativ oder reglementaresch Ännerungen, fir an Zukunft aanescht mat esou Fall ëmzegoen?

5) Gouf et am Laf vun de leschte Joren ähnlech Fäll vu Réckfêierungen an engem Privatflieger?

6) Wat gesäit d'Gesetzgebung vir am Fall, wou een ausgewise gouf an trotzdeem zrëck op Lëtzebuerg kënn? Wann et esou Dispositiounen gëtt, fir wéi en Zäitraum no enger Expulsioun gëlle se? Gëtt et penal Dispositiounen, wa Leit zrëckkommen, déi dozou kee Recht hunn?

Réponse (23.5.2013) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

L'honorable Député désire avoir des renseignements sur les antécédents et le déroulement d'une mission d'éloignement d'un ressortissant marocain en séjour irrégulier dans son pays d'origine.

Le 4 mai 2007, l'intéressé a déposé une demande de protection internationale en se faisant passer pour un ressortissant irakien. La demande a été refusée par mes services en date du 12 décembre 2008. Comme l'intéressé n'a pas fait usage de son droit de recours, il est en situation irrégulière depuis le 27 décembre 2008. Selon un rapport de police, la personne concernée a fait l'objet de sept procès-verbaux pour diverses infractions et délits et a purgé une peine de prison de six mois pour vol. L'intéressé, qui est décrit comme étant violent et imprévisible et qui tient des propos confus, a par ailleurs essayé à deux reprises d'entrer en contact avec le chef de l'État.

Deux tentatives d'éloignement par vol commercial ont échoué en raison du comportement agressif de la personne concernée.

Après de longues négociations, les autorités marocaines ont finalement marqué leur accord à un éloignement par voie alternative. Le coût de location de l'avion charter s'élève à quelque 17.800 euros. Au cours de son éloignement, l'intéressé était encadré de sept policiers, d'un observateur de la Croix-Rouge, d'un médecin et d'un représentant de la Direction de l'Immigration.

Le Gouvernement est d'avis qu'une modification de la législation et de la réglementation en matière de retour n'est pas nécessaire. Les dispositions afférentes sont par ailleurs conformes aux principes de la «Directive Retours».

Le nombre de cas de rapatriement d'une personne en situation irrégulière par vol charter se limite à un seul depuis l'année 2008.

L'article 142 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration prévoit un emprisonnement de six mois à trois ans et une amende de 251 à 3.000 euros ou une de ces peines seulement pour tout étranger éloigné ou expulsé qui rentre au pays malgré une interdiction d'entrée sur le territoire. En général, l'interdiction d'entrée sur le territoire porte sur une durée de trois ans.

Question 2704 (6.5.2013) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant le **soutien aux entreprises**:

Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur vient de présenter récemment le bilan 2008 à 2012 de la politique d'encouragement des investissements et dépenses des entreprises.

Dans ce contexte, Monsieur le Ministre a évoqué le fait qu'il vient d'entamer une procédure de remboursement des subsides de recherche-développement accordés à la société Villeroy & Boch, ceci suite à la décision de cette dernière de délocaliser ses activités productives du Luxembourg vers d'autres régions.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- La finalité première des instruments financiers de soutien aux entreprises devrait consister à favoriser le développement de nouvelles activités économiques sur le territoire luxembourgeois, respectivement à assurer le maintien d'activités existantes. Comment Monsieur le Ministre assure-t-il que les montants investis dans les entreprises industrielles ou de prestation de services produisent les effets escomptés sur l'économie nationale?

- Dans le cas concret de la société Villeroy & Boch, quelle a été la démarche de remboursement engagée par Monsieur le Ministre? Quel est le montant sur lequel porte le remboursement?

- Existe-t-il d'autres cas où une procédure de remboursement est actuellement en cours?

Réponse (24.6.2013) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question parlementaire n°2704 de l'honorable Député Marc Angel appelle de la part du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur Etienne Schneider la réponse suivante.

Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur mène une politique multisectorielle de diversification de la structure économique du Grand-Duché de Luxembourg basée essentiellement sur les piliers suivants: la logistique, les technologies environnementales, les technologies de la santé ainsi que les technologies de l'information et de la communication. Une des missions principales de mise en œuvre de cette stratégie de diversification consiste à encourager les entreprises, luxembourgeoises ou étrangères, à investir sur le territoire national. Pour la mise en œuvre de cette mission, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur dispose d'instruments financiers permettant d'accompagner les entreprises dans leurs efforts d'investissements productifs, d'investissements dits «verts» visant la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et d'investissements en recherche, développement et innovation (RDI). Dans le cas précis de Villeroy & Boch, dont il est fait référence dans la question parlementaire, une aide directe fut accordée à la société pour un projet RDI visant à automatiser le processus de production afin de le rendre plus économique.

Comme relevé à juste titre dans la question parlementaire, l'objet des aides à la RDI, comme toute autre aide directe accordée aux entreprises par le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, consiste effectivement «à favoriser le développement de nouvelles activités économiques sur le territoire luxembourgeois, respectivement à assurer le maintien d'activités existantes». Pour cette raison, chaque projet est soumis individuellement à une analyse critique vérifiant sa faisabilité technico-économique ainsi que ses répercussions à moyen et long terme sur l'économie luxembourgeoise.

Il importe également de relever que toute aide à la RDI doit obligatoirement comporter un caractère incitatif, c'est-à-dire l'attribution d'une telle aide doit mener à un «changement de comportement du bénéficiaire, l'amenant à intensifier ses activités de recherche-développement-innovation sous forme d'un accroissement de la taille, de la portée, du budget ou du rythme de ses projets ou programmes ou de ses dépenses totales affectées à ces activités»

(article 1, point 6 de la loi du 5 juin 2009 sur la promotion de la RDI). Toutefois, il va sans dire que recherche-développement-innovation rime avec risque d'échec. Le risque d'échec est inhérent à chaque projet. Par conséquent, il n'y a en fin de compte pas d'assurance quant aux effets bénéfiques d'une aide accordée.

En résumé, les aides à la RDI ont été établies pour encourager les entreprises à prendre davantage de risques technologiques.

La décision de soutenir un projet se matérialise par la signature d'une convention entre parties qui fixe de façon contractuelle les engagements pris de part et d'autre. Dans le cadre de cette convention, l'entreprise bénéficiaire s'engage, en cas de succès technico-scientifique, à valoriser de manière industrielle et/ou commerciale les résultats du projet à partir du Luxembourg. Après achèvement du projet RDI, les services du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur contrôlent le respect de cette clause. En cas de non-respect, le Ministère peut lancer une procédure de restitution du montant de l'aide majoré des intérêts légaux en vigueur au moment du remboursement.

En ce qui concerne l'entreprise Villeroy & Boch S.à r.l., elle a bénéficié d'une aide à la réalisation d'un projet R&D portant sur le développement d'un procédé de coulage sous pression pour la fabrication des tasses en céramique sur une chaîne entièrement automatisée. L'aide à hauteur de 325.770,39 EUR a été versée à l'entreprise sous forme de subvention en capital fin 2004.

Suite à la décision de Villeroy & Boch de fermer son site de production au Luxembourg et, en conséquence, de licencier les 230 salariés occupés, la société a procédé à une centralisation de ses lignes de production en Allemagne.

Suite à l'arrêt des activités de production au Luxembourg, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a fait valoir son droit en lançant la procédure de restitution du montant de l'aide accordée.

À signaler qu'une deuxième procédure est en cours, même si la raison de la demande de remboursement est différente de celle de Villeroy & Boch.

Une aide à la RDI fut accordée à une entreprise active dans le domaine de la production d'équipements de télécommunication.

Or, la société a déclaré faillite, suite à laquelle une procédure judiciaire pour banqueroute frauduleuse a été engagée. Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a introduit une déclaration de créance auprès du Tribunal de Commerce de Luxembourg afin de permettre à l'État luxembourgeois de récupérer, le cas échéant, la mise investie dans le projet R&D.

Aucune autre procédure de restitution n'est actuellement en cours.

Question 2705 (6.5.2013) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant le **permis de conduire spécifique pour les volontaires des corps de sapeurs-pompiers**:

Lors de la dernière assemblée générale la Fédération nationale des corps de sapeurs-pompiers a été soulevée la question d'un permis de conduire spécifique pour les volontaires des corps de sapeurs-pompiers. En effet, un tel permis, réglant la conduite de véhicules de plus de 3,5 tonnes, existe déjà en Allemagne et en Autriche.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres seraient-ils disposés à introduire un tel permis au Luxembourg? Dans l'affirmative, dans quels délais ce permis serait-il disponible?

Réponse commune (17.7.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député demande s'il est prévu d'introduire un permis spécifique pour les volontaires des services de secours, à l'instar de ce qui existe en Allemagne et en Autriche.

La directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire prévoit en son article 4, paragraphe 5, que «les États membres peuvent exclure de l'application de la présente directive les véhicules utilisés par les forces armées ou la défense civile ou qui sont sous le contrôle de celles-ci». C'est sur base de cette disposition que les gouvernements allemand et autrichien ont introduit dans leurs législations

respectives la possibilité pour les membres des services de secours de conduire des véhicules d'intervention dont la masse maximale autorisée dépasse 3.500 kg, sans être titulaire d'un permis de conduire de la catégorie C, sous condition d'avoir suivi une formation spécifique pour la conduite de tels véhicules.

Confronté à la problématique de risque de surpoids des nouvelles générations d'ambulance et de fourgons d'incendie légers, et après concertation entre les départements ministériels concernés, il a été retenu d'introduire au Code de la Route une dérogation pour les agents concernés de l'Administration des Services de Secours, des services d'incendie et de sauvetage communaux ainsi que des organismes de secours agréés en vertu de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours, les autorisant à conduire, sans être titulaire du permis de conduire «poids lourds», un véhicule automoteur d'une masse maximale autorisée excédant 3.500 kg, mais sans pour autant dépasser 4.250 kg, après avoir suivi une formation organisée et sanctionnée par un certificat délivré par le Ministre ayant les services de secours dans ses attributions. Ce certificat est valable avec un permis de conduire de la catégorie B en cours de validité.

Un projet de règlement grand-ducal mettant en œuvre cette dérogation a été soumis au Gouvernement en Conseil et sera publié au Mémorial sous peu.

Question 2706 (7.5.2013) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant la **consommation de cannabis**:

Lors de sa journée d'information du 13 mars 2013, la Police grand-ducale a relevé que la consommation de cannabis sous ses diverses formes a considérablement augmenté chez les jeunes au Luxembourg.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et à Monsieur le Ministre de la Santé:

1) Existe-t-il des statistiques (à défaut, des projections) au Luxembourg concernant ce phénomène? Combien de jeunes consomment de nos jours régulièrement du cannabis? Quel est en moyenne l'âge de début de consommation du cannabis?

2) Quelles sont les mesures préconisées par les Ministres pour endiguer ce phénomène chez les jeunes? Ne faudrait-il pas organiser des campagnes de sensibilisation en mettant l'accent sur les effets néfastes d'une consommation régulière de cannabis ainsi que sur les dangers liés à la consommation de cannabis «manipulés»?

3) Quel est l'impact d'Internet dans ce domaine? Selon les Ministres, existe-t-il un lien direct entre l'accessibilité de cannabis par Internet et la hausse de la consommation de ces drogues chez les jeunes?

4) Dans l'affirmative, les Ministres seraient-ils prêts à durcir le cadre légal en matière de vente de stupéfiants, en visant de manière spécifique le commerce illégal via Internet?

Réponse commune (12.6.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Justice*:

1) Les études sérielles HBSC (Health Behaviour in School-Aged Children) fournissent des données nationales représentatives et actualisées en matière de prévalence de consommation de cannabis chez les jeunes âgés entre douze et 18 ans, ainsi que de son évolution entre 1999 et 2010.

En 2010, 15,5% des jeunes ont déclaré avoir consommé du cannabis au cours de leur vie, alors que ce taux s'élevait à 24,57% en 1999. En ce qui concerne la prévalence de consommation au cours des derniers douze mois, on observe un taux de 12% en 2010 comparé à un taux de 20,76% en 1999. Pour ce qui est de la consommation récente, 6,3% des jeunes ont déclaré avoir consommé du cannabis au cours des derniers 30 jours en 2010, alors que ce taux était de 7,27% en 2006.

Les chiffres fournis par les études HBSC depuis 1999 ne permettent pas de confirmer une augmentation considérable de la consommation de drogues auprès des jeunes. On conclura au contraire plutôt à une diminution de la prévalence de l'usage de cannabis des jeunes âgés de douze à 18 ans entre 1999 et 2010 de l'ordre de 7%.

Par ailleurs, l'âge médian de la première consommation de cannabis en référence aux jeunes questionnés dans la cadre des études HBSC est passé de 14 ans en 2006 à 15 ans en 2010.

Pour plus de détails en ce qui concerne les tendances au niveau national suivant les chiffres dont le Luxembourg dispose à travers l'étude HBSC, l'honorable Parlementaire est renvoyée à la réponse de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle à la question parlementaire n°1771 de Monsieur le Député André Bauler (*cf. compte rendu n°4/2011-2012*).

L'honorable Députée est renvoyée par ailleurs aux statistiques nationales annexées établies sur base des seules constatations policières.

2) En matière de réduction de la demande, les services conventionnés par le Ministère de la Santé interviennent de façon préventive autant au sein des établissements scolaires, et en collaboration avec ces derniers, que dans les milieux festifs et autres sites cibles pour les jeunes.

Des campagnes et actions préventives sont aussi menées auprès des jeunes par la Police grand-ducale.

3) La vente par Internet de produits psychoactifs concerne avant tout les produits communément appelés «Nouvelles drogues de synthèse» ou «Euphorisants légaux».

Il s'agit de produits vendus comme étant légaux, qui contiennent des substances censées mimer les effets de drogues illicites. Certains de ces produits contiennent des cannabinoïdes de synthèse.

L'ensemble de ces cannabinoïdes de synthèse est sous contrôle au Grand-Duché de Luxembourg, et la plupart des produits communément appelés «Euphorisants légaux» sont pareillement illicites au Luxembourg, mais ce n'est pas toujours le cas dans tous les États membres de l'Union européenne.

Actuellement, la Commission européenne œuvre à l'élaboration d'un nouveau cadre réglementaire en matière de contrôle de l'ensemble des produits visés. Le Luxembourg soutient cette initiative et le Ministère de la Santé suit de près l'évolution de ce dossier.

4) La législation nationale en la matière sera adaptée en fonction du nouveau cadre réglementaire européen à venir.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2707 (7.5.2013) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **Fonds du Logement**:

Le Fonds du Logement acquiert plus ou moins régulièrement des terrains ou des immeubles bâtis afin d'y aménager des logements à coût modéré. Il signe également des conventions avec des communes, des fabriques d'église ou autres institutions permettant de viabiliser des terrains ou des bâtiments par le biais de baux emphytéotiques.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il dresser une liste des biens immobiliers en possession du Fonds du Logement (année de l'acquisition, localité/commune, contenance, valeur d'acquisition du bien, etc.)?

- Quels sont les projets de construction en cours ou envisagés?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails sur la réserve foncière du fonds?

- Selon quels critères le Fonds du Logement acquiert-il des biens immobiliers?

- Pour quelles raisons certains biens immobiliers acquis par le fonds, il y a des années, n'ont-ils pas été ou pu être valorisés jusqu'à cette date?

Réponse (12.6.2013) de **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*:

Le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat est propriétaire de 1.098 parcelles couvrant une superficie totale de 11.306,01 ares, de sorte qu'il n'est pas en mesure de dresser une liste renseignant sur la date de l'acquisition, la localisation, la contenance et la valeur d'acquisition de celles-ci.

À l'heure actuelle, le Fonds du Logement est actif sur 20 chantiers portant sur 233 unités de



logement et de commerce, et cinq projets font l'objet d'un appel d'offres. Pour neuf projets, les bordereaux sont en cours de préparation. 41 projets se trouvent dans la phase de planification APS et/ou APD, et 24 projets se trouvent dans la phase d'élaboration d'un PAP. En outre, 36 projets font l'objet de négociations et/ou acquisitions, alors que 22 projets demeurent en réserve.

Le Fonds du Logement dispose - en collaboration avec la ville d'Esch-sur-Alzette - d'une seule réserve foncière au sens de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, à savoir les «Nonnewisen» à Esch-sur-Alzette, couvrant une surface de 27,71 ha, dont quelque 2,32 ha restent à acheter.

En principe, des offres privées et publiques - intéressantes des points de vue économique et d'aménagement communal - guident le Fonds du Logement dans sa politique d'acquisition du foncier.

En 2012, le fonds a acquis des terrains d'une valeur de quelque 7,5 millions d'euros, à savoir un terrain à Luxembourg-Merl, plusieurs parcelles à Wiltz, deux terrains à Pintsch, un terrain à Obercorn, plusieurs parcelles situées à l'intérieur du périmètre de la prédate réserve foncière, deux parcelles à Kopstal, un terrain à Bertrange, des parcelles de compensation à Burmerange, plusieurs parcelles à Insensborn, à Useldange et à Luxembourg-Cents.

Les acquisitions de maisons et d'immeubles portaient sur un montant de 3,7 millions d'euros. En effet, le fonds a acheté une maison d'habitation à Differdange, deux maisons à Luxembourg-ville, deux maisons à Winseler, une maison à Wellenstein et une autre à Schieren. Il a également procédé au rachat d'un appartement à Obercorn, de deux appartements à Luxembourg-Mühlenbach et Luxembourg-Cents ainsi que d'un appartement à Rumlange.

Des sites complexes, sensibles et d'envergure sont également offerts au Fonds du Logement, tels que la friche industrielle LDD à Dudelange, où il sera développé la «Cité du Futur», ou encore la friche industrielle à Wiltz - avec son ambitieux projet d'assainissement - dont les travaux démarrent officiellement ce 3 juin 2013.

Aussi, de nombreux projets de plus petite envergure - de type nouvelle construction - figurent sur l'agenda du fonds, à savoir: la construction de trois maisons unifamiliales et d'une maison bi-familiale à Wolwelanget, de trois appartements à Luxembourg-Grund et de cinq logements à Arsdorf, pour ne citer que ces trois exemples.

Étant donné que la durabilité figure parmi les objectifs les plus importants du Fonds du Logement, toute une série de projets qui sont actuellement en phase d'exécution associent le respect d'immeubles dignes de conservation à ces objectifs. Il s'agit de l'ancien couvent à Eisensborn qui - après sa transformation - abritera sept logements, de la rénovation de la Maison Irthum à Lenningen et de la rénovation du presbytère à Noertrange.

Pour ce qui est de la dernière question, il y a lieu de noter qu'après achèvement des procédures d'autorisation, les seules appréciations du marché de l'offre et de la demande sont déterminantes pour le démarrage d'un projet.

Question 2708 (7.5.2013) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant le secteur industriel au Luxembourg:

Selon un article du «Journal» paru le 9 avril 2013, le «Haut Comité pour le soutien, le développement et la promotion de l'Industrie au Luxembourg» proposera des solutions concrètes d'ici le 27 juillet prochain, dans le but de promouvoir le secteur industriel au Luxembourg, qui actuellement produit 5,5% de la valeur ajoutée nationale et occupe 10% de la population.

Cette érosion se poursuit depuis la crise du secteur de l'industrie lourde durant les années 1970. Notre pays a su développer de nouveaux piliers économiques, tels le secteur financier et le marché des satellites. En outre, l'implantation des multiples centres de recherche publics et de l'Université du Luxembourg a contribué positivement à l'évolution de la recherche et de l'innovation.

En ce qui concerne le domaine de la recherche publique et privée, le Gouvernement a investi 1,5 milliard d'euros. Le Luxembourg place 3,7% de son PIB dans ce domaine pour assurer son avenir économique. On dénombre plusieurs services-clés, comme notamment le soutien aux «Startup» innovantes, le management et la promotion de l'innovation, le transfert de technologies, la propriété intellectuelle et la valorisation des résultats émanant de la recherche.

Compte tenu de ces efforts et investissements, il est indéniable que l'État, les entreprises et les PME cherchent à identifier de nouveaux créneaux potentiellement prometteurs afin d'augmenter la compétitivité. Néanmoins, la relance du secteur industriel ne saurait se réaliser sans l'aide précieuse de jeunes hautement motivés et formés. Par conséquent, il faut mettre davantage l'accent sur les sciences pour leur offrir une formation de haute qualité.

Pour soutenir la reprise économique au sein de l'Union européenne, la Commission vise la croissance de la part de l'industrie dans le PIB européen de 15,6% à 20% d'ici l'année 2020.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quels pourcentages ont été retenus pour le Grand-Duché pour atteindre l'objectif de la Commission européenne d'ici l'année 2020?

- Quels sont les nouveaux créneaux potentiels au sein du secteur industriel national qui pourraient contribuer à réaliser cet objectif?

- Par quels moyens le Gouvernement envisage-t-il de lancer un appel à «l'entrepreneuriat» auprès des jeunes?

Réponse (3.7.2013) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

La question parlementaire n°2708 de l'honorable Député Marcel Oberweis appelle les commentaires suivants.

La Commission européenne s'est fixé un objectif ambitieux et souhaite augmenter la part de l'industrie dans le PIB européen de 15,6% à 20% d'ici l'année 2020. La part du PIB luxembourgeois de l'industrie est nettement inférieure et se situe actuellement à 5,5%.

La Commission européenne n'a cependant pas prévu de fixer des objectifs nationaux. Le Luxembourg n'a dès lors pas pris de démarche pour fixer un objectif d'augmentation de la part du PIB de l'industrie nationale.

Conscient de la nécessité de diversifier l'économie luxembourgeoise, le Gouvernement a mis en place une stratégie de développement multisectorielle afin de développer de nouveaux secteurs économiques. Il s'agit principalement des domaines suivants:

- Logistique;
- Ecotechnologies;
- Technologies de la santé;
- Technologies de l'information et de la communication.

D'autres secteurs industriels continuent par ailleurs de bénéficier des efforts de promotion du site luxembourgeois afin d'attirer des entreprises industrielles. Il en est ainsi du secteur automobile. L'ensemble des brochures promotionnelles peut être consulté sur le site de Luxembourg for business www.luxembourgforbusiness.lu.

La promotion de l'esprit d'entreprise auprès des élèves luxembourgeois s'effectue principalement par le biais de l'a.s.b.l. Jonk Entrepreneuren.

Cette initiative est en charge de nombreux projets qui visent à promouvoir la création d'entreprises auprès des jeunes:

- La bande dessinée intitulée «Boule et Bill créent une entreprise» véhicule de façon concrète l'esprit d'entreprise à l'école fondamentale.

- «Fit for Life» est un programme éducatif destiné aux étudiants de 13 à 15 ans. Ce programme est implémenté à Luxembourg depuis la rentrée 2008/2009. Le programme comporte six unités didactiques explorant des options de finances, d'éducation et de carrière des élèves basées sur leurs qualifications, leurs intérêts et leurs valeurs.

- Le projet des mini-entreprises favorise l'esprit d'entreprise des lycéens aux niveaux de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Pendant une année, les élèves sont responsables d'une mini-entreprise dans laquelle ils sont amenés à prendre des décisions et d'en assumer la responsabilité. Le forum des mini-entreprises est le concours annuel permettant de distinguer les meilleurs projets de l'année.

- Le projet «Job Shadow Day» permet à des élèves méritants de découvrir la vie d'entreprise en accompagnant un dirigeant d'entreprise, ou son représentant, pendant une journée de travail.

- Le projet «Engineering Trainee Days» vise à promouvoir le métier d'ingénieur et de scientifique en permettant à des élèves d'avoir un aperçu du travail quotidien, des exigences professionnelles, linguistiques et relationnelles d'un ingénieur. Les expériences recueillies par les élèves se distinguent fondamentalement d'une visite d'entreprise puisque lors du «Engineering Trainee Days» l'élève accompagne l'ingénieur dans son travail quotidien pendant deux journées.

- L'entreprise d'apprentissage en tant que méthode de formation repose sur la simulation de la vie d'une entreprise. Pour permettre aux élèves de vivre des expériences proches de la réalité économique, il importe de faire valoir le mécanisme du marché ainsi que le contrôle des prises de décision des élèves par le marché. Cette ouverture ne se réalise que dans le cadre d'un réseau d'entreprises d'apprentissage qui forment les clients et fournisseurs fictifs.

- Les «Project Management Awards»: L'objectif principal visé par la gestion de projets est d'offrir aux élèves la possibilité de mener en groupe et sous responsabilité partagée un travail concret qui va de la conception, par la production à la présentation publique, sous condition que leur projet soit validé par la direction de l'école, qu'ils utilisent les outils de gestion de projets et que leur projet soit soutenu par un commanditaire de préférence issu du monde économique, culturel ou social. Au niveau des curricula, ce programme est actuellement offert aux élèves des classes de 12^e de la division administrative et commerciale du régime technique. L'a.s.b.l. Jonk Entrepreneuren a instauré les «PM Awards» qui récompensent les meilleurs projets dans les catégories suivantes: économique, sociale, culturelle et européenne.

L'a.s.b.l. Jonk Entrepreneuren bénéficie des ministères concernés, des chambres professionnelles et d'autres acteurs du monde économique luxembourgeois.

Question 2709 (8.5.2013) de M. François Bausch (déi gréng) concernant le nouveau système de sécurité des trains SNCB:

La SNCB vient d'annoncer que depuis début avril de cette année 2/3 des trains en provenance de Bruxelles sont arrêtés en gare d'Arlon. Les passagers à destination de Luxembourg doivent changer de train afin de poursuivre leur voyage. La cause de cette mesure d'une durée non définie serait l'installation d'un nouveau système de sécurité dans les trains SNCB qui n'est pas encore homologué sur le réseau luxembourgeois des CFL.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Pour quelles raisons ce système de sécurité n'est pas encore homologué au Luxembourg? Est-ce que le même système sera installé par les CFL?
2. Quand est-ce que les CFL et le Ministère furent informés de la mise en place de ce nouveau système en Belgique?
3. Quand est-ce que ce problème «technique» qui impacte fortement les voyageurs transfrontaliers sera-t-il résolu?

Réponse (20.6.2013) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire n°2709 du 8 mai 2013, l'honorable Député François Bausch souhaite s'informer au sujet du nouveau système de sécurité des trains SNCB.

Au cours des dernières années, le Luxembourg et la Belgique ont été touchés par différents accidents qui se sont déroulés sur leurs infrastructures ferroviaires respectives. Afin de parer à cette situation, les deux pays se sont décidés à mettre en place de façon indépendante différents systèmes de contrôle-commande et signalisation (CCS). Alors que le Luxembourg applique le système MEMOR II+ à titre transitoire depuis 2004 en attendant la mise en service définitive de l'ETCS niveau 1 sur l'ensemble du réseau en 2015, le gestionnaire d'infrastructure belge Infrabel et l'entreprise ferroviaire SNCB ont décidé en 2011 d'équiper leur réseau ferré ainsi que leur matériel roulant du système d'aide à la conduite TBL1+ ne répondant pas aux spécifications ETCS (European Train Control System). Cet équipement concerne entre autres les automotrices AM96 et les locomotives T13 qui circulent entre le

Luxembourg et la Belgique. Suite à cette modification, ces engins ont besoin d'une nouvelle homologation au Luxembourg, afin d'assurer que ce nouveau système n'a pas d'interférences avec l'infrastructure du réseau ferré luxembourgeois.

Dans ce contexte, il y a lieu de préciser que la TBL1+ est un système propre à l'infrastructure ferroviaire belge, d'ailleurs non reconnu au niveau communautaire comme système de sécurité de classe B. C'est pour cette raison qu'il n'est pas prévu de l'installer sur le réseau ferré luxembourgeois. En effet, le Luxembourg et les CFL ont opté pour l'installation du système européen ETCS dès 1999, et l'équipement du réseau et du matériel roulant est en cours. Afin de pouvoir circuler sur le réseau ferré belge, les locomotives de la série 3000 des CFL seront néanmoins aussi équipées du système TBL1+, pour être compatibles avec le système nouvellement installé en Belgique.

Les équipements en usage sur les réseaux limitrophes ne doivent en aucun cas générer des perturbations au niveau de l'exploitation ferroviaire sur le réseau ferré luxembourgeois. À cette fin, l'entreprise ferroviaire titulaire du certificat de sécurité doit garantir que les systèmes étrangers soient mis hors service ou au moins inhibés lorsque le matériel roulant qui en est équipé circule sur le réseau national. Il revient aux utilisateurs de l'infrastructure de garantir les transitions des systèmes aux sections frontalières dans les deux sens de circulation et notamment en accord avec les principes arrêtés par les gestionnaires de l'infrastructure concernés.

Afin de garantir une interopérabilité malgré la présence de différents systèmes de sécurité nationaux, et en attendant la réalisation de part et d'autre de l'ETCS, il revient aux gestionnaires des infrastructures de préciser tous les éléments et paramètres applicables aux différents points de transition afin de garantir que les niveaux de sécurité des réseaux ferrés respectifs demeurent garantis. Le cas échéant, l'intégration de ces nouveaux éléments doit être accompagnée des analyses de risque afférentes.

Quant aux véhicules SNCB équipés de la TBL1+ et désignés à accéder à l'infrastructure ferroviaire nationale, il revient à l'Administration des Chemins de Fer, ci-après ACF, de s'assurer que l'usage des systèmes imposés sur le réseau ferré national demeure conforme et garanti. Cette vérification est réalisée sur base de dossiers présentés par les différents requérants, de déclarations de conformité établies par les organismes compétents et des analyses de risque liées à l'intégration et l'application des systèmes.

Suivant les accords en place entre la SNCB et les CFL, la SNCB, en tant que propriétaire du matériel roulant, est responsable pour entreprendre les démarches nécessaires pour obtenir une homologation auprès de l'ACF. La SNCB a chargé à cet effet Belgorail en tant qu'organisme compétent pour entreprendre ces démarches auprès des autorités luxembourgeoises.

Il s'ensuit qu'une première demande est parvenue aux CFL en tant que gestionnaire de l'infrastructure en date du 8 janvier 2013. Suite aux échanges entre CFL, ACF et Belgorail, le dossier a dû être complété et a été transmis aux CFL en date du 2 mars 2013. Après l'analyse technique du dossier, une réponse favorable a été adressée à Belgorail en date du 26 mars 2013 en vue de pouvoir mener des essais pratiques.

Sur base de ce dossier, des essais pratiques, avec comme objectif de prouver la non-interférence avec le système au Luxembourg, ont été complétés avec succès en date du 4 mai 2013. Sur base de ces essais, il appartient maintenant à la SNCB et à Belgorail de compléter leur dossier et de faire une demande d'homologation auprès de l'ACF. D'après les informations des CFL, Belgorail transmettrait prochainement le dossier à la SNCB qui le présenterait ensuite auprès de l'ACF.

Dès que cette homologation aura été délivrée par l'ACF, les changements de trains à Arlon pourront être supprimés.

Question 2710 (10.5.2013) de M. Jean Colombera (Onofhängeg) concernant le paiement des mémoires d'honoraires par Internet banking:

Das Onlinebanking oder Webbanking wird immer mehr angeboten und die Bezahlung von Rechnungen im Zusammenhang mit Gesundheitsleistungen erfolgt von zu Hause über Onlinetransaktionen. Das heißt de facto, dass die Originalrechnung nicht abgestempelt wird, um die Zahlung offiziell zu bestätigen. Nun ist es so, dass Bankkunden ein papierloses Bankkonto



betreiben können, um Kosten zu sparen. Hier wird kein Kontoauszug mehr an den Kunden versandt. Die CNS braucht allerdings einen Kontoauszug um die Rückerstattung tätigen zu können.

Fragen:

1) Bleibt das bewährte System der Einsendung des „Mémoire d'honoraires“ mit dem Kontoauszug die einzige Möglichkeit eine Rückerstattung zu bekommen? Ist die Unterbreitung eines „Printout“, erstellt über das Onlinekonto, ebenfalls eine annehmbare Möglichkeit für die CNS?

2) Falls dies möglich ist, müsste dann nicht die entsprechende Seite des Ministeriums (<http://santé.public.lu/fr/remboursements-indemnités/02-système-prise-charge/modalités-remboursements/>) aktualisiert werden und wann wird die Bevölkerung über diese Möglichkeit in Kenntnis gesetzt?

3) Falls dies nicht möglich ist, wann gedenkt die CNS sich den modernen Zeiten anzupassen?

Réponse (29.5.2013) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:

La Caisse Nationale de Santé procède au remboursement de mémoires d'honoraires payés via un système «Internet Banking» sur base d'un avis de débit imprimé via un compte «online».

En principe, et suivant les modalités de fonctionnement des différents comptes «online» mis à disposition par les établissements bancaires, un tel document est disponible à l'impression le lendemain de l'ordre de paiement.

À noter en effet que la Caisse Nationale de Santé n'effectue aucun remboursement sur base d'un simple ordre de paiement, seul l'avis de débit étant accepté.

Concernant l'information diffusée auprès du public, la Caisse Nationale de Santé veillera à actualiser dans les plus brefs délais la page de son site Internet via la rubrique «FAQ».

Question 2711 (10.5.2013) de Mme Viviane Loschetter (déi gréng) concernant les locaux d'OPE à Schiffflange:

OPE n'est pas propriétaire du bâtiment «Moulin Bestgen» à Schiffflange dans lequel est installé son siège social ainsi que son centre de ressources.

Ce bâtiment a été mis à disposition par l'État à l'Action Sociale pour Jeunes (A.S.J) dans les années 1980 pour un loyer symbolique afin d'y réaliser un projet bien défini, la création de logements d'urgence pour jeunes en détresse.

Le 7^e programme de construction d'ensembles de logements pour les années 1996 à 2000 prévoit encore la construction de six logements locatifs financés à 100% par l'État et gérés par l'A.S.J.

Lors de la création de l'OPE en 1999, l'A.S.J y a été incorporée. Selon nos informations, OPE aurait peu à peu converti ces logements en bureaux jusqu'à ce qu'au début des années 2000 il ne reste plus aucun logement consacré au projet initial.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer la reconversion des logements d'urgence pour jeunes en bureaux administratifs?

- Ces reconversions ont-elles été réalisées avec l'accord du ministère compétent?

- Dans l'affirmative, quel a été le sort réservé au projet des logements d'urgence pour jeunes?

- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-il réagir face à cet abus de confiance manifeste?

- Qu'en est-il des fonds étatiques investis dans le site afin d'y créer des logements?

Réponse commune (2.7.2013) de M. Marco Schank, Ministre du Logement, de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, et de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'État luxembourgeois est propriétaire du bâtiment «Moulin Bestgen» à Schiffflange. Par convention du 1^{er} juillet 1994, l'État a mis ledit complexe - qui accusait entre autres 14 chambres - à la disposition de l'«Action Sociale pour Jeunes a.s.b.l.» (A.S.J.).

Le 30 juillet 1998, le président du conseil d'administration de l'A.S.J. a informé le Ministre du Logement de l'incorporation de l'A.S.J. dans une association nouvellement créée à l'époque,

à savoir l'«Objectif Plein Emploi a.s.b.l.» (OPE) et a demandé: «de redéfinir l'utilisation de certains espaces du Moulin Bestgen en fonction des nouvelles structures. En effet, la gestion socio-économique de nouveaux projets demanderait plus d'espace au niveau de l'installation de bureaux administratifs et nous proposons la réduction d'une partie des activités culturelles (salle d'exposition) et de logement (des 14 chambres en resteraient sept)».

Par sa réponse du 28 octobre 1998, le Ministre du Logement s'est formellement opposé quant à la conversion - même à durée limitée - des logements à coût modéré réalisés avec une participation étatique très importante, à savoir 870.448,96 €. Cette opposition a été réitérée par un courrier du 7 octobre 1999.

Or, nonobstant diverses interventions verbales ultérieures à ces courriers, notamment dans le cadre des réunions annuelles du comité de supervision prévu dans la prédite convention et suite à une visite des lieux de deux collaborateurs en février 2000, l'OPE n'a pas procédé à une reconversion des bureaux en chambres. Depuis lors, une chambre supplémentaire a été convertie en bureau, de sorte qu'en février 2000, il subsistait uniquement six des 14 chambres initiales. Par conséquent, le Ministre du Logement a demandé le remboursement de la quote-part relative à la participation destinée aux huit chambres converties en bureaux, s'élevant à 497.399,41 €.

Dans un proche avenir, l'État sera en mesure de reconvertir tous les bureaux en logements et ainsi faire redémarrer le projet social en question.

Question 2712 (13.5.2013) de M. Jean Colomera (Onofhängeg) concernant le dossier médical électronique:

Die Informatisierung setzt im Gesundheitswesen langsam ein. Allerdings gibt es wenige Erfahrungswerte zu solchen Projekten und auch wenige Kompetenzträger. Es wird klar, dass in der aktuellen Phase der Projektumsetzung sowohl Papier als auch elektronische Medien geführt werden. Das bedeutet, dass ein Mehraufwand generiert wird, um die Patientenakte zu führen, und die Konsultierung der Patientenunterlagen impliziert sowohl die papierne Patientenakte als auch die elektronisch gespeicherte Akte. Dementsprechend wäre die Komplexität der administrativen Arbeit höher geworden und weniger konkrete Arbeit am Patienten ist die Folge.

Fragen:

1) Was ist der konkrete zusätzliche Aufwand in Zeiteinheiten für die Implementierung dieses Projektes zur elektronischen Patientenakte in den nationalen Kliniken?

2) Wie viel zusätzliches Personal wird im Rahmen des PRN-Projektes hierfür vorgesehen?

3) Kann der Minister bestätigen, dass hier spezialisierte Fachkräfte involviert sind, die sich mit der Umsetzung dieser komplexen Projekte auskennen?

4) Kann der Minister bestätigen, dass die elektronische Patientenakte konkreten Mehrwert schafft?

5) Wird der Minister die Effektivität in einem Audit nachweisen?

6) Was sind die globalen Entwicklungen in den Personalzahlen seit Einführung des PRN-Systems?

7) Mit welchem Multiplikationsfaktor werden die Personalschlüssel derzeit in den Kliniken bedacht, um die Umstellung von Papier auf elektronische Dokumentation zu ermöglichen?

Réponse (3.7.2013) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:

In den luxemburgischen Kliniken werden die Patientenakten bereits seit mehreren Jahren elektronisch erfasst, in mehr oder weniger großem Umfang.

Im Rahmen des aktuellen PRN sind bezüglich der voranschreitenden Informatisierung weder Aufstockungen des Personals noch die Einführung von Multiplikationsfaktoren vorgesehen. Diese Tätigkeiten werden im Rahmen der dazu vorgesehenen 20% der Gesamtzeit, welche für die Gesamtheit der administrativen Tätigkeiten vorgesehen ist, ermittelt.

Eigentlich kann man davon ausgehen, dass die elektronische Verwaltung der Patientenakten keinen Mehraufwand für die Kliniken und ihr Personal erzeugt, da sie die Zugänglichkeit und die Weitergabe der erhobenen Daten erheblich erleichtert.

Die fortschreitende Auflösung der materiellen Archivierung beinhaltet nicht nur einen erheblichen

Vorteil für das medizinische Personal, sondern ebenfalls für die Patienten, deren Akten qualitativ erheblich besser und kontinuierlich verwaltet werden können.

Spezifische Weiterbildungen sind zum Beispiel beim spezialisierten Personal, welches mit der Verwaltung der Krebsregister betraut worden ist, durchgeführt worden.

Seit der Einführung des PRN stellen sich die Zahlen der Manntage (ETP - équivalent temps plein) wie folgt dar:

Zahl der Manntage pro belegtem Bett	1996	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2013*
Total der verrechneten Tage	724.203	731.650	754.290	759.499	763.924	751.847	754.366	769.816
Durchschnittszahl der belegten Betten	1.979	2.005	2.067	2.075	2.093	2.060	2.067	2.109
Zahl der bewilligten Manntage pro Pflegestation**	1.831	2.040	2.092	2.125	2.150	2.156	2.168	2.183
Zahl der Manntage pro belegtem Bett	0,93	1,02	1,01	1,02	1,03	1,05	1,05	1,04

* für das Jahr 2013 stellt die Anzahl der verrechneten Tage lediglich eine Schätzung dar

** Anzahl der wirklichen Manntage im Jahr 1996

Im Rahmen der Implementierung des „management par la qualité totale“ (TQM) gemäß dem Modell EFQM (European Foundation for Quality Management), dem die luxemburgischen Kliniken angehören, findet alle zwei Jahre eine Revision statt, an der sich Experten beteiligen. Diese Revision ermöglicht es, Punkte zu bestimmen, bei denen Nachholbedarf im Rahmen des Managements besteht. Dabei wird den Bedürfnissen der jeweiligen Klinik Rechnung getragen.

Question 2713 (13.5.2013) de M. Jean Colomera (Onofhängeg) concernant l'interdiction de trois pesticides mortels pour les abeilles:

15 EU-Mitgliedstaaten haben sich mehrheitlich für ein teilweises Verbot von drei umstrittenen Pestiziden ausgesprochen. Die Pestizide stehen im Verdacht, Risiken für Bienen darzustellen und Mitauslöser des weltweiten Bienensterbens zu sein. Dieser EU-Zustimmung waren starke Proteste von Umweltschutzorganisationen vorausgegangen. Eine endgültige Entscheidung über das Verbot muss allerdings noch von der EU-Kommission getroffen werden.

Fragen:

1) Wie war die Haltung der Regierung betreffend der Forderung nach einem Verbot dieser Pestizide?

2) Welches Abstimmungsverhalten hat die Luxemburger Regierung in diesem Entscheidungsprozess an den Tag gelegt?

3) Wird sich die Regierung nunmehr kurzfristig mit neuen, verschärften Anweisungen zum Schutz der Bienenzucht an die Dienstleister in der Landwirtschaft wenden?

4) Wird es in Luxemburg verschärfte Auflagen und entsprechende Maßnahmen für den Bienenenschutz geben, die weiter gehen als jene, die die EU nunmehr festgelegt hat?

5) Wird die Landwirtschaft entschädigt für den Ernteausfall, der entstehen könnte, wenn bestimmte Pestizide nicht mehr zum Einsatz kommen dürfen?

Réponse (22.5.2013) de M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

1. Die Regierung hat den diesbezüglichen Vorschlag der Europäischen Kommission von Anfang an unterstützt.

Da die Abstimmung über diesen Vorschlag allerdings in Verzug geriet, hatte das Landwirtschaftsministerium zwischenzeitlich eine Pressemitteilung veröffentlichen lassen, in der die Landwirte und der Handel aufgerufen wurden, möglichst sofort auf freiwilliger Basis auf die Anwendung von Saatgut zu verzichten, welches mit Substanzen aus der Familie der Neonikotinoide behandelt wurde.

2. Konsequenterweise hat die luxemburgische Delegation in den jeweiligen Gremien immer für den Vorschlag der Kommission gestimmt.

3. Selbstverständlich wird die Regierung die neuen Bestimmungen anwenden und spätestens ab dem 30. September 2013 die Zulas-

sung dieser Produkte zurückziehen. In diesem Zusammenhang sei noch einmal bemerkt, dass diese Zulassung in Luxemburg ausschließlich für Zier- und Balkonpflanzen gilt. Die Behandlung von landwirtschaftlich genutztem Saatgut mit diesen Mitteln ist bereits zum jetzigen Zeitpunkt in Luxemburg verboten. Allerdings konnte der Import von derart behandeltem Saatgut aus anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union aus legalen Gründen bisher nicht verboten werden.

4. Darüber hinaus gehende Maßnahmen sind zum jetzigen Zeitpunkt nicht vorgesehen.

5. Eine Entschädigung der Landwirte ist nicht möglich.

Im Übrigen hielt sich die Anwendung dieser Mittel in Luxemburg laut Informationen meiner Dienststellen in engen Grenzen. Insofern dürften auch keine größeren finanziellen Auswirkungen dieses Verbotes zu erwarten sein.

Darüber hinaus wurden in der oben erwähnten Pressemitteilung verschiedene präventive ackerbauliche Maßnahmen vorgeschlagen, welche auf einer integrierten Landwirtschaft basieren und welche erlauben sollten, etwaige negative Konsequenzen dieser Entscheidung abzufedern. Diesbezüglich sei auch auf eine gemeinsame Veröffentlichung seitens der Landwirtschaftskammer und des „Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann“ in der Fachzeitschrift „Fit for Farming 1/2013“ hingewiesen, welche zur Schlussfolgerung kommt, dass kaum etwaige Schäden zu erwarten seien, wenn die Landwirte die fachliche Praxis der integrierten Landwirtschaft anwenden.

Question 2714 (13.5.2013) de Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV) concernant la surdose de radiations en radiothérapie:

Entre 2001 et 2006, près de 450 patients traités pour des cancers de la prostate ont été victimes de surdoses de radiations au service de radiothérapie de l'hôpital d'Épinal en France. Sept en sont morts, selon un dernier bilan communiqué au procès. Deux médecins et un radiophysicien ont par la suite été condamnés à 18 mois de prison ferme.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais interroger Monsieur le Ministre au sujet des points suivants:

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si de tels accidents n'ont pas eu lieu au Luxembourg?

2) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les mesures de sécurité en vigueur afin d'éviter de tels cas au Grand-Duché?

Réponse (14.6.2013) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Je tiens d'emblée à rassurer l'honorable Députée qu'au Luxembourg aucun patient n'a été impliqué dans un incident lié à une surdose de radiations.

Afin d'éviter la survenance de tels incidents, des mesures de sécurité s'appliquent tant sur le plan médical que sur le plan technologique.

Ainsi, sur le plan médical, dès l'ouverture, en 2000, du Centre François Baclesse (CFB), une attention particulière a été portée aux risques de complications liés à la radiothérapie à ambition curative du cancer de la prostate. Ainsi, les effets secondaires observés ont été recueillis depuis cette date.

En 2008, le CFB a développé une vision générale et une stratégie systématisée de la gestion des risques. Cette vision a donné lieu à la mise en place d'une procédure rendant compte d'une méthode de collecte systématique des données de toxicité, dans le Registre de Morbimortalité (RMM).

L'objectif du RMM est double:

Pour les patients, il vise à garantir l'évaluation des résultats individuels en termes de contrôle de la maladie et des effets secondaires éventuels, alors que pour le CFB, il permet de disposer de résultats cliniques et d'identifier des événements sentinelles, qui pourraient permettre de déceler des éventuels dysfonctionnements.

Le CFB a également mis en place un comité de retour d'expérience ainsi qu'un comité de pilotage des risques en date du 16 décembre 2009.

Conformément aux exigences relatives aux centres nationaux du plan hospitalier national, un audit du CFB a été réalisé selon la méthode QUATRO (Quality Assurance Team for Radiation Oncology) par un groupe d'experts auditeurs internationaux.

Cet audit a réalisé une évaluation portant sur:

- la qualité du processus de prise en charge des patients (accueil, prescription médicale, simulation, dosimétrie, traitement, surveillance et suivi postthérapeutique);

- la gestion globale de l'établissement (budget, prévisions d'activité);

- les formations des professionnels;

- la gestion des risques.

Au terme de l'audit, la mention «Centre d'excellence» a été accordée au CFB.

Conformément aux exigences précitées, le CFB s'est doté en 2012 d'un comité d'évaluation de l'assurance qualité des prestations hospitalières, dont les finalités consistent à:

- veiller à la mise en place d'un système de signalement des événements indésirables;

- développer et contribuer à la mise en place d'un programme interne de gestion globale et coordonné de la qualité et des risques;

- faire des suggestions pour améliorer la sécurité, la gestion des risques (y compris les risques opérationnels et la qualité de fonctionnement de l'établissement et de ses services).

Finalement, sur le plan technologique, les contrôles de qualité des accélérateurs sont réalisés par les radiophysiciens, ceci dans le respect du règlement grand-ducal du 16 janvier 2001 relatif à la protection sanitaire des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants lors d'expositions médicales. Par ailleurs, des audits dosimétriques externes réguliers sont effectués par un prestataire, qui confirme que les paramètres de doses respectent les seuils acceptés de qualité.

En se fondant sur la méthode de gestion des risques en place au CFB et sur les résultats publiés annuellement par l'institution dans ses bilans d'activité (www.baclesse.lu), ainsi que sur le résultat excellent de l'audit QUATRO, le sous-signé estime que l'ensemble des mesures de précaution sont actuellement déjà en place au Luxembourg pour assurer le traitement du cancer de la prostate par radiothérapie dans des conditions de sécurité optimales.

Question 2715 (14.5.2013) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant les **enquêtes judiciaires en cours à l'étranger contre les pratiques d'anciennes filiales luxembourgeoises de banques islandaises:**

Selon la presse internationale, l'office du procureur de la République d'Islande a lancé fin avril une poursuite pénale contre des anciens dirigeants des banques islandaises parmi ceux-ci, certains ont exercé des mandats de gestion dans des filiales au Luxembourg. Bien plus, il semblerait qu'une part significative des incriminations pénales formulées par les autorités judiciaires islandaises concernerait également les relations entre les maisons mères et leurs anciennes filiales luxembourgeoises.

S'y ajoute que la filiale luxembourgeoise de la société Landsbanki a été mise en examen par un juge français, il y a quelques mois à Paris. Et dans ce dossier, des décisions de justice coulées en force de chose jugée et confortées par la Cour de Cassation de France ont condamné la

banque luxembourgeoise en liquidation au paiement de 50 millions d'euros de caution pendant l'instruction judiciaire.

Récemment enfin, plusieurs dizaines de personnes ont décidé de confier à la justice de notre pays le soin d'enquêter sur la pratique douteuse de «l'equity release scheme», estimant être victimes d'une escroquerie.

En l'état de développement de cette affaire et dans un contexte où il importe de préserver, voire de renforcer la crédibilité et l'image de marque de la place financière luxembourgeoise, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice:

- Est-ce que des enquêtes concernant les pratiques des banques islandaises et de leurs filiales lorsqu'elles étaient actives sur notre territoire sont en cours ou ont été réalisées?

- Dans cette deuxième hypothèse, quelles sont les conclusions de ces enquêtes?

- Dans quelle mesure notre pays coopère avec les autorités judiciaires en charge de ces divers dossiers au sein de l'Union européenne?

Réponse (26.6.2013) de **Mme Octavie Mordert**, *Ministre de la Justice:*

Actuellement deux dossiers, qui ont trait à différents aspects des agissements à caractère pénal des banques islandaises, sont traités par les autorités luxembourgeoises. Dans un dossier l'instruction avance à grands pas. Au vu de la complexité de ce type d'affaires et du nombre important de mesures d'instruction et de commissions rogatoires à accomplir, l'enquête est actuellement toujours en cours. Afin de ne pas compromettre inutilement l'instruction, le procureur d'État se voit cependant dans l'impossibilité de donner de plus amples détails quant aux résultats d'ores et déjà obtenus et quant aux personnes mises en cause.

Dans un deuxième dossier, le juge d'instruction est saisi de réquisitions du Ministère public.

Le Luxembourg a été chargé d'exécuter un certain nombre de demandes d'entraide judiciaire à la demande des autorités judiciaires islandaise, britannique et française.

Dans l'affaire à charge des responsables Kaupthing/Banque Havilland, neuf commissions rogatoires ont été réceptionnées et exécutées permettant notamment aux autorités judiciaires islandaises de procéder aux poursuites pénales contre un certain nombre de prévenus.

Dans le cadre de l'instruction pénale contre les responsables de la Landsbanki, deux demandes d'entraide judiciaire délivrées par les autorités judiciaires islandaises sont en cours d'exécution alors qu'une demande provenant du pôle financier de Paris a été exécutée au courant de l'année 2011 et renvoyée après exécution le 10 février 2012.

Le Luxembourg a donc coopéré de façon efficace aux demandes d'entraide délivrées par les autorités judiciaires étrangères.

Question 2716 (14.5.2013) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant l'**isolation acoustique des maisons à appartements:**

Une plus grande densité des habitations est préconisée par les experts pour résoudre tant soit peu les problèmes dans le secteur du logement au Grand-Duché. Or, de plus en plus de gens habitant dans une copropriété respectivement dans une maison à appartements se plaignent des nuisances résultant du bruit de voisinage dues à une mauvaise isolation acoustique de leurs appartements. Ceci aux dépens de la qualité de vie et du bien-être individuel.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les normes légales ou réglementaires qui existent en matière d'isolement acoustique pour les maisons à appartements?

- Quel organisme ou administration est en charge du contrôle de ces normes?

- En cas de défaut de telles normes, Monsieur le Ministre serait-il disposé à les intégrer dans le projet de loi sur l'habitation durable qui est en train d'être finalisé par ses services?

- Ou bien, quelles autres mesures Monsieur le Ministre pourrait-il envisager pour résoudre cette problématique?

Réponse (17.6.2013) de **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement:*

Actuellement, les communes disposent de leur règlement sur les bâtisses pour définir les normes en matière d'isolement acoustique.

Dans un futur proche, il est prévu d'intégrer les normes en question dans le règlement «type»

sur les bâtisses qui est en cours d'élaboration par le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région.

En effet, c'est la commune qui est seule compétente pour contrôler si les normes demandées sont respectées.

Il convient de souligner que la certification de logement durable (LUNAZ) fait partie intégrante du projet de loi promouvant le logement et l'habitat durables. Dans le cadre de cette certification, il est prévu de régler les normes d'isolation acoustique non seulement pour les immeubles à appartements, mais également pour les autres logements, et ceci aussi bien au niveau de l'isolation acoustique vers l'extérieur entre différentes unités qu'au niveau de l'isolation acoustique à l'intérieur d'un logement.

Question 2717 (15.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**accident sur la décharge SIDEÇ à Fridhaff:**

Den 22. Abrëll 2013 soll et op der mechainesch-biologescher Offallvirbehandlungsanlag (MBA) op der SIDEÇ um Fridhaff zu engem schroen Accident komm sinn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt et zu deem Accident komm ass?

2. Wa jo:

- a. Wéi laang ass mat engem Aarbechtsausfall ze rechnen?

- b. Wien ass responsabil?

- c. Huet d'SIDEÇ déi gesetzlech Prozedur an esou engem Fall an och déi néideg Korrekturvirschléi vun der ITM respektéiert?

Réponse (5.7.2013) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

1. Um Datum vum 23. Abrëll 2013 ass d'„Inspection du Travail et Des mines“ (ITM) vun engem Aarbechtsaccident, dat sech den 22. Abrëll 2013 géint 19.45 Auer op der „Décharge SIDEÇ“ um Fridhaff zougedroen huet, informéiert ginn.

- 2.a. Den Aarbechtsausfall vum betraffene Salarié wäert viraussichtlech bis Enn Juli dauen.

- 2.b. Zu dësem Ament vun der Enquête ass d'Fro iwwert d'Responsabilitéit nach net gekläert.

- 2.c. De SIDEÇ huet seng Informatiounspflicht erfüllt. Bis zu dësem Zäitpunkt si keng Korrekturvirschléi vun der ITM gemaach ginn.

Question 2718 (15.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **santé au travail à la décharge SIDEÇ à Fridhaff:**

Et ass gewosst, datt d'Aarbechtsbedingungen op der mechainesch-biologescher Offallvirbehandlungsanlag (MBA) op der SIDEÇ um Fridhaff net idéal sinn. Well d'Offallwaasser an engem biologeschen Zyklus verdämpft gëtt, entsti jo hei staark ammoniakhalteg Gasen. Dës Gasen hu jo ee staarken Afloss op d'Ëmwelt an op déi beschäftegt Leit bei der SIDEÇ. Do derbäi wieren d'Aarbechter regelméisseg mat Brennesselëiwer geplot.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Aarbechtsminister an dem Här Gesondheitsminister dës Froe stellen:

1. Sinn d'Aarbechter op der SIDEÇ an op der MBA-Anlag mat infektiösen, allergenen oder anere Krankheete geplot?

2. Wéi héich ass de Prozentsaz un Aarbechtsausfall op der MBA-Anlag an um SIDEÇ selwer?

3. Gëtt de pH-Wäert regelméisseg um Ausgang vum Biofilter vun der MBA-Anlag gemooss?

Réponse commune (9.7.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Aus de Rapporten vum der Aarbechtsmedizin geet ervir datt, un eischter Stell vun de Pathologie Gelenkproblemer (z. B.: Réckwéi, Schéllwéi) souwéi Problemer am Gehéier sinn. Dee meeschte Kaméidi gouf gemooss bei de Glascontaineren, wou awer elo eng Léising fonnt gouf, fir dee Kaméidi ze dämpfen. Infektiös Problemer falen net besonnesch op. Systematesch gëtt awer ee Monitoring gemaach vun engem Pilz, dem „Aspergillus Fumigatus“, dee kann d'Longen errechen. Dräi Tester ware positiv an deene leschten dräi Joer an dës Leit goufe wei-

der kontrolléiert an iwwerwaacht a sinn asymptomatesch.

Fir d'Offallbehandlungsanlage vum SIDEÇ goufe fir d'Joer 2012 duerch de SIDEÇ beim Centre commun de la sécurité sociale insgesamt 4.708 Aarbechtsstonnen deklaréiert, wou Aarbechter ausgefall sinn. Dovu waren 4.624 Aarbechtsstonnen enger Krankheet a 84 Aarbechtsstonnen engem Accident zouzeschreiven.

Wann een dës Aarbechtsausfäll elo a Relatioun zu de Gesamtarbechtsstonnen fir de ganze Betrieb stellt, déi sech am Joer 2012 op 70.200 Stonnen belaf hätten, sou ass während duerchschnëttlech 6,71% vun der virgesinnener Aarbechtszäit, bedéngt duerch Krankheet oder en Accident, net geschafft ginn.

Vum Gesamtarbechtsstonnenausfall an Héicht vun 4.708 Aarbechtsstonnen sinn am Joer 2012 insgesamt 852,40 Aarbechtsstonnen duerch Ausfäll vun Aarbechter an der mechainesch-biologescher Offallobereedungsanlag (MBA) bedéngt. Dovu sinn 820,40 Stonnen enger Krankheet an 32 Stonnen engem Aarbechtsaccident zouzerechnen. Stellt een elo all déi Aarbechtsstonnen, déi am Joer 2012 an der MBA an Héicht vun 17.478 duerch d'Aarbechter ze leeschte gewiescht wäeren, a Relatioun mat den ze verzechnende Fehlstonnen, esou ass während duerchschnëttlech 4,88% vun der virgesinnener Aarbechtszäit duerch déi beschriwwen Ausfäll net geschafft ginn.

Stellt een zum Vergläich d'Gesamtausfallzäite fir de Rescht zum Betrieb géigeniwwer, also ouni d'MBA, ass während 7,31% vun der Zäit net geschafft ginn.

Déi fir d'Joer 2012 an der MBA ze verzechnend Aarbechtsausfäll leien ënnert deenen Aarbechtsausfäll, déi fir de Rescht vum Betrieb festzestelle sinn.

D'Behandlung vun der Ofloft aus der MBA gëtt iwwer e Biofilter a Kombinatioun mat engem sougenanntem „saure Wäscher“ assuréiert.

Fir d'Ëischt gëtt d'Ofloft iwwert de „saure Wäscher“ gefouert. Hei gëtt de Stëbs ausgewäsch, den Ammoniakgehalt gesenkt an d'Ofloft ugeflücht, fir dass de Biofilter net soll ausdréchnen.

Fir d'Ammoniakkonzentratioun an der Ofloft ze senken, gëtt dem Wäschwaasser Salpëtersaier zoudoséiert. Dëse Prozess gëtt iwwer pH-Wäert-Miessungen am Wäschwaasser gesteiert. Jee no pH-Wäert gëtt méi oder manner Salpëtersaier zoudoséiert.

Aus dësem Behandlungsprozess geet Ammonsalpëter ervir. Heibäi handelt et sech ëm en onproblematescht Salz, dat zesumme mam Wäschwaasser an engem geschlossene Kreeslaf mat Reservoir gefouert gëtt. Vun Zäit zu Zäit gëtt een Deel vum Wäschwaasser erneiert an dat verbrauchte Waasser gëtt dem Prozesswaasser zougemëscht, wat fir d'Befiuchtung vun den Offäll gebraucht gëtt, déi am „biologeschen“ Deel vun der Anlag behandelt ginn.

Nom „saure Wäscher“ gëtt d'Ofloft dem Biofilter zougefouert, deen aus engem organesche Filtermedium besteet. Hei gëtt d'Ofloft vu flüchtigen organeschen an geruchsaktive Verbindungen gerengelt.

Miessunge vum pH-Wäert sinn op Säite vum Biofilter laut Aussoe vum SIDEÇ net virgesinn an och net noutwendeg.

Kontrollmiessungen un den Ofloftbehandlungsariichtungen gi regelméisseg duerchgefouert.

Doriwwer eraus wéilt ech meng Äntwert op déi parlamentaresch Fro N°2431 an deemselwechte Kontext an Erënnerung ruffen (cf. *compte rendu n°6/2012-2013*).

Question 2720 (15.5.2013) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant la **situation des droits de l'Homme en Corée du Nord:**

Le régime de la République populaire démocratique de Corée n'a de cesse de menacer d'une éventuelle frappe nucléaire non seulement ses voisins directs dans la péninsule coréenne mais également le monde entier. Bien conscient que ces manœuvres politiques doivent servir au régime de Pyongyang d'asseoir son pouvoir au niveau interne mais également de se mettre en position de force au niveau international, l'On ne peut nier que le non-respect des droits de l'Homme est monnaie courante en République populaire démocratique de Corée. Le «Parliamentary Forum for Democracy» s'est tout particulièrement donné pour mission de rendre attentif à la situation dramatique des droits de l'Homme en Corée du Nord.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:



- Comment Monsieur le Ministre entend-il sensibiliser l'opinion publique luxembourgeoise sur la situation des droits de l'Homme en Corée du Nord?

- Le Luxembourg étant actuellement membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, de quelle façon Monsieur le Ministre entend-il intervenir au niveau des institutions onusiennes afin d'orienter son action vers une assistance humanitaire renforcée par une campagne de sensibilisation sur la situation des droits de l'Homme en République populaire démocratique de Corée?

Réponse (12.6.2013) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères:

Avec ses partenaires de l'UE, le Luxembourg continue à attirer l'attention du Conseil des droits de l'Homme et de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation dramatique des droits de l'Homme en République populaire démocratique de Corée (RPDC) et à appeler son Gouvernement à améliorer d'urgence la situation. Lors de la 22^e session du Conseil des droits de l'Homme en mars 2013, une nouvelle résolution dénonçant la situation en RPDC, co-parrainée par le Luxembourg, a été adoptée.

Il y a lieu de remarquer que depuis 2012, les résolutions dénonçant la situation en RPDC sont prises par consensus, que ce soit au niveau du Conseil des droits de l'Homme ou de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cela semble indiquer que l'indulgence envers la RPDC est au plus bas, y compris parmi les pays traditionnellement opposés par principe aux résolutions-pays.

Depuis 2005, le Luxembourg fait des contributions humanitaires régulières au Programme alimentaire mondial (PAM) en faveur de la RPDC pour venir en aide aux populations affectées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Question 2722 (16.5.2013) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant le **plan sectoriel «éoliennes»**:

Au début des années 2000, le Ministère de l'Environnement avait fait établir un plan avec les sites potentiels pour l'installation d'éoliennes («Wandatlas»).

Dans sa réponse à une question parlementaire afférente (*cf. compte rendu n°17/2010-2011 - question parlementaire 1720*), Monsieur le Ministre de l'Économie avait déclaré en 2011 que le Gouvernement ne prévoyait pas d'établir un inventaire des sites potentiels d'implantation.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait opportun de revenir sur cette décision gouvernementale et de faire établir un plan sectoriel «éoliennes»?

- En attendant la finalisation de ce plan sectoriel, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait indiqué d'actualiser le plan établi il y a une dizaine d'années?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à rendre public l'inventaire des sites potentiels d'implantation?

- Le site prévu dans la commune de Mondercange («Mëttendall») fait-il partie intégrante du «Wandatlas»?

Réponse (28.6.2013) de **M. Marco Schank**, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

En ce qui concerne l'opportunité de faire établir un plan sectoriel «éoliennes», il y a lieu de préciser qu'il appartient aux acteurs économiques concernés de décider de la réalisation de projets dans le domaine des énergies renouvelables. Partant, il leur appartient également d'identifier les sites propices à l'installation d'éoliennes en fonction de la climatologie, de l'urbanisation et de l'écologie.

Tous les promoteurs de projets sont appelés à se concerter à un stade précoce de leurs réflexions avec les services du département de l'Environnement afin d'identifier les caractéristiques écologiques du site considéré et de dégager une première appréciation quant à la faisabilité du projet.

Par la suite, le Ministre en charge de l'environnement interviendra en tant qu'autorité compétente dans la procédure d'évaluation et d'approbation des projets.

Eu égard au grand nombre de projets actuelles en préparation par les différents acteurs économiques, un plan directeur sectoriel, instrument réglementaire, donc nécessairement normatif strict, n'apporterait aucune plus-value pour la mise en œuvre de la politique énergétique du Gouvernement.

En ce qui concerne les questions relatives à une actualisation d'un inventaire des sites potentiels d'implantation d'éoliennes datant du début des années 2000 et à un site d'implantation dans la commune de Mondercange, le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions ne dispose d'aucune information à ces sujets.

Question 2723 (16.5.2013) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant l'**incident lors de l'intervention d'une ambulance le 14 mars 2013**:

Am Bulletin de presse vum 14. Mäerz 2013 vun der groussherzoglecher Police kann een enner anerem dës Noriicht liesen: „Vers 17.00 heures le centre d'intervention de Diekirch a été contacté par l'équipage d'une ambulance suite au comportement agressif d'un patient. Au cours de l'intervention l'état de santé du jeune homme s'est subitement dégradé. Les tentatives de réanimation des ambulanciers sur place et du médecin du SAMU sont restées vaines. Le parquet de Diekirch a ordonné une autopsie afin de déterminer les causes exactes du décès“.

Déi national Press huet deemols vun dësem tragesche Virfall bericht, mä eng Rei Detailler schéngen net der Wourecht ze entsprechen. De jonke Mann wier net zu Angelduerf an enger Ambulanz, mä an engem Haus zu Ierpeldeng gestuerwen. Dës falsch Informatioun wier och op der Déclaration des causes de décès erëmzefannen.

An deem Kontext wéilt ech den Häre Ministeren dës Froe stellen:

1. Sinn d'Eltere vun deem jonke Mann gefrot ginn, ob si domadder averstane wieren, datt dësen tragesche Virfall am Bulletin de presse vun der groussherzoglecher Police ernimmt gëtt?

2. Falls sech d'Eltere géint d'Veröffentleche vun där Informatioun ausgeschwat hunn, firwat ass dee Wunsch net respektéiert ginn?

3. Gëtt d'Famill an deene Fäll ëmmer ëm d'Erbaubnis gefrot? Wann neen, firwat?

4. Ass den Här Minister net der Meenung, datt et an deem Kontext wichteg ass, den Équilibrium ze fannen tëscht der Privatsphäre vun de betroffenen Leit an der Noutwendegkeet, d'Öffentlechkeet iwwer verschidde Virfälle ze informéieren?

5. Wéi gëtt, wat de Bulletin de presse ubelaangt, den Tri gemaach tëscht den Informatiounen, déi veröffentlecht ginn, an deenen, déi net veröffentlecht ginn?

6. Wéi ass den Émgang vun der Police mat der Press geregelt?

7. Huet d'Police an ähnleche Fäll d'Recht, verschidde Journaliste méi Informatiounen ze ginn ewéi déi, déi um Bulletin de presse erëmzefanne sinn?

8. Ass et üblech, datt an ähnleche Fäll d'Déclaration des causes de décès net vum Dokter, deen den Doud constatéiert huet, erstallt gëtt, mä vun engem anere Médecin légiste?

9. Wéi ass et méiglech, datt op der Déclaration des causes de décès, déi d'Famill vun jonke Mann kritt huet, guer keng Doudesursaach uginn ass?

10. Wier ass an ähnleche Fäll fir de Rapport d'autopsie zoustänneg?

11. U wien huet sech an dësem Fall de Médecin légiste gewannt, fir un all déi néideg Informatiounen, déi mam Doud vun jonke Mann a Verbindung stinn, ze kommen?

12. Wat fir eng Konsequenze kënnen an dësem Fall, wat d'Veröffentlechung vun den Informatiounen an d'Erstelle vun den offiziellen Dokumenter (Déclaration des causes de décès a Rapport d'autopsie) betrëfft, gezu ginn?

Réponse commune (26.6.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, et de **Mme Octavie Modert**, Ministre de la Justice:

Le communiqué de presse diffusé le 14 mars 2013 par la Police grand-ducale fait suite à une intervention de police administrative qui a eu lieu à l'occasion d'une demande d'hospitalisation sans son consentement d'une personne majeure atteinte de troubles mentaux en application des dispositions de la loi du 10 décembre 2009 sur le placement de personnes souffrant de troubles mentaux.

Suite à une demande des parents afin de voir hospitaliser leur fils en raison d'un trouble mental, les ambulanciers sont appelés. Le jeune homme X a hospitaliser se trouve dans la cuisine de la maison, mais refuse d'accompagner les ambulanciers.

Suite à ce refus, mais en vue de voir admettre X au Centre Hospitalier du Nord, les ambulanciers font appel à la police en vue de les épauler pour le transport du patient.

Le patient continua toutefois de s'opposer à son hospitalisation et lorsqu'après un certain temps de discussions restées infructueuses, l'un des policiers essaya de prendre le jeune homme par le bras pour l'inviter à sortir de la pièce où il se trouvait, celui-ci tenta de s'emparer d'un couteau de cuisine. Les agents essayaient alors de l'immobiliser et de le menotter, ce qui s'avéra difficile au vu de l'exiguïté de la pièce dans laquelle ils se trouvaient. Après avoir fait usage du spray à poivre, les agents réussirent toutefois à menotter le jeune homme, mais à un moment donné celui-ci s'effondra et tomba dans le coma.

Les ambulanciers qui attendaient devant la maison, furent immédiatement appelés dans la cuisine et essayèrent de le réanimer, malheureusement en vain.

Le médecin du SAMU, appelé sur les lieux, arriva sur place une quinzaine de minutes plus tard. Il constata que toutes les diligences possibles en vue d'une réanimation avaient été entreprises et constata le décès de X.

Aux termes de la déclaration des causes de décès, le médecin du SAMU ne se prononça pas sur les causes du décès, mais cocha la case «mort de cause inconnue et suspecte».

Au vu de ce constat dudit médecin, le parquet de Diekirch fut informé par la police des faits qui venaient de se produire et il se rendit sur les lieux. En application de l'article 44, alinéa (2) du Code d'instruction criminelle, il fut décidé de requérir le juge d'instruction d'ouvrir une information aux fins de rechercher les causes de la mort de X et d'ordonner une autopsie.

Le 15 mars 2013, le juge d'instruction nomma expert un légiste de l'Institut de médecine légale de l'Université du Saarland qui procéda le jour même à l'autopsie requise en présence des personnes énumérées au procès-verbal d'autopsie dressé par le juge d'instruction. Le juge d'instruction confia également une mission d'expertise à un expert toxicologue.

Le rapport d'autopsie du 25 mars 2013 ainsi que le résultat des examens toxicologiques ont entre-temps été communiqués au père du défunt suite à une demande de celui-ci.

Il est exact que les parents, qui avaient demandé l'hospitalisation de leur fils sans son consentement, avaient exprimé sur les lieux le vœu que les faits ne devraient pas être divulgués dans la presse. Il n'en reste pas moins que les événements dont s'agit ne pouvaient rester inaperçus au vu du nombre important de véhicules de service qui étaient arrivés dans un très court laps de temps (ambulance, SAMU, police, parquet) et le nombre important de personnes qui se trouvaient sur les lieux.

Compte tenu de ce qu'une personne était décédée au cours d'une intervention policière en vue d'une hospitalisation, il fut décidé de publier un court communiqué de presse afin de garantir une information succincte du public et de parer ainsi à un éventuel reproche de vouloir cacher l'intervention policière, tout en essayant de sauvegarder dans la mesure du possible la sphère privée de la famille en deuil.

Le communiqué de presse ne comportait aucune indication quant à la localité où les événements s'étaient passés, ne donnait aucun détail quant à la maladie de la victime, ne révélait ni l'âge de celle-ci, ni le lieu exact (intérieur de la maison ou de l'ambulance) où la personne était décédée.

Si certains quotidiens sont revenus dans la suite sur ces événements, sans qu'ils aient demandé de plus amples renseignements au Service Presse de la Justice, ni apparemment au Service Presse de la Police grand-ducale, et si certaines informations contraires à la réalité y ont été diffusées, leur origine ne saurait être le communiqué de presse diffusé par la Police grand-ducale et repris dans la question parlementaire de l'honorable Député Gast Gibéryen.

L'information judiciaire est toujours en cours au cabinet d'instruction du tribunal d'arrondissement de Diekirch, étant donné que tous les devoirs d'instruction ordonnés en cause n'ont pas encore été exécutés.

En général, la prérogative de la communication en matière d'enquêtes judiciaires appartient, comme le fixe l'article 8 du Code d'instruction criminelle, au procureur d'État. Cette procédure est systématiquement appliquée par la police.

La communication publique de la police est réglée par une prescription de service qui décrit la politique média de l'administration.

Il est évident que l'information policière officielle diffusée est disponible à titre égal pour tous les acteurs de la communication. Le service compétent de la police est à la disposition de tous les journalistes, 24 heures sur 24, pour informer proactivement et traiter les questions et requêtes éventuelles dans les meilleurs délais.

La police publie au moins trois bulletins de presse quotidiens (7 jours sur 7) et elle exploite tout un éventail de supports du Web 2.0 (Internet, Twitter, Facebook, application smartphone - IOS et Androïde -, YouTube et YouMakeTV).

Dans un souci de transparence, qui devrait sous-tendre tout le secteur public et lier tous ses représentants à tous les niveaux, la police communique les faits sensibles d'intéresser le grand public en matière de sécurité publique. Elle rend compte de ses actions, informe sur des dangers éventuels et prête une attention toute particulière aux messages de prévention.

La communication policière est soumise au secret de l'instruction, au secret professionnel et à l'obligation de réserve du fonctionnaire. Elle veille plus particulièrement à ce que la présomption d'innocence soit respectée dans l'intérêt du suspect, respectivement du prévenu et elle se garde de violer le respect de la vie privée du citoyen.

Question 2724 (17.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **Premium SMS Service**:

Wéi an anere Länner och, bidden zu Lëtzebuerg eng Rei vu Provider sougenannte Premium SMS an MMS Services un. Et handelt sech dobäi ëm SMSen an MMSen, déi wäit iwwert de gewéinleche Präis erausginn an duerch déi de Client fir Déngschtlechtunge wéi Spiller oder Sonnerië fir den Handy bezilt. Zënter Jore stinn dës Services aus ënnerschiddleche Grënn an der Kritik. Duerch d'Verschécke vun engem SMS schléisst de Client, ouni et sech vläicht bewusst ze sinn, en Abonnement of, dat deier kascht an dat och nach nëmme duerch eng relativ komplizéiert Prozedur ka gekënnegt ginn.

Dozou kënn nach, datt dës Services dacks an engem dubiéise Kontext gebraucht ginn. De Consommateur, deen op enger Internetsäit zum Beispill e Film erofgelueden huet, gëtt gebieden esou eng Premium SMS ze verschécken, fir Accès zu engem Passwuert ze kréien. Dacks stellt sech awer eraus, datt et sech bei der Datei ëm e Virus handelt an datt de Client Suen ausginn huet, ouni datt e wierklech drop opmierksam gemaach ginn ass.

Dës ass ëmsou méi besuergnerregend, well bei deene Services viren allem déi jonk Clienten als Zilgrupp ugesprach ginn.

D'Telekommunikationsgesellschaften spillen eng wichteg Roll, well se fir d'Fakturierung vun deene Services zoustänneg sinn.

Dowéinst wéilt ech dem Här Kommunikationsminister dës Froe stellen:

1. Wéi sinn zu Lëtzebuerg déi Premium SMS an MMS Services geregelt?

2. Sinn d'Provider verpflichtet, de Client ganz bewusst drop opmierksam ze maachen, datt et sech beim Service ëm en Abonnement handelt? Wann neen, firwat? Wa jo, hale sech d'Provider un déi Verpflichtung?

3. Wat d'Réparatiounen ugeet, sinn d'Provider verpflichtet, dem Client eng Prozedur unzobidden, déi net nëmme liicht ze fannen, mä och ze verstoen ass? Wann neen, firwat? Wa jo, hale sech d'Provider un déi Verpflichtung?

4. Gëtt et e maximale Montant, dee gesetzlech virgeschriwwen ass an deen e Provider d'äerf fir esou e Service froen?





5. Wéi ass d'Positioun vum Här Minister zu engem standardiséierter Präslimitatioun fir Premium SMSen an MMSen?

6. Wat ass virgesinn, fir Fall vu Mëssbrauch ze verhënneren?

7. Ginn et konkret Zuelen oder Estimatiounen zu de Recetten, déi op dës Servicereckzeffiere sinn?

8. Ass de Prozentsaz vun de Recetten, deen direkt un de Provider geet, gesetzlech virgeschriwwen?

9. Wien iwwerwaacht, datt de Contenu, deen iwwer Premium SMSen an MMSen réceptionnéiert gëtt, net géint d'Gesetz verstéisst (z. B. Pornographie)?

10. Ass den Här Minister net der Meenung, datt grad déi jonk Leit misse besser geschützt ginn, andeems zum Beispill d'Telekommunikationsgesellschaften dozou verflucht ginn, de Mannerjähregen nëmme nach Abonnementer unzebidden, mat deenen se net kënnen Premium SMSen an MMSen verschécken?

Réponse commune (11.7.2013) de M. Luc Frieden, Ministre des Communications et des Médias, et de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.

Et gëtt zwou Zorte vu Premium SMSen an MMSen: déi, déi ee selwer schéckt un eng besonnesch Kuerznummer, wou e Präisopschlag ass, an déi, déi ee geschéckt kriit, am Kader vun engem Abonnement op e Service. A béide Fäll gëtt bezuelt iwwer d'Rechnung am Kader vum Handsabonnement. Bei dëser parlamentarescher Fro geet et éischter ëm d'Abonnementer.

Iwwer d'Recett vum Prestatair vum Premium SMS an MMS Servicer zu Lëtzebuerg si keng Zuele bekannt.

Et gëtt zu Lëtzebuerg keng spezifesche Reglementatioun vun de Premium SMSen oder MMSen. Mä well et sech am Fall vun engem Abonnement op esou e Service ëm en „Contrat à distance“ handelt, well en op elektroneschem Wee ofgeschloss gëtt, applizéiere sech d'Dispositiounen iwwer de „Contrat à distance“, déi am Code de la Consommation an am Code civil virgesi sinn. Zum Beispill muss de Konsument beim Ofschluss vun engem Kontrakt iwwer de Präis informéiert ginn.

Doriwwer eraus gëtt et en „Code de bonne conduite pour les services mobiles au Luxembourg“, deen déi mobil Operateuren zesummen opgestallt hunn. Dee Code féint een zum Beispill um Site vu Luxgsm, wann een bei „Recherche“ „Premium SMS“ aginn huet, an dann ënner „Documents à télécharger“ kuckt.

Dee Code gesäit ënner anerem vir:

- dass ee muss eng extra Këschtchen ukräizen, fir esou e Service via Internet ze abonnéieren,

- dass um Publizitéitsmaterial de Präis pro Zäit oder Zuel vun SMSen muss kloer ugi sinn,

- dass de Prestataire vum Service dem Abonnéierten all Mount muss Informatiounen schécken, wann de Präis vum Service e gewisse Montant iwwerschreit.

Dee Code erkläert och, wéi een nees aus dem Abonnement erauskënn: eng Manéier ass zum Beispill fir en SMS ze schécken dee mat «Stop» ugeet an dann de Code vum Service. D'Operateur behale sech vir, de Kontrakt mam Prestataire vum Service ze kënnegen, wann dee sech net un de Code de bonne conduite hält.

Dem ILR ass kee Fall bekannt, wou e Konsument e Stop SMS geschriwwen huet a wou deen net vum Prestataire vum Service respektéiert ginn ass.

Et wär natierlech gutt, wann d'Leit am Fall vu Mëssbrauch dat bei hirem mobilen Operateur oder beim ILR géife mellen.

Den Inhalt vun SMSen oder MMSen gëtt net iwwerwaacht. Do applizéiert sech de Prinzip vun der Confidentialitéit vun de Kommunikatiounen. Wat de Jugendschutz ugeet, gëllen déi allgemeng Bestëmmungen iwwer de Jugendschutz.

Question 2725 (17.5.2013) de M. André Bauler (DP) concernant le développement des écotéchnologies sur le territoire de la «Nordstad»:

Au début de l'année 2013, les autorités communales de Bettendorf, Colmar-Berg, Diekirch, Erpeldange, Ettelbruck et Schieren ont signé

une déclaration d'intention dans le cadre de laquelle elles expriment leur soutien quant au développement ainsi qu'à l'implantation d'entreprises dans le secteur des écotéchnologies sur le territoire de la «Nordstad» tout en lançant un appel aux membres du Gouvernement pour qu'ils s'engagent fermement en faveur de la réalisation de cette démarche.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Madame la Ministre est-elle disposée à développer, en collaboration étroite avec Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, une stratégie destinée à soutenir le développement des écotéchnologies sur le territoire de la «Nordstad»?

- Dans l'affirmative, quels pourraient être, à son avis, les axes principaux d'une telle stratégie?

- La concentration d'activités de recherche en la matière sur le site d'Esch/Belval constituerait-elle une option définitive? Si tel n'était pas le cas, la «Nordstad» pourrait-elle devenir un deuxième centre d'innovation et de recherche sur le plan des écotéchnologies, notamment pour ce qui est de la recherche publique?

Réponse commune (20.6.2013) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.

La question soulevée par l'honorable Député concerne deux aspects de politique visés par le programme gouvernemental, à savoir la recherche et le développement technologique, d'un côté, et le développement régional, d'autre côté. Concernant le développement de l'initiative visée par ladite question, il s'agira donc de répondre aux impératifs de ces deux politiques.

En matière de recherche et de développement technologique le programme gouvernemental souligne la nécessité du renforcement des efforts de synergie entre l'Université du Luxembourg et les établissements publics de recherche. Il retient également que ces efforts de synergie seront catalysés par la concentration des activités au sein de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation, avec pour objectif la création d'un véritable campus technologique favorisant également le partenariat public-privé. Il retient en outre l'opportunité de la création d'un petit nombre de véritables pôles d'innovation autour de certains thèmes technologiques. Parmi ces thèmes technologiques visés figurent entre autres les écotéchnologies.

En matière de développement régional, le programme gouvernemental retient que «le Gouvernement veillera à ce que l'évolution des quatre grands pôles de développement nationaux que sont le Kirchberg, le sud-ouest de l'agglomération de la ville de Luxembourg, Belval et la Nordstad, dont la mise en œuvre prioritaire sera accélérée, se fasse, dans la mesure du possible, de manière complémentaire et non concurrentielle».

Toutefois, les acteurs tant privés que publics sont aujourd'hui davantage concentrés sur la région sud du Luxembourg. En outre, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a pris la décision de promouvoir à travers un partenariat privé-public le site de Kockelscheuer comme zone d'activités économiques dédiée aux technologies environnementales.

Néanmoins, la région de la «Nordstad» pourrait servir de terre d'accueil à d'autres pôles de compétences plus en ligne avec le tissu économique de la région.

Dans ce contexte, une des priorités du Gouvernement sera d'analyser, sur base de compétences existantes auprès des grandes entreprises, l'opportunité de développer sur le territoire de la «Nordstad» des activités pouvant insuffler une nouvelle dynamique au développement économique du territoire de la «Nordstad».

Question 2726 (21.5.2013) de M. Jean Colombera (Onofhängeg) concernant les maisons de soins:

Bezüglich der Praxis der Suche nach Unterbringung und späteren Zuerkennung von Wohnplätzen in nationalen Strukturen der Langzeitpflege wird berichtet, dass Anträge an verschiedene Wunsch-Strukturen (CIPA oder Pflegeheime) in Papierform gerichtet werden müssen.

Dem Vernehmen nach gibt es keine zentrale nationale Datenbank, in der die Anträge registriert werden und bei Bedarf abgerufen werden können, beispielsweise durch Sozialarbeiter oder Allgemeinärzte respektive Referenzärzte, die bei der Suche nach Wohnplätzen für ältere Menschen behilflich sein wollen.

Erschwerend ist, dass die einzelnen Langzeitstrukturen sich die Freiheit nehmen, eine Person aufzunehmen oder auch nicht, so dass bestimmte Personen schwer zu platzieren sind. Auch das Phänomen der sogenannten „attente de placement“ in den Akutkliniken ist keinesfalls gelöst.

Fragen:

1) Kann der Minister bestätigen, dass es keine nationale Datenbank gibt, die Informationen über die Zurverfügungstellung der Wohnplätze gibt?

2) Ist es Vorgabe der Regierung, patientenzentrierte Versorgungsmodelle zu betreiben?

3) Falls ja, wie ist es möglich, dass eine ältere Person, wohnhaft im Süden des Landes, schlussendlich im hohen Norden wohnen muss?

4) Hat ein Bürger ein Anrecht auf einen Wohnplatz in einer Langzeitversorgungsstruktur nahe seinem Wohnsitz und nahe seiner Familie und seinem Bekanntenkreis?

5) Müsste es nicht eine Pflegeheimberatung geben, bei der Antragesteller Hilfeleistung erhielten?

6) Kann der Minister bestätigen, dass es weiterhin ein ungelöstes und gravierendes Problem namens „attente de placement“ in den Akutkliniken gibt?

Réponse (21.6.2013) de M. Marc Spautz, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Wie bereits in der Antwort auf Ihre parlamentarische Anfrage Nr.0498/2010 angegeben (cf. compte rendu n°11/2009-2010), gibt es keine nationale Datenbank, in der Anträge registriert werden resp. die Auskunft zur „Zurverfügungstellung“ von Wohnplätzen in Alten- und Pflegeheimen gibt.

Das Ministerium für Familie und Integration ist Herausgeber des „Guide pratique pour seniors“, in dem alle Alten- und Pflegeheime aufgelistet sind und den jeder Bürger per Telefon gratis bestellen oder von den Internetseiten www.mfi.public.lu sowie www.luxsenior.lu herunterladen kann. Dies gilt auch für eine detaillierte Adressenliste aller „CIPAs“ und Pflegeheime, die telefonisch angefragt oder über die Internetseite www.luxsenior.lu abgerufen werden kann.

Da Wohnplatz des Einzelnen sowie Lebensraum der Familie resp. des Bekanntenkreises sehr verschieden sein können sowie unterschiedliche Prioritäten seitens der betroffenen Person bestehen können, kann es zu einer Unterkunft in der/den „gewünschten“ Institutionen nur dann kommen, wenn die betroffene Person Vorsorge trifft und sich präventiv bei dem/den bevorzugten Anbieter(n) „anmeldet“.

Es kann immer zu Notsituationen kommen, die mit sich bringen, dass eine ältere Person aus dem Süden in einer Struktur im Norden des Landes temporär oder definitiv untergebracht werden muss.

Generell helfen die Organisationen der Langzeitpflege den Betroffenen bei der Antragstellung. Eine weitere Anlaufstelle sind die Sozialämter der Gemeinden, welche die Betroffenen und ihre Familien informieren, beraten und bei konkreten Anfragen unterstützen. Man kann auch montags bis freitags zwischen 8.30 und 11.30 Informationen über das Seniorentelefon einholen (24 78 60 00).

Da die Organisationen der Langzeitpflege sich unterschiedliche Prioritäten gesetzt haben in Bezug auf Unterbringungs- und Pflegekonzepte, sollten die betroffenen Personen und ihre Familien sich immer vor Ort und im Vorfeld einer Pflegesituation ein konkretes Bild machen und dann ihre Entscheidung treffen.

Die ihm zur Verfügung stehenden Informationen ermöglichen es dem Ministerium nicht, die beschriebene Situation der „attente de placement“ in den Akutkliniken zu bestätigen.

Question 2727 (21.5.2013) de M. Jean Colombera (Onofhängeg) concernant le règlement des centres de recyclage:

Kürzlich war in einem Beitrag in einer deutschen Boulevardzeitung zu lesen, dass eine Person mit einem Bußgeld belegt wurde, weil sie Altglas in einem Nachbarort entsorgt hatte, in dem sie nicht wohnhaft war und nicht zum Verbandsgebiet gehörte.

Es stellt sich die Frage, ob ein solcher Vorfall ebenfalls in unserem Land möglich wäre. In der Tat gibt es Gemeinden, in denen die Recyclingaktivitäten nur den Bewohnern dieser bestimmten Gemeinde vorbehalten sein sollen.

Fragen:

1) Wie ist die rechtliche Lage in Luxemburg bezüglich der Benutzung von Recyclingzentren, die auf Gemeindeebene genutzt werden?

2) Könnte sich ein Vorfall, wie er in der deutschen Presse beschrieben wurde, ebenfalls in Luxemburg wiederholen, indem eine Gemeinde einen externen Benutzer ihrer Recyclinganlagen strafrechtlich verfolgen lassen könnte?

3) Wie ist die Meinung des Ministers zu solchen restriktiven Maßnahmen durch die Gemeinden?

4) Welches Interesse hat die Allgemeinheit an der Teilnahme an Recyclingmaßnahmen, wenn sie potenziell solchen Schikanen ausgesetzt ist?

5) Gibt es eine Anlaufstelle beim zuständigen Ministerium, bei der derartige Vorfälle berichtet werden können?

Réponse (27.6.2013) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

1) In Luxemburg wird das Errichten sowie das Betreiben von Recyclingparks durch das Containerparkreglement „Règlement grand-ducal du 1er décembre 1993 relatif à l'aménagement et à la gestion des parcs à conteneurs destinés à la collecte sélective de différentes fractions de déchets ménagers, encombrants et assimilés“ geregelt.

2) Das Abfallwirtschaftsgesetz vom 21. März 2012 sieht für derartige Fälle, so wie es sich in Deutschland ergeben hat, keine Strafen vor. Allerdings obliegt die Bewirtschaftung der Haushaltsabfälle und der haushaltsähnlichen Abfälle den Gemeinden. Aufgrund des Abfallwirtschaftsgesetzes müssen die Gemeinden ihre kommunalen Abfallreglements bis zum 1. April 2014 anpassen. Im Gemeindereglement können, gemäß Artikel 29 des Gemeindegesetzes vom 13. Dezember 1988, die Gemeinden penale Strafen festlegen.

3) Der Umweltminister begrüßt es, dass die Gemeinden respektive die Gemeindesyndikate in den letzten Jahren kommunale Sammelstrukturen zwecks separater Einsammlung der unterschiedlichen Wertstoffe aufgebaut haben. Durch diese sowie diverse andere Maßnahmen in der Abfallwirtschaft zählt Luxemburg europaweit zu den führenden Nationen, was das Recycling von Wertstoffen anbelangt. Eine Recyclingquote von mindestens 50% der Haushalts- und der haushaltsähnlichen Abfälle ist spätestens 2020 durch die Gemeinden zu erreichen.

4) Der nationale Abfallwirtschaftsplan, welcher im Januar 2010 von der Regierung angenommen wurde, schlägt vor, dass die verschiedenen kommunalen und interkommunalen Recyclingparks im Verbund zusammenarbeiten, um es somit den Bürgern zu ermöglichen, den Recyclingpark zu nutzen, der für sie zum gegebenen Zeitpunkt der günstigste ist, unabhängig davon, ob der Bürger in der entsprechenden Gemeinde wohnt oder nicht. In diesem Sinne kann das Ministerium solch restriktive Maßnahmen nicht begrüßen.

5) Zuständige Anlaufstelle für die Bewirtschaftung der Haushaltsabfälle und der haushaltsähnlichen Abfälle sind in erster Linie die Gemeinden. Gemäß Abfallwirtschaftsgesetz ist die Umweltverwaltung die zuständige Verwaltung.

Question 2728 (21.5.2013) de Mme Josée Lorsché (déi gréng) concernant le bisphénol A:

Le nouveau rapport de l'Agence nationale française de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), publié en avril 2013, souligne les risques liés au Bisphénol A et complète les travaux précédents en la matière.

L'Anses confirme les effets néfastes de cette substance chimique de synthèse utilisée pour la fabrication de plastique de type polycarbonate (biberons, vaisselle, récipients destinés au four à micro-ondes, revêtements plastifiés à l'intérieur des boîtes de conserve...) ou comme révélateur d'encre dans les tickets thermiques (tickets de caisse, reçus de carte bancaire...). De surcroît, l'agence identifie un risque potentiel pour l'enfant à naître des femmes enceintes exposées ainsi que d'autres modes de contamination, en particulier dans le milieu professionnel.

Dans le même ordre d'idées, en Belgique, le Conseil supérieur de la santé préconisait déjà en 2012 une révision à la baisse de la dose journalière actuelle autorisée de 0,05 mg/kg de poids corporel dans la plupart des pays de l'Union européenne. Le CSS belge recom-

mande de la prudence, principalement pour les femmes enceintes et les nourrissons.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le principe de précaution en matière de santé publique devrait être respecté et qu'une réduction systématique des dangers liés à l'exposition au BPA devrait être envisagée, notamment par l'introduction d'une loi à l'instar de la loi française du 24 décembre 2012, visant la suspension de la fabrication, de l'importation, de l'exportation et de la mise sur le marché de tout conditionnement à vocation alimentaire contenant du Bisphénol A?

2. Est-ce que le Laboratoire National de Santé dispose de moyens adéquats pour analyser la teneur en BPA des matières plastiques de type polycarbonate ainsi que des tickets thermiques couramment utilisés au Luxembourg, respectivement les effets résultant de la manipulation de tels tickets?

3. Les règles communautaires obligent chaque État membre à une analyse des risques liés aux matériaux entrant en contact avec les aliments. Le programme luxembourgeois de contrôle pluriannuel ayant débuté en 2009 et s'étalant sur trois ans a-t-il été mis au point et a-t-il pu tenir compte de la recherche du BPA?

Réponse (28.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

1. L'emploi du BPA est autorisé dans les matériaux en contact avec les aliments au sein de l'Union européenne (UE) conformément au règlement UE n°10/2011 relatif aux matériaux et articles en matière plastique destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires.

Cette substance a été soumise à de nombreuses évaluations par l'Autorité européenne de la sécurité des aliments (EFSA). L'EFSA a finalisé sa première évaluation des risques complète du BPA en 2006 en fixant une dose journalière acceptable. Elle s'est penchée en 2008 sur la capacité différente pour les nourrissons et les adultes d'éliminer le BPA de l'organisme. L'EFSA a mis à jour ses conseils sur le BPA en septembre 2010 et reconfirmé son avis de 2008. Ses avis évoquent cependant que des incertitudes subsisteraient quant à la pertinence éventuelle pour la santé humaine de certains effets associés au BPA à faibles doses observés chez des rongeurs. En février 2012, l'EFSA a décidé d'entreprendre une réévaluation complète des risques pour l'homme associés à l'exposition au BPA par l'intermédiaire du régime alimentaire, en tenant compte également de la contribution de sources non alimentaires à l'exposition globale au BPA. Il est prévu que cet avis sera publié en novembre 2013, après une consultation publique en juillet.

Toujours est-il que la Commission européenne a adopté en janvier 2011 la directive UE n°8/2011 modifiée par le règlement 321/2011, interdisant l'utilisation du BPA pour la fabrication de biberons pour nourrissons en polycarbonate.

Un certain nombre d'agences nationales, et notamment l'Anses (Agence française de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail), ont publié également des avis. L'avis français est à la base de la loi visant la suspension, mais ceci seulement à partir de janvier 2015. Il prend en compte, pour la première fois, une estimation des expositions réelles de la population au BPA par voie alimentaire, mais aussi par inhalation (via l'air ambiant) et par voie cutanée (au contact de produits de consommation).

Il met aussi en évidence la problématique des substances de remplacement du BPA qui, en effet, sont mal connues au niveau toxicologique.

L'Anses conclut qu'au final il n'est pas possible de conduire une évaluation des risques sanitaires liés à une utilisation de ces composés dans des produits de consommation, ce qui doit inciter à la plus grande précaution en matière de substitution.

En effet, une interdiction du BPA conduira inévitablement les fabricants d'emballages et de matériaux destinés au contact alimentaire à se tourner vers d'autres constituants de matières plastiques dont la toxicité est moins bien connue que celle du BPA. Les produits de substitution pour le polycarbonate (PC) sont le polyéthylène sulfoné (PES) qui peut contenir du Bisphénol S, le polyéthylène (PE), dont le polychlorure de vinyle, qui peut contenir des phtalates, le polypropylène (PP), voire le verre pour lequel il n'existe aucune réglementation communautaire spécifique.

Afin d'éviter d'échanger un risque bien caractérisé par un risque d'ampleur inconnue, le Luxembourg attend l'évaluation par l'EFSA et soutiendra le projet législatif communautaire basé sur l'évaluation de données scientifiques consolidées.

2. Le laboratoire de contrôle alimentaire du Laboratoire National de Santé dispose d'une méthode de chromatographie gazeuse pour la détermination quantitative du relargage de BPA à partir des matériaux et objets en contact avec les denrées alimentaires (p. ex. les biberons). L'analyse peut être faite directement sur l'aliment compris dans le conditionnement (si vendu tel quel) ou sur un simulant alimentaire dont le conditionnement sera rempli selon les conditions recommandées dans le guide publié par le laboratoire européen de référence ou selon les conditions définies sur l'article.

L'analyse d'un échantillon coûte environ 200 euros sans tenir compte du prix d'achat de l'appareil (environnant les 100.000 euros) ni du salaire du technicien. Un technicien nécessite au moins deux jours pour une série de dix échantillons.

Les résultats de ces analyses sont intégrés dans le plan national pluriannuel de contrôle (MANCP).

Le laboratoire d'hygiène du milieu et de surveillance biologique du Laboratoire National de Santé fait des dosages de BPA dans le cadre du dépistage d'expositions environnementales. Les analyses sont réalisées dans différentes matrices non biologiques, tels que poussières, matelas, tapis, matériaux de construction et objets usuels par chromatographie gazeuse couplée à la spectrométrie de masse après extraction ASE. Cette technique analytique permettrait en principe également le dosage quantitatif du BPA dans les tickets thermiques.

Le nombre d'échantillons s'élevait à 786 en 2011, 637 en 2012 et 382 jusqu'en juin 2013.

		Nombre échantillons				
		Total	<1 mg/kg	1-5 mg/kg	5-100 mg/kg	>100mg/kg
2012	toutes matrices	637	359	217	60	1
2012	dont poussière domestique	295	33	211	51	0
2011	toutes matrices	786	439	288	59	0
2011	dont poussière domestique	372	44	281	47	0

Il n'existe pas de limite légale de conformité des échantillons.

3. Le Service de la sécurité alimentaire de la direction de la Santé a réalisé entre 2009 et 2013 des prélèvements en vue de déterminer le taux de migration de BPA à partir des biberons et d'autres récipients.

Tous les échantillons étaient conformes au règlement (UE) n°10/2011 respectivement au règlement (CE) n°321/2011 modifiant le règlement (UE) n°10/2011 en ce qui concerne la restriction de l'utilisation du BPA dans les biberons en plastique pour nourrissons.

Le nombre d'échantillons prélevés par année est repris dans le tableau ci-après:

Échantillon	2009	2011	2012	2013
Biberon	23	13	10	9
Gobelets (pour bébé)	0	1	0	1
Boîtes de conserve	0	0	10	12 (en cours)
Bouteille pour la préparation de boissons gazeuses	3	0	0	0

Un deuxième prélèvement de huit boîtes de conserve est encore prévu pour cette année.

Aucun de ces échantillons ne présentait une teneur en BPA au-delà de la limite légale autorisée.

Question 2729 (21.5.2013) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant le **refus de la Chine de payer pour les émissions de CO₂ dans l'UE**:

Selon mes informations, la Chine n'accepterait pas de payer pour les émissions de CO₂ causées à l'intérieur de l'Union européenne par des avions commerciaux immatriculés en Chine. Cette annonce fait suite à l'intention affichée par la Commission européenne de vouloir frapper huit compagnies aériennes chinoises d'amendes. Les procédures pour recouvrer les amendes doivent être entamées par les États membres au départ desquels les vols ont été effectués. Les États concernés seraient le Luxembourg (Yangtze River Express Airlines), l'Allemagne, la Belgique, la France et les Pays-Bas.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Pouvez-vous confirmer nos informations?



2. Si oui, le Gouvernement entend-il entamer la procédure pour recouvrer l'amende? Si oui, quand et comment?

3. Quel est le montant de l'amende?

4. Quelles peuvent être les conséquences du recouvrement de l'amende pour les relations entre le Luxembourg et la compagnie concernée?

n°10/2009-2010), Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait précisé que la future transversale de Clervaux devra permettre de dévier du réseau routier existant une large partie du trafic des poids lourds et d'éliminer ainsi un grave problème de sécurité. Les études du projet détaillé auraient démarré début l'an 2010. Une reconnaissance géologique et diverses demandes d'autorisation auraient été en cours à ce moment et le comité d'acquisition aurait été saisi pour régler les questions foncières. Monsieur le Ministre avait également noté que, en principe, la présentation du dossier d'exécution de la transversale de Clervaux serait envisagée durant l'année 2011.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de fournir des explications au sujet de l'avancement des travaux préparatoires concernant l'aménagement de la future transversale de Clervaux (N7/N18)? Dans quelle phase le projet en question se trouve-t-il à l'heure actuelle?

- Le Ministère a-t-il rencontré d'éventuels obstacles lors de la mise en œuvre des travaux préliminaires à la réalisation de la transversale?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer, le cas échéant, un calendrier selon lequel les travaux de construction à proprement parler pourraient être mis en œuvre?

Réponse (1.7.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'avant-projet détaillé pour la construction du viaduc d'Irbich dans le cadre de la transversale de Clervaux a été approuvé en date du 18 février 2013. En même temps l'Administration des Ponts et Chaussées a été autorisée à procéder à l'élaboration du projet d'exécution en étroite collaboration avec les services compétents du département de l'Environnement, afin de tenir compte des conditions imposées par l'autorisation environnementale.

Le viaduc d'Irbich constitue la première phase de réalisation de la transversale de Clervaux et fait partie du tronçon est entre le CR340 «Reuler-Urspelt» et la route N7. Pour cette première phase, les autorisations de la part de l'Administration de la Gestion de l'Eau et de l'Administration de l'Environnement ont déjà été délivrées. Le 15 mai 2013, l'administration communale de Clervaux a accordé une autorisation de bâtir.

En attendant la finalisation des procédures de remembrement dans un couloir de la transversale de Clervaux et, après l'analyse et la prise en compte de tous les aspects environnementaux, l'exécution des travaux de la première phase devrait bientôt pouvoir être envisagée. Des travaux de forage sont d'ailleurs déjà en train d'être réalisés à l'endroit du futur viaduc enjambant le ruisseau Irbich.

Quant à la deuxième phase de réalisation dont font partie les travaux de construction du viaduc «Vallée de la Clerve», il y a lieu de procéder au préalable à l'élaboration d'un concept général pour la gestion des hautes eaux de la Clerve en tenant également compte des exigences découlant de la réalisation du nouveau lycée à Clervaux.

Réponse (28.6.2013) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

La Commission européenne a effectivement annoncé à la mi-mai que plusieurs compagnies aériennes chinoises ainsi que deux compagnies indiennes étaient passibles d'amendes en raison de leur refus de se conformer aux dispositions du système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (EU ETS), et plus particulièrement de restituer un nombre de quotas correspondant aux émissions réelles en provenance de leurs vols intra-communautaires effectués en 2012.

Dans un souci de coordination des procédures d'infraction à l'égard de ces compagnies, la

Commission a entamé les consultations entre experts des États membres.

La Commission a demandé de lancer les procédures d'infraction avant l'assemblée de l'OACI, laquelle se tiendra du 24 septembre au 4 octobre 2013 à Montréal.

L'article 20 (3) de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre prévoit une amende de 100 euros par tonne d'équivalent dioxyde de carbone excédentaire.

À noter encore qu'à l'occasion du Conseil Environnemental du 18 juin, la Commissaire européenne au climat, Connie Hedegaard, a à nouveau invité les États membres à traiter toutes les compagnies aériennes soumises au EU ETS, qu'elles soient européennes ou non européennes, de la même manière pour ce qui est des vols intracommunautaires, ceci afin d'éviter toute distorsion de concurrence entre les opérateurs.

Question 2730 (21.5.2013) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **transversale de Clervaux**:

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°0443 du 8 février 2010 (*cf. compte rendu*